Perspectives économiques de l'OCDE

Juin 2017



OCDE

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

101

JUIN 2017

OCDE
DES POLITIQUES MEILLEURES POUR UNE VIE MEILLEURE

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :
OCDE (2017), *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2017 Numéro 1*, Éditions OCDE, Paris.
http://dx.doi.org/10.1787/eco_outlook-v2017-1-fr

ISBN 978-92-64-27766-3 (imprimé)
ISBN 978-92-64-27767-0 (PDF)
ISBN 978-92-64-27768-7 (epub)

Série : Perspectives économiques de l'OCDE
ISSN 0304-3274 (imprimé)
ISSN 1684-3436 (en ligne)

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : *www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm*.

© OCDE 2017

La copie, le téléchargement ou l'impression du contenu OCDE pour une utilisation personnelle sont autorisés. Il est possible d'inclure des extraits de publications, de bases de données et de produits multimédia de l'OCDE dans des documents, présentations, blogs, sites internet et matériel pédagogique, sous réserve de faire mention de la source et du copyright. Toute demande en vue d'un usage public ou commercial ou concernant les droits de traduction devra être adressée à *rights@oecd.org*. Toute demande d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales devra être soumise au Copyright Clearance Center (CCC), *info@copyright.com*, ou au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), *contact@cfcopies.com*.

Table des matières

Éditorial : Perspectives économiques mondiales : *une embellie bienvenue, mais insuffisante* 9

Chapitre 1. **Évaluation générale de la situation macroéconomique** 13
Introduction 14
L'économie mondiale a connu récemment une embellie, mais un soutien des pouvoirs publics est nécessaire pour asseoir une reprise durable et viable . . . 15
Des facteurs de déséquilibre et de vulnérabilité persistent, et la croissance des salaires reste modeste 27
L'action publique doit se placer au service d'une croissance soutenue et inclusive 55
Bibliographie 66
Annexe A1. Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions 70

Chapitre 2. **Comment rendre le commerce mondial bénéfique pour tous** 73
Les échanges, la technologie et les préférences sont autant de facteurs qui modifient la structure des économies 78
Le renforcement de l'intégration commerciale a accentué les pressions concurrentielles et modifié les spécialisations des économies avancées 84
Bilan des avantages : l'intégration commerciale mondiale a entraîné des gains d'efficience et de bien-être 91
Bilan des coûts : les échanges ont accentué les tendances induites par la technologie dans le sens d'un creusement des inégalités 94
Cibler les coûts : l'adaptation des régions à la concurrence des importations et à l'évolution des préférences et de la technologie 99
Des mesures pour renforcer la capacité d'adaptation des régions 102
Des mesures pour aider les travailleurs 107
Bibliographie 112
Annexe 2.1. Résultats de la régression de la croissance des exportations 117
Annexe 2.2. Résultats de la régression pour l'emploi manufacturier 119
Annexe 2.3. Analyse régionale 121

Chapitre 3. **Évolution dans les pays membres de l'OCDE et dans certaines économies non membres** 123

Afrique du Sud 124
Allemagne 128
Argentine 133
Australie 136
Autriche 139
Belgique 142
Brésil 145
Canada 149
Chili 154
Chine 157
Colombie 161
Corée 164

Costa Rica 167
Danemark 170
Espagne 173
Estonie 176
États-Unis 179
Finlande 184
France 187
Grèce 192
Hongrie 196
Inde 199
Indonésie 203
Irlande 207
Islande 210
Israël 213
Italie 216
Japon 221
Lettonie 226
Lituanie 229
Luxembourg 232
Mexique 235
Norvège 238
Nouvelle-Zélande 241
Pays-Bas 245
Pologne 248
Portugal 251
République slovaque . . 254
République tchèque . . 257
Royaume-Uni 260
Russie 265
Slovénie 269
Suède 272
Suisse 275
Turquie 278
Zone euro 281

Annexe statistique 287

Encadrés

1.1. Utilité des différents indicateurs conjoncturels 18
1.2. Prévisions de croissance dans les grandes économies 21
1.3. Impact économique des demandeurs d'asile dans certains pays 29
1.4. Les variations de la composition de l'emploi et du chômage influent sur la croissance moyenne des salaires 33
1.5. Amplification des déséquilibres de TARGET2 45
1.6. Des épisodes prolongés de récession marquée altèrent la qualité des dépenses publiques 60
2.1. L'intégration commerciale s'est accrue 75
2.2. Principaux constats 77
2.3. Cadre comptable utilisé pour évaluer le rôle des facteurs nationaux et internationaux dans le changement structurel 82
2.4. Gains issus des échanges 92
2.5. Programmes du marché du travail liés aux échanges : enseignements tirés de l'expérience internationale 108

Tableau

1.1. Impact des réformes des dépenses publiques sur la croissance et l'équité . . . 59

Graphiques

1.1. Prévisions de croissance du PIB pour les grandes économies 14
1.2. Un redressement de l'investissement a contribué à stimuler la croissance de la production industrielle 16
1.3. De fortes dépenses de relance en Chine ont contribué à stimuler la croissance des importations cette année 16
1.4. La confiance s'est encore raffermie, mais sa relation avec les dépenses n'est pas claire et l'incertitude liée à l'action publique reste forte 17
1.5. L'intensité du commerce et de l'investissement au niveau mondial vont augmenter 24
1.6. Contributions à la croissance du volume d'importations des économies membres et non membres de l'OCDE 24
1.7. Le fléchissement de la croissance de l'offre contribue à réduire le sous-emploi conjoncturel des ressources mesuré dans les économies de l'OCDE 25

1.8. L'intensité de l'investissement devrait s'améliorer dans les économies de l'OCDE mais la croissance du stock de capital devrait rester faible 26
1.9. Les enquêtes suggèrent que les entreprises préfèreront remplacer leurs capacités plutôt que de les accroître 26
1.10. Le cycle de vie des TI à l'échelle mondiale indique un redressement possible de l'investissement en haute technologie 27
1.11. Les taux d'emploi et d'activité tendanciels ont augmenté dans de nombreux pays 28
1.12. La croissance des salaires reste faible malgré le recul du chômage 33
1.13. La croissance du salaire minimum se redresse dans certains pays 36
1.14. L'effet induit par le sous-emploi de la main-d'oeuvre sur la croissance des salaires s'est atténué dans la zone OCDE 37
1.15. L'évolution des échanges et celle des technologies sont toutes deux associées aux variations de la part du travail dans le revenu des facteurs dans les économies avancées 37
1.16. Les tensions inflationnistes devraient rester modérées dans la zone OCDE et certaines économies de marché émergentes 39
1.17. La composition des soldes des paiements courants a changé au niveau mondial 40
1.18. Ventilation des variations des soldes d'échanges de biens et de services 41
1.19. Le lien entre les variations des taux de change effectifs réels et les variations des résultats à l'exportation et du taux de pénétration des importations semble ténu 42
1.20. La proportion d'obligations à rendement négatif dans l'encours total d'obligations d'État reste élevée 45
1.21. Les récentes augmentations des cours des actions ont été alimentées par l'amélioration des perceptions des marchés 47
1.22. La volatilité a été faible mais les risques perçus de fortes baisses des cours des actions se sont accentués aux États-Unis 48
1.23. Prix des logements, investissement résidentiel et dette hypothécaire 49
1.24. Les ratios de fonds propres et de liquidité se sont améliorés dans les économies de marché émergentes 51
1.25. L'encours de crédit au secteur privé a diminué dans les économies de marché émergentes, sauf en Chine 52
1.26. L'encours de créances douteuses ou litigieuses augmente dans certaines économies de marché émergentes 52
1.27. Les liens entre la Chine et l'économie mondiale se sont intensifiés 53
1.28. Dette et recettes d'exportation libellées en dollars des États-Unis 54
1.29. Les taux d'intérêt des principales économies de l'OCDE devraient diverger 56
1.30. Plusieurs banques centrales sont devenues des détenteurs prédominants d'obligations publiques émises dans leur économie 57
1.31. L'orientation de la politique budgétaire devrait s'assouplir dans de nombreux pays de l'OCDE 58
1.32. Dans de nombreux pays, l'investissement public a été réduit depuis la crise 60
1.33. Le rythme des réformes structurelles s'est encore ralenti 63

1.34. Les possibilités d'adoption de nouveaux trains de réformes des marchés du travail et des produits sont considérables 64
1.35. Les dépenses consacrées aux PAMT sont d'autant plus efficaces que le niveau des obstacles à l'entrée sur les marchés de produits est bas . . . 65
2.1. Les inégalités de revenu se creusent et l'emploi manufacturier décline 74
2.2. Évolution de l'emploi dans le secteur manufacturier et les services 79
2.3. Les pertes d'emplois manufacturiers sont en partie dues à l'externalisation nationale et aux changements des modes de consommation 80
2.4. Explication du déclin de la part de l'emploi manufacturier dans quelques pays de l'OCDE 85
2.5. L'avantage comparatif des économies avancées s'est rétréci 86
2.6. Évolution des spécialisations dans les échanges de produits 87
2.7. Les pays avancés de l'OCDE se spécialisent dans des produits plus complexes que ceux des économies de marché émergentes 88
2.8. Les échanges de services aux entreprises connaissent une croissance rapide 90
2.9. Gains de revenu réel issus des échanges, médiane et décile inférieur 91
2.10. Gains de productivité et ouverture 93
2.11. Les chaînes de valeur mondiales se sont fortement développées depuis 1990 94
2.12. Les marchés du travail se sont polarisés selon les types d'emplois occupés . . 95
2.13. La dispersion des salaires est corrélée avec la dispersion de la productivité . . 97
2.14. Les échanges ont contribué à faire baisser la part du travail dans le revenu des facteurs 98
2.15. L'emploi manufacturier est plus concentré géographiquement que les emplois de service 99
2.16. Le déclin de l'emploi manufacturier est associé à un repli de l'emploi et des salaires 101
2.17. Le déclin du taux d'emploi dans le secteur manufacturier est associé à une augmentation des inégalités de revenu entre les régions 102
2.18. Corrélation entre la variation du taux d'emploi total régional et la variation du taux d'immigration interrégionale net depuis 2000 103
2.19. Les variations de l'emploi régional en Europe sont associées à une intégration renforcée dans les chaînes de valeur mondiales 105
2.20. La sécurité de l'emploi est faible dans certains pays 109
2.21. Le niveau d'études et la participation aux programmes de formation sont faibles dans certains pays 111

Suivez les publications de l'OCDE sur :




http://twitter.com/OECD_Pubs


http://www.facebook.com/OECDPublications


http://www.linkedin.com/groups/OECD-Publications-4645871


http://www.youtube.com/oecdilibrary


http://www.oecd.org/oecddirect/

Ce livre contient des...

StatLinks
Accédez aux fichiers Excel® à partir des livres imprimés !

En bas des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des *StatLinks*. Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : *http://dx.doi.org*, ou de cliquer sur le lien depuis la version PDF de l'ouvrage.

Légendes

$	Dollar des États-Unis	.	Décimale
¥	Yen japonais	I, II	Semestres
£	Livre sterling	T1, T4	Trimestres
€	Euro	Billion	Mille milliards
mb/j	Millions de barils par jour	Trillion	Mille billions
. .	Données non disponibles	c.v.s.	Corrigé des variations saisonnières
0	Nul ou négligeable	n.c.v.s.	Non corrigé des variations saisonnières
–	Sans objet		

ÉDITORIAL

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES MONDIALES : *UNE EMBELLIE BIENVENUE, MAIS INSUFFISANTE*

L'économie mondiale a affiché une embellie au cours de l'année écoulée. Dans la plupart des pays, les indices de confiance, la production industrielle, les principaux indicateurs de l'emploi et les échanges transfrontaliers sont repartis à la hausse. Cette expansion conjoncturelle encore modeste reste toutefois trop peu robuste pour asseoir une amélioration durable de la production potentielle ou contribuer à réduire des inégalités persistantes. Les risques liés aux vulnérabilités financières pourraient se matérialiser en cas de chocs au niveau de l'action publique ou d'ordre géopolitique. En comparaison à la moyenne obtenue pour les deux décennies antérieures à la crise, période pendant laquelle des anticipations avaient été fixées, la croissance du PIB par habitant dans la zone OCDE accuse toujours un retard de plus de ½ point de pourcentage, et la croissance mondiale, qui devait légèrement dépasser 3 ½ pour cent d'ici à 2018, est aussi à la traîne. En un mot, l'économie mondiale se porte mieux, mais pas assez bien pour améliorer durablement le bien-être des citoyens.

L'investissement n'a pas permis de soutenir comme il l'aurait fallu la croissance mondiale, les échanges, la productivité et les salaires réels. Dans le *chapitre spécial des Perspectives économiques de juin 2015*, trois grands déterminants incitant les entreprises à investir avaient été relevés : une reprise cyclique mondiale de la demande reposant sur une assise large, une réglementation favorable à la concurrence, et une ampleur limitée des incertitudes relatives aux politiques publiques. Sur le premier front, celui de la demande, les signaux semblent passés au vert, même si la dépendance de certaines économies émergentes et des grands producteurs de produits de base, notamment, vis-à-vis de l'évolution de la conjoncture en Chine nuit globalement à la stabilité de la reprise mondiale. Concernant le deuxième point en revanche, les *Perspectives 2017 de l'OCDE sur l'entreprise et la finance* signalent l'existence de pratiques de fusions-acquisitions et d'entente qui atténuent les pressions concurrentielles et, partant, la nécessité d'investir. Quant au troisième vecteur, il apparaît que les mesures protectionnistes adoptées par des pays du G20 et le discours hostile à la mondialisation, conjugués à d'autres facteurs, renforcent les incertitudes. En définitive, si la conjoncture semble plus propice à

l'investissement, la clarté et la pérennité des facteurs qui le motivent devront être confirmée.

Ces dernières années, la croissance de l'emploi a retrouvé un assez bon dynamisme, et l'évolution tendancielle des taux d'emploi et d'activité est meilleure que celle relevée pendant la décennie qui a précédé la crise (sauf aux États-Unis, qui constituent une exception notable). Néanmoins, certains paramètres, tels que le nombre d'heures travaillées ou l'emploi à temps partiel, dénotent une érosion de la qualité des emplois, comme le souligne l'édition à paraître des *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2017*. Au niveau de la productivité du travail comme des salaires réels, les divergences s'affirment, avec un écart très marqué entre les entreprises d'envergure mondiale hautement productives et « les autres ». En conséquence, malgré l'amélioration des résultats et des perspectives sur le marché du travail au niveau macroéconomique, les conditions d'une consommation robuste et d'un bien-être partagé apparaissent avec moins d'évidence.

La croissance des échanges mondiaux s'est affermie au cours de l'année écoulée, sans retrouver toutefois son dynamisme d'avant la crise. Facilitée notamment par le progrès technologique, l'intégration renforcée des échanges au sein des chaînes de valeur mondiales permet l'ouverture de nouveaux marchés et accroît la productivité. L'accès à une offre élargie de biens et de services proposés à des prix moindres augmente le bien-être et le pouvoir d'achat des consommateurs, particulièrement de ceux disposant de faibles revenus. Néanmoins, ces avancées s'accompagnent de coûts d'ajustement. Or, ni les premières, ni les seconds n'ont été équitablement répartis entre les régions et les personnes, offrant ainsi des arguments aux détracteurs de la mondialisation.

D'après l'analyse exposée dans le chapitre spécial de la présente édition des *Perspectives économiques,* la mondialisation s'inscrit dans un ensemble de dynamiques plus larges : évolution des attentes des consommateurs liée à la hausse des revenus (la demande de services progressant alors davantage que celle de produits manufacturés) ; mutation technologique en cours (qui diminue le nombre de travailleurs nécessaires à la production des biens) ; et évolution de la structure des échanges (les producteurs des économies avancées se voyant confrontés à une concurrence accrue de la part non seulement des entreprises situées dans des économies émergentes, mais aussi de leurs homologues d'autres économies avancées). Les emplois industriels, qui sont au cœur des critiques formulées à l'encontre de la mondialisation, sont davantage concentrés à l'échelle régionale que les emplois de service, ce qui accroît les efforts d'ajustements exigés des entreprises et des travailleurs concernés.

Des risques de révision à la hausse des prévisions existent en matière d'investissement, d'échanges et de productivité. Des enquêtes menées auprès des entreprises et d'autres données disponibles semblent indiquer que le vieillissement du stock de capital pourrait favoriser les investissements dans un capital fixe de qualité supérieure et faisant appel à des technologies plus avancées. Les conditions conjoncturelles s'en trouveraient améliorées et les chaînes de valeur mondiales à forte intensité d'investissement redynamisées, avec des effets d'entraînement positifs sur la demande intérieure. Un capital fixe de meilleure qualité conduirait à des gains de productivité et stimulerait la production potentielle, mais soulèverait également de nouveaux défis, notamment au regard de l'inclusivité, comme le souligne notre nouveau rapport consacré à la *Prochaine révolution de la production*.

Les vulnérabilités financières continuent de peser sur les prévisions. La survenue de chocs géopolitiques et l'adoption de mesures protectionnistes pourraient induire de brutales corrections des prix des actifs, et les risques de révision à la baisse des projections pourraient dès lors se matérialiser sous différentes formes. Les cours des actions se sont appréciés sur les marchés mondiaux, atteignant des niveaux records aux États-Unis et en Allemagne, malgré de légères révisions à la hausse des taux de croissance du PIB et de l'inflation. Aujourd'hui, des obligations souveraines de pays de l'OCDE représentant quelque 12 000 milliards USD (soit 32 % de l'encours total) sont toujours négociées à des taux négatifs. Toute correction significative du prix des actifs aurait des conséquences dommageables sur l'activité économique, sous la forme d'effets de richesse (plus prononcés dans les économies avancées), de conditions financières défavorables pour certaines entreprises et banques (illustrées à ce jour par des taux élevés de créances douteuses et litigieuses, notamment en Europe) ainsi que d'asymétries entre les monnaies de libellé et les échéances de certains éléments d'actif et de passif (qui concernent particulièrement certaines économies émergentes).

Le retournement favorable de la conjoncture mondiale n'est pas encore assuré, non plus que l'avènement d'une productivité accrue, d'une plus grande inclusivité et d'un système international non discriminatoire pourtant nécessaires à l'amélioration du bien-être de tous. Les responsables de l'action publique ne peuvent se permettre de baisser la garde.

La politique monétaire évolue de manière appropriée vers une orientation plus neutre aux États-Unis, tandis que l'Europe et le Japon ont recours au pilotage des anticipations. Ces mesures et ces déclarations aident les investisseurs à évaluer les risques liés à l'action publique, à mieux faire concorder les valorisations des actifs et les fondamentaux économiques, et à renforcer la surveillance des expositions aux risques et des vulnérabilités. Cependant, comme on le voit dans leurs décisions d'investissement, les opérateurs des marchés semblent toujours tabler sur une divergence des orientations de la politique monétaire entre les États-Unis, la zone euro et le Japon sur la période de prévision, dont l'ampleur pourrait atteindre environ 150 points de base à la fin de 2018. Il est probable qu'une convergence des politiques pourrait donner lieu, sur les marchés financiers, à une volatilité plus forte que celle actuellement intégrée dans les prix.

Les initiatives budgétaires qui permettent d'atténuer les facteurs à l'origine d'inégalités génèrent des avantages de long terme tant pour les citoyens que pour les territoires et les finances publiques. Comme souligné dans le rapport consacré aux *Approches budgétaires favorables à une croissance inclusive dans les pays du G7*, l'éducation, les services à la petite enfance, la formation et la mobilité sont autant de leviers qui contribuent à atténuer les facteurs sous-jacents des inégalités de revenu marchand, qu'elles soient intra ou interrégionales. Les investissements dans la recherche et les infrastructures publiques produisant un « effet multiplicateur » élevé, qui ont été particulièrement touchés lors de la crise financière, agissent en catalyseurs de l'activité du secteur privé, notamment parce qu'ils assurent aux entreprises une meilleure connexion avec les marchés nationaux et mondiaux. Un dosage aussi efficace de l'action budgétaire atténue, à terme, les besoins de redistribution des revenus par les prélèvements et transferts, améliorant la situation budgétaire, augmentant les revenus futurs, et donc la viabilité de la dette publique à long terme.

Si chaque pays définit son propre ensemble cohérent de mesures afin de renforcer la productivité, l'emploi et l'inclusivité, l'édition 2017 du rapport *Objectif croissance* expose des priorités d'action pour tous les pays du G20. Ces priorités ont été définies de manière à donner leur pleine mesure aux synergies entre les politiques publiques, par exemple en soulignant que le règlement de la question des créances douteuses et litigieuses peut insuffler un nouveau dynamisme aux entreprises, que la présence d'un environnement concurrentiel accroît l'efficacité des politiques d'activation du marché du travail, ou encore qu'une réforme de la politique du logement concourt à la fois à la mobilité géographique et à une meilleure adéquation des qualifications.

Cela étant, les entreprises et les citoyens sont affectés par le jeu des interactions entre les politiques formulées à l'échelle *nationale* d'une part et la nature et l'intensité de la coopération économique *internationale* d'autre part. Dès lors que les trois grandes dynamiques aujourd'hui à l'œuvre – l'évolution du goût des consommateurs, les technologies et les échanges – se renforcent mutuellement et changent la donne à l'échelle des régions, des entreprises et des travailleurs, les politiques publiques *ciblées* doivent être repensées.

À ce titre, une *approche intégrée de l'action publique* s'impose pour que le système dans son ensemble fonctionne mieux pour un plus grand nombre. Allant au-delà des logiques nationales et se projetant à l'échelle internationale, les responsables des politiques publiques doivent s'approprier l'éventail d'outils offerts par la coopération économique internationale pour instaurer des règles du jeu plus équitables et faire en sorte que les échanges soient régis par des principes justes et effectivement appliqués, que toutes les entreprises suivent des normes de conduite exigeantes, que les dispositions fiscales transfrontalières soient transparentes et équitables, que la corruption recule et que les normes en matière de travail et d'environnement soient respectées.

Les responsables de l'action publique ne peuvent ignorer l'interdépendance de leurs efforts respectifs. Des choix plus avisés en matière budgétaire, monétaire et structurelle comme dans l'action internationale amélioreront le bien-être des citoyens à l'échelon d'un pays, mais auront également des retombées positives pour d'autres. Les chances seront alors accrues de voir perdurer l'épisode actuel de reprise conjoncturelle, pour constituer le socle d'une progression durable et plus générale des niveaux de vie dans le monde entier.

Le 7 juin 2017



Catherine L. Mann
Chef économiste de l'OCDE

Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2017 Numéro 1
© OCDE 2017

Chapitre 1

ÉVALUATION GÉNÉRALE DE LA SITUATION MACROÉCONOMIQUE

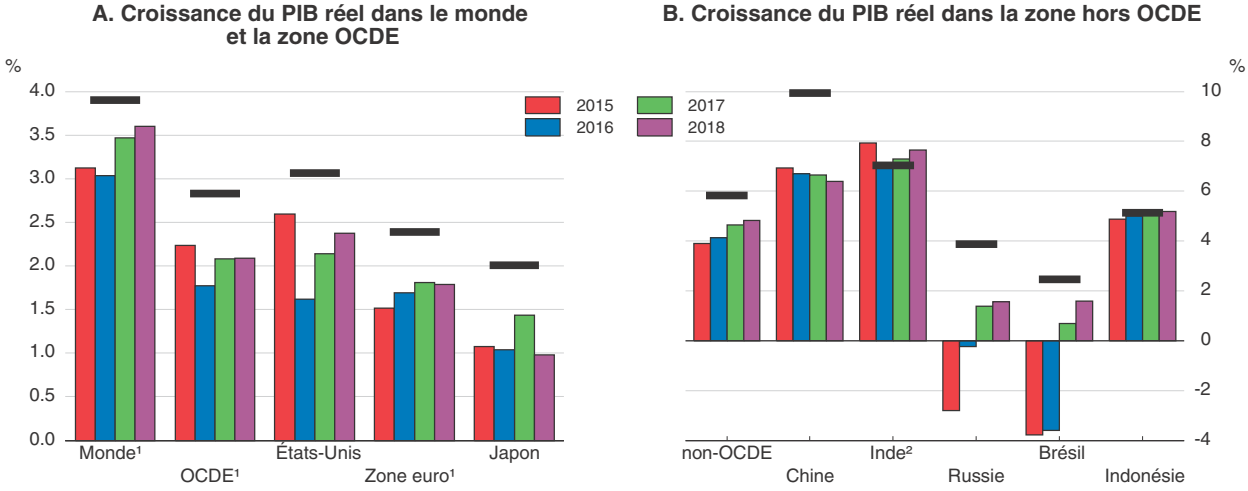
Introduction

Après plusieurs années d'une reprise hésitante, sur fond de croissance mondiale ayant atteint en 2016 son taux le plus faible depuis 2009, certains signes d'amélioration ont commencé à poindre. Les échanges et la production manufacturière, partant d'un niveau très bas, se sont accélérés, aidés en cela par une hausse plus vigoureuse de la demande intérieure en Asie et en Europe, et dans le secteur privé, la confiance s'est affermie. Cependant, les incertitudes d'ordre politique restent fortes, la confiance dans les gouvernants s'est érodée, la hausse des salaires reste modeste, les inégalités sont toujours présentes et des déséquilibres et vulnérabilités subsistent sur les marchés de capitaux. Dans ce contexte, le PIB mondial devrait selon les prévisions s'inscrire cette année en hausse modeste, à 3 ½ pour cent , grâce à une remontée de l'intensité des échanges et de l'investissement et à une amélioration des résultats de plusieurs grands producteurs de matières premières. Seule une légère amélioration est attendue pour 2018, qui porterait la hausse du PIB mondial à 3.6 %. Le surcroît de tensions sur les marchés du travail et des produits devrait être modeste, et l'inflation va probablement rester de ce fait en demi-teinte dans les grandes économies, pour autant que les prix des produits de base ne continuent pas d'augmenter.

Si ce redressement est le bienvenu, il n'en reste pas moins que la croissance mondiale demeure en deçà des normes passées, et inférieure au rythme qui permettrait de sortir totalement du piège de la croissance molle (graphique 1.1). Des efforts supplémentaires

Graphique 1.1. **Prévisions de croissance du PIB pour les grandes économies**

Pourcentage de variation en glissement annuel



Note : Les lignes horizontales correspondent au taux de croissance annuel moyen du PIB sur la période 1987-2007. Les données relatives à la Russie concernent le taux de croissance annuel moyen pour la période 1994-2007.

1. Pour 2015, la croissance en Irlande a été mesurée à l'aide de la valeur ajoutée brute à prix constants hors secteurs dominés par des entreprises multinationales à capitaux étrangers.
2. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; base de données des Perspectives de l'économie mondiale du Fonds monétaire international (FMI) ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933501648

visant à développer les mesures de soutien par l'action publique restent nécessaires pour que la reprise gagne encore en dynamisme. L'accélération de la hausse de la demande induite par l'action publique en Chine et dans plusieurs autres économies asiatiques, qui contribue à soutenir le modeste redressement mondial attendu en 2017-18, ne pourra durer indéfiniment. En effet, la dette atteint déjà des niveaux élevés dans certains pays, et il est nécessaire, en particulier en Chine, de rééquilibrer l'économie au profit de la consommation, en faisant moins porter l'accent sur une hausse de l'investissement alimentée par des mesures de relance. L'ampleur du soutien budgétaire en 2018 aux États-Unis reste également très incertaine, compte tenu des difficultés actuellement rencontrées pour parvenir à un accord politique sur les choix d'action publique. Dans la zone euro, la croissance est sur une pente ascendante, mais demeure inférieure à ses moyennes de long terme. Parmi les facteurs susceptibles de provoquer une révision à la hausse des prévisions, on peut citer la possibilité que la dynamique conjoncturelle mondiale à court terme soit même plus forte que prévu, en particulier si l'optimisme ressortant des études sur la confiance et en vigueur sur les marchés de capitaux devait avoir une traduction plus claire dans les dépenses du secteur privé. Le renouvellement prévu du stock de capital dans de nombreux pays pourrait aussi améliorer la qualité et la productivité du capital.

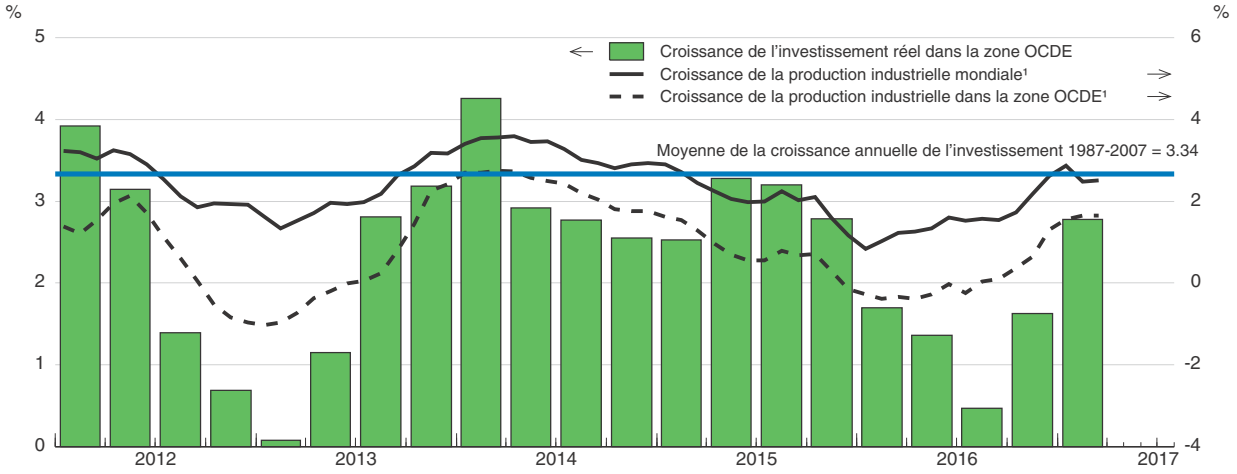
Une réponse globale et collective s'impose pour rendre la croissance plus forte et plus inclusive, et pour gérer les risques. Prendre des initiatives budgétaires efficaces et mettre en œuvre des trains de réformes structurelles permettant de catalyser la demande privée et de s'attaquer aux éléments qui sont un obstacle à une croissance inclusive à long terme restent des impératifs, chaque pays et région étant confronté à des défis singuliers. Faute d'un tel soutien, il est peu probable que l'investissement privé puisse s'affermir suffisamment pour donner à coup sûr le coup de pouce durable à la productivité et aux salaires réels indispensable en dernier ressort pour étayer une augmentation de la consommation et des gains de production et pour faire reculer les inégalités. Des mesures publiques mieux intégrées contribueraient également à garantir que les avantages des échanges et de l'ouverture des marchés soient plus largement et plus également répartis entre les travailleurs, les ménages et les régions (chapitre 2). Prendre des mesures pour rééquilibrer le dosage de l'action publique dans nombre d'économies avancées permettrait de moins recourir aux instruments de la politique monétaire, toujours très sollicités, et contribuerait à abaisser les risques, notamment sur les marchés de capitaux. Il conviendrait aussi d'intensifier les efforts de réforme dans les économies de marché émergentes, où les politiques publiques sont plus hétérogènes. L'impératif de l'adaptation aux évolutions des termes de l'échange provoquées par les variations considérables des cours des devises et des prix des produits de base récemment observées ajoute encore aux défis à court terme auxquels nombre de ces économies sont confrontées. Toute mesure visant à assouplir l'orientation de l'action publique devra être jaugée de près, étant donné la nécessité de minimiser les vulnérabilités financières dans un contexte de relèvement des taux d'intérêt aux États-Unis.

L'économie mondiale a connu récemment une embellie, mais un soutien des pouvoirs publics est nécessaire pour asseoir une reprise durable et viable

Des signes d'amélioration de la dynamique de l'économie mondiale ont récemment vu le jour. La croissance du PIB mondial s'est redressée pour s'établir au taux annualisé de plus de 3¼ pour cent depuis le milieu de 2016, dans un contexte de rebond de la production industrielle, des échanges mondiaux et de l'investissement (graphique 1.2).

Graphique 1.2. **Un redressement de l'investissement a contribué à stimuler la croissance de la production industrielle**

Pourcentage de variation en glissement annuel



1. Mesuré à partir du taux de croissance en glissement annuel de la moyenne mobile sur 3 mois.

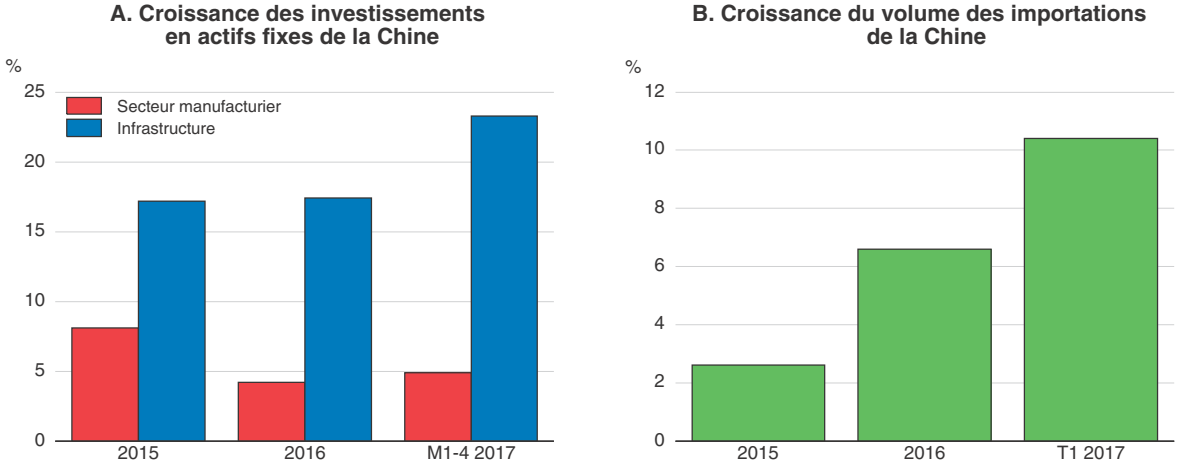
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; OCDE, base de données des Principaux indicateurs économiques ; Thomson Reuters ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933501667

Dans les économies avancées, la progression de la demande s'est stabilisée aux alentours de 2 % et dans les économies émergentes et en développement, la hausse de la demande et de la production continue de se redresser lentement, aidée en cela par des investissements en infrastructures publiques plus vigoureux s'appuyant sur le cadre de l'action publique en Asie, et particulièrement en Chine (graphique 1.3). Collectivement, ces hausses de la demande ont permis de renforcer les échanges mondiaux, notamment par le

Graphique 1.3. **De fortes dépenses de relance en Chine ont contribué à stimuler la croissance des importations cette année**

Pourcentage de variation en glissement annuel



Note : Investissement en actifs fixes en termes nominaux. Volume des importations de biens et services.

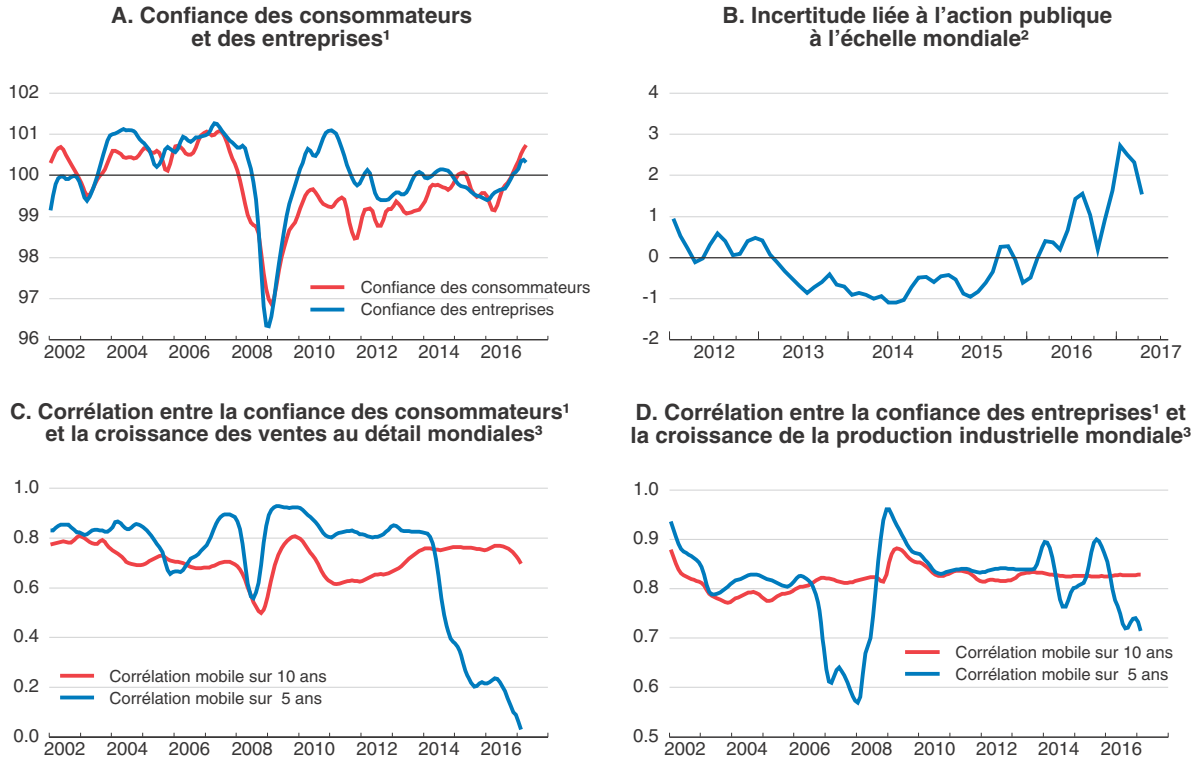
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; Bureau national des statistiques de la Chine ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933501686

biais des réseaux de chaînes de valeur, et contribué à un redressement des prix des matières premières. La confiance des entreprises et des consommateurs s'est aussi encore raffermie pour atteindre des niveaux supérieurs à ceux d'avant la crise dans certaines économies (graphique 1.4, partie A). En revanche, malgré la faible volatilité sur les marchés de capitaux (voir ci-après), les incertitudes entourant la politique économique telles qu'elles ressortent des estimations issues d'une analyse de la presse restent élevées (graphique 1.4, partie B), donnant à penser que des risques de révision à la baisse des prévisions à moyen terme existent toujours.

Dans plusieurs pays, les mesures de la confiance se sont améliorées bien davantage que les indicateurs quantitatifs de l'activité, ce qui amène à s'interroger sur la fiabilité des signaux qu'elles envoient quant à l'activité future. S'il semble qu'au niveau mondial, la confiance des entreprises reste un signal utile des évolutions probables de la production industrielle internationale, le lien entre la confiance des consommateurs et les dépenses au détail s'est considérablement distendu ces dernières années (graphique 1.4, parties C et D ; encadré 1.1), laissant à penser qu'il conviendrait de n'accorder qu'un poids limité aux fluctuations de cette

Graphique 1.4. **La confiance s'est encore raffermie, mais sa relation avec les dépenses n'est pas claire et l'incertitude liée à l'action publique reste forte**



1. Indices élaborés à partir de données relatives aux pays membres de l'OCDE, à l'Afrique du Sud, au Brésil, à la Chine, à l'Inde, à l'Indonésie et à la Russie.
2. Mesurée à partir de la moyenne mobile sur 3 mois de l'indice mensuel d'incertitude économique liée à l'action publique au niveau mondial (fondé sur une analyse de la presse), normalisation de 2011 à 2017.
3. Pourcentage de variation en glissement annuel calculé à partir de la moyenne mobile sur 3 mois des données considérées.

Source : OCDE, Base de données des Principaux indicateurs économiques ; www.policyuncertainty.com ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933501705

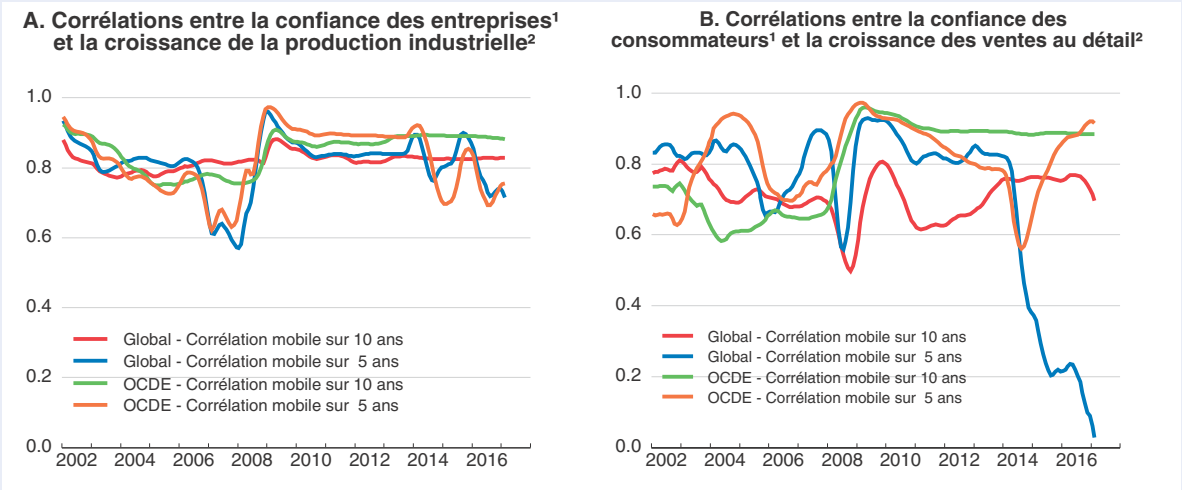
Encadré 1.1. **Utilité des différents indicateurs conjoncturels**

Des indicateurs conjoncturels actualisés tels que la production industrielle (PI) ou des études de la confiance sont largement utilisés dans les modèles de prévision à court terme ou de prévision immédiate ainsi que dans la construction d'indicateurs composites avancés, notamment à l'OCDE (Sédillot et Pain, 2003 ; OCDE, 2012 ; Chalaux et Schwellnus, 2014). Le redressement très marqué de ces indicateurs depuis la mi-2016 amène à s'interroger sur la fiabilité du signal qu'ils donnent quant à l'amélioration de la dynamique conjoncturelle de l'économie mondiale en ce moment. Dans le passé, la littérature a montré l'utilité d'indicateurs comme la PI et la confiance lorsqu'il s'agit d'annoncer des cycles conjoncturels au niveau des pays (voir par exemple les références ci-dessus), mais la qualité du signal qu'ils envoient, au niveau agrégé, sur la dynamique de la conjoncture dans le monde ou dans la zone OCDE apparaît avec moins d'évidence.

Les premiers éléments ci-dessous montrent que les indicateurs dits quantitatifs tels que la production industrielle restent un indicateur assez fiable des cycles de croissance du PIB dans la zone OCDE et, dans une moindre mesure, de l'investissement. En revanche, certains signes donnent à penser que la fiabilité des indicateurs de confiance (dits indicateurs « qualitatifs ») a diminué ces dernières années, en particulier dans les économies de marché émergentes. Il faut sans doute en conclure qu'il est préférable d'apprécier ces indicateurs en les rapprochant d'autres moteurs fondamentaux de la croissance. Par exemple, la dynamique des revenus pour la consommation, et la croissance de la demande et les incertitudes entourant l'investissement considérées ensemble.

Les indicateurs de confiance, par exemple la confiance des entreprises et des consommateurs, figurent parmi les indicateurs mensuels les plus actualisés et présentent généralement une corrélation relativement élevée avec d'autres indicateurs quantitatifs à haute fréquence (bien que moins actualisés). On voit bien là leur utilité potentielle lorsqu'il s'agit d'établir des prévisions de croissance du PIB et de ses différents sous-agrégats. Au niveau mondial, ainsi qu'à celui de l'OCDE dans son ensemble, il existe une corrélation positive cohérente entre la hausse de la PI et la confiance si l'on se base sur des échantillons glissants sur 10 ans et sur 5 ans (premier graphique ci-dessous, partie A). En revanche, si la corrélation entre la confiance des consommateurs dans les pays de l'OCDE et la hausse de la consommation dans les pays de l'OCDE reste relativement élevée, le lien entre la confiance des consommateurs et les dépenses de consommation mensuelles au niveau mondial est faible et a tendance à s'amoindrir (premier graphique ci-dessous, partie B).

Corrélations entre les indicateurs conjoncturels quantitatifs et qualitatifs



1. Les indices de confiance des entreprises et des consommateurs au niveau mondial ont été élaborés à partir de données relatives aux pays membres de l'OCDE, à l'Afrique du Sud, au Brésil, à la Chine, à l'Inde, à l'Indonésie et à la Russie.
2. Pourcentage de variation en glissement annuel calculé à partir de la moyenne mobile sur 3 mois des données considérées.

Source : OCDE, Base de données des Principaux indicateurs économiques ; Thomson Reuters ; et calculs de l'OCDE.

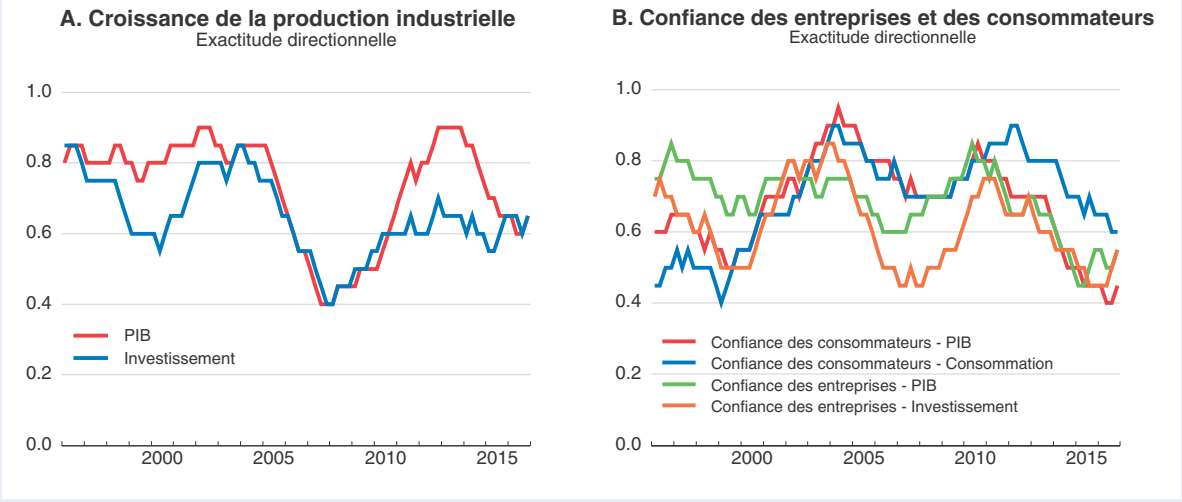
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933501420

Encadré 1.1. **Utilité des différents indicateurs conjoncturels** *(suite)*

La capacité des indicateurs conjoncturels quantitatifs et qualitatifs à signaler correctement les inflexions de la dynamique de croissance peut être évaluée qualitativement par des mesures de l'exactitude directionnelle. Ces dernières permettent de calculer la proportion de temps pendant laquelle un indicateur, par exemple la croissance de la PI (ou des mesures de la confiance) dans les pays de l'OCDE, et une série de référence, par exemple la croissance du PIB (ou l'investissement ou la consommation) dans les pays de l'OCDE, évoluent dans une direction similaire[1]. Dans ce cas, on ne s'intéresse qu'à la direction des changements dans les deux séries, et non à l'ampleur respective des changements.

- Avant la crise, l'exactitude directionnelle de la hausse de la PI et de la croissance du PIB a été forte, s'établissant à près de 80 %, mais elle est revenue récemment à environ 60 % (deuxième graphique ci-dessous, partie A). La relation entre la hausse de la PI et la hausse de l'investissement fixe dans les pays de l'OCDE est largement similaire, quoique légèrement plus faible.
- L'évolution du niveau de confiance des entreprises donne une indication moins précise de la direction des changements pour ce qui concerne le rythme de croissance du PIB et de l'investissement, et les performances se sont détériorées récemment (deuxième graphique ci-dessous, partie B). L'évolution de la confiance des consommateurs a été un bon indicateur de la dynamique de la croissance au début des années 2000, surtout pour la hausse de la consommation, mais là encore, l'exactitude directionnelle a diminué depuis peu.

Évaluer l'évolution, en glissement annuel, des indicateurs quantitatifs et qualitatifs de la croissance annuelle du PIB, de l'investissement et de la consommation



Note : Ce graphique repose sur des agrégats relatifs à l'ensemble de la zone OCDE. L'exactitude directionnelle indique dans quelle mesure les deux indicateurs considérés varient dans le même sens (autrement dit, s'ils évoluent simultanément à la hausse ou à la baisse). Cette exactitude directionnelle est calculée pour un échantillon glissant sur 5 ans.
Source : OCDE, Base de données des Principaux indicateurs économiques ; Thomson Reuters ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933501439

Il est également possible d'évaluer dans quelle mesure les évolutions des indicateurs à haute fréquence signalent correctement les principaux points de retournement conjoncturel de la hausse du PIB (ou de l'investissement ou de la consommation) trimestriel dans la zone OCDE. Les points de retournement sont datés à l'aide d'un algorithme largement utilisé, dit de Bry-Boschan, qui fixe des critères minimaux en termes de durée et d'amplification des phases et des cycles, suivant Harding et Pagan (2002)[2].

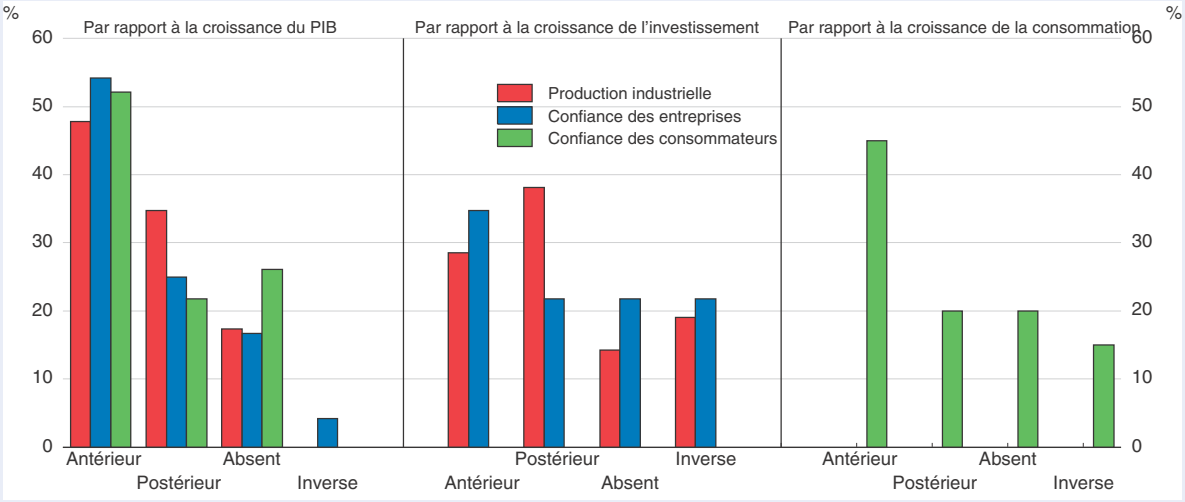
- Sur cette base, la PI semble être un indicateur avancé de la croissance du PIB, ses points de retournement s'alignant plus fréquemment sur ceux du PIB, ou précédant les points de retournement de la croissance du PIB (voir le graphique ci-dessous). Les principaux points de retournement des mesures de la confiance ont également tendance à précéder la hausse du PIB.

Encadré 1.1. **Utilité des différents indicateurs conjoncturels** *(suite)*

- Cependant, il existe aussi, dans la série de référence, un nombre assez élevé de points de retournement qui sont soit retardés, soit ignorés par la série d'indicateurs.
- Les points de retournement de la hausse de la PI et les évolutions de la confiance des entreprises sont moins bien alignés sur la croissance de l'investissement, et ces indicateurs ont tendance à ignorer, ou à envoyer des signaux plus erronés sur les évolutions des cycles de l'investissement, que ce n'est le cas pour le PIB. Cela reflète peut-être le fait que les cycles de l'investissement (et en particulier les périodes d'expansion) sont souvent plus longs que pour le PIB et les indicateurs à plus haute fréquence. Les modifications de la confiance des consommateurs ont tendance à précéder celles de la hausse de la consommation, ou à évoluer en même temps, ce qui donne à penser que la confiance pourrait aussi être un indicateur utile pour apprécier les points de retournement de la consommation ; toutefois, les résultats se sont également dégradés depuis 2012, les signaux manquants ou faux étant en augmentation.

Points de retournement des indicateurs conjoncturels de l'OCDE par rapport au PIB, à l'investissement et à la consommation dans la zone OCDE

Ventilation des points de retournement, 1990-2016



Note : Ce graphique repose sur des agrégats relatifs à l'ensemble de la zone OCDE. On détermine les points de retournement à partir des taux de croissance trimestriels pour cerner l'évolution de la dynamique de croissance. Un point de retournement est considéré comme antérieur lorsqu'il est intervenu avant une inversion de la courbe de la croissance du PIB (ou de la consommation ou de l'investissement) ou simultanément. Un point de retournement est considéré au contraire comme postérieur lorsqu'il est intervenu après une inversion de la courbe de la croissance du PIB (ou de la consommation ou de l'investissement).
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; OCDE, base de données des Principaux indicateurs économiques ; Thomson Reuters ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933501458

1. Plus précisément, une variable indicatrice est construite, qui prend la valeur 1 si l'indicateur conjoncturel (soit la hausse de la production industrielle en glissement annuel, soit le niveau de la confiance) et la croissance annuelle du PIB (ou de l'investissement ou de la consommation) augmentent (ou diminuent) tous les deux chaque trimestre, et à la valeur 0 s'ils évoluent dans des directions opposées sur une base trimestrielle. On calcule ensuite la moyenne de cette variable indicatrice pour un échantillon glissant sur 5 ans.
2. L'algorithme identifie les pics et les creux locaux d'une série ; pour cela, il identifie, à l'intérieur d'une fenêtre centrée sur 5 trimestres, les valeurs maximales ou minimales qui sont alors définies comme une alternance de pics et de creux. Parmi cet ensemble de pics et de creux potentiels définis à la première étape, les points de retournement sont déterminés par des conditions liées à la durée et à l'amplification des phases et des cycles.

mesure en l'absence d'évolutions d'indicateurs quantitatifs des dépenses et des revenus venant étayer cette tendance. Cette déconnexion est également devenue manifeste au début de 2017 en particulier dans les économies avancées, la hausse de la consommation ralentissant malgré l'affermissement de la confiance, en partie à cause de l'effet de freinage exercé par l'augmentation de l'inflation globale sur le pouvoir d'achat.

Le retournement actuel de la conjoncture devrait aider la croissance du PIB mondial à se hausser à un taux légèrement supérieur à 3 ½ pour cent d'ici 2018 (encadré 1.2), avec un renforcement de l'intensité d'échanges commerciaux de la croissance. La croissance des échanges mondiaux, partant de taux exceptionnellement faibles, a amorcé un redressement courant 2016, et l'intensité du commerce mondial commence à monter, à partir il est vrai d'un niveau historiquement bas (graphique 1.5, partie A). Le redémarrage des échanges reflète une reprise de l'investissement dans les économies avancées comme dans les économies de marché émergentes, portée l'augmentation de l'intensité en échanges des dépenses d'investissement, ainsi qu'un rebond de la hausse des importations en volume dans les économies non-OCDE. La croissance des échanges devrait se hisser en moyenne aux alentours de 4 % par an en 2017-18, ce qui reste modeste par rapport aux normes d'avant la crise. Cette reprise est globalement cohérente avec l'évolution de l'intensité de l'investissement mondial, qui devrait progresser modérément en 2017 et 2018, mais reste faible par rapport aux normes d'avant la crise (graphique 1.5,

Encadré 1.2. **Prévisions de croissance dans les grandes économies**

La croissance du PIB mondial devrait s'établir légèrement au-dessus de 3½ pour cent d'ici à 2018, compte tenu de la consolidation des résultats des politiques macroéconomiques dans certaines économies de marché émergentes, en particulier en Asie, et dans l'hypothèse d'une orientation budgétaire relativement favorable dans un certain nombre d'économies avancées, notamment aux États-Unis en 2018. Dans les économies de l'OCDE, la progression du PIB devrait être légèrement supérieure à 2 % durant la période 2017-18 (tableau ci-dessous), cependant que la croissance du PIB par habitant reste inférieure de plus de ½ point de pourcentage aux niveaux relevés au cours des deux décennies antérieures à la crise. Les caractéristiques essentielles des prévisions relatives aux grandes économies sont exposées ci-dessous.

Aux États-Unis, après un premier trimestre faible en 2017, la croissance du PIB devrait se redresser et s'établir entre 2 ¼ et 2 ½ pour cent par an en 2017-18. Le raffermissement du marché du travail et l'augmentation du patrimoine des ménages continuent d'alimenter la hausse de la consommation, tandis que la reprise des dépenses dans le secteur de l'énergie et le regain de confiance des entreprises redynamisent l'investissement. L'assouplissement budgétaire anticipé, qui devrait approcher ¾ pour cent du PIB en 2018, et se traduire par des allégements de la fiscalité des ménages et des sociétés associées à une légère progression des dépenses publiques, devrait donner un coup de fouet supplémentaire à la demande intérieure, et plus particulièrement à l'investissement des entreprises, en dépit d'une probable hausse modérée des taux d'intérêt à long terme. En l'absence de ces mesures d'assouplissement, la croissance du PIB serait sans doute plus proche de 2 % en 2018.

Au Japon, la croissance du PIB devrait s'affermir quelque peu pour atteindre environ 1.4 pour cent cette année, sous l'effet conjugué de l'augmentation plus marquée des exportations, en particulier vers les marchés asiatiques, et d'un léger assouplissement budgétaire. En 2018, la levée progressive des mesures de soutien budgétaire sur fond de nouveau recul des investissements publics pourrait ramener la progression du PIB légèrement aux alentours de 1 %. L'amélioration de la rentabilité des entreprises et l'accentuation de la pénurie de main-d'œuvre devraient contribuer à alimenter l'investissement productif en 2017-18, cependant que la consommation privée resterait modeste, compte tenu de la progression limitée des salaires et des revenus.

Encadré 1.2. **Prévisions de croissance dans les grandes économies** *(suite)*

Dans la zone euro, la croissance annuelle du PIB devrait se situer aux alentours de 1 ¾ pour cent en moyenne en 2017-18. La politique monétaire accommodante et un assouplissement fiscal modéré, égal à ¼ pour cent du PIB par an en 2017 et 2018 contribueront à la dynamique de l'activité dans la région, mais le niveau élevé du chômage, la faible croissance des salaires réels et l'importance des créances douteuses et litigieuses exercent des pressions sur la demande intérieure dans certains pays. La meilleure dynamique commerciale sur les marchés extérieurs à l'UE, en particulier en Asie et aux États-Unis, devrait alimenter la hausse des exportations. Néanmoins, les conséquences négatives du fléchissement de la croissance de la demande au Royaume-Uni, ajoutées aux incertitudes entourant l'avenir de l'Union européenne, pourraient commencer à se faire sentir vers la fin de 2018.

Au Royaume-Uni, la croissance du PIB devrait ralentir, passant d'un peu moins de 1 ¾ pour cent cette année à 1 % en 2018, malgré le soutien apporté par une politique monétaire plus accommodante et le report de l'assainissement budgétaire de grande ampleur un temps prévu pour 2017. La dépréciation de la livre sterling a quelque peu amélioré les perspectives sur les marchés à l'exportation, mais elle a également relancé l'inflation, pesant sur la hausse du revenu des ménages et sur les dépenses de consommation. L'investissement des entreprises devrait chuter fortement en raison des incertitudes persistantes entourant les relations futures entre le Royaume-Uni et l'Union européenne et d'une dégradation de la rentabilité des entreprises. Les prévisions retiennent l'hypothèse selon laquelle des accords commerciaux fondés sur les règles de l'OMC s'appliqueront entre le Royaume-Uni et l'UE lorsque le pays aura quitté l'Union, en 2019.

En Chine, la demande à court terme est soutenue par le niveau élevé des investissements dans les infrastructures et le logement qu'autorise la politique budgétaire expansionniste, qui prend notamment la forme d'investissements publics *via* les banques d'État spécialisées et d'une forte expansion du crédit. Tandis que les autorités intensifient leurs efforts destinés à gérer les risques pesant sur le système financier et à encourager la nécessaire transition au bénéfice des secteurs de la consommation et des services, la croissance du PIB devrait progressivement s'atténuer pour s'établir entre 6 ¼ et 6 ½ pour cent en 2018.

En Inde, les effets de la démonétisation se sont rapidement effacés, et l'expansion du PIB devrait s'accélérer pour avoisiner 7 ¾ pour cent durant l'exercice budgétaire 2018/19. La forte augmentation des salaires et des pensions dans la fonction publique soutiennent la consommation privée et les récentes réformes structurelles, en particulier l'introduction de la taxe sur les biens et les services et les initiatives visant à faciliter l'exercice des activités économiques, devraient contribuer à relancer l'investissement privé.

Dans plusieurs autres économies d'Asie, comme l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie et la Thaïlande, la demande intérieure devrait continuer de croître vigoureusement, aidée en cela par des politiques actives d'investissements publics dans les infrastructures et par l'amélioration de la demande extérieure, notamment sur le marché chinois.

Le redémarrage de la croissance dans plusieurs grandes économies productrices de produits de base jouera par ailleurs un rôle important dans le rétablissement de la croissance mondiale en 2017-18, même si cette contribution restera modeste au regard de ce qu'elle représentait en 2013-14. Au Brésil et en Russie, où la production est repartie à la hausse après de longues périodes de récession, la croissance du PIB devrait être soutenue en 2017-18 par la revalorisation des cours des produits de base et les mesures d'assouplissement monétaire, dans un contexte de recul de l'inflation et d'affermissement progressif de la confiance. Cela étant, pour certaines économies de marché émergentes productrices de pétrole, l'effet de relance à court terme découlant de la hausse des cours du pétrole pourrait être moins marqué que de coutume, dans la mesure où certains de ces pays limitent les volumes produits en application de l'accord conclu par les membres de l'OPEP et où certains pays producteurs non membres limitent à court terme les niveaux de production, mais la croissance du PIB devrait repartir en 2018.

Encadré 1.2. **Prévisions de croissance dans les grandes économies** *(suite)*

Une reprise modeste de la croissance mondiale est ttendue

Total OCDE, sauf mention contraire

	Moyenne 2004-2013	2014	2015	2016	2017	2018	2016 T4	2017 T4	2018 T4
				Pourcentage					
Croissance du PIB en volume[1]									
Monde[2,7]	3.9	3.4	3.1	3.0	3.5	3.6	3.3	3.5	3.7
OCDE[2,7]	1.6	2.0	2.2	1.8	2.1	2.1	2.0	1.9	2.2
États-Unis	1.6	2.4	2.6	1.6	2.1	2.4	2.0	2.1	2.5
Zone euro[7]	0.8	1.2	1.5	1.7	1.8	1.8	1.8	1.9	1.7
Japon	0.8	0.3	1.1	1.0	1.4	1.0	1.7	1.3	1.0
Non-OCDE[2]	6.6	4.6	3.9	4.1	4.6	4.8	4.4	4.8	4.9
Chine	10.3	7.3	6.9	6.7	6.6	6.4	6.7	6.5	6.3
Écart de production[3]	-0.6	-2.1	-1.6	-1.4	-0.8	-0.3			
Taux de chômage[4]	7.1	7.4	6.8	6.3	6.0	5.8	6.2	5.9	5.7
Inflation[1,5]	2.0	1.6	0.8	1.1	2.3	2.2	1.4	2.3	2.3
Solde des administrations publiques[6]	-4.6	-3.5	-2.9	-3.0	-2.8	-2.7			
Croissance du commerce mondial[1]	5.4	3.7	2.7	2.4	4.6	3.8	3.3	3.6	4.3

1. Pourcentage de variations ; dans les trois dernières colonnes figure la variation en glissement annuel.
2. Pondérations variables, PIB en parités de pouvoir d'achat.
3. Pourcentage du PIB potentiel.
4. Pourcentage de la population active.
5. Déflateur de la consommation privée.
6. Pourcentage du PIB.
7. Pour 2015, la croissance en Irlande a été mesurée à l'aide de la valeur ajoutée brute à prix constants hors secteurs dominés par des entreprises multinationales à capitaux étrangers.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

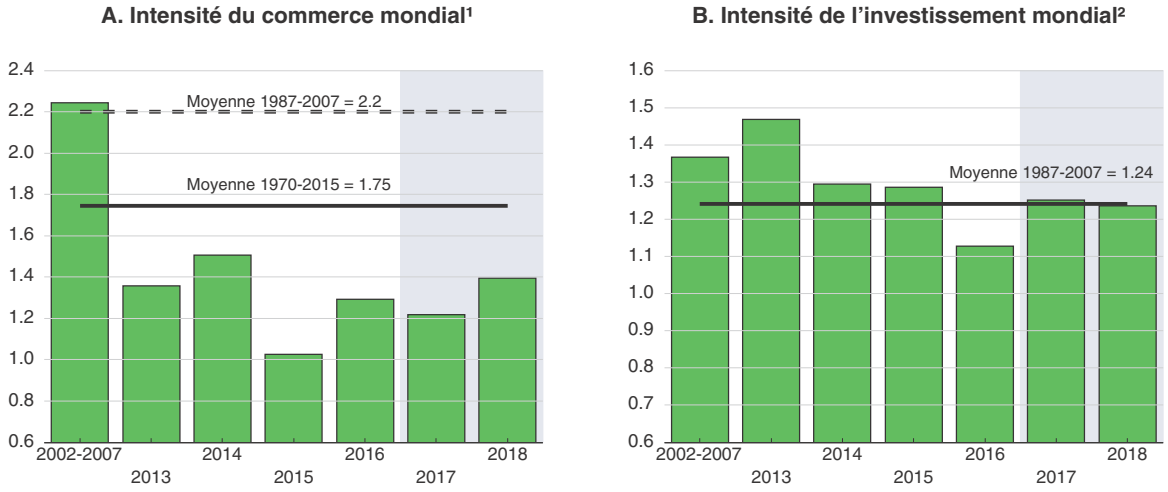
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505049

partie B) en dépit de la vigueur des investissements dans les infrastructures s'appuyant sur l'action publique dans de nombreuses économies de marché de marché émergentes d'Asie, et de la stabilisation progressive des dépenses au Brésil et en Russie. Cette situation reflète en partie la probabilité selon laquelle, en Chine, la relance en cours et le dynamisme de l'investissement dans les infrastructures et le logement alimenté par le crédit vont s'estomper au cours des deux prochaines années, à mesure que le rééquilibrage s'opérera et que des mesures seront prises pour faire face à la montée des vulnérabilités financières. Parmi les économies avancées et les économies de marché émergentes, la croissance des exportations en volume en 2017 et 2018 a généralement été plus forte dans les économies affichant, comparativement aux autres, une expansion soutenue de l'investissement (graphique 1.6).

Dans les économies de l'OCDE, l'une des questions essentielles consiste à savoir dans quelle mesure la reprise pourra acquérir suffisamment d'élan pour qu'il soit possible de sortir du piège de la croissance molle. Le sous-emploi conjoncturel des ressources ressortant des estimations continue de reculer, mais cette diminution est attribuable en

Graphique 1.5. **L'intensité du commerce et de l'investissement au niveau mondial vont augmenter**

Ratio entre la croissance du commerce mondial ou de l'investissement mondial et la croissance du PIB mondial



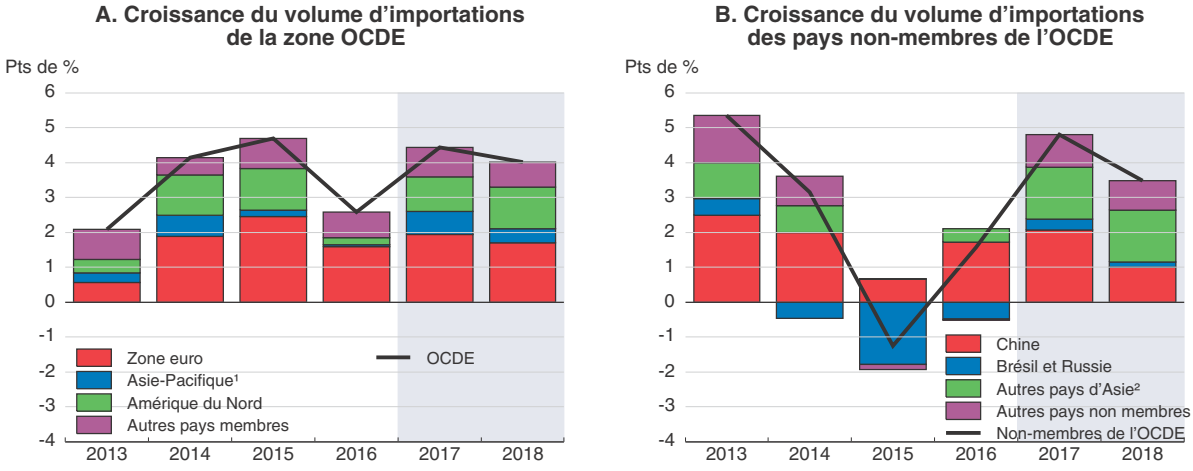
1. Volume d'échanges mondiaux de biens et services et PIB mondial à prix constants et aux taux de change du marché. Mesuré à partir de la croissance sur l'année jusqu'au 4e trimestre de l'année considérée. Chaque moyenne est le ratio entre la croissance annuelle moyenne du commerce mondial et la croissance annuelle moyenne du PIB sur la période considérée.
2. Croissance de l'investissement en capital fixe et croissance du PIB dans la zone OCDE, en Afrique du Sud, au Brésil, en Chine, à Hong-Kong - Chine, en Inde, en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines, en Russie, à Singapour, au Taipei chinois, en Thaïlande et au Vietnam, à prix constants.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; base de données des Perspectives de l'économie mondiale du Fonds monétaire international (FMI) ; Consensus Economics ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933501724

Graphique 1.6. **Contributions à la croissance du volume d'importations des économies membres et non membres de l'OCDE**

Contributions à la croissance en glissement annuel du volume total d'importations



1. L'agrégat « Asie-Pacifique » recouvre l'Australie, le Chili, la Corée, le Japon et la Nouvelle-Zélande.
2. L'agrégat « Autres pays d'Asie » recouvre Hong-Kong - Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, le Taipei chinois, la Thaïlande et le Vietnam.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

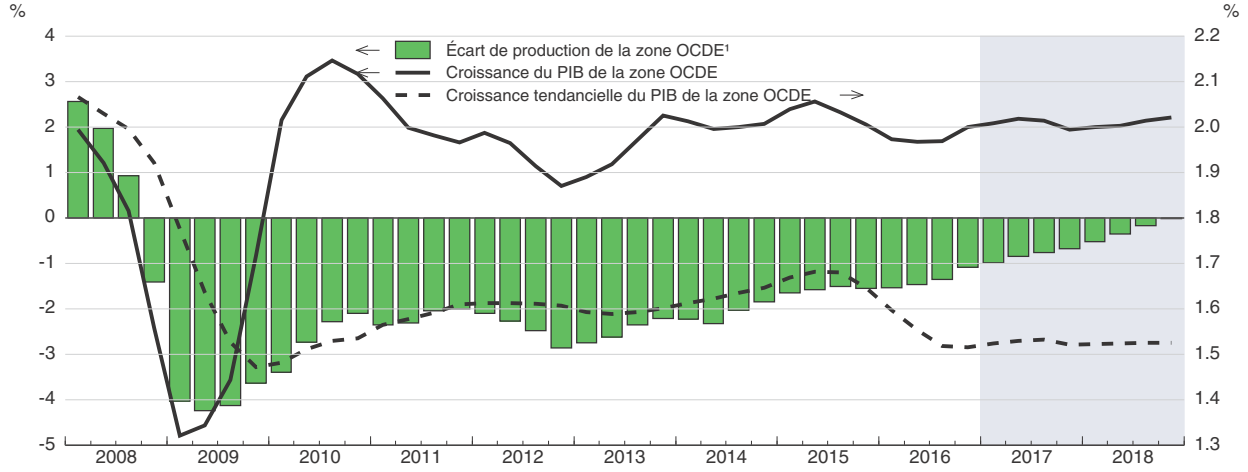
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933501743

partie à une moindre progression de la croissance potentielle, qui traduit la mollesse de l'investissement et de la productivité causée par la faiblesse de la demande, plus qu'à une hausse plus vigoureuse de la demande (graphique 1.7). Une embellie au niveau de l'investissement des entreprise est attendu en 2017-18 (graphique 1.8, partie A), grâce à une augmentation progressive des dépenses faisant suite à la hausse des prix des matières premières aux États-Unis, au Canada, en Australie et en Norvège, et à une amélioration de la rentabilité au Japon et dans la zone euro. Cela ne suffira toutefois pas à inverser l'affaiblissement considérable de la hausse du stock de capital productif observé ces dernières années (graphique 1.8, partie B).

Aux États-Unis, les prévisions économiques semestrielles de mai 2017 de l'Institute of Supply Management donnent à penser que les entreprises sont à présent plus optimistes au vu de leurs dépenses d'investissement en 2017 qu'elles ne l'étaient lors de la publication de la précédente édition en décembre 2016, tant dans le secteur manufacturier que dans celui des services. Les éléments ressortant d'enquêtes donnent à penser que les entreprises cherchent dans une large mesure à renouveler leurs actifs fixes plutôt qu'à accroître leurs capacités (graphique 1.9, partie A), ce qui concorde avec les résultats de l'enquête sur le climat des affaires réalisée récemment par le Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE (BIAC), selon laquelle il n'y aurait eu qu'une modeste amélioration des conditions censées favoriser l'investissement privé dans de nombreux pays (graphique 1.9, partie B).

Moderniser un stock de capital vieillissant pourrait, en outre, contribuer à dynamiser la productivité totale des facteurs et la production potentielle eu égard à l'amélioration probable de la qualité du capital qui pourrait résulter de la diffusion de technologies de dernière génération et de logiciels incorporés dans de nouveaux équipements. Des signes récents indiquant que le cycle des TI a commencé à reprendre de la vigueur à l'échelle mondiale (graphique 1.10A) laissent à penser que le remplacement d'équipements anciens par de nouvelles technologies numériques pourrait être un pan essentiel de toute

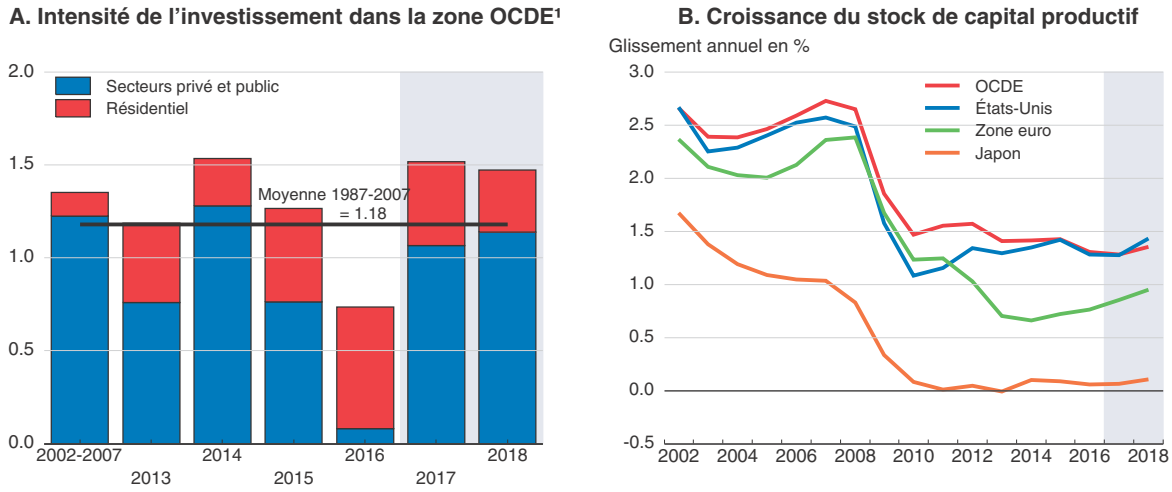
Graphique 1.7. **Le fléchissement de la croissance de l'offre contribue à réduire le sous-emploi conjoncturel des ressources mesuré dans les économies de l'OCDE**



1. En pourcentage du PIB potentiel.
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933501762

Graphique 1.8. **L'intensité de l'investissement devrait s'améliorer dans les économies de l'OCDE mais la croissance du stock de capital devrait rester faible**



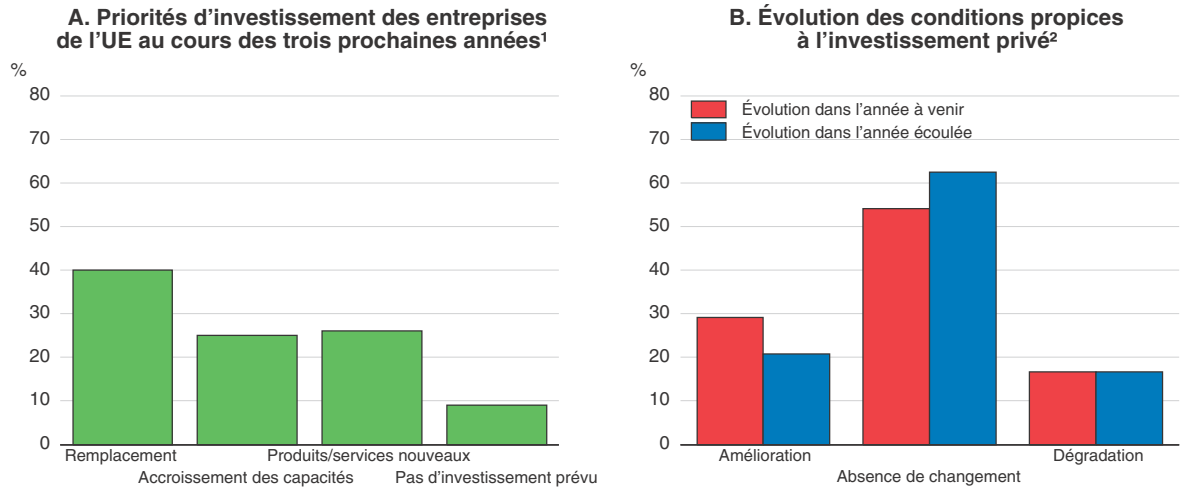
1. Ratio entre la croissance de l'investissement dans la zone OCDE et la croissance du PIB de la zone OCDE au cours de la période considérée.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933501781

Graphique 1.9. **Les enquêtes suggèrent que les entreprises préfèreront remplacer leurs capacités plutôt que de les accroître**

Pourcentage des personnes ayant répondu



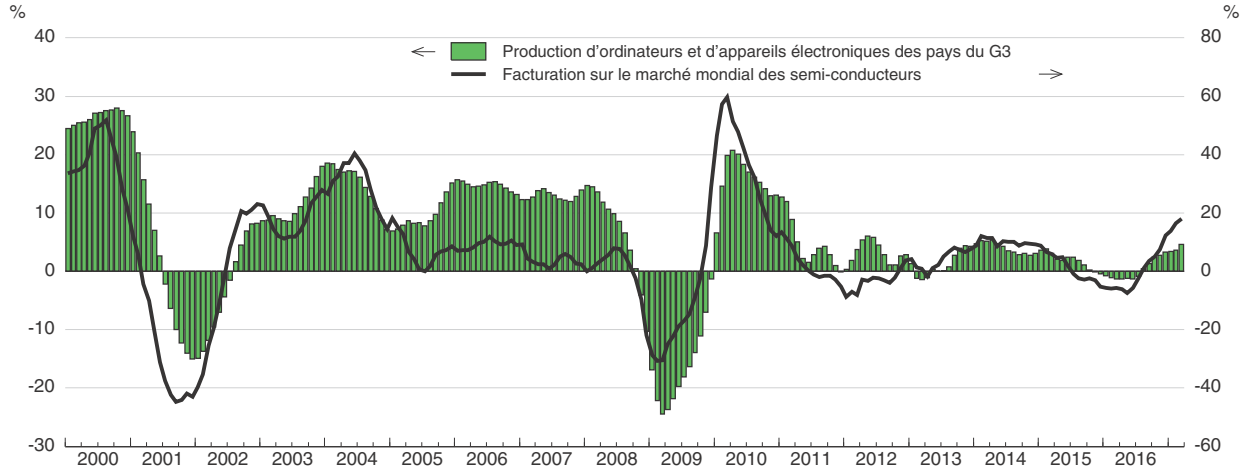
1. Le graphique repose sur les réponses relevant des catégories suivantes : « Remplacement des bâtiments, machines équipements et TI existants », « Accroissement des capacités pour les produits/services existants » et « Mise au point ou introduction de produits, processus ou services nouveaux ».
2. Le graphique repose sur les réponses apportées aux deux questions suivantes : « Quelle a été l'évolution des conditions générales de l'investissement privé dans votre pays au cours de l'année écoulée ? » et « Au cours de l'année à venir, sur quelle évolution des conditions générales de l'investissement privé tablez-vous dans votre pays ? ».

Source : Enquête 2017 du Groupe BEI sur l'investissement et le financement de l'investissement ; et Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE (BIAC), Enquête de 2017 sur le climat des affaires.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933501800

Graphique 1.10. **Le cycle de vie des TI à l'échelle mondiale indique un redressement possible de l'investissement en haute technologie**

Pourcentage de variation en glissement annuel calculé à partir de la moyenne mobile sur 3 mois



Note : Facturation sur le marché mondial des semi-conducteurs en USD nominaux. La production d'ordinateurs et d'appareils électroniques est une moyenne pondérée de la production d'ordinateurs et d'appareils électroniques (États-Unis), de la production de produits informatiques, électroniques et optiques (Allemagne), et de la production d'équipements électroniques d'information et de communication et de composants et d'équipements électroniques (Japon)

Source : Statistiques mondiales sur le marché des semi-conducteurs ; Eurostat ; Conseil des gouverneurs du Système fédéral de Réserve des États-Unis ; ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie, Japon ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933501819

modernisation du stock de capital[1]. Plus globalement, les entreprises de tous les pays et de tous les secteurs disposent d'une marge de manœuvre non négligeable pour se rapprocher de la frontière technologique (BEI, 2017).

Même si cette modernisation du capital a lieu, une reprise de l'investissement et une expansion du stock de capital bien plus vigoureuses seront nécessaires pour contribuer à doper notablement la hausse de la productivité et, en dernier ressort, voir progresser les salaires réels et les revenus. Comme on le verra ci-après, utiliser plus judicieusement les initiatives budgétaires et les réformes structurelles pour accroître le dynamisme des marchés de produits et intensifier les pressions concurrentielles contribuerait à stimuler encore l'investissement et la diffusion des nouvelles technologies.

Des facteurs de déséquilibre et de vulnérabilité persistent, et la croissance des salaires reste modeste

Les marchés du travail se redressent, mais la marge conjoncturelle restante de ressources inutilisées va limiter la croissance des salaires

Les principaux fondements de la croissance durable de la consommation sont la croissance de l'emploi et la progression des salaires. Ces deux éléments sont tributaires en définitive de l'évolution de l'investissement privé, par le biais de son impact sur la croissance de la main-d'œuvre et sur les gains de productivité totale des facteurs. La

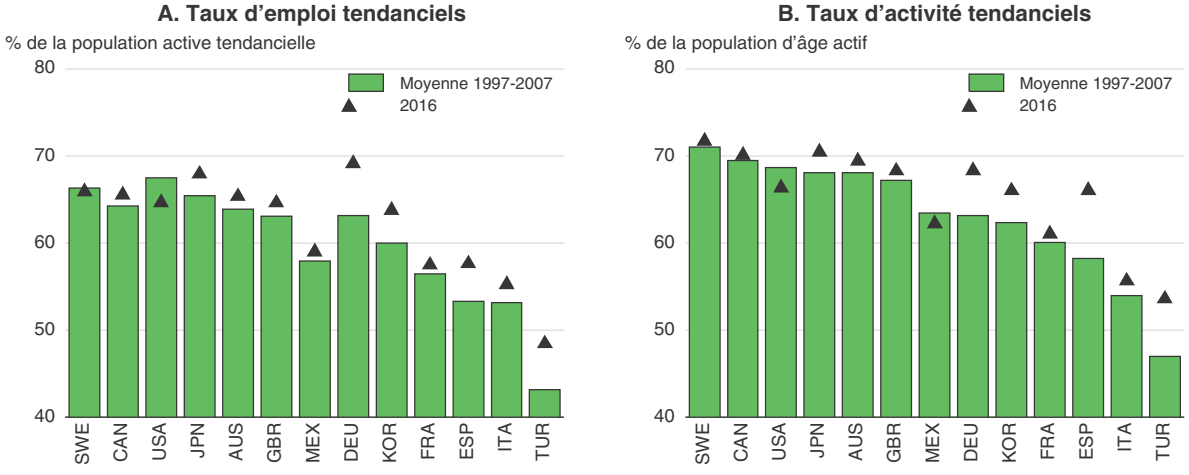
1. Aux États-Unis, le BEA estime que l'âge moyen du matériel de traitement de l'information dans le secteur privé est passé de 4.1 années en 2000 à 5.1 années en 2015 (en coûts courants). À l'intérieur de cette catégorie, l'âge moyen des ordinateurs est passé de 1.5 année à 2.2 années pendant la même période.

progression de l'emploi, quoique modeste, est relativement bien repartie ces dernières années compte tenu de la reprise modérée de la production. De plus, dans de nombreuses économies avancées, le taux d'emploi sous-jacent et le taux d'activité sous-jacent sont désormais supérieurs aux niveaux enregistrés durant les dix années qui ont précédé la crise (graphique 1.11), les États-Unis faisant figure d'exception notable. Cette situation s'explique en partie par l'effet cumulé des réformes passées du marché du travail qui ont visé à améliorer les politiques d'activation, à limiter les mécanismes d'accès à la retraite anticipée, à stimuler la création d'emplois et à réduire les obstacles à l'activité féminine. Dans un certain nombre de pays européens, l'afflux de demandeurs d'asile contribue aussi, de façon modeste, à l'accroissement de la population active, de près de 1 % en Allemagne sur la période 2015-18 et de 0.5 % en Suède et en Autriche (encadré 1.3).

Un redressement durable et plus franc des revenus des ménages et de la consommation nécessite une augmentation plus rapide des salaires, car la croissance de l'emploi devrait s'atténuer à mesure que les marchés du travail nationaux vont se resserrer et que les évolutions démographiques défavorables commenceront à freiner l'expansion de la population active. La croissance des salaires nominaux et réels a été remarquablement stable dans les grandes économies ces dernières années, malgré une hausse de l'emploi et un recul du chômage. Cette situation devrait peu évoluer cette année et la suivante, en dépit d'un nouveau recul modéré du chômage (graphique 1.12). Le taux de chômage est désormais proche du taux viable à long terme estimé dans quelques économies, y compris en Allemagne, aux États-Unis et au Japon, voire inférieur à ce taux, même si le sous-emploi conjoncturel des ressources reste considérable dans les économies les plus durement frappées par la crise et par les programmes d'assainissement des finances publiques. Dans certains pays de l'OCDE, le sous-emploi conjoncturel de la main-d'œuvre sur le marché du travail est plus important que les principales mesures classiques du chômage déclaré ne le suggèrent (encadré 1.4). La stagnation des salaires à l'échelle de l'économie contraste avec le

Graphique 1.11. **Les taux d'emploi et d'activité tendanciels ont augmenté dans de nombreux pays**

Population âgée de 15 à 74 ans



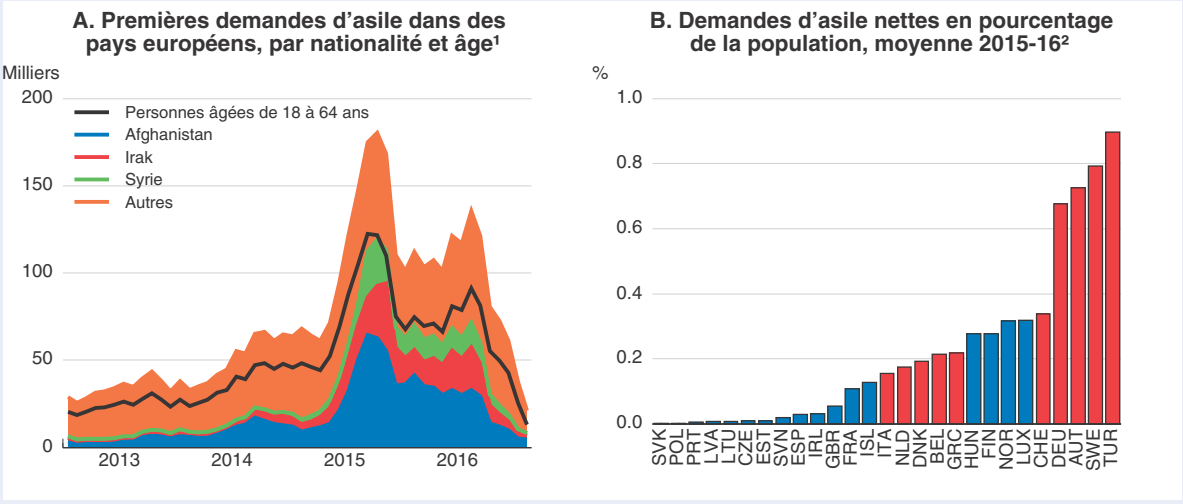
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933501838

Encadré 1.3. **Impact économique des demandeurs d'asile dans certains pays**

L'Europe (Union européenne, Norvège et Suisse) a connu la plus forte immigration pour raisons humanitaires depuis la Seconde Guerre mondiale, avec 3.6 millions de premières demandes d'asile reçues depuis début 2013. En 2015, 1.3 million de premiers demandeurs d'asile sont entrés dans des pays européens, mais les derniers chiffres semblent indiquer un ralentissement courant 2016, à la suite de l'accord de l'UE conclu avec la Turquie en mars 2016. Toutefois, sur l'ensemble de l'année 2016, le nombre de demandes d'asile s'élevait encore à 1.2 million (graphique ci-dessous). Une forte proportion des demandes déposées depuis début 2013 émane de ressortissants syriens, afghans et iraquiens, en raison des conflits dans la région, même si le nombre d'entrées en provenance d'autres pays a également augmenté. Par pays de premier accueil, les demandes d'asile en tant que part de la population ont été les plus nombreuses en Europe, en Suède, en Autriche et en Allemagne (en tenant compte des demandes retirées), ainsi qu'en Turquie. Fin 2016, d'après les données d'Eurostat, 1.5 million d'individus avaient obtenu une forme de protection depuis début 2013, le nombre de demandes en instance pour l'octroi d'une protection en Europe atteignant 1.1 million.

Demandes d'asile déposées dans certains pays par nationalité et par âge



1. Les données utilisées se rapportent à l'Union européenne à vingt-huit (UE-28), à la Norvège et à la Suisse.
2. Le chiffre net des demandes d'asile correspond au chiffre des demandes d'asile initiales minoré du chiffre des demandes retirées, excepté en Turquie où les chiffres tiennent compte de la variation annuelle moyenne du nombre de ressortissants syriens placés sous protection temporaire pendant la période considérée à laquelle s'ajoute le nombre de demandes d'asile déposées par des ressortissants d'autres pays que la Syrie. Les pays signalés en rouge sont ceux dont la situation est examinée dans le corps du texte.

Source : Eurostat ; Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933501477

Il importe d'évaluer l'impact économique des migrations humanitaires croissantes dans les pays d'accueil, d'un point de vue budgétaire et aussi en termes d'effets à plus longue échéance de l'intégration des réfugiés sur le marché du travail et de hausse induite de la production potentielle. Si le présent encadré porte essentiellement sur l'impact à court terme pour la période 2016-18, l'impact à long terme dépendra de l'installation ou non des immigrés dans le pays et du degré de réussite de leur intégration sur le marché du travail. Le présent encadré est consacré aux pays qui ont reçu un nombre relativement élevé de demandes d'asile par rapport à leur population, ainsi qu'à la Grèce et à l'Italie, qui ont été les principaux pays de transit.

Impact budgétaire

Les dépenses publiques dans les principaux pays d'accueil ont augmenté en raison des coûts liés à l'accueil des demandeurs d'asile et au traitement de leurs dossiers. Cette hausse devrait se poursuivre sur la période 2017-18. Il est difficile de comparer le niveau des dépenses entre les pays, compte tenu des disparités d'accès aux services, à la formation et au marché du travail, mais aussi des manières différentes

Encadré 1.3. **Impact économique des demandeurs d'asile dans certains pays** *(suite)*

de rendre compte des dépenses liées aux services d'accueil, d'enregistrement, de traitement et d'intégration à long terme.

- Par exemple, certains éléments semblent indiquer que le coût budgétaire net du traitement des dossiers et de l'hébergement des demandeurs d'asile (avant leur admission) s'est élevé à près de 10 000 EUR par demande, mais ce chiffre peut être beaucoup plus élevé si une aide à l'intégration est déjà proposée pendant la phase d'asile (OCDE, 2017a).
- Un grand nombre d'estimations des coûts annuels par réfugié aux premiers stades de l'accueil (sur une période de 12 mois) ont été notifiées au titre de l'aide publique au développement (APD) (OCDE, 2016a). Pour les pays présentés ici, ces estimations sont comprises entre à peine plus de 4 500 USD en Autriche et un peu moins de 32 000 USD aux Pays-Bas. Le coût moyen ressort à 17 800 USD environ, une part importante de l'écart étant vraisemblablement due à des divergences dans les définitions.

En outre, que le demandeur d'asile voit sa demande acceptée ou qu'il soit débouté, les coûts budgétaires de la phase initiale d'accueil peuvent s'avérer assez élevés. En Suède, par exemple, les dépenses liées aux 12 premiers mois d'un demandeur d'asile ayant obtenu un permis de résidence étaient d'environ 14 000 USD, alors que celles associées à un demandeur débouté étaient d'environ 12 000 USD, d'après des données de 2014. Cela étant, le volume de données sur ces ventilations des coûts est limité dans l'ensemble des pays. En outre, l'expérience passée pourrait être un indicateur peu fiable des coûts actuels étant donné que les demandeurs d'asile d'aujourd'hui sont originaires de pays différents de ceux des vagues d'immigration passées.

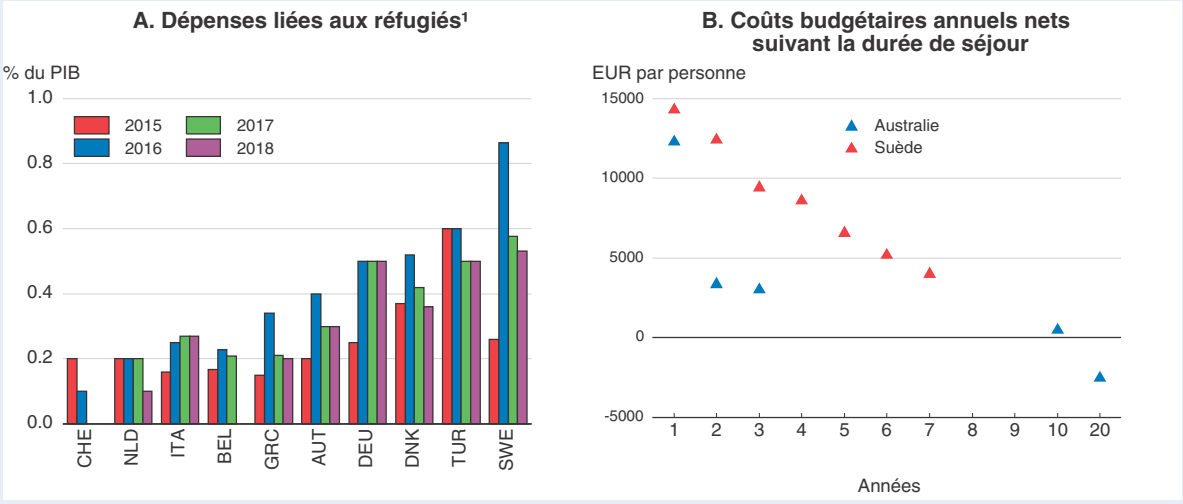
Ces réserves étant faites, les coûts budgétaires estimés pour les années 2015-18, lesquels sont associés à la vague récente de réfugiés, sont présentés ci-dessous sur la base, quand cela a été possible, des informations disponibles. Ces estimations portent sur les coûts budgétaires totaux associés à l'accueil des nouveaux immigrés, au traitement de leurs dossiers et à leur intégration (le cas échéant), incluent tous les niveaux de l'administration (c'est-à-dire les administrations à la fois centrales et infranationales) et sont nettes des contributions apportées par des sources externes. Dans certains pays, comme au Danemark, elles excluent de façon claire les dépenses additionnelles au titre des soins de santé et de l'éducation publique. Des efforts sont faits pour que les estimations ne portent, dans la mesure du possible, que sur l'impact de la vague récente de réfugiés, et non sur le nombre total de réfugiés, étant donné que certaines dépenses publiques servent à couvrir des services et formations de base aux anciens migrants humanitaires et qu'un faible afflux de demandeurs d'asile serait de toute façon attendu au vu des observations passées.

Dans l'ensemble, sur la base des estimations de l'OCDE, les coûts budgétaires en proportion du PIB auraient atteint un niveau record en 2016 dans la plupart des pays indiqués, s'échelonnant entre 0.1 % du PIB en Suisse et quelque 0.9 % en Suède (deuxième graphique, partie A). Les coûts budgétaires devraient diminuer d'environ 0.1 % du PIB en moyenne en 2017, par rapport à 2016, et baisser encore un peu plus en 2018. Cette impulsion budgétaire dans les huit pays à l'étude (à l'exclusion de la Turquie et de la Suisse) représente en cumulé 0.6 % du PIB de l'UE sur la période 2016-18 (1.2 % du PIB total des huit pays de l'UE à l'étude). Ce phénomène risque de conduire à une sous-évaluation des dépenses à l'échelle de l'ensemble de l'UE, vu que d'autres pays de l'Union ont également engagé des dépenses pour faire face à des effectifs accrus de demandeurs d'asile. Cette stimulation des dépenses et de la demande aura eu des retombées positives modestes sur d'autres pays européens et partenaires commerciaux.

C'est pendant les années qui suivent l'arrivée de réfugiés que les coûts budgétaires nets engagés pour les accueillir et les intégrer sont généralement le plus élevés, comme on le voit dans la partie B du deuxième graphique. L'expérience de la Suède et de l'Australie montre que ces coûts budgétaires nets ont tendance à diminuer au fil du temps, à mesure que les réfugiés sont intégrés sur les marchés du travail. En outre, des avantages budgétaires nets peuvent se matérialiser à long terme, comme cela été le cas en Australie (OCDE, 2017a). La réussite de l'intégration dépend de l'accès au marché du travail, de l'aide à l'installation (notamment des formations linguistiques) ainsi que de l'âge et du niveau de qualification des personnes concernées, pour ne citer que quelques facteurs. De plus, les réfugiés peuvent contribuer à la hausse de la production potentielle, parce qu'ils viennent gonfler les effectifs de main d'œuvre, et à la lutte contre les pressions budgétaires liées au vieillissement de la population, puisqu'une grande partie de ceux qui composent la vague récente de réfugiés sont en âge de travailler (premier graphique, partie A) et que l'âge moyen des demandeurs d'asile est souvent inférieur à celui de la population d'accueil (Commission européenne, 2016).

Encadré 1.3. **Impact économique des demandeurs d'asile dans certains pays** *(suite)*

Estimation et évolution dans le temps des coûts budgétaires associés à la vague de réfugiés



1. Les estimations relatives à la Belgique, au Danemark et à l'Italie se rapportent aux dépenses totales consacrées aux demandeurs d'asile (y compris les dépenses sous-jacentes et celles relatives aux réfugiés antérieurs) au cours de l'année considérée. Dans le cas de la Belgique, on ne dispose que d'estimations pour les années 2015 à 2017.

Source : OCDE (2017a), « Who Bears the Cost of Integrating Refugees? », *Débats sur les politiques migratoires*, janvier, Éditions OCDE, Paris ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933501496

Impact sur le marché du travail

L'impact, sur le marché du travail, de l'afflux récent de demandeurs d'asile dépendra de la capacité de ces derniers à accéder au marché du travail, de la durée de la procédure de demande d'asile, de l'obtention ou non du statut de réfugié, de leur maîtrise de la langue et de leur niveau de compétences. Le délai d'attente au terme duquel les demandeurs d'asile peuvent accéder au marché du travail varie en général beaucoup depuis un accès immédiat dans certains pays sous certaines conditions (notamment en Grèce, en Norvège et en Suède) jusqu'à 12 mois d'attente au Royaume-Uni et en République tchèque (troisième graphique, partie A).Si les données sur les niveaux de qualification des demandeurs d'asile sont rares, certains travaux de recherche indiquent que la formation de ceux qui sont issus des principaux pays d'origine varie très largement(OCDE, 2017b).

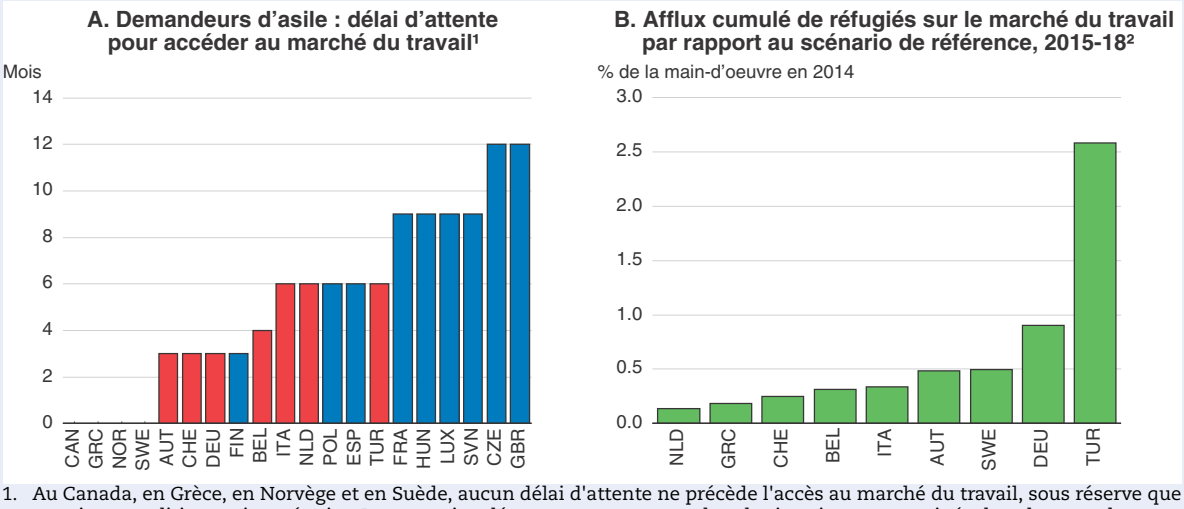
Compte tenu de la durée variable du délai d'attente au terme duquel les demandeurs d'asile peuvent accéder au marché du travail, mais aussi des différents niveaux de compétences, les estimations de l'OCDE indiquent que les arrivées cumulées de réfugiés sur le marché du travail sur la période 2015-18 (2015-17 dans le cas de l'Allemagne) représentent, en pourcentage de la main-d'œuvre, 2.6 % en Turquie, 0.8 % en Allemagne et 0.5 % en Suède et en Autriche. Cette hausse vient s'ajouter aux entrées ordinaires de réfugiés normalement observées chaque année. Dans de nombreux autres pays, l'impact est plus faible, même si le nombre absolu de demandeurs d'asile qui arrivent sur le marché du travail peut être élevé (troisième graphique, partie B). L'impact global sur la production potentielle est assez faible à court terme, à l'exception peut-être de la Suède et de la Turquie, qui ont enregistré des flux d'entrée parmi les plus élevés par rapport à leur population, mais pourrait s'intensifier au fil du temps. À l'avenir, une intégration réussie des réfugiés sur le marché du travail sera un déterminant clé de leur bien-être et jouera un rôle essentiel dans l'accroissement de leur impact sur la production potentielle et le solde budgétaire.

Les arrivées récentes de demandeurs d'asile devraient avoir un impact limité sur l'évolution des salaires dans les économies d'accueil. Si elles viennent gonfler l'offre potentielle de main-d'œuvre, en particulier à moyen terme, elles s'accompagnent également d'une progression de la demande de biens et de services

Encadré 1.3. **Impact économique des demandeurs d'asile dans certains pays** *(suite)*

due à un soutien budgétaire accru à court terme. En outre, leurs effets nets seront fonction du rôle dévolu à cette main-d'œuvre nouvelle, selon qu'elle viendra se substituer à la main-d'œuvre originaire du pays, ou au contraire la compléter. Globalement, la plupart des études donnent à penser que l'immigration a dans l'ensemble peu ou pas d'impact sur les salaires des travailleurs nés dans le pays (Kerr et Kerr, 2011 ; OCDE, 2016b). Si une certaine pression à la baisse s'exerce sur les salaires, il est plus probable qu'elle va s'exercer dans les économies où une réglementation des marchés de produits relativement rigide inhibe la création d'emplois qui est en fin de compte nécessaire pour absorber une hausse de l'offre de main-d'œuvre (Jean et Jimenez, 2007) et lorsque les profils et les compétences des demandeurs d'asile sont comparables à celles de certaines catégories de travailleurs originaires du pays. Les institutions du marché du travail, notamment la législation relative au salaire minimum et la couverture des conventions collectives, pourraient restreindre un éventuel ajustement à la baisse des niveaux de salaires, mais pourraient également rendre plus difficile, pour les demandeurs d'asile, l'accès à un emploi.

Intégration sur le marché du travail des demandeurs d'asile dans les principaux pays d'accueil



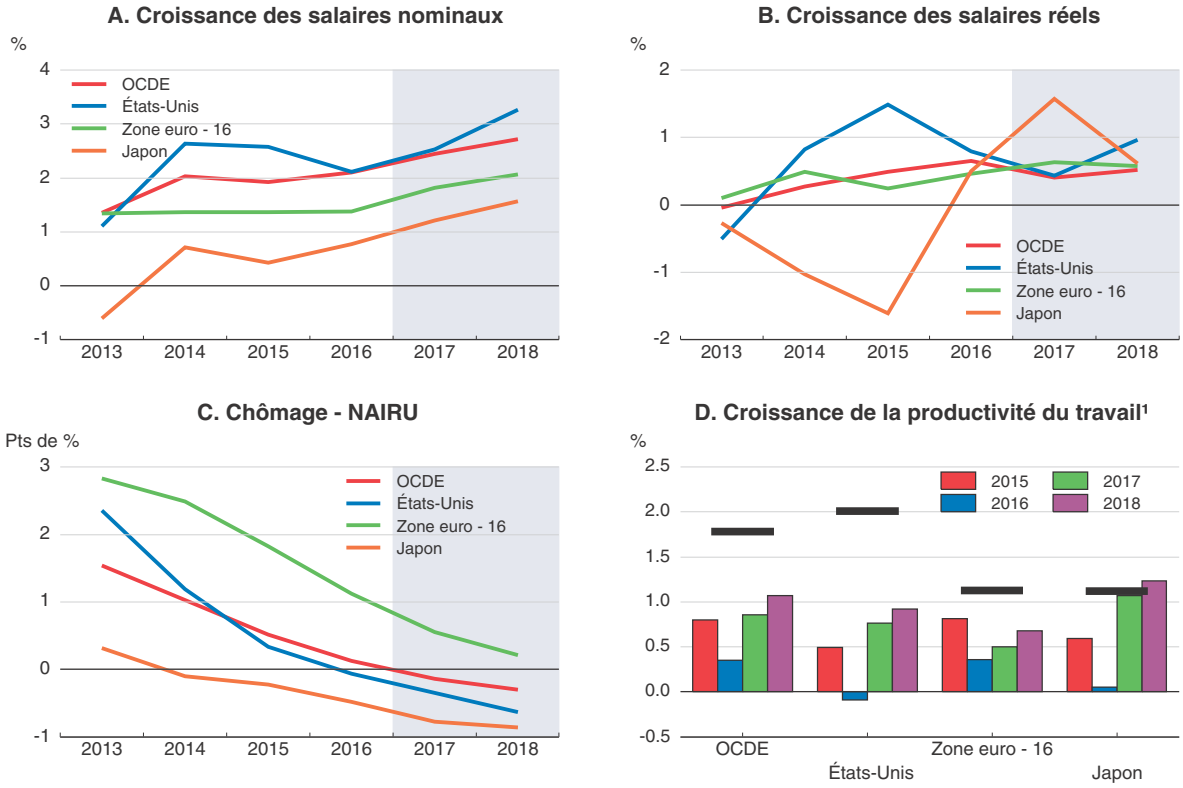
1. Au Canada, en Grèce, en Norvège et en Suède, aucun délai d'attente ne précède l'accès au marché du travail, sous réserve que certaines conditions soient réunies. Les pays signalés en rouge sont ceux dont la situation est examinée dans le corps du texte.
2. Le scénario de référence exclut l'afflux annuel des réfugiés, avant la récente augmentation.

Source : Base de données des *Perspectives économiques* de l'OCDE, n° 101 ; OCDE (2015a), « How will the refugee surge affect the European economy », *Débats sur les politiques migratoires*, novembre, Éditions OCDE, Paris ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933501515

Les politiques publiques ont un rôle déterminant à jouer, pour ce qui concerne l'impact des demandeurs d'asile sur le marché du travail. Des travaux de recherche antérieurs ont montré que la situation globale du marché du travail à l'arrivée des réfugiés était un facteur important pour leur intégration, et leur accès précoce au marché du travail un déterminant clé de leurs résultats à long terme (OCDE, 2017b). La conjoncture du marché du travail dans les plus grands pays d'accueil est plutôt bonne actuellement, notamment en Allemagne et en Suède, ce qui devrait offrir des conditions propices. Même si ces pays sont nombreux à autoriser l'accès précoce des demandeurs d'asile au marché du travail, et si de nouvelles mesures gouvernementales ont libéralisé davantage leur entrée, des obstacles demeurent pourtant. Par exemple, des progrès pourraient être réalisés en Suède eu égard à la simplification des procédures d'octroi des permis de résidence et de travail aux immigrés (OCDE, 2017c). Favoriser l'accès précoce aux marchés du travail, multiplier le nombre de places dans les programmes d'intégration et les formations linguistiques (y compris la formation linguistique professionnelle), évaluer précisément le niveau de compétences des immigrés et répartir les demandeurs d'asile davantage en fonction des régions où la situation du marché du travail est plus favorable dans le pays d'accueil, sont autant d'actions qui pourraient améliorer le bien-être des immigrés et promouvoir une croissance plus inclusive (OCDE, 2017b).

Graphique 1.12. **La croissance des salaires reste faible malgré le recul du chômage**



Note : La mesure des salaires nominaux utilisée est la rémunération par salarié. Les salaires réels correspondent aux salaires nominaux corrigés du déflateur du PIB.

1. Les lignes horizontales représentent le taux de croissance annuelle moyenne de la productivité du travail au cours de la période 1997-2007.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933501857

Encadré 1.4. **Les variations de la composition de l'emploi et du chômage influent sur la croissance moyenne des salaires**

La faible réponse des salaires au recul des taux de chômage dans les économies de l'OCDE s'explique en partie par le fait que le sous-emploi conjoncturel des ressources en main-d'œuvre est plus important que les mesures conventionnelles du chômage ne le suggèrent. Des variations connexes dans la composition de l'emploi et des chômeurs pèsent également sur la croissance des salaires à l'échelle de l'économie.

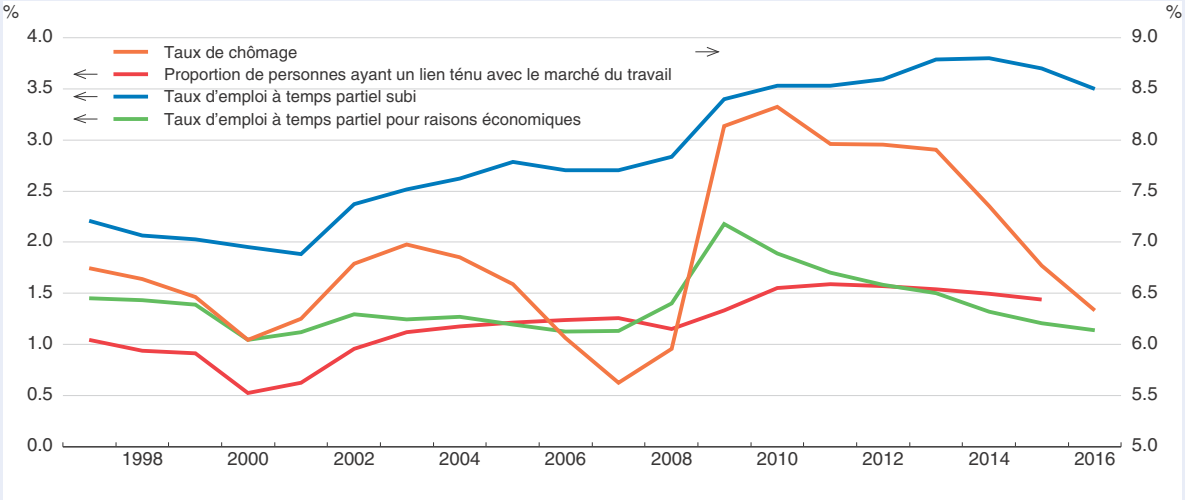
- De nombreux pays connaissent toujours un niveau élevé de travailleurs à temps partiel subi par rapport à la décennie d'avant la crise, ce qui signifie qu'il est toujours possible d'augmenter le nombre d'heures travaillées en cas d'accroissement de la demande (premier graphique ci-dessous). Dans l'ensemble de la zone OCDE, le taux de travail à temps partiel subi en 2015-16 dépassait de plus d'un point de pourcentage celui enregistré au cours de la décennie qui a précédé la crise, avec des hausses beaucoup plus marquées dans un certain nombre de pays européens.
- On relève également un nombre relativement élevé de personnes ayant un lien ténu avec le marché du travail, mais qui pourraient renouer avec l'emploi si la croissance et la création d'emplois continuent de se redresser. En revanche, la proportion de travailleurs à temps partiel pour des raisons économiques a retrouvé son niveau d'avant la crise à la faveur de la reprise.

Encadré 1.4. **Les variations de la composition de l'emploi et du chômage influent sur la croissance moyenne des salaires** *(suite)*

- Les taux d'emploi ont augmenté, mais de nombreux emplois nouveaux sont à temps partiel et non à temps complet (voir le deuxième graphique ci-dessous), ce qui contribue à freiner la croissance des salaires par personne.
- Un effet de composition supplémentaire tient au fait que la modération des salaires dans la fonction publique mise en place dans un certain nombre d'économies avancées à la suite de la crise a probablement contribué à la faiblesse de la croissance des salaires à l'échelle de l'ensemble de l'économie, à la fois en faisant baisser le niveau des rémunérations dans un segment important de l'économie et éventuellement aussi en atténuant la pression salariale dans d'autres secteurs.
- Dans le même ordre d'idées, des éléments montrent que, ces dernières années, la situation sur le marché du travail s'est davantage répercutée sur la croissance des salaires des travailleurs récemment recrutés que sur celle des travailleurs en place (OCDE, 2014, chapitre 2). Cela reflète en partie le fait que la rigidité de la tendance à la baisse des salaires nominaux et la très faible inflation des prix ont retreint la capacité des entreprises à baisser les salaires des travailleurs en place.
- À l'inverse, le niveau élevé du chômage de longue durée dans certains pays (troisième graphique ci-dessous) et les pertes consécutives en termes de compétences et d'employabilité (« effet d'hystérèse ») devraient avoir un effet compensatoire, car l'influence des chômeurs de longue durée sur les négociations salariales est faible (Rusticelli, 2014). Dans ce contexte, la modestie actuelle de la croissance des salaires est encore plus frappante. Néanmoins, un niveau élevé de chômage de longue durée implique également que les réformes du marché du travail, conjuguées à des mesures publiques de soutien de la demande, pourraient avoir de puissants effets à long terme sur la production (OCDE, 2016c).

Les taux élevés d'emploi à temps partiel subi accentuent le sous-emploi conjoncturel des ressources dans la zone OCDE

En pourcentage de la population active



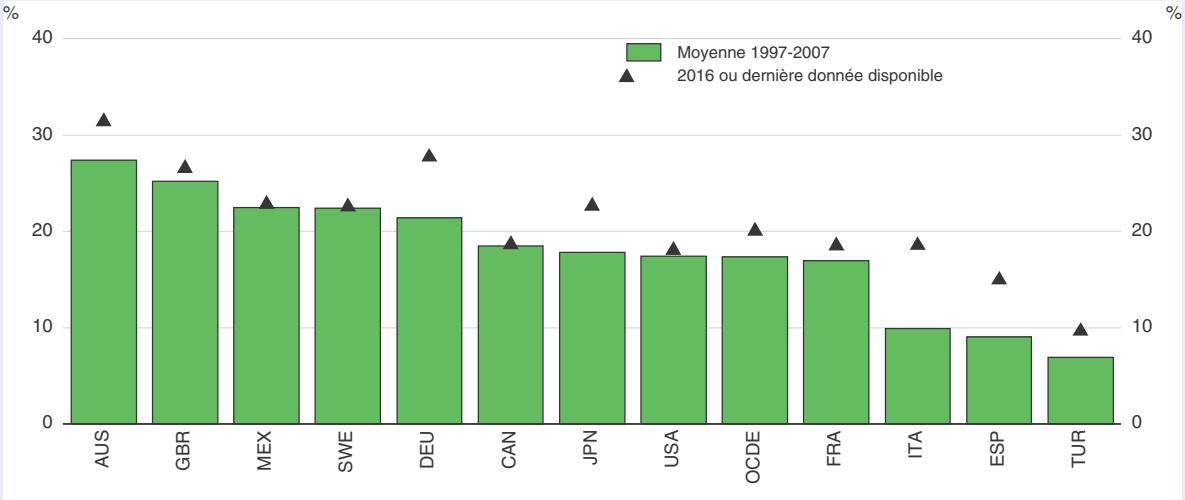
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; Base de données de l'OCDE sur l'emploi ; Bureau de statistiques sur l'emploi (BLS, Bureau of Labor Statistics) des États-Unis ; Eurostat ; Bureau des statistiques du Japon ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933501534

Encadré 1.4. **Les variations de la composition de l'emploi et du chômage influent sur la croissance moyenne des salaires** *(suite)*

L'incidence du travail à temps partiel est plus élevée qu'avant la crise

Proportion de l'emploi à temps partiel dans l'emploi total

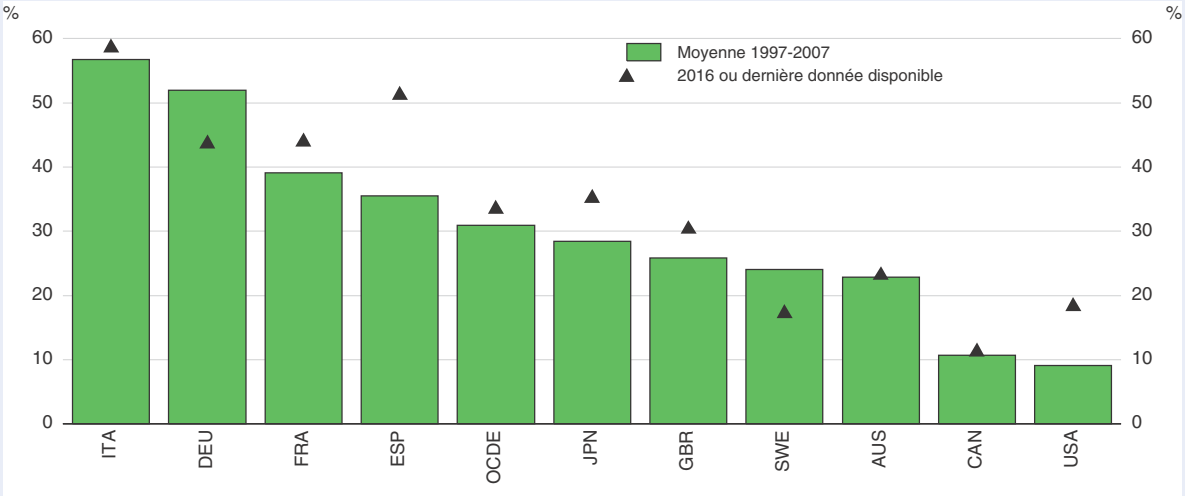


Note : Ce graphique repose sur les définitions nationales de la proportion de l'emploi à temps partiel dans l'emploi total.
Source : Base de données de l'OCDE sur les Statistiques de la population active.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933501553

La proportion de chômeurs de plus d'un an est toujours supérieure aux niveaux observés avant la crise

Proportion de personnes au chômage depuis plus d'un an dans l'ensemble des chômeurs



Source : Base de données de l'OCDE sur les Statistiques de la population active.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933501572

redressement de la croissance annuelle des salaires minimums dans certaines grandes économies, y compris cette année (graphique 1.13)[2].

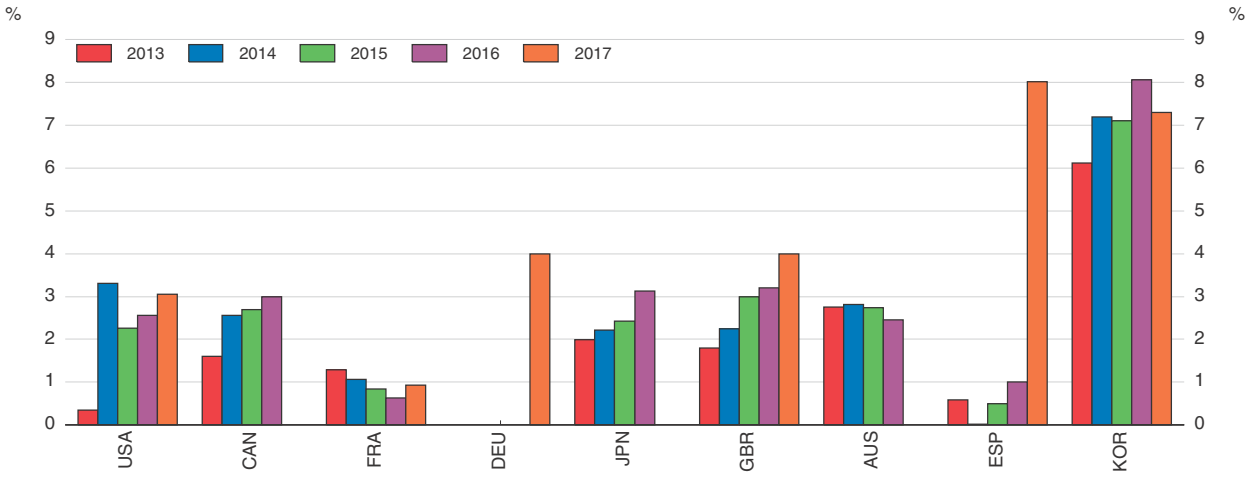
L'atonie de la croissance des salaires réels reflète en partie des gains de productivité de la main-d'œuvre toujours faibles, sachant que l'augmentation annuelle moyenne de la production par personne exerçant un emploi dans la zone OCDE devrait être minime en 2017-18 (graphique 1.12). Toutefois, pour un travailleur type, l'amélioration de la productivité ne sera probablement pas suffisante pour entraîner une hausse du salaire réel. Les deux dernières décennies ont montré que le progrès technologique et les gains de productivité sont désormais découplés de la croissance des salaires, surtout au bas de l'échelle des revenus, ce qui accroît les inégalités de revenu (Andrews et al., 2016 ; Schwellnus et al., 2017 ; Berlingieri et al., 2017).

Des éléments montrent aussi qu'un niveau donné de sous-emploi conjoncturel des ressources est désormais associé à un moindre impact sur la progression des salaires qu'avant la crise, même en tenant compte des variations du travail à temps partiel subi et pour raisons économiques (graphique 1.14). Il s'ensuit que la croissance des salaires réels pourrait rester faible même si les marchés du travail nationaux continuent de s'améliorer, sauf si le sous-emploi des ressources a des effets non linéaires significatifs sur la progression des salaires une fois que les marchés du travail se seront resserrés au-delà d'un certain point (Nalewaik, 2016).

Parmi les facteurs qui peuvent avoir réduit la réactivité des salaires au sous-emploi de la main-d'œuvre figurent la diminution du pouvoir de négociation des travailleurs

Graphique 1.13. **La croissance du salaire minimum se redresse dans certains pays**

Pourcentage de variation en glissement annuel

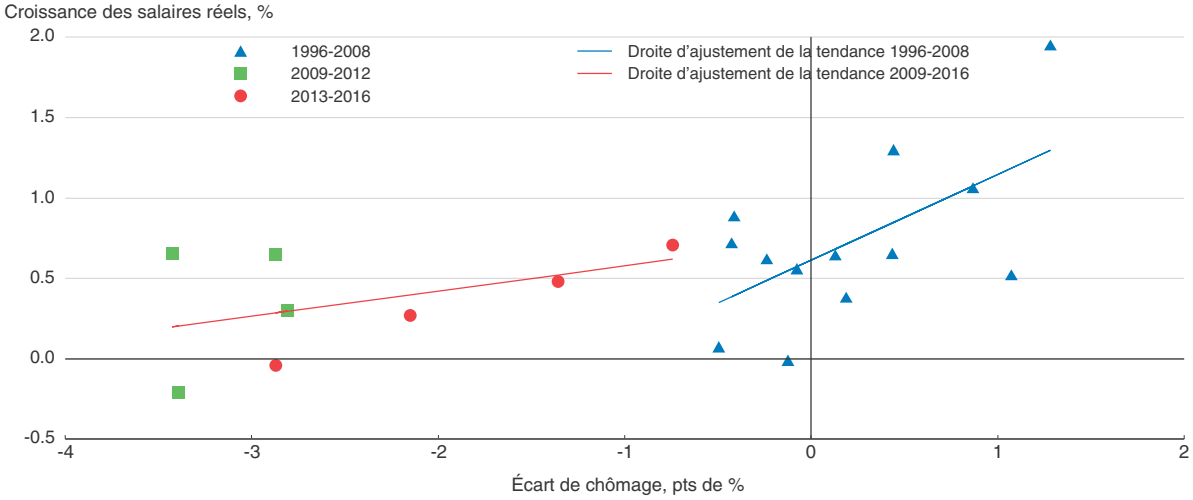


Note : Les estimations relatives aux États-Unis reposent sur une moyenne pondérée par l'emploi des salaires minimums des différents États fédérés, sachant que le salaire minimum fédéral a été utilisé pour les États dans lesquels il n'existe pas de salaire minimum spécifique et pour ceux qui sont dotés d'un salaire minimum spécifique inférieur au salaire minimum fédéral.
Source : Base de données de l'OCDE sur les salaires minimums ; et ministère du Travail des États-Unis.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933501876

2. La couverture du salaire minimum varie d'un pays à l'autre, mais la proportion de salariés directement touchés est généralement modeste dans les grandes économies, puisqu'elle s'échelonne d'environ 15 % en Allemagne à 8 ½ pour cent au Royaume-Uni et est inférieure à 5 % pour le salaire minimum fédéral aux États-Unis.

Graphique 1.14. **L'effet induit par le sous-emploi de la main-d'oeuvre sur la croissance des salaires s'est atténué dans la zone OCDE**



Note : La croissance des salaires réels est mesurée à l'aide du taux de croissance annuelle de la rémunération par salarié dans les économies de l'OCDE, corrigée par le déflateur du PIB. L'écart de chômage est la différence entre le niveau moyen sur la période 1993-2007 du taux de chômage élargi et son niveau actuel. Le taux de chômage élargi est la somme du taux de chômage indemnisé, du taux d'emploi à temps partiel pour raisons économiques et du taux d'emploi à temps partiel subi.

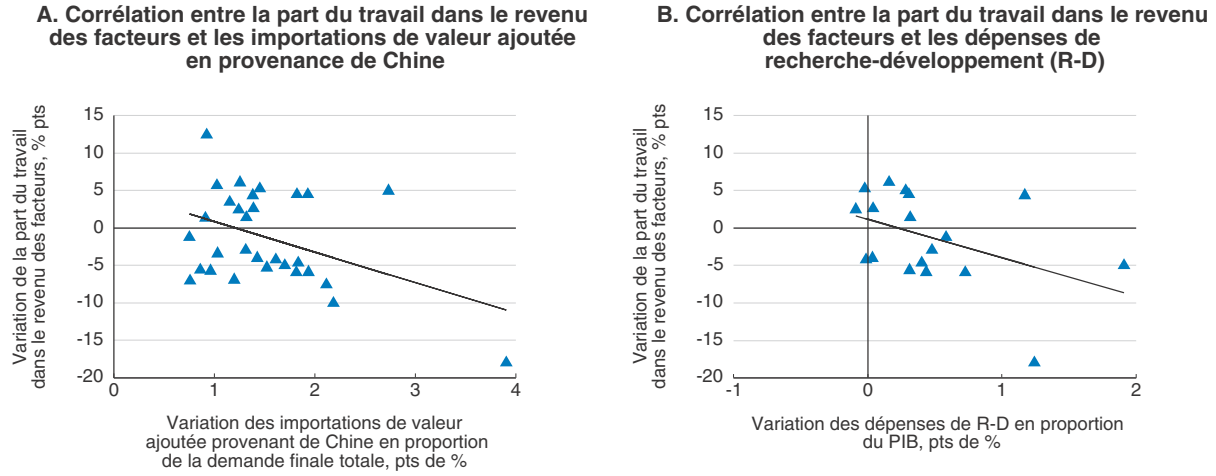
Source : Base de données des *Perspectives économiques* de l'OCDE, n° 101 ; Statistiques de la population active de l'OCDE ; Bureau de statistiques sur l'emploi (BLS, Bureau of Labor Statistics) des États-Unis ; Eurostat ; Bureau des statistiques du Japon ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933501895

imputable à la rapidité du progrès technologique, l'automatisation de certaines tâches, l'augmentation de l'intégration de la production à l'échelle mondiale et, en particulier, la délocalisation de tâches peu qualifiées à forte intensité de main-d'œuvre (graphique 1.15). Ces facteurs sont liés entre eux et il est difficile de les distinguer, car l'intégration plus poussée des échanges se répercute directement sur les gains de productivité et sur les

Graphique 1.15. **L'évolution des échanges et celle des technologies sont toutes deux associées aux variations de la part du travail dans le revenu des facteurs dans les économies avancées**

Variation entre 1995 et 2011, en points de pourcentage



Source : Schwellnus, C. et al. (2017), « The Role of Trade, Technology and Public Policies in Determining the Labour Share : Empirical Evidence », *Documents de travail du Département des Affaires économiques de l'OCDE*, à paraître, Éditions OCDE, Paris.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933501914

incitations à innover (voir chapitre 2 ; Bloom et al., 2016 ; Égert et Gal, 2017). Des données sur les entreprises montrent que la mondialisation et l'essor du numérique sont deux phénomènes associés à l'accroissement des disparités salariales (Berlingieri et al., 2017).

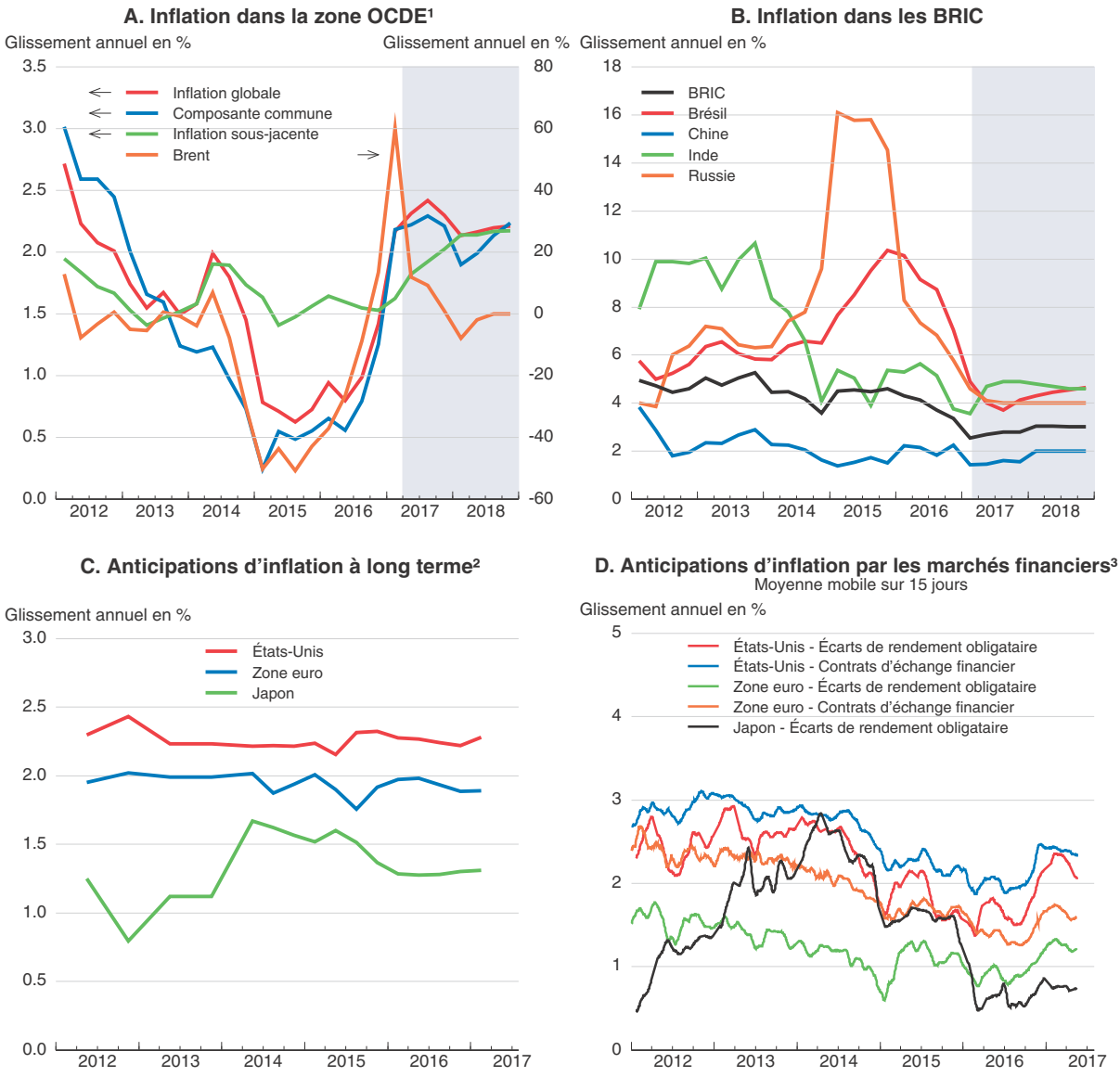
Globalement, les pressions salariales devraient finir par s'accroître à mesure que le resserrement des marchés du travail se poursuit. Toutefois, la croissance des salaires nominaux et réels dans les économies avancées devrait être modeste en 2017-18 (graphique 1.12), et rester bien inférieure au niveau d'avant la crise. Les gains de productivité marquent le pas, le sous-emploi de la main-d'œuvre est plus prononcé que les taux de chômage déclaré le suggèrent et l'influence d'un niveau donné de sous-emploi des ressources sur la croissance des salaires réels est moindre qu'avant la crise. Aussi, des mesures supplémentaires des pouvoirs publics à l'appui de la demande et de l'offre à long terme sont nécessaires pour résorber entièrement le sous-emploi de la main-d'œuvre et renforcer les gains de productivité, afin de générer l'augmentation durable des salaires réels requise pour soutenir la croissance de la consommation.

L'inflation globale a augmenté, mais les tensions inflationnistes sous-jacentes devraient rester contenues

La hausse des prix des produits de base a attisé l'inflation globale dans les grandes économies, mais l'inflation sous-jacente reste modérée (graphique 1.16). Les prix des produits de base, y compris de l'énergie, des métaux et des denrées alimentaires non agricoles, ont grimpé depuis le troisième trimestre de 2016, à la fois sous l'effet du renforcement de la demande et de contraintes idiosyncratiques du côté de l'offre. Les cours du pétrole se redressent depuis novembre, les membres de l'OPEP et un certain nombre de producteurs non membres de l'OPEP s'étant mis d'accord pour limiter les niveaux de production à court terme. En revanche, les anticipations d'inflation à plus long terme mesurées par des enquêtes restent relativement stables depuis 2016 dans les grandes économies, mais les anticipations fondées sur le marché sont reparties légèrement à la hausse, bien qu'elles demeurent modérées au regard des chiffres du passé. L'inflation sous-jacente (hors prix des produits alimentaires et de l'énergie) n'a guère évolué dans la plupart des économies avancées, à l'exception notable du Royaume-Uni après la dépréciation de la livre sterling. En Chine, l'inflation des prix à la consommation a ralenti depuis janvier, bien que les prix à la production soient en hausse depuis le début de l'année 2016, reflétant l'augmentation des prix des produits de base et la résorption des excédents de capacités, après avoir été orientés à la baisse pendant cinq ans. Dans certaines autres grandes économies de marché émergentes, les fluctuations monétaires récentes ont un impact sensible sur l'inflation, qui a fortement reculé au Brésil et en Russie, mais nettement augmenté en Turquie.

En l'absence d'autres évolutions notables des prix des produits de base, des taux de change et des anticipations d'inflation, l'inflation sous-jacente devrait se redresser lentement à mesure que le volant de ressources inutilisées diminuera dans les économies avancées au cours des 18 prochains mois. Selon les prévisions, l'inflation se situera aux alentours de 2 ¼ pour cent fin 2018 aux États-Unis où la reprise est relativement avancée, mais restera à 1 % et à peine plus de 1 ½ pour cent respectivement au Japon et dans la zone euro. Dans les grandes économies de marché émergentes, la hausse des prix à la consommation devrait demeurer faible en Chine et au Brésil et s'apaiser en Russie. En Inde, on s'attend à ce que les tensions inflationnistes, qui sont faibles actuellement, s'accentuent, sans toutefois que l'inflation sorte de la fourchette retenue comme objectif.

Graphique 1.16. **Les tensions inflationnistes devraient rester modérées dans la zone OCDE et certaines économies de marché émergentes**



1. L'inflation est mesurée au moyen du déflateur des dépenses de consommation pour les États-Unis, de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) pour les économies de la zone euro, et de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour les autres pays de l'OCDE. L'inflation dans la zone OCDE est une moyenne pondérée par le PIB des différentes économies, mesuré à parité de pouvoir d'achat (PPA). La composante commune aux économies de l'OCDE correspond à la première composante principale obtenue à partir des séries de données sur l'inflation globale dans ces économies.
2. Les anticipations d'inflation correspondent à la moyenne des prévisions d'inflation à un horizon de 6 à 10 ans établies par des prévisionnistes professionnels de Consensus Economics.
3. Les anticipations d'inflation mesurées par les écarts de rendement obligataire correspondent à la différence entre le rendement des obligations d'État de référence à 10 ans et celui des obligations d'État à 10 ans indexées sur l'inflation. Les anticipations d'inflation mesurées à partir de contrats d'échange financier (swaps) correspondent aux contrats d'échange indexés sur l'inflation à 5 ans et à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; Consensus Economics ; Thomson Reuters ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933501933

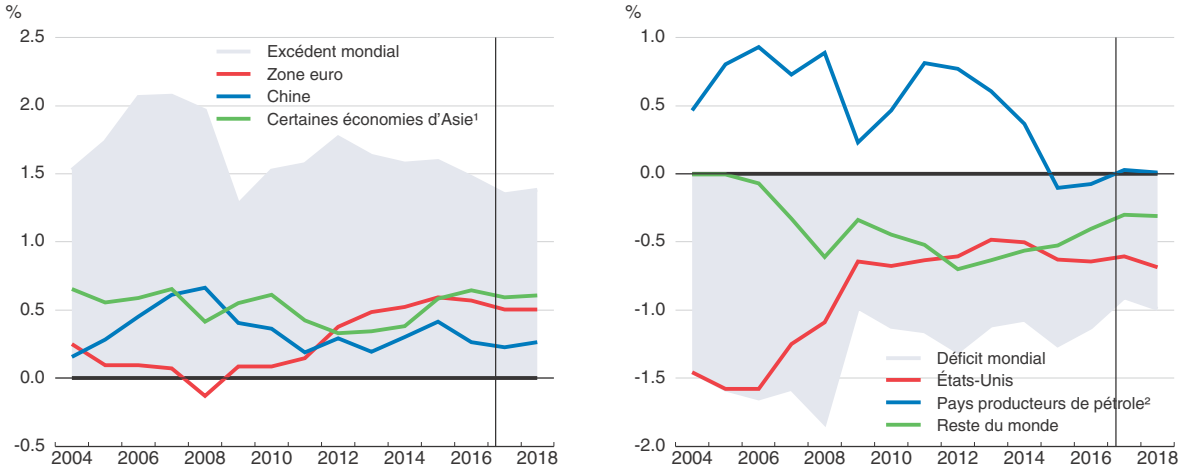
Les déséquilibres des comptes courants à l'échelle mondiale se sont légèrement corrigés, mais leur composition régionale s'est radicalement transformée

Bien que les soldes des paiements courants ne soient pas un objectif de l'action publique, étudier leur évolution peut apporter un éclairage sur des déséquilibres sous-jacents au niveau de la demande et de la production qui, eux, sont instructifs pour les pouvoirs publics. Les déséquilibres des comptes courants au niveau mondial se sont résorbés, avec un excédent d'environ 1 ½ pour cent du PIB mondial en 2016, bien inférieur à ses niveaux d'avant la crise (graphique 1.17). Cette contraction s'est accompagnée de déplacements régionaux notables. Les excédents considérables des paiements courants affichés par les pays producteurs de pétrole se sont transformés en déficits sous l'effet de la chute des cours du pétrole. L'excédent chinois a diminué, mais l'excédent de la zone euro a augmenté. Le déficit des paiements courants des États-Unis s'est contracté jusqu'en 2013 à peu près, avant de se creuser à nouveau depuis lors, tout en restant certes inférieur aux niveaux d'avant la crise.

Si l'on examine les variations des paiements courants entre 2009 et 2016 d'un point de vue national, on constate qu'elles résultent en grande partie de changements dans les échanges de produits et de services, tandis que les comptes de capital et des revenus primaires ont joué un rôle significatif dans quelques pays seulement (graphique 1.18)[3]. Les pays de la zone euro, la Corée et le Japon ont profité de l'essor des marchés d'exportations

Graphique 1.17. **La composition des soldes des paiements courants a changé au niveau mondial**

En pourcentage du PIB mondial



Note : Les agrégats régionaux incluent les échanges intra-régionaux. Les composantes des soldes globaux des paiements courants que sont l'excédent et le déficit peuvent différer en raison d'écarts statistiques.

1. L'agrégat « Économies d'Asie choisies » recouvre la Corée, Hong-Kong - Chine, le Japon, la Malaisie, les Philippines, Singapour, le Taipei chinois, la Thaïlande et le Vietnam.
2. L'agrégat « Pays producteurs de pétrole » recouvre l'Algérie, l'Angola, l'Arabie saoudite, l'Azerbaïdjan, Bahreïn, le Brunei Darussalam, les Émirats arabes unis, l'Équateur, le Gabon, la Guinée équatoriale, l'Iran, l'Irak, le Kazakhstan, le Koweït, la Libye, le Nigéria, Oman, le Qatar, la République du Congo, la Russie, le Soudan, le Tchad, le Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, le Turkménistan, le Venezuela et le Yémen.

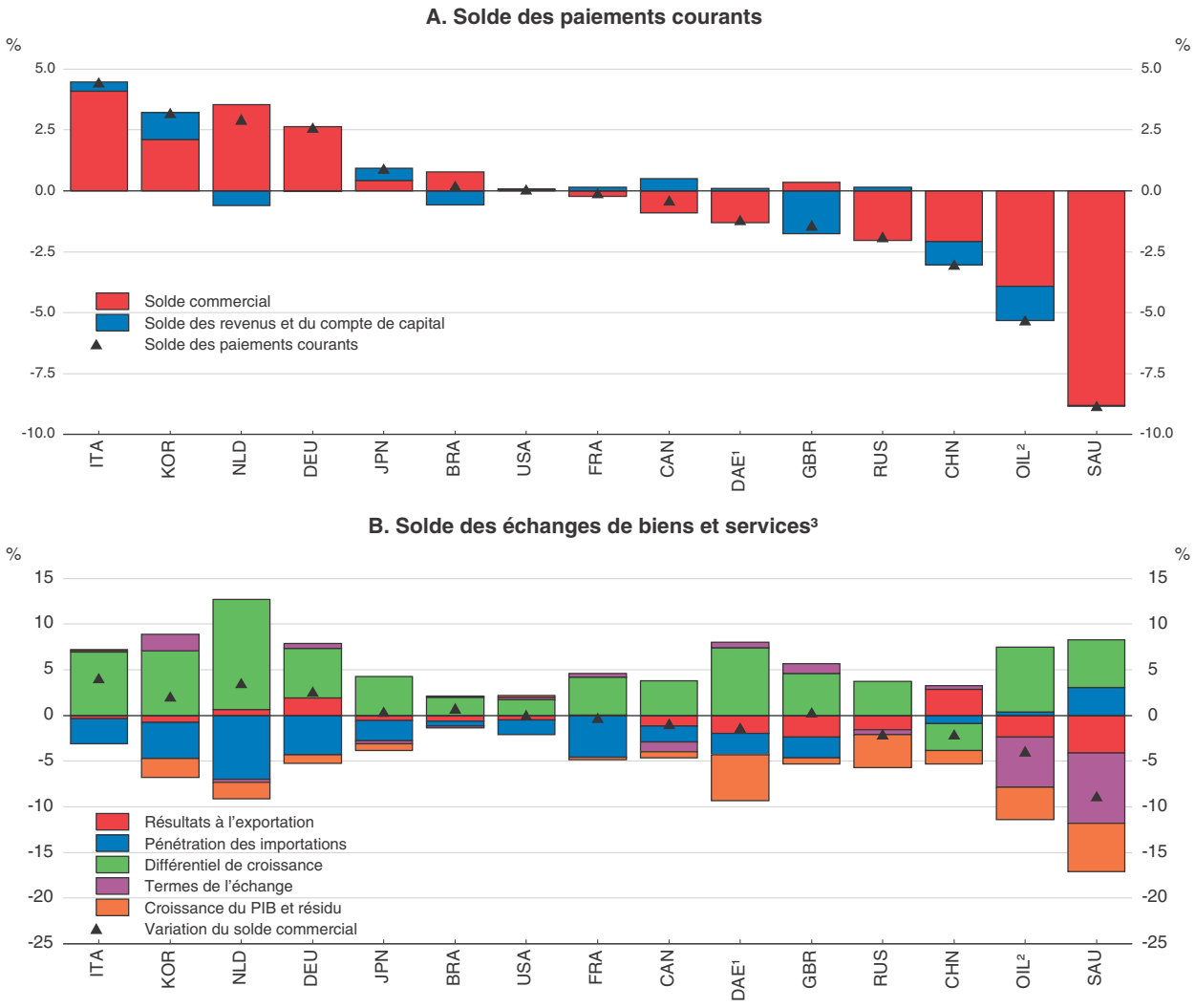
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933501952

3. La variation importante intervenue au Royaume-Uni est imputable à la baisse du revenu net provenant de l'IDE.

Graphique 1.18. **Ventilation des variations des soldes d'échanges de biens et de services**

Variations entre 2009 et 2016, en pourcentage du PIB



1. L'agrégat « Économies dynamiques d'Asie - DAE » recouvre Hong-Kong - Chine, la Malaisie, les Philippines, Singapour, le Taipei chinois, la Thaïlande et le Vietnam.
2. L'agrégat « Pays producteurs de pétrole - OIL » recouvre l'Algérie, l'Angola, l'Azerbaïdjan, Bahreïn, le Brunei Darussalam, les Émirats arabes unis, l'Équateur, le Gabon, la Guinée équatoriale, l'Iran, l'Irak, le Kazakhstan, le Koweït, la Libye, le Nigéria, Oman, le Qatar, la République du Congo, le Soudan, le Tchad, le Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, le Turkménistan, le Venezuela et le Yémen.
3. Les résultats à l'exportation d'une économie donnée sont mesurés par le ratio entre la croissance de ses exportations de biens et services et une moyenne pondérée des taux de croissance des volumes d'importations des pays qui sont ses partenaires commerciaux. Le taux de pénétration des importations est le volume d'importations rapporté aux dépenses finales totales. Le différentiel de croissance correspond à la différence entre la croissance de la demande étrangère et la croissance des dépenses finales totales. Les termes de l'échange désignent le ratio entre les prix des exportations et les prix des importations. Quant à la composante « Croissance du PIB et résidu », elle mesure la contribution de la croissance du PIB nominal à la variation du solde commercial mesurée en proportion du PIB et l'écart résiduel constaté dans le cadre de cet exercice de décomposition.

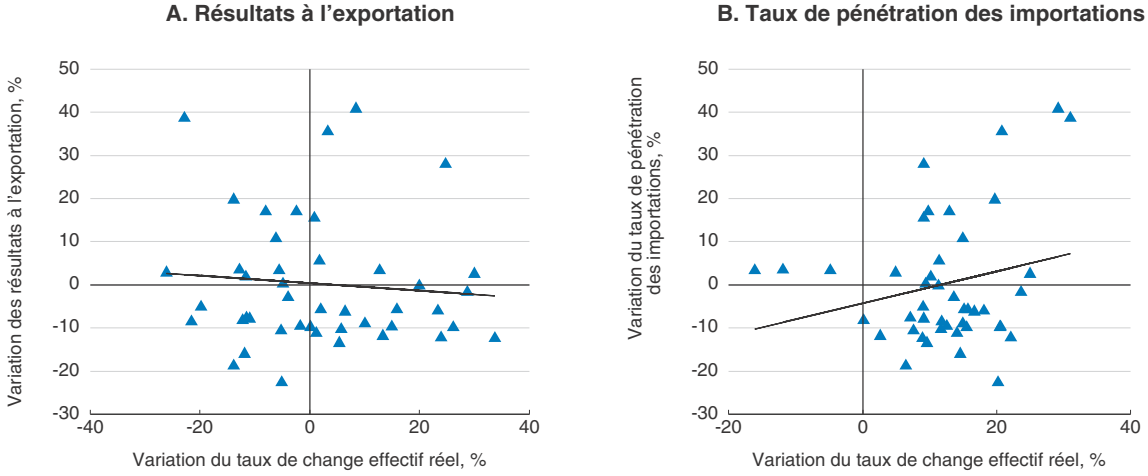
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933501971

(qui induit une augmentation des exportations) par rapport à la croissance totale des dépenses de consommation finale (qui accroît les importations). L'inverse est vrai pour la Chine. La forte hausse de l'excédent des pays de la zone euro est le reflet de politiques budgétaires restrictives qui ont pesé sur la demande interne et amplifié les effets des obstacles réglementaires à la concurrence sur le marché intérieur qui restreignent l'investissement. Dans la plupart des pays représentés, l'augmentation du contenu en importations des dépenses finales totales, qui traduit une plus grande ouverture aux échanges et une fragmentation mondiale de la production, a entraîné une détérioration des balances commerciales. De la même manière, la plupart des pays analysés ont perdu des parts de marché et ont moins bénéficié de la hausse de la demande extérieure, à l'exception notable de la Chine et de l'Allemagne. Les pays importateurs de pétrole ainsi que la Corée et certaines économies européennes, ont aussi tiré profit de l'évolution positive des termes de l'échange, alors que les pays exportateurs de pétrole en ont pâti jusqu'à une date récente.

Depuis 2009, il semble que les variations des taux de change aient eu un impact tout au plus modeste sur les balances commerciales. L'expérience internationale laisse penser qu'une appréciation de la monnaie nationale en termes réels n'est que faiblement associée à une baisse des parts de marché dans la durée, et inversement (graphique 1.19)[4]. Par conséquent, l'appréciation effective significative du dollar des États-Unis entre 2014 et 2016 n'a pas entraîné jusqu'ici d'importantes pertes de parts de marché à l'exportation à ce jour,

Graphique 1.19. **Le lien entre les variations des taux de change effectifs réels et les variations des résultats à l'exportation et du taux de pénétration des importations semble ténu**



Note : Les pourcentages de variation entre 2009 et 2016 sont calculés à partir de données annuelles relatives à 44 pays (la plupart des pays de l'OCDE et plusieurs économies de marché émergentes non membres de l'OCDE). Les résultats à l'exportation d'une économie donnée sont mesurés par le ratio entre la croissance de ses exportations de biens et services et une moyenne pondérée des taux de croissance des volumes d'importations des pays qui sont ses partenaires commerciaux. Le taux de pénétration des importations est le volume d'importations rapporté aux dépenses finales totales. Une variation positive du taux de change effectif réel indique une appréciation de la monnaie considérée.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933501990

4. Les modèles à correction d'erreurs spécifiques aux pays, dans lesquels les résultats à l'exportation constituent la variable dépendante et le taux de change effectif réel est la variable explicative estimée à partir de données provenant du milieu des années 90, indiquent une relation à long terme et positive entre les deux variables pour une poignée de pays uniquement.

et la dépréciation de la livre sterling en 2008 et 2009 n'a pas été suivie d'une amélioration des résultats à l'exportation. Du côté des importations, l'appréciation de la monnaie semble aller de pair avec une plus forte pénétration des importations, mais là encore la corrélation, quels que soient les pays, est assez ténue. La faible réaction des volumes d'échanges aux fluctuations des monnaies semble s'expliquer par une tendance à fixer les prix en fonction des marchés, qui s'accompagne d'un ajustement des bénéfices aux variations de la monnaie. La faible réactivité des volumes d'échanges aux taux de change pourrait aussi résulter de la part toujours élevée des intrants importés dans la production de biens destinés à l'exportation (Ollivaud et al., 2015), malgré un certain découplage des chaînes de valeur mondiales depuis la Grande Récession (Haugh et al., 2016).

Compte tenu de la faible réactivité des flux d'échanges aux variations des taux de change, une réorientation des dépenses en réaction à des variations des prix relatifs des produits nationaux par rapport à ceux des produits étrangers ne devrait guère résorber sensiblement les déséquilibres commerciaux, de sorte que la réduction des excédents des paiements courants exigera un renforcement de la demande intérieure, toutes choses étant égales par ailleurs. En fonction des circonstances propres aux pays, cet objectif pourrait impliquer une augmentation de la consommation privée ou de l'investissement intérieur. Par exemple, dans les économies de marché émergentes d'Asie et en particulier en Chine, l'accroissement de la demande intérieure pourrait passer par un recul de l'épargne de précaution des ménages passant par la mise en place d'un système de sécurité sociale plus généreux et plus inclusif (englobant les soins de santé publics, les pensions et les allocations de chômage). En Corée et au Japon, il est souhaitable d'accroître à la fois la consommation privée et l'investissement. En Allemagne et aux Pays-Bas, et dans une moindre mesure dans d'autres pays de la zone euro, stimuler l'investissement privé et assouplir la politique budgétaire contribuerait à réduire les excédents importants des paiements courants.

À l'inverse, le protectionnisme ne corrigera pas les déséquilibres commerciaux, mais freinera l'activité économique et les gains de productivité. Ériger des obstacles aux échanges risque également d'entraîner des représailles. Selon des simulations réalisées à l'aide du modèle METRO de l'OCDE (OCDE, 2015b), un alourdissement de 10 points de pourcentage du coût des échanges pour l'ensemble des produits (mais pas des services) par les principales puissances commerciales (Chine, Europe et États-Unis)[5] provoquerait une baisse des volumes d'exportations plus forte que celle des volumes d'importations en Europe et aux États-Unis (OCDE, 2016c). Dans l'hypothèse où les prix des exportations et des importations ne varieraient pas, cela entraînerait probablement une aggravation du déficit des échanges de produits aux États-Unis. En outre, ces mesures protectionnistes auraient aussi pour conséquence probable de réduire le PIB des principales zones d'échanges d'environ 2 ½ pour cent à moyen terme. Ces effets négatifs pourraient être encore plus prononcés si des mesures de représailles devaient avoir des conséquences néfastes supplémentaires sur les échanges du fait d'une perturbation des chaînes de valeur mondiales, et si l'incertitude qui en résulterait devait se traduire par un ralentissement de l'investissement, à l'origine de nouvelles baisses des revenus et de la productivité.

5. Cet ordre de grandeur est pratiquement équivalent à une augmentation moyenne des droits tarifaires au niveau des taux des droits consolidés de 2001, année où les négociations commerciales dans le cadre du cycle de Doha pour le développement ont débuté.

Les marchés de capitaux sont déconnectés et les vulnérabilités pourraient mettre en péril la reprise

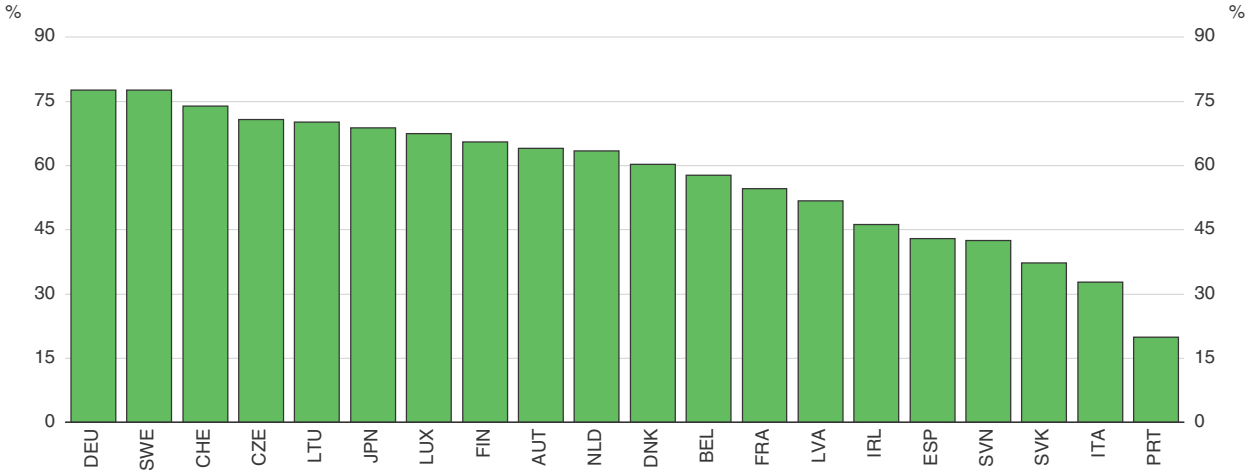
Les anomalies perdurent sur les marchés des obligations d'État

En dépit de la hausse des taux à long terme l'an dernier aux États-Unis qui n'a été que progressive, il existe un risque de retour rapide aux niveaux antérieurs. Si la normalisation des taux d'intérêt dans l'économie est souhaitable dans un contexte d'affermissement de la croissance du PIB et de poussée inflationniste, la volatilité des marchés de capitaux susceptible de survenir au cours de ce processus pourrait être préjudiciable à d'autres classes d'actifs aux États-Unis et ailleurs , en pesant notamment sur les prix des obligations d'État et de société, des actions et des biens immobiliers[6]. Une remontée soudaine des rendements des obligations souveraines américaines à long terme pourrait ainsi se produire lorsque la Réserve fédérale décidera de réduire la taille de son bilan, inversant les pressions baissières exercées sur les primes de terme par les achats d'actifs réalisés pendant la crise (D'Amico et al., 2012 ; Li et Wei, 2014)[7]. Cette évolution, conjuguée aux relèvements des taux directeurs, pourrait conduire les acteurs du marché à revoir exagérément leurs anticipations relatives à l'évolution future de ces taux. Pour l'heure, les indicateurs de marché font apparaître une remontée des taux directeurs bien plus progressive que ne l'avaient prévue les autorités monétaires. Le risque existe aussi que la première hausse des rendements obligataires soit amplifiée par les cessions d'obligations réalisées par les investisseurs misant sur une appréciation des prix de ces titres de dette ou, comme on le verra plus loin, par les fonds de pension et les compagnies d'assurance.

En Europe et au Japon, la proportion de l'encours des obligations d'État à rendement négatif reste élevée (graphique 1.20). En outre, au Danemark, au Japon et aux Pays-Bas, 10 % environ de l'encours total des obligations d'État conventionnelles – et quelque 18 % en Allemagne – ont été cédés à ce jour à des taux négatifs lors des adjudications. Les prix anormaux de ces actifs, dus en partie aux mesures exceptionnelles de relance monétaire, ont des retombées négatives pour les détenteurs d'obligations, en particulier les banques, les fonds de pension et les compagnies d'assurance (OCDE, 2016c). La réaction des fonds de pension et des compagnies d'assurance-vie à la faiblesse des taux d'intérêt pourrait de fait avoir accentué les pressions sur les rendements des obligations souveraines. En effet, ces investisseurs ont accru leur demande d'obligations d'État à long terme pour contrebalancer l'augmentation de leurs engagements futurs actualisés (Domanski et al., 2017). Dans la zone euro, le programme d'achats d'actifs de la BCE a contribué à porter à des niveaux record les déséquilibres du système dit TARGET2 (De Nederlandsche Bank, 2016 ; Deutsche Bundesbank, 2016 ; BCE, 2016 ; Auer et Bogdanova, 2017 ; encadré 1.5).

6. Ainsi, d'après Rawdanowicz et al. (2017), les modèles à correction d'erreurs estimés appliqués à chaque pays du G7 font apparaître que les rendements des obligations étrangères influent nettement sur les rendements réels des obligations d'État à dix ans.
7. Si les primes de terme revenaient de leur niveau récent proche de zéro aux niveaux moyens qu'elles ont affiché pendant les cinq années ayant précédé la crise, les rendements des obligations souveraines à dix ans pourraient augmenter de 110 points environ. En ce qui concerne les primes de terme, les estimations sont toutefois très incertaines (Li et al., 2017).

Graphique 1.20. **La proportion d'obligations à rendement négatif dans l'encours total d'obligations d'État reste élevée**



Note : Estimations fondées sur les rendements d'obligations souveraines de référence à la date du 18 mai 2017.
Source : Thomson Reuters ; Bloomberg ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502009

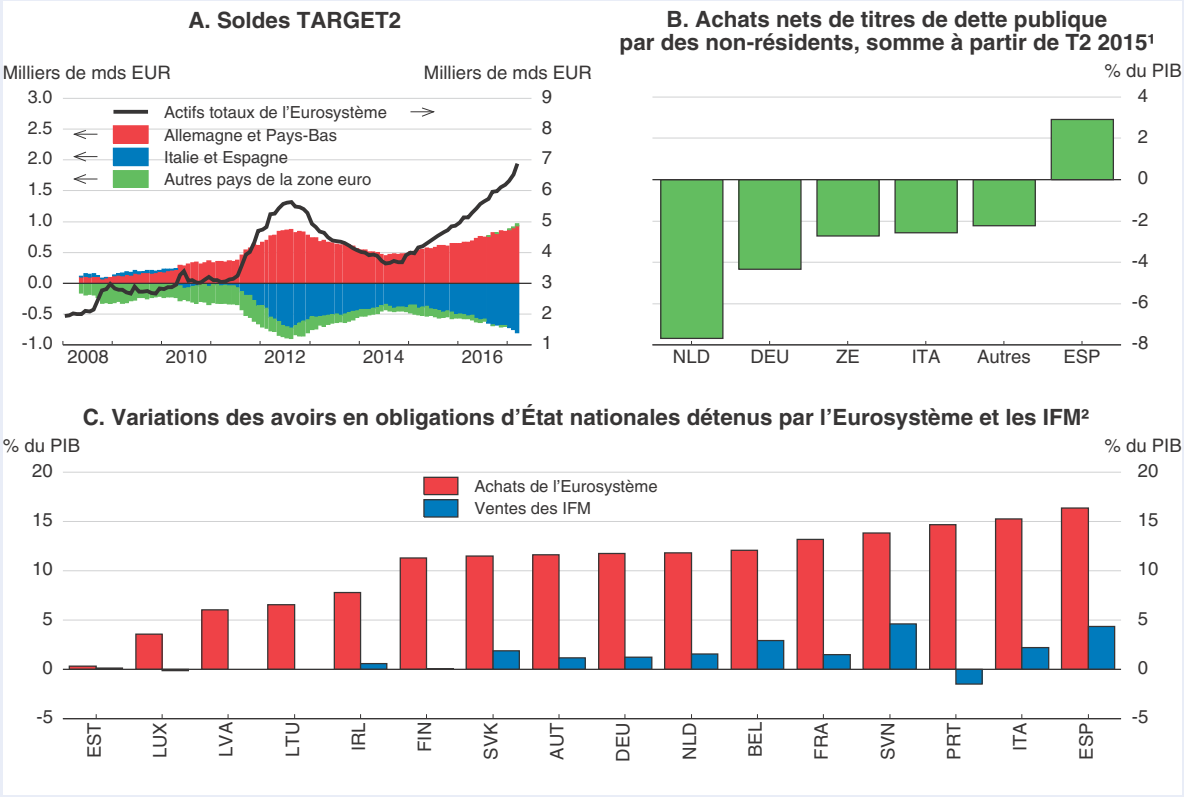
Encadré 1.5. **Amplification des déséquilibres de TARGET2**

Le programme d'achats d'actifs de la BCE est réputé avoir contribué à l'amplification des déséquilibres du Système de transferts express automatisés transeuropéens à règlement brut en temps réel (TARGET2) (De Nederlandsche Bank, 2016 ; Deutsche Bundesbank, 2016 ; BCE, 2016 ; Auer et Bogdanova, 2017). Ces déséquilibres ont atteint des niveaux record (graphique ci-dessous). Environ 80 % des actifs achetés par l'Eurosystème l'ont été auprès (ou ont été vendus par) de contreparties étrangères et la moitié environ des actifs ont été achetés à des résidents non membres de la zone euro dont l'agence bancaire se trouve dans des pays affichant des soldes créditeurs TARGET2, comme l'Allemagne ou les Pays Bas. Cette situation a engendré des flux transnationaux de capitaux de banques centrales des pays dont les soldes TARGET2 étaient débiteurs au début du programme d'achats d'actifs vers des pays dont les soldes TARGET2 étaient excédentaires, ce qui a encore amplifié les déséquilibres du système. Ces flux transnationaux sont en outre comptabilisés dans les statistiques de la balance des paiements, faisant apparaître des sorties nettes d'investissements de portefeuille dans les obligations d'État en Italie, en Allemagne et aux Pays Bas (qui s'expliquent sans doute, dans ces deux derniers pays, par les opérations portant sur des obligations émises par d'autres pays de la zone euro réalisées par des résidents de pays qui n'en sont pas membres).

Il est difficile d'apprécier si la répartition inégale des liquidités non monétaires des banques centrales de l'Eurosystème est due aux perceptions négatives des risques encourus par les pays de la zone euro les plus durement touchés par la crise et à la fragmentation du marché des obligations d'État qui en a découlé, ou à la volonté des investisseurs non-résidents de réaliser des gains substantiels, les institutions financières des différents pays n'étant guère disposées, pour des raisons réglementaires, à céder des obligations d'État. Cela étant, l'augmentation des soldes TARGET2 ne semble pas due à un regain généralisé des difficultés de financement des établissements bancaires (De Nederlandsche Bank, 2016). Si les banques dans certains pays ont augmenté les prêts en recourant dans une certaine mesure à des opérations de refinancement à plus long terme, il n'y a pas eu de course aux injections de liquidité de la part des banques centrales et, dans les pays de la zone euro les plus durement touchés par la crise, les écarts de taux sur les contrats d'échange sur risque de défaut (CDS) n'ont pas beaucoup varié par rapport à début 2015.

Encadré 1.5. **Amplification des déséquilibres de TARGET2** *(suite)*

Les soldes TARGET2 ont continué d'augmenter



1. Pour la plupart des pays, la dernière observation correspond au 4e trimestre de 2016.
2. Variations des avoirs en obligations d'État détenus par les institutions financières monétaires (IFM) entre février 2015 et mars 2017. Ces variations intègrent les fluctuations de la valeur de marché des obligations d'État, le cas échéant.

Source : Banque centrale européenne (BCE) ; Base de données du Fonds monétaire international (FMI) sur la balance des paiements ; et calculs de l'OCDE.

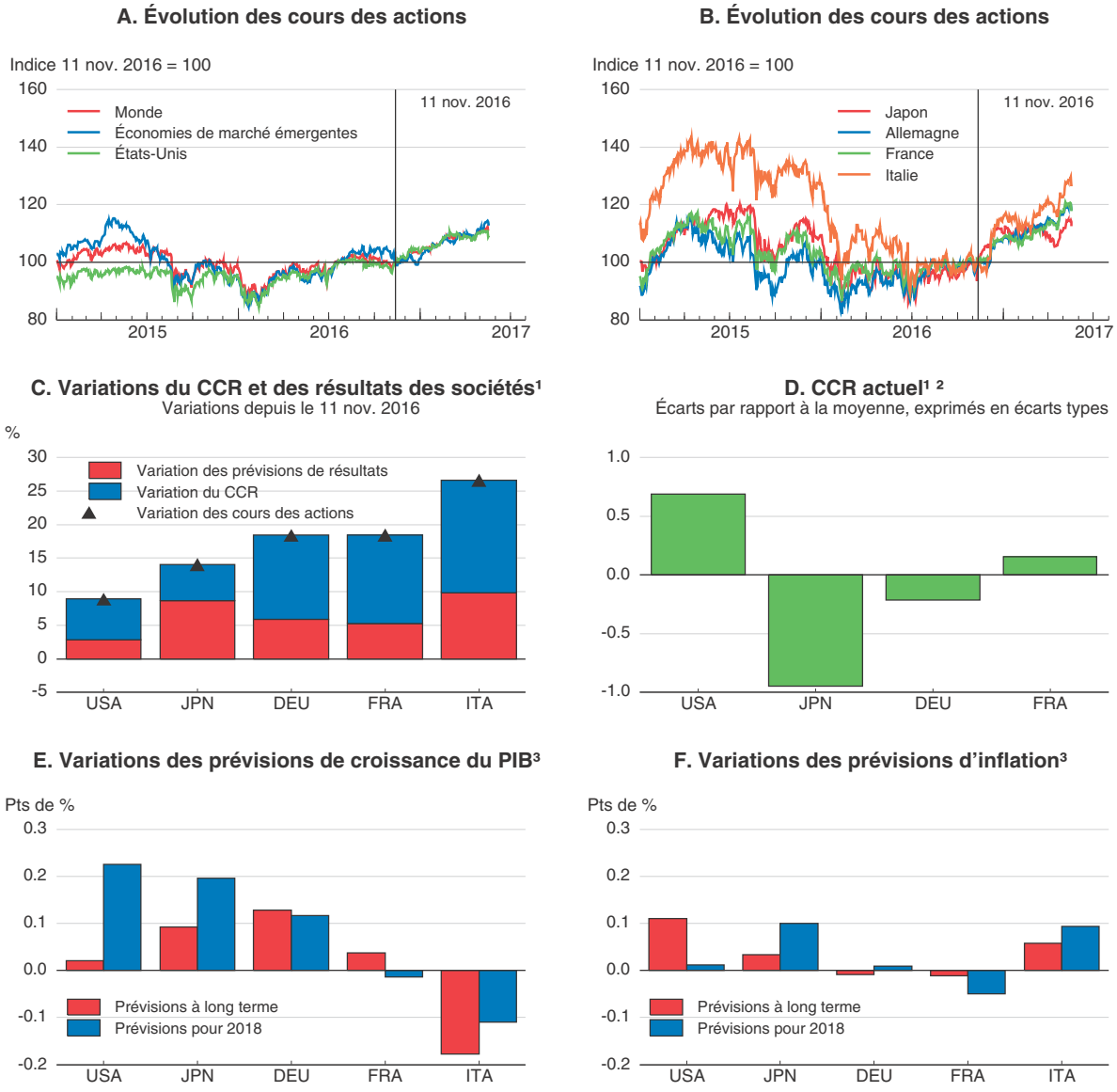
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933501591

Les prix des actions ont apparemment augmenté davantage que les paramètres fondamentaux

À l'échelon international, les prix des actions ont progressé de plus de 10 % en moyenne depuis novembre 2016 pour atteindre des niveaux historiques aux États-Unis et en Allemagne (graphique 1.21). Cette hausse récente a été principalement stimulée par une plus forte tolérance au risque, après l'amplification de l'aversion au risque qui a marqué les premiers mois de 2016. Les prix des actions ont augmenté davantage que les prévisions de bénéfices et ce malgré la progression des rendements obligataires. Cela étant, l'évaluation positive des résultats des entreprises pourrait être par trop optimiste compte tenu de la timide évolution du consensus des conjoncturistes à court et à long terme concernant la croissance du PIB et de l'inflation de ces six derniers mois, ce qui laisse craindre un risque de correction sur les marchés d'actions si la progression des bénéfices est décevante.

Aux États-Unis, les coefficients de capitalisation des entreprises composant l'indice S&P 500, calculés à partir des prévisions de bénéfices, sont désormais nettement supérieurs à la moyenne sur 30 ans. L'embellie récente s'inscrit dans le contexte de

Graphique 1.21. **Les récentes augmentations des cours des actions ont été alimentées par l'amélioration des perceptions des marchés**



1. Les coefficients de capitalisation des résultats (CCR) et les résultats des sociétés sont des prévisions à 12 mois tirées du Système d'estimation des courtiers institutionnels (IBES, Institutional Brokers' Estimate System).
2. L'indicateur relatif au CCR représenté sur le graphique est calculé de la manière suivante : (niveau actuel – niveau moyen antérieur) / écart-type. Le niveau actuel du CCR correspond à son niveau moyen sur une période récente de 10 jours. Les niveaux moyens antérieurs et les écarts-types sont calculés à partir de données journalières couvrant la période des 30 dernières années.
3. Variations des prévisions de croissance du PIB et d'inflation de Consensus Economics entre octobre 2016 et avril 2017. Les prévisions à long terme sont des prévisions moyennes à un horizon de 6 à 10 ans.

Source : Consensus Economics ; Thomson Reuters ; et calculs de l'OCDE.

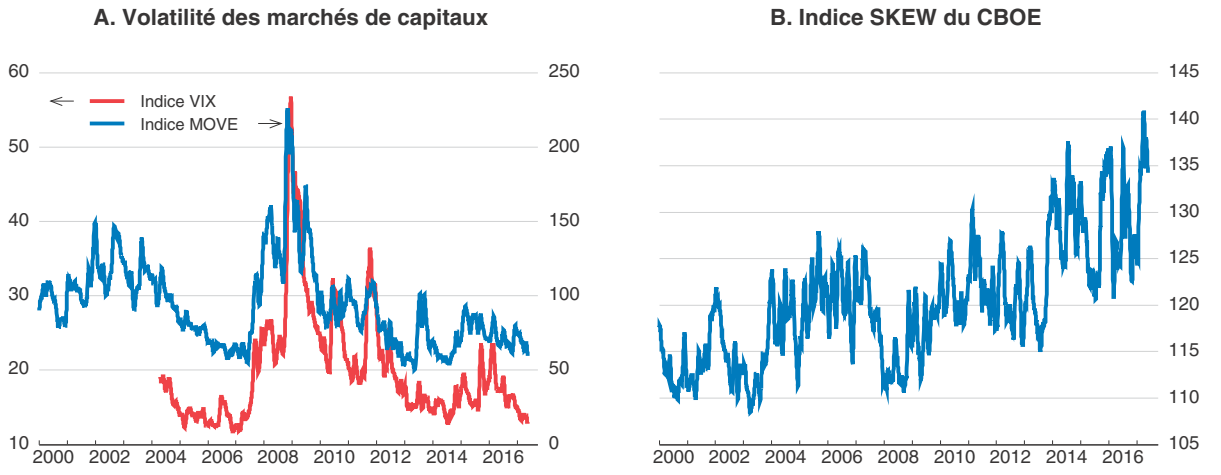
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502028

prévisions de croissance très forte des résultats, situées à 20 % pour les 12 prochains mois. Cette forte amélioration des prévisions de bénéfices pourrait conduire à surestimer les bienfaits attendus des mesures éventuellement prises par les pouvoirs publics, comme les réductions de l'impôt sur le bénéfice des sociétés. L'amélioration de l'indicateur largement utilisé de la valeur de marché – à savoir le coefficient de capitalisation des résultats de Shiller, corrigé des variations conjoncturelles, qui tient compte des récentes évolutions des résultats des entreprises et a atteint son niveau le plus élevé depuis l'essor de l'Internet – est également une évolution préoccupante[8]. En dépit de cela, l'appréciation du cours des actions s'est accompagnée d'une faible volatilité attendue des marchés d'actions, mesurée par l'indicateur VIX (graphique 1.22).

Les prix des actions sont exposés à des risques de révision à la baisse des prévisions de résultats, d'augmentation plus rapide que prévue des rendements des obligations d'État et de revirements de la confiance des investisseurs. Une forte correction pourrait peser sur l'activité économique par l'intermédiaire des effets de richesse et des conditions financières des entreprises (même si ces effets semblent s'être atténués ces dernières années). Une amplification de la volatilité des marchés de capitaux pourrait aussi se propager à d'autres actifs et d'autres pays, au prix d'effets de rétroaction négatifs. Aux États-Unis, les risques perçus de fortes baisses à 30 jours du cours des actions des entreprises du S&P 500, mesurés par l'indice SKEW, sont d'ores et déjà au plus haut (graphique 1.22).

Graphique 1.22. **La volatilité a été faible mais les risques perçus de fortes baisses des cours des actions se sont accentués aux États-Unis**

Moyenne mobile sur 20 jours



Note : L'indice VIX mesure une fourchette symétrique attendue de variations de l'indice S&P 500 pour les 30 prochains jours. Il est calculé à partir des options sur le S&P 500. L'indice MOVE (Option Volatility Estimate) développé par Merrill Lynch est l'équivalent de l'indice VIX pour les bons du Trésor américains. L'indice SKEW du Chicago Board Options Exchange (CBOE) est une mesure (fondée sur des options) du risque, perçu à 30 jours, d'amples variations (représentant au moins deux écarts-types) des rendements des actions de l'indice S&P 500. Les valeurs supérieures à 100 indiquent que la distribution se caractérise par une asymétrie négative (autrement dit, un risque de fluctuation extrême à la baisse). Dans la mesure où l'écart-type varie au fil du temps, tel est également le cas pour l'ampleur des baisses anticipées des cours des actions.
Source : Thomson Reuters.

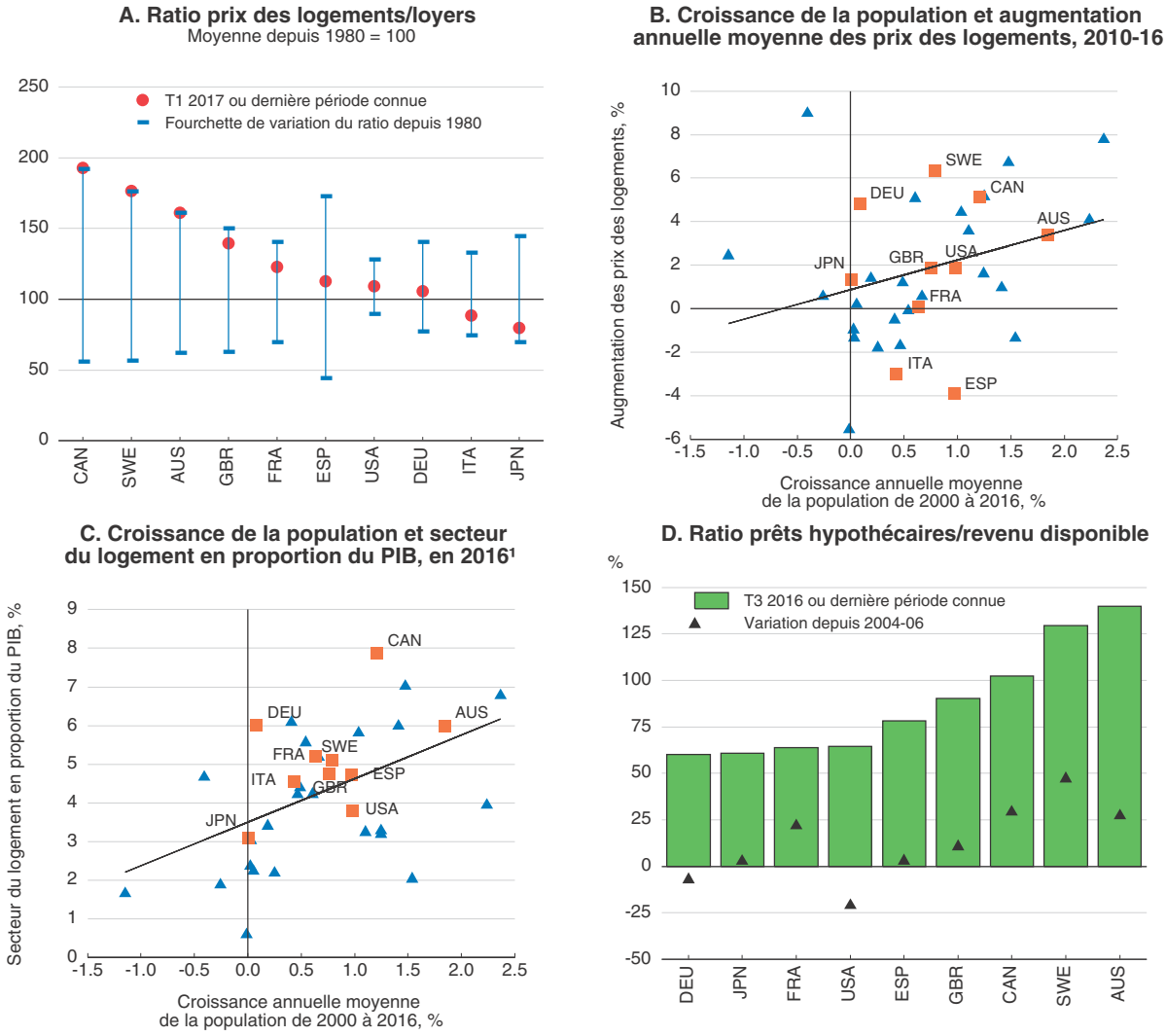
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502047

8. Ce coefficient a pour numérateur le prix réel des actions et, pour dénominateur, la moyenne sur 10 ans des bénéfices réels à la clôture des exercices, et pâtit donc encore de l'impact de la chute des bénéfices au cours de la récession de 2008-09, ce qui le fait globalement augmenter.

La flambée des prix des logements dans certaines économies suscite des inquiétudes pour la stabilité financière

Le recours excessif à une politique monétaire très expansionniste ces dernières années et, la période prolongée de faiblesse des taux d'intérêt qui en a découlé, ont engendré des vulnérabilités associées à l'accroissement de la dette, à l'augmentation des prix des actifs et à une quête de rendement. Dans plusieurs économies avancées, dont le Canada, la Suède, l'Australie et le Royaume-Uni, les prix des logements ont rapidement progressé. Dans ces pays, les prix des logements sont élevés par rapport aux loyers (autrement dit les rendements locatifs sont faibles), ce qui semble indiquer que ces actifs sont surévalués (graphique 1.23, partie A). Comme l'a montré l'expérience passée, des hausses rapides des prix des logements peuvent être un signe avant-coureur de récession

Graphique 1.23. **Prix des logements, investissement résidentiel et dette hypothécaire**



1. Part de l'investissement résidentiel dans le PIB en prix courants.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; base de données analytique de l'OCDE sur les prix des logements ; Banque centrale européenne (BCE) ; base de données des Principaux indicateurs économiques de l'OCDE ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502066

économique, notamment lorsqu'elles se produisent simultanément dans plusieurs grandes économies (Hermansen et Röhn, 2017).

Si la forte croissance de la population observée ces dernières années dans ces pays a contribué à cette flambée de l'immobilier, l'inflation des prix des logements dans certains d'entre eux n'en a pas moins été comparativement forte, même en tenant compte de cette évolution (graphique 1.23, partie B). La proportion de l'investissement résidentiel dans le PIB est en outre généralement plus élevée dans les pays connaissant une forte poussée démographique afin de combler une éventuelle pénurie de logements. Elle atteint cependant des niveaux inhabituellement élevés dans plusieurs pays, tel le Canada, ce qui peut accroître leur exposition au risque de correction du marché du logement (graphique 1.23, partie C).

De plus, les niveaux de la dette hypothécaire (et de la dette totale) par rapport au revenu disponible restent élevés dans plusieurs pays caractérisés par une flambée de l'immobilier ces dernières années, et sont même supérieurs aux niveaux d'avant la crise. Cette évolution accroît les risques pour la stabilité financière dans l'éventualité où un relèvement des taux d'intérêt ou une baisse de revenu déclencheraient une correction du marché immobilier. Plusieurs pays ont pris des mesures macroprudentielles supplémentaires pour réduire les risques et renforcer la capacité de résistance du secteur bancaire. Pour autant, de nouvelles mesures ciblées peuvent se révéler nécessaires. Certains pays pourraient adopter une approche globale, conjuguant des mesures destinées à favoriser l'offre et des réformes de leur politique fiscale (comme la suppression de la déductibilité des intérêts sur les prêts hypothécaires) afin d'atténuer les tensions sur les prix des logements et de limiter la croissance des activités de crédit (OCDE, 2017c, d). Un rééquilibrage des soutiens publics par la politique budgétaire plutôt que par la politique monétaire pourrait également contribuer à réduire les tensions sur le marché du logement.

Les vulnérabilités dans certaines économies de marché émergentes génèrent des risques importants

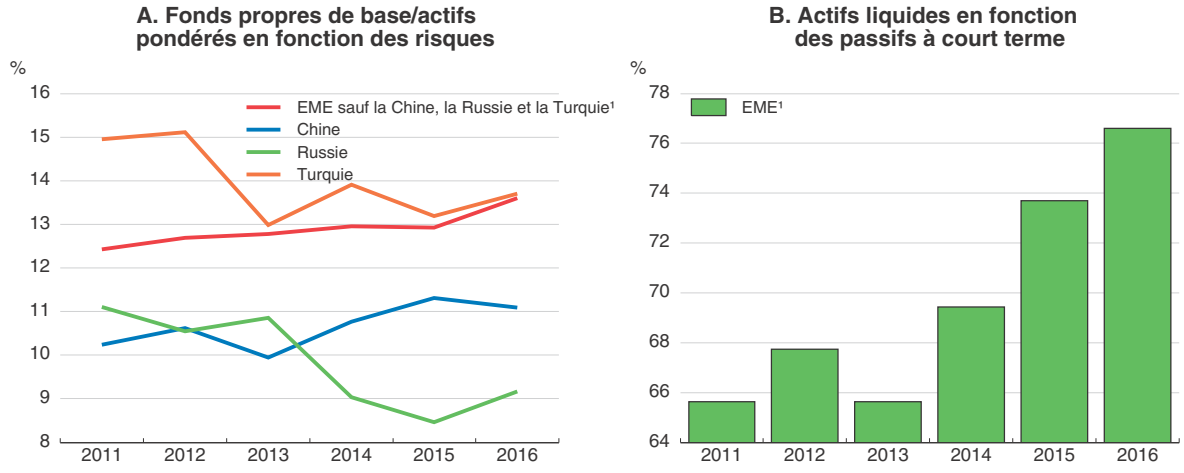
Les économies de marché émergentes ont progressé dans leur action visant à remédier à leurs vulnérabilités financières. Les ratios de fonds propres bancaires de base se sont progressivement améliorés ces dernières années pour atteindre des niveaux plus confortables. En 2016, la capitalisation des banques a augmenté, y compris dans les pays exposés à des difficultés financières (comme le Brésil, la Russie et la Turquie), même si elle s'est inscrite en léger recul en Chine (graphique 1.24). De plus, l'amélioration des ratios de fonds propres est davantage due à la surveillance accrue exercée par les autorités de réglementation qu'à un ajustement en faveur des actifs pour lesquels la pondération en fonction des risques est relativement faible. Les institutions de dépôts ont également amélioré leur ratio de liquidité, et sont donc désormais plus à même de résister aux chocs de liquidité.

En Chine, les autorités ont relevé plusieurs taux des marchés monétaires cette année afin de remédier à de fortes hausses des prix de l'immobilier et de limiter les investissements, par recours à l'endettement, dans les marchés d'actifs. Le nouveau cadre macroprudentiel impose la même exigence de fonds propres aux produits de gestion de patrimoine qu'aux activités de prêt ordinaires, ce qui limite l'émission de ces produits. Ce tour de vis réglementaire qui a ciblé les investissements dits « intermédiés »[9] a entraîné

9. Fonds levés par les banques chinoises puis transférés à des gestionnaires d'actifs non bancaires qui sont faiblement réglementés et dont les activités sont opaques.

Graphique 1.24. **Les ratios de fonds propres et de liquidité se sont améliorés dans les économies de marché émergentes**

En pourcentage du PIB



1. L'agrégat des économies de marché émergentes « EME » regroupe l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Brésil, la Chine, la Colombie, le Costa Rica, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, la Russie et la Turquie. Moyenne simple des ratios des EME.

Source : Base de données des Indicateurs de solidité financière du Fonds monétaire international (FMI) ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502085

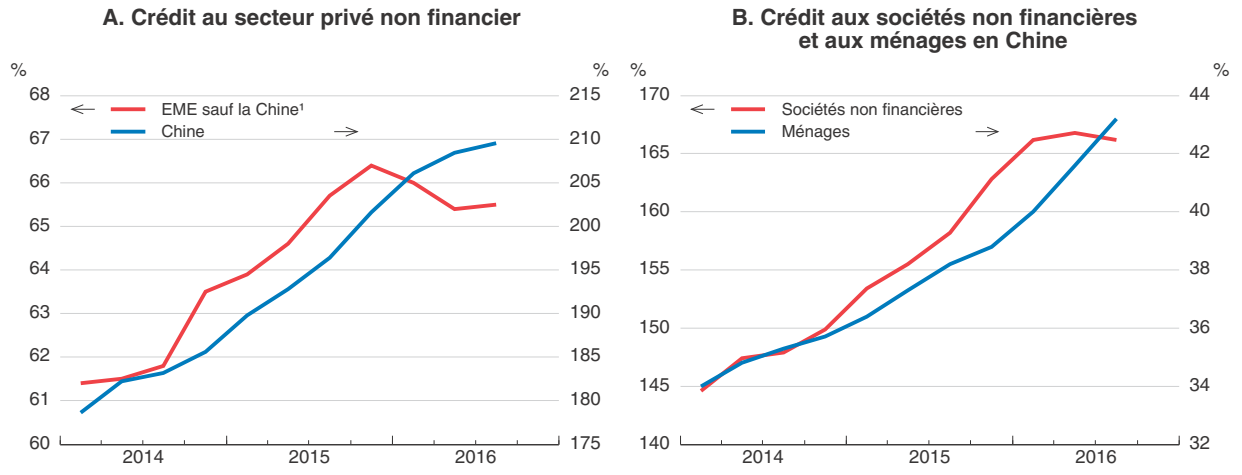
d'importantes cessions sur les marchés obligataires et a pesé sur la performance des marchés d'actions depuis novembre 2016. Ces évolutions montrent combien les organismes de réglementation peinent à limiter les risques financiers générés par les activités de marché parallèles sans déstabiliser les marchés de capitaux ou compromettre les perspectives de croissance.

Des vulnérabilités financières liées à la hausse antérieure du crédit perdurent dans nombre d'économies de marché émergentes. Les conditions financières favorables ont stimulé une forte croissance des activités de prêt dans plusieurs d'entre elles ces dernières années, et la dette des ménages et des entreprises non financières reste élevée par rapport aux niveaux observés dans le passé, ce qui expose ces pays à d'éventuels chocs économiques et de taux d'intérêt. La dynamique du crédit dans ces économies semble s'être essoufflée en 2016, sans doute en raison du durcissement des conditions financières à l'échelon mondial qui vient s'ajouter à des facteurs propres à chacune d'elles (graphique 1.25). La réduction de l'accès à l'endettement a été particulièrement prononcée en Russie et au Brésil. Parallèlement, le recul des marges bénéficiaires dans de nombreuses économies de marché émergentes accroît leur exposition potentielle à des chocs négatifs de la demande à un moment où les mesures prises par les pouvoirs publics pourraient être limitées. Malgré la capitalisation relativement bonne des intermédiaires, l'augmentation de l'encours des créances douteuses et litigieuses en Inde et en Russie pourrait commencer à mettre à l'épreuve la stabilité du système bancaire, ce qui pourrait se traduire par des effets de rétroaction négatifs sur l'économie réelle (graphique 1.26).

L'encours des prêts au secteur privé non financier s'est stabilisé en Chine à des niveaux élevés par rapport au PIB, en raison du ralentissement de la progression des crédits accordés aux entreprises non financières et de l'augmentation de la croissance du PIB nominal. Cela étant, l'endettement reste important. En cas de difficulté, l'ampleur du recours aux prêts assortis de garanties croisées – pratique consistant pour les entreprises

Graphique 1.25. **L'encours de crédit au secteur privé a diminué dans les économies de marché émergentes, sauf en Chine**

En pourcentage du PIB



1. L'agrégat des économies de marché émergentes « EME » regroupe l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Brésil, la Chine, la Colombie, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, le Mexique, la Russie et la Turquie. Moyenne simple des ratios des EME.

Source : Banque des règlements internationaux (BRI) ; et calculs de l'OCDE.

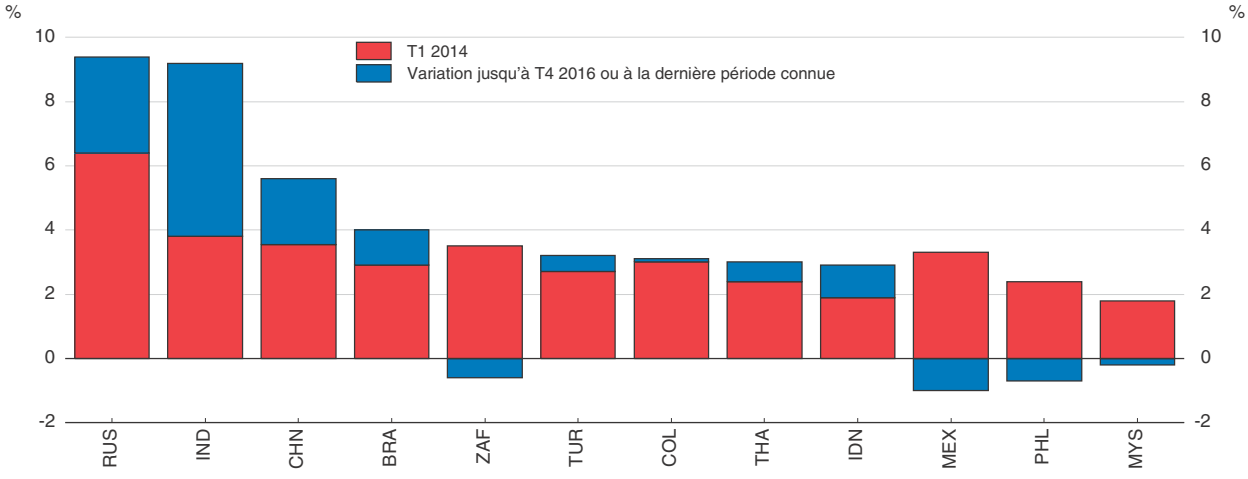
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502104

d'une même région à garantir les emprunts de leurs homologues et réciproquement – pourrait déclencher une réaction en chaîne, prenant la forme d'une transmission du risque de défaillance et de l'incertitude jusqu'aux entreprises économiquement viables.

Si un tel phénomène devait occasionner un affaiblissement brutal de la croissance de la demande intérieure, il aurait des effets néfastes sur l'économie mondiale (OCDE,

Graphique 1.26. **L'encours de créances douteuses ou litigieuses augmente dans certaines économies de marché émergentes**

En pourcentage de l'encours de prêts bruts



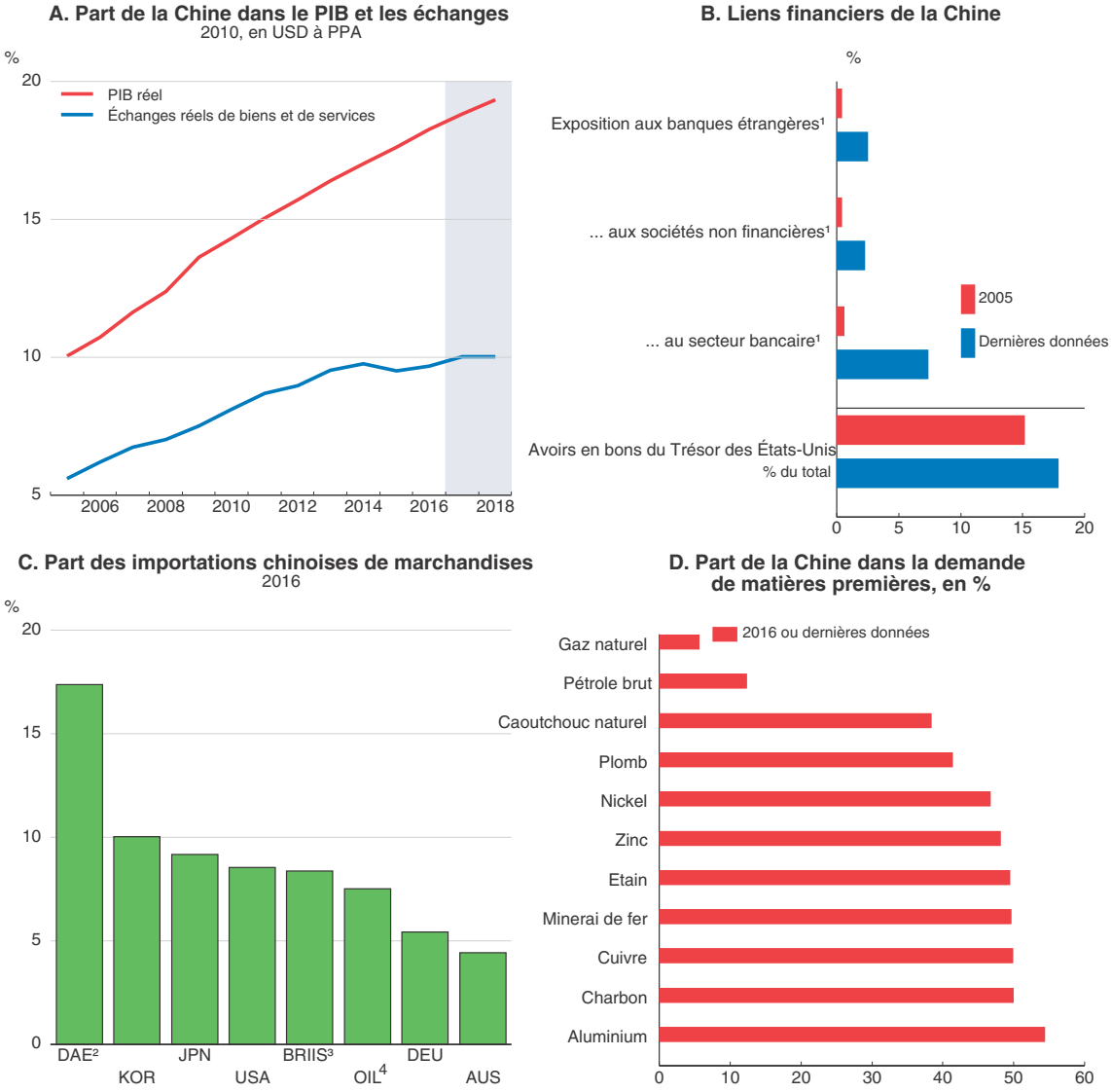
Note : Dans le cas de la Chine, les prêts à surveiller sont inclus dans l'encours des créances douteuses ou litigieuses.

Source : Commission chinoise de réglementation bancaire (CCRB) ; Fonds monétaire international (FMI) ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502123

2015c)[10]. La Chine occupe une place importante sur les marchés mondiaux puisqu'elle représente environ 10 % des échanges mondiaux de biens et de services et plus du sixième de la production mondiale (en PPA) (graphique 1.27, partie A). Les liens financiers entre la

Graphique 1.27. **Les liens entre la Chine et l'économie mondiale se sont intensifiés**



1. Part des prêts consentis à la Chine dans le total des prêts étrangers de toutes les banques déclarantes auprès de la BRI, sur la base du risque ultime.
2. L'agrégat « Économies dynamiques d'Asie - DAE » recouvre Hong-Kong - Chine, la Malaisie, les Philippines, Singapour, le Taipei chinois, la Thaïlande et le Vietnam.
3. Afrique du Sud, Brésil, Inde, Indonésie et Russie.
4. L'agrégat « Pays producteurs de pétrole - OIL » recouvre l'Algérie, l'Angola, l'Azerbaïdjan, Bahreïn, le Brunei Darussalam, les Émirats arabes unis, l'Équateur, le Gabon, la Guinée équatoriale, l'Iran, l'Irak, le Kazakhstan, le Koweït, la Libye, le Nigéria, Oman, le Qatar, la République du Congo, le Soudan, le Tchad, le Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, le Turkménistan, le Venezuela et le Yémen.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; Banque des règlements internationaux ; US Department of Treasury International Capital System ; FMI, Direction of Trade Statistics ; Agence internationale de l'énergie (2017) ; Groupe Banque mondiale (2017) ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502142

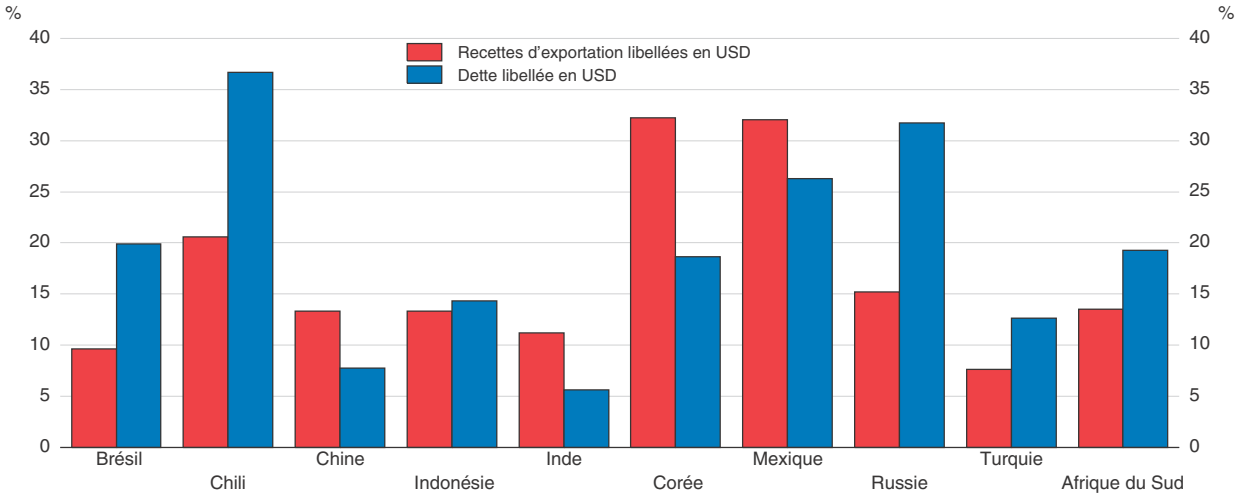
10. Les estimations de l'OCDE (2015c) laissent à penser qu'une baisse de deux points de pourcentage de la croissance de la demande intérieure chinoise pendant deux années consécutives, venant s'ajouter aux difficultés financières à l'échelle mondiale et à l'augmentation des primes de risque, pourrait se traduire par un recul de la croissance du PIB dans la zone OCDE d'environ ½ point de pourcentage chaque année et un recul de la croissance mondiale d'environ 0.7 point de pourcentage par an.

Chine et le reste du monde se sont également développés avec le temps (graphique 1.27, partie B). Un relâchement de la demande d'importations en Chine aurait des effets préjudiciables, en particulier sur les autres économies d'Asie, notamment le Japon et la Corée, inhérents à l'intégration des chaînes d'approvisionnement en produits manufacturés en Asie de l'Est et du Sud-Est (graphique 1.27, partie C). L'exposition directe au commerce avec la Chine est généralement un peu plus faible pour les États-Unis et la zone euro même si, dans les deux cas, les risques liés à un essoufflement de la demande chez les principaux partenaires commerciaux de la Chine sont plus pesants. Des effets marqués sur la plupart des marchés de produits de base sont également à craindre eu égard à la proportion élevée de la demande imputable à la Chine (graphique 1.27, partie D), et on peut penser qu'ils entraîneront une baisse sensible des prix des produits de base et un recul des recettes à l'exportation de la plupart des producteurs de produits de base.

Du fait de leur position extérieure, de nombreuses économies de marché émergentes sont en outre vulnérables aux éventuelles variations des cycles des taux d'intérêt et financiers mondiaux engendrant une inversion des flux de capitaux et de fortes corrections des taux de change. La dépréciation des monnaies nationales amplifie

Graphique 1.28. **Dette et recettes d'exportation libellées en dollars des États-Unis**

En pourcentage du PIB



Note : Estimations, pour le 4e trimestre de 2016, des dettes libellées en dollars des États-Unis (USD) des emprunteurs non bancaires. Ces engagements incluent les obligations internationales émises par des établissements non bancaires (par nationalité, c'est-à-dire y compris les obligations émises par des filiales à l'étranger d'établissements non bancaires nationaux) ; les créances extérieures en USD de banques étrangères (prêt et titres de dette) sur des établissements non bancaires nationaux ; les créances locales en USDde banques nationales sur des établissements non bancaires nationaux ; et les créances extérieures en USD d'établissements non bancaires nationaux. Cette dernière donnée sert de valeur indicative des prêts en USD à des filiales étrangères non bancaires et peut en conséquence aboutir à surestimer quelquefois la dette en USD effective des établissements non bancaires nationaux. La valeur de la dette en USD des établissements non bancaires locaux et étrangers est estimée à l'aide de la part des créances des banques sur des établissements non bancaires dans le total des créances des banques et le total des créances en USD des banques sur des banques et des établissements non bancaires. En Chine, on estime que la composante USD des créances étrangères de banques locales sur des établissements non bancaires représente 50 % du total des créances étrangères en USD des banques locales. Pour l'Inde, l'Indonésie et la Turquie, les estimations ne comprennent pas les créances en USD de banques nationales sur des établissements non bancaires locaux et étrangers. Les recettes d'exportations libellées en USD correspondent aux exportations de facturées dans cette monnaie en 2016. Les estimations de la part des exportations libellée en USD ont été effectuées d'après Gopinath (2016) pour tous les pays, sauf pour le Chili (Cravino, 2014) et la Chine et la Russie (sources nationales).

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; Statistiques bancaires localement différenciées de la Banque des règlements internationaux (BRI) ; Statistiques sur les titres de dette de la Banque des règlements internationaux ; statistiques financières internationales du Fonds monétaire international (FMI) ; Banque centrale de la Fédération de Russie ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502161

l'endettement par des effets de valorisation et alourdit le service de la dette libellée en devises. Cet effet pourrait être particulièrement prononcé dans les pays où il existe un écart entre la dette et les recettes d'exportation libellées en USD (graphique 1.28). À l'avenir, la réduction programmée de l'actif total de la Réserve fédérale américaine et de nouvelles hausses des taux directeurs pourraient être à l'origine d'une volatilité non négligeable sur les marchés monétaires et obligataires.

L'action publique doit se placer au service d'une croissance soutenue et inclusive

Une réponse globale et collective s'impose pour extraire durablement l'économie mondiale du piège de la croissance faible, gérer les risques et faire en sorte que les fruits du progrès technologique et de la mondialisation soient plus largement partagés. Un rééquilibrage des politiques macroéconomiques donnant davantage d'importance aux initiatives budgétaires et aux réformes structurelles permettrait d'avoir moins recours aux instruments de la politique monétaire, en particulier dans les économies avancées, et contribuerait à catalyser les améliorations de l'investissement et la productivité des entreprises qui sont nécessaires pour soutenir une progression plus forte des salaires réels et la croissance de la production potentielle. Une progression plus dynamique de la demande contribuerait également à atténuer les pressions induites par la vulnérabilité financière. Des réponses collectives en matière budgétaire et structurelle produiront davantage d'effets que des initiatives nationales et pourront s'appuyer sur des engagements clairs et de plus long terme en faveur des cadres macroéconomiques, en recourant notamment à une coordination internationale.

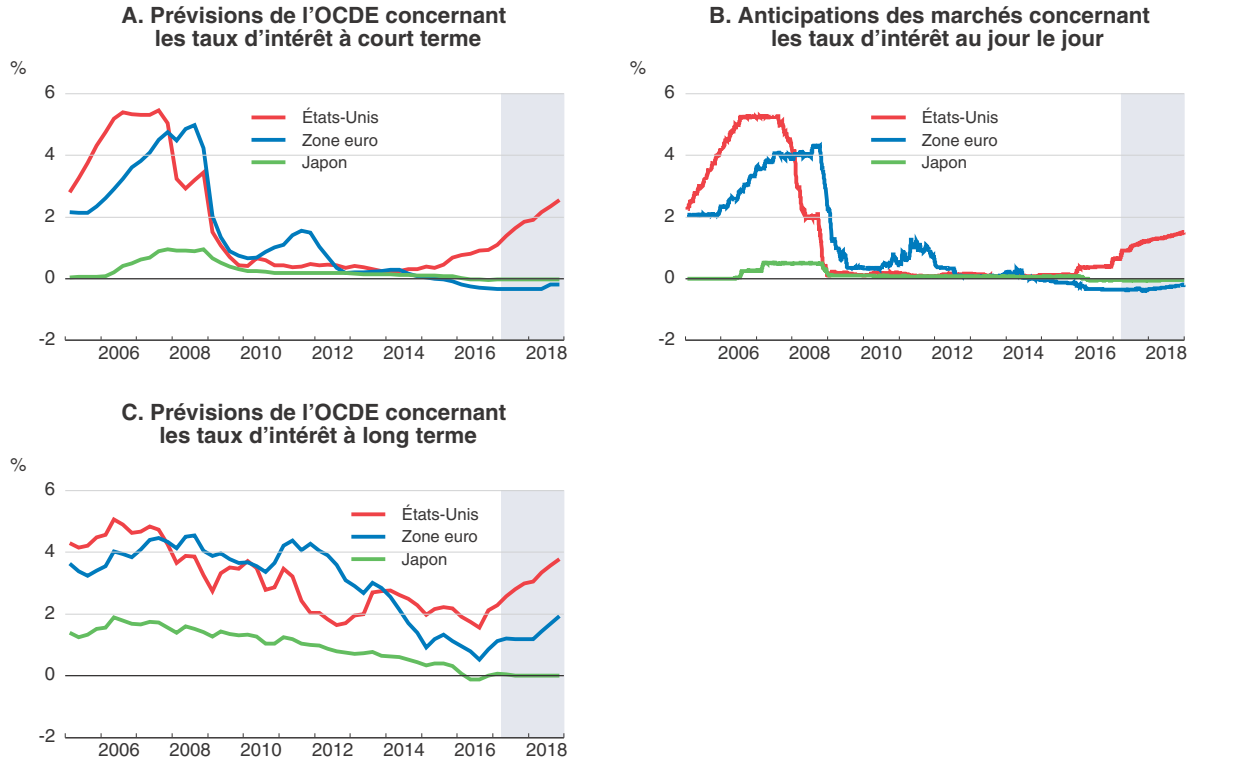
Les mesures de relance monétaire devraient être levées progressivement

La politique monétaire a continué à suivre des orientations différentes dans les grandes régions de l'OCDE[11]. Ces divergences pourraient encore s'accentuer au cours des 18 prochains mois, qu'il s'agisse du niveau des taux directeurs ou de la taille du bilan des banques centrales (graphique 1.29), dans la mesure où l'orientation des politiques publiques dépendra de l'évolution de la situation budgétaire, financière et du dynamisme de l'activité.

- Aux États-Unis, la poursuite du retrait progressif des mesures de relance monétaire est souhaitable. Alors que l'inflation devrait se situer légèrement au-dessus de l'objectif fixé jusqu'à fin 2018 et que les capacités disponibles sur le marché du travail devraient se réduire, le taux directeur devrait être relevé pour correspondre globalement à la médiane des prévisions des membres du FOMC, pour atteindre environ 2.25 % à la fin de la période considérée. En ce qui concerne son portefeuille de titres, la Réserve fédérale devra communiquer aux investisseurs davantage d'informations sur la manière dont elle envisage d'atteindre les objectifs décrits en septembre 2014 dans ses principes de normalisation de la politique monétaire, notamment concernant les mesures qui lui

11. Depuis novembre 2016, la Réserve fédérale des États-Unis a relevé à deux reprises ses taux directeurs, qui ont ainsi augmenté de 50 points de base, tandis que les politiques monétaires sont restées quasiment inchangées dans la zone euro et le Japon. Si la Banque centrale européenne a abaissé le volume de ses achats mensuels d'actifs, ramené de 80 à 60 milliards EUR à compter d'avril, elle devrait prolonger ce dispositif au moins jusqu'à fin 2017. Elle a en outre modifié les modalités de ces achats afin d'en assurer la bonne mise en œuvre. La Banque du Japon a poursuivi l'application du contrôle de la courbe des rendements dont l'objectif est un rendement des obligations d'État à dix ans et non un montant d'achats d'obligations.

Graphique 1.29. **Les taux d'intérêt des principales économies de l'OCDE devraient diverger**



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; Bloomberg ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502180

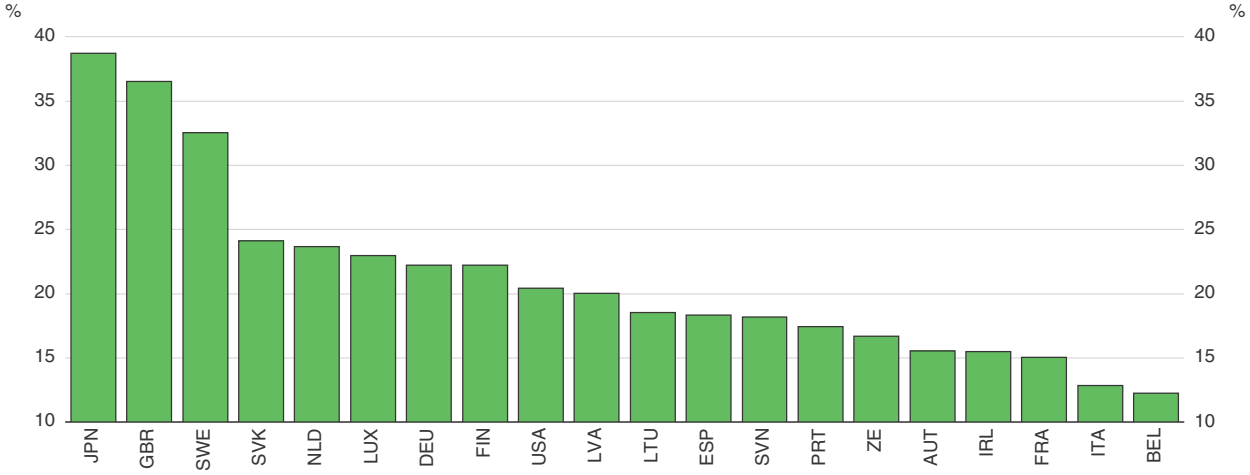
permettront de ramener le volume de titres au « minimum nécessaire pour une mise en œuvre efficace et efficiente de la politique monétaire »[12].

- Dans la zone euro, l'inflation sous-jacente devrait progresser lentement vers le taux retenu comme objectif d'ici la fin de 2018, ce qui conduirait la Banque centrale européenne à diminuer graduellement ses achats d'actifs l'année prochaine. L'évolution de l'inflation justifie également un relèvement progressif des taux d'intérêt hors du territoire négatif ; en particulier, le taux de dépôt négatif pourrait ainsi augmenter vers la fin de 2018 de manière à rétablir la symétrie du corridor des taux directeurs.
- À l'inverse, la poursuite de la politique expansionniste est justifiée au Japon, dans la mesure où le taux d'inflation devrait rester inférieur à l'objectif défini. La Banque du Japon doit surveiller attentivement les effets secondaires potentiels de ces politiques, en particulier parce qu'elle détient déjà une part importante d'obligations d'État (graphique 1.30).

12. La Réserve fédérale pourrait choisir de conserver un bilan volumineux et de contrôler les taux d'intérêt du marché au moyen de la rémunération des réserves excédentaires (système dit de « taux planchers »), voir Inaba et al. (2015).

Graphique 1.30. **Plusieurs banques centrales sont devenues des détenteurs prédominants d'obligations publiques émises dans leur économie**

Obligations publiques détenues par les banques centrales en pourcentage de l'ensemble des titres de dette publique, au 1er trimestre 2017[1]



Note : Pour les États-Unis, titres du Trésor négociables, à l'exclusion des bons du Trésor, détenus par la Réserve fédérale en pourcentage de l'encours des titres du Trésor négociables, à l'exclusion des bons du Trésor, à leur valeur de marché. Pour le Royaume-Uni, avoirs de la facilité d'achat d'actifs (APF, Asset Purchase Facility) de la Banque d'Angleterre en pourcentage de l'encours de fonds d'État (classiques), à leur valeur de marché. Pour le Japon, obligations publiques détenues par la Banque du Japon en pourcentage de l'encours des titres du Trésor, à l'exclusion des bons du Trésor et à l'inclusion des obligations du Programme budgétaire d'investissements et de prêts (PBIP), à leur valeur de marché. Pour les pays de la zone euro, achats nets cumulés d'obligations publiques réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public de l'Eurosystème, à leur valeur comptable, en pourcentage de l'encours des obligations des administrations publiques à leur valeur nominale. Pour la zone euro (ZE) considérée dans son ensemble, on obtient le pourcentage indiqué en utilisant au numérateur et au dénominateur la somme des valeurs respectives pour tous les pays de la zone. Pour la Suède, montant prévu des achats d'obligations publiques (275 milliards SEK d'ici à la mi-2017) en pourcentage de l'encours des obligations publiques émises en couronnes suédoises en mars 2017, à leur valeur nominale.

1. 2016 T4 pour les États-Unis, le Japon et le Royaume-Uni.

Source : Conseil des gouverneurs du Système fédéral de Réserve des États-Unis ; Banque du Japon ; Banque centrale de Suède (Sveriges Riksbank) ; Bureau de gestion de la dette (Debt Management Office) du Royaume-Uni ; Banque centrale européenne (BCE) ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502199

On suppose que certaines économies de marché émergentes assoupliront leur politique monétaire, dans la mesure cependant où la conjoncture le permet, compte tenu notamment du dynamisme du marché intérieur et de facteurs extérieurs.

- En Chine, on suppose que la politique monétaire restera neutre, mais des mesures supplémentaires face aux risques touchant la stabilité financière sont probables. Malgré la mise en place d'une réglementation plus stricte des activités interbancaires par la Commission chinoise de réglementation bancaire, d'autres actions seraient requises pour limiter l'importance du système bancaire parallèle, car des risques persistent, notamment en raison de la progression des prêts interbancaires adossés à des actifs de qualité insuffisante ou concédés sans apport de garanties.
- Les pays dont les monnaies se sont récemment appréciées et dans lesquels les taux d'inflation courants et anticipés ont diminué, comme le Brésil et la Russie, disposent de marges d'assouplissement de leur politique monétaire. L'Inde et l'Indonésie ont une marge plus étroite pour abaisser leurs taux directeurs à court terme, sachant que l'inflation devrait rester globalement inchangée et la croissance demeurer soutenue, et qu'en Inde, les anticipations d'inflation sont élevées.
- La Turquie et l'Afrique du Sud, en revanche, n'ont aucune latitude pour assouplir leur politique monétaire, dans la mesure où les taux d'inflation devraient rester élevés, en

partie sous l'effet de la dépréciation récente de leur monnaie et d'incertitudes à l'échelon national.

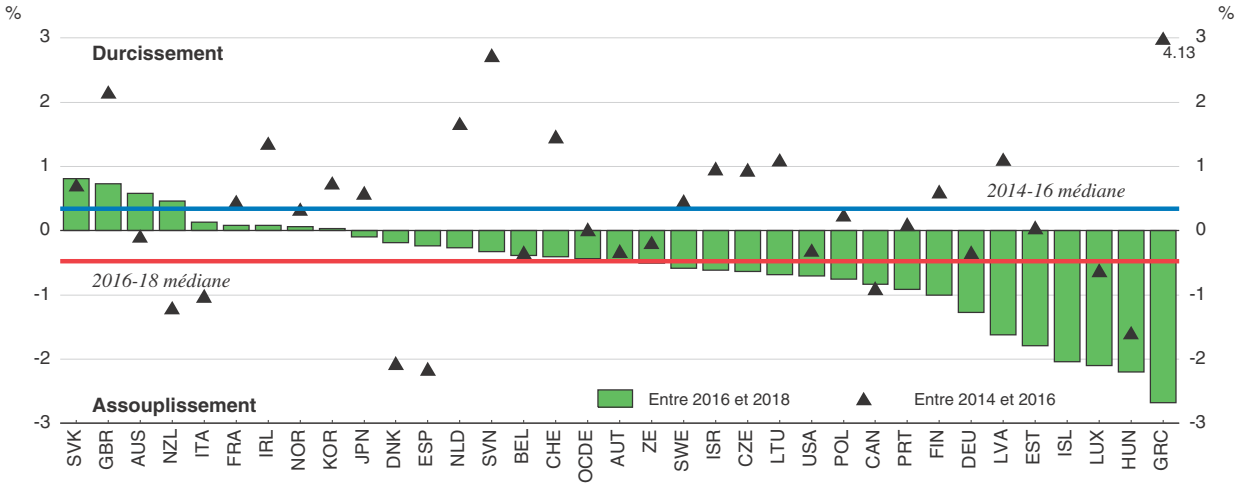
Les pays qui constatent une hausse rapide des prix du logement et de l'endettement des ménages devraient envisager de procéder à l'adoption ou au renforcement de mesures prudentielles visant à accroître la résilience de leur économie. En tout état de cause, si de telles mesures sont utiles pour contenir l'inflation dans le secteur immobilier, même des dispositions très strictes peuvent se révéler insuffisantes pour mettre un coup d'arrêt à brève échéance à l'inflation continuelle des prix dans ce secteur[13]. Le rééquilibrage des politiques macroéconomiques et la levée partielle des mesures de soutien monétaire sont d'autres approches à envisager pour rendre l'économie plus résistante (comme mentionné plus haut). Enfin, les autorités devraient mettre en œuvre des mesures structurelles pour améliorer l'offre de logements.

Les initiatives budgétaires et les réformes structurelles devraient être accélérées

On observe à présent un léger assouplissement des orientations budgétaires dans un certain nombre de pays, pour lesquels les prévisions concernant la relance en 2017–18 ont été revues à la hausse depuis l'an dernier. Ainsi, en complément aux estimations établies en 2016, de nouvelles mesures de soutien représentant environ ½ pour cent du PIB potentiel devraient intervenir jusqu'en 2018 dans près de la moitié des pays de l'OCDE, notamment en Allemagne, au Canada, aux États-Unis et dans plusieurs économies européennes (graphique 1.31). Malgré des mesures discrétionnaires visant à assouplir

Graphique 1.31. **L'orientation de la politique budgétaire devrait s'assouplir dans de nombreux pays de l'OCDE**

Variation du solde primaire sous-jacent, en pourcentage du PIB potentiel



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502218

13. Akinci et Olmstead-Rumsey (2015) ont constaté que l'adoption de mesures macroprudentielles, en particulier celles qui visent spécifiquement à limiter la hausse du crédit immobilier, est liée à une inflation moins élevée des prix du logement. Néanmoins, Cerutti et al. (2015) suggèrent que les mesures macroprudentielles sont moins efficaces dans les économies plus avancées et ouvertes, dans lesquelles leur utilisation peut être annulée en partie par un recours plus large aux prêts transfrontaliers.

l'orientation budgétaire, les soldes budgétaires globaux ne devraient connaître qu'une légère dégradation, voire une amélioration, en raison de la hausse des recettes fiscales et de la réduction des dépenses résultant du redémarrage économique et de la baisse des paiements d'intérêts nets.

Un recours plus énergique aux politiques budgétaires et structurelles permettra de donner un nouvel élan à la production potentielle et de soutenir la demande globale alors que les effets bénéfiques des mesures de relance monétaire se dissiperont. La faiblesse des taux d'intérêt, malgré la hausse enregistrée dans certaines régions, autorise la mise en place d'initiatives budgétaires et de réformes efficaces, qui produiront des effets bénéfiques en termes de croissance réelle et potentielle sans remettre en cause la viabilité de la dette publique (OCDE, 2016c). Dans un petit nombre de pays, dont le Japon, les initiatives budgétaires de ce type destinée à accroître la productivité devraient être neutres budgétairement.

Ces initiatives et réformes constituent un outil approprié pour lever les obstacles à une croissance inclusive sur le long terme. Les réformes structurelles ayant des implications budgétaires devraient être envisagées comme faisant partie de l'orientation budgétaire générale. Suivant le pays concerné, les mesures budgétaires pourraient consister à augmenter les dépenses d'investissement consacrées à la création ou à la remise en état d'infrastructures matérielles et immatérielles et à d'autres mesures qui stimulent la demande et améliorent l'offre (tableau 1.1)[14]. De telles initiatives seraient d'autant plus opportunes que de nombreux pays ont réduit leurs dépenses productives depuis la Grande récession, même si des améliorations complémentaires de l'efficacité sont également importantes pour éviter les politiques budgétaires procycliques (graphique 1.32 ; encadré 1.6). À ce jour, la plupart des pays de l'OCDE ne prévoient aucune hausse des investissements en capital fixe des administrations publiques, en pourcentage du PIB, pour la période 2017-18, tandis que la part des investissements publics devrait rester inférieure à ses niveaux antérieurs à la crise dans plusieurs pays de la zone euro, aux États-Unis et au

Tableau 1.1. **Impact des réformes des dépenses publiques sur la croissance et l'équité**

Mesures prises	Croissance	Revenu des pauvres	Pays dans lesquels des progrès sont possibles et ayant une marge pour prendre les mesures recommandées
Accroître l'efficacité de l'administration	+	+	FRA, GRC, HUN, ITA, SVN
Améliorer les résultats de l'enseignement	+	+	CHL, GRC, MEX, PRT, TUR
Accroître l'investissement public (notamment dans la R-D)	+	+	BEL, GBR, IRL, ISR, ITA, MEX, USA
Augmenter les prestations familiales	0	+	CHE, GRC, USA
Diminuer les subventions publiques	+	0	CHE

Note : La mention « + » correspond à un impact positivement significatif, et « - » à un impact négativement significatif. Les pays cités sont ceux qui, selon les estimations, présentent le plus fort potentiel de gains en cas de réformes dans chaque catégorie et dans lesquels la réforme est identifiée comme une priorité pour 2017.

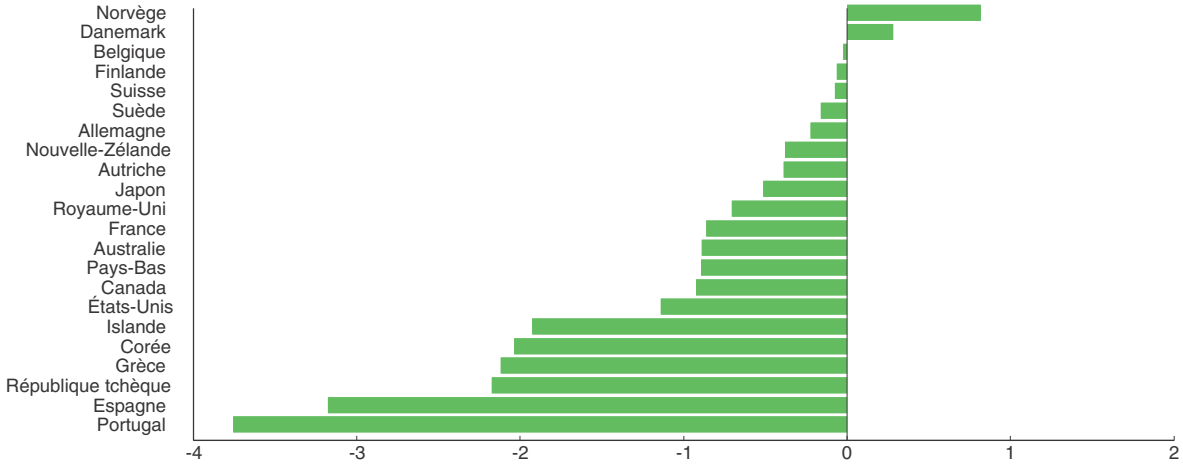
Source : Fournier et Johansson (2016), "The Effect of the Size and the Mix of Public Spending on Growth and Inequality",*Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1344, Publication de l'OCDE, Paris ; et OCDE (2017e), *Réformes économiques : Objectif croissance 2017*, Publication de l'OCDE, Paris.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505068

14. Les simulations simplifiées présentées dans Mourougane et al. (2016) montrent que plusieurs pays de l'OCDE pourraient financer par l'endettement de telles dépenses, qui s'élèveraient à 0.5 % du PIB, sur une durée de 3 à 4 ans, et dynamiser la production sans détériorer leur ratio dette-PIB sur le long terme.

Graphique 1.32. **Dans de nombreux pays, l'investissement public a été réduit depuis la crise**

Évolution du rapport investissements public-PIB en 2016 par rapport au pic enregistré en 2008-10, en pourcentage du PIB



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502237

Encadré 1.6. **Des épisodes prolongés de récession marquée altèrent la qualité des dépenses publiques**

Durant la crise financière mondiale, le choc négatif sur la demande a engendré des pressions sur les finances publiques. Alors qu'il auraient dû faire leur priorité du maintien des dépenses dans les domaines offrant les plus fortes retombées en termes de croissance inclusive, les États ont bien souvent pratiqué des coupes dans les secteurs de dépenses les plus productifs. Une baisse des dépenses publiques productives de cette sorte peut non seulement accentuer une crise, mais si elle se prolonge, elle peut également aboutir à une réduction de la production potentielle.

De nouveaux indicateurs de la qualité des dépenses publiques ont été mis au point pour saisir dans quelle mesure les dépenses publiques peuvent favoriser une croissance inclusive (Bloch et Fournier, 2017). Le principal indicateur repose sur deux sous-indicateurs : le premier fait référence à la structure des dépenses publiques et le second repose sur des données relatives à la taille et à l'efficacité de l'administration.

Les dépenses publiques primaires sont ventilées en dix catégories distinctes (investissement, dépenses courantes consacrées à l'éducation, etc.). Chaque fraction des dépenses est multipliée par un coefficient calculé à partir des équations relatives à la croissance et aux inégalités exposées dans Fournier et Johansson (2016), afin de générer simultanément une composante de croissance et une composante de distribution du revenu. Ces composantes sont ensuite synthétisées pour produire un indicateur agrégé, des coefficients de pondération égaux étant appliqués aux considérations relatives à la croissance et à celles qui concernent l'égalité. Les coefficients ainsi estimés traduisent par exemple le fait qu'une part plus importante consacrée aux investissements publics et aux prestations familiales favorise une croissance plus soutenue sur le long terme. À l'inverse, une réorientation des dépenses budgétaires au profit des subventions et des pensions de retraite induit des retombées négatives sur la croissance. Le niveau de ces coefficients est conforme aux publications qui attestent les effets bénéfiques sur la croissance des dépenses productives (Johansson, 2016).

Encadré 1.6. **Des épisodes prolongés de récession marquée altèrent la qualité des dépenses publiques** *(suite)*

Un accroissement des dépenses publiques peut peser sur la croissance à long terme, mais ces effets négatifs peuvent être neutralisés dans les pays dotés d'administrations efficaces (Fournier et Johansson, 2016). Les composantes de l'indicateur relatives à la taille et à l'efficacité de l'administration doivent permettre de tenir compte de ce lien de cause à effet grâce au recours à des coefficients estimés à partir d'une régression de la croissance dans laquelle ces éléments interagissent. L'indicateur de l'efficacité de l'administration est difficile à observer. L'indicateur de l'efficacité de l'administration élaboré par la Banque mondiale qui est utilisé ici rend compte de la perception de la qualité des services publics, de la qualité de la fonction publique et de son degré d'indépendance face aux pressions politiques, de la qualité de la formulation et de la mise en œuvre de l'action publique et de la crédibilité de l'engagement de mener ces politiques publiques qui a été pris par le gouvernement[1].

Selon cet indicateur agrégé, nombre de pays récemment confrontés à des tensions portant sur leur dette souveraine présentaient déjà en 2005 un niveau de qualité des dépenses publiques relativement faible. Cet indicateur agrégé révèle en outre que la qualité des dépenses publiques s'est détériorée entre 2005 et 2012 dans quasiment les trois quarts des pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données.

En cas de choc sur la demande, pour faire face aux contraintes budgétaires à court terme auxquelles ils sont confrontés, les gouvernements peuvent être tentés de réduire le volume des investissements plutôt que celui des dépenses courantes. Or, de telles décisions peuvent entamer la croissance future. De fait, dans la plupart des pays, il existe une corrélation positive entre l'évolution de l'écart de production et la composante de croissance de l'indicateur de la qualité des dépenses publiques, qui vient s'ajouter aux estimations de l'importance des effets sur la croissance de variations des parts des dépenses publiques, en particulier des dépenses productives (deuxième graphique ci-dessous). Cette corrélation positive signifie qu'en cas de ralentissement économique, la structure des dépenses publiques devient moins porteuse de croissance alors que pendant une phase de redressement, les dépenses publiques favorisent la croissance. Les effets à long terme d'un choc peuvent de ce fait s'en trouver amplifiés. La relation entre la conjoncture et le caractère favorable à la croissance de la structure des dépenses publiques est plus étroite dans les pays ayant subi des chocs prononcés et persistants (graphique ci-dessous). Un pays confronté à un choc négatif important sur la demande peut être tenté de réduire ses dépenses productives, au prix d'un repli de la croissance à long terme et au risque de se trouver pris au piège de la croissance molle.

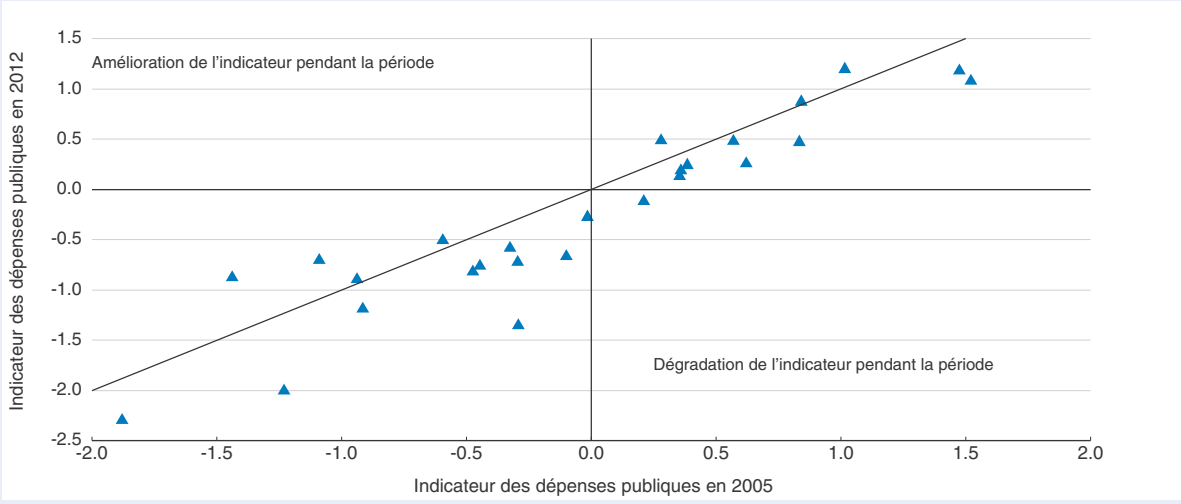
Des éléments de réflexion supplémentaires sont obtenus en associant cet indicateur à d'autres paramètres :

- Les pays qui présentent des dépenses publiques d'une qualité élevée sont généralement aussi ceux qui ont mené à bien des politiques contracycliques.
- On n'observe pas de relation systématique entre la position d'un pays dans le cycle économique et le volume global de ses dépenses publiques. Toutefois, dans les pays ayant subi des chocs importants, les gouvernements réduisent en règle générale le ratio entre les dépenses publiques structurelles et le PIB et, dans la mesure où les administrations publiques de ces pays ne figurent pas au nombre de celles perçues comme les plus efficaces, une réduction de la taille de l'administration peut se révéler favorable à la croissance à long terme.

1. Voir *http://info.worldbank.org/governance/wgi/pdf/ge.pdf*

Encadré 1.6. **Des épisodes prolongés de récession marquée altèrent la qualité des dépenses publiques** *(suite)*

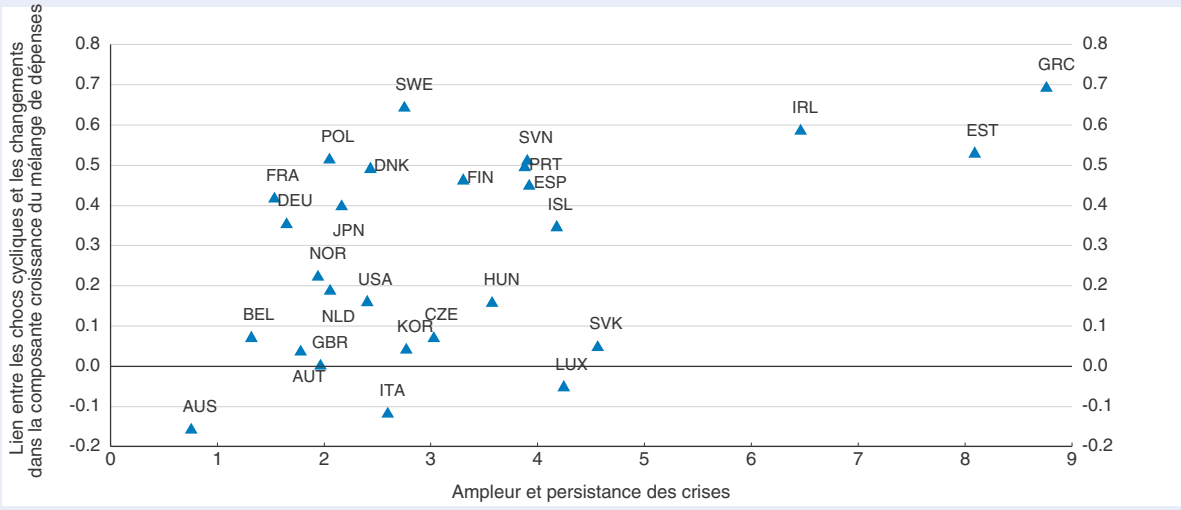
La qualité des services publics s'est dégradée dans de nombreux pays pendant la crise



Note : L'indicateur global combine des informations relatives à l'impact, sur la croissance et les inégalités, de la taille et de l'efficacité de l'administration et de la structure des dépenses publiques. Les sous-composants ont été centrés autour de la moyenne pour tous les pays et pour l'ensemble de l'échantillon (entre la mi-90 et 2014 dans la plupart des pays). Une valeur de 1 indique qu'un pays se situe à un écart-type au dessus de la moyenne de l'échantillon.
Source : Bloch et Fournier (2017), « The Deterioration of Public Spending Quality during the Global Financial Crisis : Insights from New Indicators », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, à paraître, Éditions OCDE, Paris.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933501610

Les modifications de la structure des dépenses amplifient généralement les chocs affectant la demande



Note : Le lien entres les chocs conjoncturels et la composante liée à la croissance de la structure des dépenses est mesuré par la corrélation entre la variation de l'écart de production estimé par l'OCDE pour le pays considéré et la variation de la composante liée à l'indicateur. L'ampleur et la persistance des crises sont mesurées par l'écart-type de l'écart de production du pays considéré.
Source : Bloch et Fournier (2017), « The Deterioration of Public Spending Quality during the Global Financial Crisis : Insights from New Indicators », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, à paraître, Éditions OCDE, Paris.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933501629

Japon. Les effets positifs des initiatives budgétaires seraient accrus par des effets d'entraînement à l'échelle internationale si les pays décidaient de conduire simultanément des actions budgétaires à fortes retombées sur la croissance. De manière plus générale, la structure des dépenses publiques et de la fiscalité peut être réaménagée dans tous les pays pour promouvoir davantage la croissance et l'inclusivité, notamment au moyen du système de prélèvements et de prestations (Cournède et al., 2013, Fournier et Johansson, 2016).

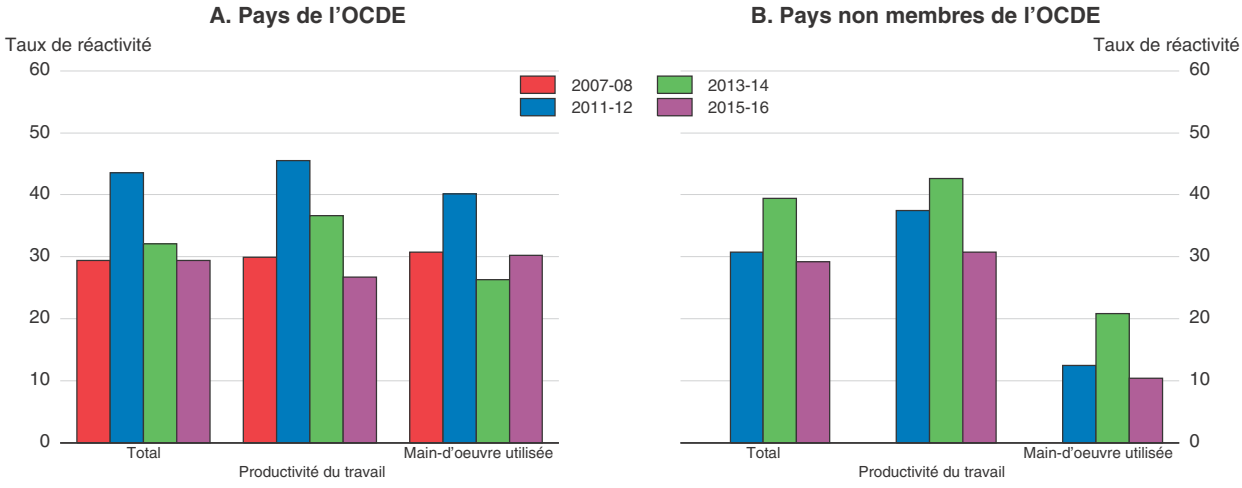
Des programmes de réformes structurelles sont nécessaires pour atteindre une croissance plus soutenue et plus inclusive

Des réformes structurelles plus ambitieuses sont de mise pour compléter les effets des nouvelles initiatives budgétaires et dynamiser durablement la croissance économique en veillant à répartir plus largement la progression des revenus et des niveaux de vie. Cependant, le rythme des réformes a globalement fléchi dans les économies avancées et émergentes, hormis dans quelques pays (graphique 1.33). Ce ralentissement dans la mise en œuvre des réformes a été particulièrement dommageable dans les domaines de l'action publique ayant une forte incidence sur la productivité du travail, comme la concurrence et l'innovation, qui affectent directement les incitations à l'investissement et à la mise en place de nouvelles technologies.

L'application de programmes cohérents de réformes structurelles peut accroître l'efficacité globale de l'action publique en générant des retombées économiques complémentaires et en posant les conditions d'un partage plus large des progrès obtenus. Cependant, le nombre de programmes de réformes mis en œuvre ces dernières années est resté limité. Les pouvoirs publics ont choisi de concentrer leur intervention sur le marché de l'emploi ou sur les marchés de produits, mais très rarement sur les deux simultanément (OCDE, 2017e), alors même qu'il est possible d'appliquer en parallèle des mesures permettant de renforcer la concurrence - soit sur les marchés de produits internes, soit en

Graphique 1.33. **Le rythme des réformes structurelles s'est encore ralenti**

Réactivité aux recommandations d'Objectif croissance dans les pays membres et certains pays non membres de l'OCDE[1]



1. La catégorie des pays non membres de l'OCDE regroupe l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, la Colombie, l'Inde, l'Indonésie et la Russie, sachant que cette dernière n'est pas prise en compte sur la période 2015-16.

Source : OCDE (2017e), *Réformes économiques: Objectif croissance 2017*, Éditions OCDE, Paris.

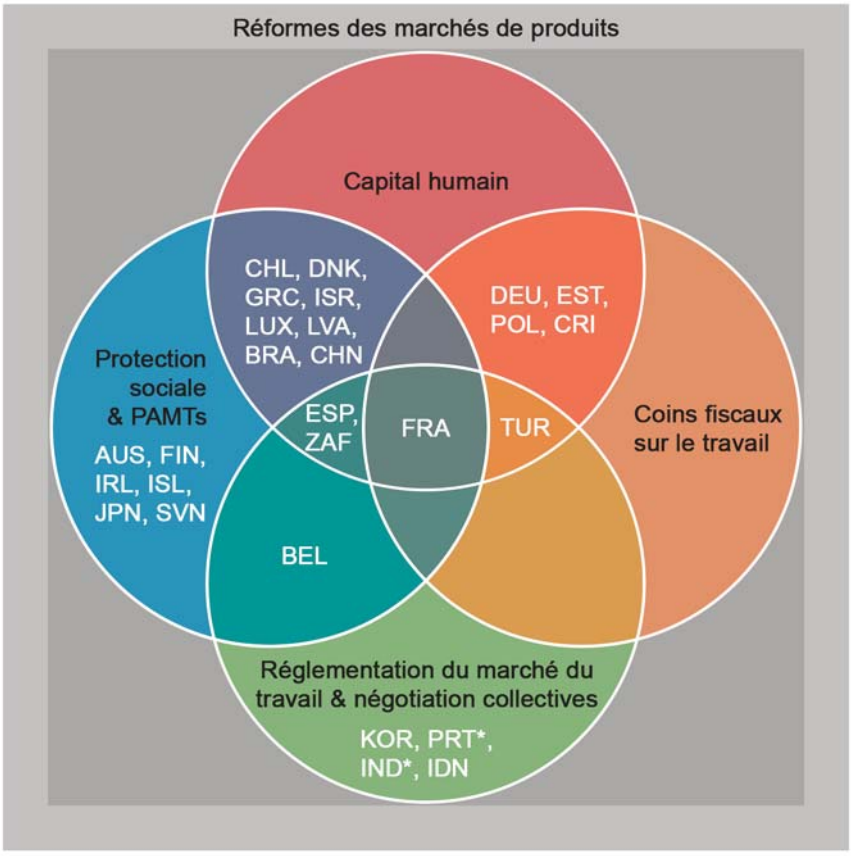
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502256

levant des obstacles aux échanges et aux investissements internationaux - et des réformes spécifiques du marché du travail (graphique 1.34).

Les réformes qui visent à réduire les entraves à la concurrence sur les marchés de produits, à l'échelon national ou international, sont essentielles pour promouvoir l'innovation et le dynamisme des entreprises et assurer une croissance saine et soutenue. Si de telles réformes améliorent également les chances d'un retour à l'emploi pour tous les chômeurs, elles ne sont pas toujours de nature inclusive ; plus précisément, les réformes des marchés de produits peuvent être associées à des sorties de l'emploi plus fréquentes pour les travailleurs moins qualifiés et faiblement rémunérés (Cournède et al., 2016). Bien

Graphique 1.34. **Les possibilités d'adoption de nouveaux trains de réformes des marchés du travail et des produits sont considérables**

Pays dans lesquels des réformes propices à la concurrence peuvent être conjuguées à certaines réformes du marché du travail en 2017



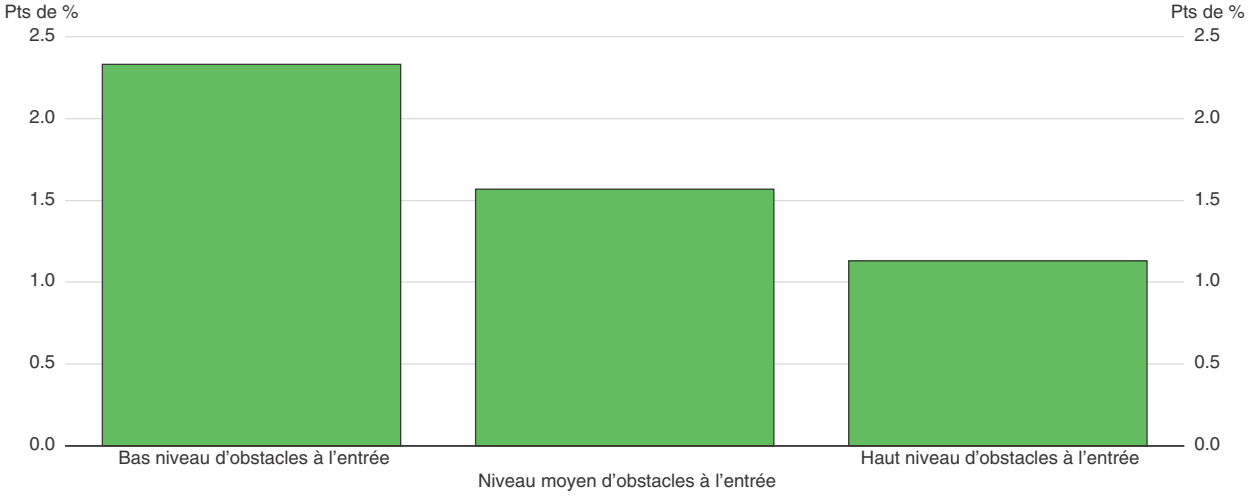
Note : Les pays indiqués sont ceux dans lesquels il est clairement possible de conjuguer des réformes du marché du travail et des marchés de produits. Le Portugal et l'Inde bénéficieraient également de réformes visant à améliorer le capital humain. Ce graphique met en exergue les types de réformes du marché du travail identifiés en tant que priorités. La catégorie « Capital humain » recouvre uniquement les pays pour lesquels a été retenue au moins une des priorités de réforme suivantes : développer l'enseignement professionnel, améliorer la prise en compte par les universités des besoins du marché du travail, améliorer le ciblage des aides financières destinées aux étudiants, et développer la formation tout au long de la vie.PAMT signifie « politiques actives du marché du travail ». La catégorie « Protection sociale et PAMT » comprend aussi les prestations de chômage.
Source : OCDE (2017e), *Réformes économiques : Objectif croissance 2017*, Éditions OCDE, Paris.

que cette hausse du taux de sortie de l'emploi puisse être compensée par une amélioration parallèle des taux d'entrée dans l'emploi, des mesures d'accompagnement additionnelles peuvent se révéler nécessaires pendant la période de transition. C'est également le cas lorsque les pertes d'emplois se concentrent dans des secteurs faisant appel à une main-d'œuvre spécialisée ou dans des zones géographiques précises (voir chapitre 2). Cela semble indiquer que les réformes destinées à accroître la concurrence devraient être assorties d'un ensemble de mesures sur le marché du travail pour accompagner les travailleurs vulnérables dans la transition vers leur nouvel emploi. Une réglementation du marché du travail plus favorable, une protection sociale appropriée, des mesures d'activation, des initiatives publiques destinées à renforcer les compétences et à faciliter le transfert des droits à pension entre les différents employeurs seraient autant de facteurs renforçant la mobilité de la main-d'œuvre. Des politiques actives du marché du travail bien conçues pourraient être particulièrement efficaces pour aider les travailleurs victimes de suppressions d'emplois à retrouver du travail, notamment dans les pays où les obstacles à l'entrée des entreprises sont faibles (graphique 1.35). De fait, pour une enveloppe budgétaire donnée, une réorientation des dépenses au profit de tels programmes ciblés est une approche plus efficiente pour accroître les chances de retour à l'emploi (Andrews et Saia, 2017).

D'autres exemples d'associations productives de réformes peuvent être mentionnés : des mesures visant à renforcer la concurrence sur les marchés de produits et à alléger le fardeau financier des entreprises fortement endettées, en particulier dans les activités de services pour lesquelles il existe une demande non satisfaite (Gal et Hijzen, 2016) et où

Graphique 1.35. **Les dépenses consacrées aux PAMT sont d'autant plus efficaces que le niveau des obstacles à l'entrée sur les marchés de produits est bas**

Effet d'une augmentation de 0.1 point de PIB des dépenses consacrées aux PAMT sur la probabilité de retour à l'emploi des travailleurs ayant perdu leur travail en raison de la sortie du marché de leur entreprise



Note : Les barres indiquent l'effet, mesuré en points de pourcentage, induit sur la probabilité de retour à l'emploi par une augmentation de 0.1 point de PIB des dépenses consacrées aux politiques actives du marché du travail (PAMT) pour trois niveaux distincts d'obstacles à l'entrée : i) le niveau correspondant à la moyenne des deux pays où les obstacles à l'entrée sont les plus limités sur la période considérée ; ii) le niveau moyen observé sur la période considérée ; et iii) le niveau correspondant à la moyenne des deux pays où les obstacles à l'entrée sont les plus importants sur la période considérée.

Source : Andrews et Saia (2017), « Coping with Creative Destruction : Reducing the Costs of Firm Exit », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1353, Éditions OCDE, Paris.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502275

davantage pourrait être fait pour faciliter l'entrée et le développement d'entreprises innovantes ; des réformes des politiques du logement et de l'aide à la recherche d'emploi venant renforcer la mobilité géographique et professionnelle ; et des réformes du secteur bancaire et du régime des faillites qui permettraient de liquider plus facilement les sociétés non viables (« entreprises zombies ») et de redistribuer les ressources (Adalet McGowan et al., 2017). Ce dernier point revêt une importance particulière dans la zone euro, où l'on recense, dans plusieurs pays, des banques dont le bilan reste encombré de créances douteuses ou litigieuses (CDL). Les mesures correctives pourraient consister à augmenter le supplément de fonds propres exigé en cas de CDL détenues de longue date, à mettre en place un marché des CDL, à instituer des sociétés de gestion d'actifs (de préférence au niveau européen) et à accélérer le traitement des procédures d'insolvabilité, par exemple en utilisant la voie extrajudiciaire (OCDE, 2016d).

Les économies de marché émergentes doivent non seulement remédier aux vulnérabilités existantes, mais aussi accroître leur résilience dans l'hypothèse d'un durcissement des conditions financières mondiales qui pourrait donner lieu à de fortes variations des cours de change et à de soudaines inversions des flux de capitaux. La mise en place de pratiques de gestion des risques, fondées en particulier sur un relèvement des volants de fonds propres et un durcissement des réglementations macroprudentielles, y compris à l'intention des intermédiaires non bancaires, s'avère particulièrement nécessaire dans les pays fortement endettés. La récente volatilité des taux de change et les incertitudes considérables entourant leur évolution à venir appellent également une gestion prudente des avoirs de réserve en devises et une stratégie plus systématique de couverture des risques de change. Parallèlement, les économies de marché émergentes devraient intensifier leurs efforts sur le front des réformes structurelles afin d'améliorer les perspectives de croissance. Ces pays pourraient notamment conduire des initiatives visant à accroître l'utilisation de la main-d'œuvre (OCDE, 2017e) et adopter des réglementations plus favorables à la concurrence. À cet égard, ils pourront s'attacher à réduire les obstacles aux échanges, à l'investissement et à l'entrée des entreprises sur le marché en limitant le contrôle exercé par l'État sur les entreprises afin d'accroître l'efficacité de l'affectation des capitaux et d'accroître le taux d'emploi.

Bibliographie

Adalet McGowan, M., D. Andrews et V. Millot (2017), « The Walking Dead?: Zombie Firms and Productivity Performance in OECD Countries », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1372, Éditions OCDE, Paris. DOI: *http://dx.doi.org/10.1787/180d80ad-en*.

AIE (2017), *Rapport mensuel sur le marché du pétrole*, mai.

Akinci, O. et J. Olmstead-Rumsey (2015), « How Effective Are Macroprudential Policies? An Empirical Investigation », *Board of Governors of the Federal Reserve System International Finance Discussion Papers*, n° 1136, mai.

Andrews, D., C. Criscuolo et P. Gal (2016), « The Best Versus the Rest: the global productivity slowdown, divergence across firms and the role of public policy », *Documents de travail de l'OCDE sur la productivité*, n° 05, Éditions OCDE, Paris. DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/63629cc9-en*

Andrews, D. et A. Saia (2017), « Coping with Creative Destruction: Reducing the Costs of Firm Exit », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1353, Éditions OCDE, Paris. DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/bbb44644-en*.

Auer, R. et B. Bogdanova (2017), « What is driving the renewed increase in TARGET2 balances? », Box A in *BIS Quarterly Review*, Banque des règlements internationaux, mars.

BCE (2016), « TARGET balances and the asset purchase programme », *Bulletin économique de la BCE*, n° 7, Box 2, Banque centrale européenne, novembre.

BEI (2017), Enquête à l'échelle de l'UE sur les activités d'investissement et les besoins de financement des entreprises – 2016-2017, Banque européenne d'investissement.

Berlingieri, G., P. Blanchenay et C. Criscuolo (2017), « The Great Divergence(s) », *OECD Science Technology and Industry Policy Paper*, n° 39, Éditions OCDE, Paris. DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/953f3853-en*

Bloch, D. et J.M. Fournier (2017), « The Deterioration of Public Spending Quality During the Global Financial Crisis: Insights from new Indicators », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, à paraître.

Bloom, N., M. Draca et J. Van Reenan (2016), « Trade-Induced Technical Change? The Impact of Chinese Imports on Innovation, IT and Productivity », *Review of Economic Studies*, vol. 83.

Cerutti, E., S. Claessens et L. Laeven (2015), « The Use and Effectiveness of Macroprudential Policies: New Evidence », *IMF Working Papers*, n° WP/15/61, mars, of Fuel Subsidies: Evidence from Bolivia, Ghana, Jordan, Mali, and Sri Lanka », *Documents de travail du FMI*, WP/06/247, Fonds monétaire international, Washington, DC.

Chalaux, T. et C. Schwellnus (2014), « Short-term Indicator Models for Quarterly GDP Growth in the BRIICS: A Small-scale Bridge Model Approach », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1109, Éditions OCDE, Paris. DOI :*http://dx.doi.org/10.1787/5jz5t6b77rg4-en.*

Commission européenne (2016), « An Economic Take on the Refugee Crisis: A Macroeconomic Assessment for the EU », *Institutional Paper*, n° 33, juillet.

Cournède, B., O. Denk, P. Garda et P. Hoeller (2016), « Enhancing Economic Flexibility: What Is In It For Workers? », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 19, Éditions OCDE, Paris. DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/b8558a5b-en*

Cournède, B., A. Goujard et Á. Pina (2013), « How to Achieve Growth- and Equity-friendly Fiscal Consolidation?: A Proposed Methodology for Instrument Choice with an Illustrative Application to OECD Countries », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1088, Éditions OCDE, Paris. DOI :*http://dx.doi.org/10.1787/5k407lwvzkkh-en.*

Cravino, J. (2014), « Exchange Rates, Aggregate Productivity and the Currency of Invoicing of International Trade », University of Michigan, document non publié.

D'Amico, S., W. English, J. D. López-Salido et E. Nelson (2012), « The Federal Reserve's Large-Scale Asset Purchase Programs: Rationale and Effects », *CEPR Discussion Papers*, n° 9145.

De Nederlandsche Bank (2016), « Target2 Imbalances Reflect QE and Persistent Fragmentation within the Euro Area », *DNBulletin*, 16 juin.

Deutsche Bundesbank (2016), « The impact of Eurosystem Securities Purchases on the TARGET2 Balances », *Deutsche Bundesbank Monthly Report*, mars 2016.

Domanski, D., H. S. Shin et V. Sushko (2017), « The Hunt for Duration: Not Waving but Drowning? », *IMF Economic Review.* DOI : *http://dx.doi.org/10.1057/s41308-016-0026-9*

Égert, B. et P. Gal (2017), « The quantification of structural reforms in OECD countries: A new framework », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1354, Éditions OCDE, Paris. DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/2d887027-en*

Fournier, J.M. et A. Johansson (2016), « The Effect of the Size and the Mix of Public Spending on Growth and Inequality », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1344, Éditions OCDE, Paris. DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/f99f6b36-en*

Gal, P. et A. Hijzen (2016), « The Short-Term Impact of Product Market Reforms: A Cross-Country Firm Level Analysis », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1131, Éditions OCDE, Paris. DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/5jlv2jm07djl-en.*

Gopinath, G. (2016), « The International Price System », 2016 Economic Policy Symposium, Federal Reserve Bank of Kansas City.

Groupe Banque mondiale (2017), *Commodity Markets Outlook*, avril.

Harding, D. et A. Pagan (2002), « Dissecting the Cycle: A Methodological Investigation », *Journal of Monetary Economics*, n° 49, mars.

Haugh, D., et al. (2016), « Cardiac Arrest or Dizzy Spell: Why is World Trade So Weak and What can Policy Do About It? », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 18, Éditions OCDE, Paris. DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/5jlr2h45q532-en*.

Hermansen, M. et O. Röhn (2017), « Economic resilience: The Usefulness of Early Warning Indicators in OECD Countries », OECD Journal: Economic Studies, vol. 2016, n°1, Éditions OECD, Paris. DOI :*http://dx.doi.org/10.1787/eco_studies-2016-5jg2ppjrd6r3*.

Inaba, K., R. O'Farrell, Ł. Rawdanowicz et A. K. Christensen (2015), « The Conduct of Monetary Policy in the Future: Instrument Use », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1187, Éditions OCDE, Paris. DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/5js4w293c46j-en*.

Jean, S. et M. Jimenez (2007), « The Unemployment Impact of Immigration in OECD Countries », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE,* n° 563, Éditions OCDE, Paris. DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/162425722235*

Johansson, A. (2016), « Public Finance, Economic Growth and Inequality: A Survey of the Evidence », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1346, Éditions OCDE, Paris. DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/094bdaa5-en*

Kerr, S.P. et W.R. Kerr (2011), « Economic Impact of Immigration: A Survey », *Finnish Economic Papers*, Vol. 24.

Li, C., A. C. Meldrum et M. del Giudice Rodriguez (2017), « Robustness of Long-Maturity Term Premium Estimates », *FEDS Notes*, n° 2017-04-03, Board of Governors of the Federal Reserve System.

Li, C. et M. Wei (2014), « Term Structure Modeling with Supply Factors and the Federal Reserve's Large Scale Asset Purchase Programs », *Finance and Economics Discussion Series*, n° 2014-7, Board of Governors of the Federal Reserve System.

Mourougane, A., et al. (2016), « Can an Increase in Public Investment Sustainably Lift Economic Growth? », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1351, Éditions OCDE, Paris. DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/a25a7723-en*

Nalewaik, J. (2016), « Non-Linear Phillips Curves with Inflation Regime-Switching », *Finance and Economics Discussion Series*, n° 2016-078, Washington: Board of Governors of the Federal Reserve System. DOI : *http://dx.doi.org/10.17016/FEDS.2016.078*

OCDE (2017a), « Who Bears the Cost of Integrating Refugees? », *Débats sur les politiques migratoires*, n° 13, janvier. *http://www.oecd.org/els/mig/migration-policy-debates-13.pdf*

OCDE (2017b), *Finding their Way: Labour Market Integration of Refugees in Germany*, Éditions OCDE, Paris.

OCDE (2017c), *OECD Economic Surveys: Sweden 2017*, Éditions OCDE, Paris. DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-swe-2017-en*

OCDE (2017d), *OECD Economic Surveys: Australia 2017*, Éditions OCDE, Paris. DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-aus-2017-en*

OCDE (2017e), Réformes économiques 2017: Objectif croissance, Éditions OCDE, Paris. DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/growth-2017-fr*

OCDE (2016a), *ODA Reporting of In-Donor Country Refugee Costs: Members' Methodologies for Calculating Costs*. *https://www.oecd.org/dac/stats/RefugeeCostsMethodologicalNote.pdf*.

OCDE (2016b), *Perspectives des migrations internationales 2016*, Éditions OCDE, Paris. DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/migr_outlook-2016-fr*

OECD (2016c), *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2016 Numéro 2*, Éditions OCDE, Paris. DOI : http://dx.doi.org/10.1787/eco_outlook-v2015-1-fr

OCDE (2016d), *Études économiques de l'OCDE : Zone Euro 2016*, juin, Éditions OCDE, Paris, DOI: http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-euz-2016-fr

OCDE (2015a), « How Will the Refugee Surge Affect the European Economy », *OECD Migration Policy Debates,* n° 8, novembre, Éditions OCDE, Paris.

OCDE (2015b), *METRO v1 Model Documentation, http://oe.cd/metrodoc*.

OCDE (2015c), *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2015 Numéro 2*, Éditions OCDE, Paris.

OCDE (2014), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE volume 2014*, Éditions OCDE, Paris.

OCDE (2012), « System of Composite Leading Indicators ». *http://www.oecd.org/std/leading-indicators/41629509.pdf*

Ollivaud, P., E. Rusticelli et C. Schwellnus (2015), « The Changing Role of the Exchange Rate for Macroeconomic Adjustment », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1190, Éditions OCDE, Paris. DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/5js4rfhjf15l-en*.

Rawdanowicz, Ł. M. Hammouch et M. Kasai (2017), « The Fall in Real Long-Term government bond yields: Disentangling Different Drivers », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, à paraître.

Rusticelli, E. (2014), « Rescuing the Phillips Curve: Making Use of Long-term Unemployment in the Measurement of the NAIRU », *Revue économique de l'OCDE*, vol. 2014, Éditions OCDE, Paris. *https://www.oecd.org/eco/growth/Rescuing-the-Phillips-curve-Making-use-of-long-term-unemployment-in-the-measurement-of-the-NAIRU-OECD-Journal-Economic-Studies-2014.pdf*

Schwellnus, C. et al. (2017), M. Pak et P.-A. Pionnier. (2017), « The Role of Trade, Technology and Public Policies in Determining the Labour Share: Empirical Evidence », *Documents de travail du Département des Affaires économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, à paraître.

Sédillot, F. et N. Pain (2003), « Indicator Models of Real GDP Growth in Selected OECD Countries », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 364, Éditions OCDE, Paris. DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/275257320252*

ANNEXE A1

Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions

Les hypothèses concernant les ***paramètres des politiques budgétaires*** pour 2017 et 2018 sont fondées autant que possible sur les mesures concernant la fiscalité et les dépenses qui ont été adoptées par les parlements, et concordent avec les prévisions concernant la croissance, l'inflation et les salaires. Lorsque des projets ont été annoncés par les gouvernements sans avoir été adoptés par le pouvoir législatif, il en a été tenu compte s'il paraît clair qu'ils seront mis en œuvre sous une forme proche de celle annoncée. Pour les États-Unis, le programme budgétaire n'ayant pas encore été finalisé, les prévisions tablent sur une hausse du déficit primaire sous-jacent de près de ¾ pour cent du PIB en 2018, s'expliquant essentiellement par la réduction des impôts. Pour les autres pays, lorsqu'on ne dispose pas d'informations suffisantes pour se prononcer sur les résultats budgétaires, on présume que les soldes budgétaires sous-jacents resteront inchangés, ce qui suppose l'absence de modification discrétionnaire de l'orientation de la politique budgétaire ; pour les pays de la zone euro, les objectifs indiqués dans les Programmes de stabilité sont également pris en compte.

S'agissant de la ***politique monétaire***, les hypothèses relatives au profil d'évolution des taux d'intérêt directeurs représentent le résultat le plus probable, sur la base des prévisions de l'OCDE concernant l'activité économique et l'inflation, ces prévisions pouvant être différentes de celles des autorités monétaires.

- Aux États-Unis, on suppose que la limite supérieure de la fourchette retenue comme objectif pour le taux des Fonds fédéraux sera progressivement relevée et passera de son niveau actuel de 1 % à 2.25 % en décembre 2018.
- Au Japon, il est présumé que le taux d'intérêt au jour le jour sera maintenu à -0.1 % pendant toute la période considérée
- Dans la zone euro, on pose l'hypothèse que le taux des opérations principales de refinancement sera maintenu à 0 % jusqu'à la fin de 2018, mais que le taux négatif de rémunération des dépôts sera relevé de 15 points de base vers la fin de 2018.
- En Chine, on présume que la politique monétaire sera neutre, avec une légère orientation vers un resserrement pour faire face aux risques pour la stabilité financière.
- En Inde, il est présumé que le taux des prises en pension sera ramené de son niveau actuel de 6.25 % à 6 % en 2018.
- Au Brésil, on pose l'hypothèse que le taux directeur sera progressivement abaissé et passera de 10.25 % actuellement à 8.25 % d'ici la fin de 2018.

Bien que leur impact soit difficile à évaluer, on pose l'hypothèse que les mesures suivantes d'assouplissement quantitatif seront prises au cours de la période considérée, avec un effet implicite sur les taux d'intérêt à long terme : Aux États-Unis, on suppose que la Réserve fédérale commencera en 2018 de réduire les stocks d'actifs achetés. Au Japon, il est présumé que la Banque centrale poursuivra ses achats d'actifs et continuera de contrôler la courbe des rendements jusqu'à la fin de 2018, et que le rendement des obligations d'État à 10 ans sera maintenu à 0 %. Dans la zone euro, on part de l'hypothèse selon laquelle la BCE ralentira progressivement ses achats d'actifs en 2018, et les taux d'intérêt à long terme resteront constants jusqu'à la mi-2018.

Seules ont été prises en compte les ***réformes structurelles*** déjà mises en œuvre ou annoncées pour la période considérée. On suppose qu'aucune autre réforme ne sera mise en œuvre.

Les prévisions reposent sur l'hypothèse que les ***taux de change*** resteront au niveau observé le 4 mai 2017, où le dollar des États-Unis valait 112.17JPY, 0.91EUR (ce qui signifie que l'euro valait 1.09USD) et 6.90CNY :

Il est supposé que le ***cours du baril de pétrole brut de référence Brent*** restera constant, à 50 USD, pendant toute la période considérée. On pose comme hypothèse que les prix des produits de base non pétroliers resteront également inchangés au cours de la période considérée, à leurs niveaux d'avril 2017.

Ces prévisions ont été établies à partir d'informations collectées jusqu'à la date du 1er juin 2017.

Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2017 Numéro 1
© OCDE 2017

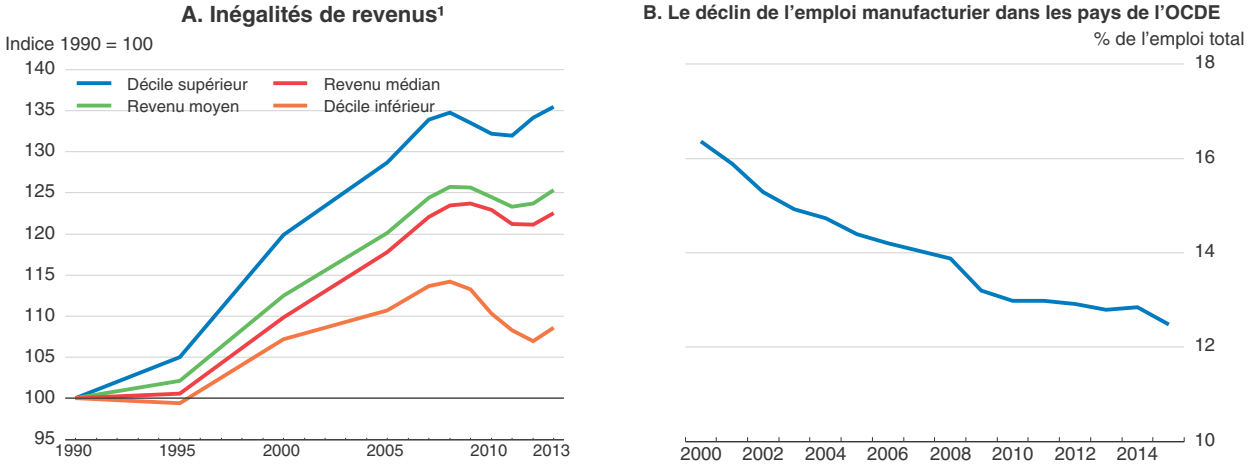
Chapitre 2

COMMENT RENDRE LE COMMERCE MONDIAL BÉNÉFIQUE POUR TOUS

Les échanges internationaux ont joué un rôle moteur dans la croissance économique mondiale et la convergence des niveaux de vie entre les pays. La libéralisation des échanges a engendré des gains économiques importants pour les économies de marché émergentes et fait reculer la pauvreté. La spécialisation fondée sur les avantages comparatifs et, de plus en plus, l'intégration commerciale induite par la technologie, accentuée par les chaînes de valeur mondiales, ont créé de nouveaux débouchés commerciaux et accru l'efficience économique. La possibilité d'accéder à une gamme plus étendue de biens et services meilleur marché a amélioré le bien-être et le pouvoir d'achat des consommateurs.

Malgré ces avantages, l'hostilité contre les échanges internationaux grandit et les appels des responsables politiques à davantage de protectionnisme reçoivent un écho de plus en plus favorable dans les pays de l'OCDE – alors que le rythme de l'intégration commerciale a nettement marqué le pas depuis la crise (encadré 2.1). Les raisons du mécontentement grandissant de la population à l'égard de la situation économique sont multiples. Depuis le début des années 2000 (graphique 2.1, partie A), les inégalités se sont creusées dans beaucoup de pays, contribuant à une situation dans laquelle de nombreux ménages ont vu une progression nulle ou minime de leur revenu disponible. La situation du marché du travail est également un sujet de préoccupation : la part du travail dans le revenu des facteurs a diminué et la polarisation s'est accentuée avec le recul de la part des

Graphique 2.1. **Les inégalités de revenu se creusent et l'emploi manufacturier décline**



1. Le graphique décrit la moyenne non pondérée des 17 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles : Allemagne, Canada, Danemark, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède. Certains points de donnée ont été interpolés ou remplacés par la valeur correspondant à l'année disponible la plus proche.

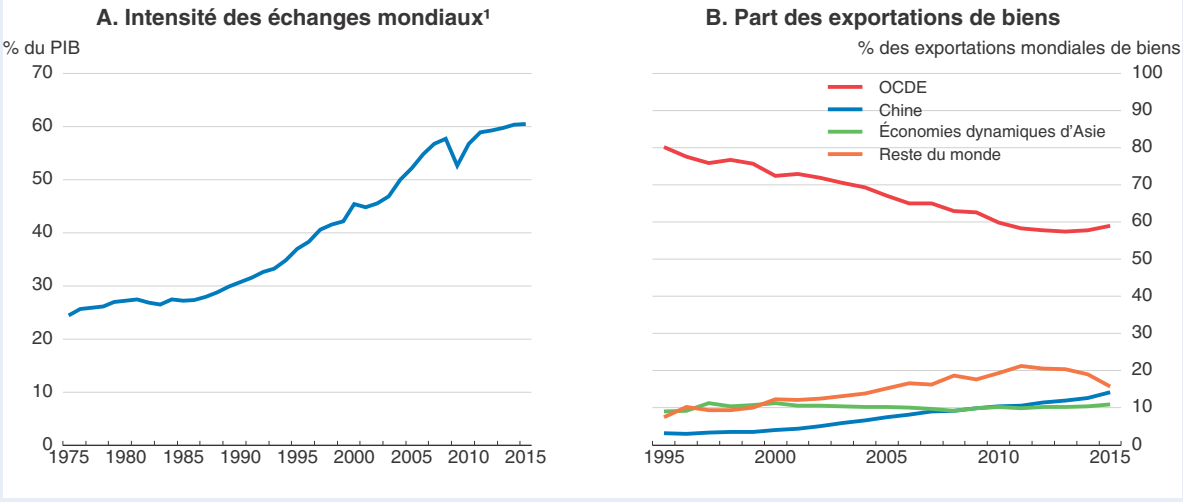
Source : Estimations de l'OCDE fondées sur OCDE (2015), Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous, Éditions OCDE, Paris ; Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus ; Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502332

Encadré 2.1. **L'intégration commerciale s'est accrue**

L'intégration commerciale a progressé à un rythme exceptionnel, en particulier pendant les deux décennies qui ont précédé la crise financière. Entre 1990 et 2015, l'intensité des échanges mondiaux, mesurée par la part du volume total d'exportations et d'importations de biens et services dans le PIB mondial, a doublé. Une grande partie de cette augmentation rapide de l'intensité commerciale peut être attribuée à l'essor des économies de marché émergentes (graphique ci-dessous). Depuis l'adhésion de le Chine à l'OMC en 2001, la part des exportations chinoises dans le volume mondial total d'exportations de marchandises s'est accru de 4 % environ à 12.6 % en 2016 (graphique ci-dessous). Durant la même période, la part des importations de biens de l'OCDE en provenance des économies émergentes a triplé. Les économies de marché émergentes sont également devenues des marchés d'exportation plus importants, en particulier pour les gros exportateurs de produits de base tels que par exemple l'Australie et le Brésil. En 2010, la part des pays du G7 dans les exportations manufacturières mondiales était retombée à son niveau de 1900 (Baldwin, 2016). Ces développements ont profondément remodelé l'économie mondiale, notamment en provoquant une transformation des modèles de spécialisation (Johansson et Olaberría, 2014). Depuis la crise financière, cependant, l'intégration commerciale s'est ralentie (Haugh et al., 2016).

Le poids des économies émergentes dans les échanges a augmenté au cours des deux dernières décennies



1. L'intensité des échanges mondiaux désigne la somme des volumes d'exportation et d'importation de biens et services rapportée au PIB au taux de change du marché.

Source : Base de données Comtrade des Nations Unies et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502294

emplois moyennement qualifiés. L'emploi manufacturier continue aussi de régresser dans presque tous les pays de l'OCDE (graphique 2.1, partie B). Ces tendances partagées par un grand nombre de pays de l'OCDE et quelques économies de marché émergentes, résultent de plusieurs facteurs, en particulier le progrès technologique, l'évolution des préférences et le renforcement de l'intégration commerciale. Comprendre le rôle joué par chacun de ces facteurs est essentiel pour pouvoir mettre en œuvre des réponses appropriées.

L'évolution des préférences, de la technologie et des échanges font partie des facteurs fondamentaux qui sous-tendent une économie dynamique. Pour exploiter ces avantages, les pays doivent mettre en place des politiques qui encouragent ce dynamisme et le

développement des activités dans lesquelles leurs entreprises et leurs travailleurs sont compétitifs. Ce processus entraîne néanmoins des suppressions d'emplois et des modifications des salaires relatifs avec la contraction progressive de certains secteurs et l'évolution de la demande de qualifications. Dans les faits, les gains issus de ces changements sont généralement diffus tandis que leurs coûts sont le plus souvent concentrés, de longue durée et particulièrement lourds pour certaines personnes. Ainsi, les avantages qui résultent du prix inférieur des produits importés sont répartis entre tous les consommateurs, tandis que les perturbations associées à la concurrence des importations sont concentrées sur un petit groupe de travailleurs.

Ce chapitre examine l'importance relative de ces facteurs fondamentaux que sont les évolutions des préférences, de la technologie et des échanges. Il restreint ensuite le champ de l'analyse aux effets du renforcement de l'intégration commerciale sur les économies de l'OCDE et leurs marchés du travail, en s'intéressant plus particulièrement à l'impact des échanges sur les suppressions d'emplois et les inégalités de revenu. L'objectif est de répondre aux questions suivantes :

- Quels sont les principaux facteurs qui déterminent la composition sectorielle des économies ? Plus particulièrement, quel rôle les échanges ont-ils joué dans le déclin de l'emploi manufacturier ?
- En quoi le renforcement de l'intégration commerciale, notamment avec les économies de marché émergentes, a-t-il affecté les marchés d'exportation des économies avancées ?
- Quel est l'impact de l'intégration commerciale sur les inégalités salariales et la distribution du revenu ? Comment les régions se sont-elles adaptées – en particulier à l'échelon local – à la concurrence des importations provenant des pays à bas salaires ?

D'après les principaux résultats du chapitre (encadré 2.2), pour que les échanges et les mutations de la demande de qualifications associées à l'évolution des préférences et de la technologie soient bénéfiques à tous, il est nécessaire de centrer plus précisément les interventions sur les régions et les travailleurs qui en ont le plus besoin, c'est-à-dire qui sont particulièrement vulnérables face aux perturbations économiques. Les mesures qui aident au développement des régions et à l'adaptation des travailleurs au nouvel environnement ont les meilleures chances de réussite. Des programmes d'action renforcés visant à soutenir les travailleurs privés de leur emploi, à réduire les obstacles à la mobilité professionnelle et géographique et à favoriser l'acquisition des qualifications recherchées sur le marché du travail faciliteraient la transition des secteurs en déclin vers les activités en expansion. Il importe également de créer des conditions favorables à la croissance dans les régions frappées par les chocs liés à l'évolution des échanges, de la technologie et des préférences.

Ce chapitre se concentre sur les politiques que doivent adopter les pays pour faciliter l'adaptation à un environnement dynamique caractérisé par l'évolution des emplois et des qualifications. Cependant, les politiques nationales ne sont qu'une des composantes de l'approche globale qu'il faudra mettre en œuvre pour pouvoir relever les défis liés à la mondialisation et à l'évolution technologique. L'un des éléments de cette approche globale sera de renforcer les programmes d'action nationaux de manière à garantir une large répartition des gains et l'accès à une croissance inclusive. Les travaux de l'OCDE sur la croissance inclusive ont cerné les contours possibles de tels programmes d'action (OCDE, 2016a ; Causa et al., 2015). Un autre volet de cette approche globale consistera à adopter des mesures permettant d'établir des règles du jeu plus équitables en association

Encadré 2.2. **Principaux constats**

Préférences, technologie et échanges : les déterminants de la nature évolutive des emplois au niveau national

- La part du secteur manufacturier dans l'emploi continue à décliner dans la zone OCDE, mais à des degrés variables selon les pays. Les emplois de service ont augmenté.
- Les pertes d'emplois manufacturiers résultent de facteurs multiples, parmi lesquels le changement des préférences des consommateurs, le progrès technique et le poids croissant des intrants de service dans l'industrie et les échanges.
- La transition progressive vers des investissements fondés sur les actifs intellectuels et vers la consommation de services s'opère sous l'impulsion de l'évolution des préférences des consommateurs et de l'augmentation des revenus réels. La croissance relativement rapide de la productivité manufacturière n'a fait qu'accentuer le déclin de l'emploi manufacturier.
- Les déficits commerciaux expliquent une partie du déclin du secteur manufacturier dans certains pays. Cependant, leur incidence a été limitée en comparaison d'autres facteurs. Dans quelques économies avancées et dans de nombreuses économies de marché émergentes, les échanges ont permis de préserver les emplois manufacturiers, quand ils n'ont pas contribué à leur expansion.
- Dans les régions importatrices des pays qui entretiennent des liens étroits avec les chaînes de valeur mondiales, le nombre d'emplois manufacturiers augmente dans les secteurs ayant une plus forte intensité commerciale.

Les tendances récentes de la structure des échanges et leur incidence sur les marchés d'exportation des économies avancées

- Le volume des échanges de biens et services a considérablement augmenté au cours des trois dernières décennies, même si sa progression s'est ralentie depuis la crise financière. La part des économies de marché émergentes, en particulier de la Chine, dans les échanges mondiaux, s'est énormément accrue.
- La concurrence étrangère a modestement augmenté avec le renforcement de l'intégration commerciale. La gamme des produits pour lesquels les pays bénéficient d'un avantage concurrentiel relatif sur les marchés mondiaux a rétréci dans le cas d'un grand nombre de pays de l'OCDE, tandis que les économies de marché émergentes, en particulier la Chine, ont élargi leur domaine de spécialisation à partir d'une base étroite de produits. La gamme des produits exportés par la Chine reste en moyenne très différente de celle des produits exportés par les économies avancées.
- Les pays de l'OCDE ont progressé sur l'échelle de la complexité. La Chine a également progressé sur l'échelle de la qualité, quoique sa gamme de produits reste en moyenne moins complexe que celle des principales économies de l'OCDE.

Gros plan sur les échanges : les avantages

- Globalement, le renforcement de l'intégration commerciale a procuré des gains importants sur les plans de l'efficience, de la productivité des entreprises et du bien-être des consommateurs.
- Ces tendances ont coïncidé avec un changement des spécialisations et un renforcement des chaînes de valeur mondiales, qui ont amené des avantages supplémentaires mais ont aussi causé des perturbations économiques.

Gros plan sur les échanges : les coûts pour les régions

- L'exposition accrue d'une région aux importations est parfois associée à un déclin de l'emploi manufacturier régional.
- La contraction de l'emploi manufacturier régional a tendance à être associée à un déclin global de l'emploi et des revenus d'activité dans la région. Cela tendrait à montrer qu'il existe des obstacles à l'adaptation et des effets d'entraînement importants au niveau régional.

Encadré 2.2. **Principaux constats** *(suite)*

- Une exposition accrue aux importations, parfois associée à un creusement des disparités régionales, implique des coûts de longue durée pour certains travailleurs et certaines régions. La faible mobilité géographique et intersectorielle de la main-d'œuvre amoindrit la capacité des économies locales à s'adapter aux chocs.

Liens entre les échanges et les inégalités de revenu

- Les importations en provenance des pays à bas salaires, conjuguées aux progrès technologiques, contribuent à la dispersion de la productivité des entreprises et accentuent la dispersion des salaires entre les entreprises. Cette tendance renforce la relation entre les salaires et la productivité au niveau des entreprises.
- L'intégration commerciale a coïncidé avec une polarisation croissante des emplois. Les données internationales laissent penser que les emplois répétitifs sont plus susceptibles d'être délocalisés et d'être associés à des baisses de salaire plus importantes.
- La concurrence exercée par les importations provenant des pays à bas salaires est associée à un déclin de la part du travail dans le revenu des facteurs dans certains pays de l'OCDE. Il sera nécessaire d'approfondir les recherches pour comprendre l'influence des échanges sur cette relation.

avec des accords internationaux, qui sont nécessaires pour rétablir la confiance (OCDE, 2017a). Des dispositions doivent notamment être prises au niveau mondial pour éviter que la mondialisation ne provoque un nivellement par le bas sur le plan des institutions et des normes, en particulier les normes relatives au travail et à la protection de l'environnement (OCDE, 2017b). Des accords multilatéraux de coopération fiscale, tels que ceux portant sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS), sont aussi indispensables pour réduire le transfert transfrontalier des bénéfices imposables, qui limite la capacité de collecte de recettes des autorités publiques (Akgun et al., 2017) et accentue la perception selon laquelle la mondialisation est « injuste ». L'expansion des échanges a également des implications pour la corruption, le commerce illégal et le commerce de produits de contrefaçon, qui ne peuvent être combattus qu'au moyen d'une coopération internationale (OCDE, 2016b ; OCDE/EUIPO, 2016).

Les échanges, la technologie et les préférences sont autant de facteurs qui modifient la structure des économies

Cette section analyse les principaux facteurs qui sous-tendent la modification de la composition sectorielle du PIB. Elle cherche à déterminer si les échanges ont joué un rôle dans le déclin du secteur manufacturier et, si tel est le cas, à quantifier ce rôle en comparaison de celui d'autres facteurs tels que la technologie et les préférences. Deux approches sont utilisées : une évaluation comptable de l'impact des flux nets d'échanges et une analyse économétrique de l'impact brut produit par les échanges sur l'emploi manufacturier à travers la concurrence des importations.

Les échanges ne sont pas le principal déterminant du changement structurel

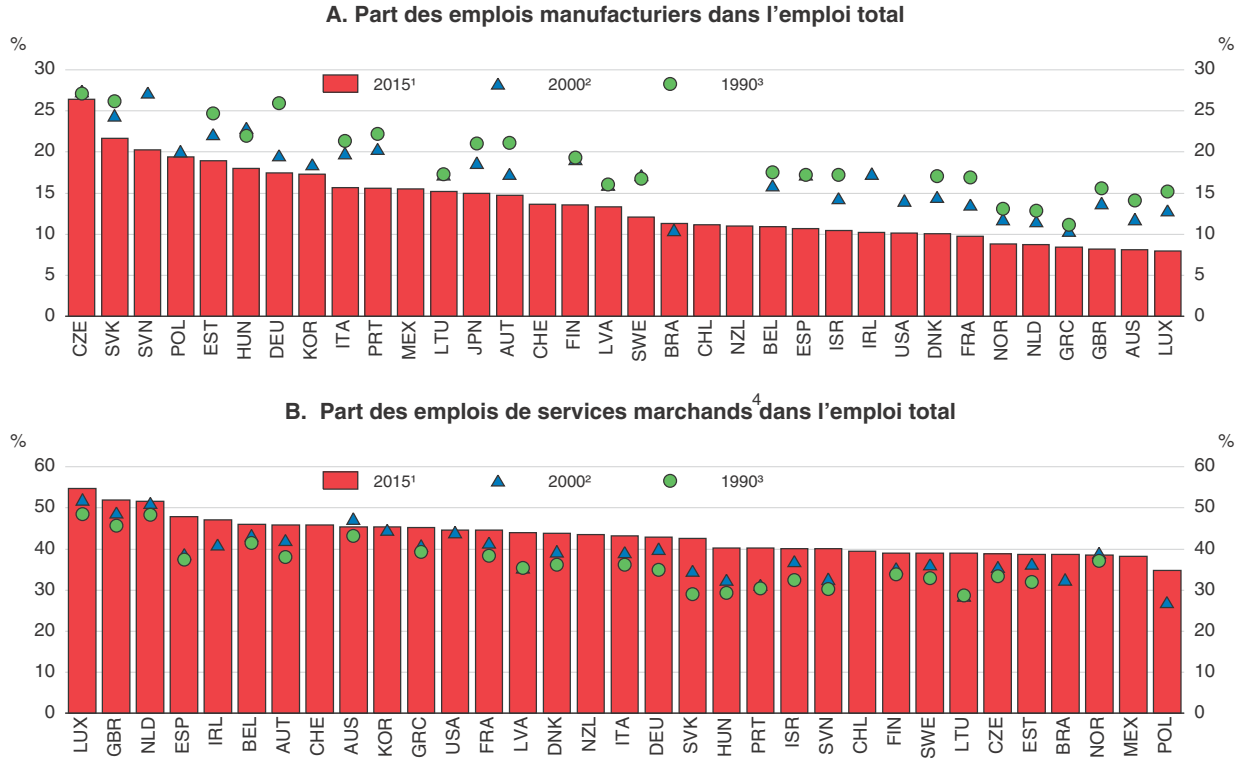
L'une des principales inquiétudes soulevées par l'intensification des échanges est que les importations détruisent des emplois, en particulier dans le secteur manufacturier. Le déclin marqué de l'emploi manufacturier sur le long terme est particulièrement préoccupant car il se conjugue à un marché du travail rigide (OCDE, 2009) et un taux de rotation des

emplois faible, qui ont pour conséquence de prolonger la durée des chocs subis par le secteur manufacturier, notamment ceux dus aux échanges. Entre 2000 et 2015, la part du secteur manufacturier dans l'emploi total a diminué dans toutes les économies avancées tandis que la part des emplois de service a augmenté (graphique 2.2). Il existe néanmoins des différences importantes entre les pays : par exemple, la part de l'emploi manufacturier a reculé de 4 points de pourcentage en Allemagne mais de 8 points au Royaume-Uni. Cette tendance est déjà ancienne dans de nombreux pays, remontant aux années 50 dans le cas des États-Unis et aux années 70 en France. Dans les économies de marché émergentes, le déclin de la part de l'emploi manufacturier dans l'emploi total a été moins prononcé.

Identifier les causes des changements de la composition sectorielle du PIB, et en particulier du déclin de l'emploi manufacturier, est difficile car plusieurs facteurs pertinents agissent simultanément.

Premièrement, une partie de la diminution de l'emploi manufacturier étant due à la réorganisation des activités économiques dans et entre les entreprises, le déclin mesuré est partiellement surestimé (Berlingieri, 2014 ; graphique 2.3, partie A). Plus

Graphique 2.2. **Évolution de l'emploi dans le secteur manufacturier et les services**

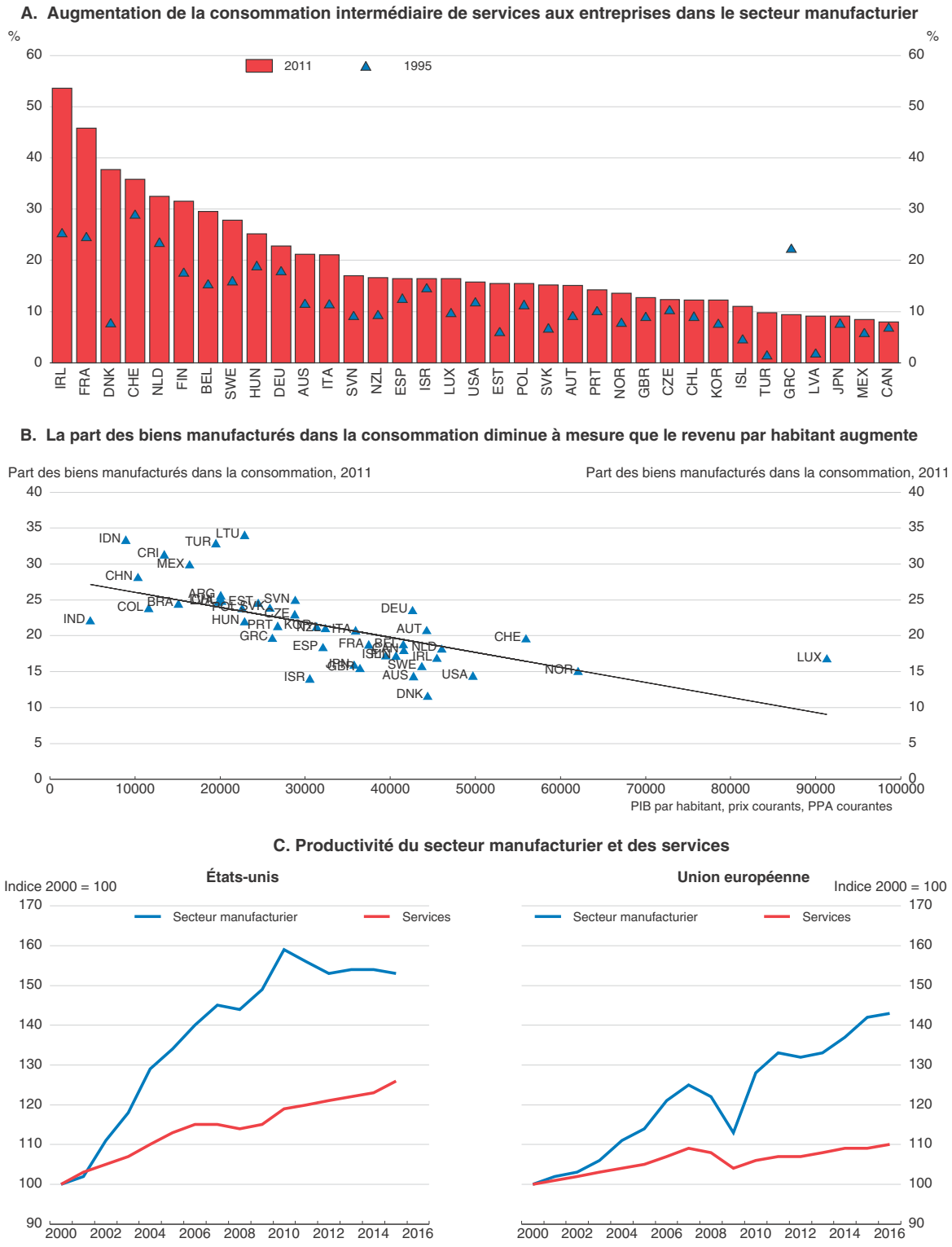


1. 2013 pour l'Australie et le Mexique ; 2014 pour le Brésil, le Japon et la Nouvelle Zélande.
2. 2004 pour la Corée.
3. 1991 pour l'Allemagne ; 1992 pour l'Italie ; 1993 pour la République tchèque et la Suède ; 1994 pour le Japon et le Royaume-Uni ; 1995 pour la Belgique, l'Espagne, l'Estonie, la Grèce, la Hongrie, Israël, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la République slovaque et la Slovénie.
4. Les services marchands sont définis sur la base de la CITI rév. 4 et comprennent les services de commerce de distribution, de réparation, de transport, d'hébergement et de restauration ; les services informatiques et de communication ; les activités financières et d'assurance ; les activités immobilières ; et les services professionnels, scientifiques, techniques et de soutien administratif.

Source : Base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502351

Graphique 2.3. **Les pertes d'emplois manufacturiers sont en partie dues à l'externalisation nationale et aux changements des modes de consommation**



Source : Base de données TiVA 2015 de l'OCDE ; base de données des Perspectives économiques de l'OCDE ; et base de données de l'OCDE sur la productivité.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502370

spécifiquement, en partie sous l'impulsion de l'évolution technologique, les entreprises ont eu tendance à sous-traiter leurs activités de service à d'autres entreprises nationales, entraînant une reclassification des emplois correspondants du secteur manufacturier vers les services. Cet effet est non négligeable : en France, par exemple, il représente 20% de la baisse du nombre d'emplois manufacturiers enregistrée entre 1980 et 2007 (Demmou, 2010). Ces changements dans l'emploi et les reclassifications qui en résultent ne sont pas toujours neutres pour les travailleurs et peuvent entraîner d'importantes modifications sur le plan des conditions de travail, des négociations collectives et des salaires (Braun et Scheffel, 2007).

Deuxièmement, une partie du déclin de l'emploi manufacturier résulte de l'amélioration de la productivité et du changement de la composition de la demande des consommateurs. En théorie, pour que les emplois manufacturiers se maintiennent à un niveau constant, il faudrait que la demande de produits manufacturés augmente au même rythme que la productivité du travail. Or, tel n'a pas été le cas pour plusieurs raisons :

- Au niveau global, à mesure qu'ils s'enrichissent, les consommateurs ont tendance à consacrer une part plus importante de leur revenu aux services au détriment des biens manufacturés. Cette tendance implique une diminution des besoins en emplois manufacturiers et une augmentation des besoins en emplois de service (graphique 2.3, partie B ; Herrendorf et al., 2013).
- De plus, les progrès techniques ont été plus rapides dans le secteur manufacturier que dans les services (graphique 2.3, partie C). Les gains de productivité réduisent le prix relatif des biens manufacturés et, en conséquence, augmentent la demande pour ces biens. Mais l'amélioration de la productivité a également fait baisser les besoins en main-d'œuvre. Au bout du compte, c'est le deuxième effet qui l'a emporté, et l'emploi manufacturier a régressé (Swiecki, 2014 ; Demmou et al., 2017).
- De la même manière, la composition de l'investissement s'est modifiée, s'éloignant progressivement du secteur manufacturier au profit des investissements immatériels, notamment dans les services aux entreprises et plus particulièrement les services comme le transport, l'entreposage, les services financiers et les TIC (Bems, 2008).

Troisièmement, l'intégration commerciale induit une réaffectation des ressources au sein des secteurs et entre les secteurs. La concurrence des importations peut entraîner la fermeture des entreprises les moins productives (qui emploient relativement plus de personnes par unité de production) et, d'un autre côté, l'élargissement des marchés d'exportation peut dynamiser la croissance des entreprises les plus productives (qui emploient moins de personnes par unité de production). Dans le secteur manufacturier, il est probable que cette réaffectation fasse baisser les prix et produise le même type d'effet que le progrès technologique. D'un point de vue sectoriel, l'intégration commerciale peut modifier la nature de la spécialisation et avoir un effet direct sur la composition sectorielle de la production et de l'emploi, la spécialisation favorisant les entreprises qui emploient la main-d'œuvre de façon plus efficace. En outre, comme l'intensité des flux d'échanges est plus élevée pour les biens manufacturés que pour les autres biens et services d'origine nationale au niveau macroéconomique, il faut s'attendre à ce que la dégradation de la balance commerciale s'accompagne d'une réduction de la demande relative de biens manufacturés produits dans le pays et contribue par ce biais au déclin de la part de l'emploi manufacturier (Demmou et al., 2017).

Pour tenter de démêler l'écheveau de ces différents facteurs, on a procédé à une simulation fondée sur un cadre comptable[1]. Il ressort de cet exercice que les échanges ont eu un impact notable sur la composition sectorielle de la production dans les économies avancées mais qu'ils n'en sont pas le déterminant essentiel : la baisse de la part de l'emploi manufacturier s'explique en majeure partie par les changements d'organisation de la production, dus à l'évolution de la technologie, et par l'évolution des préférences (encadré 2.3).

Encadré 2.3. **Cadre comptable utilisé pour évaluer le rôle des facteurs nationaux et internationaux dans le changement structurel**

L'objectif des simulations décrites ci-dessous est d'analyser les facteurs qui ont motivé le changement de la composition sectorielle de la production dans un certain nombre de pays entre 1995 et 2011. Ces simulations reposent sur un cadre comptable simple qui relie la valeur ajoutée sectorielle aux différentes composantes de la demande (Demmou et al., 2017). Elles utilisent la base de données entrées-sorties de l'OCDE.

Trois grands types de facteurs sont distingués : l'évolution de l'utilisation des consommations intermédiaires, y compris à travers l'externalisation nationale de services par le secteur manufacturier ; l'évolution de la composition de la demande, qui s'est réorientée des biens manufacturés vers les services ; et l'évolution des échanges. Les effets des échanges sur le changement structurel opèrent par deux canaux : le premier est lié à la spécialisation sectorielle et le second à la balance commerciale globale (épargne nette). Pour une balance commerciale donnée, le changement des spécialisations implique une réaffectation des ressources entre les secteurs.

L'impact de chaque effet est calculé au moyen de scénarios contrefactuels.

- Le canal technologique, qui opère à travers les relations entrées/sorties : pour évaluer l'impact du changement de la structure de la production, on détermine quelle aurait été la part du secteur manufacturier dans la valeur ajoutée totale si la part des consommations intermédiaires utilisées par chaque secteur avait eu la même valeur qu'en 1995.
- Le canal des préférences : pour évaluer l'impact du changement de la structure de la demande (principalement en réponse à l'évolution technologique), on détermine quelle aurait été la part du secteur manufacturier dans la valeur ajoutée totale si la composition de la demande (la part des biens manufacturés dans la consommation et l'investissement) avait été la même qu'en 1995.
- Le canal de la balance commerciale : pour évaluer l'impact des échanges, on détermine quelle aurait été la part du secteur manufacturier dans la valeur ajoutée totale si le déficit commercial et les spécialisations avaient été les mêmes qu'en 1995.
- La catégorie résiduelle « autres » comprend les changements de la fiscalité et d'autres composantes de la demande (consommation publique et variations des stocks).

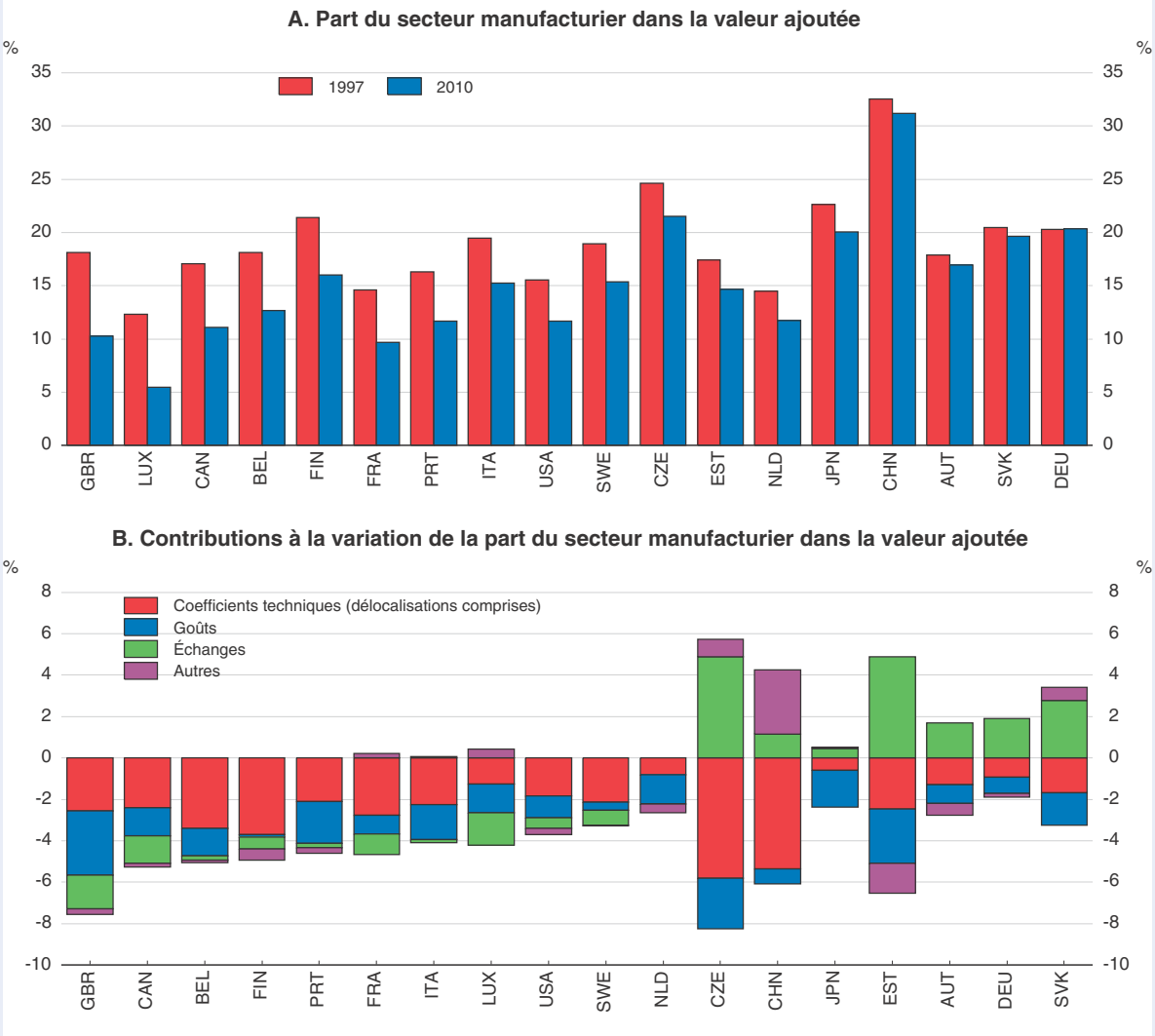
1. L'analyse porte sur l'impact produit par le changement des spécialisations et de la balance commerciale sectorielle sur le niveau de l'emploi sectoriel. Elle ne permet pas de déduire l'impact sur le niveau d'emploi global. La balance commerciale globale (déterminée par les niveaux d'épargne et d'investissement mondiaux) et la balance commerciale bilatérale (déterminée par des facteurs structurels tels que les avantages comparatifs) n'ont qu'un effet limité sur le niveau d'emploi, qui reste largement déterminé par les politiques et les institutions macroéconomiques et structurelles.

Encadré 2.3. **Cadre comptable utilisé pour évaluer le rôle des facteurs nationaux et internationaux dans le changement structurel** *(suite)*

Les résultats appellent les conclusions suivantes :

- Le changement des relations entrées/sorties, y compris l'externalisation nationale (une reclassification largement imputable à l'évolution technologique), expliquent une bonne part du déclin du secteur manufacturier dans l'ensemble des pays.
- Le changement de la composition de la consommation et de l'investissement en faveur des services (le canal des préférences) explique également une part notable de ce déclin, en particulier dans les pays à revenu élevé.
- La balance commerciale ne ressort pas comme étant la cause principale du déclin de l'emploi manufacturier. Dans quelques pays, les solides résultats de la balance extérieure ont ralenti le déclin du secteur manufacturier.

Principaux déterminants du déclin du secteur manufacturier[1]



1. Les pays sont classés selon l'ampleur du déclin de la part du secteur manufacturier dans la valeur ajoutée entre 1997 et 2010.

Source : Demmou, L., C. Thubin et Y. Kalantzis(2017), « De-industrialization in OECD countries ; A Simple Accounting Approach », Document de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, Éditions OCDE, Paris, à paraître.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502313

La concurrence des importations exerce un effet relativement mineur sur l'emploi manufacturier et l'effet des chaînes de valeur apparaît positif

L'analyse de régression[2] corrobore les résultats de l'évaluation fondée sur le cadre comptable, à savoir que la pénétration des importations n'a eu qu'un effet relativement mineur sur l'emploi manufacturier. Le fait est que la contribution de loin la plus importante au déclin de la part de l'emploi manufacturier provient d'une tendance commune à l'ensemble des pays et non expliquée par les différentes variables explicatives, qui a contribué au déclin de l'emploi manufacturier à hauteur de ¼ à ½ point de pourcentage par an depuis les années 90 (graphique 2.4). Cette tendance commune peut s'interpréter comme l'impact du changement structurel qui ressort une fois que l'effet de la pénétration des importations et les indicateurs d'évolution des préférences et d'investissement dans les TIC ont été pris en compte. Elle reflète très probablement des changements non mesurés de la technologie et des préférences.

Pour en revenir au canal des échanges, cependant, l'impact de la pénétration des importations est très différent selon que l'on considère les importations de biens intermédiaires ou les importations destinées à la consommation finale :

- l'augmentation de la pénétration des importations de biens *intermédiaires* a été associée à une *hausse* de l'emploi manufacturier (ou plutôt une baisse moins abrupte de la part de l'emploi manufacturier), la République tchèque, la Slovaquie et l'Estonie affichant des contributions positives substantielles d'au moins ¼ point de pourcentage par an à la part de l'emploi manufacturier. Dans la plupart des pays, la contribution à l'emploi a fléchi depuis la crise, une évolution imputable au tassement de l'activité sur les chaînes de valeur mondiales (CVM).
- Inversement, l'augmentation de la pénétration des importations de biens de consommation *finale* tend à être associée à une *baisse* de l'emploi manufacturier, quoique les effets ne soient pas statistiquement robustes et soient relativement faibles pour la plupart des pays. Qui plus est, dans les pays où les effets négatifs estimés sont plus importants, ceux-ci sont en général largement compensés par l'effet positif des importations de biens intermédiaires. L'analyse n'a relevé aucun effet distinct statistiquement significatif associé à l'augmentation de la pénétration des importations provenant de Chine, que ce soit pour les biens intermédiaires ou les produits finis, mais cela n'exclut pas l'existence d'effets négatifs sous la forme d'une baisse des salaires.

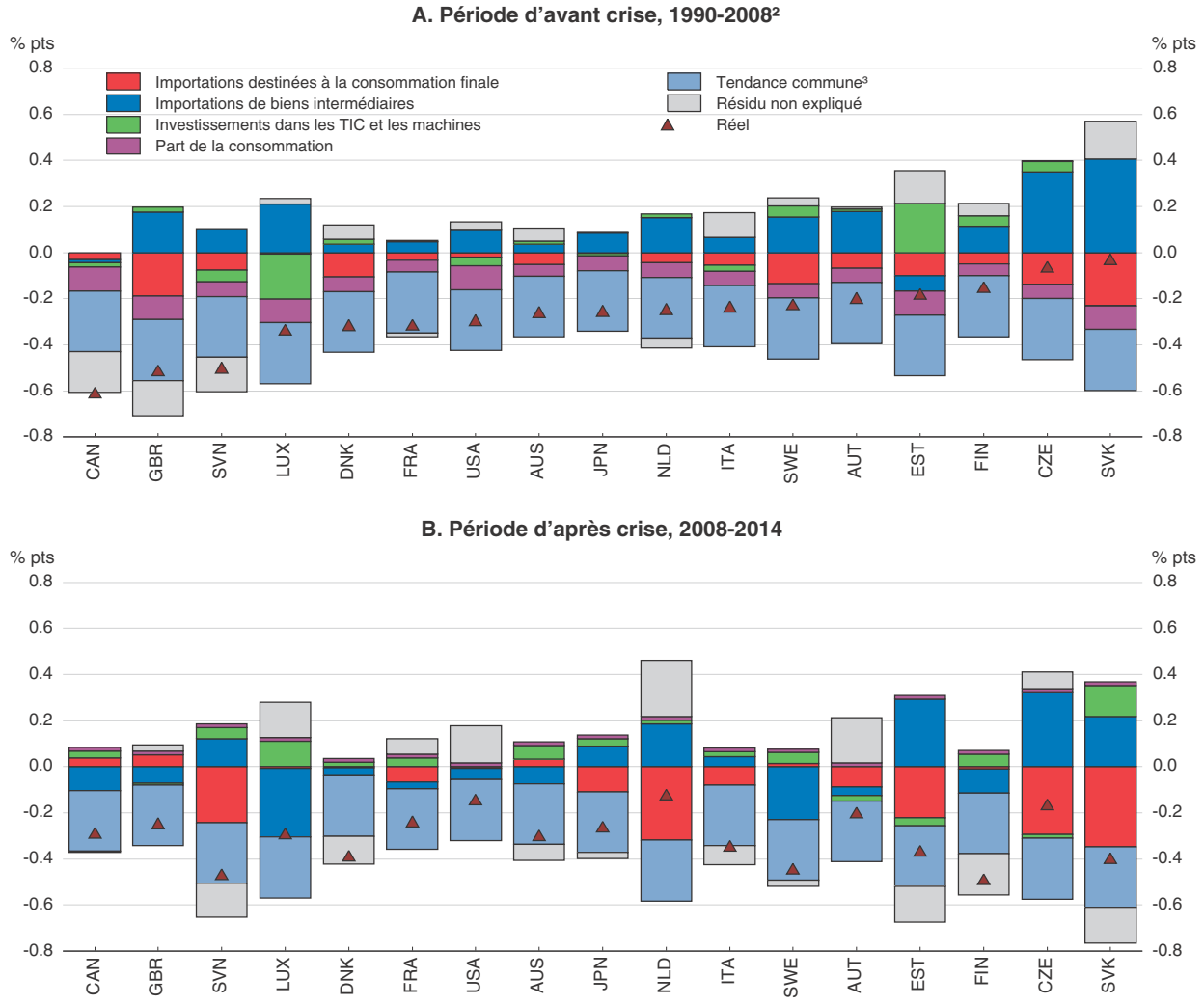
Le renforcement de l'intégration commerciale a accentué les pressions concurrentielles et modifié les spécialisations des économies avancées

L'évolution des préférences et de la technologie, conjuguée au renforcement de l'intégration commerciale, a également contribué à modifier la structure des échanges. L'intégration des économies de marché émergentes à l'économie mondiale, en particulier, a créé de nouveaux débouchés et exposé les économies avancées à une concurrence croissante sur leurs marchés intérieurs et d'exportation. Cette section examine la mesure dans laquelle les pressions concurrentielles se sont intensifiées sur les marchés

2. L'impact de la concurrence des importations sur l'emploi manufacturier a été analysé à l'échelon des pays en estimant une régression multi-pays de l'emploi manufacturier en proportion de l'emploi total et en utilisant plusieurs variables explicatives, parmi lesquelles le taux de pénétration des importations (le ratio entre les importations et la somme de la demande intérieure finale et des exportations), les dépenses de R- D et les investissements dans les machines (annexe 2.2).

Graphique 2.4. **Explication du déclin de la part de l'emploi manufacturier dans quelques pays de l'OCDE**

Contributions à la variation annuelle moyenne en points de pourcentage de la part de l'emploi manufacturier dans l'emploi total[1]



1. La décomposition a été effectuée sur la base des équations figurant à l'annexe 2.2. Les pays sont classés selon l'ampleur du déclin de la part de l'emploi manufacturier au cours de la période d'avant-crise.
2. Le début de la période d'avant-crise utilisée pour l'analyse varie selon les pays en fonction de la disponibilité des données.
3. L'effet de la « tendance commune » est calculé comme étant l'effet de la constante et des variables indicatrices de temps.

Source : Calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502389

d'exportation et ont affecté l'éventail des produits et services dans lesquels les économies avancées sont spécialisées.

Les économies avancées sont maintenant spécialisées dans une gamme de biens plus étroite et ont progressé sur l'échelle de la complexité

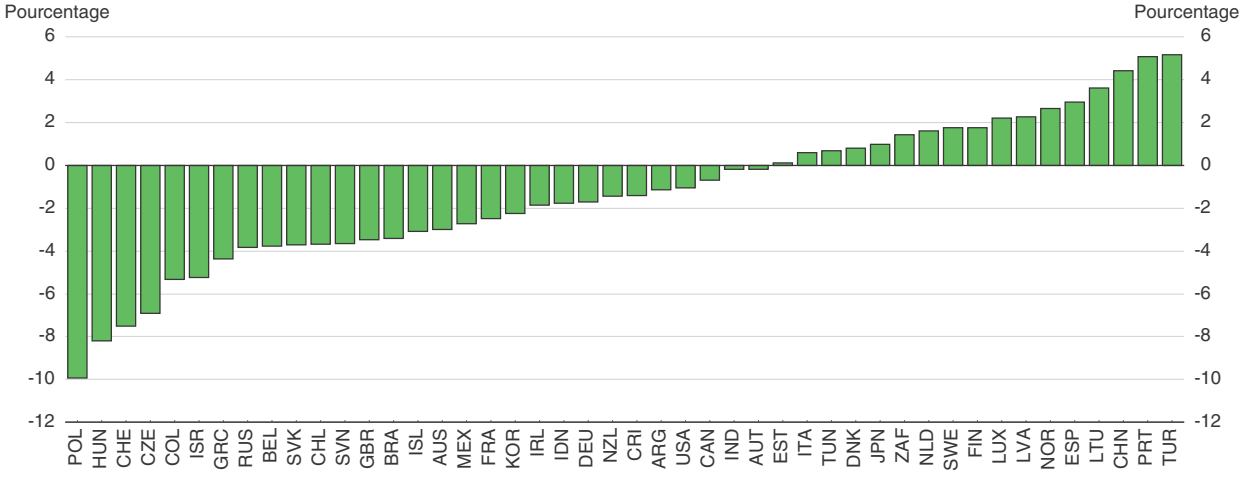
La méthode utilisée pour déterminer comment la concurrence sur les marchés d'exportation a évolué au cours des deux dernières décennies repose sur l'avantage comparatif révélé symétrique (ACRS). Cet indice mesure le degré de spécialisation des exportations de

chaque pays et, plus particulièrement, le degré de spécialisation des exportations de chaque pays et le degré de similitude des spécialisations des économies avancées et des économies de marché émergentes. On dit qu'un pays est « spécialisé » dans un produit lorsque la part de ce produit dans les exportations totales du pays est plus élevée que sa part dans les exportations mondiales (ACRS > 0). L'analyse a été effectuée au niveau désagrégé des positions à six chiffres du Système harmonisé (SH), qui couvrent près de 5 000 produits.

L'éventail des produits dans lesquels un grand nombre d'économies avancées sont spécialisées sur les marchés mondiaux s'est rétréci à mesure que les échanges mondiaux se sont intensifiés (Harrigan, 2001). À l'inverse, les économies de marché émergentes et plusieurs pays d'Europe du Sud en cours de mutation structurelle, dont l'Espagne, le Portugal et l'Italie, ont diversifié leur gamme de produits (graphique 2.5).

Les chevauchements entre les types de produits dans lesquels la Chine et les autres marchés émergents sont spécialisés et ceux dans lesquels les économies avancées sont spécialisées sont généralement réduits (graphique 2.6). En revanche, les chevauchements entre les catégories de produits dans lesquelles les économies avancées sont spécialisées sont beaucoup plus importants. La gamme des produits dans lesquels et les économies avancées et les économies de marché émergentes, Chine comprise, sont spécialisées s'élargit (Araujo et al., 2017 ; graphique 2.6, partie A). L'élargissement des domaines de chevauchement entre économies émergentes et économies avancées est cependant moins marqué que celui observé entre les économies avancées (graphique 2.6, parties B et C). Si les chevauchements entre les spécialisations des pays sont importants, c'est parce qu'ils conduisent à un renforcement de la

Graphique 2.5. **L'avantage comparatif des économies avancées s'est rétréci**

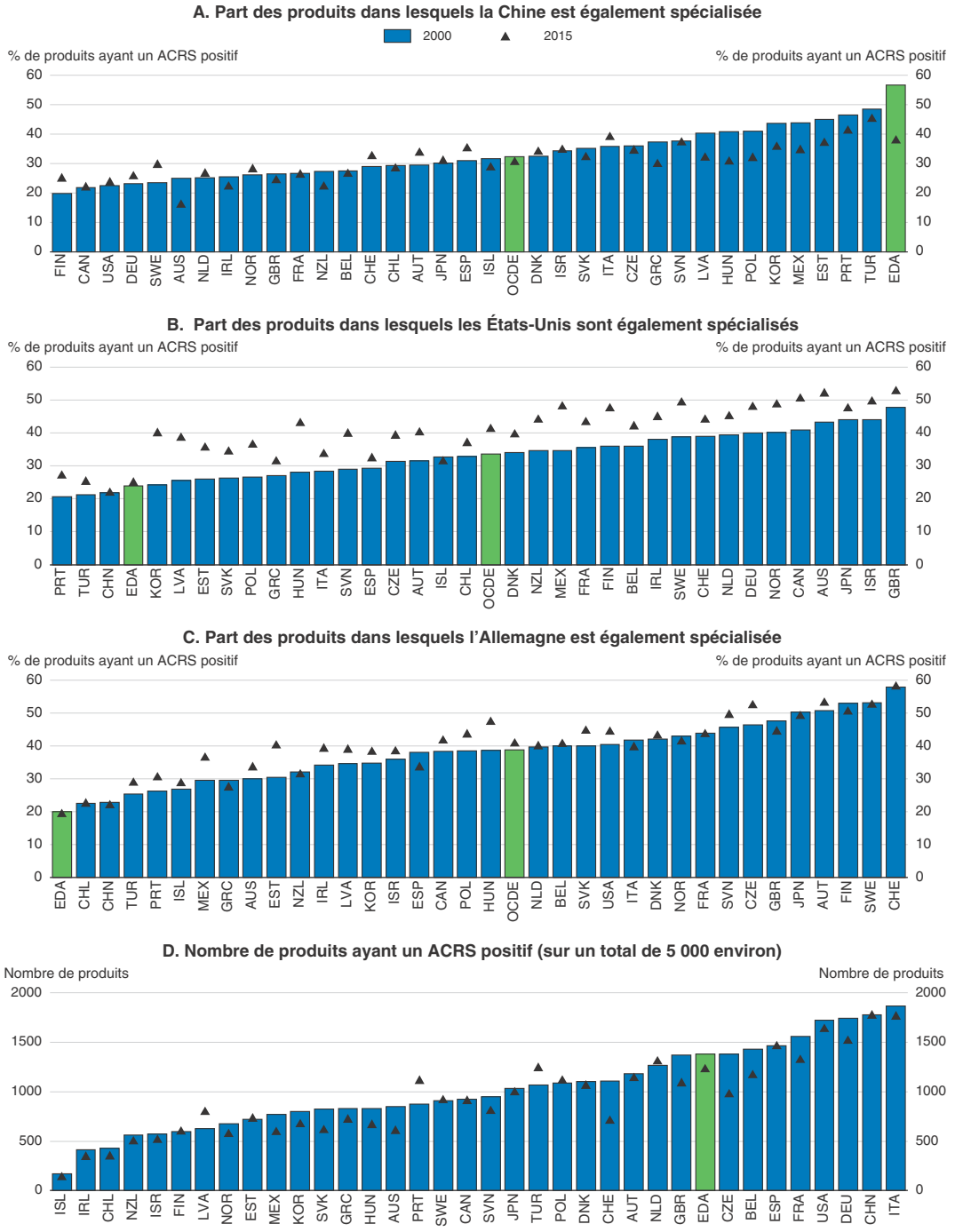


1. « ACRS » désigne l'avantage comparatif révélé symétrique. La valeur de l'indice varie entre zéro et un pour les catégories de produits dans lesquelles les pays et régions bénéficient d'un avantage comparatif révélé et entre moins un et zéro pour les catégories de produits dans lesquelles les pays et régions présentent un désavantage comparatif révélé. L'analyse a été effectuée au niveau désagrégé des positions à six chiffres du Système harmonisé (SH) en prenant en compte 5 000 produits environ, à l'exclusion des principaux produits de base. Le fait que l'analyse soit effectuée au niveau désagrégé des positions à six chiffres du Système harmonisé (SH) limite le risque de confusion entre l'intensification de la concurrence exercée par les économies de marché émergentes et l'éviction des produits des pays de l'OCDE d'une part et le renforcement de l'intégration des structures de production nationales via les CVM d'autre part.

Source : Base de données Comtrade des Nations Unies ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502408

Graphique 2.6. **Évolution des spécialisations dans les échanges de produits**



Note : « ACRS » désigne l'avantage comparatif révélé symétrique. La valeur de l'indice symétrique ACR varie entre zéro et un pour les catégories de produits dans lesquelles les pays et régions bénéficient d'un avantage comparatif révélé et entre moins un et zéro pour les catégories de produits dans lesquelles les pays et régions présentent un désavantage comparatif révélé. L'analyse a été effectuée au niveau désagrégé des positions à six chiffres du Système harmonisé (SH) en prenant en compte 5 000 produits environ, à l'exclusion des principaux produits de base. Le niveau de désagrégation élevé des produits permet de rendre compte de la spécialisation des pays aux différents stades de la chaîne de production ; néanmoins, les données sont exprimées en termes de valeur brute et non pas de valeur ajoutée, comme ce serait le cas si l'on calculait des mesures des chaînes de valeur mondiales (CVM). « EDA » désigne les économies dynamiques d'Asie.

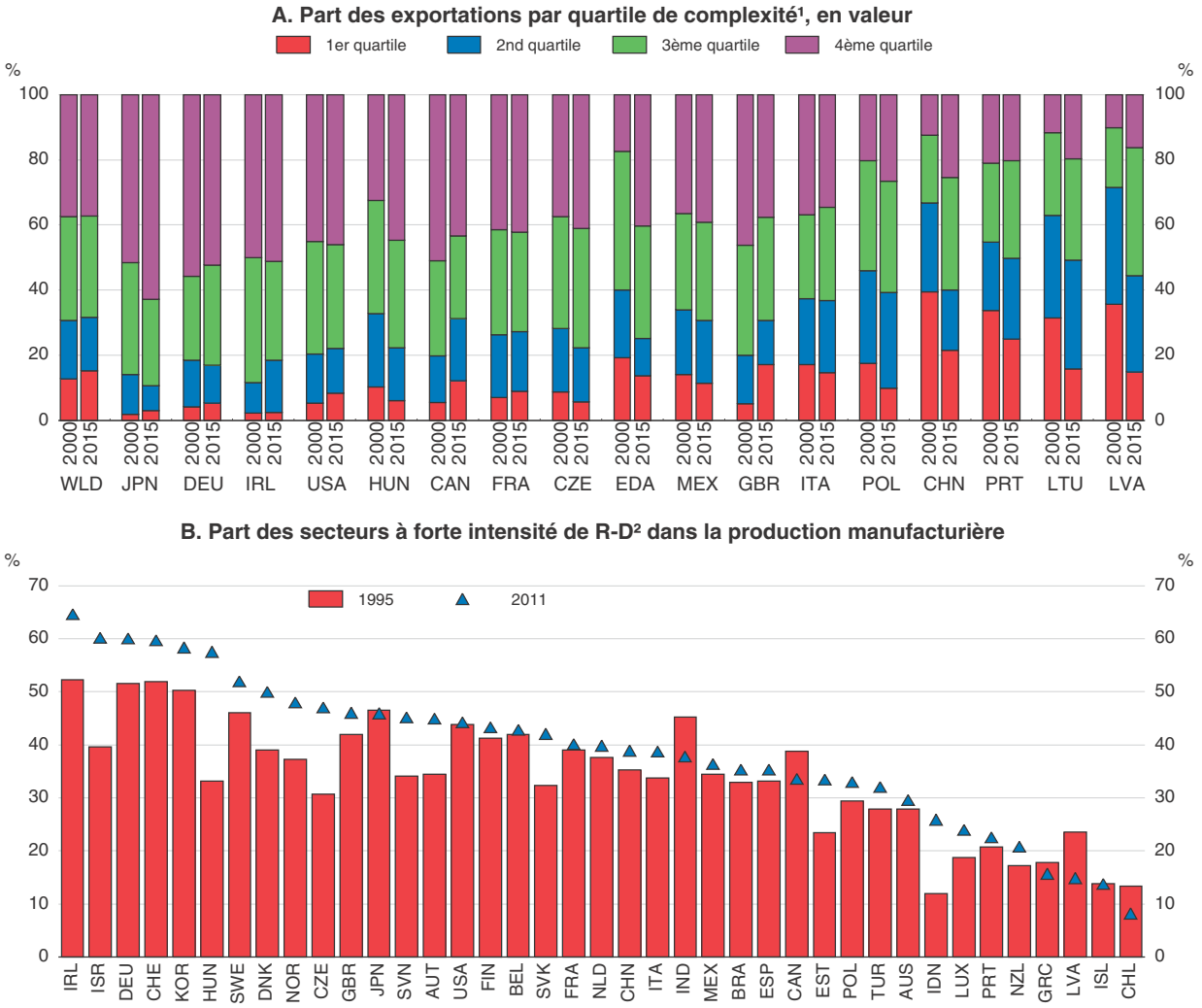
Source : Base de données Comtrade des Nations Unies ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502427

concurrence sur les marchés d'exportation et, par ce biais, aiguillonnent le dynamisme des économies, des entreprises et de la main-d'œuvre nationales.

À mesure que les pressions concurrentielles se sont accentuées, les pays de l'OCDE ont progressé sur l'échelle de la complexité (graphique 2.7, partie A). La Chine a également

Graphique 2.7. **Les pays avancés de l'OCDE se spécialisent dans des produits plus complexes que ceux des économies de marché émergentes**



1. La complexité est définie par la productivité implicite du produit (PRODY), selon la méthodologie de Hausmann, R., J. Hwang et D. Rodrik (2007),' What you export matters ', Journal of Economic Growth, vol. 12. PRODY correspond à la somme pondérée des PIB par habitant des pays qui exportent le produit. Les coefficients de pondération utilisés sont les avantages comparatifs révélés de chacun des pays pour ce produit. Les produits sont ensuite classés selon le niveau de leur PRODY. Parmi les produits du quatrième quartile (le plus élevé), on peut citer les appareils d'imagerie par résonance magnétique (IRM) utilisés dans les hôpitaux, qui occupaient en 2015 le 18e rang sur les 4 989 produits de la classification à six chiffres du Système harmonisé (SH). Dans le premier quartile (le plus bas), on trouve par exemple les crayons de couleur, classés au 4 218e rang en 2015. L'analyse est effectuée à un niveau de désagrégation des produits élevé, afin de rendre compte de la spécialisation des pays aux différents stades de la chaîne de production. Néanmoins, les données sont mesurées en termes de valeur brute et non pas de valeur ajoutée, comme ce serait le cas si l'on calculait des mesures des chaînes de valeur mondiales (CVM). ' EDA ' désigne les économies dynamiques d'Asie.
2. L'intensité sectorielle de R-D est calculée conformément à la méthodologie de l'OCDE, décrite dans Galindo-Rueda, F. et F. Verger (2016), 'OECD Taxonomy of Economic Activities Based on R&D Intensity ' Documents de travail de l'OCDE sur la science, la technologie et l'industrie, 2016/04, Éditions OCDE, Paris.

Source : Base de données Comtrade des Nations Unies ; Base de données TiVA de l'OCDE ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502446

gravi des échelons mais sa gamme de produits reste en moyenne moins complexe que celle des principaux pays de l'OCDE (Amiti et Feund, 2010 ; Araujo et al., 2017). Depuis 1990, la part des activités à forte intensité de connaissance dans la production manufacturière a globalement augmenté dans les économies de marché émergentes, mais elle demeure inférieure à la part correspondante dans les pays de l'OCDE (graphique 2.7, partie B). Il est possible que la progression sur l'échelle de la complexité ait accentué l'importance des qualifications parmi les déterminants de la demande de main-d'œuvre dans les pays de l'OCDE, mais il faudrait approfondir les recherches à ce sujet.

L'analyse de régression effectuée sur la croissance des exportations de 700 catégories de produits manufacturés dans 44 pays entre 1995 et 2015 confirme que les pressions concurrentielles exercées par les économies de marché émergentes se sont intensifiées. Néanmoins, compte tenu de la composition type de leurs exportations, les économies avancées sont moins exposées à la pression concurrentielle des économies émergentes qu'à celle des autres économies avancées (annexe 2.1 ; Araujo et al., 2017). En particulier, la pression concurrentielle exercée sur les exportations d'un pays type de l'OCDE par le renforcement de la spécialisation des États-Unis dans un produit donné est plus de trois fois supérieure à la pression concurrentielle de la Chine et deux fois supérieure à la pression concurrentielle des économies dynamiques d'Asie.

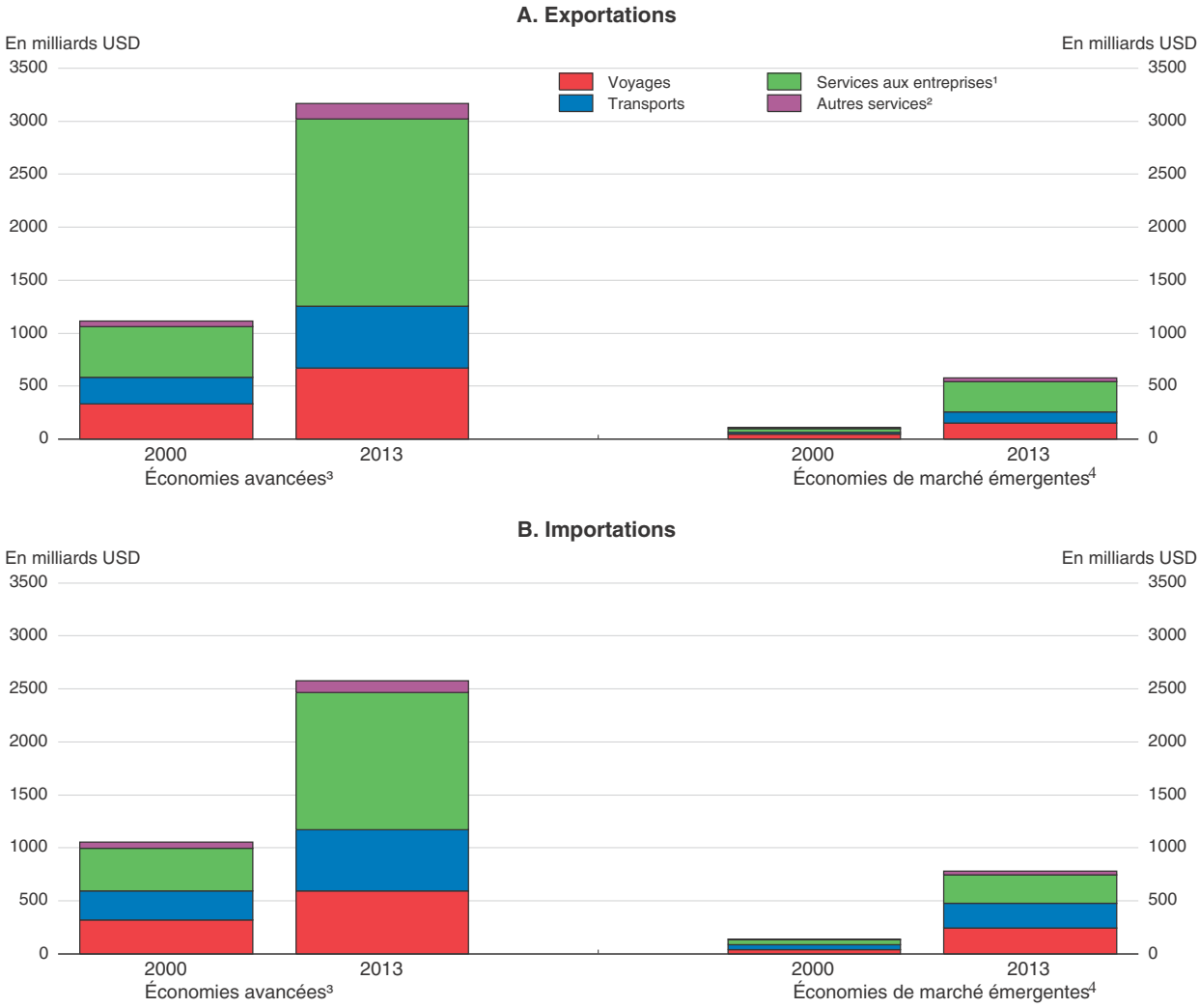
Qui plus est, l'effet de la concurrence est généralement faible en comparaison de l'effet d'une variation de la demande mondiale pour un produit déterminé. L'effet négatif associé à une diminution d'un écart-type de la demande mondiale pour un produit exerce une pression six fois supérieure à celle résultant d'une augmentation d'un écart-type de la spécialisation des États-Unis dans ce produit. En résumé, pour réussir à l'exportation, il est nécessaire de se spécialiser dans les produits qui bénéficient d'une demande mondiale dynamique.

Bien que la demande mondiale soit un facteur relativement important en moyenne pour l'ensemble des produits et des pays, la concurrence peut jouer un rôle important pour des produits particuliers et à des périodes particulières, notamment sur les marchés qui représentent une part élevée des exportations d'un pays ou lorsqu'un nouveau concurrent entre sur un marché dont il capte immédiatement une part importante. De plus, l'effet de la concurrence risque d'être plus permanent que les fluctuations de la demande mondiale. Enfin, il est possible que les pertes de parts de marché soient plus visibles actuellement qu'avant la crise en raison du ralentissement de la croissance des échanges mondiaux.

L'importance des échanges de services va croissant

Alors que les économies avancées ont réduit la gamme des produits dans lesquels elles sont spécialisées, leur spécialisation dans les services s'est, elle accentuée. Les échanges de services sont l'un des segments les plus dynamiques des échanges mondiaux depuis deux décennies et ont su résister au ralentissement après la crise (graphique 2.8 ; Ariu, 2016). Plus spécifiquement, les services aux entreprises sont le segment des exportations de services qui connaît la croissance la plus rapide depuis 2000. Les économies avancées occupent une position dominante dans les échanges mondiaux de services, tant à l'exportation qu'à l'importation, et disposent d'un avantage concurrentiel notable dans le domaine des services aux entreprises. Toutefois, au fil du temps, les économies de marché émergentes ont amélioré leur capacité à tirer parti des possibilités qui s'offrent en matière d'échanges de services. Leurs exportations totales de services ont été multipliées par quatre depuis 2000 et leurs exportations de services aux entreprises par

Graphique 2.8. **Les échanges de services aux entreprises connaissent une croissance rapide**



1. Les services aux entreprises comprennent les services de communication, d'informatique et d'information, les services financiers et d'assurance, les redevances et droits de licence et les autres services aux entreprises.
2. Les autres services comprennent les services de bâtiments et travaux publics, les services personnels, culturels et relatifs aux loisirs, ainsi que les services fournis ou reçus par les administrations publiques.
3. Pays de l'OCDE à l'exception du Chili, du Mexique et de la Turquie.
4. Afrique du Sud, Brésil, Chili, Chine, Russie, Inde, Indonésie, Mexique et Turquie.

Source : OMC, Commerce des services commerciaux, cinquième édition du Manuel de la balance des paiements (BP5).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502465

plus de sept, l'Inde s'imposant désormais comme un acteur incontournable de l'industrie informatique.

Trois quarts environ de la valeur des services échangés correspondent à des intrants intermédiaires qui servent à coordonner les chaînes de valeur, soutenir les processus de production et ajouter de la valeur aux produits par le biais de la différenciation qualitative et de la personnalisation (De Backer et Miroudot, 2013 ; Miroudot et Cadestin, 2017). Par conséquent, les échanges de services renforcent la compétitivité du secteur manufacturier sur le plan des prix et de la qualité, en donnant aux entreprises accès à des intrants de service efficaces par rapport à leur coût et en incitant les prestataires de services locaux à

gagner en efficience (OCDE, 2017c). Plus particulièrement, les progrès des technologies de l'information et des communications ont élargi la gamme des services aux entreprises pouvant être externalisés – ceux-ci allant des services d'appui au développement de logiciels, en passant par les examens juridiques et autres tâches exigeant un haut niveau de connaissance.

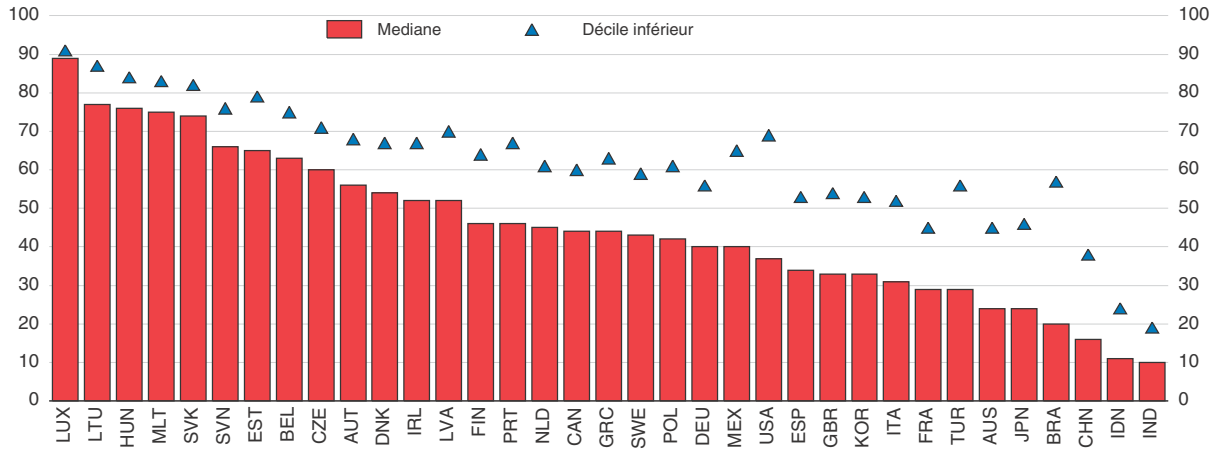
Dans l'ensemble, le renforcement de l'intégration commerciale a modifié le coût relatif de la production et, dans son sillage, les avantages comparatifs des économies avancées dans la production de biens et services. Cette tendance a interagi avec les facteurs nationaux examinés dans la section précédente, en particulier l'évolution des préférences et le progrès technologique, et le résultat final a été une augmentation de l'importance relative des services dans les économies avancées (voir encadré 2.3). Ces différents facteurs (échanges, technologie et préférences) ont également tendance à se renforcer mutuellement dans la mesure où l'on observe un lien étroit entre les types de biens exportés par une économie et les types de biens consommés (Dinopoulos et al., 2011 ; Demmou, 2012). Les changements des spécialisations, des emplois sectoriels et des salaires dans chaque pays dépendent tous de l'importance de ces facteurs.

Bilan des avantages : l'intégration commerciale mondiale a entraîné des gains d'efficience et de bien-être

Les échanges sont associés à une amélioration du bien-être des consommateurs

Les changements des spécialisations et de la structure des échanges sont la source de de nombreux avantages. Premièrement, pour les consommateurs, l'intégration des économies de marché émergentes – en particulier les économies asiatiques – dans le système commercial multilatéral a entraîné une baisse considérable des prix des biens de consommation tels que les vêtements, les textiles et les produits électroniques dans les économies avancées (graphique 2.9). Cette baisse profite de manière disproportionnée aux

Graphique 2.9. **Gains de revenu réel issus des échanges, médiane et décile inférieur**



1. L'axe vertical indique quel aurait été le déclin des revenus réels en l'absence d'échanges commerciaux : en comparaison de la situation existante, au Royaume-Uni, les revenus réels d'un ménage médian seraient inférieurs de 33 % en l'absence d'échanges ; pour les 10 % les plus pauvres des ménages, la baisse serait plus forte à 54 %.

Source : Fajgelbaum, P. and A. Kandhelwal (2016),'Measuring the Unequal Gains from Trade', Quarterly Journal of Economics, Volume 131.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502484

catégories à revenu faible ou intermédiaire, qui consacrent une part plus élevée de leur revenu disponible aux produits de grande consommation. Les échanges ont également permis aux consommateurs d'accéder à un éventail plus diversifié de biens et de services (Fajgelbaum et Kandhelwal, 2016 ; Bai et Stumpner, 2016 ; Broda et Weinstein, 2004).

Les échanges sont associés à une amélioration de la productivité des entreprises

Les échanges ont également amélioré la productivité en donnant aux entreprises accès à une gamme d'intrants plus vaste, en favorisant la diffusion de la connaissance étrangère à partir des entreprises situées à la frontière au niveau mondial et en contribuant à l'élargissement des marchés, ce qui permet aux entreprises de tirer parti de rendements croissants (encadré 2.4 ; Bas et Strauss-Kahn, 2015). Lorsque les marchés sont plus étendus, les secteurs très productifs peuvent se développer (Mc Millan et Rodrick, 2011). C'est le cas par exemple pour la Chine, où l'ouverture commerciale a créé davantage de possibilités d'emploi dans les entreprises exportatrices très productives du secteur manufacturier. De même, d'après les estimations, l'intégration commerciale avec les pays d'Europe orientale aurait généré quelque 400 000 emplois manufacturiers en Allemagne entre 1988 et 2008 (Dauth et al., 2014). L'ouverture a par ailleurs amélioré l'efficience globale en obligeant les entreprises les moins productives à se retirer du marché (Andrews et al., 2015).

Une augmentation plus marquée de l'ouverture est généralement associée à une croissance plus élevée de la productivité multifactorielle (graphique 2.10). Selon des estimations récentes de l'OCDE, une augmentation de 1 point de pourcentage de l'ouverture commerciale (mesurée par le ratio de la somme des volumes d'exportation et

Encadré 2.4. **Gains issus des échanges**

Les gains de productivité associés aux échanges se matérialisent par différents canaux :

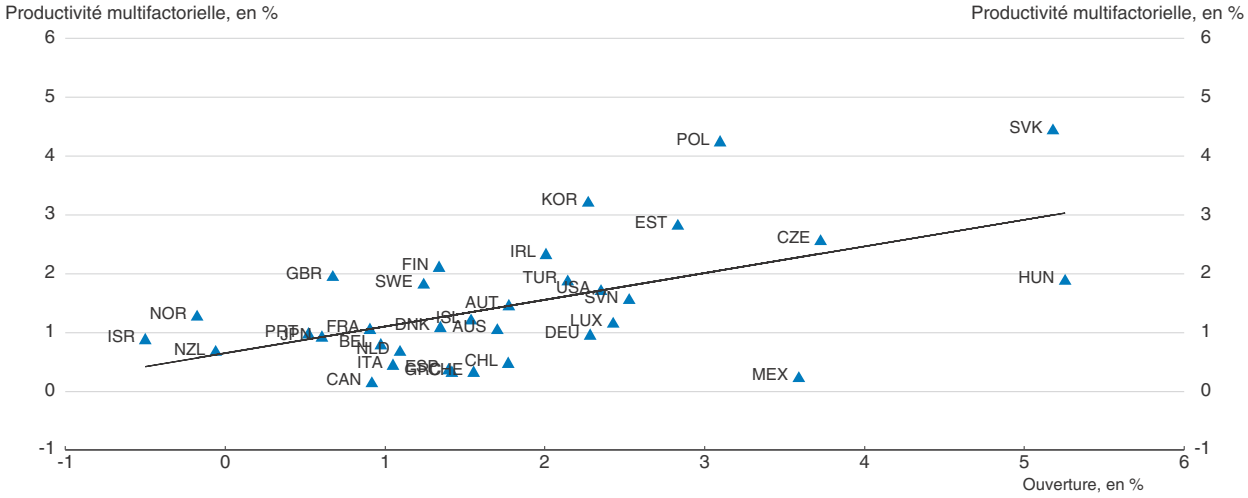
- *La division internationale du travail* : l'ouverture entraîne une spécialisation dans la production des biens et services qui induisent les coûts relatifs les plus bas.
- *La concurrence des entreprises étrangères* : elle incite les entreprises nationales, à la fois celles qui exportent et celles qui approvisionnent le marché intérieur, à améliorer leur efficience.
- *Les économies d'échelle* : l'accès aux marchés étrangers améliore la productivité et la croissance économique en permettant aux entreprises de tirer profit de rendements d'échelle croissants.
- *Les transferts de technologie* : la diffusion des techniques de production innovantes entre pays est facilitée lorsque les entreprises sont actives à l'international, notamment parce qu'elles peuvent accéder à une gamme d'intrants plus large.

Plusieurs facteurs ont une incidence sur la répartition internationale des gains issus des échanges :

- *L'effet des rendements croissants* : la variation des taux de croissance de la productivité au niveau sectoriel a pour conséquence que les gains de productivité à long terme dans l'économie entière peuvent varier en fonction de la spécialisation sectorielle du pays.
- *L'effet de l'élasticité des échanges* : les pays qui se spécialisent dans les produits comptant pour une part croissante des dépenses (c'est-à-dire dont l'élasticité par rapport au revenu est supérieure à un) s'arrogent une part plus élevée des échanges.
- *L'effet des termes de l'échange* : la capacité à capter une part plus importante de la demande mondiale peut avoir un effet sur les termes de l'échange, et donc sur la répartition mondiale des gains issus des échanges.

Graphique 2.10. **Gains de productivité et ouverture[1]**

Moyenne de taux de croissance annuels, 1985-2011



1. L'ouverture est mesurée par le ratio de la somme des volumes d'exportation et d'importation sur le PIB.

Source : Égert, B. (2017), « Regulation, Institutions and Productivity : New Macroeconomic Evidence from OECD countries », Document de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, à paraître, Éditions OCDE, Paris ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502503

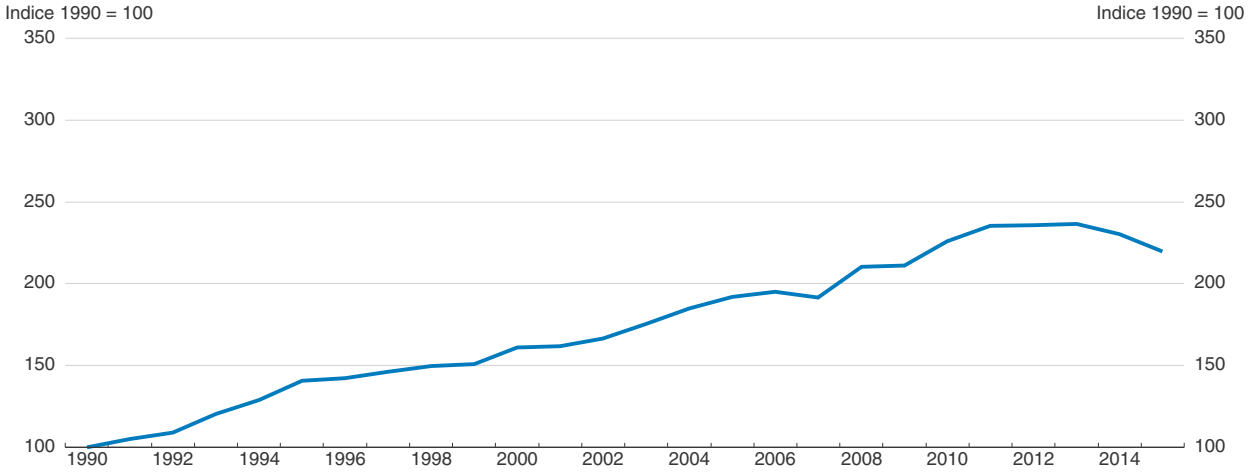
d'importation sur le PIB) élève la croissance de la productivité multifactorielle de 0.2 % après 5 ans et de 0.6 % sur le long terme (Égert et Gal, 2017 ; graphique 2.10). Cet effet positif concorde avec les résultats de travaux empiriques antérieurs (Frankel et Romer, 1999 ; Newfarmer et Sztajerowska, 2012).

Une autre source d'efficience économique provient de la réorganisation du processus de production à l'échelle mondiale, qui s'est opérée par le biais des chaînes de valeurs mondiales (CVM), et de la forte augmentation des délocalisations depuis le milieu des années 90 (graphique 2.11 ; Timmer et al., 2014). L'évolution technologique qu'a représenté l'utilisation croissante de l'informatique a entraîné une forte diminution du coût de la transmission des informations entre pays ; et l'évolution technologique touchant au transport de marchandises (l'utilisation des conteneurs, par exemple) a réduit le coût des échanges de biens physiques. Associés à la réduction des obstacles aux échanges, ces facteurs ont permis de répartir les différentes phases du processus de production de part et d'autre des frontières sur les CVM (Baldwin, 2012 ; 2016). Toutefois, l'intégration dans les CVM s'est ralentie ou même inversée au cours des dernières années (Timmer et al., 2016 ; Haugh et al., 2016).

La délocalisation permet aux entreprises et aux économies de se spécialiser dans la phase du processus de production pour laquelle elles disposent d'un avantage relatif, en utilisant les biens intermédiaires produits par d'autres pays – c'est-à-dire sans être tenues d'établir dans leur pays une chaîne d'approvisionnement complète. Ce modus operandi amplifie les gains d'efficience associés à la spécialisation (Feenstra et Hanson, 1995). Entre 1995 et 2011, les pays dont la participation aux CVM a le plus augmenté ont également connu une croissance de leur productivité plus forte. L'effet estimé sur cette période s'échelonne entre 0.8 point de pourcentage et 2.2 points de pourcentage dans les secteurs qui offrent davantage de possibilités de fragmentation de la production (OCDE, 2017d).

Graphique 2.11. **Les chaînes de valeur mondiales se sont fortement développées depuis 1990**

Indicateur structurel relatif aux CVM[1]



1. L'indicateur structurel relatif aux CVM correspond au ratio entre les importations de biens intermédiaires et la demande intérieure finale, corrigées des effets des prix des produits de base et des effets de cycle. Pour de plus amples précisions, voir Haugh, D., A. Kopoin, E. Rusticelli , D. Turner et R. Dutu (2016), ' Cardiac Arrest or Dizzy Spell : Why is World Trade So Weak and What can Policy Do About It? ', OECD Economic Policy Papers, n° 18, Éditions OCDE, Paris.

Source : Base de données STAN sur le commerce bilatéral par industrie et catégorie d'utilisation finale de l'OCDE ; base de données des Perspectives économiques de l'OCDE n° 99 ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502522

Bilan des coûts : les échanges ont accentué les tendances induites par la technologie dans le sens d'un creusement des inégalités

Le renforcement de l'intégration commerciale a coïncidé avec un changement considérable des inégalités de revenus. En modifiant les spécialisations et la demande de main-d'œuvre, les échanges peuvent avoir une incidence sur le prix relatif des facteurs de production et, par suite, influencer directement la répartition du revenu. Néanmoins, dans la mesure où les processus de creusement des inégalités, d'intégration commerciale et d'évolution technologique sont intervenus simultanément, il est difficile d'isoler leurs effets respectifs.

Les données sur les liens entre l'augmentation des inégalités et le renforcement de l'intégration commerciale sont contrastées. Durant les années 90, les effets des échanges sur les marchés du travail ont été limités en raison de la faible intensité des échanges, particulièrement avec les économies de marché émergentes (Krugman, 1995). L'importance croissante des économies de marché émergentes sur les marchés mondiaux, et plus spécifiquement l'essor de la Chine et de l'Inde, qui représentent plus d'un tiers de la population active mondiale, donnent à penser que ces effets se sont sans doute accentués après les années 90 (voir graphiques de l'encadré 2.1 ; Krugman, 2008). Au niveau macroéconomique, cependant, le lien observé entre les inégalités de revenu et l'intégration commerciale reste faible (OCDE, 2011), et dans l'ensemble, c'est l'évolution technologique qui constitue le principal déterminant de l'augmentation des inégalités de revenu (Helpman, 2016).

Même si les résultats au niveau macroéconomique sont peu concluants, il n'en demeure pas moins que les échanges peuvent avoir d'importantes répercussions sur les revenus d'activité de certaines catégories de travailleurs. Par exemple, comme on le verra

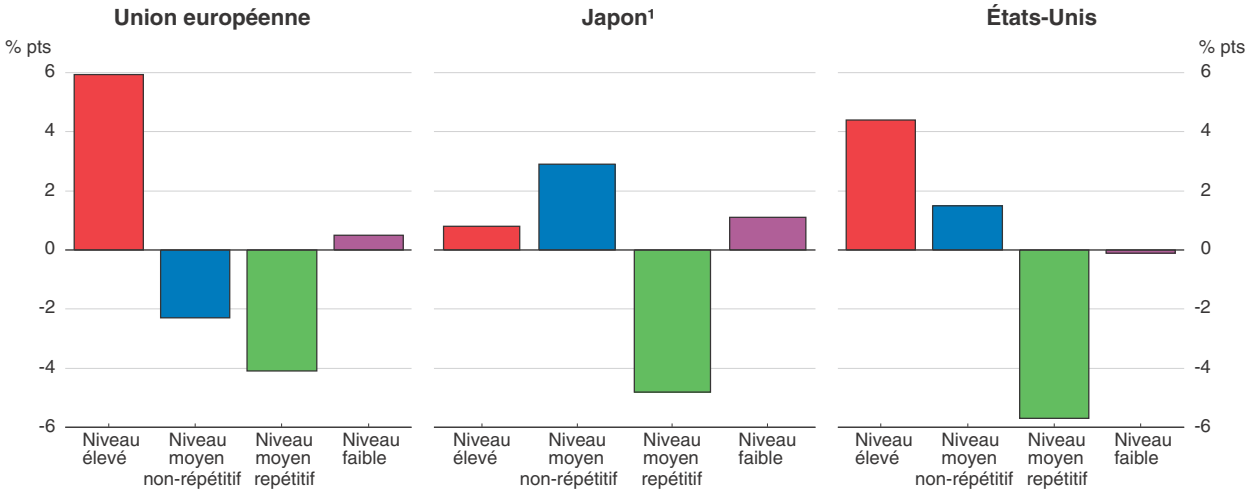
ci-après, des travaux de recherche récents sur les effets exercés à l'échelon régional par la concurrence des importations en provenance de pays à bas salaires relèvent un effet négatif sur les salaires dans certaines régions (Autor et al., 2013). Des données indiquent également que dans certains pays de l'OCDE, les échanges ont eu une incidence sur la part du travail dans le revenu des facteurs. Il se peut qu'ils aient renforcé les inégalités dues à la technologie en agissant sur la productivité au niveau de l'entreprise et en modifiant la demande pour certaines qualifications, contribuant à exacerber la polarisation des marchés du travail.

Les marchés du travail se sont polarisés

Dans certains pays de l'OCDE, la part des travailleurs moyennement qualifiés dans l'emploi total a diminué de quasiment 6 points de pourcentage depuis 2002 (graphique 2.12). La polarisation du marché du travail est variable d'un pays à l'autre. Il est difficile de dissocier les effets du progrès technique et des échanges. La technologie est un facteur de polarisation important. Les emplois répétitifs, qui se caractérisent par l'exécution de tâches mécaniques et sont souvent occupés par des travailleurs moyennement qualifiés, se prêtent davantage à l'automatisation. Le progrès technologique est également associé à un relèvement du niveau de qualification des travailleurs, qui tend à accroître la part des travailleurs très qualifiés. Dans le même temps, la mondialisation est associée à l'intégration dans les CVM et la délocalisation de certaines phases du processus de production (Breemersch et al., 2017 ; Goos et al., 2014). La concurrence exercée par les importations provenant des pays à bas salaires contribue au déclin des emplois manufacturiers, qui nécessitent davantage de qualifications de niveau intermédiaire. Des recherches récentes de l'OCDE montrent que la polarisation des emplois est imputable en majeure partie à la technologie, les échanges n'y ayant contribué que dans une mesure limitée (OCDE, 2017e). D'autres études soulignent l'importance de la délocalisation des emplois répétitifs (Ebeinstein et al., 2014 ; Keller et Utar, 2016). Cependant, alors qu'il existe une corrélation positive significative entre la délocalisation des intrants et le niveau

Graphique 2.12. **Les marchés du travail se sont polarisés selon les types d'emplois occupés**

Variation des parts des différents types d'emploi occupé dans l'emploi entre 2002 et 2015



1. Pour le Japon, variation entre 2002 et 2010.

Source : Eurostat ; Bureau de statistique du Japon ; Bureau of Labour Statistics des États-Unis ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502541

d'emploi des travailleurs effectuant des tâches répétitives dans les industries manufacturières, ce n'est pas le cas en ce qui concerne la délocalisation des opérations d'assemblage final (Marcolin et al., 2016). La littérature est peu concluante dans l'ensemble et montre que la relation entre délocalisations et polarisation est complexe (Marcolin et al., 2016 ; OCDE, 2017e).

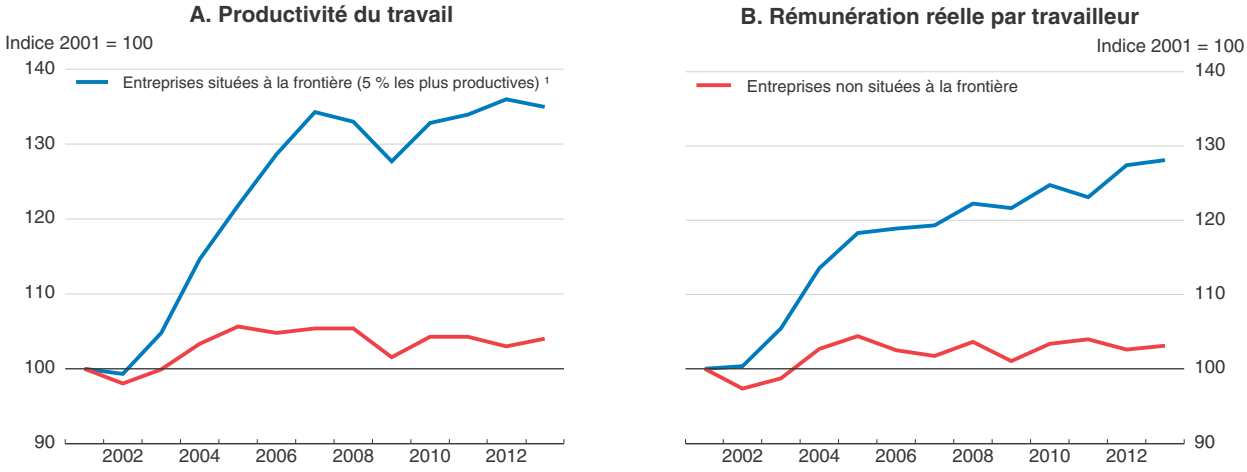
L'effet des délocalisations sur les inégalités est complexe dans la mesure où il dépend de la composition de la population active et de la nature des délocalisations (Hijzen et Swaim, 2007 ; Sourdin et al., 2013). Des éléments indiquent que la délocalisation des activités ne nécessitant qu'un faible niveau de qualification peut réduire les inégalités, en ce sens qu'elle conduit à une augmentation de la productivité des entreprises, qui à son tour contribue à améliorer les salaires des travailleurs peu qualifiés dont l'emploi n'a pas été supprimé. À l'inverse, la délocalisation des tâches hautement qualifiées tend à accentuer les inégalités car elle entraîne une augmentation de la productivité relative des travailleurs très qualifiés et, de ce fait, creuse les écarts de salaire (Lopez-Gonzalez et al., 2015). Enfin, bien que les effets sur l'emploi et les salaires soient positifs sur certains segments du processus de production, des difficultés continuent de se poser au niveau individuel car les personnes qui profitent des emplois nouvellement créés ne sont pas forcément celles dont l'emploi a été supprimé ou celles qui subissent une réduction de salaire à cause des délocalisations.

La délocalisation des services tend à accentuer les inégalités salariales en poussant la productivité et les salaires des travailleurs qualifiés vers le haut et en tirant la demande de travailleurs peu ou moyennement qualifiés vers le bas (Crinó, 2012 ; Geishecker et Görg, 2013). Malgré tout, les données disponibles laissent penser que les perturbations de l'emploi dues aux importations de services sont sans doute moins aiguës que la situation observée dans le secteur manufacturier, étant donné que les économies avancées conservent un avantage concurrentiel dans la fourniture de services sophistiqués. Il n'en demeure pas moins qu'un grand nombre de travailleurs dont l'emploi a été supprimé ne trouvent que des emplois moins bien rémunérés (Liu et Trefler, 2011). Ces résultats montrent que des recherches supplémentaires sont nécessaires pour pouvoir évaluer l'impact global de la délocalisation des services. Il faudrait notamment procéder à des investigations plus détaillées qui tiennent compte des types d'emploi occupés et de la nature des délocalisations.

Les écarts de productivité et de salaire se sont accentués

Les échanges peuvent également avoir des répercussions sur la dispersion des salaires à travers leur impact sur la productivité des entreprises. Il ressort d'estimations récentes de l'OCDE que la concurrence des importations tend à accroître les disparités salariales entre les entreprises et à resserrer les liens entre la productivité et la dispersion des salaires (Berlingieri et al., 2017 ; graphique 2.13). S'il est vrai que seules les entreprises les productives sont actives à l'exportation, les échanges ont aussi un effet sur la productivité en favorisant l'élargissement des marchés (voir encadré 2.4). Les entreprises qui exportent sont enclines à développer les qualifications de leur personnel et peuvent proposer des salaires supérieurs (Schank et al., 2007). Cela pourrait s'expliquer par le fait que les entreprises plus productives appliquent des procédures de recrutement plus sélectives que celles qui n'exportent pas (Helpman et al., 2010). Par ailleurs, les entreprises qui exportent sont généralement de plus grande taille et consacrent davantage de ressources à la formation et à la mobilité, peut-être parce qu'elles opèrent à la frontière technologique et

Graphique 2.13. **La dispersion des salaires est corrélée avec la dispersion de la productivité**



1. Les entreprises situées à la frontière correspondent aux 5 % des entreprises qui affichent la productivité du travail la plus élevée, par année et par secteur. Sont prises en compte les entreprises du secteur manufacturier et du secteur des services aux entreprises – à l'exclusion du secteur financier – qui emploient au moins 20 personnes.

Source : Andrews, D., C. Criscuolo et P. Gal (2016), « The Best versus the Rest : The Global Productivity Slowdown, Divergence across Firms and the Role of Public Policy », OECD Productivity Working Papers, n° 05, Éditions OCDE, Paris ; données Orbis de Bureau van Dijk ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502560

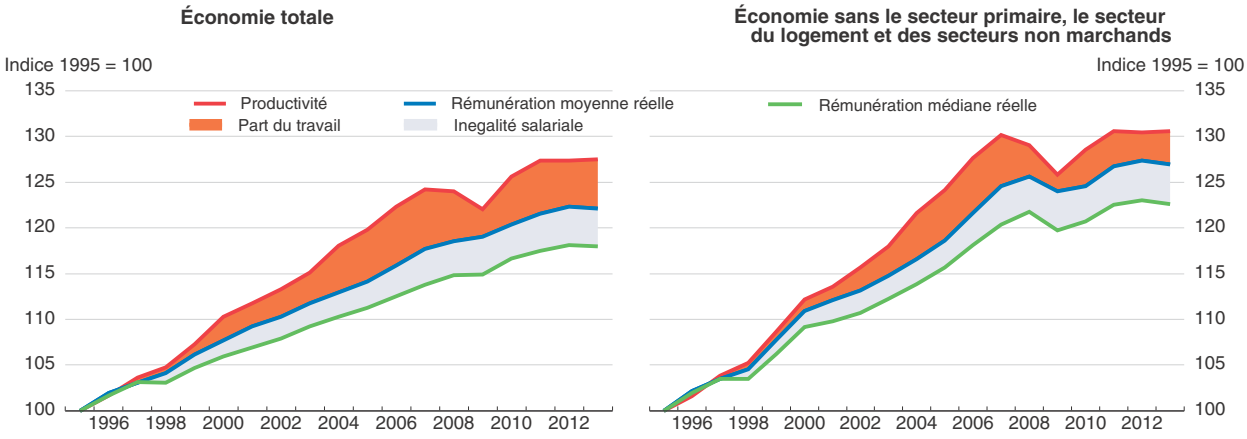
utilisent des technologies plus évoluées. Ces deux effets contribuent à augmenter la productivité et la demande de travailleurs très qualifiés parmi les entreprises exportatrices. La concurrence exercée par les importations peut également inciter les entreprises les plus productives à innover, entraînant une amélioration de leur productivité et des conséquences pour la dispersion des salaires. De tels effets ont été attestés parmi les entreprises du Royaume-Uni sur la période 2000-2007 (Bloom et al., 2016) et dans le secteur manufacturier mexicain (Verhoogen, 2008).

La part du travail dans le revenu des facteurs a diminué

Le déclin de la part globale du travail dans le revenu des facteurs observé dans certains pays est une autre source de préoccupation, même si il existe des différences importantes à cet égard entre les pays. Depuis 1995, la part du travail dans le revenu des facteurs a diminué de 14.2 points de pourcentage en Pologne mais a augmenté de 3.6 points de pourcentage en Suède, et l'ampleur du déclin varie en fonction des secteurs pris en compte (Schwellnus et al., 2017 ; graphique 2.14, partie A). D'après des données récentes, les échanges contribueraient à cette tendance (graphique 2.14, partie B). Il est possible également que la délocalisation des emplois peu productifs vers des pays à bas salaires ait fait baisser la part du travail dans le revenu des facteurs, dès lors que les entreprises recentrent leurs ressources sur les activités très productives et remplacent les travailleurs peu qualifiés par du capital. Cette hypothèse rejoint les conclusions de travaux antérieurs sur la délocalisation ainsi que des données recueillies aux États-Unis, qui montrent que le déclin de la part du travail dans le revenu des facteurs a été plus marqué dans les secteurs manufacturiers où les emplois sont plus susceptibles d'être délocalisés (Feenstra et Hanson, 1995 ; Elsby et al., 2013).

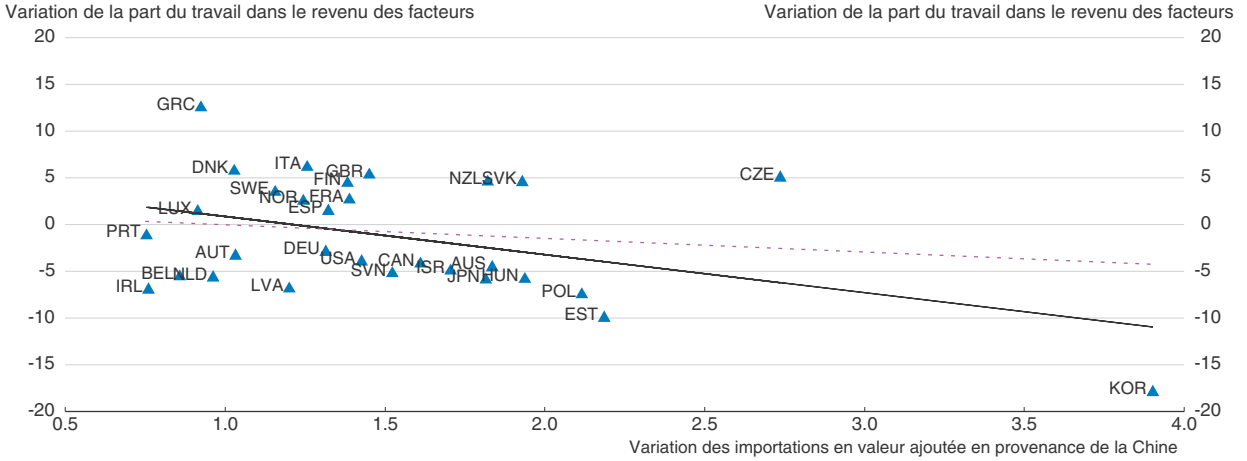
Graphique 2.14. **Les échanges ont contribué à faire baisser la part du travail dans le revenu des facteurs**

A. Le découplage au niveau macroéconomique reflète le déclin de la part du travail dans le revenu des facteurs et l'augmentation des inégalités salariales



B. Les échanges avec les pays à bas salaires sont liés à une baisse de la part du travail dans le revenu des facteurs[1]

Variations en points de pourcentage , 1985-2011



1. Part du travail dans le revenu des facteurs, à l'exclusion du secteur primaire, du secteur du logement et des secteurs non marchands. La Corée n'est pas prise en compte sur la ligne en pointillés.

Source : Schwellnus, C., A Kappeler et P. Pionnier (2017), « Decoupling of wages from productivity : Macro-level facts », Document de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 1373, Éditions OCDE, Paris.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502579

Mais, ici encore, il est difficile de démêler les rôles des échanges, de la technologie et des politiques publiques dans le déclin de la part du travail. Il se peut par exemple que l'intégration commerciale ait contribué à ce déclin en instaurant une dynamique qui voit le vainqueur se tailler la part du lion (« winner take most ») et en renforçant la concentration du marché dans un certain nombre de secteurs, avec pour conséquence une hausse de la part des bénéfices (Autor et al., 2017). Les réglementations favorables aux entreprises en place, l'absence de politique rigoureuse en matière de concurrence et une planification fiscale agressive peuvent conduire à un accroissement des bénéfices lorsque la concentration du marché augmente. De même, le progrès technologique réduit le prix

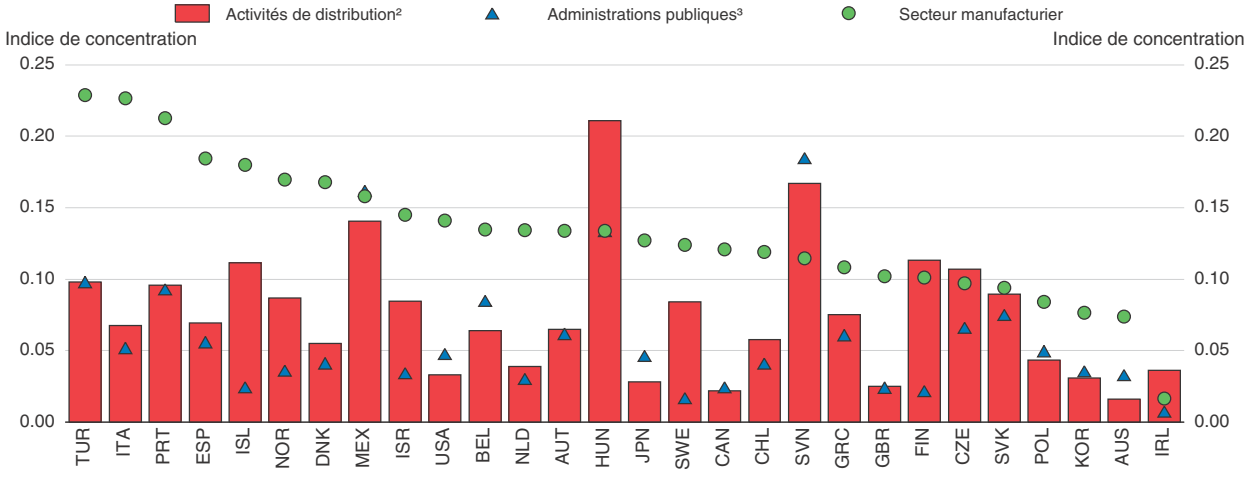
relatif des biens d'équipement et incite les entreprises à remplacer la main-d'œuvre par du capital et à délocaliser certaines activités (Karabarbounis et Neiman, 2013).

Cibler les coûts : l'adaptation des régions à la concurrence des importations et à l'évolution des préférences et de la technologie

Dans la plupart des pays de l'OCDE, la concentration régionale de l'emploi manufacturier est généralement beaucoup plus élevée que la concentration régionale des emplois de service (graphique 2.15). Des données plus détaillées recueillies au niveau des pays confirment que les industries manufacturières – en particulier la construction de véhicules à moteur, de navires et de bateaux, l'aéronautique ainsi que la fabrication de produits pharmaceutiques et chimiques – se caractérisent généralement par un degré de concentration géographique de l'emploi plus élevé. En revanche, les secteurs d'activité qui ont l'avantage d'être situés à proximité de la population desservie – comme les services de vente au détail, la restauration, l'éducation et les services sociaux – sont plus dispersés géographiquement (Campos, 2012 ; OCDE, 2016c). Des données relatives aux États-Unis indiquent de surcroît que les industries manufacturières qui participent activement aux échanges internationaux sont beaucoup plus concentrées géographiquement que celles qui sont moins actives sur ce plan (Shelburne et Bednarzik, 1993). Compte tenu de la concentration régionale de l'emploi manufacturier, les chocs que subit spécifiquement ce secteur, qu'ils soient dus à l'évolution des échanges, des préférences ou de la technologie, peuvent avoir de lourdes répercussions à l'échelle régionale, même si leur effet macroéconomique global sur l'économie nationale est modeste.

Graphique 2.15. **L'emploi manufacturier est plus concentré géographiquement que les emplois de service**

Indice de concentration géographique[1], moyenne 2000-2015



1. L'indice de concentration géographique indique la mesure dans laquelle une activité est concentrée dans des régions particulières. Sa valeur est comprise entre 0 (concentration nulle) et 1 (concentration maximale).
2. Comprennent les activités de commerce de distribution, de réparation, de transport et d'entreposage, d'hébergement et de services alimentaires.
3. Comprennent les activités d'administration publique, de sécurité sociale obligatoire, d'éducation, de santé humaine et de travail social.

Source : Calculs de l'OCDE ; pour de plus amples précisions sur les calculs, voir OCDE (2003), Geographic Concentration and Territorial Disparity in OECD Countries, Éditions OCDE, Paris.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502598

Un ensemble de facteurs – concentration géographique des activités manufacturières en concurrence avec les importations, concentration des conséquences de l'évolution des préférences et de la technologie et dépendance de certaines régions, en particulier celles qui ne sont pas proches d'une grande ville, à l'égard de ces activités particulières – font que l'emploi manufacturier régional peut être durement touché. Des études récentes consacrées à la dimension régionale de la pénétration des importations (Autor et al. 2013, 2016) sont parvenues à la conclusion qu'un quart environ du déclin de l'emploi manufacturier enregistré entre 2000 et 2007 aux États-Unis pourrait être dû à la pénétration des importations chinoises. Ces estimations signifient que la concurrence des importations chinoises aurait provoqué une perte nette d'environ 950 000 emplois manufacturiers aux États-Unis. Bien que ce déclin ait eu de graves conséquences au niveau personnel et régional, son effet à l'échelle macroéconomique nationale a été relativement modeste, le Bureau of Labour Statistics des États-Unis ayant recensé environ 1.9 million de cessations d'emploi involontaires *par mois* en moyenne durant cette période. Des résultats qualitatifs analogues ont été relevés pour des régions d'autres pays de l'OCDE, notamment l'Espagne (Donoso et al., 2015) et l'Allemagne (Dauth et al., 2014 ; 2017).

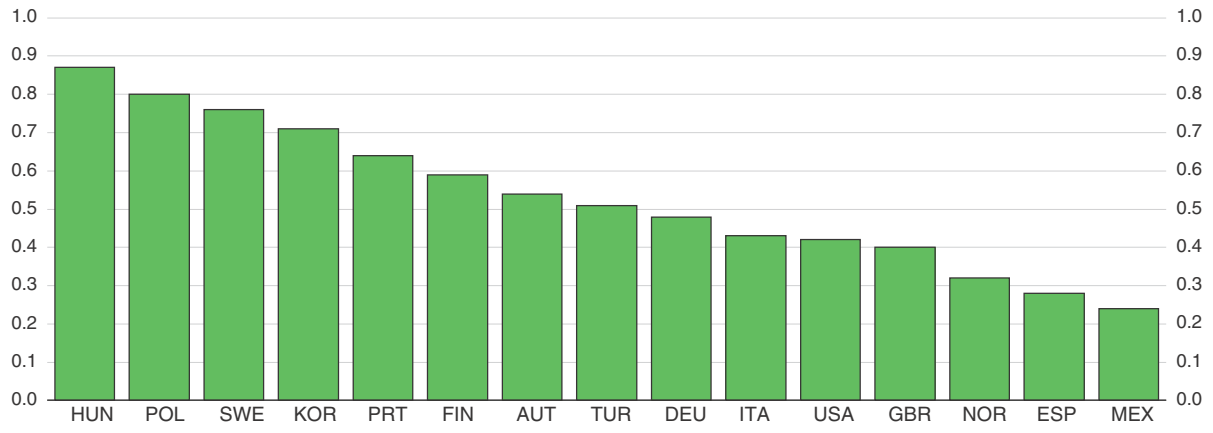
L'adaptation au changement structurel passe par la création d'emplois dans les secteurs en expansion, en remplacement des emplois supprimés dans d'autres secteurs à cause de l'évolution des échanges, de la technologie ou des préférences. Cependant, les régions où le taux d'emploi dans le secteur manufacturier accuse une baisse plus marquée que la moyenne nationale sont souvent des régions où l'emploi total diminue aussi davantage que la moyenne nationale (graphique 2.16, partie A ; annexe 2.3). Dans plus de la moitié des pays analysés par Rusticelli et al. (Rusticelli et al., 2017), en comparant des secteurs de taille similaire, les changements qui touchent l'emploi dans le secteur manufacturier sont plus étroitement corrélés avec l'emploi régional total. En d'autres termes, lorsque les entreprises manufacturières d'une région subissent un choc, les emplois dans les autres secteurs ne semblent pas suffisants pour combler les pertes. Cela étant, le niveau et la robustesse de cette corrélation positive sont très variables selon les pays.

La relation entre l'emploi total et la baisse de l'emploi manufacturier dans les régions appelle deux interprétations : soit les travailleurs du secteur manufacturier dont l'emploi a été supprimé ont des perspectives de réemploi plus faibles que les travailleurs privés d'emploi des autres secteurs, soit les effets multiplicateurs et d'entraînement défavorables provoqués par le secteur manufacturier sont plus importants. Des analyses récentes de l'OCDE montrent que l'adaptation régionale aux chocs dépend de la concentration des activités à l'échelon local : les activités plus diversifiées des zones urbaines ont tendance à protéger celles-ci contre les retombées négatives de la concurrence internationale sur l'emploi et la pression de l'évolution technologique. En revanche, les zones rurales sont moins diversifiées et ont tendance à se spécialiser dans les produits primaires et la production manufacturière de faible qualité, soit les activités qui ont été les plus durement touchées par les chocs commerciaux (OCDE, 2016c).

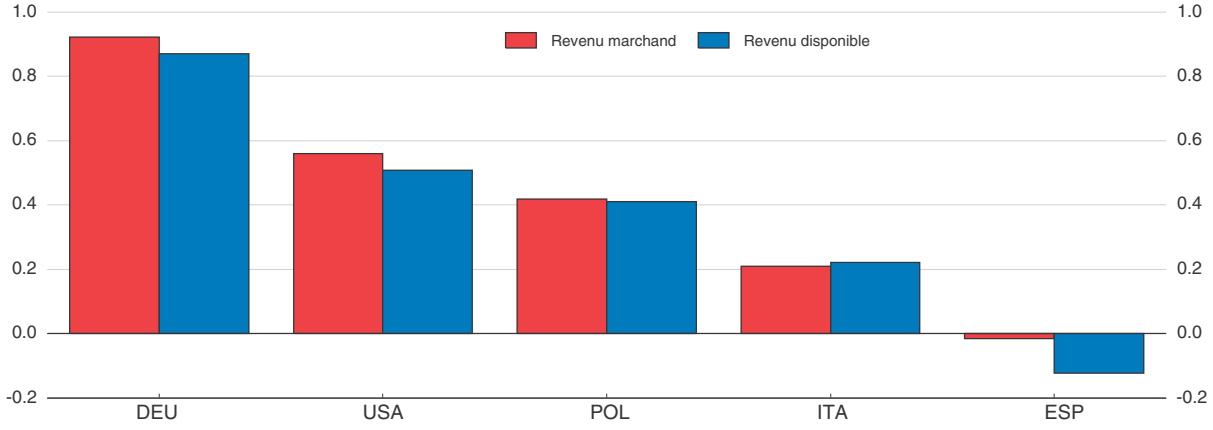
Le déclin de l'emploi manufacturier est aussi associé à une baisse du revenu marchand et du revenu disponible dans l'ensemble de la région (graphique 2.16, partie B ; annexe 2.3). Ce constat rejoint des résultats montrant qu'aux États-Unis, les travailleurs les plus exposés à la concurrence des importations chinoises, employés principalement dans le secteur manufacturier, ont perçu des salaires nettement inférieurs à ceux des autres travailleurs partageant les mêmes caractéristiques démographiques et antécédents professionnels (Autor et al., 2014 ; Kletzer, 2001). Des recherches récentes montrent

Graphique 2.16. **Le déclin de l'emploi manufacturier est associé à un repli de l'emploi et des salaires**

A. Corrélation entre les variations des taux d'emploi dans le secteur manufacturier et total au niveau régional depuis 2000[1]



B. Corrélation entre la variation des revenus moyens marchand et disponible par travailleur et la variation du taux d'emploi dans le secteur manufacturier au niveau régional depuis 2000[2]



1. L'échantillon est limité aux pays comptant au moins 15 régions et couvre la période allant de 2000 à la dernière période pour laquelle des données sont disponibles. Concernant le niveau de signification statistique des coefficients de corrélation, voir annexe 2.3.
2. Ce graphique représente la corrélation entre la variation du taux d'emploi dans le secteur manufacturier et les revenus marchand et disponible moyens par travailleur au niveau régional. Le revenu disponible est obtenu par la formule 'revenu marchand – impôts + transferts', et le revenu marchand englobe les revenus du travail et du capital.

Source : Base de données régionales de l'OCDE ; et calculs de l'OCDE.

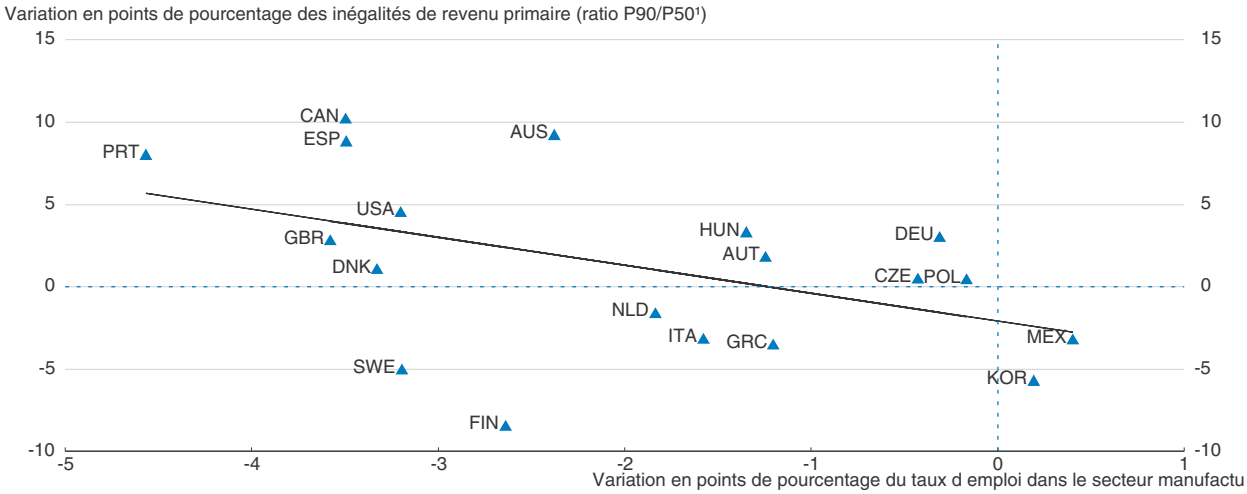
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502617

également qu'en France, la concurrence des importations a fortement affecté les marchés du travail locaux en poussant les salaires à la baisse (Malgouyres, 2016).

La raréfaction des emplois manufacturiers et la baisse de l'emploi et des salaires à l'échelle régionale, qui résulte de l'intensification de la concurrence des importations, d'une diversité sectorielle limitée et de l'évolution des préférences et de la technologie, sont associées à un creusement des inégalités entre les revenus moyens des différentes régions (graphique 2.17). Le fait que le creusement des inégalités ait été relativement moins marqué dans certains pays comme la Suède et la Finlande, où l'emploi manufacturier a pourtant sensiblement diminué, montre que les institutions et les

Graphique 2.17. **Le déclin du taux d'emploi dans le secteur manufacturier est associé à une augmentation des inégalités de revenu entre les régions**

Ratio P90/P50, de 2000 à la dernière période pour laquelle des données sont disponibles



1. Le graphique met en regard la variation du taux d'emploi dans le secteur manufacturier au niveau national et la variation de la dispersion du revenu régional moyen, mesurée par le ratio P90/P50, c'est-dire la variation du ratio entre la région dont le revenu moyen est situé au 90e percentile et la région dont le revenu moyen est situé au 50e percentile.

Source : Base de données régionales de l'OCDE ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502636

politiques spécifiques au pays ont un rôle important à jouer face aux suppressions d'emplois qui touchent le secteur manufacturier.

Des mesures pour renforcer la capacité d'adaptation des régions

Nécessité d'adopter une approche globale

Les perturbations économiques liées aux échanges, à la technologie et aux préférences imposent d'adopter une approche globale associant des actions de portée internationale, nationale et infranationale (OCDE, 2017b). Les régions et travailleurs particulièrement exposés à l'évolution des échanges, de la technologie et des préférences peuvent être confrontés à de grandes difficultés d'adaptation et à des coûts de longue durée. La réponse politique appropriée doit donc combiner des leviers d'action de portée nationale et des approches plus fines. La coordination et la cohérence entre les différents domaines d'action sont cruciales. Bien qu'il faille approfondir les recherches pour déterminer plus précisément où se concentrent les coûts et identifier des mesures efficientes pour y remédier, l'analyse présentée ci-dessus et l'expérience internationale suggèrent déjà quelques pistes d'action possibles.

Premièrement, des efforts seront nécessaires pour améliorer la productivité et les capacités d'emploi des régions en retard sur les régions les plus productives du pays. Il convient en particulier d'instaurer des mesures qui renforcent leur avantage comparatif et les liens entre zones rurales et zones urbaines. La dimension régionale des programmes d'action envisagés devrait être évaluée plus systématiquement.

Deuxièmement, des politiques nationales sont indispensables pour protéger les travailleurs en cas de choc et pour leur donner les moyens de réussir dans un monde ouvert et changeant. Cela suppose d'aider les travailleurs à quitter les secteurs en déclin et à trouver du travail dans les secteurs en expansion. Le meilleur moyen d'atteindre cet

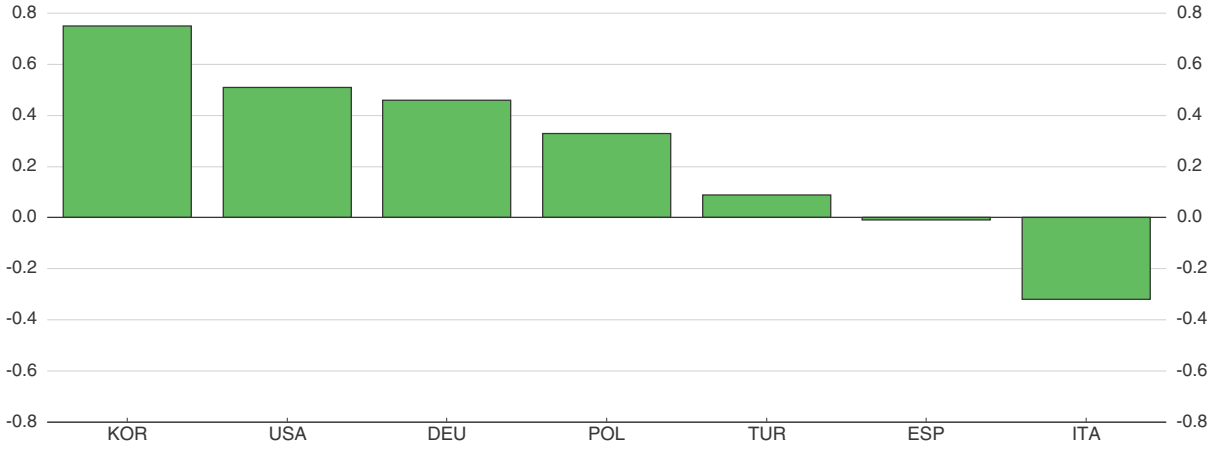
objectif réside dans les mesures d'activation, l'enseignement et la formation, et les mesures facilitant la mobilité de la main-d'œuvre. Les politiques redistributives ont un rôle à jouer en soutenant les travailleurs qui sont laissés pour compte (Causa et Hermansen, 2017).

En dernier lieu, les politiques nationales devraient être complétées par des accords internationaux visant à rendre les règles du jeu plus équitables et à améliorer l'inclusivité. Il faudra en particulier améliorer les normes relatives au marché du travail et à l'environnement. Enfin, un renforcement de la collaboration internationale s'impose dans les domaines suivants : concurrence, entreprises publiques, responsabilité des entreprises, corruption, commerce illégal et politique en matière d'investissement. Ces questions ne sont pas examinées ici mais sont traitées en détail dans d'autres publications récentes de l'OCDE (OCDE, 2017a ; 2017b).

Augmenter la mobilité régionale

Le renforcement de la mobilité de la main-d'œuvre pourrait aider les régions à s'adapter aux chocs, avec l'exode de population se déplaçant là où il y a du travail. Des données montrent qu'un léger ajustement de ce type s'est opéré en Corée, aux États-Unis et en Allemagne. Cet ajustement reste néanmoins partiel, dans la mesure où un grand nombre de chômeurs limitent leur recherche d'emploi à leur région de résidence actuelle (Autor et al., 2016). Dans d'autres pays, les migrations des régions les plus faibles vers les régions les plus performantes sont insuffisantes, de sorte que les mouvements migratoires ne contribuent pas à dissiper les chocs localisés qui peuvent frapper les marchés du travail (graphique 2.18). En outre, les travailleurs les moins instruits sont généralement les moins mobiles, ce qui freine l'adaptation des régions comptant une proportion élevée de travailleurs peu qualifiés (OCDE, 2005). Le renforcement de la mobilité géographique pourrait améliorer les perspectives professionnelles des demandeurs d'emploi et

Graphique 2.18. **Corrélation entre la variation du taux d'emploi total régional et la variation du taux d'immigration interrégionale net depuis 2000[1]**



1. L'échantillon est limité aux pays comptant au moins 15 régions et couvre la période allant de 2000 à la dernière période pour laquelle des données sont disponibles. Concernant le niveau de signification statistique des coefficients de corrélation, voir annexe 2.3.

Source : Base de données régionales de l'OCDE ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502655

également accroître la productivité en réduisant l'inadéquation des qualifications (Andrews et al., 2015).

Des réformes des politiques du logement peuvent contribuer à améliorer la mobilité de la main-d'œuvre. En accordant des allocations de logement aux personnes faiblement rémunérées ayant perdu leur emploi, qui n'auraient pas les moyens de s'installer dans des régions où les prix de l'immobilier sont élevés, on encouragerait les travailleurs à quitter les régions durement frappées par les chocs. De la même manière, en faisant en sorte que la procédure d'attribution des logements sociaux réponde mieux aux besoins des personnes qui quittent les régions en déclin, on faciliterait le processus d'ajustement. Un autre moyen d'encourager la mobilité de la main-d'œuvre consisterait à réduire les obstacles au développement des marchés locatifs privés, notamment en diminuant le biais fiscal en faveur des propriétaires-occupants. La réduction des coûts de transaction peut également favoriser la mobilité des personnes qui sont propriétaires de leur logement, en particulier dans les pays où le taux de propriétaires-occupants est élevé (Caldera-Sánchez et Andrews, 2011). Une solution pour y parvenir serait d'encourager la concurrence entre les intermédiaires intervenant dans les transactions immobilières. En dernier lieu, l'octroi d'indemnités de réinstallation peut être un moyen, efficace par rapport à son coût, d'encourager la mobilité de la main-d'œuvre. En Allemagne, par exemple, les travailleurs qui participent au programme d'indemnités de réinstallation perçoivent une rémunération plus élevée et occupent des emplois plus stables que ceux qui n'y participent pas (Caliendo et al., 2017). Il faut cependant mettre en balance les mesures destinées à pourvoir aux besoins de mobilité et la perte des externalités positives associées à une région. Il peut, en effet, s'avérer moins coûteux de soutenir la restructuration locale en s'appuyant sur les réseaux sociaux et économiques existants.

Les politiques visant à stimuler la mobilité géographique sont multidimensionnelles. À ce titre, il convient de compléter la politique en matière de logement par des infrastructures de transport de qualité facilitant l'accès des travailleurs aux zones de densité élevée où davantage d'emplois sont créés, et l'accès des entreprises à des marchés plus vastes. Les problèmes d'accès des groupes et régions défavorisés méritent une attention particulière. Autre piste possible pour améliorer la mobilité : la fourniture de services publics. La qualité et le coût de l'éducation, par exemple, peuvent être des déterminants importants de la décision de s'installer dans une autre région. L'accessibilité des services de garde d'enfants a également une influence importante sur la mobilité géographique, car dans de nombreux pays, les travailleurs sont obligés de faire appel à leur famille lorsque l'offre de services de garde d'enfants n'est pas suffisante.

Comment profiter des avantages liés aux CVM au niveau régional

L'exposition aux échanges est une source de vulnérabilité comme on l'a vu précédemment, mais elle peut également ouvrir des débouchés. Dans différents pays, les entreprises les plus productives ont tendance à être actives à l'international, à exercer des activités dans plusieurs pays et à participer aux échanges internationaux, le plus souvent en s'intégrant dans les CVM (Onodera, 2008). Les liens avec l'économie mondiale apparaissent comme un facteur de rattrapage important pour les régions. L'économie d'un grand nombre de régions en voie de rattrapage repose pour une large part sur les biens manufacturés, les produits miniers ou les services qui peuvent être commercialisés au niveau international (OCDE, 2016c). Les données montrent de fait que le renforcement de l'intégration des économies régionales dans les CVM contribue positivement au

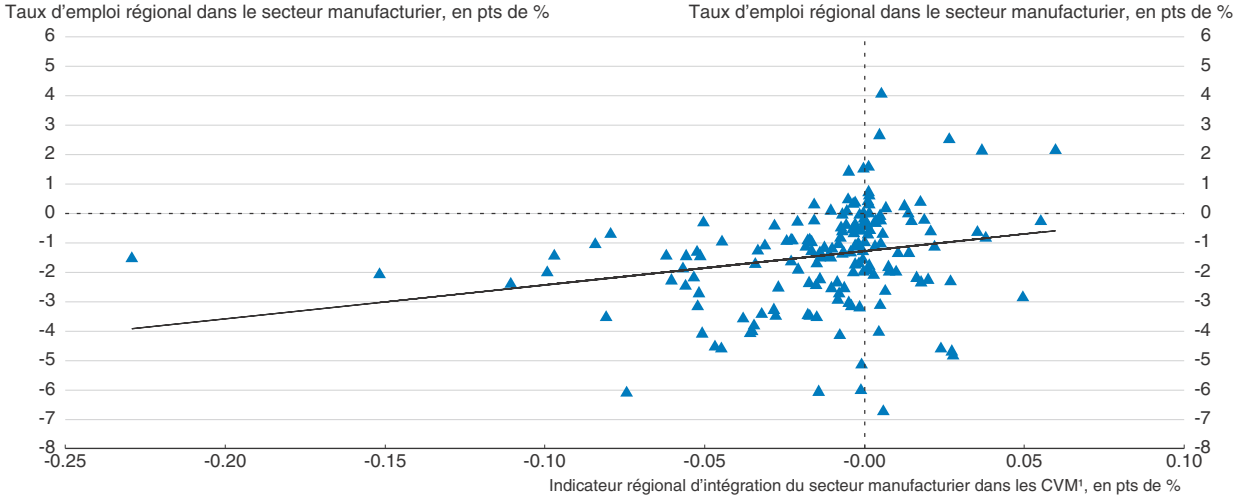
développement de l'emploi régional. Plus particulièrement, une analyse de régression effectuée avec des données portant sur 170 régions européennes sur la période 2000-2010 révèle qu'une intégration accrue dans les CVM, mesurée par la part de la région dans la valeur ajoutée mondiale, est associée de façon significative à l'augmentation du taux d'emploi régional dans le secteur manufacturier (Rusticelli et al., 2017, graphique 2.19).

Pour profiter des avantages liés aux échanges, les régions doivent impérativement s'appuyer sur les avantages concurrentiels locaux de manière à pouvoir tirer parti de la diffusion des connaissances nationales et mondiales. Dans les villes, la durabilité de la croissance de la productivité dépend en très grande partie de la capacité à exploiter les économies d'agglomération dans les services exportables haut de gamme, grâce notamment à une coordination adéquate des transports, du logement et de l'aménagement du territoire. Dans les zones moins denses, il importe que les politiques de développement rural ne se focalisent pas uniquement sur l'agriculture et cherchent à mieux exploiter les atouts locaux. La « spécialisation intelligente » nécessite la participation active de différents niveaux d'administration et des acteurs du secteur privé, qui pourront ensemble identifier les atouts locaux et se mobiliser pour encourager l'innovation, l'investissement et l'acquisition de qualifications.

Un certain nombre de mesures peuvent être prises au niveau des pays pour améliorer la diffusion des connaissances à partir des entreprises les plus productives. Les activités nationales de R-D sont indispensables pour permettre aux entreprises d'exploiter les avancées des techniques de production qui voient le jour à la frontière mondiale. Une plus grande collaboration des universités et des entreprises en matière de R-D permettrait de mieux adapter les activités aux besoins du secteur des entreprises (Andrews et al., 2015). La

Graphique 2.19. **Les variations de l'emploi régional en Europe sont associées à une intégration renforcée dans les chaînes de valeur mondiales**

Variation entre 2000 et 2010



1. L'indicateur régional d'intégration du secteur manufacturier dans les CVM est mesuré par la part de la valeur ajoutée régionale liée aux CVM dans la valeur ajoutée mondiale liée aux CVM (en %). Cinq activités manufacturières sont prises en compte dans l'indicateur d'intégration aux CVM : les produits miniers, les textiles, les produits combustibles, les machines et les autres produits manufacturés.

Source : Los, B. et W. Chen, « GlobalValue Chain Participation Indicators for European Regions », Rapport pour l'OCDE, décembre 2016 ; Thissen M., M. Lankhuizen et B. Los (2017), « Construction of a Time Series of Fine-Grained Detailed Nuts2 Regional Input-Output Tables for the EU embedded in a Global System of Country Tables », document non publié, à paraître, PBL Netherlands Environmental Assessment Agency, La Haye ; et calculs de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502674

capacité à innover et à exporter des produits différenciés peut contribuer à son tour à soutenir la demande de produits nationaux, y compris de biens manufacturés.

L'investissement direct étranger peut aussi apporter une contribution déterminante à la croissance économique régionale. Les compétences locales profitent des liens qu'entretiennent les entreprises nationales et étrangères à travers les connexions sociales et les retombées technologiques. Il a été constaté que des caractéristiques régionales particulières telles que la bonne qualité des infrastructures et l'accessibilité, le haut niveau de formation de la main-d'œuvre régionale et un niveau de dépenses de R-D élevé exercent une influence notable sur les choix de localisation des IDE. Cependant, d'autres facteurs liés à la situation macroéconomique nationale, à la taille du marché, aux caractéristiques géographiques et à la langue, qui ne relèvent pas de la compétence directe des autorités régionales, apparaissent également cruciaux (Casi et Resmini, 2017 ; Bode et Nunnenkamp, 2010). Les investissements dans la connectivité physique et numérique, en particulier, peuvent produire des avantages considérables s'ils sont judicieusement coordonnés avec d'autres politiques visant notamment à renforcer le capital humain, l'innovation et l'environnement des entreprises (OCDE, 2016c).

Par ailleurs, pour qu'une économie puisse tirer les leçons de l'expérience des entreprises les plus productives, il ne doit pas y avoir d'obstacles à la réaffectation des ressources. Dans la majorité des économies avancées, il reste encore beaucoup à faire pour réduire les obstacles réglementaires à l'entrée des entreprises et à la concurrence, en particulier dans les services (OCDE, 2017f). Les réglementations des marchés de produits dans les secteurs du commerce de gros et de détail pénalisent davantage la croissance de la productivité dans les régions qui sont à la traîne de la région la plus productive du pays (D'Costa et al., 2016).

Accords budgétaires entre niveaux d'administration

Les accords budgétaires entre les différents niveaux d'administration doivent être soigneusement conçus de manière à favoriser la convergence régionale. Bien que les transferts de l'administration centrale aux administrations infranationales soient utiles pour assurer la mise en conformité des biens et services publics infranationaux avec des normes nationales communes, ils peuvent également réduire l'incitation qu'ont les régions retardataires à rattraper les régions les plus avancées. Les cadres budgétaires inter-administration qui reposent sur le principe selon lequel les collectivités locales devraient financer leurs dépenses avec leurs propres ressources sont les plus propices au développement économique régional dans les pays de l'OCDE (Bartolini et al., 2016). Un tel dispositif incite les collectivités locales à élargir leur assiette fiscale en mettant en œuvre des politiques favorables à l'activité économique et à la création d'emplois et en rendant leurs dépenses plus efficientes. L'effet positif de la décentralisation fiscale sur la croissance du PIB par habitant est plus marqué dans les régions en retard, qui disposent d'une marge de progression plus importante que les régions en pointe pour ce qui est d'activer les ressources locales ou de les utiliser de manière plus efficiente. Bien que la décentralisation soit bénéfique à la croissance, la mise en œuvre de ces dispositifs nécessite des précautions particulières dans les régions confrontées à des chocs commerciaux ou technologiques coûteux, celles-ci étant davantage tributaires des transferts, qui atténuent les inégalités (Agkun et Dougherty, 2017).

Des mesures pour aider les travailleurs

Les politiques du marché du travail pour aider les travailleurs licenciés

Les mesures qui sont les mieux à même d'améliorer l'employabilité des travailleurs ayant perdu leur emploi à cause des échanges, sont globalement les mêmes que celles qui fonctionnent pour les travailleurs privés de leur emploi en raison de l'évolution technologique ou d'autres facteurs. L'expérience internationale indique que le meilleur moyen d'aider les travailleurs qui ont perdu leur emploi est de combiner aide temporaire au revenu, aide à la recherche d'emploi et mesures permettant d'améliorer l'employabilité des demandeurs d'emploi (OCDE, 2016d). Les politiques actives du marché du travail peuvent être particulièrement utiles pour réduire le risque de chômage de longue durée, la dépréciation des qualifications et de l'employabilité qui en découle, et la baisse de salaire consécutive à un licenciement (Quintini et Venn, 2013). La réussite des politiques du marché du travail passe par les conditions importantes suivantes : il faut que les régions confrontées à un chômage élevé et persistant à la suite d'un choc disposent de ressources suffisantes, et que les services publics de l'emploi puissent adapter leurs programmes en fonction des besoins locaux.

Si, les types de mesure à mettre en œuvre sont à peu près identiques pour les différentes catégories de travailleurs, les personnes privées de leur emploi en raison de l'évolution des échanges ont sans doute besoin d'un soutien plus important. En effet, leurs perspectives de réemploi sont souvent relativement médiocres car ces personnes sont en général plus âgées, ont une ancienneté plus longue dans l'emploi et disposent de qualifications qui sont spécifiques à un secteur en déclin (Francois et al., 2011 ; Egger et Kreickemeier, 2009 ; 2011 ; Sourdin et al., 2013 ; OCDE, 2005). Les résultats des programmes spécialisés destinés aux travailleurs qui ont perdu leur emploi à cause des échanges internationaux sont cependant décevants dans l'ensemble (voir encadré 2.5). Les approches ciblées peuvent néanmoins se révéler plus indiquées dans le cas de licenciements collectifs, qui entraînent une situation dans laquelle un grand nombre de travailleurs aux caractéristiques similaires cherchent du travail au même moment et au même endroit, que la concurrence commerciale ait ou non joué un rôle majeur dans la perte de leur emploi.

Parmi les mesures d'aide à l'adaptation qui ont fait la preuve de leur efficacité en termes d'amélioration des perspectives de réemploi des travailleurs licenciés, citons l'obligation faite aux entreprises de prévenir les travailleurs et les autorités du marché du travail de leur intention de procéder à un licenciement suffisamment longtemps à l'avance, afin que les services de conseil et d'aide à la recherche d'emploi puissent être activés avant même que les travailleurs concernés ne soient au chômage. Parmi les pays de l'OCDE, la Suède a obtenu des résultats particulièrement positifs en utilisant cette approche. Ce succès s'explique en grande partie par la longue tradition de collaboration entre les partenaires sociaux, qui se partagent la responsabilité de la gestion des restructurations. Cette collaboration a été institutionnalisée sous la forme des Conseils de sécurité de l'emploi, qui sont financés par le patronat et reposent sur des accords collectifs entre partenaires sociaux (OCDE, 2015). Lorsque des emplois sont menacés, le Conseil de sécurité de l'emploi du secteur concerné facilite les consultations entre employeurs et syndicats en examinant les éventuelles options outre le licenciement et en formulant des conseils sur les moyens de gérer au mieux les suppressions d'emploi qui ne peuvent être évitées. Les conseillers professionnels du Conseil de sécurité de l'emploi travaillent

Encadré 2.5. **Programmes du marché du travail liés aux échanges : enseignements tirés de l'expérience internationale**

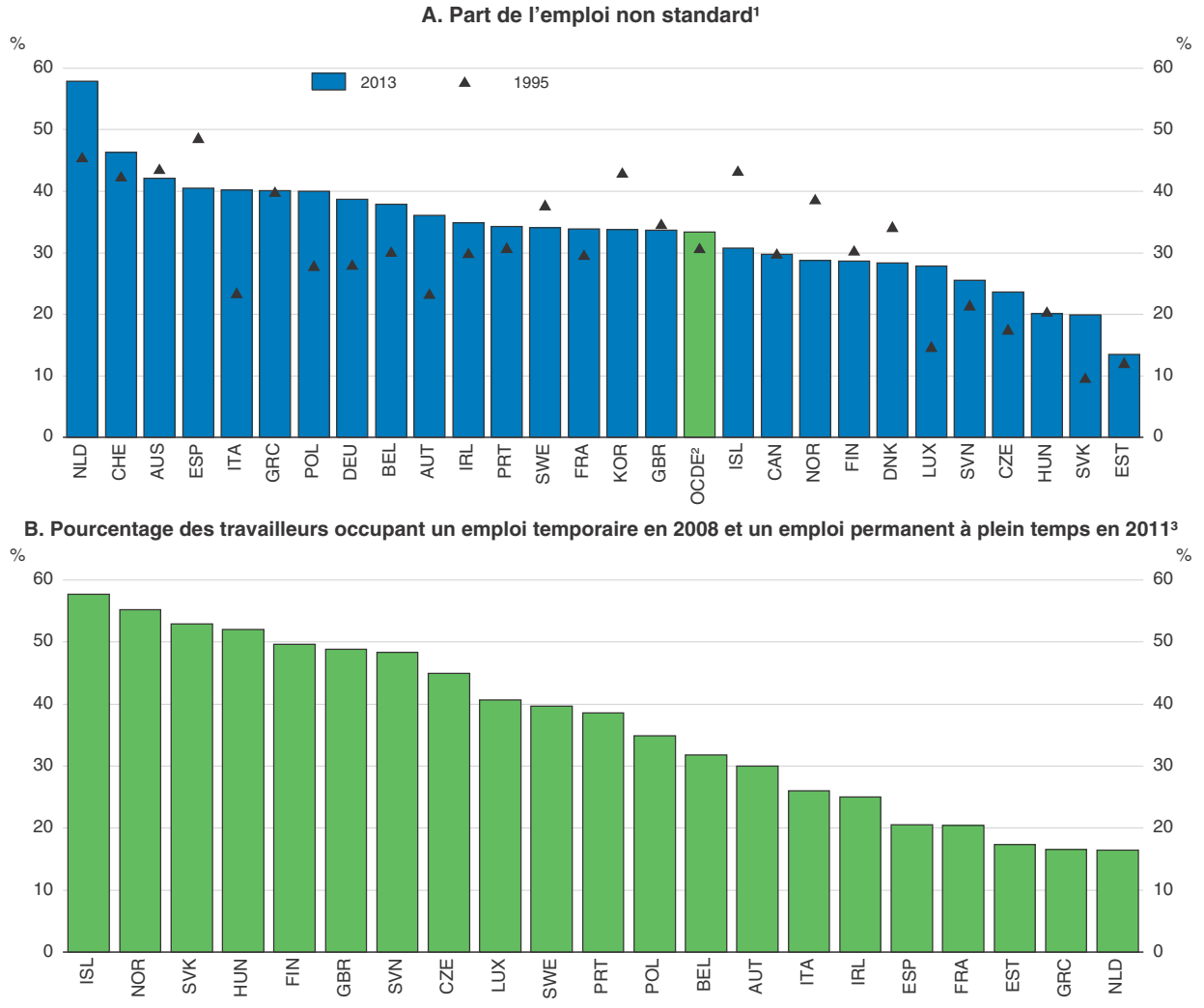
Aux États-Unis, le programme Trade Adjustment Assistance (TAA) for Workers accorde une aide supplémentaire aux travailleurs qui ont perdu leur emploi du fait de la concurrence des importations (y compris dans les secteurs situés en amont ou en aval), ou parce que leur employeur a transféré la production dans un autre pays. Cette aide est supérieure à celle accordée au titre des programmes généraux du marché du travail aux autres catégories de travailleurs privés d'emploi. Les travailleurs dont il est attesté que leur licenciement est dû à l'évolution des échanges peuvent bénéficier d'une aide à la formation particulièrement généreuse qui couvre à la fois le coût direct de la formation et les frais de subsistance encourus pendant la formation. Les travailleurs admissibles au TAA peuvent également bénéficier d'une aide à la recherche d'emploi plus intensive que celle accordée aux autres travailleurs privés de leur emploi ainsi que d'une indemnité de réinstallation ; quant aux travailleurs âgés pour lesquels une formation n'est pas indiquée, ils peuvent percevoir une partie de la différence entre leur ancien et leur nouveau salaire pendant un maximum de deux ans. Le succès du programme a été amoindri par la durée parfois excessivement longue des procédures de détermination de l'admissibilité des travailleurs licenciés au TAA, alors que l'aide à l'adaptation est plus efficace lorsqu'elle est mise en place très tôt. On peut également se demander s'il est équitable d'accorder une aide plus conséquente aux travailleurs privés d'emploi en raison de l'évolution des échanges qu'à ceux qui ont perdu leur emploi pour d'autres raisons. Une partie de l'inefficience associée au programme TAA résulte de la complexité et de la structure institutionnelle déconcentrée des programmes du marché du travail américains en général (OCDE, 2016g). Lors de l'exercice 2016, le Congrès a alloué aux programmes TAA for Workers une enveloppe de 861 millions USD (soumise à une réduction automatique de dépenses).

Les financements de l'UE à l'appui des programmes destinés aux travailleurs privés de leur emploi sont distribués par l'intermédiaire du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM) et sont plafonnés à 150 millions EUR par an pour la période 2014-2020. Le FEM accorde des aides ponctuelles et limitées dans le temps aux personnes ayant perdu leur emploi à la suite de changements structurels majeurs survenus dans le commerce international ou du fait de la crise financière mondiale. Bien que son budget soit beaucoup plus limité que celui du programme TAA for Workers aux États-Unis, le FEM s'adresse à une gamme plus étendue de travailleurs privés de leur emploi. En règle générale, le FEM ne peut intervenir que lorsque plus de 500 travailleurs ont été licenciés par une seule entreprise (y compris ses fournisseurs et les producteurs en aval), ou si un grand nombre de travailleurs sont licenciés au sein d'un secteur particulier dans une ou plusieurs régions avoisinantes. Les projets du FEM sont généralement gérés et mis en œuvre par les autorités nationales ou régionales. Dans l'UE, les approches utilisées pour faire face aux suppressions d'emplois varient selon les pays.

individuellement avec les personnes qui ont été licenciées pour les aider à retrouver un emploi adapté. L'efficacité de cette approche transparaît dans le fait qu'en Suède, 85 % des travailleurs licenciés trouvent un nouvel emploi dans l'année, un taux plus élevé que dans n'importe quel autre pays de l'OCDE.

Par ailleurs, les travailleurs ayant perdu leur emploi, ont tendance à voir la sécurité de leur emploi s'affaiblir. Les suppressions d'emploi s'accompagnent souvent d'une hausse du travail temporaire et à temps partiel (Quintini et Venn, 2013). Bien que cette situation ne soit pas directement liée aux échanges, la part des contrats non standard est relativement élevée dans plusieurs pays et tend à augmenter (graphique 2.20, partie A). De surcroît, dans un grand nombre de pays, les contrats temporaires n'ouvrent pas d'accès à un emploi plus permanent (graphique 2.20, partie B). La progression des contrats non standard est associée à une diminution de la sécurité de l'emploi et, en cas de perte d'emploi, à une

Graphique 2.20. **La sécurité de l'emploi est faible dans certains pays**



1. L'échantillon est limité aux travailleurs rémunérés et aux travailleurs indépendants (employés à leur compte) âgés de 15 à 64 ans, à l'exclusion des employeurs, des étudiants qui travaillent et des apprentis.
2. OCDE correspond aux 27 pays représentés sur le graphique.
3. 2007-10 pour la France, la Grèce, la République tchèque, le Royaume-Uni et la Suède ; 2006-09 pour la Norvège et la République slovaque ; et 2005-08 pour l'Irlande.

Source : OCDE (2015), Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous, Éditions OCDE, Paris.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502693

moindre protection des revenus. En bénéficiant d'une meilleure sécurité de leurs revenus, les travailleurs privés de leur emploi en raison de l'évolution des échanges et de la technologie s'adapteraient plus facilement aux chocs. Plus particulièrement, pour aider les travailleurs dans leur transition entre deux emplois, il est nécessaire d'assurer la transférabilité des droits et de lier ces derniers à la personne plutôt qu'à l'emploi occupé.

Au vu de certaines données indiquant que les échanges ont accentué les inégalités dues à la technologie dans certains pays – mais à des degrés variables selon les pays –, il est

permis de penser que d'autres institutions du marché du travail sont utiles pour soutenir le revenu des travailleurs moyennement ou peu qualifiés. En particulier :

- Un système de salaire minimum bien conçu peut aider à maintenir les revenus des travailleurs peu qualifiés sans compromettre leurs perspectives d'emploi (Immervoll, 2015). C'est le cas par exemple si ce système associe un salaire minimum relativement élevé, garant d'un salaire net disponible élevé, et des coûts de main-d'œuvre raisonnables soutenus par des subventions salariales.
- Des données montrent également que la syndicalisation et les négociations collectives atténuent l'effet négatif de la concurrence des importations sur les inégalités salariales (Schwellnus, 2016 ; Berlingieri et al., 2017).

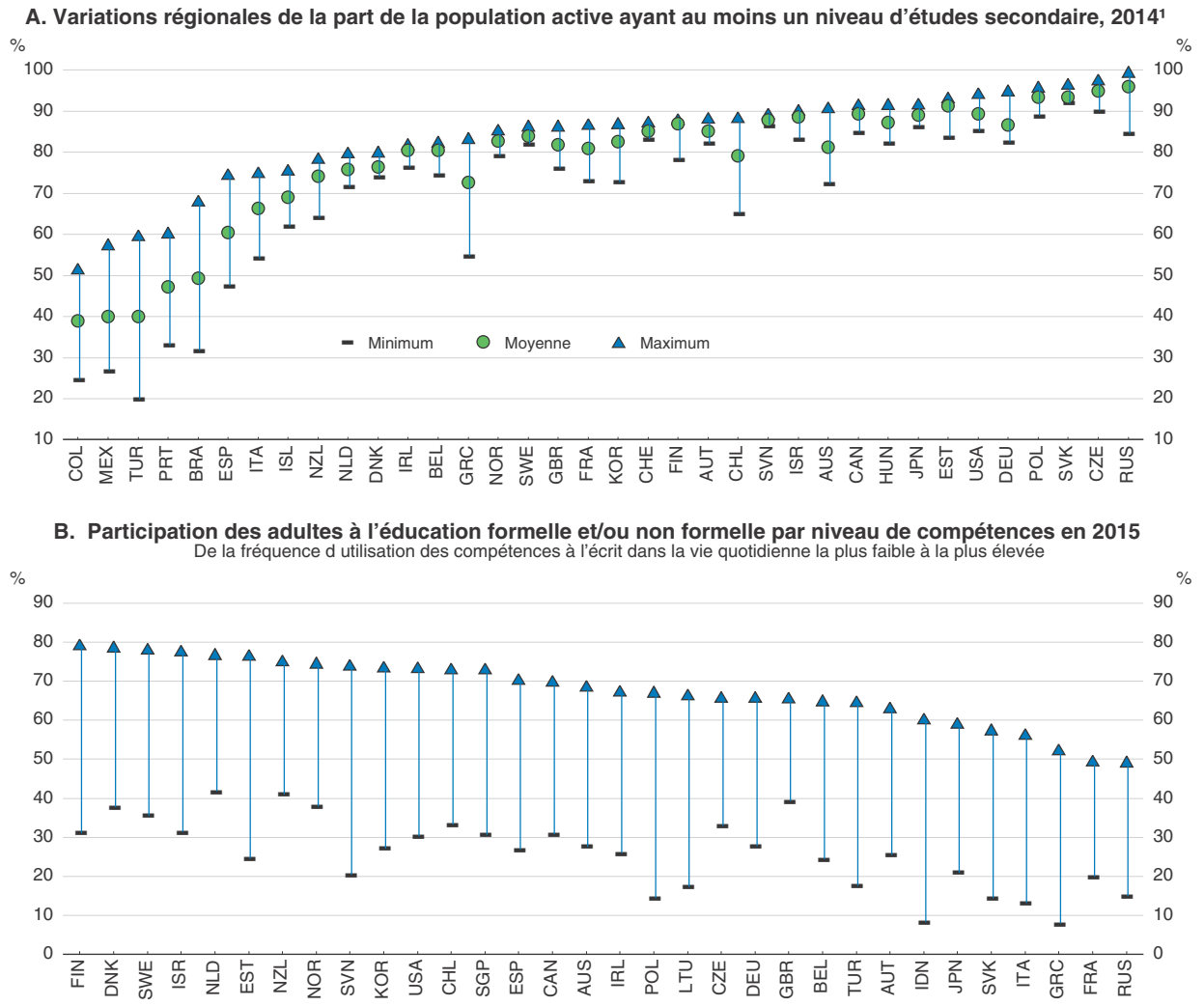
Les écarts de productivité entre régions laissent supposer que les cadres institutionnels n'ont pas le même effet dans toutes les régions. Dans la pratique, il se peut que l'effet sur les régions retardataires soit atténué par le non-respect des cadres. Par exemple, des calculs montrent qu'en Italie, le pourcentage de travailleurs dont le salaire est inférieur au salaire minimum fixé par les conventions collectives augmente à mesure que l'on se déplace du nord vers le sud (Garnero, 2017). Ces différences peuvent également décourager l'installation d'activités dans les régions peu productives où la part des travailleurs peu productifs est plus élevée. Le choix de politiques ciblées sur les individus ou de politiques d'adaptation des institutions aux caractéristiques régionales est une question empirique qui nécessite des recherches supplémentaires.

Politiques en matière d'éducation et de compétences préparant les travailleurs pour l'avenir

Dans les pays de l'OCDE, le niveau de formation des travailleurs est généralement plus bas en milieu rural qu'en milieu urbain (OCDE, 2016c ; graphique 2.21, partie A), de sorte que les travailleurs ruraux sont plus vulnérables face aux chocs. Renforcer les qualifications des travailleurs dont l'emploi est menacé peut les aider à s'adapter à un nouvel environnement et réduit le risque que leur emploi ne soit délocalisé (OCDE, 2017d). Les travailleurs instruits sont aussi généralement plus mobiles en cas de choc. Des travaux de l'OCDE indiquent que les difficultés rencontrées sur le marché du travail par les travailleurs licenciés s'expliquent en majeure partie par le manque de compétences génériques clés telles que les compétences verbales, cognitives et en mathématiques (Quintini et Venn, 2013).

Bien qu'ils soient plus exposés au risque de licenciement, les travailleurs peu qualifiés ont tendance à moins participer aux programmes de formation continue (graphique 2.21, partie B). Or, des données montrent que ces programmes contribuent à préserver la qualité de l'emploi après un licenciement. Au Danemark, des travailleurs sans emploi qui avaient suivi une formation professionnelle aux emplois de service ont bénéficié d'une meilleure rémunération (Keller et Utar, 2016). De plus, par rapport aux salariés des grandes entreprises, les salariés des PME ont généralement des compétences cognitives plus faibles et sont donc moins susceptibles de satisfaire les critères de recrutement des entreprises exportatrices (OCDE, 2017d). Plusieurs défaillances du marché pourraient dissuader les entreprises et les individus d'investir dans la formation continue et de participer à ces programmes. Les politiques à privilégier seront différentes selon les pays mais pourraient comprendre des mesures qui protègent les entreprises contre le débauchage ainsi qu'un

Graphique 2.21. **Le niveau d'études et la participation aux programmes de formation sont faibles dans certains pays**



1. Ou dernière année pour laquelle des données sont disponibles.

Source : Base de données régionales de l'OCDE ; et OCDE (2016f), Regards sur l'éducation 2016. Les indicateurs de l'OCDE, Éditions OCDE, Paris (sur la base de l'Évaluation des compétences des adultes (25-64 ans).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502712

soutien spécifique aux PME, qui ont moins de possibilités pour former leurs salariés, en particulier dans les régions souffrant d'un retard de développement.

En plus du renforcement des compétences, de nombreux pays doivent améliorer l'adéquation entre les compétences délivrées par le système éducatif et les compétences recherchées sur le marché du travail. Dans l'Union européenne, au Mexique, au Japon et en Corée, 40 % environ des travailleurs estiment que leur niveau de qualification n'est pas en phase avec les exigences de leur poste de travail, tandis qu'aux États-Unis, 40 % des entreprises interrogées indiquent avoir des difficultés pour pourvoir les postes vacants (OCDE, 2016e). Des initiatives visant à mieux adapter la formation des travailleurs aux besoins des entreprises locales contribueraient également à améliorer l'adéquation entre l'offre et la demande de compétences sur le marché du travail. Il serait utile à cet égard de

renforcer l'apprentissage en milieu de travail dans les programmes d'enseignement professionnel et d'établir des liens entre les établissements d'enseignement et le secteur privé grâce à une meilleure coordination parmi les parties prenantes.

Bibliographie

Akgun, O. et S. Dougherty (2017), « Decentralisation, Globalisation and Inclusive Growth », *OECD Fiscal Federalism Working Paper Series*, Éditions OCDE, Paris, à paraître.

Akgun, O., D. Bartolini et B. Cournède (2017), « The Capacity of Governments to Raise Revenue », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE,* Éditions OCDE, Paris, à paraître.

Amiti, M. et C. Freund (2010), « The Anatomy of China's Export Growth » in *China's Growing Role in World Trade*, National Bureau of Economic Research, University of Chicago Press.

Andrews, D., C. Criscuolo et P. Gal (2015), « Frontier Firms, Technology Diffusion and Public Policy: Micro Evidence from OECD Countries », *OECD Productivity Working Papers, n° 2*, Éditions OCDE, Paris, DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/5jrql2q2jj7b-en*.

Andrews, D., C. Criscuolo et P. Gal (2016), « The Best versus the Rest: The Global Productivity Slowdown, Divergence across Firms and the Role of Public Policy », *OECD Productivity Working Papers*, *n°* 5, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/63629cc9-en*.

Araujo, S., T. Chalaux et D. Haugh (2017), « Who's in Your Export Market? The Changing Pattern of World Trade in the Age of GVCs », Éditions OCDE, Paris, à paraître.

Ariu, A. (2016), « Crisis-Proof Services: Why Trade in Services did not Suffer During the 2008–2009 Collapse », *Journal of International Economics*, 98: 138–149.

Autor, D. H., D. Dorn et G. H. Hanson (2013), « The China Syndrome: Local Labor Market Effects of Import Competition in the United States », *American Economic Review,* 103 : 2121-2168.

Autor D.H. et al. (2014), « Trade Adjustment Worker-Level Evidence », *Quarterly Journal of Economics*, 129 : 1799-1860.

Autor, D. H., G.H. Hason et K. Majlesi (2016), « Importing Political Polarization? The Electoral Consequences of Rising Trade Exposure », document non publié, MIT.

Autor, D.H. et al. (2017), « Concentrating on the Fall of the Labor Share », *National Bureau of Economic Research Working Paper*, n° 23108.

Bai, L. et S. Stumpner (2016), *Estimating the Price Effects of Globalization: The Case of U.S. Imports from China*, document non publié.

Baldwin, R. (2012), « Global Supply Chains: Why They Emerged, Why They Matter, and Where They are Going », *CEPR Discussion Paper,* n° 9103.

Baldwin, R. (2016), *The Great Convergence: Information Technology and the New Globalization*, Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts.

Bartolini, D., S. Stossberg et H. Blöchliger (2016), « Fiscal Decentralisation and Regional Disparities », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1330, Éditions OCDE, Paris, DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/5jlpq7v3j237-en*.

Bas, M. et V. Strauss-Kahn, (2015), « Input-trade liberalization, export prices and quality upgrading », *Journal of International Economics*, Elsevier, vol. 95, n° 2, mars.

Bems, R. (2008), « Aggregate Investment Expenditures on Tradable and Nontradable Goods », *IMF Working Paper,* n° 08/45.

Berlingieri, G. (2014), « Outsourcing and the Rise in Services », *CEP Discussion Paper*, n° 1199.

Berlingieri G., P. Blanchenay et C. Criscuolo (2017), « The great divergence (s) », *OECD Science, Technology and Industry Policy Papers*, Paris, à paraître.

Bloom, N., *M. Draca*, et *J. van Reenen* (2016), « Trade Induced Technical Change? The Impact Of Chinese Imports On Innovation, IT And Productivity », *Review of Economic Studies*, 83 : 87-117.

Bode, E. et P. Nunnenkamp (2011), « Does Foreign Direct Investment Promote Regional Development In Developed Countries? A Markov Chain Approach For US States », *Review of World Economics (Weltwirtschaftliches Archiv)*, 147 : 351-383.

Braun, S. et J. Scheffel (2007), « Does international outsourcing depress union wages? », *SFB 649 Discussion Paper*, n° 2007-034, Berlin, http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.690.2491&rep=rep1&type=pdf.

Breemersch, K., J.P. Damijan, et J. Konings. (2017) « Labor Market Polarization in Advanced Countries: Impact of Global Value Chains, Technology, Import Competition from China and Labor Market Institutions », à paraître.

Broda, C. et D. W. Weinstein, (2004), « Variety Growth and World Welfare », *American Economic Review*, 94 : 139-144, DOI : *http://dx.doi.org/ 10.1257/0002828041301443*.

Caldera Sánchez, A. et D. Andrews (2011), « Residential Mobility and Public Policy in OECD Countries », *OECD Journal: Economic Studies*, vol. 2011/1, DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/eco_studies-2011-5kg0vswqt240*.

Caldera Sánchez, A. et D. Andrews (2011), « To Move or not to Move: What Drives Residential Mobility Rates in the OECD? », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 846, Éditions OCDE, Paris, DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/5kghtc7kzx21-en*.

Caliendo, M., S. Kunn et R. Mahlstedt (2017), « The return to labor market mobility: An evaluation of relocation assistance for the unemployed », *Journal of Public Economics*, 148 : 136-151.

Campos, C. (2012), « The Geographical Concentration of Industries », document non publié, UK Office for National Statistics, *http://webarchive.nationalarchives.gov.uk/20160105160709/http:/www.ons.gov.uk/ons/dcp171766_272232.pdf*.

Casi, L. et L. Remini (2017), « Foreign direct investment and growth: Can different regional identities shape the returns to foreign capital investments? », *Environment and Planning C: Politics and Space*.

Causa, O. et M. Hermansen (2017), « The effectiveness of tax and transfer systems in reducing income inequality across OECD countries », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, à paraître.

Causa, O., A. de Serres et N. Ruiz (2015), « Can Pro-Growth Policies Lift All Boats?: An Analysis Based on Household Disposable Income », *OECD Journal: Economic Studies*, vol. 2015, n° 1, DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/eco_studies-2015-5jrqhbb1t5jb*.

Crinó, R. (2012), « Service Offshoring and the Skill Composition of Labour Demand », *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, 74 : 20-57.

D'Costa, S., E. Garcilazo et J. Oliveira Martins (2016), « Impact of Structural Reforms on Regional Growth: Distance to the Frontier Matters », Center for Economic Performance, *SERC/Urban and Spatial Programme Discussion Paper*, n° SERCDP0203, juillet. http://www.spatialeconomics.ac.uk/SERC/publications/abstract.asp?index=5158.

Dauth, W. et al, (2017), « Trade and Manufacturing Jobs in Germany », *IZA Discussion Paper*, n° 10469.

Dauth, W., S. Findeisen et J. Suedekum (2014), « The Rise of the East and the Far East: German Labor Markets and Trade Integration », *Journal of the European Economic Association*, 12 : ,1643-1675.

De Backer, K. et S. Miroudot (2013), « Mapping Global Value Chains », *OECD Trade Policy Papers*, n° 159, Éditions OCDE, Paris, DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/5k3v1trgnbr4-en*.

Demmou, L. (2012), « How product innovation in the North may immiserize the South: A new look at the Ricardian model with a continuum of goods », *Journal of Development Economics*, 97 : 93-304, DOI : *https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2011.03.002*.

Demmou, L. (2010), « Le recul de l'emploi industriel en France entre 1980 et 2007. Ampleur et principaux déterminants : un état des lieux », *Économie et Statistiques*, 438 : 273-296.

Demmou, L., C. Thubin et Y. Kalantzis (2017), « De-Industrialization in OECD Countries; a Simple Accounting Approach », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, à paraître.

Dinopoulos, E., K. Fujiwara et K. Shimomura (2011), « International trade and volume patterns under quasilinear preferences », *Review of Development Economics,* 15 : 154-167.

Donoso, V., V. Martin et A. Minondo (2015), « Do differences in the exposure to Chinese imports lead to differences in local labor market outcomes? An analysis for Spanish provinces », *Regional Studies*, 49 : 1746-1764.

Ebenstein, A., A. Harrison, M. McMillan et S. Phillips. (2014), « Estimating the Impact of Trade and Offshoring on American Workers Using the Current Population Surveys », *Review of Economics and Statistics*, 96 : 581-595.

Égert, B. et P. Gal (2017), « The quantification of structural reforms in OECD countries: A new framework », *OECD Journal: Economic Studies*, vol. 2016, n° 1, DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/eco_studies-2016-5jg1lqspxtvk*.

Egger, H. et U. Kreickemeier (2009), « Firm Heterogeneity and the Labor Market Effects of Trade Liberalization », *International Economic Review*, 50: 187-216.

Elsby, M. W. L. et al. (2013), « The Decline of the US Labour Share », *Brookings Papers on Economic Activity*, 2 : 1-52.

Fajgelbaum, P. et A. Kandhelwal (2016), « Measuring the Unequal Gains from Trade », *Quarterly Journal of Economics*, 131 : 1113-1180.

Feenstra, R. et G. H. Hanson (1995), « Foreign Investment, Outsourcing and Relative Wages », *National Bureau of Economic Research Working Paper*, n° 5121.

Francois, J., M. Jansen et R. Peters (2011), « Trade adjustment costs and assistance: the labour dynamic », in *Trade and Employment: From Myth to Facts*, Bureau international du Travail.

Frankel, J. et D. Romer (1999), « Does Trade Cause Growth? », *American Economic Review*, 89 : 379-399, juin.

Garnero, A. (2017), « The Dog That Barks Doesn't Bite: Coverage and Compliance of Sectoral Minimum Wages in Italy », *IZA Discussion Paper*, n° 10511.

Geishecker, I. et H. Görg (2013), « Services offshoring and wages: evidence from micro data », *Oxford Economic Papers*, 65 : 124-146.

Goos, M., A. Manning et A. Salomons (2014), « Explaining Job Polarisation: Routine-Biased Technological Change and Offshoring », *American Economic Review*, 104 : 2509-2526, DOI : *http://dx.doi.org/10.1257/aer.104.8.2509*.

Harrigan, J. (2001), « Specialization and the Volume of Trade: Do the Data Obey the Law? », dans Choi, E.K. et J. Harrigan (dir. pub.), *The Handbook of International Trade*, Blackwell Publishing.

Haugh, D., A. Kopoin, E. Rusticelli , D. Turner et R. Dutu. (2016), « Cardiac Arrest or Dizzy Spell: Why is World Trade So Weak and What can Policy Do About It? », *OECD Economic Policy Papers*, n° 18, Éditions OCDE, Paris, DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/5jlr2h45q532-en*.

Helpman, E. (2016), « Globalization and Wage Inequality », *National Bureau of Economic Research Working Paper*, n° 22944, décembre.

Helpman, E., O. Itskhoki et S. Redding (2010), « Unequal Effects of Trade on Workers with Different Abilities », *Journal of the European Economic Association*, 8 : 421–33.

Herrendorf, B., R. Rogerson et A. Valentinyi (2013), « Two Perspectives on Preferences and Structural Transformation », *American Economic Review*, 103 : 2752-89.

Hijzen, A. et P. Swaim (2007), « Does offshoring reduce industry employment? », *National Institute Economic Review,* vol. 201, pp. 86-96.

Immervoll, H (2015), « Minimum wage after the crisis : Making them pay », *OECD Focus*, Éditions OCDE, Paris.

Johansson, Å. et E. Olaberría (2014), « Long-term Patterns of Trade and Specialisation », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 1136*, Éditions OCDE, Paris, DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/5jz158tbddbr-en*.

Karabarbounis, L et B. Neiman, (2013), « The Global Decline of the Labour share », *National Bureau of Economic Research Working Paper,* n° 19136.

Keller, W. et H. Utar (2016), « International Trade and Job Polarization: Evidence at the Worker-Level », *National Bureau of Economic Research Working Paper,* n° 22315.

Kletzer, G. (2001), *Job Loss from Imports: Measuring the Costs*, Institute for International Economics.

Krugman, P. (1995), « Growing World Trade: Causes and Consequences », *Brookings Papers on Economic Activity*, 1 : 327-362.

Krugman, P. (2008), « Trade and wages, reconsidered », *Brooking Papers on Economic Activity*, Spring: 103-137.

Liu, R. et D. Trefler (2011), « A Sorted Tale of Globalization: White Collar Jobs and the Rise of Service Offshoring », *National Bureau of Economic Research Working Paper,* n° 17559.

Lopez-Gonzalez, J., P. Kowalski et P. Achard (2015), « Trade, global value chains and wage-income inequality », *OECD Trade Policy Papers*, n° 182, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/5js009mzrqd4-en*.

Malgouyres, C. (2016), « The Impact of Chinese Import Competition on the Local Structure of Employment and Wages: Evidence from France », *Document de travai,* n° 603, Banque de France.

Marcolin, L., S. Miroudot et M. Squicciarini (2016), « The Routine Content Of Occupations: New Cross-Country Measures Based On PIAAC », *OECD Trade Policy Papers*, n° 188, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/5jm0mq86fljg-en*.

McMillan, M. et D. Rodrik (2011), « Globalization, Structural change and productivity growth », *National Bureau of Economic Research Working Paper*, n° 17143.

Miroudot, S. et C. Cadestin (2017), « Services In Global Value Chains: From Inputs to Value-Creating Activities », *OECD Trade Policy Papers*, n° 197, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/465f0d8b-en*

Newfarmer, R. et M. Sztajerowska (2012), « Trade and Employment in a Fast-Changing World », dans OCDE (2012), *Policy Priorities for International Trade and Jobs*, Éditions OCDE, Paris.

OCDE (2005), « Les disparités régionales d'emploi sont-elles persistantes ? Le rôle de la mobilité géographique », dans *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2005*, Éditions OCDE, Paris.

OCDE (2009), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2009: Faire face à la crise de l'emploi*, Éditions OCDE, Paris, DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/empl_outlook-2009-fr*.

OCDE (2012), *Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenus se creusent*, Éditions OCDE, Paris, DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/9789264119550-fr*.

OCDE (2015), *Back to Work: Sweden: Improving the Re-employment Prospects of Displaced Workers*, Éditions OCDE, Paris, DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/9789264246812-en*.

OCDE/EUIPO (2016), *Trade in Counterfeit and Pirated Goods: Mapping the Economic Impact*, Éditions OCDE, Paris, DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/9789264252653-en*.

OCDE (2016a), *L'articulation entre productivité et inclusivité : Version préliminaire*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264260849-fr*.

OCDE (2016b), *Illicit trade: converging criminal network*, Éditions OCDE, Paris, DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/9789264251847-en*.

OCDE (2016c), OECD Regional Outlook 2016: Productive Regions for Inclusive Societies, Éditions OCDE, Paris, DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/9789264260245-en*.

OCDE (2016d), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2016*, Éditions OCDE, Paris, DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/empl_outlook-2016-fr*.

OCDE (2016e), *Getting Skills Right: Assessing and Anticipating Changing Skill Needs*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264252073-en*.

OCDE (2016f), *Regards sur l'éducation 2016 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/eag-2016-fr*.

OCDE (2016g), *Back to Work: United States: Improving the Re-employment Prospects of Displaced Workers*, Éditions OCDE, Paris, DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/9789264266513-en*.

OCDE (2017a), *International Trade: Free, Fair and Open?,* Éditions OCDE, Paris, DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/9789264060265-en*

OCDE (2017b), Réunion du Conseil au niveau des Ministres, 7-8 juin 2017, Note sur les principaux thèmes, Éditions OCDE, Paris.

OCDE (2017c), *Services Trade Policies and the Global Economy*, Éditions OCDE, Paris, à paraître,

.OCDE (2017d), *OECD Skills Outlook 2017: Skills and Global Value Chains*, Éditions OCDE, Paris, DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/9789264273351-en*.

OCDE (2017e), *OECD Employment Outlook 2017*, Éditions OCDE, Paris, à paraître.

OCDE (2017f), *Economic Policy Reforms 2017: Going for Growth*, Éditions OCDE, Paris, DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/growth-2017-en*.

Onodera, O. (2008), « Trade and Innovation Project: A Synthesis Paper », *OECD Trade Policy Working Papers*, n° 72, Éditions OCDE, Paris, DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/240602178318*.

Quintini, G. et D. Venn (2013), « Retrouver du travail : retour à l'emploi, salaire et utilisation des compétences suite à une perte d'emploi pour raison économique », dans *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2013*, Éditions OCDE, Paris, DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/empl_outlook-2013-8-fr*.

Rusticelli, E., A. Arquie, D. Haugh et D. Turner . (2017), « Going Local: A Regional Perspective on International Trade, Labour Markets and Inequality », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, à paraître.

Schank, T., C. Schnabel et J. Wagner (2007), « Do Exporters Really Pay Higher Wages? First Evidence from German Linked Employer-Employee Data », *Journal of International Economics,* 72 : 52-74.

Schwellnus, C., A Kappeler et P. Pionnier (2017), « Decoupling of Wages from Productivity: Macro-level Facts », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 1373*, Éditions OCDE, Paris, DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/d4764493-en*.

Shelburne, R. et R. Bednarzik (1993), « Geographic Concentration of Trade-Sensitive Employment », *Monthly Labor Review*, vol. 116, pp. 3-31, *https://www.bls.gov/opub/mlr/1993/06/art1full.pdf*.

Sourdin, P., S. Stone et C. Legendre (2013), « Trade and Labour Market Adjustment », *OECD Trade Policy Papers*, n° 143, Éditions OCDE, Paris, DOI : *http://dx.doi.org/10.1787/5k4c6spvddwj-en*.

Swiecki, T. (2014), « Determinants of structural change », *Review of Economic Dynamics*, vol. 24. *http://dx.doi.org/10.10161/j.red.2017.01.007*.

Thissen, M., M. Lankhuizen et B. Los (2017), « Construction of a Time Series of Fine-Grained Detailed Nuts2 Regional Input-Output Tables for the EU embedded in a Global System of Country Tables », document non publié, PBL Netherlands Environmental Assessment Agency, La Haye, à paraître.

Timmer, M.P. et al. (2014), « Slicing Up Global Value Chains », *Journal of Economic Perspectives*, 28 : 99-118.

Timmer, M.P. et al., (2016), « An Anatomy of the Global Trade Slowdown based on the WIOD 2016 », *GGDC Research Memorandum*, n° 162, Université de Groningue.

Verhoogen, E. A. (2008), « Trade, Quality Upgrading, and Wage Inequality in the Mexican Manufacturing Sector », *Quarterly Journal of Economics*, 123 : 489-530.

ANNEXE 2.1

Résultats de la régression de la croissance des exportations

Pour analyser les effets relatifs de la demande et de la concurrence sur la croissance des exportations, on a estimé une régression de la croissance des exportations de 742 produits manufacturés dans 44 pays sur la période 1995-2015 (tableau). La demande est mesurée par les exportations mondiales totales du produit *p*, à l'exclusion des exportations du pays considéré.

Les effets de la concurrence sont mesurés par le degré de spécialisation d'un pays dans un produit. Plus le degré de spécialisation d'un pays dans un produit est élevé, plus on estime qu'il renforce le niveau de concurrence sur le marché de ce produit. La spécialisation est à son tour mesurée par l'avantage comparatif révélé symétrique (ACRS), défini par la formule suivante :

$$ACRS_{c,p} = \frac{ACR_{c,p} - 1}{ACR_{c,p} + 1}$$

où $ACR_{c,p} = \frac{Exports_{c,p}/\sum_p Exports_{c,p}}{Exports_{world,p}/\sum_p Exports_{world,p}}$ et où $Exports_{c,\,p}$ désigne les exportations totales du produit *p* par le pays *c* et $Exports_{world,\,p}$ les exportations totales du produit *p* dans le commerce mondial.

L'indicateur ACRS est compris entre -1 et +1. Plus la valeur du ACRS d'un produit donné *p* exporté par le pays *c* est élevée, plus l'importance relative du produit *p* dans le panier d'exportations du pays *c* est élevée. Une valeur de 0 signifie que la part des exportations du produit *p* par le pays *c* est identique à la part du produit *p* dans le commerce mondial. Si la valeur du ACRS d'un produit est supérieure à 0 pour un pays donné, on considère alors que ce pays est spécialisé dans le produit considéré. Le taux de change effectif nominal (TCEN) et les variables indicatrices d'année, de pays et de produit sont utilisés comme variables de contrôle.

L'écart-type de la croissance des exportations mondiales par produit est de 0.17. Les écarts-types de la variation du ACRS de la Chine, de l'Allemagne, des États-Unis et des économies dynamiques d'Asie sont de 0.107, 0.073, 0.082 et 0.088 respectivement.

Comme attendu, le signe du terme ACRS est négatif. La croissance des exportations du produit *p* par le pays *c* ralentit lorsque les autres pays renforcent leur spécialisation dans ce produit. La demande mondiale pour un produit a également le signe positif attendu ; plus le marché mondial d'un produit croît rapidement, plus il est facile pour un pays d'accroître ses propres exportations de ce produit.

Croissance des exportations de produits manufacturés

Variable dépendante	DLOG des exportations (c,p t)
Variation du ACRS de la Chine (p,t)	-0.04 (***)
Variation du ACRS de l'Allemagne (p,t)	-0.06 (***)
Variation du ACRS des États-Unis (p,t)	-0.12 (***)
Variation du ACRS des économies dynamiques d'Asie (p, t)	-0.05 (***)
DLOG du TCEN (c,t)	-0.03 (**)
DLOG des exportations mondiales (p,t)	0.34 (***)
Constante	0.29 (***)
Variable indicatrice année	yes
Variable indicatrice produit	yes
Variable indicatrice pays	yes
Nombre d'observations	602,952
	1995-2015
	44 pays
-	CTCI Secteur manufacturier, 742 produits

Notes : c, p et t désignent le pays, le produit et la période. DLOG désigne la différence logarithmique. TCEN désigne le taux de change effectif nominal. Les exportations sont mesurées en valeur. Les économies dynamiques d'Asie comprennent Hong Kong, Chine ; la Malaisie ; les Philippines ; Singapour ; le Taipei chinois ; la Thaïlande et le Vietnam. « *** », « ** » et « * » : statistiquement significatif à 1 %, 5 % et 10 % respectivement.

Source : Base de données Comtrade des Nations Unies, Banque des règlements internationaux et Araujo et al. (2017).

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933505106*

ANNEXE 2.2

Résultats de la régression pour l'emploi manufacturier

L'impact de la concurrence des importations sur l'emploi manufacturier a été analysé au niveau des pays au moyen d'une régression multi-pays de la part de l'emploi manufacturier dans l'emploi total. Plusieurs variables explicatives ont été utilisées pour rendre compte de l'effet des échanges, de l'évolution technologique et des modes de consommation. Les *importations intermédiaires* désignent la pénétration des importations de produits intermédiaires, mesurée par le ratio entre les importations de produits intermédiaires de l'ensemble des secteurs et les dépenses intérieures totales. Les *importations destinées à la consommation finale* désignent la pénétration des importations de biens de consommation, mesurée par le ratio entre les importations de biens de consommation de l'ensemble des secteurs et les dépenses intérieures totales. Les *investissements dans les TIC* correspondent au ratio entre les investissements en équipements de TIC du secteur manufacturier et le PIB du secteur manufacturier. Les *investissements dans les machines* désignent la variation des investissements dans les machines, mesurés par le ratio entre les investissements du secteur manufacturier dans les machines autres que de transport et de TIC et le PIB du secteur manufacturier. La *part de la consommation* représente la somme pondérée des parts de la consommation de biens durables et semi-durables dans la consommation totale (somme de la consommation de biens durables, semi-durables et non durables et de services), exprimées en valeur, de 37 pays membres et non membres de l'OCDE.

Pour limiter le risque que la régression ne reflète des tendances plutôt que les fluctuations conjoncturelles, l'emploi manufacturier est mesuré en proportion de l'emploi total et toutes les variables sont exprimées en termes de variation sur des périodes de six années (1990-6, 1996-2002, 2002-08 et 2008-14). Il semble par ailleurs improbable que les chocs touchant spécifiquement la demande dans le secteur manufacturier déterminent à la fois les importations de biens intermédiaires et l'emploi, car la tendance de la part de l'emploi manufacturier est orientée à la baisse alors que l'activité sur les CVM suit une tendance haussière depuis 25 ans. Le terme de la part de la consommation a été inclus de manière à rendre compte au moins en partie des chocs qui touchent spécifiquement la demande dans le secteur manufacturier. On a également vérifié la robustesse des résultats en effectuant les régressions avec les variations en glissement annuel : les résultats restent valables et sont même encore plus probants. Les régressions sont effectuées avec des variables indicatrices de temps pour les trois premières sous-périodes et une constante,

qui représentent ensemble la tendance commune inexpliquée. Les spécifications retenues sont les suivantes :

(1) $dY = \beta_1\ dMPENcons + \beta_2\ dMPENint + \beta_3\ dmach + \beta_3 dICT + period1 + period2 + period3 + cst + e$

(2): $dY = \beta_1\ dMPENcons + \beta_2\ dMPENint + \beta_3\ dmach + \beta_4 dICT + \beta_5 dlnXPERF + period1 + period2 + period3 + cst + e$

(3): $dY = \beta_1\ dMPENcons + \beta_2\ dMPENint + \beta_3\ dmach + \beta_4\ dICT + \beta_5\ dMPENcons(from\ china) + \beta_6\ dMPENint(from\ China) + period1 + period2 + period3 + cst + e$

(4): $dY = \beta_1\ dMPENcons + \beta_2\ dMPENint + \beta_3\ dmach + \beta_4\ dICT + \beta_5\ dConsumptionShares + cst + e$

(5): $dY = \beta_1\ dMPENcons + \beta_2\ dMPENint + \beta_3\ dmach + \beta_4\ dICT + \beta_5\ dlnXPERF + \beta_6\ dConsumptionShares + cst + e$

Explication du déclin de la part de l'emploi manufacturier dans quelques pays de l'OCDE

Variable dépendante : variation de la part de l'emploi manufacturier dans l'emploi

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Importations destinées à la consommation finale	-0.4799 **	-0.4749 **	-0.2937	-0.5580 ***	-0.5097 ***
Importations intermédiaires	0.1914 ***	0.1720 ***	0.1835 ***	0.2026 ***	0.1742 ***
Investissements dans les machines	-0.0561 *	-0.0489 *	-0.0859 ***	-0.0586 **	-0.0493 *
Investissements dans les TIC	-0.0873	-0.0806	-0.0519	-0.0850	-0.0760
Résultats à l'exportation (log)		0.0099			0.0114
Importations destinées à la consommation finale en provenance de la Chine			-0.9497		
Importations intermédiaires en provenance de la Chine			-0.1785		
Part de la consommation				0.2409 *	0.1951 *
Constante	-0.0163 ***	-0.0156 ***	-0.0160 ***	-0.0158 ***	-0.0156 ***
Variable indicatrices temps (dummies) : 1990-96	0.0013	0.0003	0.0011		
1996-2002	0.0002	-0.0007	0.0023		
2002-08	-0.0065 **	-0.0056 *	-0.0040		
Pays					
Périodes (maximum)	4	4	4	4	4
Nombre d'observations	47	47	45	47	47
R^2 ajusté	0.277	0.282	0.299	0.296	0.314

Notes : Toutes les variables sont exprimées sous forme de variation. Pour les besoins de la régression, la variation des données est calculée sur les sous-périodes 1990-6, 1996-2002, 2002-08 et 2008-14. « *** », « ** » et « * » désignent des niveaux de signification statistique de 1 %, 5 % et 10 % respectivement. La variable dépendante est la variation du ratio emploi manufacturier/emploi total. La variable « importations intermédiaires » désigne la variation de la pénétration des importations de biens intermédiaires, mesurée par le ratio entre les importations de biens intermédiaires de l'ensemble des secteurs et les dépenses intérieures totales. La variable « importations destinées à la consommation finale » désigne la variation de la pénétration des importations de biens de consommation, mesurée par le ratio entre les importations de biens de consommation de l'ensemble des secteurs et les dépenses intérieures totales. La variable « investissements dans les TIC » correspond au ratio entre les investissements en équipements de TIC du secteur manufacturier et le PIB du secteur manufacturier. La variable « investissements dans les machines » désigne la variation des investissements dans les machines, mesurés par le ratio entre les investissements du secteur manufacturier dans les machines autres que de transport et de TIC et le PIB du secteur manufacturier. La part de la consommation est une variable agrégée correspondant à la somme pondérée des parts de la consommation de biens durables et semi-durables dans la consommation totale (somme de la consommation de biens durables, semi-durables et non durables et de services), exprimées en valeur, de chacun des pays suivants : AUT, BEL, CAN, CZE, DNK, FIN, FRA, DEU, GRC, HUN, ISL, IRL, ITA, JPN, KOR, LUX, MEX, NLD, NZL, NOR, POL, PRT, SVK, SWE, GBR, USA, CHL, COL, EST, ISR, LVA, SVN; ZAF; LTU, CRI, IDN, TUR. Des variables indicatrices de temps sont incluses pour les trois premières sous-périodes. Une constante est également incluse.
Source : Les données proviennent de plusieurs bases de données de l'OCDE : STAN ou GOV pour les données sur l'emploi, STAN pour les données sur les importations, les comptes nationaux de l'OCDE pour les données sur l'investissement, et la base de données analytiques pour les dépenses intérieures totales et les taux de change.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505087

ANNEXE 2.3

Analyse régionale

	Nombre de régions	Corrélation entre			
		Taux d'emploi dans le secteur manufacturier et taux d'emploi total	Taux d'emploi dans le secteur manufacturier et exposition aux importations	Taux d'emploi total et taux d'immigration interrégionale net	Revenu marchand et taux d'emploi dans le secteur manufacturier
AUS	9	0.10	-0.64*	-0.15	0.62*
AUT	35	0.54***	-0.08	0.52	0.90***
BEL	3	0.59	0.71		0.61
CAN	13	0.23	0.10	0.42	0.69**
CZE	14	0.53**	0.33	0.67*	-0.67*
DEU	16	0.48**	0.48**	0.46*	0.92***
DNK	11	0.19	0.60**	-0.66	0.47*
ESP	59	0.28**	-0.19*	-0.01	-0.02
EST	5	0.39	-0.09		
FIN	19	0.59***	0.06	0.94***	0.13
GBR	173	0.40***	0.01		0.21**
GRC	13	0.16	-0.05		-0.64***
HUN	20	0.87***	0.40*	0.41	0.83**
IRL	8	0.96***	0.34		0.88***
ITA	110	0.43***	0.01	-0.32	0.21
KOR	17	0.71***	0.43*	0.75**	0.42*
LVA	6	-0.64	0.46		
MEX	32	0.24	0.41***		0.01
NLD	12	-0.22	-0.06	0.12	-0.56**
NOR	19	0.32		-0.22	
POL	16	0.80***		0.33	0.42*
PRT	25	0.64***	-0.19	0.25	0.14
SVK	8	0.76**		-0.98**	0.06
SVN	12	0.48	0.18		0.06
SWE	21	0.76***	-0.18	0.58*	0.69**
TUR	26	0.51***		0.09	
USA	51	0.42***	0.02	0.51***	0.56***

Note : Les coefficients de corrélation sont calculés sur des périodes allant de 2000 (ou une année ultérieure, mais la durée de la période ne peut pas être inférieure à 5 ans) à la dernière année pour laquelle des données sont disponibles. Différents niveaux de données régionales (grandes régions - niveau L2 ou petites régions - niveau L3) ont été retenus selon les pays, de manière à obtenir le plus vaste échantillon possible. Le nombre de régions ou de sous-régions pris en compte figure dans la première colonne ; cependant, pour la corrélation avec les flux d'immigration interrégionale, seul l'échelon régional est utilisé.

Source : Base de données régionales de l'OCDE ; base de données pour l'analyse structurelle ; et calculs de l'OCDE.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933505125*

Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2017 Numéro 1
© OCDE 2017

Chapitre 3

ÉVOLUTION DANS LES PAYS MEMBRES DE L'OCDE ET DANS CERTAINES ÉCONOMIES NON MEMBRES

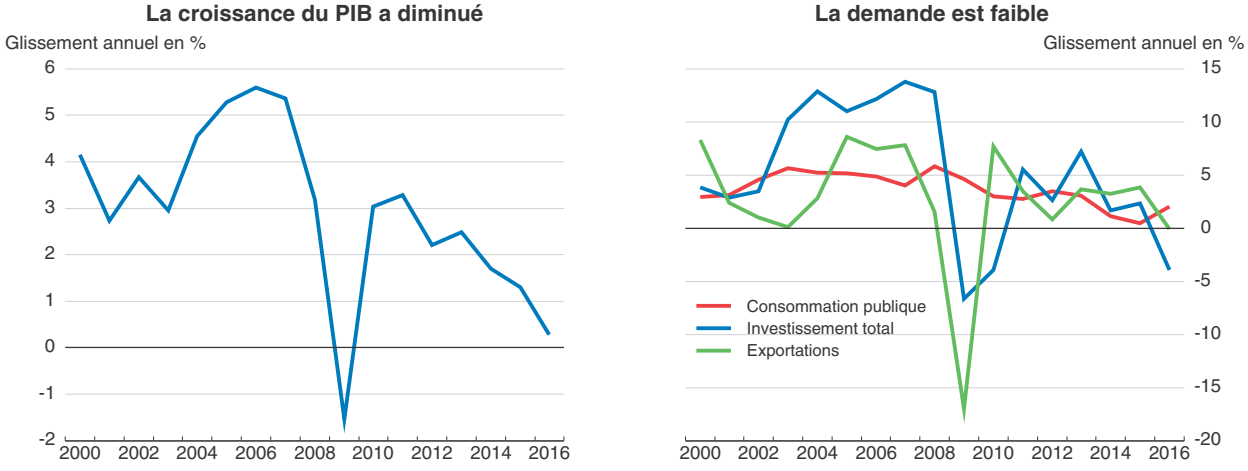
AFRIQUE DU SUD

La croissance économique devrait rester atone en 2017 avant de repartir modérément à la hausse en 2018, la consommation privée et les exportations connaissant une embellie à la faveur du redressement des cours des produits de base et de l'expansion des marchés d'exportation. Le chômage et les inégalités resteront à un niveau élevé, compte tenu de l'importance des déficits de compétences et de la qualité insuffisante du système éducatif. L'inflation a été supérieure à l'objectif visé, en raison de la dépréciation du rand et de la montée des prix alimentaires, mais elle diminue.

L'orientation de la politique monétaire est légèrement accommodante depuis mars 2016, ce qui est de mise étant donné que les pics d'inflation ont été provoqués par des chocs temporaires, notamment par une grave sécheresse. La dépréciation continue du rand, due aux révisions à la baisse des appréciations des agences de notation, pourrait avoir des effets indirects sur l'inflation. La Banque de réserve sud-africaine devrait peut-être faire clairement savoir qu'elle est prête à intervenir pour préserver l'ancrage des anticipations d'inflation. Les autorités devraient entreprendre un assainissement modéré des finances publiques pour stabiliser le niveau de la dette, tout en préservant les transferts sociaux afin de réduire les inégalités et la pauvreté. Des réformes structurelles audacieuses sont nécessaires pour stimuler la croissance, notamment en intensifiant la concurrence dans les industries de réseau et les services, et pour améliorer le système éducatif.

Une intégration régionale plus poussée pourrait dynamiser la croissance en élargissant l'accès aux marchés et aux ressources. Les entreprises sud-africaines étant mieux dotées en ressources financières et en technologies de pointe que leurs concurrentes de la région, elles pourraient bénéficier d'une intégration plus poussée si l'on poursuivait la levée des obstacles commerciaux et non commerciaux à cette intégration. La mondialisation et la libéralisation financière ont concouru à l'expansion des marchés de capitaux, mais elles se sont également accompagnées d'une forte

Afrique du Sud



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503681

Afrique du Sud : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de ZAR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	3 540.1	1.7	1.3	0.3	0.8	1.2
Consommation privée	2 144.2	0.7	1.7	0.8	0.8	1.5
Consommation publique	728.2	1.1	0.5	2.0	0.8	0.8
Formation brute de capital fixe	721.2	1.7	2.3	-3.9	0.0	2.8
Demande intérieure finale	3 593.6	1.0	1.6	0.1	0.6	1.6
Variation des stocks[1]	31.2	-0.4	0.2	-0.9	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	3 624.8	0.6	1.8	-0.8	0.4	1.6
Exportations de biens et services	1 093.1	3.2	3.9	-0.1	4.3	4.5
Importations de biens et services	1 177.8	-0.5	5.4	-3.7	2.9	5.9
Exportations nettes[1]	- 84.7	1.1	-0.5	1.1	0.4	-0.4
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	5.5	4.9	6.7	5.6	5.4
Indice des prix à la consommation	_	6.1	4.6	6.3	6.0	5.8
Déflateur de la consommation privée	_	5.7	3.9	6.1	5.3	5.0
Solde des administrations publiques[2]	_	-4.1	-3.9	-3.5	-3.3	-3.0
Balance des opérations courantes[2]	_	-5.3	-4.4	-3.3	-2.7	-3.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du PIB.
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933506303

volatilité du rand et du marché boursier. Il est possible de limiter cette volatilité en étoffant les règles prudentielles applicables aux établissements financiers. Enfin, les travailleurs des secteurs exportateurs, notamment de l'industrie minière et du secteur bancaire, ont recueilli les fruits de la mondialisation sous la forme de salaires élevés, au prix d'une tendance à l'aggravation des inégalités. Les autorités mettent actuellement en place un salaire minimum national, qui permettra de réduire les inégalités salariales et de lutter contre la pauvreté.

La croissance reste atone

Si l'on excepte la récession de 2009, le taux de croissance en 2016 est le plus bas jamais enregistré depuis 2000. L'incertitude politique reste forte et la confiance des entreprises et des consommateurs en pâtit. L'investissement restera faible en 2017. La persistance d'un chômage élevé et d'un fort endettement maintiendra la consommation des ménages à un niveau bas. Du côté des administrations publiques, l'expansion des dépenses demeurera modérée, l'accroissement de la dette imposant encore des efforts d'assainissement budgétaire. Enfin, les exportations soutiendront la demande, à la faveur de la remontée des cours des produits de base et de l'affermissement de la croissance sur les principaux marchés extérieurs de l'Afrique du Sud.

Le déficit des paiements courants a diminué, pour de bonnes et de mauvaises raisons. En effet, si la croissance lente du revenu intérieur a freiné les importations, les termes de l'échange ont bénéficié de l'appréciation du rand en 2016 et de la remontée des cours mondiaux des produits de base. Le déficit des paiements courants est financé par des

investissements de portefeuille, de sorte que l'Afrique du Sud est fortement exposée au risque d'une inversion des flux de capitaux. Elle a enregistré en 2016 des sorties de capitaux massives liées à des cessions de titres de participation, qui ont été compensées en partie par des investissements entrants sur le marché obligataire, ce qui témoigne des arbitrages opérés par les investisseurs dans leur portefeuille et du climat d'incertitude politique.

Le contexte de l'action publique s'est dégradé

L'incertitude politique a entraîné des révisions à la baisse des appréciations des agences de notation concernant la dette, qui pèsent sur l'action monétaire et budgétaire. La politique monétaire s'inscrit dans un environnement difficile de forte inflation et de faible croissance. La sécheresse prolongée, la montée des cours du pétrole et les répercussions différées des variations du taux de change ont contribué à la persistance d'une forte inflation en 2016. Celle-ci pourrait demeurer élevée en cas de nouvelle dépréciation du rand.

L'assainissement budgétaire doit se poursuivre pour freiner l'accroissement de la dette. Les principaux facteurs menaçant la viabilité de la dette tiennent aux conséquences des révisions à la baisse des appréciations des agences de notation et à l'augmentation des éléments de passif éventuel dans les entreprises publiques. La dégradation de la note de la dette souveraine peut provoquer de brusques sursauts des taux d'intérêt, ayant des effets persistants sur la croissance et la dette. L'exposition du secteur public à des risques liés à des entités publiques s'accentue depuis quelques années. La mise en œuvre de mesures d'assainissement crédibles aidera à limiter la hausse des primes de risque souverain. La masse salariale des administrations publiques et les transferts aux ménages ont une importance disproportionnée dans la structure des dépenses publiques (puisqu'ils représentaient à eux deux 50 % de ces dépenses en 2016), ce qui laisse peu de marge pour réaliser les investissements publics nécessaires, et répondre ainsi aux besoins d'infrastructures matérielles et d'équipements collectifs, et pour libérer le potentiel de croissance. De nouveaux efforts pourraient être déployés pour limiter les hausses annuelles de salaires dans le secteur des administrations publiques et accroître l'efficacité des dépenses publiques.

Tel que proposé, le salaire minimum national concernera potentiellement 6 millions d'actifs, soit près de la moitié (47 %) de l'ensemble des salariés. Cette mesure devrait sensiblement réduire la pauvreté parmi les travailleurs peu qualifiés.

La croissance demeure tributaire de l'incertitude politique

Le PIB devrait croître à nouveau modestement en 2017, l'investissement demeurant en demi-teinte et la progression de la consommation des ménages restant modérée. Un regain de croissance interviendra en 2018, essentiellement grâce aux exportations, soutenues par une augmentation des prix des produits de base.

L'instabilité de l'environnement politique fragilise la confiance dans l'économie. Toute accentuation des tensions politiques pourrait brider davantage l'investissement privé. De même, le rand demeure très sensible au niveau des taux d'intérêt aux États-Unis, et donc exposé à leur relèvement. En outre, comme le Royaume-Uni est le principal partenaire commercial de l'Afrique du Sud en Europe, les incertitudes entourant les conséquences de sa sortie de l'Union européenne (« Brexit ») pourraient peser sur les importations et les flux de capitaux. Enfin, les perspectives pourraient s'améliorer si les cours mondiaux des

produits de base continuaient d'augmenter, ou si la croissance s'accélérait chez les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud, comme les États-Unis et la Chine. Par ailleurs, le secteur agricole a renoué avec la croissance et pourrait dynamiser la demande intérieure par des effets de prix. De fait, le niveau des estimations actuelles de production végétale est élevé, et il semble que les récoltes seront bonnes. Une baisse notable des prix alimentaires pourrait atténuer les difficultés des ménages et accroître leur pouvoir d'achat.

ALLEMAGNE

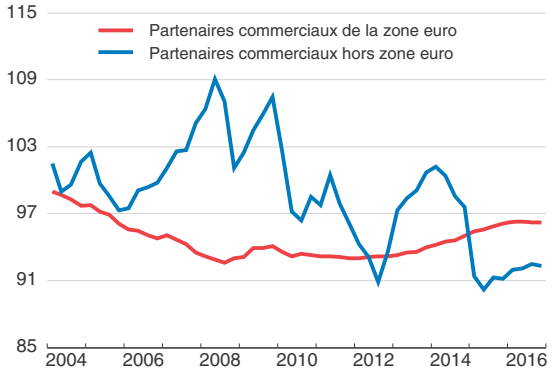
La croissance économique devrait rester solide et le taux chômage devrait continuer de diminuer. Ce chômage limité et l'augmentation des dépenses publiques contribueront à soutenir la consommation privée. La faiblesse des taux d'intérêt et l'immigration devraient soutenir l'investissement résidentiel, mais l'investissement des entreprises ne s'affermira que progressivement. Les exportations bénéficient de la vigueur de la demande en Asie et aux États-Unis, mais fléchiront à mesure que l'effet de la dépréciation antérieure de l'euro s'estompera et que la croissance des importations en Chine ralentira. L'excédent des paiements courants se réduira quelque peu, principalement sous l'effet de l'augmentation des prix de l'énergie. La forte croissance des recettes devrait permettre aux administrations publiques de conserver un solde budgétaire excédentaire.

Le pays doit adopter une politique budgétaire plus porteuse pour remédier aux faiblesses structurelles qui font obstacle à une croissance inclusive. Les hausses de dépenses devraient être consacrées en priorité à la formation des migrants, à l'amélioration des services d'accueil des jeunes enfants et à la généralisation de l'enseignement primaire à plein temps. L'abaissement des taux d'imposition appliqués aux deuxièmes apporteurs de revenu permettrait de réduire les obstacles qui empêchent les femmes d'accéder à des emplois et des carrières plus attrayants, avec pour conséquence une augmentation de l'offre de main-d'œuvre qualifiée sur un marché du travail tendu.

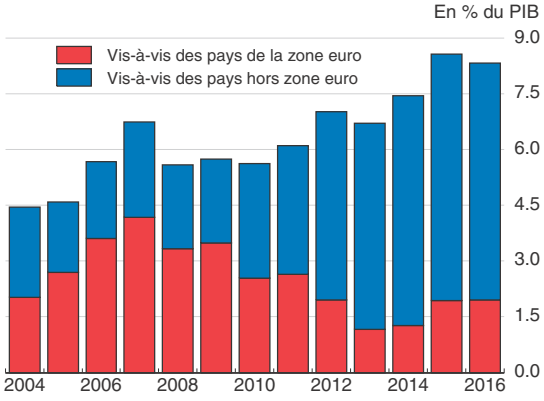
Une forte intégration dans les chaînes de valeur mondiales (sous l'effet notamment de l'externalisation d'activités à forte intensité de main-d'œuvre et de l'augmentation des ventes sur des marchés dynamiques lointains, en particulier en Asie), la dépréciation de l'euro et la modération salariale ont rendu très compétitifs les fabricants allemands. Le nombre de travailleurs percevant un salaire relativement faible a

Allemagne

L'Allemagne reste très compétitive
Rapport entre les prix des produits manufacturés en Allemagne et chez ses partenaires commerciaux[1]



L'excédent des paiements courants est élevé



1. Données non corrigées des variations saisonnières et des jours travaillés, sur la base des déflateurs des ventes du secteur manufacturier. Moyenne depuis 1991 = 100.

Source : Banque fédérale allemande (Deutsche Bundesbank).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503130

Allemagne : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentage de variation

	2014	2015	2016	2017	2018
Emploi[1]	0.8	0.9	1.2	1.5	1.1
Taux de chômage[2]	5.0	4.6	4.2	3.8	3.7
Rémunération par salarié[3]	2.8	2.4	2.3	2.4	2.5
Coûts unitaires de main-d'œuvre	2.2	2.1	2.0	1.8	1.2
Revenu disponible des ménages	2.3	3.1	2.8	3.2	2.9
Déflateur du PIB	1.8	2.0	1.4	0.9	1.7
Indice des prix à la consommation harmonisé	0.8	0.1	0.4	1.9	1.6
IPCH sous-jacent[4]	1.1	1.1	1.1	1.1	1.6
Déflateur de la consommation privée	0.9	0.6	0.7	1.7	1.5

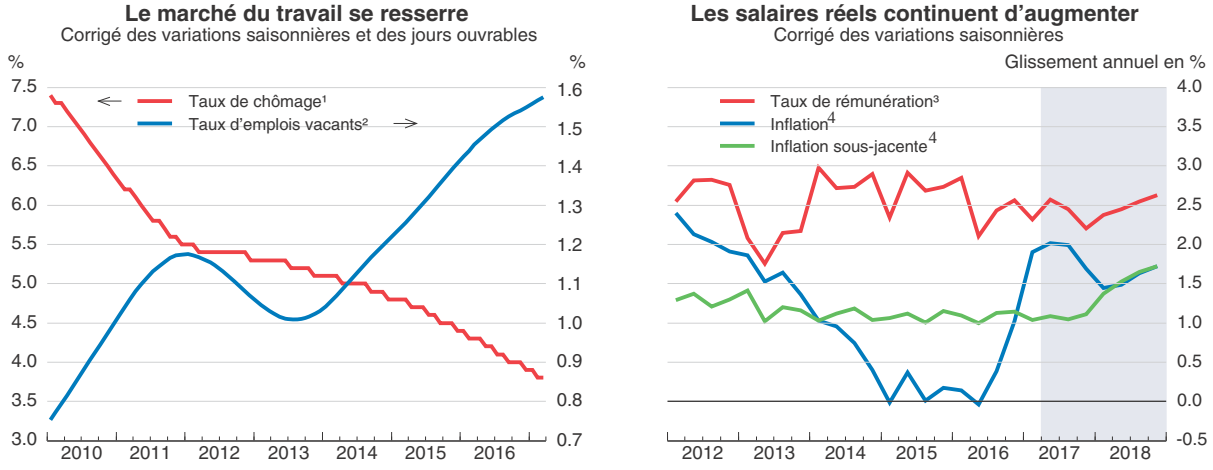
1. Sur la base de la comptabilité nationale.
2. En pourcentage de la population active.
3. Pour l'ensemble de l'économie.
4. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505296

augmenté, la mobilité ascendante sur l'échelle des revenus a diminué et la durée moyenne des épisodes de chômage est longue, même si la pauvreté demeure faible. Le niveau élevé d'épargne des ménages, la faiblesse de l'investissement des entreprises et l'assainissement budgétaire sont autant de facteurs qui ont contribué à l'ample excédent des paiements courants. Des réformes visant à supprimer les obstacles à l'entrée sur les marchés de services et à développer les infrastructures publiques stimuleraient l'investissement et réduiraient le volumineux excédent des paiements courants.

Allemagne



1. Personnes âgées de 15 à 74 ans. Sur la base de l'enquête sur la population active en Allemagne.
2. Offres d'emploi non satisfaites en pourcentage de l'emploi total.
3. Salaire nominal moyen par employé. Prévisions à partir du premier trimestre 2017.
4. Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH). L'IPCH sous-jacent ne tient pas compte des prix de l'énergie, de l'alimentation, de l'alcool et du tabac.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; et Statistisches Bundesamt.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503149

Allemagne : **Indicateurs financiers**

	2014	2015	2016	2017	2018
Taux d'épargne nette des ménages[1]	9.4	9.7	9.7	10.0	9.8
Solde financier des administrations publiques[2]	0.3	0.7	0.8	0.7	0.6
Dette brute des administrations publiques[2]	83.6	79.3	76.6	73.5	71.0
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht[2]	74.8	71.2	68.4	65.3	62.8
Balance des opérations courantes[2]	7.6	8.6	8.3	7.5	7.4
Taux d'intérêt à court terme[3]	0.2	0.0	-0.3	-0.3	-0.3
Taux d'intérêt à long terme[4]	1.2	0.5	0.1	0.4	0.8

1. En pourcentage du revenu disponible.
2. En pourcentage du PIB.
3. Taux interbancaire à 3 mois.
4. Obligations d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505315

La croissance est vigoureuse et repose sur une large assise

L'Allemagne a connu une forte expansion économique, la dépréciation de l'euro et la vigueur de la demande aux États-Unis et en Chine ayant donné un coup de fouet aux exportations. Les activités de construction ont augmenté du fait de la hausse de la demande de biens immobiliers d'habitation, qui s'explique par les besoins de logement des

Allemagne : **Demande et production**

	2015	2016	2017	2018	Quatrième trimestre 2016	Quatrième trimestre 2017	Quatrième trimestre 2018
	Prix courants milliards de EUR	Glissement annuel en %, en volume (prix de 2010)					
PIB aux prix du marché	3 030.1	1.8	2.0	2.0	1.8	2.3	1.9
Consommation privée	1 636.5	1.9	1.3	1.4	1.7	1.4	1.4
Consommation publique	583.7	4.0	1.7	2.3	2.7	2.2	2.2
Formation brute de capital fixe	602.4	2.0	2.8	3.0	0.5	4.0	3.0
Secteur public	64.3	1.7	4.0	2.5	-2.8	3.4	2.4
Secteur privé : résidentiel	177.3	3.8	2.9	3.2	3.4	3.4	2.9
Secteur privé : autres	360.8	1.1	2.5	3.1	-0.3	4.4	3.0
Demande intérieure finale	2 822.6	2.4	1.7	2.0	1.7	2.2	1.9
Variation des stocks[1]	- 20.8	-0.1	0.0	0.0			
Demande intérieure totale	2 801.8	2.2	1.7	2.0	1.9	1.7	1.9
Exportations de biens et services	1 415.4	2.5	4.2	3.7	4.1	4.3	3.5
Importations de biens et services	1 187.1	3.7	4.1	3.9	4.9	3.3	4.0
Exportations nettes[1]	228.4	-0.3	0.4	0.2			
Pour mémoire							
PIB sans ajustements jours travaillés	3 032.7	1.9	1.7	2.0			

Note : Des prévisions trimestrielles détaillées sont disponibles dans l'annexe statistique pour les sept pays principaux, la zone euro et l'ensemble de l'OCDE.

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505334

migrants et la faiblesse des taux d'intérêt. Les prix de l'immobilier résidentiel ont augmenté à peu près au même rythme que les loyers et les revenus. L'emploi a progressé, confortant la croissance de la consommation des ménages. L'augmentation des salaires est restée modérée au cours de la période récente, malgré le niveau historiquement bas du chômage et la hausse du nombre d'emplois vacants. Cette situation tient en partie à la faiblesse des salaires de départ offerts aux migrants et au fait que les actifs âgés se montrent de plus en plus disposés à travailler pour une rémunération plus modeste. Grâce à des taux d'intérêt faibles et à un taux élevé d'utilisation des capacités, la rentabilité des entreprises est demeurée forte. L'investissement des entreprises n'en est pas moins resté en demi-teinte, modérant la croissance du crédit.

La politique budgétaire devrait favoriser davantage une croissance inclusive

L'orientation de la politique budgétaire devrait être modérément expansionniste en 2017 et 2018, en raison de la hausse des dépenses consacrées à l'intégration des migrants, aux prestations de dépendance, ainsi qu'à la défense et la sécurité. L'État fédéral a également accru ses transferts destinés à financer l'investissement des collectivités locales. Les dépenses de retraite augmentent automatiquement en vertu des dispositions qui régissent les droits à prestations, les salaires progressent dans le secteur public, et les prestations familiales et abattements fiscaux sont devenus plus généreux.

Toutefois, compte tenu de la solidité de ses finances publiques, l'Allemagne dispose des marges de manœuvre nécessaires pour financer des dépenses prioritaires et des réformes fiscales. En augmentant les dépenses de manière à améliorer les services d'accueil des jeunes enfants à plein temps et à généraliser l'enseignement primaire à plein temps, on aiderait les familles – et en particulier les femmes, qui sont les plus touchées – à mieux concilier vie familiale et emploi à plein temps, ce qui entraînerait une hausse de l'offre de main-d'œuvre qualifiée. Ces mesures contribueraient également à améliorer les résultats scolaires des jeunes issus de milieux socioéconomiques défavorisés. L'investissement public reste insuffisant pour compenser la dépréciation du stock de capital, en particulier dans les communes à faible revenu, et devra être renforcé. L'abaissement des taux d'imposition appliqués aux deuxièmes apporteurs de revenu améliorerait les possibilités de carrière des femmes et réduirait l'important écart de rémunération entre hommes et femmes.

Les conditions qui prévalent sur les marchés de capitaux accompagnent la croissance économique, reflétant le caractère très expansionniste de la politique monétaire dans la zone euro et l'attrait que continue d'exercer l'Allemagne en tant que place refuge. Les cours des actions se sont appréciés et les taux d'intérêt à long terme demeurent très bas. Les grandes banques restent cependant fortement endettées. Les garanties publiques implicites pourraient exacerber les inégalités, constituer un facteur d'inefficience et inciter les banques à prendre davantage de risques et à verser des salaires plus élevés. La dépréciation récente de l'euro dope les exportations. Néanmoins, les perspectives de croissance modestes et incertaines qui prévalent sur les marchés d'exportation européens voisins ont renforcé les incitations à investir sur des marchés éloignés.

Des réformes sont par ailleurs nécessaires pour favoriser une croissance durable et inclusive et une augmentation des revenus. La réduction des obstacles à la création d'entreprises, par exemple dans les branches liées à la construction, permettrait d'élargir le champ des possibilités économiques offertes aux migrants, qui sont particulièrement susceptibles de rechercher une activité indépendante ou un emploi dans le secteur du

bâtiment, et pourrait contribuer à atténuer les insuffisances de l'offre dans ce secteur et à améliorer la mobilité ascendante sur l'échelle des revenus. L'abaissement des obstacles à l'entrée dans les télécommunications, les services postaux, le transport ferroviaire, les services professionnels ainsi que dans certains métiers pourrait donner un coup de pouce à l'investissement et, ce faisant, contribuer à réduire l'excédent des paiements courants. L'adoption de mesures visant à éviter que les entreprises en place ne soient favorisées par les nouveaux instruments de réglementation et la privatisation des sociétés des secteurs de l'automobile, des télécommunications et des services postaux, dont l'État est actionnaire, seraient également propices à l'investissement. La mise en œuvre de réformes visant à achever la mise en place du Marché unique dans l'Union européenne et à établir une Union bancaire plus complète dans la zone euro pourrait consolider la confiance dans l'euro et accroître l'attractivité de l'Allemagne aux yeux des investisseurs. L'amélioration des possibilités de formation tout au long de la vie réduirait l'inadéquation des compétences, qui représente un autre frein à l'investissement dans les nouvelles technologies. Elle aiderait également les travailleurs privés de leur emploi par les avancées technologiques ou les échanges à retrouver du travail plus rapidement. Un accès facilité à des régimes de retraite privés peu coûteux et la mise en place d'incitations à partir plus tard à la retraite pourraient accroître la consommation et le bien-être, tout en permettant de réduire l'excédent des paiements courants.

La demande intérieure sera le principal moteur de la croissance

La croissance économique devrait rester dynamique en 2017 et 2018, portée par la demande des ménages et la hausse des dépenses publiques. La baisse du chômage et la vigueur de la demande de main-d'œuvre feront progresser les salaires, dont l'augmentation devrait dépasser celle de la productivité. La hausse des prix à la consommation s'accélèrera légèrement. L'excédent des paiements courants s'amenuisera sous l'influence de l'appréciation des cours du pétrole. La croissance des exportations pourrait fléchir en raison de la dissipation des effets de la dépréciation antérieure de l'euro et des retombées négatives de la hausse des salaires sur la compétitivité de l'Allemagne à l'intérieur de la zone euro. La croissance de la demande de la Chine, un des principaux marchés d'exportation du pays, devrait également perdre de sa vigueur en 2018. Malgré l'assouplissement budgétaire, la forte croissance des recettes fiscales devrait permettre aux administrations publiques de conserver un solde budgétaire des administrations publiques excédentaire.

La sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit ») et les préoccupations liées à certains problèmes du secteur bancaire dans la zone euro ont accru l'incertitude entourant l'évolution des échanges et de l'investissement. Un ralentissement marqué de l'activité dans les économies de marché émergentes et un renforcement du protectionnisme commercial porteraient un coup aux exportations et à l'investissement. D'autre part, certaines entreprises envisagent de transférer leurs investissements du Royaume-Uni vers l'Allemagne. En outre, des mesures efficaces d'intégration des migrants permettraient d'améliorer leurs revenus et leur bien-être, d'augmenter l'emploi et d'atténuer les tensions sur le marché du travail.

ARGENTINE

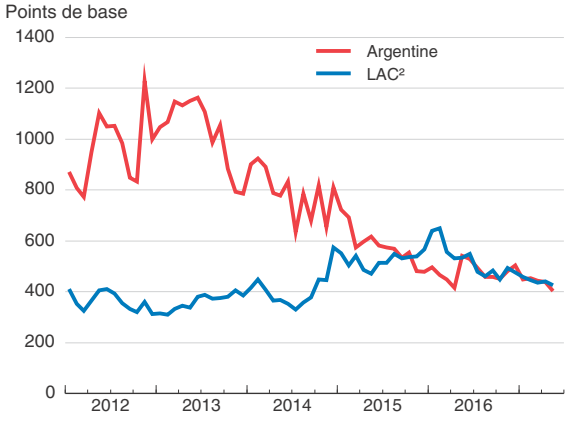
La croissance économique devrait rebondir vivement en 2017 et 2018, parallèlement à la montée en régime des récentes réformes et au raffermissement des exportations. L'investissement va se redresser, grâce à l'amélioration de l'environnement des entreprises et aux investissements en infrastructures. L'inflation reste élevée, mais va diminuer conformément à l'objectif de la banque centrale, la politique monétaire conservant une orientation restrictive, tandis que les effets des hausses de prix administrés et de la dépréciation du peso se dissipent. L'accélération de la croissance va faire progressivement baisser le chômage.

La banque centrale va poursuivre sa politique monétaire restrictive afin de réduire une inflation à deux chiffres, et un resserrement progressif de la politique budgétaire sera nécessaire pour assurer la viabilité des finances publiques. La productivité et les revenus bénéficieraient de réformes structurelles des marchés des produits et du travail. Une grande réforme fiscale s'impose pour atténuer les distorsions et améliorer l'équité. Il faut déployer davantage d'efforts pour réduire les inégalités d'accès à une éducation de qualité et faire reculer l'emploi informel, afin de rendre la croissance plus inclusive.

Compte tenu de la mise en place d'obstacles aux échanges ces dernières années, l'isolement de l'économie s'est accru. Pour que l'Argentine retrouve sa place sur les marchés internationaux et dans les chaînes de valeur mondiales, les autorités ont l'intention de réduire progressivement ces obstacles. L'amélioration des politiques actives du marché du travail et de la formation peut aider les travailleurs à s'adapter à l'évolution de l'économie.

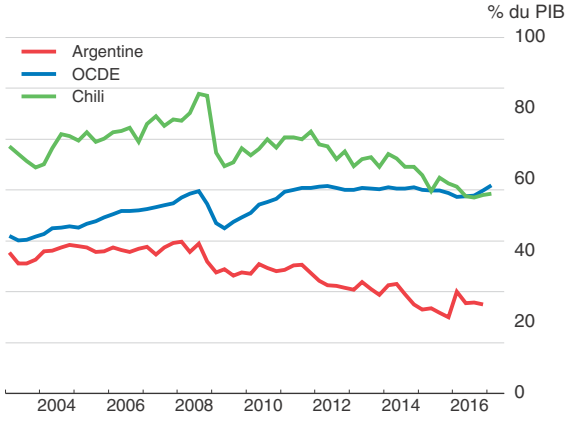
Argentine

Les primes de risque souverain ont diminué[1]



L'économie reste trop fermée

Somme des importations et des exportations



1. Mesure synthétique des écarts de rendement obligataire établie à partir de l'indice obligataire des marchés émergents EMBI+ (Emerging Market Bond Index Plus) de J.P. Morgan. Les instruments pris en compte pour établir l'indice EMBI+ sont les obligations Brady, les emprunts et les euro-obligations libellés en dollars des États-Unis. Ces écarts de rendement correspondent à la prime de risque payée par les pays émergents, calculée par rapport aux titres du Trésor des États-Unis d'échéance comparable.
2. L'indicateur utilisé pour les pays d'Amérique latine (LAC) est une mesure synthétique des écarts de rendement obligataire établie à partir de l'indice LatAm EMBI+.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; et Thomson Reuters.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502731

Argentine : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de ARS	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2004)				
PIB aux prix du marché	3 348.3	-2.5	2.6	-2.3	2.5	3.1
Consommation privée	2 209.5	-4.4	3.5	-1.4	1.0	2.7
Consommation publique	562.7	2.9	6.8	0.3	1.6	1.8
Formation brute de capital fixe	545.4	-6.8	3.8	-5.5	9.0	6.9
Demande intérieure finale	3 317.6	-3.5	4.2	-1.7	2.2	3.2
Variation des stocks[1]	34.0	0.0	0.0	0.3	0.0	0.0
Demande intérieure totale	3 351.6	-3.9	4.0	-1.6	2.4	3.5
Exportations de biens et services	489.4	-7.0	-0.6	3.7	6.8	6.3
Importations de biens et services	492.8	-11.5	5.7	5.4	5.4	7.2
Exportations nettes[1]	- 3.3	0.7	-0.9	-0.2	0.1	-0.1
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	40.3	24.5	40.9	21.7	15.0
Balance des opérations courantes[2]	_	-1.5	-2.7	-2.8	-2.9	-3.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933506398

L'économie est sortie de la récession

L'activité économique a commencé à se redresser au second semestre de 2016, stimulée par la vigueur des exportations agricoles, qui ont bénéficié de récentes réformes telles que l'abrogation des taxes à l'exportation. La consommation privée est restée bridée par la chute des revenus réels résultant de la dépréciation de la monnaie et de la suppression partielle de certaines subventions, bien que la hausse des dépenses sociales ait en partie compensé cette évolution. L'investissement, qui était faible, commence à se redresser. Le marché du travail demeure peu dynamique. Le taux de chômage est encore proche de 8 %, mais l'emploi a commencé à progresser parallèlement au redémarrage de l'activité économique. Un tiers de la population est touché par la pauvreté. L'inflation, qui avait atteint un niveau très élevé, est en train de diminuer du fait du resserrement de la politique monétaire et de la dissipation des effets de nombre de facteurs ponctuels.

Des réformes structurelles de grande envergure favoriseraient une croissance solidaire

Les politiques macroéconomiques vont continuer à réduire les importants déséquilibres antérieurs. La banque centrale devra notamment poursuivre sa politique monétaire restrictive afin de faire baisser durablement l'inflation. Il faudra aussi que la politique budgétaire ait une orientation modérément restrictive pour réduire le déficit non viable, qui s'établissait à 5.8 % du PIB à la fin de 2016, mais de façon progressive étant donné que la reprise est balbutiante et compte tenu des besoins sociaux.

Pour placer l'Argentine sur une trajectoire de croissance forte et inclusive et de progression de l'emploi, il faut stimuler la productivité et l'investissement au moyen de réformes structurelles de grande ampleur. L'amélioration de la réglementation des marchés des produits et du travail ainsi que le renforcement de la concurrence

dynamiseraient l'investissement, tout en facilitant la création d'emplois et d'entreprises. La mise en œuvre d'une grande réforme fiscale, la réduction des obstacles aux échanges et l'amélioration des infrastructures renforceraient la compétitivité des entreprises et offriraient davantage de chances aux travailleurs de trouver des emplois mieux rémunérés. La mise en œuvre effective des réformes et l'amélioration des institutions sont tout aussi importantes que les modifications apportées à la législation.

Déployer davantage d'efforts pour élargir l'accès à une éducation de qualité et faire reculer l'emploi informel permettrait à un plus grand nombre d'Argentins de bénéficier des fruits de la croissance. L'amélioration des politiques actives du marché du travail et de la formation aiderait les travailleurs à acquérir de nouvelles compétences et à se préparer à changer d'activité. Un développement des services d'éducation des jeunes enfants permettrait à davantage de femmes d'occuper des emplois rémunérés, améliorerait les résultats scolaires et réduirait les inégalités.

La croissance va rebondir

Certaines des causes de la récession de 2016 disparaissant et les réformes commençant à porter leurs fruits, on prévoit une reprise de l'activité en 2017 et 2018. L'investissement sera un facteur déterminant de la croissance, notamment grâce à la hausse des investissements en infrastructures, à l'amélioration de l'environnement des entreprises et à l'augmentation des entrées de capitaux. Les exportations bénéficieront des réformes récentes, comme la suppression de taxes à l'exportation, et de l'amélioration des perspectives économiques des partenaires commerciaux de l'Argentine, en particulier du Brésil. La consommation privée va se redresser, tirée par la progression des salaires réels résultant du redressement du marché du travail et de la baisse de l'inflation.

Il est possible que l'ensemble des réformes économiques ait un effet plus stimulant qu'on ne le suppose dans ces prévisions sur la croissance et les revenus. À la suite des réformes récentes destinées à favoriser le développement du marché du crédit hypothécaire, le secteur de la construction pourrait être plus dynamique que prévu. À l'inverse, l'activité économique pourrait être freinée par une accentuation de l'incertitude politique, une prolongation de la récession au Brésil et une montée du protectionnisme. Les écarts de taux d'intérêt se sont réduits, mais un durcissement des conditions de financement extérieur alourdirait les coûts de financement et dégraderait la dynamique de la dette.

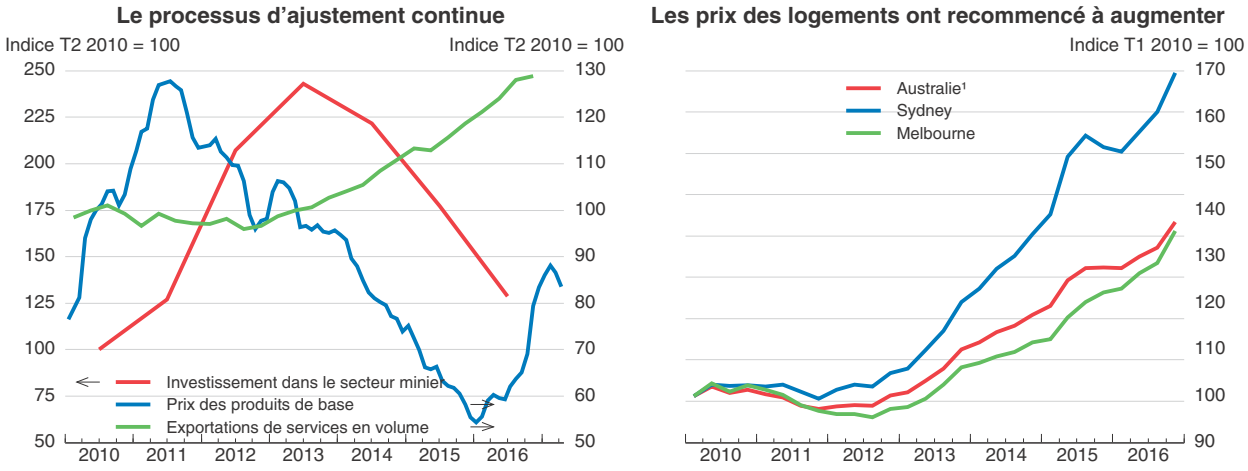
AUSTRALIE

La croissance économique devrait s'accélérer progressivement et atteindre près de 3 % en 2018. L'effet de freinage exercé sur la croissance par le recul de l'investissement dans le secteur des ressources naturelles va s'estomper, et un raffermissement de l'activité dans le reste de l'économie favorisera la progression des salaires et de l'emploi, ce qui stimulera les dépenses de consommation. Les tensions sur les marchés du travail et des produits accélèreront le rythme, actuellement modéré, de l'inflation.

La banque centrale devrait commencer à relever son taux directeur vers la fin de 2017, la croissance se renforçant et la hausse des prix à la consommation se rapprochant de la fourchette de 2-3 % retenue comme objectif d'inflation. L'augmentation des taux d'intérêt va atténuer quelque peu les tensions sur un marché du logement en forte expansion, mais les risques liés à une éventuelle surchauffe nécessitent toujours un renforcement des mesures macroprudentielles. En cas de récession inattendue, la politique budgétaire devrait être utilisée pour soutenir l'activité. Dans la mesure où la situation des finances publiques est bonne, il convient de réaliser les projets offrant un taux de rendement élevé.

Bien qu'éloignée des principaux marchés mondiaux, l'Australie y est bien intégrée. Des politiques publiques judicieuses ont contribué à ce résultat. Les règles d'immigration et les systèmes d'attribution de visas ont notamment joué un rôle essentiel dans l'évolution démographique et économique de l'Australie. Il est cependant possible de rendre la structure fiscale plus favorable aux entreprises. Il faut également limiter les inégalités, notamment celles qui sont liées à la mondialisation, en particulier en améliorant les compétences sur le marché du travail et l'accès à l'emploi des personnes défavorisées.

Australie



1. Moyenne pondérée des données relatives aux capitales des huit États et territoires australiens.

Source : Bureau australien de statistiques (ABS, Australian Bureau of Statistics) ; et Banque de réserve d'Australie (RBA, Reserve Bank of Australia).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502750

Australie : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de AUD	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2014/2015)				
PIB aux prix du marché	1 559.7	2.8	2.4	2.4	2.5	2.9
Consommation privée	855.6	2.8	2.7	2.7	2.6	2.9
Consommation publique	280.9	0.9	3.5	3.9	1.9	2.0
Formation brute de capital fixe	431.5	-1.9	-3.1	-2.5	0.4	1.5
Demande intérieure finale	1 567.9	1.2	1.3	1.6	1.9	2.4
Variation des stocks[1]	- 0.4	0.1	0.0	0.1	0.1	0.0
Demande intérieure totale	1 567.5	1.2	1.3	1.7	2.1	2.4
Exportations de biens et services	318.4	6.9	5.8	7.6	6.7	7.2
Importations de biens et services	326.2	-1.1	1.8	0.4	3.5	3.7
Exportations nettes[1]	- 7.8	1.6	0.8	1.4	0.6	0.8
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	0.2	-0.6	1.1	2.6	1.6
Indice des prix à la consommation	_	2.5	1.5	1.3	2.0	2.0
Déflateur de la consommation privée	_	2.0	1.5	1.0	1.6	2.0
Taux de chômage	_	6.1	6.1	5.7	5.6	5.4
Taux d'épargne nette des ménages[2]	_	9.0	7.1	6.2	5.6	4.8
Solde des administrations publiques[3]	_	-2.1	-1.5	-2.0	-1.6	-1.2
Dette brute des administrations publiques[3]	_	42.1	44.2	46.6	46.9	46.0
Balance des opérations courantes[3]	_	-2.9	-4.8	-2.6	-1.2	-1.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du revenu disponible.
3. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505695

L'activité s'accélère

Dans le secteur des ressources naturelles, les coupes dans les investissements touchent à leur fin, tandis que le rebond des prix du minerai de fer et du charbon a gonflé les bénéfices des entreprises et les recettes fiscales. En outre, les nouvelles capacités de production de gaz naturel liquéfié (GNL) entrent en service. On observe des signes de redressement des investissements en dehors du secteur des ressources naturelles. Toutefois, l'emploi, les revenus des ménages, la consommation et les prix continuent à augmenter assez lentement. De plus, les mauvaises conditions météorologiques ont perturbé les exportations de produits de base et le rebond des prix de ces produits semble terminé. Dans certaines zones, les prix des logements, déjà très élevés, progressent encore rapidement malgré le durcissement des mesures macroprudentielles.

L'orientation expansionniste des politiques monétaire et budgétaire pourra être progressivement réduite au fur et à mesure que l'activité se renforcera

La politique monétaire demeure très accommodante, le taux d'intérêt directeur s'établissant à 1.50 % depuis août 2016. Son orientation devrait commencer à se durcir vers la fin de 2017 parallèlement au redressement de la production. Ce resserrement monétaire atténuera les tensions sur les prix des logements et empêchera l'apparition d'autres distorsions financières pouvant aller de pair avec la persistance de bas taux d'intérêt. Le

niveau élevé des prix des logements et de l'endettement des ménages constitue toujours une source de risques macroéconomiques et financiers, face auxquels les autorités doivent continuer de recourir aux instruments macroprudentiels dont elles disposent.

Le ratio dette publique/PIB a quelque peu augmenté ces dernières années, mais il reste modeste et devrait commencer à diminuer, dans la mesure où le gouvernement vise dans ses propositions budgétaires un assainissement annuel de l'ordre de ½ point de PIB en 2017 et 2018. Ce rythme d'assainissement des finances publiques est globalement approprié au regard de la croissance prévue. Néanmoins, la solidité de la situation budgétaire rend possible un redressement plus progressif des comptes publics, voire des mesures de relance dans l'hypothèse d'un fléchissement inattendu de l'activité économique.

L'amélioration des conditions-cadre des entreprises et des mesures de lutte contre l'exclusion sociale s'imposent pour permettre au pays de continuer à bénéficier des échanges et de la mondialisation. Parmi les progrès accomplis sur ces deux points, on peut citer le *Programme national pour l'innovation et la science* (un vaste train de mesures destinées à stimuler l'innovation), la réduction des taux d'imposition des sociétés, les mesures de réforme de la fiscalité des retraites qui renforceront le soutien apporté aux ménages à bas revenus, et une nouvelle approche des aides aux personnes vulnérables. Toutefois, comme cela a été recommandé dans l'*Étude économique de l'OCDE* sur l'Australie, il serait possible d'aller plus loin en matière de réforme de la fiscalité en exploitant davantage les bases d'imposition efficientes, notamment en utilisant la taxe sur les biens et services et l'impôt foncier. Les autorités sont en train de durcir les conditions de délivrance des visas aux travailleurs migrants et les conditions d'octroi de la citoyenneté. Il convient de veiller à ce que ces mesures ne compromettent pas l'accès de l'Australie au réservoir mondial de talents.

L'accélération progressive de la croissance va se poursuivre

La croissance économique devrait se renforcer cette année et atteindre un rythme proche de 3 % en 2018. La reprise des investissements dans le secteur minier, les nouvelles capacités de production de GNL et la poursuite du rééquilibrage de l'économie vers les secteurs non miniers entraîneront une accélération progressive de l'activité globale. L'orientation expansionniste persistante de la politique monétaire facilitera cette transition. La croissance de l'emploi devrait se redresser, étayant la progression de la consommation des ménages. L'augmentation de la production fera monter l'inflation, dont le taux est faible à l'heure actuelle.

L'évolution des marchés de produits de base, en particulier de ceux qui sont liés à l'économie chinoise, reste une importante source de revenus et de croissance, mais aussi d'incertitudes et de risques. Le principal risque intérieur reste l'éventualité d'une chute des prix des logements, qui pourrait réduire le patrimoine et la consommation des ménages et pénaliser le secteur de la construction, ce qui déboucherait sur d'importantes suppressions d'emplois.

AUTRICHE

L'activité économique se raffermit grâce à la consommation privée ainsi qu'au redressement de l'investissement et des exportations. La politique budgétaire va demeurer légèrement expansionniste. La création d'emplois reste forte et le chômage devrait reculer pour la première fois depuis 2011. L'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation demeure plus élevée que dans les autres pays de la zone euro.

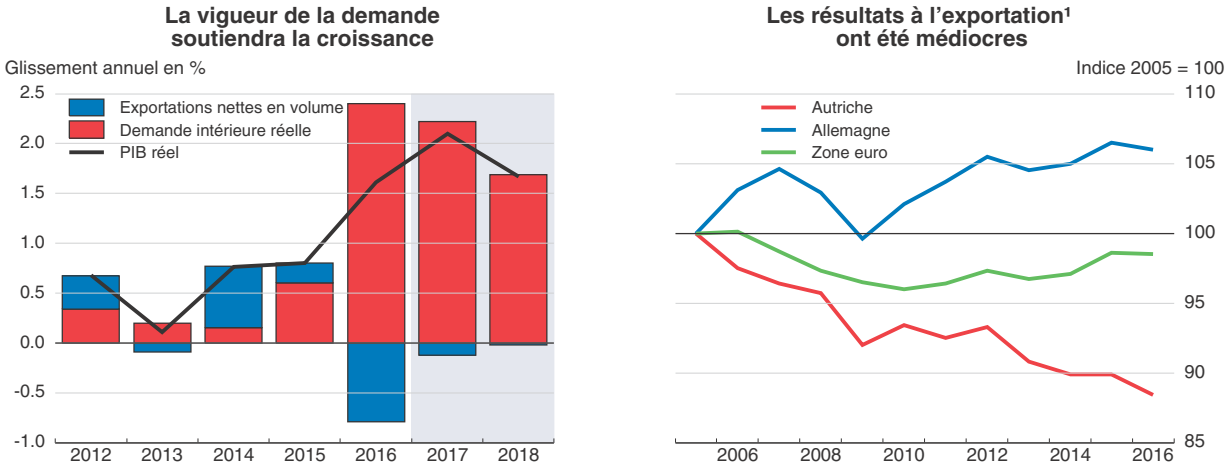
La croissance, les revenus et le bien-être bénéficieraient de réformes structurelles plus poussées visant à simplifier les formalités administratives nécessaires à la création d'une entreprise, à réduire les obstacles à l'entrée dans le commerce de détail et les services professionnels, à diversifier les possibilités de financement des nouvelles entreprises, et à alléger les coûts des procédures d'insolvabilité. La complexité des relations fédérales sur le plan budgétaire ainsi que les chevauchements sont préjudiciables à l'efficience des dépenses publiques et limitent les possibilités d'investissements préparant l'avenir.

L'intégration de pays d'Europe centrale et orientale à l'Union européenne a profité davantage à l'Autriche qu'à d'autres pays, mais elle a aussi exacerbé les problèmes résultant de la mondialisation. Les gains antérieurs découlant de la participation aux chaînes de valeur mondiales et de l'expansion rentable du secteur bancaire ont été effacés par la crise financière. La mise en œuvre de la « Feuille de route numérique » du gouvernement aidera les entreprises à rester au niveau des meilleures pratiques internationales dans ce domaine.

La croissance est d'origine interne

Soutenue par une demande intérieure vigoureuse, la croissance s'accélère pour la première fois depuis 2011. L'investissement a amorcé un rattrapage après plusieurs années de stagnation. La consommation privée a été stimulée par l'augmentation du revenu disponible résultant de la réforme fiscale de 2015/16. L'emploi a progressé du fait de la forte

Autriche



1. Ratio du volume des exportations sur le marché correspondant pour le total des biens et services.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502769

Autriche : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché*	322.4	0.8	0.8	1.6	2.2	1.7
Consommation privée	173.5	-0.3	-0.1	1.3	2.0	1.3
Consommation publique	63.8	0.8	2.2	1.8	1.5	1.6
Formation brute de capital fixe	74.6	-0.8	0.7	3.3	2.2	3.0
Demande intérieure finale	311.9	-0.2	0.6	1.9	1.9	1.8
Variation des stocks[1]	2.1	0.3	-0.1	0.5	0.5	0.0
Demande intérieure totale	314.1	0.2	0.5	2.4	2.5	1.8
Exportations de biens et services	171.6	2.4	3.6	1.4	5.6	4.6
Importations de biens et services	163.2	1.3	3.4	3.1	6.2	5.0
Exportations nettes[1]	8.4	0.6	0.2	-0.8	-0.1	0.0
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	1.8	1.9	1.3	2.0	2.0
Prix à la consommation harmonisé (indice)	_	1.5	0.8	1.0	2.1	1.8
Déflateur de la consommation privée	_	2.1	1.4	1.3	2.2	2.1
Taux de chômage[2]	_	5.7	5.8	6.1	5.7	5.5
Taux d'épargne nette des ménages[3]	_	7.0	7.3	8.2	7.1	7.1
Solde des administrations publiques[4]	_	-2.7	-1.1	-1.6	-1.0	-0.7
Dette brute des administrations publiques[4]	_	106.8	106.2	106.1	102.7	100.9
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht[4]	_	84.4	85.5	84.6	81.1	79.3
Balance des opérations courantes[4]	_	2.4	1.9	1.7	1.9	1.9

* Basé sur des données trimestrielles corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés; peut différer des données annuelles officielles qui n'incluent pas de corrections pour les jours ouvrés.
1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. Sur la base de l'enquête de la population active.
3. En pourcentage du revenu disponible.
4. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505714

immigration et de l'augmentation du nombre d'actifs occupés parmi les femmes et les seniors. Parallèlement au redressement de l'activité économique, le chômage a commencé à diminuer. De 2011 au début de 2016, le taux d'inflation en Autriche a dépassé de 1 point de pourcentage environ celui observé dans le reste de la zone euro, ce qui a contribué à une dégradation des résultats à l'exportation. Au début de 2017, les exportations ont nettement augmenté sur fond de regain de confiance des entreprises et de vigueur de la demande extérieure.

Renforcer la croissance à moyen terme

Les récentes réformes des retraites ont entraîné une hausse du taux d'emploi des seniors, quoique à partir d'un très bas niveau en termes de comparaison internationale. Le maintien de droits à pension relativement généreux nécessite de rehausser encore l'âge effectif de la retraite. En outre, le nombre de femmes exerçant une activité rémunérée est en train d'augmenter, même s'il s'agit surtout d'emplois à temps partiel, ce qui renforce le schéma traditionnel d'inégalité professionnelle entre les hommes et les femmes. Pour que l'occupation d'un emploi à plein temps soit conciliable avec le fait d'élever des enfants, il

faudrait que des progrès considérables soient réalisés en termes d'offre d'établissements d'accueil des jeunes enfants et d'établissements scolaires à temps complet. Un droit d'accès à ces structures consacré par la loi devrait être institué.

La croissance de la productivité du travail s'est ralentie au cours de la dernière décennie, en particulier dans les services. La réglementation stricte du commerce de détail et des services professionnels nuit à la concurrence et au dynamisme des entreprises. Il faudrait intensifier les efforts déployés récemment en faveur des nouvelles entreprises, en réduisant les goulets d'étranglement dans le domaine du capital-risque et en développant d'autres marchés de capitaux. La création d'entreprises est indispensable pour faire augmenter les dépenses d'innovation hors recherche-développement (R-D), les exportations de services à forte intensité de savoir et le poids relatif des produits innovants. Favoriser une utilisation plus active des technologies numériques contribuerait à la diffusion dans l'ensemble de l'Autriche des modèles économiques et des pratiques professionnelles à caractère innovant. La complexité des relations budgétaires fédérales fait obstacle aux réformes et compromet l'efficience des dépenses publiques, notamment en matière de santé et d'éducation.

La croissance devrait ralentir peu à peu

La confiance des consommateurs et des entreprises s'est améliorée, et la croissance devrait être supérieure à 2 % en 2017. Toutefois, elle fléchira quelque peu en 2018, au fur et à mesure que l'effet des mesures de relance budgétaire se dissipera. La progression des exportations devrait s'accélérer compte tenu de l'évolution des échanges internationaux et de la stabilisation des résultats à l'exportation, ce qui soutiendra le redressement de l'investissement. Le chômage a atteint un point culminant en 2016, et devrait légèrement reculer en 2017 et 2018.

L'incertitude prévalant à l'approche des élections anticipées annoncées pour octobre 2017 pourrait ébranler la confiance des consommateurs et des entreprises, et peser sur la demande intérieure. Une montée des tensions géopolitiques risquerait de déclencher une nouvelle vague d'arrivées de réfugiés et d'accentuer les tensions budgétaires. Les résultats à l'exportation pourraient continuer à se dégrader si les pertes récentes de parts de marché subies dans les chaînes de valeur mondiales s'avéraient structurelles, et non conjoncturelles, ou dans l'hypothèse de mesures protectionnistes imprévues. À l'inverse, si l'accélération des échanges internationaux dépassait les prévisions ou si l'Autriche regagnait des parts de marché sur le plan international, les exportations seraient plus dynamiques, ce qui renforcerait l'investissement et la croissance. Enfin, tout engagement électoral supplémentaire serait susceptible de stimuler la croissance en 2018, au prix toutefois d'un creusement du déficit public.

BELGIQUE

La croissance économique, qui a été atone, devrait se renforcer en 2017 et 2018. L'investissement privé sera le principal moteur de la croissance, compte tenu du niveau élevé d'utilisation des capacités et des conditions financières favorables. Un redressement des échanges internationaux soutiendra les exportations. La consommation privée sera en revanche freinée par une croissance encore en demi-teinte des salaires réels. L'apparition de tensions sur les marchés du travail et de produit va pousser l'inflation vers le haut en 2018.

La politique budgétaire devrait être globalement neutre cette année et prendre une orientation accommodante en 2018, compte tenu des allègements prévus de la fiscalité du travail. La récente réforme du système de formation des salaires porte en germe une amélioration de la compétitivité-coûts internationale. Améliorer les résultats scolaires des élèves issus de groupes socioéconomiques défavorisés, et renforcer la formation des personnes peu qualifiées, permettraient de rendre la croissance plus inclusive.

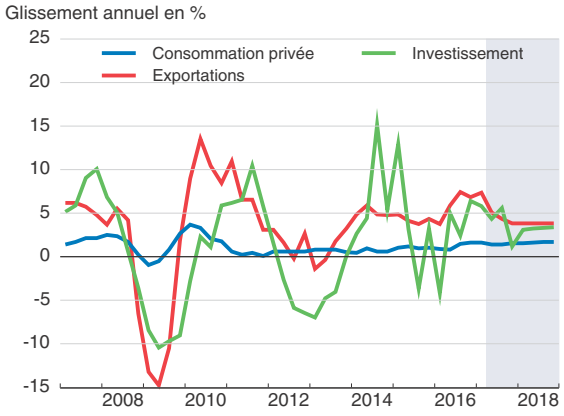
La Belgique est une économie très ouverte dont la production est profondément intégrée dans les chaînes de valeur mondiales. Néanmoins, les fruits de la mondialisation n'ont pas été partagés équitablement. Les disparités géographiques du chômage sont marquées, et la situation des immigrés et de leurs enfants au regard de l'éducation et du marché du travail laisse à désirer. Une amélioration des infrastructures de transport et une réduction des coûts de transaction sur l'acquisition d'un logement renforceraient la mobilité géographique des travailleurs.

La reprise ne s'est pas accélérée

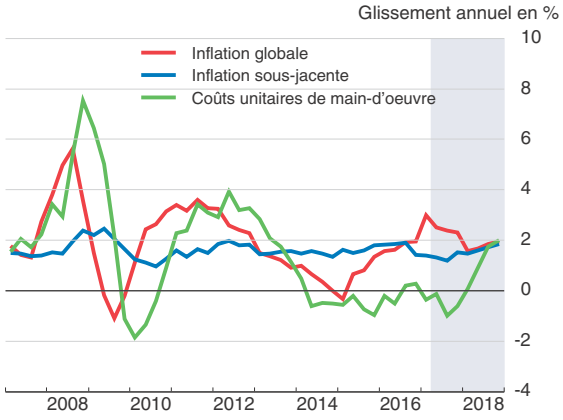
L'activité économique a été atone, bien que la baisse des prélèvements fiscaux sur le travail et la modération salariale aient stimulé l'emploi. La modestie des augmentations de salaires et le relèvement de la fiscalité indirecte ont freiné la consommation des ménages. L'investissement privé a été modeste sur fond de bénéfices solides, de forte utilisation des

Belgique

La croissance de la demande intérieure devrait repartir à la hausse



Les tensions inflationnistes sont fortes



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502788

Belgique : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2014)				
PIB aux prix du marché	391.7	1.6	1.5	1.2	1.6	1.7
Consommation privée	204.4	0.6	1.1	1.2	1.5	1.6
Consommation publique	95.9	1.5	0.3	-0.1	0.0	0.0
Formation brute de capital fixe	86.9	5.0	2.5	1.9	2.6	3.3
Demande intérieure finale	387.3	1.8	1.2	1.0	1.4	1.6
Variation des stocks[1]	0.0	0.4	0.3	0.1	0.4	0.0
Demande intérieure totale	387.3	2.2	1.5	1.1	1.7	1.6
Exportations de biens et services	320.5	5.1	4.3	6.0	5.1	3.8
Importations de biens et services	316.0	5.9	4.3	6.0	5.3	3.7
Exportations nettes[1]	4.5	-0.6	0.0	0.1	0.0	0.2
Déflateur du PIB	_	0.7	0.9	1.6	2.1	1.6
Prix à la consommation harmonisé (indice)	_	0.5	0.6	1.8	2.5	1.8
Déflateur de la consommation privée	_	0.7	0.3	1.6	2.4	1.7
Taux de chômage	_	8.6	8.5	7.9	7.2	6.6
Taux d'épargne nette des ménages[2]	_	4.5	3.9	3.8	3.1	3.8
Solde des administrations publiques[3]	_	-3.1	-2.5	-2.6	-1.9	-1.9
Dette brute des administrations publiques[3]	_	129.8	126.9	127.7	125.9	124.6
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht[3]	_	106.7	106.0	106.0	104.3	102.9
Balance des opérations courantes[3]	_	-0.7	0.4	-0.4	-0.3	-0.3

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du revenu disponible.
3. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505733

capacités et de conditions financières favorables. Néanmoins, la modération des coûts unitaires de main-d'œuvre a soutenu les exportations. L'inflation est nettement plus forte que dans les pays voisins, sachant que la moitié environ de la différence en 2016 tenait à des augmentations d'impôts indirects. Les prix de certains services marchands ont également augmenté.

Le redéploiement de la charge fiscale soutiendra l'activité économique

L'orientation de la politique budgétaire devrait être globalement neutre cette année et légèrement expansionniste l'année prochaine. Des mesures ont été prises pour endiguer la hausse des dépenses de santé, mais les baisses d'impôt sur le revenu des personnes physiques et de cotisations patronales de sécurité sociale creuseront le déficit budgétaire sous-jacent en 2018. Les autorités pourraient tirer un meilleur parti de la faiblesse exceptionnelle des taux d'intérêt pour renforcer l'investissement, soutenir la demande globale à court terme, et améliorer la croissance potentielle à long terme. L'approbation récente de plusieurs projets essentiels d'infrastructures de transport, devrait contribuer à réduire quelques-uns des goulets d'étranglement qui demeurent fréquents à la périphérie des grandes villes.

Les autorités redéploient actuellement la charge fiscale des prélèvements sur le travail vers les droits d'accise et les taxes environnementales, ce qui rendra la croissance économique plus verte et plus inclusive. Le nouveau péage prélevé sur les poids lourds, l'augmentation des droits d'accise sur le gazole et la réduction des déductions d'impôt applicables aux véhicules de société vont permettre de limiter les activités polluantes. L'allègement de la fiscalité du travail améliorera les chances des travailleurs peu qualifiés de trouver un emploi. Il serait possible de réduire encore les distorsions du système d'imposition en élargissant le champ d'application des péages routiers et en alourdissant encore la fiscalité des véhicules de société. Malgré les progrès accomplis récemment, la Belgique conservera l'un des taux de prélèvements sur le travail parmi les plus élevés de la zone OCDE, ce qui laisse à penser que de nouvelles mesures d'allègement seraient de mise. Il serait également judicieux de réformer l'impôt sur les bénéfices des sociétés, caractérisé par un taux de droit commun relativement élevé et de nombreuses exonérations. En outre, les autorités pourraient élargir l'assiette de l'impôt sur les revenus du capital en introduisant un impôt fédéral sur les plus-values, dans le cadre d'une réforme globale et équilibrée de la fiscalité de l'épargne des ménages.

Une récente réforme devrait rendre le système de formation des salaires plus efficace, en garantissant que les accords salariaux n'érodent pas la compétitivité internationale de l'économie, qui est d'une grande importance pour la Belgique, compte tenu de l'intensité de ses échanges commerciaux. Par le passé en effet, les salaires y ont augmenté plus rapidement que la productivité nationale et plus que les salaires chez ses principaux partenaires commerciaux. Néanmoins, ce système est nouveau et il faudra par conséquent que les autorités en surveillent les résultats et y apportent des ajustements si nécessaire.

La croissance devrait se redresser

La demande intérieure va s'accélérer jusqu'à la fin de 2018, tandis qu'un redressement des échanges internationaux stimulera les exportations. La croissance de l'emploi demeurera ferme et se traduira par de nouvelles baisses du chômage. L'augmentation passée des prix de l'énergie poussera l'inflation globale vers le haut en 2017, mais le rythme de l'inflation sous-jacente ralentira sous l'effet de l'allègement de la charge fiscale sur le travail et de la dissipation des effets inflationnistes d'autres mesures. Ce recul du chômage et la persistance d'une forte utilisation des capacités auront un effet à la hausse sur l'inflation sous-jacente en 2018.

L'activité économique pourrait être plus dynamique si les baisses d'impôt, l'apparition de tensions sur le marché du travail et un regain de croissance des salaires stimulaient la consommation privée davantage que prévu. L'incertitude politique dans l'Union européenne (UE), notamment quant au déroulement du Brexit, jette un voile sombre sur les perspectives. Les prix des logements ont plus que doublé en valeur nominale depuis 2000, et la dette des ménages n'a pas cessé d'augmenter au cours de la même période. Une baisse brutale des prix des logements pourrait décourager la consommation des ménages et affaiblir les banques. Les mesures macroprudentielles prises récemment atténuent ce risque.

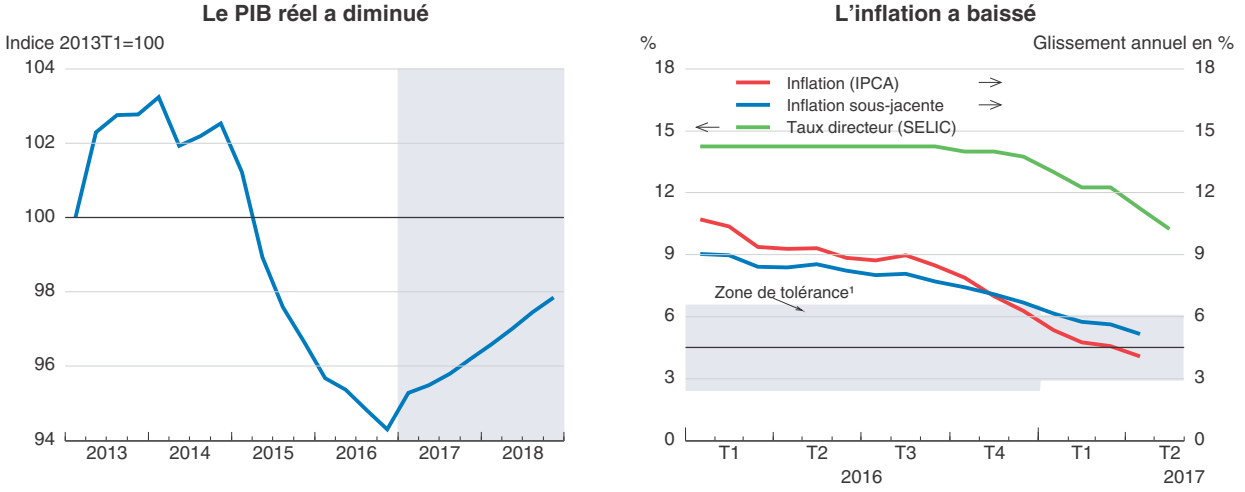
BRÉSIL

L'économie sort enfin d'une récession grave et prolongée. La reprise devrait cependant être faible et lente. La confiance des consommateurs et des entreprises se renforce et les exportations agricoles ont commencé l'année à un rythme soutenu. Néanmoins, le chômage ne devrait commencer à reculer que vers la fin de l'année, et ne baisser ensuite que progressivement. L'inflation a sensiblement diminué, en partie du fait de la baisse de la demande, et devrait terminer l'année en deçà du taux de 4.5 % retenu comme objectif. Les inégalités demeurent fortes.

La diminution de l'inflation permettra de procéder à un assouplissement monétaire davantage concentré en début de période qu'on ne l'avait anticipé précédemment, ce qui devrait étayer une reprise plus vigoureuse de l'investissement. Il faudra donner à la politique budgétaire une orientation globalement neutre, en mettant en balance la nécessité de garantir la viabilité des finances publiques à moyen terme et celle d'étayer une reprise encore fragile. Il est essentiel que soit mise en œuvre la réforme prévue des retraites pour garantir la viabilité des dépenses publiques et le respect de la règle de dépenses récemment adoptée. L'instauration d'un système de retraite viable fait partie des mesures à prendre pour rendre la croissance plus inclusive, de même qu'une réorientation des dépenses sociales vers des instruments plus efficaces, tels que les transferts monétaires conditionnels. Les autorités pourraient réduire les facteurs de rigidité et l'insécurité juridique sur le marché du travail en mettant en œuvre la réforme de l'emploi actuellement examinée par le Congrès. Compte tenu des récentes révélations d'affaires de corruption, des mesures plus efficaces sont nécessaires pour lutter contre ce fléau et améliorer la gouvernance.

L'économie reste relativement fermée, ce qui entrave la concurrence et limite l'accès aux intrants intermédiaires importés. Le récent assouplissement des exigences de contenu local est bienvenu, mais les obstacles aux échanges demeurent importants. Les réformes internes destinées à renforcer la compétitivité de l'économie, notamment une

Brésil



1. La cible d'inflation est atteinte lorsque l'inflation cumulée de janvier à décembre de chaque année se situe dans la zone de tolérance.

Source : Banque centrale du Brésil ; et Base de données des *Perspectives économiques* de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502826

Brésil : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de BRL	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2000)				
PIB aux prix du marché	5 329.8	0.5	-3.8	-3.6	0.7	1.6
Consommation privée	3 289.1	2.3	-3.9	-4.3	-0.6	1.5
Consommation publique	1 004.3	0.8	-1.1	-0.5	-0.8	0.7
Formation brute de capital fixe	1 115.0	-4.2	-13.9	-10.3	-3.7	1.7
Demande intérieure finale	5 408.4	0.7	-5.3	-4.6	-1.1	1.3
Variation des stocks[1]	45.0	-0.3	-1.0	-0.6	1.9	0.0
Demande intérieure totale	5 453.5	0.3	-6.3	-5.2	0.8	1.3
Exportations de biens et services	618.0	-1.0	6.2	1.8	4.7	4.6
Importations de biens et services	741.7	-1.9	-13.9	-10.3	5.2	2.7
Exportations nettes[1]	- 123.7	0.2	2.6	1.7	0.0	0.3
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	7.9	7.9	8.3	5.8	5.4
Indice des prix à la consommation	_	6.3	9.0	8.7	4.2	4.5
Déflateur de la consommation privée	_	8.1	9.6	9.4	4.6	5.8
Solde des administrations publiques[2]	_	-6.0	-10.2	-9.0	-8.2	-8.0
Balance des opérations courantes[2]	_	-4.2	-3.1	-1.3	-0.2	-0.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du PIB.

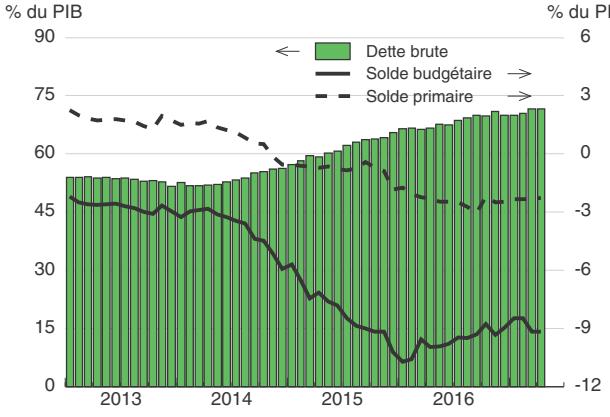
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933506208

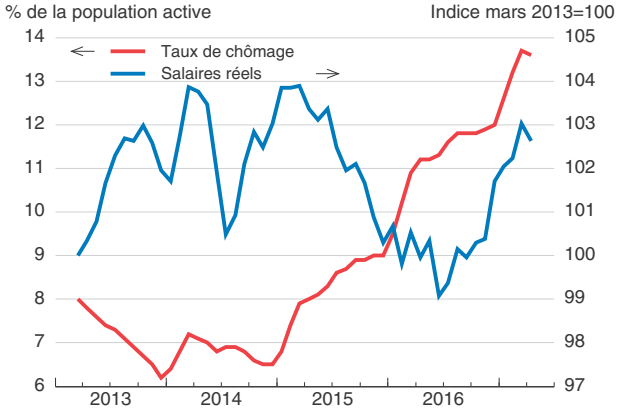
réforme majeure des impôts, à réduire les formalités administratives et à renforcer l'investissement en infrastructures, vont stimuler la croissance et faciliter l'adaptation nécessaire à l'ouverture de l'économie. Le renforcement de la formation professionnelle aiderait les personnes privées d'emploi à retrouver du travail.

Brésil

Les comptes budgétaires s'améliorent lentement, mais la dette augmente encore



Le chômage continue d'augmenter, les salaires réels aussi



Source : Banque centrale du Brésil ; et IBGE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502807

L'économie sort d'une récession grave et prolongée

Après huit trimestres de production en recul, les signes d'une reprise est en cours se font de plus en plus tangibles. Les indicateurs de confiance sont orientés à la hausse, même si leur niveau reste bas, et les ventes au détail sont vigoureuses. Les signaux relatifs à la production industrielle sont contrastés pour le moment. L'inflation a sensiblement diminué, en partie sous l'effet du recul de la demande. Les exportations ont commencé l'année à un rythme soutenu, grâce à une récolte exceptionnelle, à la hausse des cours de produits de base et au raffermissement de la demande extérieure.

Le taux de chômage a franchi la barre des 13 %, mais l'emploi formel s'est récemment redressé quelque peu et les salaires réels ont augmenté, compte tenu de la diminution de l'inflation.

L'action publique soutient la reprise

Après avoir été pendant deux ans nettement supérieure à l'objectif de 4.5 %, l'inflation en glissement annuel est maintenant revenue à ce niveau et les anticipations d'inflation pour la fin de l'année sont même plus faibles. Cela ouvre des perspectives de nouvelles baisses des taux directeurs, en sus de la réduction de 300 points de base intervenue depuis octobre 2016. La diminution des coûts de financement soutiendra l'investissement et soulagera les sociétés endettées. La récente décision de lier les taux des crédits administrés aux taux du marché devrait rendre la politique monétaire plus efficace dans les temps à venir.

Compte tenu de l'augmentation de la dette publique, qui représente actuellement 72 % du PIB, la politique budgétaire mise en œuvre doit permettre un ajustement à moyen terme sans faire avorter une reprise encore fragile. Le déficit budgétaire reste supérieur à 9 % du PIB. La récente inflexion des recettes est en partie d'origine conjoncturelle, mais d'autres ajustements durables seront nécessaires pour inscrire la dette publique sur une trajectoire clairement descendante. Les autorités ont trouvé un équilibre satisfaisant jusqu'ici, en conjuguant un ajustement modéré à court terme avec des mesures de maîtrise de dépenses au cours des prochaines années. Une nouvelle règle de dépenses limite les hausses des dépenses réelles et assouplit dans une certaine mesure la procédure budgétaire, améliorant du même coup la viabilité des finances publiques à long terme. Néanmoins, la flexibilité reste limitée en ce qui concerne les retraites et les prestations sociales, qui représentent près de la moitié des dépenses de l'administration centrale, et la charge de la dette absorbe 19 % des dépenses publiques, le taux d'intérêt moyen qui s'y rapporte étant supérieur à 9 %.

Il est crucial de mettre en œuvre la réforme des retraites en cours d'examen pour que la nouvelle règle de dépenses soit respectée et que l'ajustement budgétaire soit couronné de succès. La population âgée de 65 ans ou plus, va plus que tripler au cours des quatre prochaines décennies et sans réforme en profondeur, les dépenses de retraite, qui s'établissent à 8.2 % du produit intérieur brut aujourd'hui, augmenteraient de près de 3 points de PIB d'ici à 2030. En saisissant l'occasion de mieux cibler les prestations sociales et de mieux équilibrer la protection sociale entre les différents groupes d'âge, les autorités pourraient accélérer les progrès sociaux du Brésil et réduire davantage les inégalités et la pauvreté. Il existe des possibilités d'amélioration de l'efficience des dépenses dans de nombreux domaines.

Des réformes structurelles complémentaires pourraient sensiblement renforcer la croissance. La réduction des coûts liés au respect des obligations fiscales et les distorsions découlant du système fragmenté d'imposition indirecte brésilien se traduirait par un allègement quasi immédiat des coûts imposés aux entreprises, et l'on pourrait y parvenir en fusionnant tous les impôts indirects en une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à large assiette. En outre, l'allègement des obstacles aux échanges internationaux abaisserait le coût des intrants importés et renforcerait les incitations aux gains de productivité. La récente décision d'assouplir les exigences de contenu local marque une avancée en matière de réduction des obstacles aux échanges, dont le niveau demeurera cependant élevé en termes de comparaison internationale. Une intégration commerciale plus poussée bénéficierait en particulier aux personnes ayant de faibles revenus d'activité, car une expansion du secteur exportateur aurait un impact plus important sur la demande de main-d'œuvre faiblement qualifiée et un renforcement de la concurrence ferait baisser les prix. Des améliorations des infrastructures pourraient également réduire les coûts de transport, en particulier pour les exportateurs. Un nouveau relèvement niveau d'instruction de la population se traduirait non seulement par des gains de productivité, mais permettraient en outre à davantage de ménages aux revenus modestes d'intégrer la classe moyenne grandissante du Brésil.

Des mesures plus efficaces de lutte contre la corruption, en particulier dans les marchés publics, sont nécessaires pour améliorer la gouvernance et prévenir les détournements ultérieurs de fonds publics. Il faudrait notamment mener une évaluation approfondie de la législation relative aux marchés publics, y compris des règles applicables aux conflits d'intérêts. Le projet de réduction des dispositifs de crédit administré, et des subventions implicites qui y sont associées, devrait limiter les possibilités de versement de rétro-commissions, et devrait être mené à bien comme prévu.

La croissance devrait se renforcer progressivement

La croissance devrait s'accélérer peu à peu en 2017. L'amélioration de la confiance et la poursuite de l'assouplissement monétaire étayeront un redressement de l'investissement. La consommation privée devrait s'améliorer à la faveur de l'augmentation des revenus réels due au recul de l'inflation. La récente décision d'élargir le champ des possibilités de retrait des comptes individuels du régime d'assurance chômage va également accroître le revenu disponible des ménages et soutenir la consommation privée. L'investissement du secteur privé sera limité par l'ampleur de la dette des entreprises. Le chômage continuera d'augmenter jusqu'à la fin de 2017, avant de commencer à diminuer parallèlement à la montée en régime de la croissance en 2018.

L'incertitude politique liée aux récentes allégations de corruption pourrait mettre en péril la croissance. Les événements politiques pourraient entraîner une résurgence de l'incertitude, compromettre le récent regain de confiance et jeter le doute sur la mise en œuvre des réformes structurelles, qui devraient soutenir la reprise attendue. L'aboutissement de la réforme des régimes de retraite, sans modifications remettant en cause les progrès escomptés concernant leur viabilité, sera notamment révélateur de la capacité des autorités de mener à bien des réformes structurelles. Le secteur des entreprises constitue également une source de risques à la baisse, dans la mesure où la récession prolongée se traduit par une multiplication des défaillances d'entreprises fortement endettées, ce qui pourrait par la suite affaiblir certains pans du secteur financier.

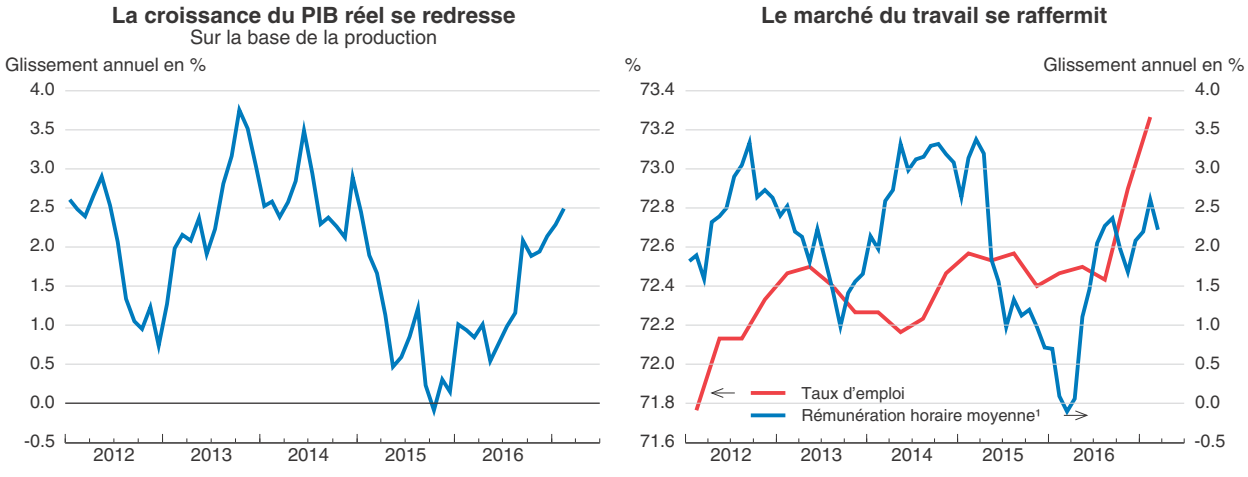
CANADA

La croissance économique devrait être plus forte en 2017, portée par une politique budgétaire expansionniste, l'accroissement du patrimoine des ménages et la reprise de l'investissement des entreprises – en particulier dans le secteur des ressources naturelles, qui a bénéficié du rebond des prix des produits de base. En 2018, la croissance devrait marquer le pas mais rester vigoureuse, en raison du ralentissement de la hausse des dépenses publiques. Le renchérissement des prix à la consommation devrait être supérieur à 2 % fin 2018, sous l'effet de la résorption graduelle des surcapacités et d'une plus forte croissance des salaires.

L'orientation modérément expansionniste de la politique budgétaire fédérale contribuera à accélérer le retour de l'économie au plein emploi. Un retrait progressif des mesures de relance monétaire à partir de la fin de 2017 est prévu pour pouvoir stabiliser l'inflation autour de 2 %, point médian de la fourchette d'inflation cible. La hausse des taux d'intérêt permettra de réduire quelque peu la voilure des marchés immobiliers en plein essor et de prix des logements en hausse rapide. Néanmoins, les mesures macroprudentielles, qui ont déjà été renforcées en 2016, devraient l'être davantage encore pour contrer les risques économiques et financiers que fait planer le marché immobilier.

Le développement récent des investissements de l'État fédéral dans les infrastructures physiques, le logement social, l'éducation et l'innovation aidera le Canada à s'adapter à la mondialisation de façon à la fois inclusive et efficiente. Les pressions liées à cette adaptation devraient être plus fortes dans les secteurs concernés si le virage protectionniste de la politique commerciale des États-Unis se confirme. L'élargissement des conditions d'accès aux mesures d'activation du marché du travail et la mise en place d'un dispositif d'évaluation systématique des besoins en amont de tous les travailleurs victimes de suppressions d'emplois permettraient d'améliorer les

Canada



1. Rémunération des salariés, heures supplémentaires comprises, moyenne mobile sur trois mois.

Source : Statistique Canada, tableaux 379-0031 et 281-0049 ; OCDE, base de données des Statistiques à court terme sur le marché du travail.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502845

Canada : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentage de variation

	2014	2015	2016	2017	2018
Emploi	0.6	0.9	0.7	1.7	1.1
Taux de chômage[1]	6.9	6.9	7.0	6.5	6.1
Rémunération par salarié[2]	3.0	2.0	1.7	2.1	3.3
Coûts unitaires de main-d'œuvre	1.2	1.8	1.1	1.0	1.9
Revenu disponible des ménages	3.4	4.4	3.5	4.0	4.0
Déflateur du PIB	1.9	-0.8	0.6	2.6	1.9
Indice des prix à la consommation	1.9	1.1	1.4	1.9	2.0
IPC sous-jacent[3]	1.8	2.2	1.9	1.5	2.0
Déflateur de la consommation privée	1.9	1.1	1.0	1.8	1.9

1. En pourcentage de la population active.
2. Pour l'ensemble de l'économie.
3. Définition de la Banque du Canada : Indice des prix à la consommation excluant huit des composantes les plus volatiles ainsi que les effets des changements de taxes indirectes sur les composantes restantes.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505543

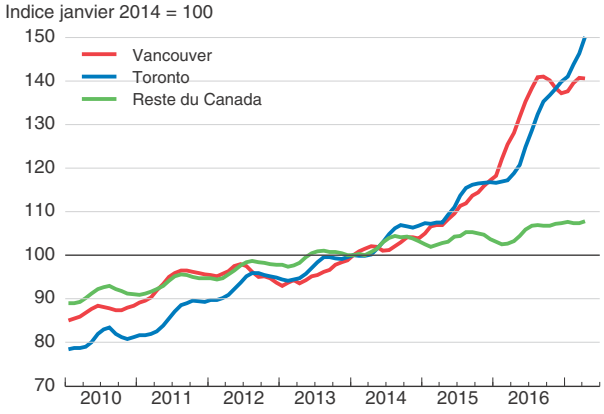
capacités d'adaptation. Par ailleurs, le Canada devra s'attaquer aux difficultés sociales des populations autochtones pour pouvoir accéder un jour à une croissance véritablement inclusive.

L'orientation expansionniste des politiques monétaire et budgétaire stimule la croissance

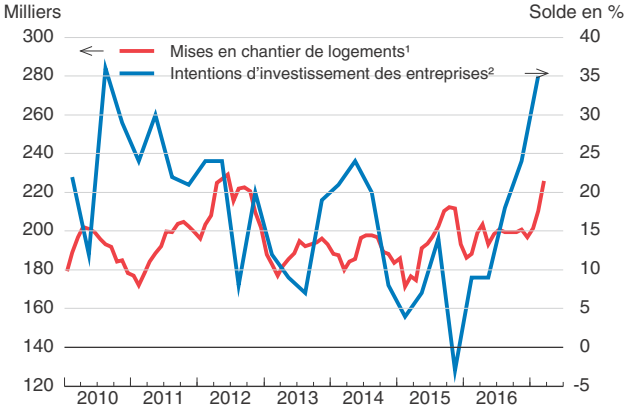
L'économie a connu une croissance régulière au cours des derniers trimestres. La consommation privée est vigoureuse et l'investissement résidentiel est reparti à la hausse,

Canada

Les marchés du logement sont en surchauffe



Les indicateurs de nouveaux investissements sont solides



1. Moyenne mobile sur trois mois.
2. Solde en pourcentage des opinions des entreprises qui prévoient d'accroître/réduire leurs investissements en machines et matériel au cours des 12 prochains mois.

Source : Teranet et Banque nationale du Canada, Indice Prix de Maison ; Statistique Canada, tableau 027-0054 ; Banque du Canada (2017), Enquête sur les perspectives des entreprises, printemps.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502864

Canada : **Indicateurs financiers**

	2014	2015	2016	2017	2018
Taux d'épargne nette des ménages[1]	3.5	4.8	5.1	4.2	4.4
Solde financier des administrations publiques[2]	0.0	-1.1	-1.9	-1.7	-1.3
Dette brute des administrations publiques[2,3]	92.3	98.4	99.4	99.5	99.5
Dette nette des administrations publiques[2,3]	30.8	30.0	31.3	31.4	31.4
Balance des opérations courantes[2]	-2.4	-3.4	-3.3	-2.2	-1.9
Taux d'intérêt à court terme[4]	1.2	0.8	0.8	0.8	1.4
Taux d'intérêt à long terme[5]	2.2	1.5	1.3	2.0	2.7

1. En pourcentage du revenu disponible.
2. En pourcentage du PIB.
3. La dette est surestimée par rapport à la plupart des autres pays en raison des actifs des fonds de retraite des employés des administrations publiques qui ne sont pas pris en compte.
4. Taux interbancaire à 3 mois.
5. Obligations d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505562

en particulier en Colombie-Britannique et dans l'Ontario, où les marchés immobiliers sont en plein essor. La consommation est dynamisée par l'accroissement du patrimoine lié au renchérissement des logements, dû en partie à la faiblesse persistante des taux d'intérêt, et par l'augmentation des transferts sociaux, avec notamment l'introduction de l'Allocation canadienne pour enfants en juillet 2016. Les investissements des entreprises ont diminué en 2015 et 2016, en raison d'une forte contraction dans les secteurs pétrolier

Canada : **Demande et production**

	2015	2016	2017	2018	Quatrième trimestre 2016	Quatrième trimestre 2017	Quatrième trimestre 2018
	Prix courants milliards de CAD	Glissement annuel en %, en volume (prix de 2007)					
PIB aux prix du marché	1 986.2	1.4	2.8	2.3	1.9	2.9	2.3
Consommation privée	1 143.7	2.2	3.1	1.9	2.3	3.0	1.7
Consommation publique	417.7	2.0	1.5	0.8	2.3	1.4	0.7
Formation brute de capital fixe	470.5	-3.2	1.4	3.3	-2.4	4.2	3.0
Secteur public[1]	75.7	1.0	6.2	5.9	2.9	7.1	5.8
Secteur privé : résidentiel	149.7	2.7	3.8	1.8	2.2	4.8	0.7
Secteur privé : autres	245.1	-8.0	-1.9	3.5	-7.1	2.9	3.6
Demande intérieure finale	2 032.0	0.9	2.4	2.0	1.2	3.0	1.8
Variation des stocks[2]	1.7	-0.3	0.0	0.0			
Demande intérieure totale	2 033.7	0.6	2.4	2.0	1.2	3.1	1.8
Exportations de biens et services	627.2	1.1	2.3	4.4	0.8	3.4	4.7
Importations de biens et services	674.7	-1.0	0.8	3.2	-1.3	4.2	3.1
Exportations nettes[2]	- 47.5	0.7	0.4	0.3			

Note : Des prévisions trimestrielles détaillées sont disponibles dans l'annexe statistique pour les sept pays principaux, la zone euro et l'ensemble de l'OCDE.

1. À l'exclusion des entreprises publiques et nationalisées.
2. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505581

Canada : **Indicateurs extérieurs**

	2014	2015	2016	2017	2018
			Milliards de USD		
Exportations de biens et services	567.1	491.1	474.3	495	519
Importations de biens et services	585.4	528.4	510.7	512	531
Balance commerciale	- 18.3	- 37.2	- 36.4	- 17	- 13
Solde des invisibles	- 25.3	- 15.7	- 14.8	- 18	- 18
Balance des opérations courantes	- 43.6	- 52.9	- 51.2	- 35	- 31
			Pourcentage de variation		
Exportations de biens et services en volume	5.8	3.4	1.1	2.3	4.4
Importations de biens et services en volume	2.2	0.3	- 1.0	0.8	3.2
Résultats à l'exportation[1]	1.4	- 0.5	- 0.3	- 2.2	- 0.2
Termes de l'échange	- 1.3	- 6.9	- 2.1	2.6	- 0.1

1. Ratio du volume des exportations sur le marché correspondant pour le total des biens et services.
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505600

et gazier après la chute des cours mondiaux de l'énergie, mais montrent actuellement des signes de reprise. Le nombre de plateformes de forage en activité est supérieur à celui de 2016 et les projets d'investissement en biens d'équipement se multiplient. Néanmoins, la reprise devrait être le plus souvent modeste si le prix du pétrole se maintient aux alentours de 50 USD le baril, compte tenu du coût relativement élevé de la production du pétrole au Canada. La croissance des échanges de biens a été atone en 2016 et les exportations continuent de progresser depuis le début de cette année, mais seulement modestement.

Le marché du travail se raffermit. Le taux de chômage a baissé d'environ un demi-point de pourcentage par rapport à l'année précédente, et plus de gens entrent dans la population active. Compte tenu des surcapacités persistantes, le raffermissement du marché de travail ne s'est pas traduit par une hausse des salaires, et la faible revalorisation des salaires horaires réels a permis aux entreprises de retrouver leur niveau de rentabilité, qui avait fléchi en 2015. La hausse des prix à la consommation reste inférieure au point médian de la fourchette cible de 1-3 % fixée par la Banque du Canada, les indices de référence utilisés par la banque centrale pour mesurer l'inflation sous-jacente étant tous proches de 1.5 %.

Des mesures seront nécessaires pour juguler l'inflation et la hausse des prix immobiliers

La politique monétaire du Canada est très expansionniste depuis déjà un moment. Les surcapacités devraient se résorber d'ici le début de l'année 2018, de sorte que la Banque du Canada devrait commencer à relever ses taux vers la fin de 2017. Cette évolution permettra d'enrayer la surchauffe des marchés immobiliers, qui menace la stabilité économique et financière et rend les logements de plus en plus inabordables, en particulier à Toronto et Vancouver. Les autorités devraient recourir plus largement à des mesures macroprudentielles, en particulier à certains instruments tels que le plafonnement des ratios dette-revenu, en vertu duquel la règle nationale est plus restrictive dans les régions où l'on observe un gonflement des prix des logements par rapport aux paramètres fondamentaux. L'Ontario a récemment adopté une législation portant création d'une taxe

sur les acquisitions immobilières par des résidents étrangers, semblable à celle instaurée par la ville de Vancouver en août 2016, allant de pair avec un recours massif à l'encadrement des loyers et un allégement des droits d'aménagement pour les nouveaux projets d'immobilier locatif. La hausse des prix des logements connaîtra probablement un court répit, mais les prix devraient repartir à la hausse sous l'effet de la spéculation, cependant que le développement des loyers encadrés risque de décourager l'offre de logements locatifs. L'insuffisance de l'offre locative pourrait entraver la mobilité de la main-d'œuvre – en particulier parmi les plus modestes et les jeunes – et, ce faisant, accroître le coût et la durée du processus d'adaptation à la mondialisation.

L'orientation de la politique budgétaire fédérale demeure modérément expansionniste. Le déficit des administrations publiques a augmenté de 0.8 point de pourcentage pour s'établir à 1.9 % du PIB en 2016, une évolution due principalement aux mesures de soutien de la demande inscrites au budget fédéral 2016. Le déficit rapporté au PIB devrait diminuer progressivement au fil du ralentissement de la relance budgétaire. Les dépenses se réorientent progressivement vers les infrastructures, le gouvernement s'étant engagé à mettre en œuvre les 181 milliards CAD d'investissements prévus sur une période de 12 ans.

La croissance devrait rester vigoureuse

La croissance devrait être portée non plus tant par la consommation privée, les investissements dans le logement et les dépenses publiques, que par l'investissement des entreprises et les exportations. Le sursaut très récent de la consommation n'est pas voué à durer, n'étant pas sous-tendu par une hausse équivalente des revenus ou de la production. Les investissements immobiliers devraient également se tasser sous l'effet de la mise sur le marché de nouveaux logements et d'une hausse des prix marquant le pas sur les marchés en surchauffe de Vancouver et Toronto. La croissance des exportations devrait s'accélérer graduellement, bénéficiant du raffermissement de la demande mondiale, d'une reprise de l'investissement à fort contenu d'importations aux États-Unis et de l'augmentation de la production sous l'effet du rebond récent des investissements dans le secteur de l'énergie. Le chômage devrait continuer à décliner et, une fois les surcapacités résorbées, l'inflation devrait monter et dépasser le point médian de la fourchette cible fixée par la Banque du Canada, même en tenant compte du retour à la normale des taux d'intérêt en 2018.

Le principal risque d'écart à la baisse par rapport aux prévisions réside dans une correction désordonnée du marché du logement, notamment à Vancouver et Toronto. Une telle correction porterait un coup à l'investissement résidentiel, à la richesse des ménages et à la consommation. Un choc suffisamment important pourrait même menacer la stabilité financière. La croissance des exportations pourrait être plus faible que prévu en cas de renforcement des obstacles aux échanges chez les principaux partenaires commerciaux, *via* une renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain, par exemple, ou un nouveau relèvement de certains obstacles sectoriels, à l'instar des droits compensateurs récemment imposés par les États-Unis sur le bois d'œuvre canadien. En revanche, la renégociation des accords commerciaux pourrait favoriser la croissance inclusive si elle débouchait sur la suppression progressive du système de gestion de l'offre dans l'industrie laitière. D'autres facteurs d'évolution positive par rapport aux prévisions existent. En font partie le report d'adoption d'un tour plus restrictif pour la politique monétaire, la poursuite d'une dépréciation, amorcée récemment, du dollar canadien, de nouvelles hausses des prix mondiaux du pétrole et une expansion plus forte que prévu de l'économie américaine, notamment si la politique budgétaire est plus expansionniste que prévu.

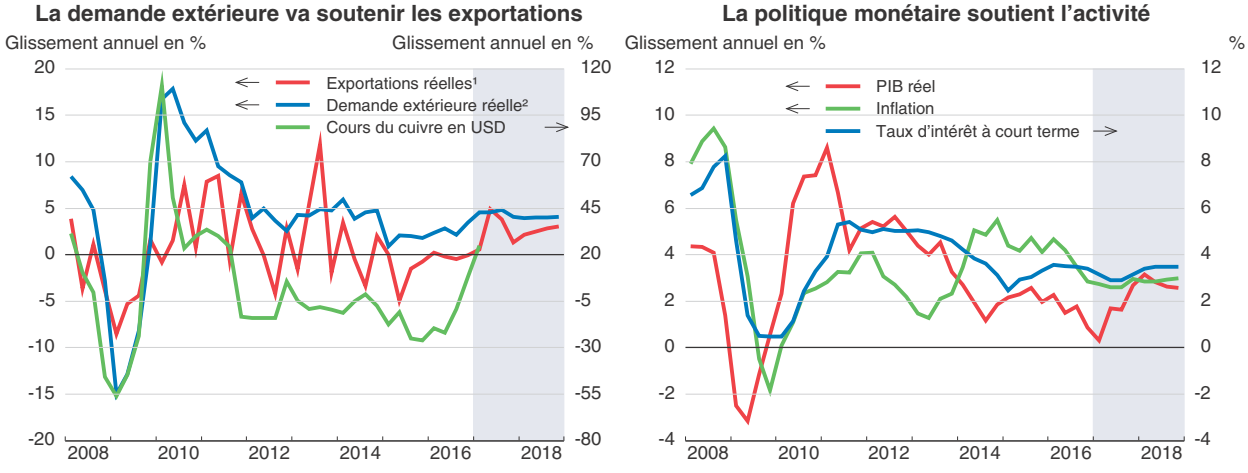
CHILI

On prévoit une accélération progressive de la croissance économique jusqu'à atteindre 2.8 % en 2018. Celle-ci s'appuiera sur une amélioration de la demande extérieure et, grâce à des conditions de financement plus accommodantes, sur un redressement de l'investissement. Le taux de chômage devrait se stabiliser et les salaires augmenter plus rapidement, ces deux éléments devant permettre d'atténuer les disparités de revenus et entraîner une hausse de la consommation. L'inflation devrait augmenter en raison de la dissipation graduelle des effets de l'appréciation antérieure du taux de change et du raffermissement de la demande globale.

En avril 2017, la banque centrale a abaissé à 2.75 % son taux d'intérêt directeur. La politique monétaire va continuer à soutenir l'activité, tandis que la progression des dépenses publiques consacrées à l'éducation et à la santé favorisera la croissance et l'inclusion sociale. Le renforcement de l'autorité de concurrence, la simplification des procédures d'exportation et d'investissement ainsi que les mesures prises pour développer le financement des entreprises bénéficieront à la productivité et à l'investissement. Toutefois, l'assainissement budgétaire graduel qui est programmé pourrait peser sur l'investissement public. Il faut faire davantage pour remédier aux inégalités sur le marché du travail, alléger les formalités de délivrance d'autorisations et rationnaliser la réglementation.

La spécialisation dans les ressources naturelles a eu pour corollaire d'intégrer fortement l'économie chilienne dans les chaînes de valeur mondiales, mais aussi de l'exposer à l'instabilité des prix des produits de base. Réduire les déséquilibres entre offre et demande de compétences, soutenir le processus de régularisation de l'emploi informel, faciliter les ajustements sur le marché du travail, promouvoir les investissements privés innovants en simplifiant la réglementation et les aides directes à la R-D et moderniser les réseaux d'infrastructures sont autant de mesures qui

Chili



1. Biens et services.
2. Importations en termes réels pondérées par les échanges des partenaires commerciaux.

Source : Banque centrale du Chili ; base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502883

Chili : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de CLP	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2013)				
PIB aux prix du marché	137 876.2	1.9	2.3	1.6	1.6	2.8
Consommation privée	86 376.9	2.7	2.0	2.4	2.5	2.6
Consommation publique	16 959.9	4.4	4.5	5.1	3.0	3.0
Formation brute de capital fixe	34 199.3	-4.8	-0.8	-0.8	0.5	4.1
Demande intérieure finale	137 536.1	1.0	1.7	1.9	2.1	3.0
Variation des stocks[1]	1 132.3	-1.4	0.3	-0.8	0.8	0.0
Demande intérieure totale	138 668.4	-0.4	2.0	1.1	3.0	3.0
Exportations de biens et services	44 395.4	0.3	-1.8	-0.1	-0.6	2.7
Importations de biens et services	45 187.6	-6.6	-2.7	-1.6	2.2	3.6
Exportations nettes[1]	- 792.1	2.3	0.3	0.4	-0.8	-0.2
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	5.9	4.2	3.8	4.4	2.8
Indice des prix à la consommation	_	4.7	4.3	3.8	2.8	2.9
Déflateur de la consommation privée	_	5.7	5.5	3.7	2.5	2.9
Taux de chômage	_	6.3	6.2	6.5	6.6	6.5
Solde de l'administration centrale[2]	_	-1.6	-2.1	-2.7	-3.1	-2.7
Balance des opérations courantes[2]	_	-1.6	-1.9	-1.4	-1.0	-1.2

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505752

généreraient des gains de productivité et renforceraient les perspectives du commerce extérieur chilien, tout en estompant les inégalités.

La croissance de l'investissement et du PIB a été faible

La croissance économique a continué sur un rythme modéré, les exportations étant à la traîne en dépit de la correction intervenue récemment sur les prix des produits de base. Le manque de confiance des entreprises, la grande incertitude en matière de politique économique et le coup de froid sur le marché du logement ont freiné l'investissement, malgré des taux d'intérêt historiquement bas. L'emploi indépendant et le temps partiel non choisi ont fortement progressé. Pour soutenir la croissance, les autorités ont augmenté la consommation publique de 5.1 % en 2016 ; les dépenses supplémentaires prévues dans les domaines de l'éducation et de la santé iront dans le sens d'une plus grande cohésion sociale et amélioreront les perspectives de croissance à long terme.

La poursuite des réformes structurelles favoriserait une croissance plus inclusive

La politique monétaire reste accommodante. La banque centrale a réagi au ralentissement de la croissance en ramenant son taux d'intérêt directeur de 3.5 % en décembre 2016 à 2.75 % en avril 2017, un niveau très inférieur à ce qu'il était par le passé. Les anticipations d'inflation restent bien ancrées, tandis que des mesures prudentielles ont freiné la progression du crédit aux ménages et aux entreprises, aidant ainsi à maîtriser les facteurs de vulnérabilité. L'économie gagnant en vigueur et les effets de l'actuelle

appréciation du taux de change se dissipant, la banque centrale devrait relever lentement son taux directeur à compter du début de 2018.

Le gouvernement envisage de porter le déficit de l'administration centrale de 2.7 % du PIB en 2016 à 3.1 % environ en 2017. Ce choix est opportun étant donné les incertitudes économiques et compte tenu du fait que l'augmentation régulière des dépenses de santé et d'éducation est une bonne chose. Cela étant, après 2017, des efforts d'assainissement sont prévus, conformément à la règle budgétaire. Un nouveau recul de l'investissement dans les infrastructures pourrait peser sur la productivité et la croissance à long terme si les projets de partenariats public-privé ne se multipliaient pas comme prévu. L'augmentation des recettes publiques, notamment grâce au relèvement des impôts fonciers et immobiliers et au réexamen du régime fiscal des ressources naturelles, assurerait un financement plus durable des dépenses sociales et des infrastructures.

La réforme en cours de l'éducation, la simplification des procédures d'exportation et de création d'entreprise, les nouveaux programmes d'aide aux entreprises et la réforme du cadre de la concurrence favoriseront l'investissement et l'équité. Toutefois, un allègement de la réglementation et des procédures de délivrance d'autorisations, une collaboration accrue entre recherche publique et privée ainsi qu'une aide directe à la R-D sont nécessaires pour renforcer l'innovation. Une offre plus étoffée de structures d'accueil de la petite enfance ferait augmenter l'emploi rémunéré des femmes, encore peu développé. L'assouplissement de la réglementation du marché du travail et l'extension de l'assurance chômage réduiraient les inégalités sur ce marché et l'inadéquation des compétences.

La croissance va s'accélérer

La croissance devrait se stabiliser en 2017 et s'établir à 2.8 % en 2018. Les exportations vont continuer à progresser à un rythme rapide grâce à l'évolution favorable des marchés extérieurs. Le raffermissement de la demande, de bonnes conditions de financement et les mesures prises récemment pour favoriser les exportations et la productivité stimuleront l'investissement des entreprises. Les travaux de reconstruction qui ont suivi les événements météorologiques extrêmes soutiendront également l'activité à court terme. La consommation privée devrait s'accélérer du fait de la hausse des revenus disponibles réels. La croissance s'intensifiant, le taux de chômage fléchira légèrement.

Les principaux risques pour la croissance sont liés aux performances des grands partenaires commerciaux du Chili et à l'évolution des prix des produits de base. Une croissance plus forte, ou plus faible, en Chine, aux États-Unis et chez les voisins d'Amérique latine pourrait jouer à la hausse, ou à la baisse, sur la demande extérieure. Un redressement du prix du cuivre, en particulier, serait bénéfique pour la confiance et l'investissement tout en gonflant les recettes publiques. À l'inverse, une dégradation des perspectives d'exportation se répercuterait sur la croissance. Les mesures prises au plan intérieur pour accroître la concurrence et la productivité ainsi que le nouveau fonds de financement des infrastructures pourraient aussi stimuler l'investissement davantage qu'on ne le suppose. En revanche, la croissance risque de s'affaiblir si l'incertitude qui règne actuellement dans le secteur des entreprises persiste.

CHINE

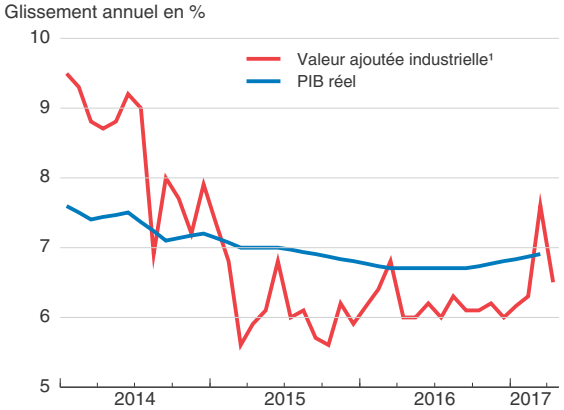
La croissance économique devrait se maintenir en 2017 et 2018, en partie grâce aux effets de mesures antérieures de relance budgétaire et monétaire. L'investissement en infrastructures se redresse à la faveur des projets de développement régional, notamment de l'initiative « Ceinture et Route » et du projet de développement coordonné de la région Beijing-Tianjin-Hebei. L'investissement immobilier restera dynamique malgré les mesures prises pour limiter la demande. La croissance de l'investissement privé est repartie à la hausse et la croissance de la consommation restera stable, soutenue par la vigueur persistante des créations d'emplois. Le redressement de la demande mondiale stimulera les exportations, mais l'envolée des importations touristiques limitera l'effet induit sur le solde courant.

Dans le contexte actuel de faible inflation, la politique monétaire est judicieusement axée sur les risques financiers, qui se sont accentués. La politique budgétaire continuera d'accompagner l'activité, mais devrait être davantage centrée sur l'inclusion sociale. Des réformes propices aux gains de productivité, telles qu'une poursuite de la réduction des coûts d'exercice des activités économiques, une suppression progressive des garanties implicites dont bénéficient les entreprises publiques et une amélioration des cadres de gouvernance des entreprises, sont nécessaires pour que le processus de convergence du revenu par habitant vers les niveaux observés dans les économies avancées se poursuive au même rythme.

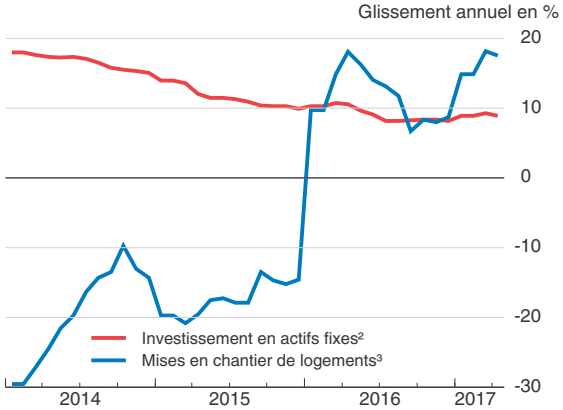
L'intégration de la Chine dans les chaînes de valeur mondiales a fortement contribué à l'expansion économique spectaculaire qu'elle a connue au cours des dernières décennies. Le passage à des activités de production à plus forte valeur ajoutée exige des améliorations de la qualité et de la pertinence de l'innovation, ainsi qu'un renforcement des compétences de la main-d'œuvre, compte tenu du transfert d'emplois à faible niveau de qualification observé vers des pays de la région à plus bas coûts.

Chine

La croissance s'est stabilisée



L'investissement résidentiel s'envole



1. Les données mensuelles sur la valeur ajoutée industrielle pour janvier et février ne sont pas publiées séparément, mais les deux mois combinés. Par conséquent, les données manquantes ont été remplies par une interpolation linéaire.
2. L'investissement en actifs fixes est mesuré en termes nominaux et est exprimé en termes cumulés.
3. Les mises en chantier de logements correspondent aux biens d'habitation dont la construction a été entamée par des entreprises de promotion immobilière au cours du mois de référence et sont exprimées en termes cumulés.

Source : Bureau National des Statistiques de Chine ; et CEIC.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502921

Chine : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants trillions de CNY	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2005)				
PIB aux prix du marché	59.5	7.3	6.9	6.7	6.6	6.4
Demande intérieure totale	58.1	8.9	9.1	8.3	6.2	6.2
Exportations de biens et services	14.5	4.2	-2.3	1.9	8.9	4.3
Importations de biens et services	13.0	8.3	2.6	6.6	7.5	3.5
Exportations nettes[1]	1.4	-1.0	-1.7	-1.3	0.6	0.3
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	0.8	0.1	1.2	4.5	3.1
Indice des prix à la consommation	_	2.1	1.5	2.1	1.5	2.0
Solde des administrations publiques[2,3]	_	-0.3	-1.3	-2.0	-2.1	-2.2
Balance budgétaire principale[2,4]	_	-1.7	-2.4	-3.0	-3.0	-3.0
Balance des opérations courantes[2]	_	2.3	2.8	1.7	1.5	1.6

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du PIB.
3. Prend en considération les soldes de l'ensemble des quatre comptes budgétaires (compte général, compte de fonds, caisses de sécurité sociale et comptes des entreprises publiques).
4. Le solde budgétaire global est le solde officiel défini comme la différence entre les recettes et les dépenses. Les recettes comprennent : les recettes du budget général, les recettes du fonds central de stabilisation et l'ajustement budgétaire infranational. Les dépenses comprennent : les dépenses du budget général, le renflouement du fonds central de stabilisation et le remboursement du principal de la dette infranationale.

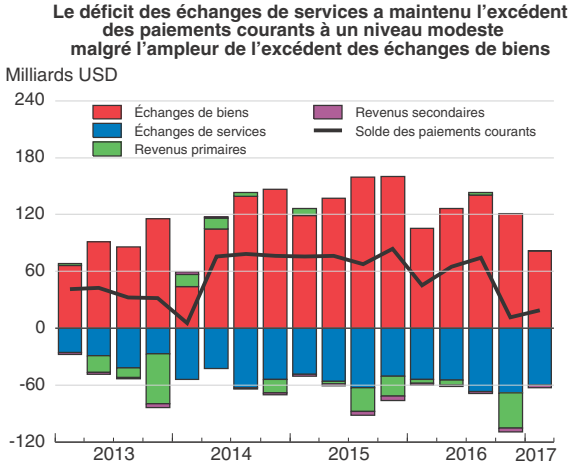
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

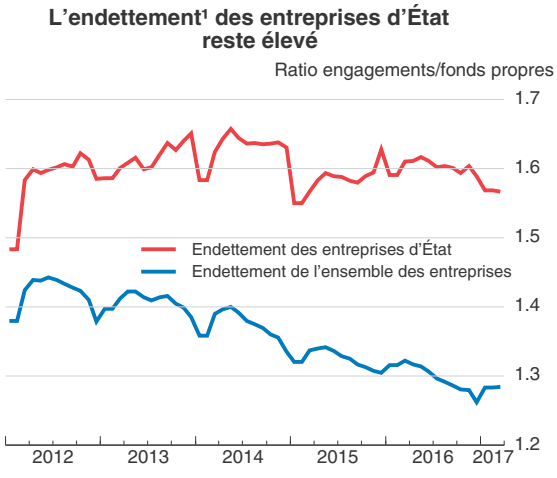
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933506227

La croissance se maintient

La croissance a un peu redémarré, les secteurs des machines et des produits de haute technologie menant la reprise. L'investissement dans les services reste vigoureux, mais la persistance de capacités excédentaires considérables dans le secteur industriel continuera

Chine





1. L'endettement est mesuré par le ratio engagements/fonds propres. Entreprises industrielles uniquement.

Source : CEIC.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502902

de peser sur l'investissement global. L'investissement résidentiel s'est fortement accéléré, malgré une série de mesures restreignant les achats de logements et un durcissement des conditions d'emprunt hypothécaire. L'envolée des prix des logements dans les très grandes villes continue d'alimenter l'investissement résidentiel, et les prix se maintiennent même dans les petites villes où l'offre est excédentaire. Portée par la progression des revenus réels, la consommation est restée tonique, ainsi que l'illustrent le dynamisme des achats liés au logement, des ventes en ligne et du tourisme à l'étranger (qui correspond à des importations de services). L'affermissement de la demande étrangère a stimulé les exportations et la production industrielle. L'envolée des cours des produits de base a accentué la hausse des prix à la production et contribué à entamer l'excédent des paiements courants. La hausse des prix à la consommation, en revanche, reste modérée.

Le durcissement de la politique monétaire et la politique budgétaire expansionniste visent à stabiliser la croissance tout en neutralisant certains risques

La politique monétaire a évolué dans le sens d'un durcissement pour préserver la stabilité financière. Le rebond des prix à la production s'est traduit par une baisse des taux d'intérêt réels, qui a eu pour effet de réduire les coûts de financement en termes réels et de stimuler la demande de crédit. Les quotas de prêts et les directives d'encadrement du crédit imposant aux banques de freiner la croissance des prêts hypothécaires ont eu des effets limités, le secteur bancaire parallèle jouant un rôle d'intermédiation financière d'une ampleur considérable. Les autorités ont relevé les taux du marché monétaire afin de ne pas entretenir la bulle des prix des logements, d'éviter que l'effet de levier ne prenne encore de l'ampleur et d'endiguer le gonflement de la dette des entreprises. Surtout, le récent durcissement de la réglementation du marché interbancaire devrait limiter les flux financiers des banques vers le secteur bancaire parallèle et, in fine, les apports de fonds bénéficiant à des emprunteurs à risque ou alimentant des investissements financés par l'emprunt sur les marchés d'actifs. L'endettement des entreprises, notamment dans le secteur des entreprises publiques, reste élevé. Les échanges de créances contre des titres de participation, concentrés dans des secteurs à haut niveau d'endettement, tels que l'extraction de charbon et la sidérurgie, peuvent procurer un soulagement temporaire, mais ils risquent de retarder l'ajustement nécessaire, notamment la disparition des entreprises non viables. Les autorités doivent supprimer les garanties implicites dont bénéficient les entreprises d'État et les entités publiques afin d'instaurer des règles du jeu équitables, de renforcer la discipline de marché et d'améliorer la tarification du risque de crédit.

Les sorties de capitaux ont exercé jusqu'au début de l'année des pressions sur le taux de change et entraîné une contraction des réserves de change. L'intensification de la lutte contre les détournements d'actifs publics s'est traduite par une surveillance accrue des investissements réalisés à l'étranger par les entreprises publiques. Néanmoins, ces derniers mois, les hausses des taux du marché monétaire, conjuguées au durcissement du contrôle des capitaux et au redressement des bénéfices des entreprises, ont contribué à limiter les sorties de capitaux et à stabiliser le yuan.

La politique budgétaire conserve une orientation expansionniste. Les autorités ont annoncé récemment des baisses d'impôts destinées à préserver la dynamique de la reprise. Un allègement de la ponction fiscale subie par les petites entreprises, les nouvelles entreprises technologiques et les entrepreneurs va certes revigorer l'emploi et l'innovation, mais le fléchissement des recettes fiscales amoindrira la capacité des pouvoirs publics

d'engager des dépenses dans des domaines où leur rendement social est élevé, mais dont les budgets sont insuffisants, tels que la sécurité sociale, la santé et la prise en charge des personnes âgées. Bien que l'objectif de déficit budgétaire global ait été maintenu à 3 % du PIB pour 2017, l'investissement public financé par les banques d'État spécialisées va étayer la croissance tout en ralentissant le processus de rééquilibrage de l'économie. Les contrats d'échange de créances des collectivités locales offrent une autre possibilité d'accroître les dépenses d'infrastructure, la valeur des titres de dette émis étant inférieure à celle des prêts bancaires initiaux. L'expansion rapide de l'investissement public pourrait entraîner de nouveau une mauvaise affectation du capital. Il faut poursuivre le démantèlement des obstacles à l'entrée des capitaux privés, en particulier dans les services. En outre les structures d'investissement des collectivités locales, qui sont toujours considérées comme bénéficiant de garanties implicites, joueront un rôle clé dans la mise en œuvre de ces projets, ce qui pourrait déboucher une nouvelle fois sur une accumulation de dettes publiques assorties de garanties implicites et sur des mesures de renflouement.

La croissance devrait rester vigoureuse, mais les risques continuent de s'accentuer

Les investissements en infrastructures devraient favoriser le maintien du taux de croissance du PIB aux alentours de 6 ½ pour cent cette année et l'année suivante. Les récentes mesures destinées à combattre la bulle des prix du logement vont sans doute limiter les ventes de biens immobiliers et le crédit hypothécaire, mais tant que l'on anticipe une hausse des prix liée aux contraintes affectant l'offre, il est peu probable qu'elles fassent reculer sensiblement la demande de logements. Les créations d'emplois, favorisées notamment par les baisses d'impôts accordées aux petites entreprises et aux entrepreneurs, alimenteront la croissance de la consommation, mais faute de réformes structurelles permettant de réduire l'épargne de précaution, telles que la mise en place d'un système de sécurité sociale et de services publics de meilleure qualité, le rééquilibrage de l'économie ne progressera que lentement. Les liens économiques avec les pays concernés par l'initiative « Ceinture et Route » se resserrent, mais une poursuite de la levée des obstacles aux échanges et à l'investissement est nécessaire pour maintenir cette dynamique.

La baisse d'activité observée sur le marché interbancaire du fait du durcissement de la réglementation peut poser des problèmes de liquidité aux banques de petite taille, qui tendent à être davantage tributaires des financements interbancaires, mais elle est nécessaire pour l'effet de levier sur les marchés d'actifs et à la stabilité financière. Le désendettement des entreprises et la résorption de l'excédent de capacités sont primordiaux pour éviter un ralentissement brutal ultérieur. Un relâchement de l'effort de relance budgétaire pourrait avoir un effet négatif sur la croissance, mais il atténuerait le risque d'une nouvelle accumulation d'engagements implicites des administrations publiques. Sur le plan commercial, des mesures de protectionnisme pourraient entamer le redressement des exportations, mais un resserrement des liens avec un plus large éventail d'économies concourra à limiter cet effet. Un désendettement plus lent se traduirait par une croissance plus vigoureuse à court terme, mais par des déséquilibres plus importants par la suite. Un rebond plus marqué que prévu de l'activité mondiale et une progression plus rapide de la collaboration s'inscrivant dans le cadre de l'initiative « Ceinture et Route » seraient propices aux exportations de biens et services de la Chine et, en conséquence, sa croissance économique.

COLOMBIE

La croissance économique devrait s'accélérer en 2017 et 2018. L'accord de paix historique, la hausse des cours du pétrole et le lancement de projets d'infrastructures stimuleront l'investissement. La consommation privée va augmenter modérément. Le renforcement de la croissance devrait stabiliser le taux de chômage. Parallèlement à la dissipation des effets du phénomène El Niño, l'inflation devrait revenir à la fin de 2017 dans la fourchette de 2-4 % qui constitue l'objectif de la banque centrale. Bien que la pauvreté ait reculé, les inégalités restent importantes.

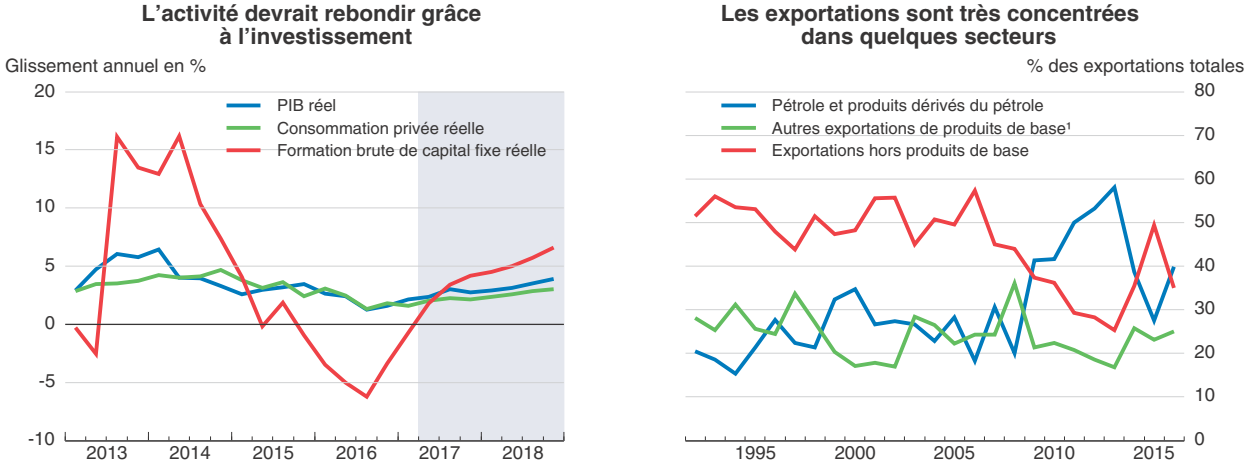
La politique monétaire devrait devenir progressivement plus accommodante parallèlement à la poursuite du reflux de l'inflation. L'orientation de la politique budgétaire restera globalement appropriée, car la réforme fiscale structurelle de décembre 2016 permettra de réaliser un assainissement plus équilibré des finances publiques. Il faudrait donner la priorité à des mesures destinées à rendre la croissance inclusive, axées sur l'éducation et la réduction de la pauvreté.

Une plus grande ouverture réduirait la concentration de l'activité économique – en particulier des exportations – dans quelques secteurs. Il faut prendre des mesures pour améliorer les aides à la recherche-développement (R-D) et leur efficacité, intensifier la concurrence dans les secteurs des chemins de fer, de l'électricité et du transport routier, simplifier les procédures d'immatriculation des sociétés et approfondir l'intégration de la Colombie dans la région. Un renforcement des mesures visant à faire reculer les inégalités et l'économie informelle est nécessaire pour que l'ensemble de la population bénéficie des fruits de l'ouverture de l'économie.

L'économie s'ajuste bien à la chute des cours mondiaux des produits de base

La croissance s'est ralentie sur fond de baisse des prix des produits de base, mais elle est restée supérieure à la moyenne régionale grâce à la solidité du cadre macroéconomique

Colombie



1. Les autres exportations de produits de base recouvrent le café, le charbon et le fer ainsi que le nickel.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; et Département administratif national de la statistique (DANE, Departamento Administrativo Nacional de Estadistica).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502940

Colombie : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants trillions de COP	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2005)				
PIB aux prix du marché	710.5	4.4	3.1	2.0	2.2	3.0
Consommation privée	432.2	4.3	3.2	2.2	1.9	2.6
Consommation publique	123.8	4.8	4.9	1.8	1.1	1.7
Formation brute de capital fixe	172.3	9.8	1.8	-3.6	2.5	5.1
Demande intérieure finale	728.3	5.7	3.2	0.7	1.9	3.0
Variation des stocks[1]	0.4	0.4	-0.2	-0.3	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	728.6	6.1	3.0	0.4	1.8	3.0
Exportations de biens et services	124.8	-1.5	1.2	-0.9	0.9	4.1
Importations de biens et services	143.0	7.9	1.4	-6.2	2.1	3.7
Exportations nettes[1]	- 18.1	-1.9	-0.1	1.3	-0.3	-0.1
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	2.1	2.5	5.9	5.0	2.9
Indice des prix à la consommation	_	2.9	5.0	7.5	4.7	3.7
Déflateur de la consommation privée	_	3.3	4.9	5.5	3.6	3.1
Taux de chômage	_	9.1	8.9	9.2	9.1	9.0
Balance des opérations courantes[2]	_	-5.2	-6.4	-4.5	-3.5	-3.5

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933506322

de la Colombie. Alors que la consommation des ménages a bien résisté, l'investissement a chuté du fait d'une contraction de l'activité dans les secteurs minier et du matériel de transport. Le déficit des paiements courants a reflué à 4.5 % du PIB en 2016, les importations ayant davantage diminué que les exportations. Malgré des progrès récents, l'importance des inégalités de revenus et l'ampleur de l'économie informelle demeurent des problèmes sociaux et économiques majeurs.

La politique macroéconomique est globalement adaptée

La politique monétaire devient progressivement accommodante, et la banque centrale a commencé à abaisser ses taux d'intérêt à la fin de 2016. La convergence en 2017 de l'inflation et des anticipations d'inflation vers la fourchette retenue comme objectif par la Banque centrale, conjuguée à la faiblesse de la demande intérieure, offre la possibilité d'assouplir davantage la politique monétaire.

L'orientation de la politique budgétaire est globalement adaptée, à la suite de l'adoption d'une vaste réforme des impôts à la fin de 2016. Cette réforme se traduit par une réduction de la charge fiscale pesant sur les entreprises, une augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et une simplification du système de prélèvements. En élargissant la base d'imposition afin qu'elle ne se limite plus au pétrole, cette réforme contribue au respect des objectifs budgétaires à moyen terme et réduit la vulnérabilité de l'économie aux chocs externes. La croissance serait étayée par une application rapide du programme économique des autorités (*Colombia Repunta*), qui prévoit une hausse des dépenses

consacrées à l'amélioration des infrastructures et à la réinstallation des personnes déplacées, conjuguée à des incitations budgétaires à l'investissement dans le secteur privé.

L'accord de paix historique, qui a mis fin à un conflit interne de plus de cinquante ans, devrait avoir des retombées positives majeures sur le plan social et économique. Pour être couronnée de réussite, la transition vers la paix doit s'accompagner de réformes structurelles axées sur l'inclusion et la diversification. Afin que l'ensemble de la population en bénéficie, il faut donner la priorité à la réduction des inégalités et de l'économie informelle, par exemple en réduisant les cotisations de sécurité sociale et en allégeant les formalités administratives. Ces réformes devraient s'accompagner de mesures destinées à renforcer l'investissement dans l'innovation, à améliorer la qualité des infrastructures et de l'enseignement, à intensifier la concurrence, à combler l'écart de taux d'activité entre hommes et femmes, et à approfondir l'intégration avec les pays de la région.

La croissance du PIB devrait rebondir mais de fortes incertitudes entourent ces perspectives

Le rythme de la croissance devrait se hisser de 2.2 % en 2017 à 3.0 % en 2018, sur fond de redressement de la demande étrangère et de politique monétaire accommodante. L'ambitieux programme d'infrastructures publiques et la hausse des cours du pétrole, conjugués au renforcement de la confiance à la suite de l'accord de paix, feront de l'investissement le principal moteur de l'expansion économique. La consommation des ménages va monter en régime lentement en 2017, du fait de la diminution des taux d'intérêt et de l'inflation.

Les principaux risques qui entourent ces perspectives résident dans l'incertitude au niveau mondial, en particulier concernant les politiques monétaire et commerciale des États-Unis, ainsi que dans la possibilité d'une récession chez certains des principaux partenaires commerciaux de la Colombie, notamment au Venezuela et en Équateur. Sur le plan intérieur, les risques pesant sur ces prévisions sont liés à l'éventualité de retards dans la mise en œuvre des projets d'investissement réalisés conjointement par les secteurs public et privé, ainsi qu'aux effets à court terme de la réforme fiscale récemment adoptée. En revanche, un raffermissement plus marqué que prévu de la confiance des entreprises et des consommateurs du fait de l'accord de paix stimulerait l'investissement et la consommation. En outre, un redressement plus vigoureux qu'on ne l'anticipe des cours du pétrole ferait augmenter l'investissement et les recettes publiques.

CORÉE

La croissance du PIB s'est repliée vers la fin de 2016, sur fond d'incertitude politique, de restructuration d'entreprises et de chute des exportations. Dans l'hypothèse d'une dissipation des incertitudes politiques à l'échelle nationale et internationale, la croissance devrait s'inscrire en légère hausse pour atteindre 2.8 % en 2018, sous l'effet d'un redressement des exportations et d'une progression de la confiance des entreprises et des consommateurs. L'inflation a atteint l'objectif de 2 % au début de 2017, tandis que l'excédent de la balance courante devrait rester confortable et s'établir à 6 % du PIB.

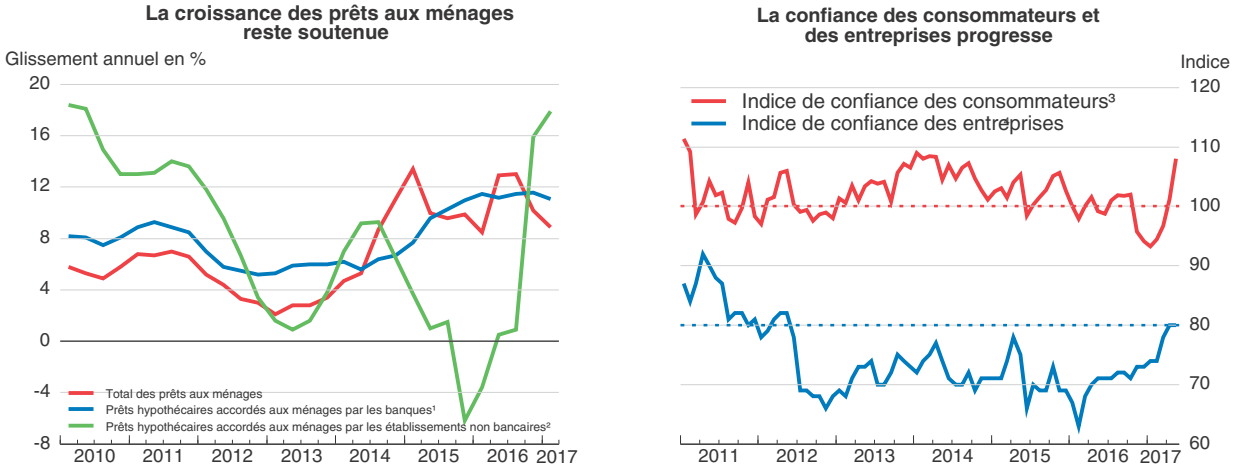
Une loi de finances rectificative s'impose pour stimuler la croissance en 2017. Les mesures visant à limiter les prêts hypothécaires devront être soigneusement calibrées pour favoriser un atterrissage en douceur du marché du logement et stabiliser l'endettement des ménages. Une réorientation progressivement moins accommodante de la politique monétaire, *via* un relèvement du taux directeur par rapport à son plus bas niveau historique de 1¼ pour cent, contribuerait à contenir l'inflation et à freiner l'endettement des ménages.

La Corée a signé 16 accords de libre-échange depuis 2003, ce qui facilite son intégration dans les chaînes de valeur mondiales. Toutefois, les surcapacités mondiales dans certains secteurs à forte intensité de capital, comme la construction navale, par exemple, contraignent les entreprises à se restructurer et provoquent une hausse du chômage dans certaines régions de Corée. Les autorités devraient veiller à ce que l'indemnisation du chômage et les politiques actives du marché du travail soient suffisantes pour permettre aux travailleurs concernés de retrouver du travail.

La croissance de la production reste modeste en 2017

L'expansion est favorisée par le redressement de la croissance des exportations, sous l'impulsion de l'industrie des semi-conducteurs, au début de 2017. La Chine absorbe un

Corée



1. Banques commerciales et spécialisées.
2. Établissements de dépôts non bancaires.
3. La moyenne de long terme pour la période 2003-16 est indiquée en pointillé rouge et est fixée à 100.
4. Pour l'ensemble des secteurs. La moyenne de long terme pour la période 2003-16 est indiquée en pointillé bleu et est fixée à 80.

Source : Banque de Corée.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503415

Corée : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants trillions de KRW	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	1 429.4	3.3	2.8	2.8	2.6	2.8
Consommation privée	727.8	1.7	2.2	2.5	2.0	2.7
Consommation publique	214.5	3.0	3.0	4.3	2.5	3.1
Formation brute de capital fixe	418.3	3.4	5.1	5.2	7.2	2.9
Demande intérieure finale	1 360.6	2.5	3.2	3.6	3.7	2.8
Variation des stocks[1]	- 2.3	0.5	0.7	0.0	0.4	0.0
Demande intérieure totale	1 358.3	3.0	3.9	3.6	4.2	2.8
Exportations de biens et services	770.1	2.0	-0.1	2.1	3.9	4.4
Importations de biens et services	698.9	1.5	2.1	4.5	7.5	3.8
Exportations nettes[1]	71.2	0.4	-1.0	-0.7	-1.0	0.4
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	0.6	2.4	1.8	1.4	2.3
Indice des prix à la consommation	_	1.3	0.7	1.0	2.0	2.0
Déflateur de la consommation privée	_	1.0	0.9	1.0	1.7	2.0
Taux de chômage	_	3.5	3.6	3.7	3.8	3.7
Taux d'épargne nette des ménages[2]	_	7.2	9.3	9.3	9.0	8.8
Solde des administrations publiques[3]	_	1.3	1.3	2.0	2.0	1.8
Dette brute des administrations publiques	_	43.7	45.7	45.6	45.3	45.5
Dette nette des administrations publiques[4]	_	..	..	..	..	..
Balance des opérations courantes[3]	_	6.0	7.7	7.0	6.0	6.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du revenu disponible.
3. En pourcentage du PIB.
4. Les données sur la base des comptes consolidés de la comptabilité nationale (SCN 2008) ne sont pas disponibles.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505942

quart des exportations coréennes et représente une source de demande essentielle, à l'instar des autres pays asiatiques. Le rebond des exportations stimule l'investissement des entreprises malgré une faible utilisation des capacités, qui est liée à la restructuration de secteurs en difficulté. L'emploi recule dans le secteur manufacturier et la remontée de l'inflation, de 0.9 % à 2.1 % (en glissement annuel) au cours de l'année écoulée, a rogné la marge de progression des salaires. Une érosion de la confiance des consommateurs, à son plus bas niveau depuis 2008 après la récente période d'incertitudes politiques, a freiné la consommation.

L'endettement élevé des ménages, qui représente plus de 170 % du revenu disponible des ménages, constitue un autre obstacle à la croissance. Entre 2014 et 2016, l'investissement résidentiel a augmenté de 45 %, porté par l'assouplissement des réglementations relatives aux prêts hypothécaires en 2013-14. Les mesures appliquées depuis le début de 2016 pour stabiliser le marché du logement sont en train de produire leurs effets, même s'il faudra peut-être aller plus loin. Les prix des logements à l'échelle nationale ont augmenté de seulement 0.7 % (en glissement annuel) au premier trimestre de 2017, et les anticipations d'inflation des prix des logements ont reculé.

Une politique budgétaire plus expansionniste et des avancées sur le front des réformes structurelles s'imposent

Les lois de finances rectificatives en 2015 et 2016 ont augmenté les dépenses publiques. En l'absence d'une autre loi de finances rectificative en 2017, les dépenses de l'administration centrale devraient progresser de seulement 0.5 %. Compte tenu d'un tour progressivement moins accommodant de la politique monétaire, la politique budgétaire devrait être utilisée de manière plus active pour stimuler la croissance, compte tenu notamment de la dette publique peu élevée et des excédents budgétaires durables de la Corée.

Des réformes structurelles, dont la réforme de la réglementation dans le secteur des services, s'imposent pour améliorer la croissance de la productivité du travail, qui a ralenti pour atteindre un taux annuel d'environ 1 % depuis 2011. En outre, comme la population en âge de travailler (15-64 ans) diminue, les réformes visant à renforcer l'emploi des femmes, des jeunes et des seniors, et à rompre avec le dualisme du marché du travail constituent une priorité pour favoriser une croissance porteuse de cohésion sociale.

La croissance de la production devrait se redresser

La croissance de la production devrait progresser légèrement pour passer de 2.6 % en 2017 à 2.8 % en 2018, en partie grâce à une accélération du commerce mondial, qui dopera les exportations et l'investissement des entreprises, ce qui permettra de compenser un recul progressif de la croissance de l'investissement résidentiel. Toutefois, la décision de la Chine de réduire ses importations de produits de consommation et de biens culturels coréens et d'interdire les voyages organisés de touristes chinois en Corée, en représailles de la décision coréenne de déployer un système de défense anti-missiles, pourrait coûter une baisse de 0.2 point de croissance du PIB selon des estimations de la Banque de Corée. Après l'élection du nouveau président en mai, la confiance des consommateurs pourrait progresser encore et doper la consommation privée. L'inflation devrait se stabiliser à environ 2 %, tandis que l'excédent courant demeurera confortable, à 6 % du PIB en 2018.

Les risques de divergence à la baisse par rapport aux prévisions tiennent à une accentuation des tensions géopolitiques et du protectionnisme commercial, notamment à la possibilité d'une révision de l'accord de libre-échange entre les États-Unis et la Corée. Cela étant, la solidité de la position extérieure de la Corée constitue une protection contre de telles possibilités. Sur le plan intérieur, les principaux risques tiennent à un ralentissement brutal du marché du logement ou à l'incapacité à freiner l'endettement des ménages. À l'inverse, une progression plus rapide que prévu de la croissance du commerce mondial et des réformes structurelles efficaces pourraient relancer la demande intérieure et inverser le mouvement à la baisse des résultats à l'exportation de la Corée.

COSTA RICA

L'expansion économique devrait se poursuivre à un rythme rapide, du fait du renforcement de la demande extérieure et de l'investissement public. La hausse des prix des produits de base et de l'énergie contribuera à faire monter l'inflation vers la fourchette retenue comme objectif par la banque centrale.

Les résultats budgétaires se sont améliorés en 2016, grâce à un contrôle plus strict des dépenses publiques et à un recouvrement plus efficace des recettes. Une maîtrise accrue des premières et de nouveaux progrès dans la collecte des secondes seront nécessaires pour réduire le déficit budgétaire et stabiliser la trajectoire de la dette publique. Pour prévenir le risque de tensions inflationnistes, la banque centrale a mis fin à sa politique monétaire accommodante.

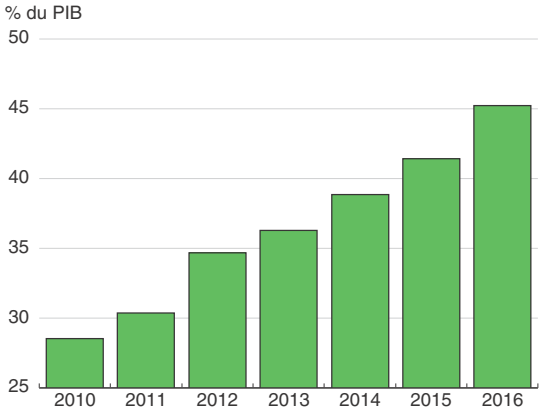
Le Costa Rica a bénéficié de la mondialisation sous la forme d'entrées régulières d'investissements directs et de la création d'emplois qualifiés. Toutefois, certaines personnes ont été laissées pour compte et les inégalités de revenus sont fortes. Le développement de l'éducation préscolaire et l'amélioration de sa qualité aideraient les femmes à entrer sur le marché du travail, ce qui améliorerait leurs revenus. Le renforcement de la politique de concurrence et l'allégement des charges administratives pesant sur les nouvelles entreprises réduiraient les obstacles à l'entrée sur le marché, faciliteraient l'entrepreneuriat, rendraient l'économie plus compétitive sur les marchés mondiaux et feraient diminuer l'ampleur considérable de l'économie informelle.

La croissance reste vigoureuse

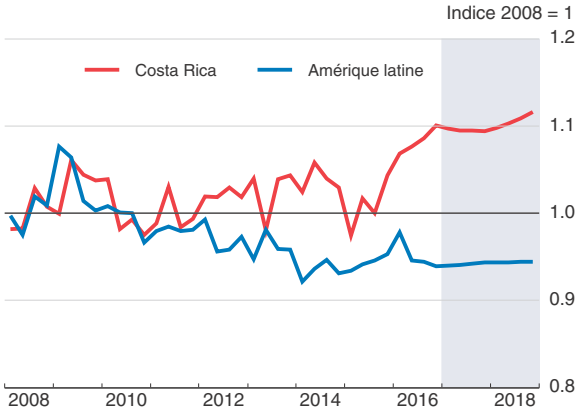
La croissance économique du Costa Rica est restée plus rapide que celle de la plupart des autres pays d'Amérique latine en 2016. Les exportations ont été dynamiques, grâce à la forte demande extérieure, notamment pour les produits alimentaires et agricoles.

Costa Rica

La dette publique croît rapidement[1]



Les résultats à l'exportation sont robustes[2]



1. Dette de l'ensemble des administrations publiques.
2. Rapport entre la croissance des volumes d'exportation et la croissance des marchés extérieurs pour l'ensemble des biens et services. Pour l'Amérique latine, la valeur de l'indicateur est la moyenne simple des indices relatifs aux pays de cette région.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; et ministère des Finances du Costa Rica.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502959

Costa Rica : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants trillions de CRC	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2012)				
PIB aux prix du marché	24.9	3.7	4.7	4.3	4.1	4.1
Consommation privée	16.5	4.3	4.8	4.6	4.1	4.2
Consommation publique	4.4	2.9	2.2	2.4	3.2	2.3
Formation brute de capital fixe	4.9	3.1	8.9	-1.5	4.9	7.5
Demande intérieure finale	25.7	3.8	5.1	3.0	4.1	4.5
Variation des stocks[1]	- 0.1	-0.3	1.0	1.0	0.8	0.0
Demande intérieure totale	25.6	3.6	6.1	4.0	4.7	4.4
Exportations de biens et services	7.8	5.2	0.2	9.5	5.2	5.1
Importations de biens et services	8.5	5.0	4.6	7.8	6.9	5.6
Exportations nettes[1]	- 0.7	-0.1	-1.6	0.2	-0.8	-0.5
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	5.8	2.7	2.5	3.8	4.8
Indice des prix à la consommation	_	4.5	0.8	0.0	2.6	3.6
Déflateur de la consommation privée	_	4.9	-0.5	0.6	3.0	3.0
Taux de chômage	_	9.6	9.6	9.5	9.3	9.2
Balance des opérations courantes[2]	_	-4.9	-4.3	-3.3	-3.3	-3.3

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du PIB.
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933506360

Néanmoins, le taux de chômage demeure proche de 10 % et l'économie informelle est d'une ampleur considérable, puisque 45 % des travailleurs exercent une activité informelle.

Les cours du pétrole et des produits de base augmentant et le colon se dépréciant, l'inflation a commencé à se redresser, ce qui a amené la banque centrale à relever son taux directeur de 1.75 % en janvier 2017 à 4 % en mai 2017, afin de contrecarrer d'éventuelles tensions inflationnistes et de renforcer l'attractivité de la monnaie costaricienne.

Un assainissement budgétaire est urgent

Malgré un meilleur recouvrement des recettes et un ralentissement des dépenses publiques, la dette publique continue d'augmenter et a atteint 45.2 % du PIB en décembre 2016. Les importantes réformes législatives concernant la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et l'impôt sur le revenu actuellement débattues sont essentielles pour élargir la base d'imposition et contribuer à réduire le déficit budgétaire de 2 points de PIB environ au cours des deux prochaines années. Leur adoption rapide et intégrale contribuerait à stabiliser le ratio dette/PIB. Les mesures complémentaires prises pour freiner la progression des dépenses devraient essentiellement viser à réformer le système d'emploi public afin d'éviter les hausses de salaires automatiques excessives, ce qui rendrait le secteur public plus efficient et réduirait les inégalités.

Le marché du travail reste peu dynamique, le taux de chômage étant élevé et l'économie informelle en expansion. Il faut une stratégie globale pour renforcer l'application des règles relatives au travail visant à réduire les activités informelles, alléger les charges administratives imposées aux nouvelles entreprises et réduire les cotisations

de sécurité sociale, en particulier dans des secteurs essentiels comme la construction et l'agriculture, où les activités informelles sont prédominantes. Conjuguée à des mesures favorables aux entreprises, une telle stratégie permettrait d'empêcher une aggravation du sous-emploi de la main-d'œuvre, de redynamiser l'entrepreneuriat et d'accélérer la croissance de la productivité.

L'assise de la croissance va s'élargir progressivement

La croissance devrait rester vigoureuse, l'expansion du crédit et de l'investissement soutenant la demande intérieure et l'accélération de la croissance mondiale stimulant les exportations. Après plusieurs années d'évolution irrégulière de l'investissement, les autorités ont annoncé pour 2017-2018 une nouvelle vague de projets d'investissements dans les infrastructures, axés sur la création et l'extension d'installations de traitement des déchets, ainsi que sur l'amélioration des infrastructures de transport et touristiques. S'ils étaient mis en œuvre rapidement, ces programmes d'investissements en infrastructures pourraient renforcer encore la compétitivité à l'exportation et rehausser la productivité.

L'ampleur du déficit budgétaire est la principale hypothèque qui pèse sur la viabilité de la croissance économique du Costa Rica. En outre, d'éventuelles tensions inflationnistes et une dépréciation du taux de change pourraient déclencher un resserrement de la politique monétaire qui tirerait la consommation intérieure vers le bas. L'affaiblissement de la monnaie pourrait aussi entraîner une hausse de l'encours de créances douteuses et litigieuses en raison de la forte dollarisation de l'économie. Cela dit, l'intégration du Costa Rica aux marchés internationaux de capitaux reste limitée, ce qui réduit sensiblement les risques liés à la normalisation de la politique monétaire aux États-Unis.

DANEMARK

La croissance économique devrait se raffermir en 2017 et 2018, compte tenu du renforcement de la consommation privée et de la demande extérieure ainsi que de l'orientation très accommodante de la politique monétaire. Le resserrement du marché du travail va se traduire par l'apparition de tensions inflationnistes. L'investissement public devrait fléchir. L'excédent des paiements courants restera considérable, étant donné l'amélioration du solde commercial et l'importance des revenus provenant d'amples actifs extérieurs nets.

La politique budgétaire conserve une orientation globalement neutre, et les initiatives prises dans ce domaine devraient être axées sur l'investissement et sur l'augmentation de la population active, afin d'atténuer les contraintes affectant l'offre. Le maintien de taux d'intérêt très bas risque d'alimenter une bulle des prix des logements, qui augmentent déjà à Copenhague. La politique monétaire étant déterminée par le rattachement du taux de change à l'euro, il serait prudent de renforcer les restrictions macroprudentielles.

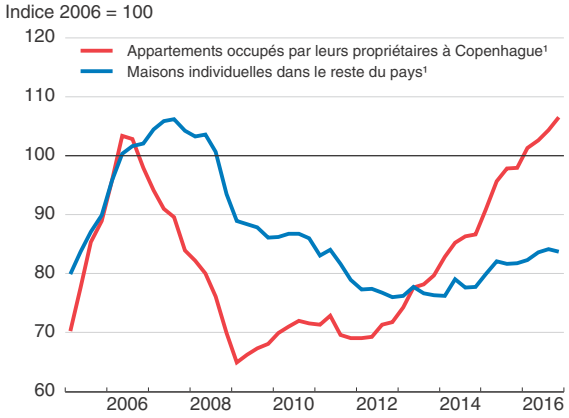
Le Danemark est bien intégré au système commercial international. Un système solide de protection sociale et d'importants programmes actifs du marché du travail assurent un ajustement en douceur à l'évolution des besoins du marché de l'emploi. Les récentes initiatives prises pour améliorer l'intégration des immigrés sur ce marché et pour prolonger la vie active portent leurs fruits. Pour préserver la compétitivité de l'économie danoise, il faut que les hausses de salaires correspondent aux gains de productivité.

Les paramètres fondamentaux de l'économie se sont améliorés

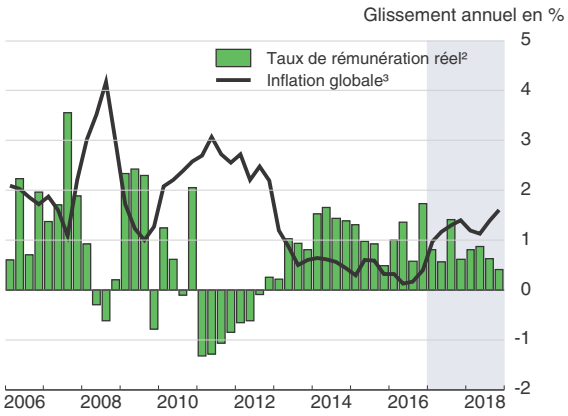
La bonne tenue de la consommation privée s'explique par la progression générale de l'emploi dans le secteur privé, la faiblesse de l'inflation et le raffermissement du marché du

Danemark

Les prix des logements augmentent



L'inflation devrait s'accélérer



1. Données corrigées par le déflateur de la consommation privée.
2. Données corrigées par l'indice des prix à la consommation.
3. Indice des prix à la consommation.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; et Office statistique danois (Danmarks Statistik).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502997

Danemark : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de DKK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	1 929.7	1.7	1.6	1.3	1.6	2.1
Consommation privée	920.3	0.5	1.9	1.9	1.9	2.1
Consommation publique	501.9	1.2	0.6	-0.1	0.0	0.9
Formation brute de capital fixe	367.7	3.5	2.5	5.2	2.5	3.1
Demande intérieure finale	1 789.9	1.3	1.6	2.0	1.5	2.0
Variation des stocks[1]	12.3	0.1	-0.3	-0.4	-0.3	0.0
Demande intérieure totale	1 802.2	1.5	1.3	1.6	1.2	2.0
Exportations de biens et services	1 058.0	3.6	1.8	1.7	4.5	3.0
Importations de biens et services	930.5	3.6	1.3	2.4	4.1	3.0
Exportations nettes[1]	127.5	0.3	0.4	-0.2	0.5	0.2
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	0.8	0.9	0.4	1.3	1.7
Indice des prix à la consommation	_	0.6	0.5	0.2	1.2	1.3
Déflateur de la consommation privée	_	0.8	0.6	0.5	1.1	1.5
Taux de chômage[2]	_	6.5	6.2	6.2	6.5	6.5
Taux d'épargne nette des ménages[3]	_	-1.8	4.4	5.1	5.1	5.0
Solde des administrations publiques[4]	_	1.4	-1.3	-0.9	-0.8	-0.4
Dette brute des administrations publiques[4]	_	59.0	53.1	52.2	52.9	53.1
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht[4]	_	44.0	39.6	37.8	38.5	38.7
Balance des opérations courantes[4]	_	8.9	9.2	8.1	8.5	8.7

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. Sur la base de l'enquête de la population active, diffère du taux de chômage déclaré.
3. En pourcentage du revenu disponible, consommation de capital fixe des ménages exclue.
4. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505790

logement dans tout le pays. L'investissement résidentiel a redémarré et l'investissement des entreprises a amorcé un redressement. Les conditions financières porteuses ont alimenté la montée des prix des logements, en particulier à Copenhague. Malgré les récentes réformes visant à rehausser le taux d'activité, certains secteurs commencent à connaître des pénuries de main-d'œuvre. Les exportations, bien que globalement peu dynamiques, ont dépassé les prévisions à la fin de l'année 2016.

L'orientation accommodante de la politique monétaire exige un renforcement des mesures macroprudentielles

L'arrimage de la couronne à l'euro a obligé le Danemark à mener une politique monétaire très expansionniste. Dans la mesure où cela se conjugue à une montée des prix de l'immobilier dans les zones à forte demande (Copenhague et Aarhus), il existe un risque que des anticipations autoréalisatrices deviennent déconnectées des paramètres fondamentaux de l'économie. Un renforcement des mesures macroprudentielles destiné à restreindre la croissance du crédit, en particulier pour les emprunteurs caractérisés par un ratio dette/revenu élevé et ayant contracté des emprunts hypothécaires à taux d'intérêt variable, serait approprié, comme l'a récemment suggéré le Conseil du risque systémique.

La politique budgétaire peut aussi jouer un plus rôle plus important. L'accord sur la réforme de l'impôt foncier est bienvenu, car il prévoit des réévaluations régulières des bases imposables et la fin du gel actuel de cet impôt. Il ne sera toutefois totalement mis en œuvre qu'en 2021, et prévoit la possibilité de réductions d'impôts qui pourraient avoir des effets procycliques en cas de croissance soutenue des recettes. Des mesures destinées à favoriser le développement du marché de la location, consistant par exemple à assouplir la réglementation des loyers tout en garantissant un juste équilibre entre la protection des propriétaires et celle des locataires, atténueraient en outre le biais actuel en faveur de l'accession à la propriété.

Le marché du travail reste bien orienté. La forte progression de l'emploi dans le secteur privé a bénéficié des récentes réformes structurelles, qui ont réduit les contre-incitations au travail s'agissant des seniors et des chômeurs. Le taux d'activité augmente peu à peu, et le taux de chômage a baissé pour s'établir à proximité de son niveau structurel. L'accord tripartite de l'an dernier sur l'intégration accélérée au marché du travail des demandeurs d'asile a commencé à porter ses fruits. Néanmoins, il faut prendre des mesures complémentaires pour s'assurer que les pénuries de main-d'œuvre et l'accentuation des tensions salariales ne compromettront pas la croissance et la compétitivité futures. Il faut améliorer l'employabilité des catégories marginalisées, telles que les immigrés de deuxième génération et les handicapés, pour améliorer leur niveau de vie ainsi que leur intégration sociale.

L'accélération de la croissance va se poursuivre

L'activité économique devrait se renforcer progressivement, soutenue par la vigueur de la consommation privée, le redressement des échanges commerciaux et le raffermissement de l'investissement des entreprises. La hausse des prix et des salaires devrait s'accélérer, les capacités excédentaires s'amenuisant. L'excédent des paiements courants restera considérable du fait de l'ampleur du solde commercial, en partie en raison de l'importance de l'épargne du secteur privé, et du fait du rendement positif des actifs extérieurs nets. Le solde financier des administrations publiques restera modérément déficitaire, malgré la diminution progressive de l'important effort d'investissement public antérieur.

L'évolution de l'économie danoise dépend de l'expansion économique du reste de l'Europe. En raison de ses liens commerciaux avec le Royaume-Uni et du statut de monnaie refuge de la couronne, l'économie est exposée aux risques associés à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit »). Au nombre des risques intérieurs qui entourent ces perspectives figurent une hausse des coûts unitaires de main-d'œuvre qui freinerait la progression des exportations, et une aggravation des déséquilibres sur le marché du logement qui pourrait contribuer à une surchauffe de l'économie à court terme, et créerait un risque de crise ultérieure. À l'inverse, une poursuite de la forte augmentation de la population active jugulerait les tensions salariales, tout en apportant à l'économie un surcroît de ressources nécessaire.

ESPAGNE

La reprise devrait rester solide en 2017 et 2018, mais son rythme devrait être plus modéré à mesure que l'impulsion donnée à la consommation privée par la faiblesse des prix du pétrole et la baisse des impôts s'atténuera. La croissance aura pour moteur à la fois la demande intérieure, portée par la faiblesse des taux d'intérêt et la forte croissance de l'emploi, et des perspectives extérieures positives. L'inflation restera en demi-teinte en raison du chômage encore élevé.

L'orientation de la politique budgétaire sera globalement neutre pendant la période considérée. La dette publique en pourcentage du PIB diminue lentement, mais demeure élevée. Les autorités devraient s'en tenir à leur trajectoire d'assainissement à moyen terme pour assurer une diminution progressive du ratio dette/PIB. Des réformes structurelles ont concouru à une compétitivité meilleure et à une croissance solide de l'emploi, mais des politiques du marché du travail plus efficaces et des mesures de reconversion sont nécessaires pour continuer à réduire le chômage.

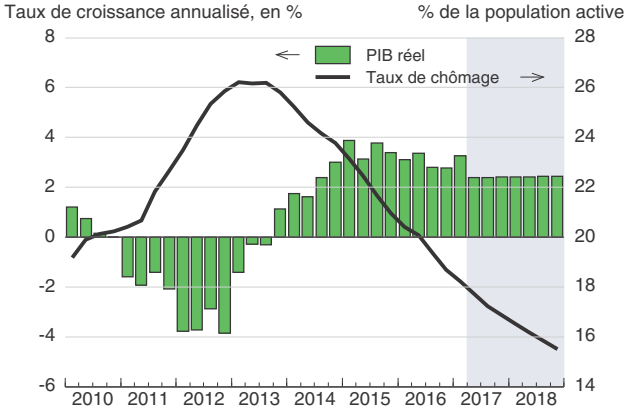
Les exportations sont passées de 25 % du PIB en 2005 à 33 % en 2016. L'Espagne pourrait récolter plus encore les fruits de la mondialisation et stimuler sa productivité en réduisant les obstacles réglementaires sur les marchés des produits et en favorisant les investissements dans l'innovation et la R-D. La réduction du dualisme du marché du travail et un renforcement des compétences, grâce à un accès plus facile à l'enseignement et la formation professionnels, aideraient la main-d'œuvre à s'adapter aux besoins du marché du travail, qui évoluent sous l'effet de la mondialisation et de facteurs autres.

La croissance reste solide

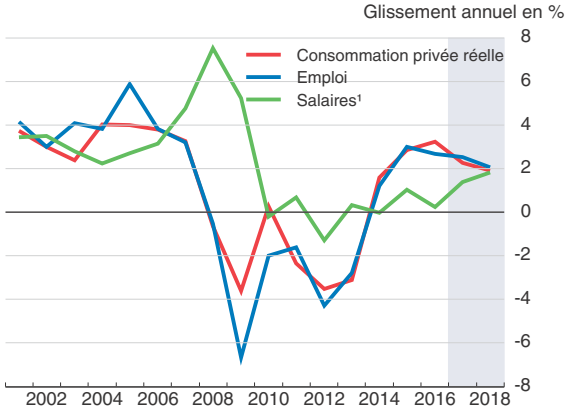
La reprise a pour moteur à la fois la demande intérieure et les exportations et elle est portée par une forte croissance de l'emploi et une politique monétaire expansionniste. Les exportations profitent des gains de compétitivité réalisés et de l'expansion des marchés

Espagne

La croissance du PIB devrait rester solide et le taux de chômage devrait encore diminuer



Le marché du travail soutient la consommation



1. En valeur nominale.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503700

Espagne : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	1 025.6	1.4	3.2	3.2	2.8	2.4
Consommation privée	598.5	1.6	2.9	3.2	2.3	1.9
Consommation publique	201.8	-0.3	2.0	0.8	0.8	0.7
Formation brute de capital fixe	192.4	3.8	6.0	3.1	3.9	4.9
Demande intérieure finale	992.7	1.6	3.3	2.7	2.3	2.3
Variation des stocks[1]	- 0.5	0.3	0.1	0.1	0.0	0.0
Demande intérieure totale	992.2	1.9	3.4	2.9	2.3	2.3
Exportations de biens et services	330.5	4.2	4.9	4.4	6.7	5.0
Importations de biens et services	297.1	6.5	5.6	3.3	5.5	4.9
Exportations nettes[1]	33.4	-0.5	-0.1	0.5	0.5	0.2
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	-0.3	0.5	0.3	1.4	1.4
Prix à la consommation harmonisé (indice)	_	-0.2	-0.6	-0.3	2.3	1.4
Déflateur de la consommation privée	_	0.2	-0.2	-0.2	1.8	1.4
Taux de chômage	_	24.4	22.1	19.6	17.5	16.0
Taux d'épargne nette des ménages[2]	_	3.2	2.3	1.7	1.7	1.5
Solde des administrations publiques[3]	_	-6.0	-5.1	-4.5	-3.1	-2.3
Dette brute des administrations publiques[3]	_	118.5	116.8	117.2	116.9	116.1
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht[3]	_	100.4	99.8	99.4	99.0	98.6
Balance des opérations courantes[3]	_	1.1	1.4	2.0	2.1	2.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du revenu disponible.
3. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933506132

d'exportation de ces dernières années. Une hausse temporaire de l'inflation globale, due au renchérissement des prix de l'énergie au premier trimestre de 2017, a eu des retombées négatives sur la consommation privée, mais l'emploi et la confiance des consommateurs continuent de s'affermir. L'investissement des entreprises a repris en raison de conditions financières favorables, d'une réduction de l'endettement des entreprises et d'un renforcement de la confiance.

Assurer une croissance durable et inclusive

Le déficit budgétaire a été ramené à 4.5 % du PIB en 2016 et devrait se contracter encore grâce à l'élargissement récent de la base de l'impôt sur les sociétés et à un meilleur recouvrement de la taxe sur la valeur ajoutée. Compte tenu du niveau élevé de la dette publique, les autorités devraient s'en tenir à leurs objectifs budgétaires à moyen terme, notamment s'agissant de soldes structurels, afin d'assurer une réduction constante du ratio dette/PIB. La politique monétaire dans la zone euro restera très accommodante, dopant la consommation et l'investissement.

D'autres réformes destinées à stimuler la croissance de la productivité contribueraient à une meilleure compétitivité et à une plus grande internationalisation des entreprises espagnoles. La mise en œuvre de la loi sur l'unité du marché devrait permettre d'améliorer

la réglementation applicable aux entreprises en Espagne, mais des mesures s'imposent pour encourager la concurrence dans les services professionnels. L'augmentation des financements publics et privés pour les entreprises innovantes en phase d'amorçage et de démarrage contribuerait à remédier au sous-investissement dans le capital intellectuel. Améliorer l'accès au financement des petites et moyennes entreprises, grâce à de meilleurs outils de titrisation des titres obligataires et des prêts, et supprimer les obstacles réglementaires à l'expansion des entreprises, aiderait l'Espagne à s'intégrer un peu plus aux marchés mondiaux.

Pour que les avantages de la mondialisation soient partagés équitablement, il faut une main-d'œuvre qualifiée et flexible. Un meilleur accès à l'enseignement et la formation professionnels et des programmes d'éducation des adultes devraient permettre de renforcer les compétences. Une meilleure efficacité des politiques actives du marché du travail et moins de dualisme sur ce marché permettraient d'améliorer la qualité des emplois et l'adéquation entre l'offre et la demande et contribueraient à lutter contre le chômage des jeunes et le chômage de longue durée, qui restent très élevés. Ces politiques favoriseraient également la diffusion la plus large possible des bienfaits de la reprise et de la mondialisation.

Le rythme de la reprise sera modéré

La croissance du PIB devrait marquer le pas progressivement pour s'établir à 2.8 % en 2017 et 2.4 % en 2018, l'impulsion donnée à la consommation privée par la faiblesse des prix du pétrole et la baisse des impôts allant s'atténuant. Néanmoins, les fortes créations d'emplois et l'augmentation progressive des salaires continueront de soutenir la consommation des ménages. Le maintien de conditions de financement favorables permettra de prolonger le mouvement à la hausse de l'investissement des entreprises et de l'investissement résidentiel. La croissance des exportations restera forte mais les importations progresseront également, avec la hausse de l'investissement, et la contribution de la demande extérieure à la croissance fléchira légèrement au cours de la période considérée. L'inflation augmentera légèrement compte tenu d'un nouveau recul du taux de chômage et du resserrement de l'écart de production, mais elle restera faible du fait du volant encore important de capacités inutilisées.

Un gouvernement minoritaire pourrait avoir des difficultés à faire avancer le programme national de réformes, ce qui pourrait affaiblir la croissance. La reprise des turbulences financières sur les marchés internationaux et une croissance plus faible que prévu en Europe pèseraient sur la croissance. En revanche, la hausse des investissements dans la construction et une plus forte demande en provenance de l'Europe, principale destination des exportations espagnoles, stimuleraient la croissance plus que prévu.

ESTONIE

La croissance économique devrait s'accélérer notablement en 2017 et dépasser 3 % en 2018. La demande intérieure se raffermira, soutenue par l'investissement public et privé. Les dépenses des ménages devraient être freinées par le redémarrage de l'inflation qui entamera la progression des revenus nominaux.

D'après les prévisions, l'orientation budgétaire devrait s'assouplir en 2017 et 2018. Les autorités ont l'intention d'utiliser la marge de manœuvre dégagée par les excédents budgétaires antérieurs, une dette publique très faible et des conditions d'emprunt favorables pour investir davantage dans les infrastructures et l'éducation. Pour que la croissance devienne plus inclusive, il serait opportun de réduire encore l'imposition des bas salaires et de favoriser l'employabilité des chômeurs.

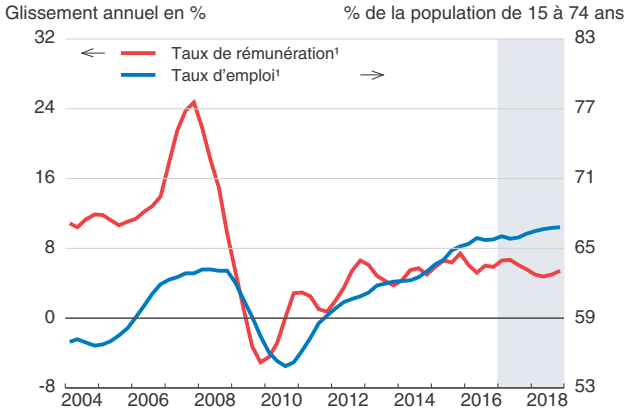
L'intégration réussie de l'Estonie dans les échanges internationaux contribue à sa forte croissance depuis l'indépendance. Cela étant, sa grande vulnérabilité aux chocs extérieurs, qui va de pair avec cette ouverture, a eu tendance à pénaliser beaucoup plus lourdement les catégories les plus fragiles. La protection sociale et les politiques du marché du travail ont été renforcées pour remédier à ce problème, mais de nouveaux progrès en matière de couverture et de sélectivité des programmes sociaux rendraient la croissance plus inclusive.

L'activité économique s'est renforcée

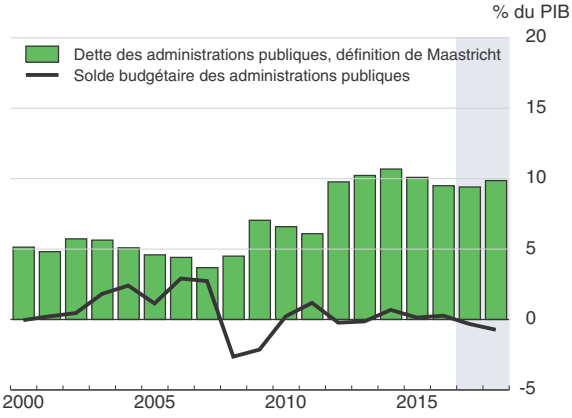
Au second semestre de 2016, la croissance du PIB a surpris par sa vigueur et les services aux entreprises, notamment dans le domaine des TIC, ont été particulièrement dynamiques. Le secteur des schistes bitumineux a bénéficié du redressement des prix de l'énergie, mais celui des transports a été touché par le recul du transit de marchandises en provenance de Russie. La consommation privée est restée ferme, soutenue par la bonne tenue du marché du travail. Même si elle a marqué le pas, la progression des salaires a continué à être supérieure aux gains de productivité.

Estonie

Des tensions existent sur le marché du travail



La politique budgétaire va s'assouplir



1. Moyenne mobile sur quatre trimestres.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503016

Estonie : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	18.9	2.7	1.5	1.7	2.6	3.1
Consommation privée	9.7	3.4	4.8	4.0	2.9	4.1
Consommation publique	3.6	2.5	3.4	1.2	2.2	1.4
Formation brute de capital fixe	5.1	-6.9	-3.7	-2.6	6.4	5.1
Demande intérieure finale	18.4	0.4	2.3	1.9	3.5	3.7
Variation des stocks[1]	0.1	2.4	-1.5	0.9	1.0	0.0
Demande intérieure totale	18.5	3.0	0.8	3.0	4.8	3.7
Exportations de biens et services	16.0	3.1	-0.6	3.6	3.8	3.9
Importations de biens et services	15.6	2.2	-1.4	4.8	4.7	4.7
Exportations nettes[1]	0.4	0.8	0.6	-0.7	-0.5	-0.5
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	1.9	1.0	1.5	4.0	2.9
Prix à la consommation harmonisé (indice)	_	0.5	0.1	0.8	3.2	2.8
Déflateur de la consommation privée	_	0.5	0.0	0.8	3.2	2.8
Taux de chômage	_	7.4	6.2	6.8	7.6	8.4
Solde des administrations publiques[2]	_	0.7	0.1	0.3	-0.4	-0.7
Dette brute des administrations publiques[2]	_	14.1	13.0	13.1	13.0	13.4
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht[2]	_	10.7	10.1	9.5	9.4	9.8
Balance des opérations courantes[2]	_	0.9	2.2	2.7	1.8	1.3

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505809

La politique budgétaire est accommodante

La gestion budgétaire prévue deviendra expansionniste en 2017-18. L'investissement public va augmenter en 2017, notamment sous l'impulsion des ressources versées par l'UE au titre des fonds structurels. En 2018, le gouvernement a l'intention de modifier la stricte règle d'équilibre structurel et de dépenser davantage dans les infrastructures, la santé, l'éducation et les prestations familiales. L'orientation budgétaire prévue est appropriée compte tenu de la solidité des finances publiques de l'Estonie et des besoins de dépenses. Toutefois, les projets d'infrastructures devront être choisis avec soin pour garantir un bon rendement social des investissements.

Les autorités souhaitent rendre la structure de la fiscalité plus progressive et concurrentielle. Une baisse du taux d'imposition des bénéfices distribués devrait renforcer l'attrait du pays aux yeux des investisseurs. En 2018, un relèvement significatif de l'abattement à la base de l'impôt sur le revenu des personnes physiques augmentera le pouvoir d'achat des ménages et pourrait aider à modérer les hausses de salaires. Néanmoins, celles-ci resteront supérieures aux gains de productivité du fait des tensions croissantes sur le marché du travail. Les entreprises, dont la rentabilité est déjà entamée par le renchérissement des coûts du travail, recruteront probablement moins et investiront plus. Mais cette hausse des coûts affaiblira la compétitivité internationale de l'Estonie et limitera ses gains de parts de marché à l'exportation.

En conditionnant l'obtention de prestations à une obligation de recherche d'emploi, la réforme du régime des pensions d'invalidité fera augmenter l'offre de main-d'œuvre. Toutefois, malgré les mesures d'activation et de réinsertion en vigueur, une proportion significative des personnes dont l'aptitude à travailler est réduite ne trouveront probablement pas d'emploi, ce qui fera augmenter le taux de chômage et nécessitera de dégager des ressources supplémentaires pour améliorer leur employabilité. De nouveaux allégements ciblés de cotisations sociales sur les bas salaires seraient également de nature à encourager la création d'emplois destinés aux travailleurs à faible productivité.

La croissance va s'accélérer, tirée par la demande intérieure

Le rythme de croissance devrait s'accélérer et dépasser 3 % en 2018, à la faveur d'un redressement de l'investissement dans les secteurs public et privé. Les exportations devraient augmenter compte tenu de marchés extérieurs qui se redressent, et nécessiteront d'augmenter les capacités de production. Les importations vont fortement progresser en raison de l'intensité en importations relativement grande de l'investissement. Le relèvement des droits d'accise et la progression des salaires pousseront l'inflation à la hausse. La consommation restera solide, soutenue par des mesures fiscales accommodantes.

Les risques qui pèsent sur ces prévisions tiennent à l'évolution des échanges dans la région balte. Une aggravation des tensions avec la Russie ou une moindre reprise en Finlande nuiraient à l'investissement. En revanche, une croissance plus forte en Europe, et dans les pays nordiques en particulier, pourrait doper les exportations. Sur le plan intérieur, le redémarrage de l'investissement public est incertain car un certain nombre de projets d'infrastructures ne sont pas encore prêts. Les tensions salariales pourraient s'atténuer si les réformes du marché du travail s'avéraient plus efficaces que dans les hypothèses retenues. Si les entreprises avaient moins de mal à recruter et si leur rentabilité s'améliorait, l'investissement et la croissance pourraient être plus importants que prévu.

ÉTATS-UNIS

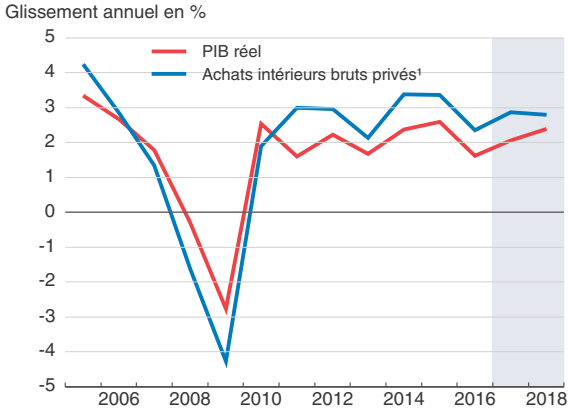
La croissance économique devrait repartir à la hausse en 2017 et 2018 à mesure que l'effet de freinage de l'appréciation du taux de change se dissipera et que le soutien apporté par la politique budgétaire commencera à se manifester. Les dépenses de consommation seront portées par des gains d'emploi continus, quoique plus lents, et par une croissance plus forte des salaires sur fond d'accentuation des tensions sur le marché du travail.

L'inflation se rapprochant de l'objectif et le chômage poursuivant son repli, un abandon progressif de la politique de relance monétaire a été amorcé. De nouvelles hausses de taux d'intérêt devraient, à mesure que la croissance se redressera, permettre de contenir les tensions inflationnistes et d'atténuer le risque de distorsions sur les marchés de capitaux. Il conviendra sous peu de réduire la taille du bilan de la banque centrale. L'Administration et le Congrès établissent actuellement des plans de réduction des impôts et d'accroissement des dépenses d'infrastructure. Aucune augmentation des dépenses au niveau fédéral n'a été prise en compte dans les prévisions actuelles, mais une réforme fiscale est envisagée, et elle aura pour effet d'étayer les dépenses de consommation et l'investissement en 2018.

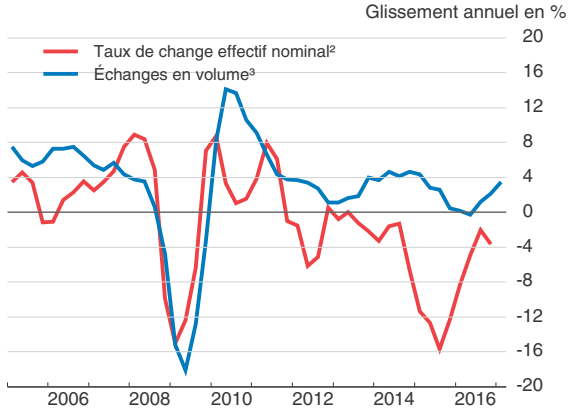
Les États-Unis sont un acteur important des chaînes de valeur mondiales et le commerce extérieur y est devenu un moteur plus puissant de l'activité économique. Ajouté à l'évolution technique, ce mouvement a été bénéfique à de nombreux égards aux consommateurs, même si dans certains secteurs, les pertes d'emplois ont contribué à la persistance du chômage et de la pauvreté et si les licenciés économiques qui retrouvent un emploi sont parfois contraints d'accepter une diminution de salaire sensible. En comparaison avec les autres pays de l'OCDE, les États-Unis consacrent relativement peu de ressources à des initiatives destinées à aider les travailleurs à se

États-Unis

L'économie demeure sur la voie d'une expansion solide



Une reprise des échanges en volume s'amorce



1. Les achats finals intérieurs privés sont la somme des dépenses de consommation privée et de l'investissement intérieur privé brut.
2. Une baisse traduit une appréciation.
3. Échanges de biens et services (importations et exportations) en volume.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503814

États-Unis : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentage de variation

	2014	2015	2016	2017	2018
Emploi[1]	1.8	2.1	1.7	1.4	1.4
Taux de chômage[2]	6.2	5.3	4.9	4.6	4.3
Rémunération par salarié[3]	2.6	2.6	2.1	2.5	3.3
Productivité du travail	0.6	0.5	-0.1	0.8	0.9
Coûts unitaires de main-d'œuvre	2.2	2.1	2.3	1.9	2.2
Déflateur du PIB	1.8	1.1	1.3	2.1	2.3
Indice des prix à la consommation	1.6	0.1	1.3	2.5	2.2
Déflateur sous-jacent de la consommation privée[4]	1.6	1.4	1.7	1.9	2.2
Déflateur de la consommation privée[5]	1.5	0.3	1.1	2.1	2.1
Revenu disponible réel des ménages	3.5	3.5	2.6	1.8	2.8

1. Basé sur l'enquête conduite par le Bureau of Labor Statistics (BLS) auprès des entreprises.
2. En pourcentage de la population active, basé sur l'enquête conduite par le BLS auprès des ménages.
3. Pour l'ensemble de l'économie.
4. Indice des prix liés aux dépenses de consommation des ménages hors alimentation et énergie.
5. Déflateur des dépenses de consommation des ménages.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

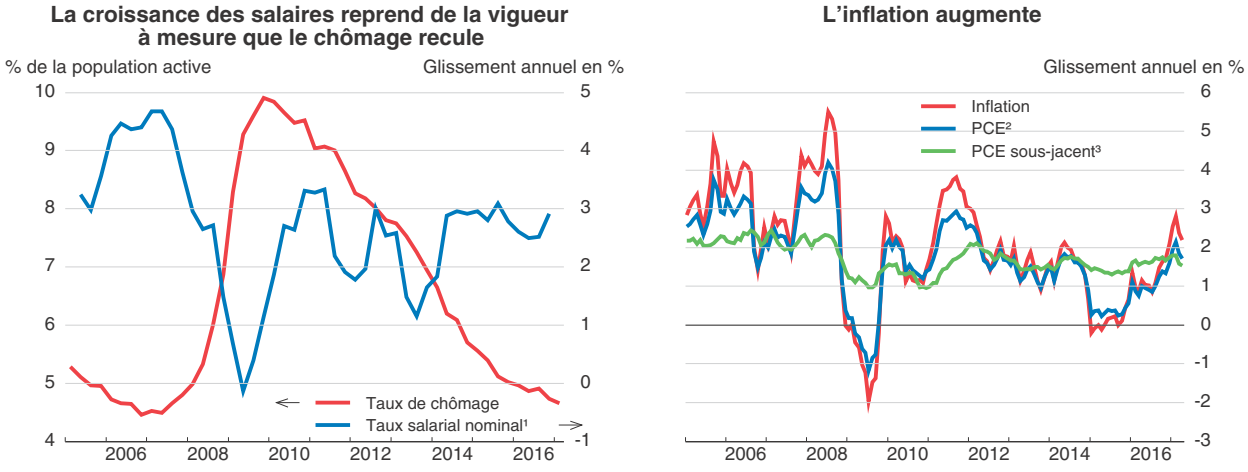
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505144

reconvertir ou à trouver un nouveau poste. Les expériences réussies dans certains États qui se sont mobilisés en faveur de la formation professionnelle donnent à penser que l'on pourrait faire davantage pour améliorer les perspectives d'emploi.

L'expansion se poursuit

L'expansion se confirme aux États-Unis à mesure que l'économie se remet des effets dommageables de l'appréciation du taux de change et de la chute des prix du pétrole sur

États-Unis



1. Moyenne mobile centrée sur 3 trimestres.
2. Indice des prix des dépenses de consommation des ménages (PCE).
3. Dépenses de consommation des ménages hors denrées alimentaires et énergie.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101, et Federal Reserve Bank de St. Louis.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503833

États-Unis : **Indicateurs financiers**

	2014	2015	2016	2017	2018
Taux d'épargne nette des ménages[1]	5.6	5.8	5.7	5.3	5.6
Solde financier des administrations publiques[2]	-5.0	-4.4	-5.0	-4.7	-5.2
Dette brute des administrations publiques[2]	105.0	105.4	107.1	107.8	109.2
Balance des opérations courantes[2]	-2.3	-2.6	-2.6	-2.4	-2.8
Taux d'intérêt à court terme[3]	0.3	0.5	0.9	1.5	2.2
Taux d'intérêt à long terme[4]	2.5	2.1	1.8	2.7	3.4

1. En pourcentage du revenu disponible.
2. En pourcentage du PIB.
3. Euro-dollar à 3 mois.
4. Obligations d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505163

l'industrie pétrolière. Avec la stabilisation du taux de change et des prix du pétrole, on a vu s'amorcer une hausse des échanges en volume et de l'activité de production, et notamment de prospection pétrolière. Les dépenses des ménages demeurent soutenues, le ralentissement observé au début de 2017 étant dû, pour partie, à une diminution temporaire des besoins de chauffage liée à une température clémente, et à l'incidence de la hausse des prix de l'énergie sur la croissance du revenu disponible réel. Les dépenses de consommation et l'investissement privé connaissent une expansion constante et vigoureuse. En outre, les mesures de la confiance des ménages et des entreprises demeurent relativement optimistes.

États-Unis : **Demande et production**

	2015	2016	2017	2018	Quatrième trimestre 2016	Quatrième trimestre 2017	Quatrième trimestre 2018
	Prix courants milliards de USD	Glissement annuel en %, en volume (prix de 2009)					
PIB aux prix du marché	18 036.7	1.6	2.1	2.4	2.0	2.1	2.5
Consommation privée	12 283.7	2.7	2.4	2.4	3.1	2.0	2.5
Consommation publique	2 604.9	0.8	0.5	2.4	0.3	1.1	2.6
Formation brute de capital fixe	3 576.7	0.7	3.9	4.2	0.1	5.0	4.6
Secteur public	613.4	0.8	0.8	3.2	-0.3	2.3	3.2
Secteur privé : résidentiel	651.9	4.9	5.4	4.8	1.1	6.2	5.2
Secteur privé : autres	2 311.3	-0.5	4.4	4.3	-0.1	5.3	4.8
Demande intérieure finale	18 465.3	2.1	2.4	2.8	2.1	2.4	2.9
Variation des stocks[1]	93.3	-0.4	0.0	0.0			
Demande intérieure totale	18 558.6	1.7	2.4	2.7	2.1	2.3	2.8
Exportations de biens et services	2 264.3	0.4	2.9	3.0	1.5	3.5	3.1
Importations de biens et services	2 786.3	1.1	4.7	5.1	2.6	4.6	5.2
Exportations nettes[1]	- 522.0	-0.1	-0.3	-0.4			

Note : Des prévisions trimestrielles détaillées sont disponibles dans l'annexe statistique pour les sept pays principaux, la zone euro et l'ensemble de l'OCDE.

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505182

États-Unis : **Indicateurs extérieurs**

	2014	2015	2016	2017	2018
			Milliards de USD		
Exportations de biens et services	2 375.3	2 264.3	2 232.5	2 353	2 469
Importations de biens et services	2 884.1	2 786.3	2 733.7	2 947	3 159
Balance commerciale	- 508.8	- 522.0	- 501.2	- 594	- 690
Solde des invisibles	116.7	59.0	20.0	121	123
Balance des opérations courantes	- 392.1	- 463.0	- 481.2	- 473	- 566
			Pourcentage de variation		
Exportations de biens et services en volume	4.3	0.1	0.4	2.9	3.0
Importations de biens et services en volume	4.4	4.6	1.1	4.7	5.1
Résultats à l'exportation[1]	0.7	- 2.0	- 0.9	- 0.5	- 0.3
Termes de l'échange	0.3	3.1	1.3	- 0.5	- 0.1

1. Ratio du volume des exportations sur le marché correspondant pour le total des biens et services.
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505201

Le raffermissement du marché du travail se poursuit. Les gains d'emploi n'ont pas faibli et la croissance des salaires porte les signes annonciateurs d'une orientation à la hausse qui ne devrait pas se démentir. Le taux de chômage est descendu en deçà de la plupart des estimations du taux structurel, mais reste élevé parmi les travailleurs peu qualifiés, en particulier les jeunes et certaines minorités. Le taux d'activité s'est redressé, malgré un dérapage pour les travailleurs des classes d'âge de forte activité.

Le cadre de l'action publique est porteur

Du fait de l'élimination du volant de ressources inutilisées, le taux d'inflation a augmenté pour atteindre à peu près l'objectif de la Réserve fédérale fixé à 2 %. Un abandon de la politique de relance monétaire s'est dès lors amorcé. Compte tenu de la vigueur sous-jacente de l'économie et de l'évolution de l'inflation, l'adoption d'autres mesures visant à atténuer l'orientation expansionniste de la politique monétaire reste d'actualité. En conséquence, le taux des fonds fédéraux devrait être porté progressivement à 2 ¼ pour cent à la fin de 2018 même si les relèvements qui seront décidés dépendront des données à venir sur l'inflation et le chômage. Par ailleurs, la Réserve fédérale a engagé une réflexion sur la possibilité de réduire la taille de son bilan. Le principal des titres arrivant à échéance qui sera réinvesti devrait être quelque peu réduit au début de 2018, ce qui contribuera à durcir légèrement les conditions financières. Les autres décisions qui seront prises dépendront des données économiques futures.

La politique budgétaire devrait rester globalement neutre en 2017 avant de devenir expansionniste en 2018 lorsque les impôts sur le revenu des personnes physiques et des entreprises seront revus à la baisse. Ces réductions d'impôts soutiendront la consommation des ménages et les activités d'investissement. Si elles devaient faire partie d'un paquet plus vaste de réformes, la limitation des déductions fiscales pour les hauts revenus pourrait quelque peu concourir à l'atténuation des inégalités de revenus. La simplification de la fiscalité des entreprises permettrait d'alléger le fardeau, en particulier pour les plus petites d'entre elles qui tardent à se remettre de la crise financière. L'expansion se confirmant, les budgets des collectivités locales et des États, en berne ces

dernières années, retrouveront des couleurs, ce qui favorisera une reprise de l'investissement public.

Les États-Unis occupent une place importante dans le commerce international, dans un monde où les grandes entreprises multinationales forment un réseau complexe de chaînes de valeur mondiales. Ce phénomène a intensifié la concurrence, dopé la productivité et procuré des avantages aux consommateurs. Néanmoins, certains travailleurs et certaines communautés locales ont pâti de l'évolution des échanges et de la technologie. Si celle-ci facilite la création d'emplois, le processus qui doit permettre à ceux ayant perdu leur emploi de saisir les nouvelles possibilités s'offrant à eux peut prendre du temps. Les individus ayant un faible niveau d'instruction sont davantage exposés au risque de se retrouver totalement exclus de la population active, et c'est l'un des facteurs expliquant la persistance du chômage et de la pauvreté dans les zones concernées. Les États-Unis consacrent relativement peu de ressources au financement de programmes visant le marché du travail, notamment au programme d'aide à l'ajustement commercial qui a vocation à aider les personnes ayant perdu leur emploi à acquérir d'autres qualifications pour accéder à de nouvelles perspectives de carrière. Dans certains États, les *community colleges* apportent une aide efficace. Élargir aux travailleurs sans enfant l'accès au crédit d'impôt sur les revenus d'activité serait également un moyen de contribuer à lutter contre la pauvreté et d'encourager une plus grande participation au marché du travail.

La croissance devrait se redresser

La croissance du PIB progressera modérément, selon les prévisions, en 2017 et 2018, grâce à la fermeté persistante des dépenses des ménages et aux mesures de relance budgétaire dont bénéficieront les ménages et l'investissement. Une embellie du côté de la demande extérieure devrait nourrir la croissance des exportations ; la hausse des importations devrait s'accélérer nettement, en grande partie à cause du rebond des investissements à forte intensité d'importations. La croissance du revenu disponible réel bénéficiera d'une nouvelle accélération des salaires, imputable à un regain de tensions sur le marché du travail, et des effets des réformes fiscales sur le revenu et l'offre de main-d'œuvre. Les réformes fiscales devraient susciter une augmentation des dépenses d'investissement des entreprises. Globalement, les mesures de soutien budgétaire sont évaluées à un peu plus de 0.7 % du PIB en 2018, soit une hausse de la croissance d'un petit peu plus de 0.4 point de pourcentage.

Les risques qui entourent les perspectives demeurent non négligeables. En premier lieu, l'ampleur et le calendrier des mesures de relance budgétaire sont incertains. Les conditions pourraient se tendre plus vite que prévu sur le marché du travail, ce qui alimenterait des tensions sur les salaires et obligerait finalement la Réserve fédérale à réagir plus vivement qu'anticipé. Un nouveau regain de confiance de la part des consommateurs pourrait entamer le taux d'épargne, et raffermir la consommation, et un redressement de la croissance des échanges mondiaux pourrait donner un coup de fouet supplémentaire à l'économie. Toutefois, il se pourrait aussi que les tensions sur les salaires ne se concrétisent pas, auquel cas la politique monétaire demeurerait plus accommodante. L'apparition d'écarts de taux d'intérêt entre les États-Unis et les autres grandes zones monétaires peut contribuer à une accentuation des tensions sur les marchés de capitaux et à des turbulences provoquées par des flux financiers imprévisibles. Enfin, des perturbations dans les courants d'échanges internationaux pourraient bouleverser les chaînes de valeur mondiales et porter atteinte à la croissance.

FINLANDE

La croissance devrait s'affermir, l'amélioration de la demande étrangère et de la compétitivité donnant une impulsion aux exportations. La demande intérieure sera freinée par la lenteur de la progression des salaires, mais l'embellie en matière d'emploi et le regain de confiance des consommateurs, conjugués au faible niveau des taux d'intérêt, soutiendront la consommation et l'investissement résidentiel. L'inflation se redressera progressivement, à mesure que les capacités non utilisées se réduiront.

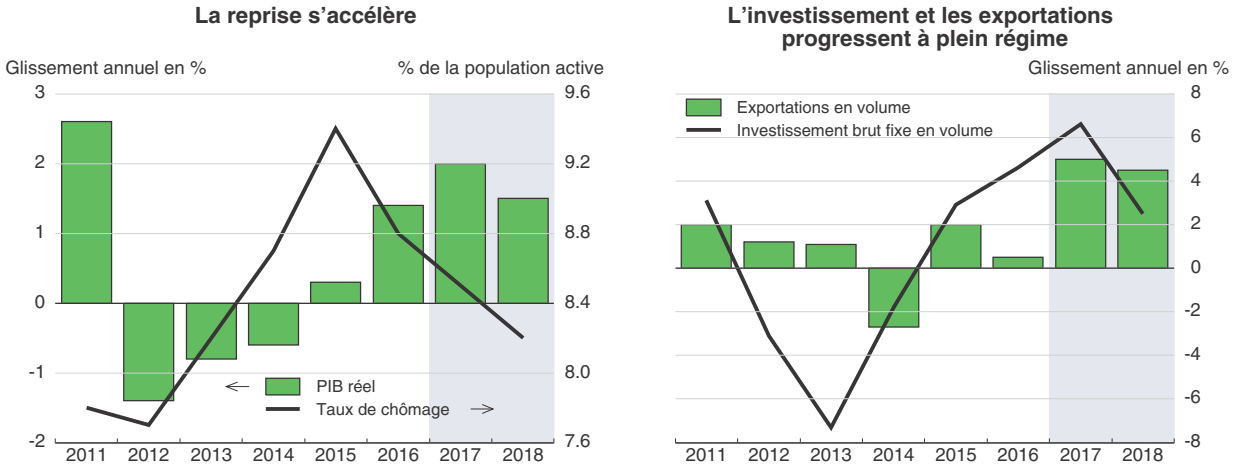
Le Pacte de compétitivité signé par les partenaires sociaux à la mi-2016 favorise la compétitivité-coût qui s'était dégradée ces dernières années. Ce pacte a pour effet de limiter la hausse des revenus des ménages, mais cet impact est en partie compensé par des allégements fiscaux. Le gouvernement a réformé l'assurance chômage afin d'accroître les incitations à travailler, mais la création d'emplois doit être encouragée pour promouvoir une croissance inclusive.

Depuis plusieurs décennies, la mondialisation contribue à accélérer les gains de productivité et à élever les niveaux de vie en Finlande. L'étendue de la protection sociale et l'importance des investissements réalisés dans l'acquisition de compétences ont aidé les travailleurs à s'adapter aux transformations induites par l'évolution internationale. Le maintien de la compétitivité-coût et des efforts durables d'investissement dans l'éducation et la recherche-développement sont indispensables pour bénéficier de la mondialisation.

L'activité accélère

En 2016, la croissance s'est nettement accélérée, faisant baisser le chômage et stimulant la progression de l'emploi, la confiance des consommateurs et la consommation des ménages. L'investissement résidentiel a rebondi du fait de l'amélioration des perspectives économiques et du niveau historiquement bas des taux d'intérêt. De grands projets ont soutenu l'investissement en machines et en équipements. Les exportations ont

Finlande



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503073

Finlande : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	203.3	-0.6	0.3	1.4	2.0	1.5
Consommation privée	111.3	0.8	1.5	2.0	1.1	1.0
Consommation publique	50.3	-0.5	0.1	0.5	0.1	-0.1
Formation brute de capital fixe	43.1	-2.6	1.1	5.2	4.7	2.0
Demande intérieure finale	204.7	-0.3	1.1	2.3	1.6	1.0
Variation des stocks[1,2]	0.5	0.2	0.4	-0.2	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	205.1	-0.1	1.4	2.1	1.4	1.0
Exportations de biens et services	78.9	-2.7	2.0	0.5	5.0	4.5
Importations de biens et services	80.7	-1.3	3.1	2.5	3.1	3.1
Exportations nettes[1]	- 1.8	-0.5	-0.4	-0.7	0.6	0.5
Pour mémoire						
PIB sans ajustements des jours travaillés	_	-0.6	0.3	1.4	..	..
Déflateur du PIB	_	1.7	1.7	0.8	1.1	1.2
Prix à la consommation harmonisé (indice)	_	1.2	-0.2	0.4	1.2	1.5
Déflateur de la consommation privée	_	1.3	0.4	0.6	1.1	1.4
Taux de chômage	_	8.7	9.4	8.8	8.5	8.2
Solde des administrations publiques[3]	_	-3.2	-2.7	-1.9	-1.7	-1.4
Dette brute des administrations publiques[3]	_	71.4	74.2	75.9	79.1	81.8
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht[3]	_	60.2	63.7	63.6	64.8	66.4
Balance des opérations courantes[3]	_	-1.3	-0.6	-1.1	-1.2	-0.7

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. Y compris la divergence statistique.
3. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505828

donné des signes de redressement sous l'effet du renforcement de la demande extérieure et des progrès de la compétitivité. La bonne tenue des activités à forte intensité de main-d'œuvre, notamment la construction, conjuguée à la stagnation de la population active due au vieillissement, a fait reculer le chômage. L'accélération des gains de productivité a contribué, au même titre que certaines mesures budgétaires, à réduire le déficit public.

Rétablir la compétitivité pour encourager une croissance inclusive

Du milieu des années 1990 jusqu'à la crise de 2008, la Finlande a grandement bénéficié de la mondialisation. Toutefois, dans une petite économie ouverte, la mondialisation expose également aux évolutions en provenance de l'étranger. Au fil des ans, le pays a ainsi souffert de l'effondrement de l'activité internationale de téléphonie mobile de Nokia, de la baisse de la demande mondiale de papier et des difficultés de l'économie russe. Un système de sécurité sociale solide a permis d'atténuer les effets de ces événements sur la consommation, d'aider les chômeurs et de faciliter la restructuration industrielle. En 2016, les partenaires sociaux se sont mis d'accord sur un Pacte de compétitivité prévoyant une réduction des coûts unitaires du travail de quelque 4 % à partir de 2017 et un gel des salaires jusque vers la fin de la même année. L'incidence négative sur la demande des

ménages devrait être tempérée par des allégements d'impôts et de cotisations sociales. Parallèlement, il faudra veiller à ce que les coupes programmées dans les dépenses d'éducation et la baisse de l'investissement en recherche-développement n'affaiblissent pas la compétitivité hors coûts.

L'objectif du gouvernement est d'élever le taux d'activité qui devrait passer de moins de 69 % en 2016 à 72 % en 2019, ce qui favoriserait la croissance dont les avantages seraient ainsi plus largement distribués. La réforme de l'assurance chômage renforcera les incitations à travailler, mais la réalisation de cet objectif exigera des mesures supplémentaires pour améliorer les compétences, simplifier la réglementation du travail et permettre une plus grande flexibilité dans la fixation des salaires. Réduire en même temps la durée du congé parental et celle du versement de l'allocation de garde d'enfants à domicile ferait augmenter l'emploi des femmes et réduirait les inégalités hommes-femmes.

Vers une croissance plus équilibrée

Depuis peu, les exportations sont venues s'ajouter à la demande intérieure pour jouer un rôle de moteur de la croissance et à l'avenir, cette contribution devrait s'intensifier. De fait, plusieurs éléments indiquent que la hausse des exportations devrait être relativement forte au cours des années à venir. Le commerce mondial se redresse, la compétitivité s'améliore, des capacités supplémentaires ont été constituées dans certains secteurs, comme les industries du papier et de l'automobile, et les carnets de commandes des chantiers navals sont bien remplis. En revanche, la modestie des hausses de salaires nécessaire pour assurer la compétitivité pèsera sur la consommation privée, et l'investissement est susceptible de ralentir après un fort rebond.

Une bonne surprise du côté de l'évolution des échanges et des investissements mondiaux stimulerait les exportations finlandaises, de même qu'un redémarrage de la croissance plus marqué que prévu en Russie. En outre, l'incidence des gains de compétitivité sur les exportations pourrait être plus importante que prévu. Toutefois, les perspectives du commerce mondial sont assombries par les incertitudes politiques et les risques géopolitiques. Sur le plan interne, le niveau élevé de confiance laisse penser que la consommation et l'investissement pourraient se révéler plus dynamiques que dans les projections.

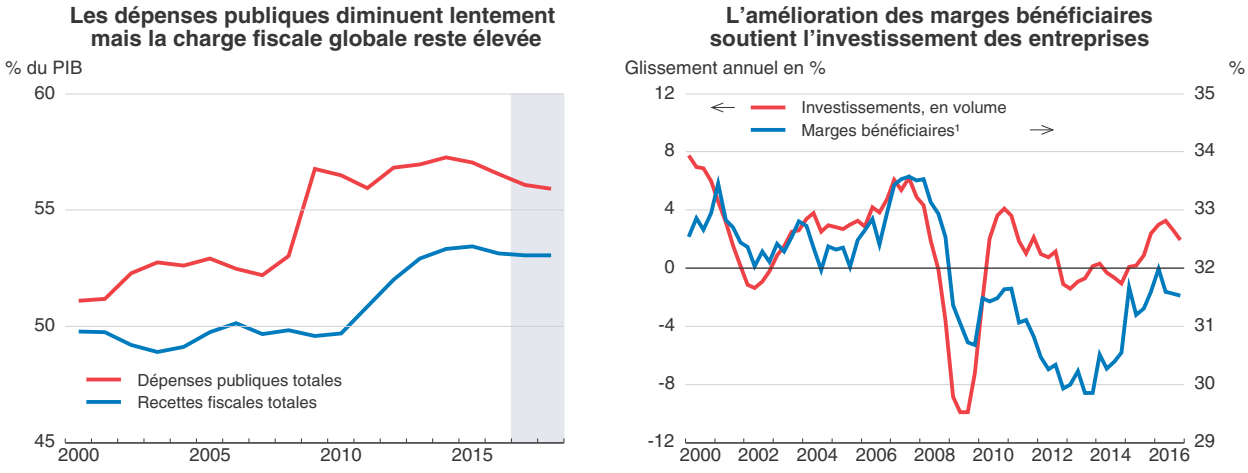
FRANCE

La croissance économique devrait continuer à se raffermir et atteindre environ 1 ½ pour cent en 2018, portée par l'investissement et la consommation. La consolidation de la demande intérieure sera favorisée par l'amélioration de la confiance, la réduction des cotisations de sécurité sociale et de l'impôt sur les sociétés et le maintien de conditions de financement favorables. Le marché du travail va se redresser progressivement. L'inflation restera faible, dans la mesure où les tensions sur les capacités de production sont limitées. Le déficit des paiements courants devrait légèrement augmenter du fait que le dynamisme de la demande intérieure aura un effet stimulant sur les importations.

La diminution constante du coût du service de la dette et une certaine modération des dépenses publiques ramèneront le déficit budgétaire juste en deçà de 3 % du PIB en 2018, mais une stratégie de long terme est nécessaire pour comprimer les dépenses publiques et continuer d'alléger la lourde charge fiscale qui pèse sur l'emploi et l'investissement. Avancer sur la voie des réductions d'impôt permettrait de dynamiser opportunément la demande. Par ailleurs, le système fiscal est trop complexe et doit être simplifié. En outre, il conviendrait de renoncer à des dépenses publiques non prioritaires et inefficientes pour privilégier les dépenses consacrées aux infrastructures et à l'éducation ainsi que les dépenses sociales ciblant les pauvres. L'unification des nombreux régimes de retraite existants serait un moyen d'en réduire les coûts d'administration. Une telle stratégie, associée à d'autres réformes visant à intensifier la concurrence dans les services, donnerait aux entreprises françaises les moyens d'être plus productives, ce qui favoriserait une amélioration des revenus réels et des perspectives d'emploi.

Trop de travailleurs ne disposent pas des compétences de base et des compétences numériques nécessaires pour tirer parti de la mondialisation. Les efforts doivent être amplifiés pour recruter des enseignants satisfaisant des exigences d'excellence et améliorer les méthodes d'enseignement dans les établissements défavorisés, développer

France



1. Marges bénéficiaires des sociétés non financières, mesurées en pourcentage de leur valeur ajoutée brute.

Sources : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; et INSEE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503092

France : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentage de variation

	2014	2015	2016	2017	2018
Emploi	0.1	0.1	0.6	0.5	0.7
Taux de chômage[1]	10.3	10.4	10.0	9.7	9.6
Rémunération par salarié[2]	1.1	1.1	1.2	1.7	1.8
Coûts unitaires de main-d'œuvre	0.7	0.1	0.9	1.1	1.0
Revenu disponible des ménages	0.8	1.5	1.8	2.2	2.5
Déflateur du PIB	0.5	0.6	0.8	0.9	1.1
Indice des prix à la consommation harmonisé	0.6	0.1	0.3	1.3	1.2
IPCH sous-jacent[3]	1.0	0.6	0.6	0.6	1.2
Déflateur de la consommation privée	0.1	-0.2	0.1	1.1	1.1
Pour mémoire					
Taux de chômage[4]	9.9	10.1	9.8	9.5	9.4

1. En pourcentage de la population active, incluant les départements outremer.
2. Pour l'ensemble de l'économie.
3. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.
4. En pourcentage de la population active, taux national, France métropolitaine.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

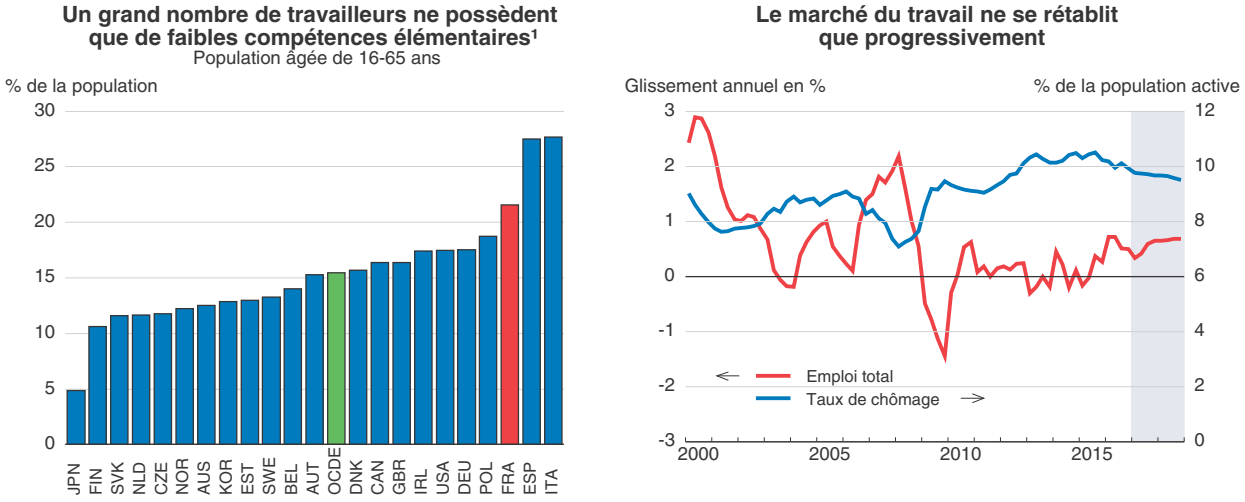
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505353

des formations en apprentissage dans l'enseignement secondaire et améliorer l'accès à des formations de qualité en simplifiant le système, en informant mieux sur la qualité et en offrant des services d'orientation efficaces.

Une croissance modérée s'est installée

Les réductions d'impôts et le bas niveau des prix de l'énergie ont tiré vers le haut les salaires réels, pour le plus grand bien de la consommation, et aidé les entreprises à

France



1. Adultes ayant obtenu un score inférieur au niveau 2 de l'échelle de compétences en littératie du PIAAC.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; et OCDE (2013), base de données des Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2013.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503111

France : **Indicateurs financiers**

	2014	2015	2016	2017	2018
Taux d'épargne nette des ménages[1]	14.1	14.1	14.1	14.1	14.1
Solde financier des administrations publiques[2]	-3.9	-3.6	-3.4	-3.0	-2.8
Dette brute des administrations publiques[2]	120.2	121.1	123.5	124.9	125.7
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht[2]	95.2	96.2	96.6	98.0	98.8
Balance des opérations courantes[2]	-1.1	-0.2	-0.9	-1.2	-1.3
Taux d'intérêt à court terme[3]	0.2	0.0	-0.3	-0.3	-0.3
Taux d'intérêt à long terme[4]	1.7	0.8	0.5	0.9	1.2

1. En pourcentage du revenu disponible (épargne brute).
2. En pourcentage du PIB.
3. Taux interbancaire à 3 mois.
4. Emprunts phare d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505372

restaurer leurs marges bénéficiaires, ce qui les a encouragées à investir, d'autant plus qu'elles bénéficiaient d'un dispositif fiscal de suramortissement, lequel a pris fin en avril 2017. L'investissement en logements semble avoir passé le creux de la vague. La consommation des administrations publiques a continué de croître à un rythme modéré, mais les collectivités locales ont fortement réduit leurs investissements en réaction à la baisse des transferts de l'État. Cet effet est en train de se stabiliser. Les pouvoirs publics se sont beaucoup appuyés sur l'emploi aidé dans le secteur non marchand au cours des

France : **Demande et production**

	2015	2016	2017	2018	Quatrième trimestre 2016	Quatrième trimestre 2017	Quatrième trimestre 2018
	Prix courants milliards de EUR	Glissement annuel en %, en volume (prix de 2010)					
PIB aux prix du marché	2 181.1	1.1	1.3	1.5	1.2	1.4	1.5
Consommation privée	1 201.6	1.8	1.2	1.4	2.0	1.2	1.4
Consommation publique	521.8	1.4	1.2	1.1	1.3	1.2	1.1
Formation brute de capital fixe	469.1	2.7	2.3	2.8	2.0	2.7	3.1
Secteur public	75.3	-0.7	-0.8	2.0	-2.4	0.9	2.0
Secteur privé : résidentiel	112.2	2.1	3.5	3.6	2.7	3.6	3.6
Secteur privé : autres	281.7	3.9	2.6	2.7	2.8	2.7	3.1
Demande intérieure finale	2 192.5	1.9	1.5	1.6	1.9	1.5	1.7
Variation des stocks[1]	18.8	-0.1	0.4	0.0			
Demande intérieure totale	2 211.3	1.8	1.9	1.6	1.3	1.9	1.7
Exportations de biens et services	654.8	1.2	2.5	3.9	2.0	2.5	3.9
Importations de biens et services	685.0	3.5	4.4	4.2	2.4	4.3	4.5
Exportations nettes[1]	- 30.2	-0.7	-0.7	-0.2			

Note : Des prévisions trimestrielles détaillées sont disponibles dans l'annexe statistique pour les sept pays principaux, la zone euro et l'ensemble de l'OCDE.

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505391

dernières années, mais depuis 2015, l'emploi dans le secteur marchand augmente lui aussi plus résolument, grâce notamment aux aides à l'embauche et aux allègements des cotisations de sécurité sociale. Le taux de chômage n'est passé que très récemment sous la barre des 10 %, et le taux de chômage de longue durée reste obstinément élevé. La situation est particulièrement difficile pour les jeunes, car l'essentiel des nouvelles embauches correspond à des contrats de très courte durée.

Les exportations ont été atones en 2016, mais cela s'explique essentiellement par des facteurs temporaires, tels que des difficultés d'approvisionnement dans l'industrie aéronautique, de mauvaises conditions météorologiques et une demande faible de la part des partenaires commerciaux de la France. Les exportations ont toutefois retrouvé du souffle en fin d'année. L'inflation globale a quelque peu augmenté en raison du rebond des prix de l'énergie, mais l'inflation sous-jacente reste faible en raison de tensions limitées sur les capacités de production.

Des réformes budgétaires et structurelles aideraient la France à tirer un meilleur parti de la mondialisation

La baisse des taux d'intérêt, la forte diminution de l'investissement des collectivités locales et une certaine modération des dépenses publiques dans d'autres secteurs ont contribué à ramener le déficit budgétaire à 3.4 % du PIB en 2016. Bien que les réductions d'impôts en cours amputent les recettes publiques et que le gouvernement ait budgétisé des dépenses supplémentaires consacrées à l'emploi, l'éducation et la sécurité pour 2017, la modération des dépenses dans d'autres domaines et la reprise pourraient permettre de réduire encore le déficit et de le ramener aux alentours de 3 % du PIB en 2018. Cette éventualité dépend néanmoins fortement des priorités qui seront définies par le nouveau gouvernement. La poursuite de la rationalisation des collectivités locales, l'augmentation de l'âge effectif de la retraite et un meilleur ciblage des dépenses d'infrastructure et d'éducation sur les quartiers et les élèves pauvres permettraient de réaliser des gains d'efficience et rendraient la croissance plus inclusive. Le secteur financier est en bonne santé et le niveau des créances douteuses et litigieuses est faible, l'endettement des ménages demeurant raisonnable. Rien n'empêche donc de soutenir l'investissement des entreprises et des ménages en leur octroyant des prêts.

En raison de la faible croissance de la productivité et du niveau élevé du chômage, les fruits de la mondialisation n'ont pas été partagés de façon équitable. L'abaissement récent des cotisations de sécurité sociale sur les bas salaires a entraîné une diminution des coûts de main-d'œuvre, mais l'insuffisance de leurs compétences obère les possibilités d'emploi de nombreux adultes. Il est nécessaire d'intensifier les politiques actives du marché du travail et d'améliorer l'accès à des formations de qualité pour les travailleurs peu qualifiés, en simplifiant le système, en informant mieux sur la qualité et en offrant des services d'orientation efficaces. La réforme récente de l'école a jeté les bases d'un renforcement de la formation pédagogique des enseignants. Il conviendrait également de mettre en place des systèmes de rémunération et d'évolution de carrière donnant aux établissements difficiles les moyens d'attirer des enseignants de qualité. Le poids et la complexité de la fiscalité freinent la création d'entreprises et le développement des entreprises. Il conviendrait donc d'alléger et de simplifier la fiscalité, en élargissant des bases d'imposition trop étroites. La poursuite de l'autonomisation des universités et l'augmentation de la part des financements sur projet dans la recherche-développement (R-D) publique permettraient aux établissements universitaires de créer des programmes

d'enseignement et de recherche innovants, tout en favorisant la collaboration entre les entreprises et la communauté scientifique en matière de recherche.

La croissance devrait s'accélérer

Compte tenu du redressement de la croissance du PIB, qui devrait s'établir à 1 ½ pour cent en 2018, la situation de l'emploi devrait s'améliorer peu à peu et le taux de chômage poursuivre son repli, quoique de manière progressive. La solidité des carnets de commandes et la confiance des entreprises qui ne se dément pas continueront, selon les prévisions, de stimuler l'investissement non résidentiel, même si son rythme sera plus modéré en raison de la récente extinction du dispositif de suramortissement. L'investissement résidentiel poursuivra sa trajectoire ascendante, porté par la hausse récente du nombre de permis de construire délivrés et la persistance de la confiance des ménages. L'investissement public augmentera modérément, conformément aux engagements budgétaires.

On prévoit que les exportations bénéficieront du raffermissement de la demande mondiale et de la reprise graduelle du tourisme après la survenue de plusieurs actes de terrorisme. Le déficit des paiements courants devrait néanmoins se creuser légèrement pour atteindre 1.3 % du PIB en 2018, le renforcement de la demande intérieure ayant un effet stimulant sur les importations. Les tensions sur les capacités de production étant limitées, la hausse des prix à la consommation ne devrait guère s'accélérer.

Les perspectives pour les exportations françaises dépendent de la demande de ses partenaires commerciaux, dans un contexte où les effets de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit ») demeurent très incertains, tout comme la situation économique des grandes économies de marché émergentes, notamment de la Chine. Les effets à moyen terme sur la confiance des entreprises de la baisse de l'impôt sur les sociétés et des cotisations sociales pourraient être plus prononcés que prévu, ce qui dynamiserait l'investissement, la croissance de l'emploi et la consommation. Cependant, les entreprises préféreront peut-être donner la priorité à la réduction de leur endettement, ce qui risque d'amoindrir l'effet induit sur l'investissement privé. Les ménages ayant profité des précédentes baisses des prix de l'énergie pour épargner un peu plus, il est possible qu'ils puisent dans cette réserve pour accroître leur consommation dans des proportions plus importantes que prévu.

GRÈCE

Après une longue dépression, l'économie s'est stabilisée en 2016 et la croissance du PIB devrait s'établir à 1.1 % en 2017 et 2.5 % en 2018. Le marché du travail s'améliore, soutenant la consommation privée, et la progression de la demande extérieure stimule les exportations. L'investissement a commencé à se redresser, à partir de niveaux très bas, et devrait s'intensifier. Le relèvement des taxes sur la consommation au début de 2017 et les récentes hausses des prix de l'énergie vont accélérer l'inflation mesurée par les prix à la consommation, mais l'inflation sous-jacente restera modérée car d'importantes capacités inemployées subsistent dans l'économie.

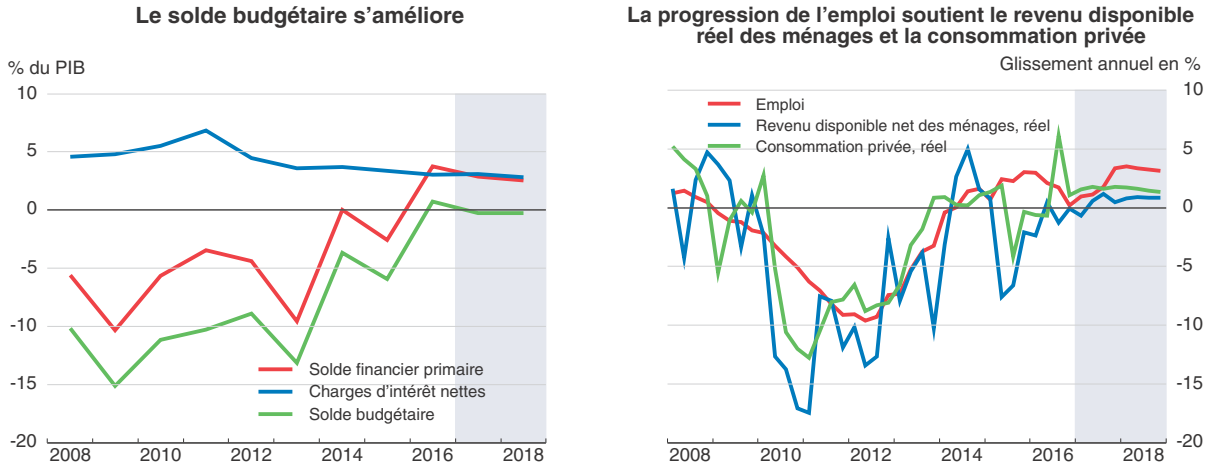
En 2016, l'excédent budgétaire primaire a atteint 3.8 % du PIB, dépassant toutes les attentes et se situant bien au-dessus de l'objectif de 0.5 %. De nouveaux progrès dans la lutte contre la fraude fiscale, l'élargissement de l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et la maîtrise des dépenses de pension sont indispensables pour consolider les avancées majeures, opérées sur le front budgétaire ces dernières années, tout en dégageant des ressources pour financer les programmes d'aide sociale dont le pays a grand besoin. La dette publique s'est stabilisée mais demeure très élevée, aggravant les fragilités de l'économie et justifiant un allégement supplémentaire de la dette pour garantir la viabilité budgétaire à moyen et long terme.

Poursuivre la mise en œuvre des réformes structurelles favoriserait la productivité et, par une participation plus poussée aux chaînes de valeur mondiales, les exportations. L'élaboration et l'application de mesures efficaces dans la recherche d'emploi et la formation, en lien avec l'indemnisation du chômage, et le développement de la formation tout au long de la vie, renforceraient les compétences des travailleurs, accéléreraient la transition vers les secteurs exportateurs et multiplieraient les chances de trouver des emplois de qualité.

L'économie commence à se redresser

Le retard pris dans la conclusion du second examen entrepris par les créanciers officiels a sapé la confiance des consommateurs et des entreprises et maintenu

Grèce



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503168

Grèce : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	180.5	0.4	-0.3	-0.1	1.1	2.5
Consommation privée	127.7	0.6	-0.3	1.4	1.7	1.5
Consommation publique	37.2	-1.2	0.0	-2.1	1.0	1.8
Formation brute de capital fixe	22.0	-4.4	-0.2	0.0	7.7	5.3
Demande intérieure finale	187.0	-0.3	-0.2	0.7	2.2	2.0
Variation des stocks[1,2]	- 1.4	1.0	-1.0	-0.1	-1.7	0.1
Demande intérieure totale	185.6	0.7	-1.0	0.4	0.7	2.1
Exportations de biens et services	54.7	7.7	3.1	-1.5	7.1	4.5
Importations de biens et services	59.8	7.6	0.3	0.5	5.3	3.5
Exportations nettes[1]	- 5.1	-0.2	0.9	-0.7	0.5	0.3
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	-1.9	-1.1	0.1	2.3	0.8
Prix à la consommation harmonisé (indice)	_	-1.4	-1.1	0.0	1.4	0.8
Déflateur de la consommation privée	_	-2.7	-1.5	-0.4	0.9	1.0
Taux de chômage	_	26.5	24.9	23.5	22.2	20.1
Solde des administrations publiques[3,4]	_	-3.7	-5.9	0.7	-0.2	-0.2
Dette brute des administrations publiques[5]	_	182.8	183.9	183.0	178.4	174.1
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht[3]	_	179.8	177.7	179.4	174.7	170.5
Balance des opérations courantes[6]	_	-1.6	0.1	-0.6	-1.9	-2.3

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. Y compris l'erreur statistique.
3. Sur la base des comptes nationaux, en pourcentage du PIB.
4. Les données pour l'année 2013 comprennent l'impact total du soutien du gouvernement aux institutions financières. Les données comprennent également les profits des banques de l'Eurosystème réalisés sur les obligations du gouvernement grec lesquels ont été remis à la Grèce. Pour les années 2015 à 2018, les données comprennent le soutien estimé du gouvernement aux institutions financières et les recettes des privatisations.
5. En pourcentage du PIB.
6. Sur la base des règlements, en pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505847

d'importants écarts de rendement des titres obligataires. Cela étant, l'accord préliminaire trouvé en mai à l'issue de ce second examen a d'ores et déjà renforcé la perspective d'un infléchissement du climat économique et d'une réduction de ces écarts de rendement. Le présent exercice de prévisions table sur l'hypothèse d'une résolution satisfaisante de cette question. Malgré l'assouplissement progressif, mais régulier, du contrôle des mouvements de capitaux, les conditions de financement restent difficiles. Les banques grecques recourent encore, quoiqu'à un degré moindre, au dispositif de fourniture de liquidités d'urgence de la Banque nationale grecque. Le montant élevé des créances douteuses et litigieuses pèse sur le bilan des banques et limite l'offre de crédit, en particulier aux PME et aux ménages, bien qu'un nouveau cadre de résolution, comprenant des objectifs chiffrés, soit désormais en place pour réduire en bonne et due forme le volume de ces créances. Pour autant, le nombre de permis de construire augmente et la construction s'est stabilisée. La production de biens d'équipement repart, indiquant un investissement en plein essor. À la faveur des récentes réformes du marché du travail, l'emploi progresse,

soutenant la consommation privée. Le taux de chômage fléchit, mais reste élevé, en particulier chez les jeunes, ce qui contribue à un fort taux de pauvreté.

L'objectif budgétaire a été dépassé, mais le processus de réforme structurelle a été inégal

En 2016, l'excédent primaire a atteint 3.8 % du PIB, un résultat bien supérieur à l'objectif de 0.5 %, et le solde global est désormais pour l'essentiel à l'équilibre. L'encadrement des dépenses publiques, incluant leur maintien en deçà de l'objectif fixé pour l'investissement public, allié au dynamisme des recettes fiscales du fait d'un meilleur respect des obligations fiscales mais également de paiements ponctuels d'arriérés d'impôts, a concouru à ce résultat. L'excédent primaire devrait être en repli mais rester à un niveau élevé, soit au-delà de 2.5 % du PIB.

On prévoit que le ratio dette publique/PIB baissera, mais qu'il restera élevé pendant un certain temps. L'allégement de la dette, notamment par l'allongement des échéances et l'octroi de nouveaux différés d'amortissement, permettrait de réduire les facteurs de vulnérabilité, d'accélérer la croissance et de renforcer la capacité de la Grèce à gérer sa dette. Cet allégement ouvrirait la voie à une participation au programme d'achat d'actifs de la BCE et, associé à de nouveaux progrès en matière de réformes structurelles et de respect des obligations fiscales, il permettrait d'abaisser les barèmes d'imposition et d'affecter plus de ressources publiques à des projets d'investissement de grande qualité, ainsi que le prévoit la Stratégie budgétaire à moyen terme 2018-21.

La révision des dépenses publiques en cours pourrait modifier les priorités et libérer ainsi des ressources pour développer les programmes d'aide sociale dont le pays a grand besoin, notamment en matière de lutte contre la pauvreté et d'aide à la recherche d'emploi et à la formation. Cette réorientation des priorités serait gage d'équité et de croissance. Le renforcement des dispositifs de revenu minimum garanti et d'aides ciblées aux repas scolaires et au logement permettrait de soulager les ménages pauvres. Un assouplissement de la réglementation dans les domaines de l'énergie, de la communication et des transports améliorerait la compétitivité ainsi que la qualité des produits et des services. Étendre l'usage des évaluations d'impact de la réglementation bénéficierait à celle-ci et contribuerait à réduire les lourdeurs administratives. Il est indispensable d'accélérer la vente des entreprises publiques pour apporter aux secteurs économiques essentiels les financements et l'expertise du secteur privé, tout en générant des rentrées budgétaires importantes et en revalorisant les actifs de l'État. De nouveaux progrès de l'administration fiscale et la poursuite de l'élargissement des bases d'imposition conditionnent la progression des recettes publiques.

La croissance va finalement repartir, mais de grandes incertitudes subsistent

La croissance du PIB devrait s'établir à 1.1 % en 2017 et 2.5 % en 2018. La progression de l'emploi continuera à soutenir le revenu disponible des ménages et leur consommation. Le taux de chômage va diminuer de façon graduelle, parallèlement à l'expansion économique et à des arrivées plus nombreuses sur le marché du travail. Partant de très bas, l'investissement devrait rebondir, à la faveur du redressement de la consommation intérieure et des exportations. Une croissance plus ferme sur les marchés d'exportation de la Grèce et des gains de productivité stimuleront les exportations. Le raffermissement de la demande intérieure entraînera une hausse des importations.

De nouvelles avancées dans les réformes structurelles, surtout sur les marchés de produits, et une résolution plus rapide du problème des créances douteuses et litigieuses conduiraient à des chiffres d'investissement et d'exportation plus élevés que prévu. La consommation des administrations publiques et de l'investissement public pourraient augmenter plus vite que prévu et stimuler ainsi la croissance sans mettre en péril les finances publiques. L'expansion des exportations dépend beaucoup du rythme de croissance des échanges mondiaux. Tout retard dans l'application des réformes et dans la conclusion d'un accord sur l'allégement de la dette entamerait la confiance et gênerait l'investissement. Enfin, des tensions géopolitiques entre les voisins de la Grèce et une nouvelle vague de réfugiés seraient source de risques supplémentaires.

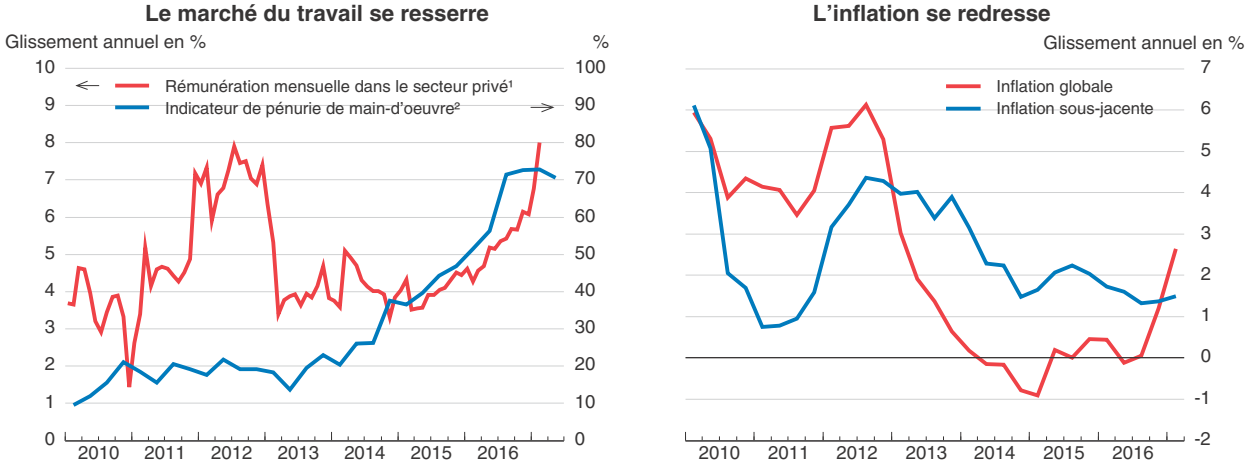
HONGRIE

L'activité économique s'est temporairement ralentie en 2016, mais elle a rebondi depuis, alimentée par l'investissement public du fait de la reprise des versements de fonds structurels de l'Union européenne (UE). L'investissement des entreprises devrait augmenter sous l'effet d'entrées d'investissement direct étranger (IDE) et de l'apparition de contraintes de capacités. Le dynamisme persistant de la consommation privée reposera sur la poursuite des créations d'emplois et de la hausse des salaires réels découlant du niveau historiquement bas du taux de chômage. La dégradation de la compétitivité-coûts extérieure limitera les gains de parts de marché à l'exportation.

La politique budgétaire conservera une orientation expansionniste, compte tenu des baisses d'impôts et de la mise en œuvre de mesures favorables à la croissance. La disparition du volant de ressources économiques inemployées et les fortes augmentations du salaire minimum légal ont accéléré la progression des salaires, et la hausse des prix à la consommation devrait dépasser au début de 2018 l'objectif de 3 % visé par la banque centrale, ce qui appellera un resserrement monétaire.

La Hongrie bénéficie de la mondialisation sous la forme d'entrées d'IDE dans certains secteurs et régions. Une réglementation et une politique de la concurrence plus propices au jeu du marché favoriseraient l'émergence d'entreprises compétitives participant aux chaînes de valeur mondiales. Les entreprises hongroises pourraient mieux exploiter ces possibilités offertes par les marchés extérieurs si les ressources publiques consacrées aux programmes de travaux d'intérêt public était réaffectées plus rapidement à des dispositifs pertinents de formation et de développement des compétences, ce qui permettrait à d'autres secteurs et régions d'exploiter ces possibilités.

Hongrie



1. Moyenne mobile sur trois mois.
2. Pourcentage d'entreprises du secteur industriel citant la pénurie de main-d'oeuvre comme facteur limitatif de la production.

Source : Base de données des Principaux indicateurs économiques de l'OCDE ; Eurostat ; et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503187

Hongrie : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de HUF	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2005)				
PIB aux prix du marché	30 450.9	3.9	3.1	1.9	3.8	3.4
Consommation privée	15 718.2	2.5	3.4	5.0	5.0	5.0
Consommation publique	5 948.5	4.5	1.0	0.1	1.0	1.1
Formation brute de capital fixe	6 308.2	9.9	1.9	-15.5	8.3	7.2
Demande intérieure finale	27 974.9	4.6	2.5	-1.0	4.7	4.6
Variation des stocks[1]	366.2	0.1	-1.0	2.2	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	28 341.1	4.6	1.4	1.5	4.5	4.5
Exportations de biens et services	25 909.4	9.8	7.7	5.8	4.8	5.4
Importations de biens et services	23 799.7	10.9	6.1	5.7	5.8	6.8
Exportations nettes[1]	2 109.8	-0.2	1.8	0.6	-0.3	-0.7
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	3.2	1.7	0.7	1.7	3.7
Indice des prix à la consommation	_	-0.2	-0.1	0.4	3.0	3.0
Déflateur de la consommation privée	_	1.0	-0.3	0.2	2.2	3.0
Taux de chômage	_	7.7	6.8	5.1	4.2	3.9
Solde des administrations publiques[2]	_	-2.1	-1.5	-1.8	-2.6	-2.7
Dette brute des administrations publiques[2]	_	97.9	96.4	96.8	96.0	94.3
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht[2]	_	75.0	74.2	73.8	72.9	71.2
Balance des opérations courantes[2]	_	2.1	3.3	4.9	3.6	2.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505866

La croissance repose sur la consommation privée

En 2016, la consommation privée est devenue, sous l'effet de la progression des revenus réels, le principal déterminant de l'expansion économique, et sa croissance devrait rester dynamique. L'investissement a reculé compte tenu de la diminution des dépenses d'infrastructures publiques, mais devrait se redresser grâce à l'accélération des versements de fonds structurels de l'UE. Cette diminution n'a en effet été que partiellement contrebalancée par la hausse de l'investissement des entreprises, l'effet des conditions de crédit favorables et de l'optimisme des entreprises compensant largement l'impact négatif de la montée des coûts unitaires de main-d'œuvre. Compte tenu de la hausse de la production industrielle et des commandes à l'exportation, l'investissement des entreprises devrait continuer d'augmenter en 2017. De nouvelles aides au logement ont entraîné une hausse du nombre de permis de construire et de l'investissement résidentiel. La progression des exportations s'est ralentie, les gains de parts de marché étant freinés par la dégradation des conditions du marché, qui a contraint les exportateurs à réduire leurs prix.

Le dynamisme de la création d'emplois dans le secteur privé a contribué à ramener le taux de chômage à 4.5 % malgré une diminution du recours généralisé aux programmes de travaux d'intérêt public. La progression des salaires dans le secteur privé s'est accélérée et cette évolution va se poursuivre, étant donné qu'un accord salarial d'une durée de six ans

prévoit un relèvement du salaire minimum compris entre 15 % et 25 % en 2017, puis une nouvelle hausse de 8 % à 12 % en 2018 ; ces augmentations de coûts imposées aux employeurs sont en partie compensées par un allègement des impôts sur les sociétés et des cotisations de sécurité sociales, destiné à préserver la compétitivité extérieure. La hausse des prix à la consommation s'est accélérée pour s'établir à près de 3 % au début de 2017, ce qui tenait en partie seulement aux effets temporaires de l'augmentation des prix de l'énergie et des impôts indirects.

Le caractère expansionniste de la politique budgétaire alimente les tensions inflationnistes

La politique budgétaire devrait être expansionniste en 2017, compte tenu de la réduction de l'impôt sur sociétés, des cotisations de sécurité sociale et du taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) appliqué à certains biens, conjuguée à l'accroissement des dépenses publiques et des aides au logement. En conséquence, le déficit budgétaire devrait augmenter de trois quarts de point de PIB, pour s'établir à 2.6 % du produit intérieur brut. L'effet stimulant induit sur la demande accentuera les tensions sur le marché du travail et sur les coûts. La banque centrale a indiqué que l'orientation accommodante de sa politique restait appropriée pour atteindre son objectif d'inflation de 3 %. Toutefois, la progression des salaires réels étant déjà plus rapide que la croissance de la productivité, cela pèse sur les bénéfices et la compétitivité-coûts extérieure, ce qui réduit l'attractivité de la Hongrie en tant que destination d'IDE et entrave le processus de mondialisation.

L'activité devrait s'accélérer grâce au renforcement de la demande intérieure

La demande intérieure va rester le moteur de l'activité économique. Les dépenses publiques d'infrastructures se redresseront du fait de l'accélération des versements de fonds structurels de l'UE, et l'investissement des entreprises bénéficiera de conditions de crédit favorables et de l'apparition de goulets d'étranglement au niveau de la production, tandis que les aides au logement stimuleront l'activité dans le secteur de la construction. La croissance vigoureuse de la consommation privée devrait se poursuivre, les revenus réels étant tirés vers le haut par l'augmentation des salaires réels et l'allègement des impôts. La forte croissance des exportations va se modérer, les augmentations de coûts dégradant la compétitivité des produits hongrois. Un redressement marqué des importations réduira l'ample excédent des paiements courants. Les tensions sur les ressources pourraient porter le taux d'inflation à 3.4 % d'ici à la fin de 2018.

Une réduction plus rapide qu'on ne l'anticipe des programmes de travaux d'intérêt public libérerait des ressources en main-d'œuvre pour le secteur privé, ce qui atténuerait les tensions sur le marché du travail et les tensions inflationnistes. De même, des gains de productivité plus importants que prévu, résultant de l'investissement dans les infrastructures publiques et de l'investissement des entreprises, pourraient préserver l'attractivité de la Hongrie en matière d'IDE. De nouvelles turbulences financières freinant la croissance européenne, de même qu'une progression plus rapide des salaires, réduiraient les exportations.

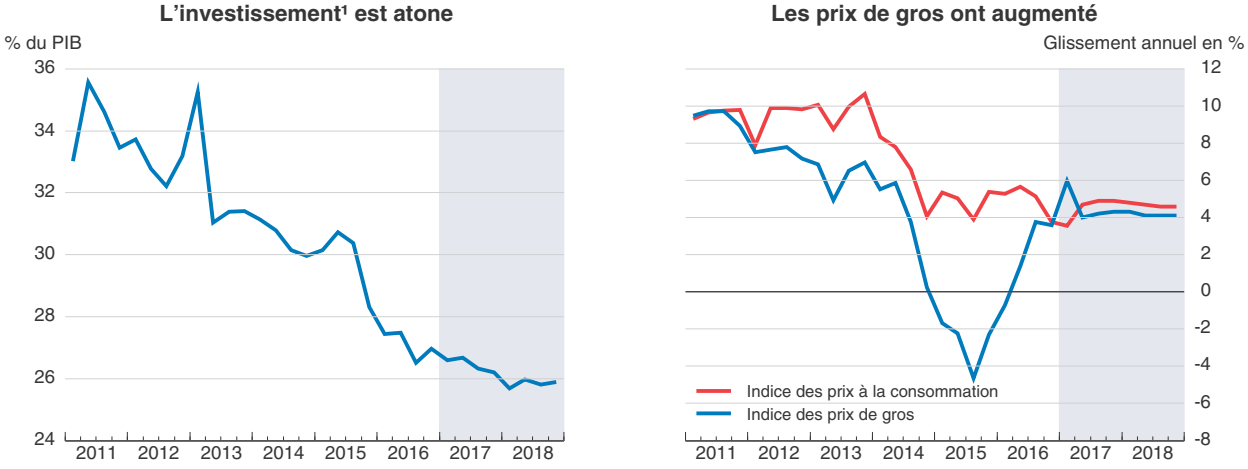
INDE

La croissance économique devrait rester vigoureuse et l'Inde devrait demeurer, parmi les pays du G20, celui qui connaît la plus forte croissance. La revalorisation des salaires et des pensions du secteur public stimulera la consommation. L'investissement privé se redressera peu à peu, avec la résorption des surcapacités et le déploiement de la taxe emblématique sur les biens et services et d'autres mesures visant à faciliter l'exercice des activités économiques. Néanmoins, le volume important de créances douteuses et litigieuses et le lourd endettement important de certaines entreprises freinent l'investissement.

L'orientation de la politique monétaire devrait rester restrictive dans la mesure où les anticipations d'inflation ne se sont pas encore pleinement ajustées à la baisse. La nécessité de réduire le ratio dette publique au PIB, relativement élevé, laisse peu de marge pour des mesures de relance budgétaire. Or, il est primordial d'accroître les investissements dans les infrastructures physiques et sociales pour rehausser le niveau de vie de tous. Pour financer ces investissements, il faudrait engager une vaste réforme des impôts sur le revenu et la propriété immobilière. Le retour à la discipline du crédit et l'assainissement du bilan des banques seront indispensables pour soutenir la croissance du crédit et permettre ainsi aux entreprises d'investir davantage.

Le pays s'est ouvert plus largement aux échanges, en partie sous l'influence d'un secteur des services compétitif. Le secteur manufacturier est à la traîne et n'apporte qu'une contribution limitée aux exportations et à la création d'emplois, cantonnant une bonne partie de la main-d'œuvre dans des emplois faiblement rémunérés. Pour favoriser la création d'emplois de qualité dans ce secteur, il y aurait lieu de lever les restrictions encore applicables à l'IDE et aux échanges, de moderniser la réglementation du travail et d'améliorer les niveaux de formation et de compétences. L'amélioration des infrastructures, des transports et des services logistiques faciliterait l'accès des entreprises manufacturières aux marchés mondiaux, notamment depuis les régions pauvres et reculées.

Inde



1. Formation brute de capital fixe.

Source : Central Statistical Office ; Banque centrale de l'Inde ; et Base de données des Perspectives Économiques de l'OCDE No. 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503225

Inde : **Demande, production et prix**

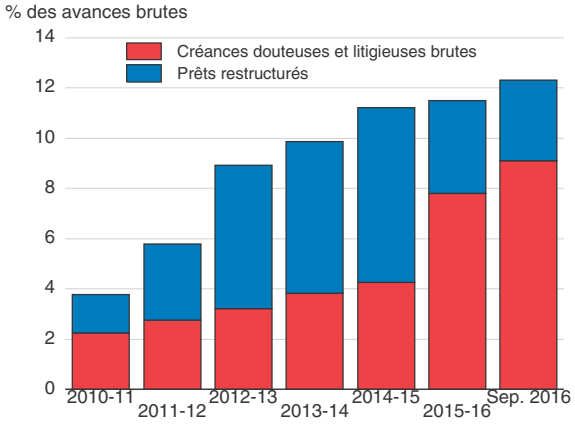
	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants trillions de INR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2012/2013)				
PIB aux prix du marché	112.4	7.2	7.9	7.1	7.3	7.7
Consommation privée	65.4	6.8	7.3	7.2	7.7	8.2
Consommation publique	11.6	9.4	2.9	17.0	10.3	9.2
Formation brute de capital fixe	35.1	4.1	6.1	0.6	4.7	5.9
Demande intérieure finale	112.1	6.2	6.5	6.3	7.2	7.7
Variation des stocks[1]	3.7	0.3	0.0	0.4	0.0	0.0
Demande intérieure totale	115.7	6.9	7.6	6.3	6.6	7.4
Exportations de biens et services	28.6	1.7	-5.4	2.3	5.5	6.1
Importations de biens et services	31.9	0.8	-5.9	-1.2	2.0	4.9
Exportations nettes[1]	- 3.4	0.2	0.2	0.7	0.7	0.2
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	3.2	1.9	4.1	4.3	4.3
Indice des prix à la consommation	_	5.9	4.9	4.5	4.8	4.6
Indice des prix de gros[2]	_	2.0	-2.5	3.7	4.2	4.1
Solde des administrations publiques[3,4]	_	-6.5	-7.5	-7.0	-6.7	-6.4
Balance des opérations courantes[3]	_	-1.3	-1.1	-0.7	-0.9	-1.2

Note : Les données se réfèrent à l'exercice comptable commençant en avril.
1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. Tous biens.
3. En pourcentage du PIB.
4. Solde budgétaire brut du gouvernement central et des états.
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

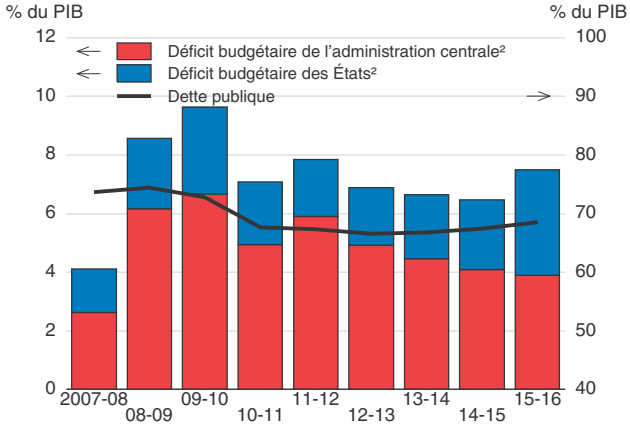
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933506246

Inde

Le volume des créances douteuses et litigieuses et d'actifs compromis augmente[1]



Les déficits et la dette du secteur public demeurent élevés



1. Un prêt restructuré est un prêt dont les conditions (durée de remboursement, montant dû, échelonnement et taux d'intérêt) ont été modifiées.
2. Les données relatives à l'exercice 2015-16 sont des estimations provisoires.
Source : Banque centrale de l'Inde ; et Controller General of Accounts.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503244

La vigueur de la consommation et le rebond des exportations stimulent la croissance

La croissance reste vigoureuse. La consommation privée est florissante, portée par la revalorisation des salaires et des pensions du secteur public et par l'augmentation des revenus agricoles et ruraux. Le coût du retrait des grosses coupures (démonétisation), intervenu en novembre 2016, va s'amenuisant et les ventes de voitures particulières et de deux-roues ont rebondi. Pour l'heure, l'investissement n'a pas connu le même sursaut, malgré les efforts des autorités publiques pour développer les infrastructures ferroviaires, routières et énergétiques et pour faciliter l'exercice des activités économiques. Les surcapacités (dans le secteur de l'acier par exemple) et la situation financière précaire de certaines entreprises, conjuguées aux volumes importants de créances douteuses et litigieuses enregistrés par la plupart des banques publiques, ont bridé l'investissement des entreprises.

Les exportations se sont ressaisies, stimulées par la vigueur de la demande en Asie et dans la zone euro. La hausse des prix du pétrole et l'augmentation des importations d'or, couplées à la diminution des envois de fonds des expatriés, entraînent une légère dégradation du déficit des paiements courants. Celui-ci reste néanmoins considérablement inférieur à sa moyenne de long terme. Les entrées nettes d'IDE sont en constante augmentation depuis 2014 et financent intégralement le déficit courant.

Des réformes structurelles sont indispensables pour favoriser une croissance inclusive

L'accélération des réformes structurelles insuffle un nouvel élan à la croissance. La taxe sur les biens et services, qui sera appliquée à partir de juillet 2017, devrait aider l'Inde à approcher le modèle d'un marché unique et ce faisant, stimuler la productivité, l'investissement, la compétitivité, la création d'emplois et les revenus. La suppression du Foreign Investment Promotion Board, qui était chargé d'examiner les programmes d'investissements étrangers, devrait favoriser les entrées d'IDE. L'initiative du gouvernement indien de classer chacun des États en fonction de la facilité à y exercer des activités économiques ouvre la voie à une nouvelle ère de réformes structurelles. De nombreux États ont d'ores et déjà modernisé leurs réglementations et leurs procédures administratives et certains expérimentent une réforme de l'acquisition foncière et de la réglementation du travail.

Une nouvelle baisse des taux d'intérêt est difficilement envisageable. La hausse des prix à la consommation s'établissait à moins de 4 % à la fin de 2016 et au début de 2017, un résultat qui s'explique en partie par la démonétisation mais qui reflète aussi le succès d'un régime souple de ciblage de l'inflation. Les réformes structurelles en cours, y compris les initiatives visant à réduire le morcellement des marchés agricoles et des parcelles foncières et à développer le réseau d'irrigation, devraient aider à contenir les poussées inflationnistes à l'avenir. À court terme cependant, il sera difficile de maintenir l'inflation aux alentours de 4 % – point médian de l'objectif d'inflation officiel – en raison du déploiement de la taxe sur les biens et services et de l'augmentation des allocations de logement et des salaires dans les administrations publiques des États.

Le déficit et la dette combinés de l'administration centrale et des États sont relativement élevés. L'administration centrale s'est engagée à réduire un peu plus son déficit lors de l'exercice 2017-18 en ciblant mieux les subventions dont bénéficient les engrais, les produits pétroliers et les produits alimentaires. Au niveau des États, les

dépenses courantes se sont orientées à la hausse, tandis que les objectifs d'investissement n'ont pas toujours été atteints. L'annulation récente des créances bancaires sur les exploitants agricoles du plus grand État du pays alourdira la dette publique, en particulier si d'autres États font de même. Cette mesure pourrait également nuire à la discipline du crédit et exacerber les inégalités de revenus étant donné qu'elle ne profitera pas aux agriculteurs les plus pauvres, qui se tournent vers les prêteurs informels plutôt que vers les banques.

Pour rendre la croissance plus inclusive, les autorités devront dégager plus de recettes fiscales sur la propriété immobilière et les revenus de manière à pouvoir financer des infrastructures sociales et physiques de meilleure qualité. Les initiatives récemment prises pour procéder à une analyse comparative des politiques sociales des États et de leurs résultats, notamment en matière de santé, d'assainissement et d'éducation, renforceront les incitations à améliorer la qualité des services publics. Cependant, pour offrir des services de qualité à tous, il est indispensable d'augmenter les dépenses publiques. Le doublement des dépenses publiques de santé pour les porter à 2.5 % du PIB d'ici 2025, comme cela est envisagé dans la toute dernière stratégie nationale pour la santé, et le développement l'offre de logement à des prix abordable pour les populations pauvres seraient des mesures salutaires. Elles pourraient être financées en supprimant les dépenses fiscales, qui profitent davantage aux riches, en gelant les seuils applicables au calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, en luttant contre la fraude fiscale et en appliquant une fiscalité plus équitable sur la propriété immobilière.

L'accélération de la croissance passe par le redémarrage de l'investissement

La croissance devrait se poursuivre. La consommation privée demeurera stable, les revalorisations de salaires et de pensions accordées aux agents de l'administration centrale devant être suivies d'ajustements similaires dans les États. L'augmentation récente du taux d'utilisation des capacités et le rebond des indices de production industrielle des biens d'équipement et du secteur manufacturier augurent favorablement d'une reprise graduelle de l'investissement privé. L'application de la taxe sur les biens et services, avec ses effets à la baisse sur les prix des biens d'équipement, et la réduction du taux de l'impôt sur les sociétés devraient également favoriser les investissements. Après la faiblesse des niveaux relevés au début de 2017, l'inflation devrait repartir à la hausse sans toutefois s'écarter de la fourchette-cible fixée par les autorités. La reprise des investissements des entreprises (à contenu élevé en importations), la hausse des prix du pétrole et la diminution des envois de fonds des expatriés entraîneront un creusement du déficit courant.

La perspective de nouvelles réformes structurelles constitue à l'évidence un risque positif pour la croissance. La détérioration de la qualité des portefeuilles des banques, dont témoigne l'augmentation des volumes de créances douteuses et litigieuses et d'actifs compromis, pourrait porter atteinte aux investissements et à la croissance. En tant qu'importateur net de produits de base, l'Inde serait pénalisée si leurs prix augmentaient. Des mesures protectionnistes pourraient freiner les exportations de produits et services et, par conséquent, nuire à la capacité de l'économie à créer des emplois de qualité.

INDONÉSIE

La croissance du PIB devrait s'affermir en 2017. La consommation privée sous-tend l'activité. Les dépenses d'infrastructures augmentent, malgré les contraintes budgétaires, et la demande extérieure se raffermit. L'investissement privé ne progresse que modestement.

L'inflation est voisine de 4 %, point central de la fourchette visée par la banque centrale, et le taux de change fait preuve d'une remarquable stabilité. Restant inchangée pour l'instant, la politique monétaire est considérée comme étant globalement neutre. Mais si le taux de change reste stable alors que la politique monétaire des États-Unis se durcit, il sera possible d'abaisser les taux d'intérêt pour appuyer l'activité en 2018. La situation budgétaire dépendra du succès des mesures prises pour améliorer le recouvrement de l'impôt.

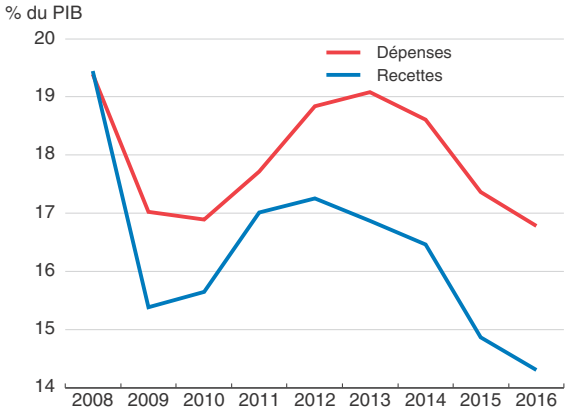
Les exportations de produits de base comme le charbon, le caoutchouc et le cuivre, soutiennent la croissance. Une plus grande ouverture aux échanges extérieurs et à l'investissement étranger concourrait à diversifier l'économie et les exportations, grâce à une participation plus poussée aux chaînes de valeur mondiales. Des emplois très qualifiés et bien rémunérés seraient ainsi créés et les transferts de technologie seraient facilités. L'élargissement des bases d'imposition permettrait quant à lui d'étendre le filet de protection sociale et de donner un caractère plus inclusif à la croissance.

La reprise s'intensifie

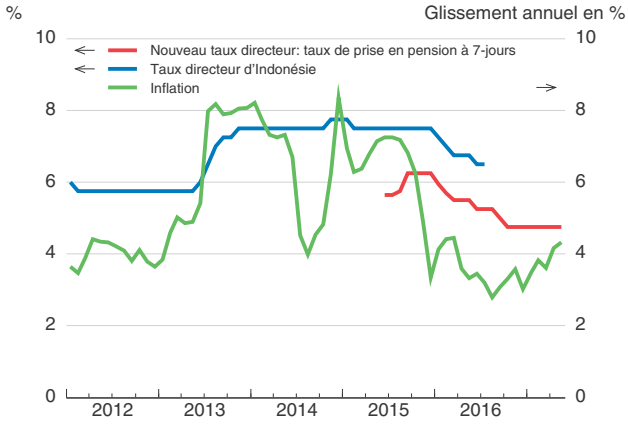
La croissance de l'Indonésie continue de dépasser celle de la plupart des autres pays même si elle n'atteint pas ses niveaux antérieurs. La demande globale a résisté grâce aux dépenses des administrations publiques. Toutefois, en dépit des bons résultats du marché du travail et de la hausse rapide des salaires réels, la consommation privée n'a pas connu d'accélération. L'investissement des entreprises a souffert de la faiblesse des prix des produits de base et du flou réglementaire dans le secteur minier, mais il amorce

Indonésie

La croissance molle des recettes publiques pèse sur les projets de dépenses publiques[1]



La politique monétaire reste inchangée



1. Administrations publiques.

Source: Office statistique d'Indonésie (BPS) ; FMI, moniteur des finances publiques ; et Banque d'Indonésie.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503282

Indonésie : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants trillions de IDR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	9 546.1	5.0	4.9	5.0	5.1	5.2
Consommation privée	5 425.0	5.3	4.8	5.0	5.0	5.1
Consommation publique	908.6	1.2	5.3	-0.1	2.6	3.5
Formation brute de capital fixe	3 051.5	4.4	5.0	4.5	5.3	5.7
Demande intérieure finale	9 385.1	4.6	4.9	4.3	4.9	5.1
Variation des stocks[1]	236.5	0.8	-0.9	0.6	-0.5	0.0
Demande intérieure totale	9 621.6	5.3	3.9	5.0	4.4	5.2
Exportations de biens et services	2 283.8	1.1	-2.1	-1.7	10.7	5.6
Importations de biens et services	2 359.2	2.1	-6.4	-2.3	7.9	5.7
Exportations nettes[1]	- 75.4	-0.2	1.0	0.1	0.7	0.1
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	5.4	4.0	2.5	4.4	4.0
Indice des prix à la consommation	_	6.4	6.4	3.5	4.4	4.0
Déflateur de la consommation privée	_	5.7	4.4	3.1	4.0	3.6
Solde des administrations publiques[2]	_	-2.1	-2.5	-2.5	-2.7	-2.5
Balance des opérations courantes[2]	_	-3.1	-2.0	-1.8	-1.4	-1.5

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du PIB.

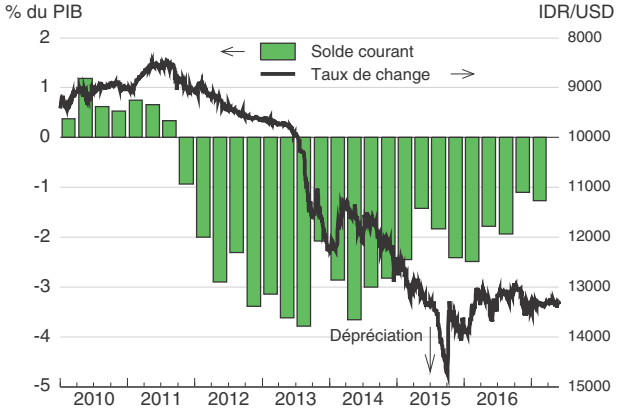
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933506265

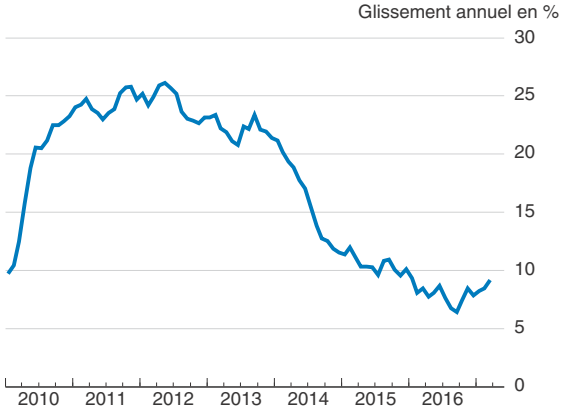
maintenant un redressement à la faveur de la remontée des prix des produits de base et de l'augmentation des dépenses publiques d'infrastructure. Les exportations se redressent grâce au renchérissement des produits de base, à la vigueur de la demande extérieure et à un certain assouplissement conditionnel des restrictions frappant les exportations de matières premières. Les ventes de véhicules se développent rapidement et les indicateurs

Indonésie

La roupie s'est stabilisée et la balance courante se redresse



Le croissance du crédit reste faible



Source : Banque d'Indonésie ; et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503263

du secteur manufacturier témoignent d'une activité assez solide. La croissance du crédit reste faible, mais affiche des signes de reprise. L'augmentation des créances douteuses et litigieuses est néanmoins inquiétante, ce qui pourrait aussi freiner l'expansion du crédit.

Après s'être notablement dépréciée à partir de la fin de 2011, la roupie fait preuve d'une remarquable stabilité depuis novembre 2016. Il n'en demeure pas moins que la monnaie indonésienne reste faible et que cette faiblesse a permis une réduction substantielle du déficit de la balance courante. Un climat économique perçu comme positif a récemment stimulé les entrées de capitaux. L'Indonésie demeure dépendante des financements extérieurs, ce qui l'expose à l'instabilité de la situation monétaire internationale. Cela étant, depuis mai 2017 la note souveraine de l'Indonésie est classée « valeur d'investissement » par les trois grandes agences de notation.

La politique économique soutient l'activité

Depuis plus d'un an et demi, l'inflation reste comprise dans la fourchette cible de 4±1 % fixée par la Banque d'Indonésie, ce qui a permis à celle-ci d'abaisser ses taux directeurs à six reprises depuis le début de l'année 2016. L'inflation est repartie à la hausse en 2017, sous l'effet d'une augmentation des prix administrés associée à la baisse des subventions à l'électricité, mais cet impact est temporaire. L'adoption du taux de mise en pension à sept jours comme instrument de politique monétaire était censée améliorer la transmission des mesures monétaires. Or, les taux d'intérêt réels demeurent élevés et le rythme de progression du crédit est faible. L'écart a continué à se creuser entre le taux de change nominal et le taux de change effectif réel, avec une inflation nationale qui a dépassé celle des autres pays.

L'intention des autorités de dynamiser les investissements dans les infrastructures et les dépenses sociales ainsi que d'augmenter les transferts aux autorités infranationales aura pour effet d'accroître la production potentielle et de rendre l'économie plus inclusive. Pour réaliser le déficit prévisionnel du budget de 2.4 % du PIB en 2017, il faudra une forte progression des recettes, même si l'objectif est plus modeste qu'en 2016. La difficulté à améliorer le recouvrement des impôts et le plafonnement par la loi du déficit à 3 % du PIB sont un frein à des dépenses supplémentaires, malgré le faible niveau de la dette publique (autour de 28 % du PIB). Cela étant, l'amnistie fiscale qui vient de s'achever a été assez positive puisqu'elle a attiré près d'un million de contribuables et fait rentrer l'équivalent de 1.1 % de PIB en recettes publiques, soit 81 % de l'objectif. Néanmoins, 14 % seulement des actifs déclarés à l'étranger ont été rapatriés.

Il faut améliorer le recouvrement de l'impôt pour pouvoir développer durablement l'offre de services publics. De nouvelles mesures sont nécessaires pour remédier à l'étroitesse de la base d'imposition, à l'insuffisance du nombre de contribuables et à l'indiscipline fiscale. L'application effective des réformes de l'administration fiscale et de la réglementation permettrait d'augmenter les recettes et d'élargir la base d'imposition. Des efforts constants en vue de réduire les subventions sur les prix de l'énergie et de l'alimentation libéreraient des ressources en faveur de domaines d'action prioritaires comme les infrastructures, l'éducation et la santé.

Une accélération de la croissance est attendue

La croissance du PIB devrait dépasser légèrement 5 % en 2017 et 2018, la consommation des ménages continuant à soutenir l'activité et les exportations retrouvant des couleurs après leur récente contraction. Alors que l'investissement privé devrait

également poursuivre son redressement, la consommation et l'investissement publics, bien qu'en progression, seront freinés par une marge de manœuvre budgétaire réduite.

Le relèvement récent de la note souveraine du pays dans la catégorie « valeur d'investissement » pourrait faire baisser les taux d'intérêt et étoffer l'offre de capitaux, stimulant ainsi une croissance de la demande intérieure privée plus forte que prévu. Il en irait de même pour les recettes publiques, et donc pour les dépenses, si les efforts pour améliorer le recouvrement de l'impôt portaient leurs fruits ou si le prix des produits de base poursuivaient leur remontée. Une reprise plus forte de la demande en provenance de Chine ou d'autres partenaires régionaux favoriserait les exportations. En revanche, une montée du protectionnisme à l'étranger les pénaliserait. Ce phénomène, ou toute autre dégradation inattendue du solde extérieur, ferait réapparaître des tensions sur le taux de change et obligeraient la banque centrale à se montrer plus prudente et à différer la baisse de ses taux d'intérêt, voire à annuler les récentes baisses. Enfin, le remplacement du secteur public par le secteur privé dans les projets d'investissement en infrastructures pourrait ne pas intervenir aussi vite que prévu.

IRLANDE

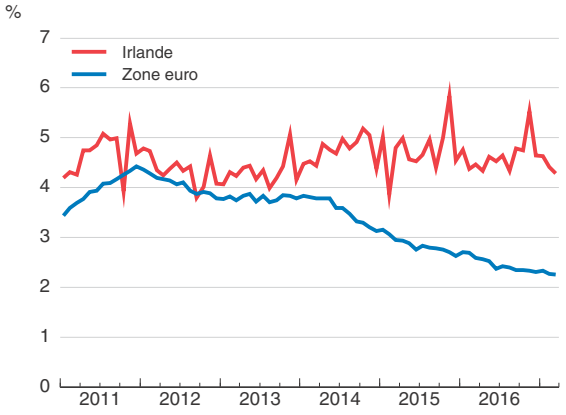
Après avoir connu une très forte expansion ces deux dernières années, le rythme de croissance de l'économie irlandaise devrait devenir plus viable en 2017 et en 2018. Malgré cette modération, la demande intérieure restera solide. Avec un marché du travail qui se tend, les tensions sur les salaires resteront vives et devraient provoquer une hausse de l'inflation. Selon les prévisions, les entreprises devraient se développer moins vite qu'auparavant en raison de coûts de main-d'œuvre déjà élevés et de la grande incertitude sur le plan extérieur, notamment sur l'issue finale des négociations sur le Brexit.

Compte tenu de ce climat de grande incertitude, les politiques publiques devraient s'attacher à garantir la stabilité et à faire en sorte que l'économie résiste aux chocs. Le gouvernement devrait veiller à atteindre son objectif à moyen terme d'équilibre budgétaire, se ménageant ainsi la possibilité de recourir à la politique budgétaire pour stimuler la croissance, le cas échéant. Les autorités devraient soutenir de nouvelles avancées dans la résolution du problème des créances douteuses et litigieuses en améliorant les procédures de saisie. Elles devraient durcir les mesures macroprudentielles si la hausse rapide des prix de l'immobilier alimente l'émission de nouveaux prêts dans le secteur immobilier au-delà de ce qui est prévu.

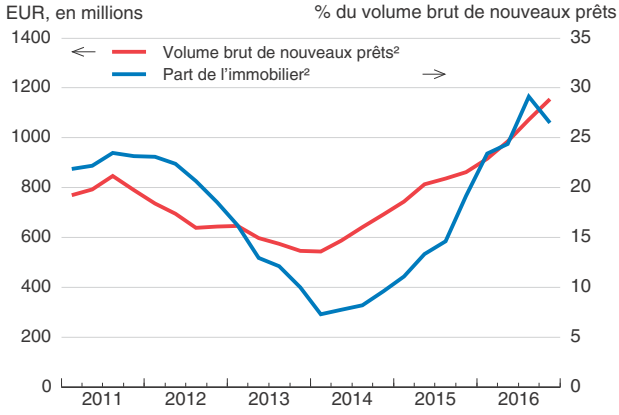
L'économie irlandaise se caractérise par une grande ouverture à l'économie mondiale et compte de nombreuses entreprises multinationales très productives. Elle pourra mieux tirer parti de ces dernières en facilitant les externalités de connaissances et le développement d'entreprises productives, ce qui imposerait de renforcer le système financier. Certains programmes lancés récemment par les pouvoirs publics devraient améliorer la mobilité professionnelle. Parmi eux, les programmes *Springboard*, *Momentum* et *ICT Conversion Courses* se sont révélés efficaces en termes de requalification et de valorisation des compétences.

Irlande

Les conditions d'emprunt demeurent restrictives pour les petites entreprises irlandaises[1]



Le crédit à l'immobilier dope les nouveaux prêts aux PME



1. Taux d'intérêt bancaires appliqués aux prêts d'un montant égal ou inférieur à 1 million EUR accordés aux jeunes entreprises.
2. Moyenne sur 4 trimestres du volume brut de nouveaux prêts octroyés par les banques aux PME résidentes irlandaises. Dernière période d'observation : T4/2016.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE n° 101 ; Banque centrale européenne (BCE), Entrepôt de données statistiques (Statistical Data Warehouse) ; Banque centrale d'Irlande.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503301

Irlande : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2014)				
PIB aux prix du marché	180.0	8.4	26.3	5.2	3.7	2.5
Consommation privée	79.9	1.8	5.1	2.9	2.6	2.7
Consommation publique	30.6	4.5	0.2	4.9	2.0	2.2
Formation brute de capital fixe	32.9	18.0	33.7	37.6	8.5	3.7
Demande intérieure finale	143.4	6.2	11.6	13.5	3.9	3.0
Variation des stocks[1]	3.3	1.6	-0.8	1.2	1.0	0.0
Demande intérieure totale	146.7	8.3	9.8	14.1	4.0	3.0
Exportations de biens et services	190.9	14.4	34.5	2.4	6.3	4.0
Importations de biens et services	157.6	15.3	21.7	10.4	8.8	4.7
Exportations nettes[1]	33.2	1.9	18.3	-6.6	-0.9	0.2
Pour mémoire						
VAB[2], à l'exclusion des secteurs dominés par des entreprises multinationales	_	8.7	4.4	4.4	2.7	2.5
Déflateur du PIB	_	-1.2	4.9	-1.3	0.6	2.8
Prix à la consommation harmonisé (indice)	_	0.3	0.0	-0.2	0.8	2.0
Déflateur de la consommation privée	_	1.5	0.6	1.2	1.6	2.1
Taux de chômage	_	11.3	9.4	7.9	6.9	6.2
Solde des administrations publiques[3,4]	_	-3.7	-2.0	-0.6	-0.5	-0.2
Dette brute des administrations publiques[3]	_	124.1	92.7	91.0	90.3	87.6
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht[3]	_	105.4	78.8	75.6	74.8	72.1
Balance des opérations courantes[3]	_	1.7	10.2	4.7	4.1	5.3

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. Valeur ajoutée brute.
3. En pourcentage du PIB.
4. Le déficit inclut l'effet des mesures ponctuelles de recapitalisations dans le secteur bancaire.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505904

L'économie irlandaise connaît une légère surchauffe

La croissance du PIB est ressortie à 5.2 % en 2016. Selon les estimations, la valeur ajoutée brute hors composantes volatiles liées aux entreprises multinationales (EMN) a augmenté à un rythme à peine plus lent seulement. Les EMN ont fortement influé sur le chiffre global de l'investissement, mais l'investissement des entreprises dans le secteur intérieur a continué à se redresser, il est vrai en partant d'un faible niveau. Le taux de chômage a reculé rapidement pour s'établir à moins de 7 % au début de 2017, ce qui s'est traduit par une forte progression des salaires. En revanche, l'inflation a été contenue du fait du repli antérieur des prix de l'énergie et, plus récemment, de l'évolution du change entre l'euro et la livre sterling. Les salaires réels ont augmenté et gonflé la consommation des ménages de 3 % l'an dernier.

Les prix de l'immobilier augmentent rapidement à la faveur d'une croissance économique soutenue et d'une pénurie d'offre de logements. Les prêts dans le secteur immobilier augmentent rapidement et contribuent ainsi fortement au redressement récent du volume total de nouveaux prêts. L'activité s'accélère dans le secteur du bâtiment mais l'offre devrait rester inférieure à la demande pendant quelque temps. La montée en

flèche des prix de l'immobilier et de l'activité de prêt fait craindre la formation d'une nouvelle bulle spéculative et les autorités devraient se tenir prêtes à durcir les règles prudentielles, si nécessaire.

Les politiques publiques devraient être prêtes à réagir aux chocs

Malgré la reprise économique solide, le système bancaire est encore en proie à des difficultés héritées de la flambée immobilière de la période passée. Les conditions d'emprunt demeurent très restrictives pour les PME, en dépit de la politique monétaire accommodante de la zone euro, et les remboursements de dette dépassent encore le montant total des nouveaux prêts. Malgré une diminution assez considérable ces dernières années, les créances douteuses et litigieuses représentent encore 17 % environ de l'encours total des prêts et une majorité d'entre elles correspondent à des prêts immobiliers. Compte tenu du dynamisme actuel du marché immobilier, il devrait être plus facile pour les banques de se défaire de leurs portefeuilles d'actifs dépréciés.

L'orientation de la politique budgétaire devrait être moins restrictive qu'au cours des années passées puisque la tendance à la baisse de l'investissement public s'inversera. Sous l'effet des efforts budgétaires antérieurs et de la croissance soutenue du PIB, le déficit budgétaire a diminué sensiblement et la dette publique se trouve sur une trajectoire descendante. Le gouvernement devrait veiller à atteindre son objectif d'équilibre budgétaire à moyen terme afin de se ménager la possibilité d'une relance budgétaire en cas de chocs imputables au Brexit ou d'une autre nature.

La croissance se repliera vers des taux plus viables

L'économie irlandaise devrait connaître une solide expansion mais la croissance s'essoufflera pour tendre vers des taux plus viables. L'emploi continuera à progresser mais à un rythme plus lent, tandis que les gains de productivité dans l'activité sous-jacente resteront modestes. Les tensions sur les salaires demeureront vives, alimentant une hausse de l'inflation. La consommation des ménages subira un léger ralentissement, la remontée de l'inflation érodant le pouvoir d'achat. L'investissement dans le secteur intérieur continuera à progresser, mais peu à peu à un rythme modéré.

Les perspectives économiques s'inscrivent dans un climat de plus grande incertitude qu'à l'accoutumée, notamment sur l'issue finale des négociations sur le Brexit. Compte tenu du niveau élevé de l'endettement privé, l'Irlande reste sensible à un relèvement des taux d'intérêt. En revanche, les prix de l'immobilier pourraient augmenter plus fortement que prévu, ce qui jouerait en faveur de l'activité dans le bâtiment à court terme mais pourrait également porter en germe une nouvelle bulle. Une montée des protectionnismes se révèlerait particulièrement préjudiciable pour l'économie irlandaise étant donné son degré d'ouverture.

ISLANDE

La croissance économique devrait rester forte grâce au dynamisme persistant de l'activité touristique et à la bonne tenue de la demande intérieure. La confiance des agents économiques et la hausse des prix des actifs stimulent l'investissement résidentiel et l'investissement des entreprises. Les salaires et l'emploi augmentent rapidement. Le contrôle des mouvements de capitaux institué pendant la crise financière a été levé.

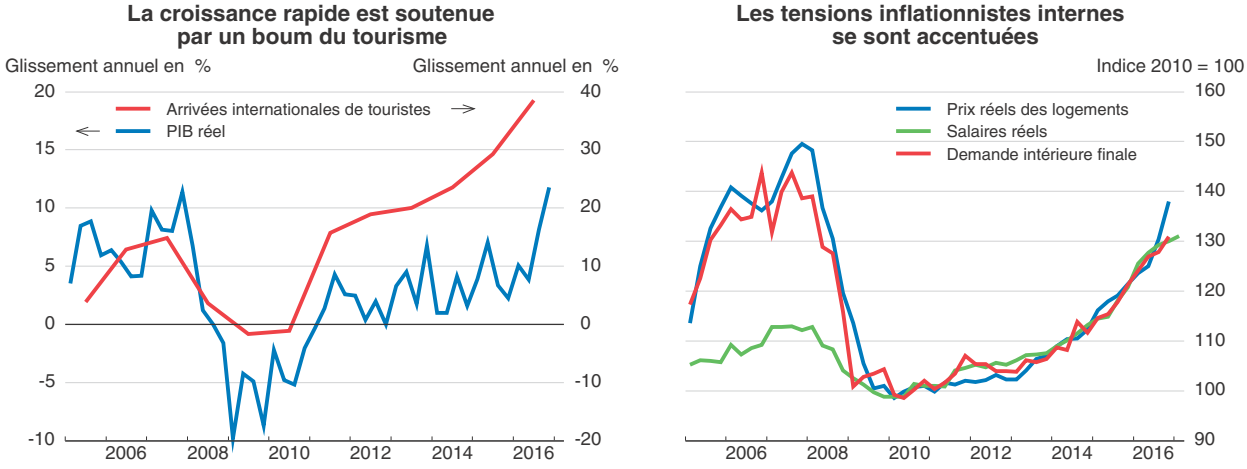
L'appréciation de la monnaie islandaise et la modération des prix à l'importation ont jugulé l'inflation. Toutefois, des tensions inflationnistes apparaissent en raison de la hausse des salaires et de l'envolée des prix des logements. La banque centrale devrait se préparer à resserrer sa politique monétaire et continuer d'employer les instruments macroprudentiels dont elle dispose pour s'opposer aux entrées de capitaux à court terme déstabilisantes et modérer les tensions sur le marché du logement. Compte tenu de la vigueur de la croissance, un durcissement de la politique budgétaire se justifie et pourrait contribuer à faire baisser les taux d'intérêt.

Petite économie ouverte qui dépend de ressources naturelles, l'Islande est sujette à des chocs de grande ampleur affectant les termes de l'échange et à des cycles de forte expansion et de récession, mais c'est une société égalitaire caractérisée par un haut niveau de dépenses de santé et d'éducation. Son taux de pauvreté est le plus bas de la zone OCDE et le pays se caractérise par un équilibre très satisfaisant entre les hommes et les femmes. Afin d'éviter le retour d'une forte instabilité économique, les pouvoirs publics devraient mener une politique économique plus anticyclique, et il faudrait renforcer encore les marges de sécurité budgétaire, les volants de liquidité et les volants de fonds propres.

L'Islande est le pays de l'OCDE qui croît le plus rapidement

La croissance du PIB a atteint 7.2 % en 2016, soutenue par le dynamisme de la demande privée, l'essor de l'investissement et du tourisme ainsi qu'une politique

Islande



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; Office statistique d'Islande ; et Office du tourisme islandais.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503206

Islande : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de ISK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2005)				
PIB aux prix du marché	1 891.2	1.9	4.1	7.2	5.3	2.6
Consommation privée	989.7	2.9	4.3	6.9	5.4	3.4
Consommation publique	459.2	1.7	1.0	1.5	1.0	1.1
Formation brute de capital fixe	296.8	16.0	17.8	22.7	9.2	1.1
Demande intérieure finale	1 745.8	4.8	6.0	8.7	5.2	2.3
Variation des stocks[1]	- 5.0	-0.9	-0.9	-0.6	0.0	0.0
Demande intérieure totale	1 740.8	4.0	5.1	8.1	5.2	2.3
Exportations de biens et services	1 047.9	3.2	9.2	11.1	6.3	3.5
Importations de biens et services	897.5	9.8	13.5	14.7	5.8	2.6
Exportations nettes[1]	150.4	-2.9	-1.5	-0.8	0.6	0.6
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	4.1	6.0	2.0	1.9	3.2
Indice des prix à la consommation	_	2.0	1.6	1.7	2.4	3.5
Déflateur de la consommation privée	_	2.9	0.8	0.7	0.9	3.1
Taux de chômage	_	4.9	4.0	3.0	2.8	3.0
Solde des administrations publiques[2]	_	-0.1	-0.8	17.2	0.9	1.5
Dette brute des administrations publiques[2,3]	_	79.9	73.0	62.3	61.0	59.3
Balance des opérations courantes[2]	_	4.0	5.5	8.0	5.2	5.6

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du PIB.
3. La dette non provisionnée au titre des fonds de pension des employés du gouvernement est inclue.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505885

budgétaire expansionniste. Les revenus des ménages continuent à bénéficier de la progression de l'emploi et de substantielles hausses de salaires. Celles-ci dépassent les gains de productivité et seront *in fine* préjudiciables à la compétitivité extérieure. Le taux de chômage est tombé en deçà de 3 % et de nombreuses offres d'emploi sont en train d'être satisfaites par des travailleurs étrangers. La construction de logements, le tourisme et un certain nombre de projets à forte intensité énergétique stimulent l'investissement.

La politique économique devrait être moins expansionniste

Au cours des trois dernières années, l'inflation a été inférieure à l'objectif de 2.5 % retenu par la banque centrale. Toutefois, sa faiblesse résulte dans une large mesure de l'appréciation de la couronne, de la modération de l'inflation à l'étranger et du recul des cours des produits de base. Cette dynamique favorable pourrait rapidement s'inverser si la couronne devait se déprécier à la suite d'une baisse des recettes d'exportation. En outre, la situation tendue du marché du travail et l'augmentation rapide des salaires et des prix des actifs créent des tensions inflationnistes. La banque centrale devrait être prête à durcir sa politique monétaire pour défendre son objectif d'inflation. Compte tenu du rétablissement de la mobilité des capitaux, ceux-ci pourraient de nouveau exercer un effet déstabilisant, ce qui justifie que les autorités continuent d'utiliser activement les instruments macroprudentiels dont elles disposent.

L'évolution des finances publiques est favorable. La dette publique a sensiblement diminué, le solde budgétaire est devenu positif et un nouveau cadre budgétaire a été mis en place. Néanmoins, l'orientation de la politique budgétaire est trop expansionniste du fait de l'augmentation rapide des salaires dans le secteur public et d'autres tensions sur les dépenses. La maîtrise des dépenses publiques doit donc être plus rigoureuse. Si leur efficience était améliorée dans les domaines de la santé et de l'éducation, les islandais pourraient bénéficier de la même qualité des services publics à moindre coût.

La productivité du travail est inférieure à celle des autres pays nordiques et sa progression s'est ralentie. Une réduction des obstacles à l'entrée sur les marchés et une meilleure application de la politique de la concurrence, visant à empêcher les abus de position dominante ou les comportements de collusion tacite, renforceraient la productivité. Le secteur technologique naissant offre des possibilités de gains de productivité futurs, et les autorités continuent de le soutenir. L'expansion rapide du tourisme a grandement contribué au redressement de l'économie après la crise, mais il faut adopter une stratégie globale pour ce secteur afin de veiller à ce que ses retombées économiques importantes ne s'accompagnent pas d'effets négatifs sur l'environnement et la société.

La croissance va se poursuivre

La croissance devrait rester forte en 2017, soutenue par la consommation privée, la persistance des arrivées internationales de touristes et la vigueur de l'investissement résidentiel. Toutefois, l'investissement et les exportations finiront par ralentir, du fait de la réduction de la rentabilité et de la compétitivité-coûts des entreprises, tandis que l'effet positif des termes de l'échange se dissipera. En 2018, la croissance ralentira et se rapprochera de son rythme tendanciel. L'inflation dépassera l'objectif officiel et la croissance de la consommation se modérera.

Une surchauffe de l'économie et une accélération de l'inflation constituent les principaux risques qui pèsent sur ces perspectives. La libéralisation des mouvements de capitaux crée une incertitude concernant les flux de capitaux. Une nette appréciation de la couronne pourrait affaiblir la croissance en mettant en difficulté les entreprises exportatrices et en freinant le tourisme. En revanche, une dépréciation de la monnaie islandaise renforcerait l'expansion économique, tout en exacerbant les tensions inflationnistes. La situation du marché du travail reste tendue. Des grèves déstabilisantes pourraient pénaliser la croissance et entraîner des hausses de salaires non viables. Un ralentissement de la croissance économique mondiale pourrait avoir des conséquences négatives sur les exportations, notamment touristiques. Toutefois, des tensions géopolitiques dans d'autres régions du monde seraient de nature à renforcer encore le tourisme vers les destinations sûres comme l'Islande.

ISRAËL*

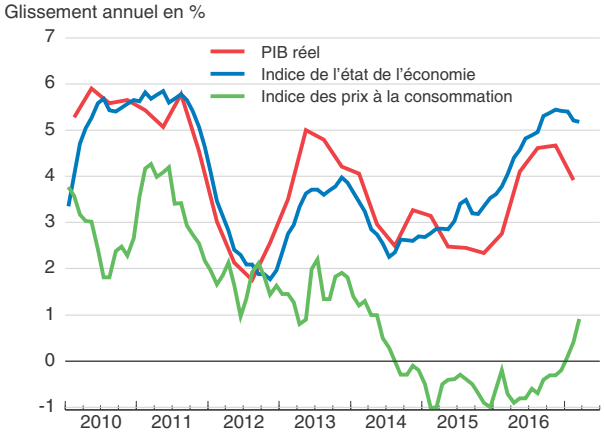
Après s'être redressée pour s'établir à 4 % en 2016, la croissance devrait rester supérieure à 3¼ pour cent en 2017-18. L'inflation devrait s'affermir peu à peu. Le maintien de politiques expansionnistes en matière monétaire et budgétaire et les hausses de salaires anticipées continueront à soutenir la demande intérieure.

Parallèlement à la montée de l'inflation, la banque centrale devrait progressivement mettre fin à ses mesures de relance monétaire. Bien qu'elles se soient quelque peu apaisées, les tensions actuelles sur le marché immobilier continuent de requérir l'attention des autorités pour préserver un secteur bancaire solide. Alors que l'économie est en situation de plein emploi, l'expansion budgétaire prévue en 2017 pourrait attiser les tensions sur le marché du travail et ralentir la réduction de la dette publique. Les mesures prises ou annoncées en matière de protection sociale, de logement et de transport devraient favoriser une croissance plus inclusive.

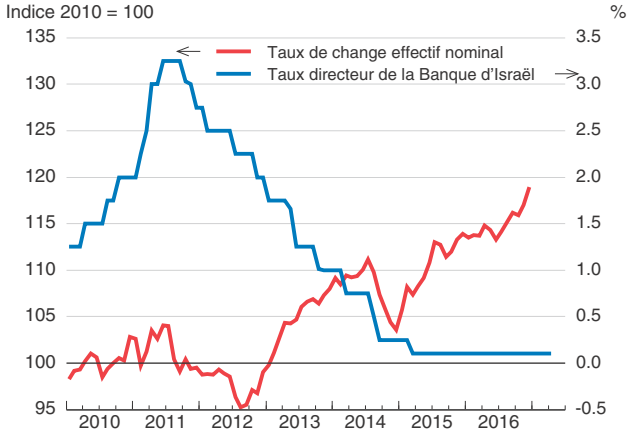
La poursuite des réformes des marchés de produits s'avère nécessaire pour stimuler la productivité et les rémunérations dans le secteur protégé, où est employée une bonne part de la main-d'œuvre la moins qualifiée. Une concurrence extérieure plus vive, en particulier dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, permettrait d'abaisser le coût de la vie. Des procédures d'importation moins restrictives, avec des obstacles non tarifaires moins nombreux, permettraient au pays de s'insérer plus profondément dans les chaînes de valeur mondiales, auxquelles il participe relativement peu. Pour garantir un meilleur partage des fruits de cette intégration, un système éducatif plus efficace, facilitant l'intégration des catégories défavorisées, serait souhaitable.

Israël

La croissance est forte, et les prix se sont redressés



Le shekel continue de s'apprécier



Source : Banque d'Israël ; base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503320

* Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international

Israël : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de NIS	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
PIB aux prix du marché	1 059.1	3.2	2.6	4.0	3.2	3.3
Consommation privée	585.3	4.2	4.4	6.3	2.0	3.5
Consommation publique	238.4	3.6	3.2	3.8	3.2	2.5
Formation brute de capital fixe	215.4	0.0	0.1	11.2	2.2	6.4
Demande intérieure finale	1 039.1	3.2	3.2	6.7	2.3	3.9
Variation des stocks[1]	- 3.9	0.6	0.6	-0.7	-0.4	0.1
Demande intérieure totale	1 035.2	3.8	3.9	5.9	1.9	3.9
Exportations de biens et services	353.6	1.5	-4.0	3.0	5.6	3.8
Importations de biens et services	329.7	3.8	-0.4	9.4	1.8	6.3
Exportations nettes[1]	23.9	-0.7	-1.2	-1.7	1.2	-0.5
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	1.1	2.7	1.1	1.2	2.0
Indice des prix à la consommation	_	0.5	-0.6	-0.5	1.0	1.7
Déflateur de la consommation privée	_	0.6	-0.6	-0.2	1.2	1.8
Taux de chômage[2]	_	5.9	5.3	4.8	4.3	4.3
Solde des administrations publiques[3,4]	_	-3.2	-2.1	-2.1	-2.7	-2.7
Dette brute des administrations publiques[3]	_	66.0	64.1	62.2	62.4	62.1
Balance des opérations courantes[3]	_	4.0	4.3	3.6	4.3	3.8

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. Avant le 1er trimestre 2012, les données concernant l'emploi et le chômage sont dérivées d'une enquête trimestrielle sur la population active. Depuis elle a été remplacée par une enquête mensuelle qui comprend un certain nombre de changements méthodologiques. Les données antérieures au 1er trimestre 2012 ont été ajustées pour être cohérentes
3. En pourcentage du PIB.
4. A l'exclusion des profits de la Banque d'Israël et des coûts implicites des obligations d'État indexées sur l'IPC.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505923

Après une envolée marquée mais transitoire à la fin de 2016, la croissance semble avoir fléchi

Un ralentissement économique est intervenu au début de 2017, après le rebond des exportations et la reprise sensible des ventes de voitures à la fin de 2016, qui a stimulé la consommation et l'investissement avant que ne soient adoptées de nouvelles règles fiscales applicables aux véhicules polluants. L'investissement des entreprises et les dépenses privées de biens durables ont fortement fléchi au début de 2017. En revanche, les exportations ont semblé bien résister à l'appréciation du shekel grâce à de bons résultats dans le tourisme et dans d'autres secteurs des services. La création d'emplois est restée solide et le chômage, qui s'établissait à 4.3 % au début de 2017, se situe à un niveau historiquement bas. Les salaires progressent, mais l'inflation demeure faible, en partie du fait de la baisse des prix à l'importation faisant suite à l'appréciation du shekel.

Des réformes structurelles sont de rigueur pour compléter des politiques macroéconomiques accommodantes

La politique monétaire reste très accommodante, le taux directeur de la Banque d'Israël demeurant inchangé à 0.1 % depuis mars 2015. La banque centrale s'est montrée plus interventionniste sur le marché des changes ces derniers mois afin de limiter

l'envolée du shekel, qui semble en partie imputable à la spéculation. Au premier trimestre de 2017, son appréciation a atteint 7.5 % en termes effectif sur un an. La montée des prix de l'immobilier a marqué le pas, mais s'établissait encore tout récemment autour de 5 % l'an. Compte tenu de la hausse graduelle précoce de l'inflation, un relèvement progressif des taux directeurs a été intégré dans l'exercice de prévisions.

Le déficit budgétaire a atteint 2.1 % du PIB en 2016 et le gouvernement table sur un nouveau creusement à 2.9 % du PIB en 2017 et en 2018, sur la base d'un fort accroissement des dépenses publiques. Comme l'économie fonctionne à plein régime, cette expansion budgétaire devrait accentuer les hausses de prix et avoir un effet stimulant seulement modeste sur la croissance tout en renforçant son caractère inclusif grâce à l'augmentation des dépenses consacrées au logement pour les jeunes familles et aux transports. Ces évolutions seraient encore amplifiées si les mesures supplémentaires, d'un montant d'environ 0.3 % du PIB, que le ministre des Finances a annoncées récemment (mais qui ne sont pas prises en compte dans ces prévisions) pour accroître le taux d'emploi des parents de jeunes enfants et augmenter les pensions d'invalidité, devaient être adoptées. Il reste nécessaire d'accélérer les réformes pour stimuler la concurrence dans les secteurs protégés afin de tirer le meilleur parti de ces mesures, d'augmenter la productivité et les rémunérations et de baisser le coût de la vie.

La croissance devrait rester vigoureuse

Portée par des politiques macroéconomiques accommodantes, la croissance devrait rester solide en 2017 et en 2018 malgré l'impact négatif de l'appréciation de la monnaie sur les exportations. Compte tenu d'un marché du travail toujours résistant et de nouvelles revalorisations du salaire minimum, les dépenses de consommation devraient augmenter et redevenir le principal moteur de l'économie, après un démarrage lent au début de 2017. Les tensions accrues sur les capacités, la persistance de taux d'intérêt bas et les mesures des autorités visant à améliorer les infrastructures de transport devraient aussi stimuler l'investissement. Le chômage devrait rester faible et l'inflation devrait s'inscrire en légère hausse pour atteindre 2 % environ d'ici à 2018, sous l'impulsion de l'augmentation des salaires.

Ces projections seraient toutefois fragilisées si le shekel devait continuer à s'apprécier ou si la situation géopolitique ou l'environnement extérieur devait se dégrader, par exemple en cas de négociations problématiques autour du Brexit ou d'un retour à des mesures protectionnistes à l'échelle mondiale. En revanche, la demande intérieure, dopée par les mesures budgétaires annoncées récemment, pourrait être plus solide que prévu, ce qui améliorerait encore les taux d'emploi et les salaires.

ITALIE

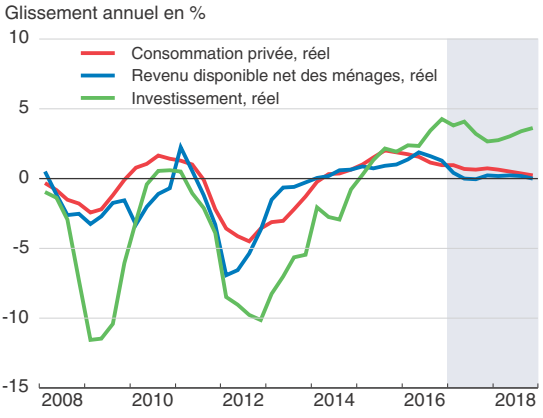
Le PIB devrait croître de 1 % en 2017 et de 0.8 % en 2018. L'augmentation de la demande mondiale et la dépréciation récente de l'euro soutiennent les exportations. L'investissement des entreprises se raffermit, mais l'investissement public ne s'est pas encore redressé. La croissance de la consommation privée reste vigoureuse en dépit du ralentissement des créations d'emploi et de la progression modeste des salaires. Les tensions inflationnistes sont faibles en raison d'un large volant de capacités inutilisées, mais la montée récente des prix de l'énergie et des produits alimentaires a entraîné une hausse des prix à la consommation.

La baisse des charges d'intérêts, due à la politique monétaire accommodante de la zone euro, a contribué à élargir la marge de manœuvre budgétaire, et la politique budgétaire devrait rester modérément expansionniste en 2017. Ces prévisions tablent sur un effort d'assainissement budgétaire d'environ 1 % de PIB en 2018, ainsi que l'exigent les règles budgétaires de l'UE, alors que l'activité économique est encore bien en deçà de son potentiel et que la reprise demeure fragile. L'affectation prioritaire des dépenses publiques aux secteurs des infrastructures, de la recherche et de la lutte contre la pauvreté, et la poursuite des réformes structurelles contribueraient à accélérer la reprise et à accroître la production potentielle.

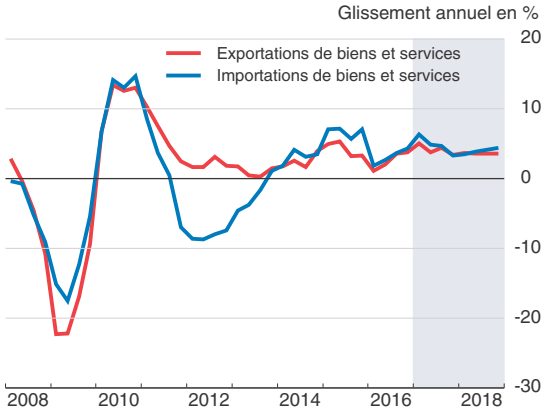
L'Italie demeure peu intégrée dans les chaînes de valeur mondiales, notamment parce que de nombreuses entreprises sont de taille modeste et peu productives. Qui plus est, les fruits de la mondialisation n'ont pas été partagés équitablement en raison des lacunes du système éducatif et de l'inefficacité des programmes d'aide à la recherche d'emploi et de formation et de la lutte contre la pauvreté. Des mesures stimulant l'innovation et la concurrence et facilitant la restructuration des entreprises insolvables, permettraient aux entreprises de s'adapter à la mondialisation et de participer davantage aux chaînes de valeur mondiales. La mise en œuvre des nouvelles politiques actives du marché du travail et du programme national de lutte contre la pauvreté facilitera l'adaptation de la population à la mondialisation.

Italie

L'investissement montera en puissance



Les exportations et les importations sont promises à une croissance vigoureuse



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503339

Italie : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentage de variation

	2014	2015	2016	2017	2018
Emploi[1]	0.1	0.7	1.3	0.7	0.5
Taux de chômage[1,2]	12.6	11.9	11.7	11.5	11.2
Rémunération par salarié[3]	0.2	0.8	0.6	1.0	1.1
Coûts unitaires de main-d'œuvre	0.2	1.2	1.5	1.1	1.0
Revenu disponible des ménages	0.6	0.8	1.5	1.4	1.4
Déflateur du PIB	1.0	0.7	0.8	1.2	1.2
Indice des prix à la consommation harmonisé	0.2	0.1	-0.1	1.5	1.3
IPCH sous-jacent[4]	0.7	0.7	0.5	0.6	1.3
Déflateur de la consommation privée	0.3	0.0	0.0	1.3	1.3

1. Les données pour l'emploi pour l'ensemble de l'économie sont celles des comptes nationaux. Ces données comprennent l'estimation de l'Istat de l'emploi dans l'économie souterraine. L'emploi total compte environ 2 millions de personnes, circa 10 %, de plus dans les comptes nationaux que dans l'enquête de l'emploi. Suivant l'usage des autorités italiennes, le taux de chômage est calculé par rapport aux données de l'enquête de l'emploi.
2. En pourcentage de la population active.
3. Pour l'ensemble de l'économie.
4. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

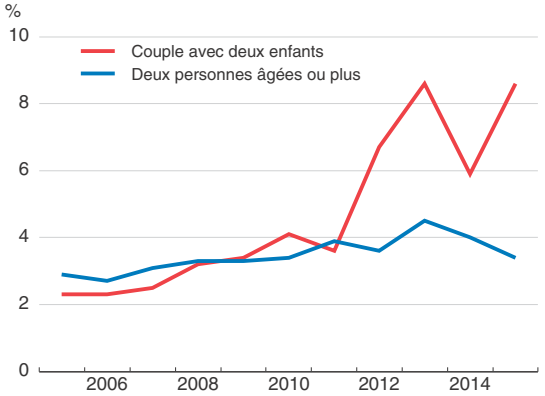
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505410

Les exportations et l'investissement soutiennent la reprise

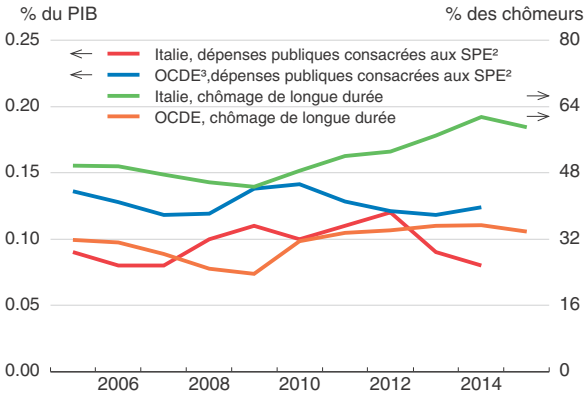
La reprise de l'investissement des entreprises gagne en vigueur, portée par des incitations fiscales généreuses et la persistance de faibles taux d'intérêt. La confiance des entreprises s'est améliorée et la production de l'industrie manufacturière et des services augmente. Même si les flux de créances douteuses et litigieuses ont ralenti, leur encours

Italie

La pauvreté est élevée parmi les familles avec enfants
Taux de pauvreté absolue[1], par type de ménage



Le faible niveau des dépenses consacrées à l'aide à la recherche d'emploi et à la formation entraîne une augmentation du chômage de longue durée



1. La pauvreté absolue est définie par des dépenses de consommation inférieures ou égales à la valeur monétaire d'un panier minimum de biens et de services considérés comme essentiels.
2. Les dépenses publiques consacrées aux services publics de l'emploi (SPE) ont englobent les services de placement et autres services connexes, l'administration des prestations et autres dépenses.
3. Moyenne non pondérée.

Source : Institut national de statistique (ISTAT) ; et Statistiques de l'OCDE sur la population active.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503358

Italie : **Indicateurs financiers**

	2014	2015	2016	2017	2018
Taux d'épargne nette des ménages[1]	3.9	3.1	3.3	2.7	2.4
Solde financier des administrations publiques[2]	-3.0	-2.7	-2.4	-2.1	-1.4
Dette brute des administrations publiques[2]	158.4	159.6	158.1	157.4	156.2
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht[2]	131.7	132.1	132.5	131.8	130.6
Balance des opérations courantes[2]	1.9	1.4	2.6	2.1	2.3
Taux d'intérêt à court terme[3]	0.2	0.0	-0.3	-0.3	-0.3
Taux d'intérêt à long terme[4]	2.9	1.7	1.5	2.3	2.7

1. Épargne nette en pourcentage du revenu disponible. Incluant “famiglie produttrici”.
2. En pourcentage du PIB. Selon les comptes nationaux; il y un écart de 0.1 % par rapport aux chiffres fréquemment cités de la Procédure de déficit excessif.
3. Taux interbancaire à 3 mois.
4. Emprunts phare d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505429

demeure important ce qui, conjugué à la rentabilité en berne du secteur bancaire, limite l’offre de crédit, en particulier aux PME et au secteur de la construction. Ce dernier a regagné en confiance mais son activité n’a pas encore amorcé de reprise et l’investissement résidentiel reste faible. Une croissance plus ferme des marchés extérieurs de l’Italie, notamment l’Allemagne et les États-Unis, et de récents gains de compétitivité ont un effet moteur sur les exportations. Les importations augmentent rapidement elles aussi, en raison de la hausse des investissements et des importations de produits intermédiaires entrant dans la composition des exportations.

Italie : **Demande et production**

	2015	2016	2017	2018	Quatrième trimestre 2016	Quatrième trimestre 2017	Quatrième trimestre 2018
	Prix courants milliards de EUR	Glissement annuel en %, en volume (prix de 2010)					
PIB aux prix du marché	1 644.4	1.0	1.0	0.8	1.0	1.1	0.6
Consommation privée	1 001.2	1.3	0.7	0.4	0.9	0.7	0.2
Consommation publique	311.6	0.6	0.6	0.1	1.0	0.5	0.0
Formation brute de capital fixe	276.3	3.1	3.4	3.2	4.2	2.6	3.6
Demande intérieure totale	1 589.1	1.5	1.2	0.8	1.5	1.0	0.8
Variation des stocks[1]	7.8	-0.4	-0.1	0.0			
Demande intérieure finale	1 596.9	1.1	1.0	0.9	1.0	1.0	0.8
Exportations de biens et services	493.0	2.6	4.1	3.6	3.8	3.3	3.5
Importations de biens et services	445.5	3.1	4.7	3.9	4.3	3.3	4.4
Exportations nettes[1]	47.5	-0.1	0.0	0.0			

Note : Des prévisions trimestrielles détaillées sont disponibles dans l’annexe statistique pour les sept pays principaux, la zone euro et l’ensemble de l’OCDE.

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505448

La hausse de la consommation privée est vigoureuse, en dépit du fléchissement de la croissance de l'emploi – qui tient à la suppression des exonérations de charges sociales – et de la progression modeste des salaires. La confiance des consommateurs reste fragile et les ventes au détail stagnent. L'ampleur des capacités inutilisées maintient l'inflation à un bas niveau. Les indicateurs du secteur manufacturier et des services, récemment publiés, laissent entrevoir une croissance modérée de la production.

La mise en œuvre d'une politique budgétaire prudente et la poursuite des réformes structurelles sont essentielles pour consolider la croissance et réduire la dette

Le gouvernement soit s'atteler à plusieurs tâches : réduire le déficit budgétaire et la dette publique, consolider la reprise et poursuivre les réformes structurelles. L'allègement des charges d'intérêts et un ajustement budgétaire structurel équivalant à 0.2 % du PIB contribueront à ramener le déficit budgétaire des administrations publiques à 2.1 % du PIB en 2017. Pour 2018, les prévisions tablent sur un effort de réduction de 1 % du PIB, passant par un relèvement des taxes sur la consommation combiné à des coupes dans les dépenses, ainsi que l'exigent les règles de l'UE, même si le gouvernement a récemment annoncé son intention de mettre en œuvre un ajustement budgétaire équivalant à 0.3 % du PIB.

La dette publique s'est stabilisée en pourcentage du PIB, mais son niveau élevé demeure un facteur de vulnérabilité. Le gouvernement a affecté une enveloppe de 20 milliards EUR à la recapitalisation du système bancaire qui, si elle devait être utilisée intégralement, alourdirait la dette publique de 1.2 point de PIB. La poursuite des réformes structurelles et le maintien d'une politique budgétaire prudente, consistant à réorienter les dépenses vers les infrastructures, l'innovation et les programmes de lutte contre la pauvreté, sont essentiels pour stimuler une croissance qui profite à tous et réduire progressivement le ratio dette publique au PIB. L'élargissement de la base d'imposition en poursuivant sans relâche la lutte contre la fraude fiscale et en instaurant des impôts sur l'immobilier résidentiel, calculés sur la valeur actualisée des biens, permettrait de collecter davantage de recettes et rendrait l'imposition plus équitable. Un allègement des charges sociales dynamiserait l'emploi, en particulier des bas salaires et de la main-d'œuvre peu qualifiée. Il faudrait que la réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques vise à élargir la base d'imposition en supprimant les dépenses fiscales et en abaissant le taux de l'impôt sur les contribuables à faible revenu d'activité, sans diminuer les recettes fiscales. Ces mesures renforceraient les incitations à travailler et rendrait l'impôt plus progressif et plus juste.

Malgré le poids élevé de son secteur manufacturier, l'Italie est relativement peu intégrée dans les chaînes de valeur mondiales, notamment parce que de nombreuses entreprises sont de petite taille et peu productives. Parallèlement, l'inefficacité des politiques sociales et de formation, qui se traduit par des taux de pauvreté et de chômage élevés, n'a pas permis de partager plus largement les fruits de la mondialisation. Des mesures stimulant l'innovation et la concurrence et facilitant la restructuration des entreprises insolvables permettraient aux entreprises de s'adapter à la mondialisation et de participer davantage aux chaînes de valeur mondiales. Il est primordial de mettre en œuvre, rapidement et intégralement, les nouvelles politiques d'activation du marché du travail, associées à des prestations de chômage universelles, pour aider les salariés ayant perdu leur emploi à se reconvertir et à retrouver du travail. Le développement de l'enseignement et de la formation professionnels post-secondaires, auquel il y a lieu

d'associer étroitement le secteur des entreprises, contribuerait à corriger la forte inadéquation entre les compétences et les emplois.

La reprise économique se poursuivra à un rythme modéré

La croissance du PIB devrait se maintenir à 1 % en 2017 avant de glisser à 0.8 % en 2018, sous l'effet de l'ajustement budgétaire de 1 % déjà prévu par la loi. Le recul des créations nettes d'emplois, conjugué aux incertitudes entourant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, modéreront l'accroissement de la consommation privée. Le regain de dynamisme de la demande mondiale stimulera les exportations. La balance des paiements courants restera excédentaire. L'investissement montera en régime en 2017, les aides généreuses à l'investissement des entreprises continuant de porter leurs fruits. L'investissement public n'augmentera quant à lui que modestement en raison de la situation tendue des finances publiques et des retards persistants dans la sélection et l'exécution des projets.

En 2018, l'ajustement budgétaire moins important que prévu devrait stimuler la croissance. La levée des incertitudes entourant les besoins de recapitalisation des banques et une accélération de la réduction des créances douteuses permettraient d'affermir la confiance et procureraient des possibilités d'accroître l'offre de crédit et de renforcer ainsi l'investissement privé. L'investissement public pourrait également progresser plus vite que prévu. Qui plus est, une forte confiance des consommateurs pourrait entraîner une baisse de l'épargne et un raffermissement de la consommation privée, malgré un taux d'emploi marquant le pas. En revanche, la résurgence de turbulences politiques et financières dans l'UE, ou une normalisation plus rapide de la politique monétaire, pourraient entraîner des charges d'intérêts plus lourdes, qui nécessiteraient de dégager un solde financier primaire davantage excédentaire. Une nouvelle crise des réfugiés pourrait susciter des tensions politiques, sociales et financières susceptibles d'affaiblir la consommation et l'investissement. Enfin, un recul de la croissance des marchés extérieurs ou une montée du protectionnisme seraient préjudiciables à la croissance.

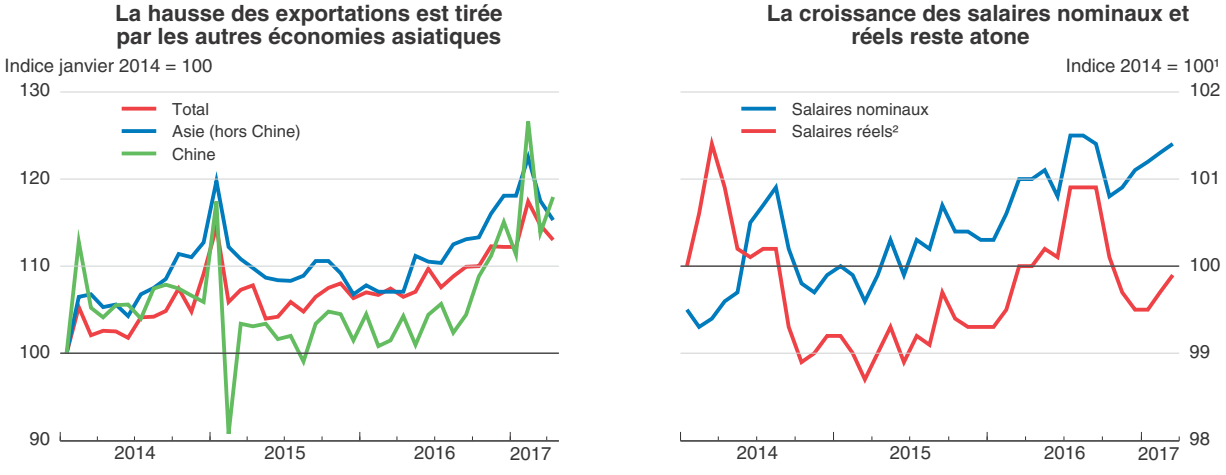
JAPON

La croissance économique devrait se hisser à 1.4 % en 2017, soutenue par le raffermissement des échanges internationaux en Asie et la relance budgétaire. Bien que l'on prévoie l'abandon progressif des mesures de soutien budgétaire en 2018, les pénuries de main-d'œuvre et de capacités et le niveau historiquement élevé des bénéfices des entreprises les encourageront à recruter et à investir, de sorte que la croissance se maintiendra à un niveau proche de 1 %. Sous l'effet de l'assouplissement monétaire en cours, l'inflation globale atteindra 1 % à la fin de 2017.

En 2018, le déficit primaire devrait rester nettement supérieur à l'objectif de 1 % du PIB visé par le gouvernement, de sorte que le ratio dette publique/PIB continuera d'augmenter. Pour préserver la confiance dans les finances publiques du pays, les autorités doivent en priorité définir et mettre en œuvre un programme d'assainissement plus précis, prévoyant un relèvement progressif de la taxe sur la consommation. Pour favoriser une croissance inclusive, il importe de poursuivre les réformes structurelles de manière à accroître la productivité et l'emploi, en particulier des femmes. L'accélération de la croissance est essentielle pour enrayer et inverser la hausse du ratio d'endettement public.

Le Japon est de plus en plus étroitement intégré dans les chaînes de valeur mondiales, en particulier en Asie. Les grandes sociétés sont celles qui bénéficient le plus des gains résultants des échanges internationaux étant donné que les petites et moyennes entreprises (PME) qui exportent sont peu nombreuses, ce qui contribue à expliquer l'ample écart de productivité du travail observé entre grandes et petites entreprises. Bien que le nombre de PME exportatrices augmente peu à peu, des mesures visant à faciliter leur accès aux marchés internationaux favoriseraient une croissance inclusive. La réduction du niveau élevé des aides accordées aux agriculteurs, qui passe

Japon



1. Données corrigées des variations saisonnières (moyenne mobile sur trois mois), fondées sur les établissements comptant 30 salariés ou plus.
2. Déflatés par l'indice des prix à la consommation, à l'exclusion des loyers.

Source : Banque du Japon ; et ministère de la Santé, du Travail et de la Protection sociale.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503377

Japon : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentage de variation

	2014	2015	2016	2017	2018
Emploi	0.7	0.5	1.0	0.4	-0.3
Taux de chômage[1]	3.6	3.4	3.1	2.8	2.7
Rémunération par salarié[2]	0.7	0.4	0.8	1.2	1.6
Coûts unitaires de main-d'œuvre	1.2	0.3	1.3	0.3	0.5
Revenu disponible des ménages	0.3	1.2	1.7	0.9	0.9
Déflateur du PIB	1.7	2.1	0.3	-0.4	1.0
Indice des prix à la consommation[3]	2.8	0.8	-0.1	0.6	1.0
IPC sous-jacent[4]	2.0	1.0	0.4	0.2	1.0
Déflateur de la consommation privée	2.0	0.4	-0.4	0.4	1.0

1. En pourcentage de la population active.
2. Pour l'ensemble de l'économie.
3. Calculés comme la somme des indices trimestriels corrigés des variations saisonnières pour chaque année.
4. Indice global hors alimentation et énergie.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

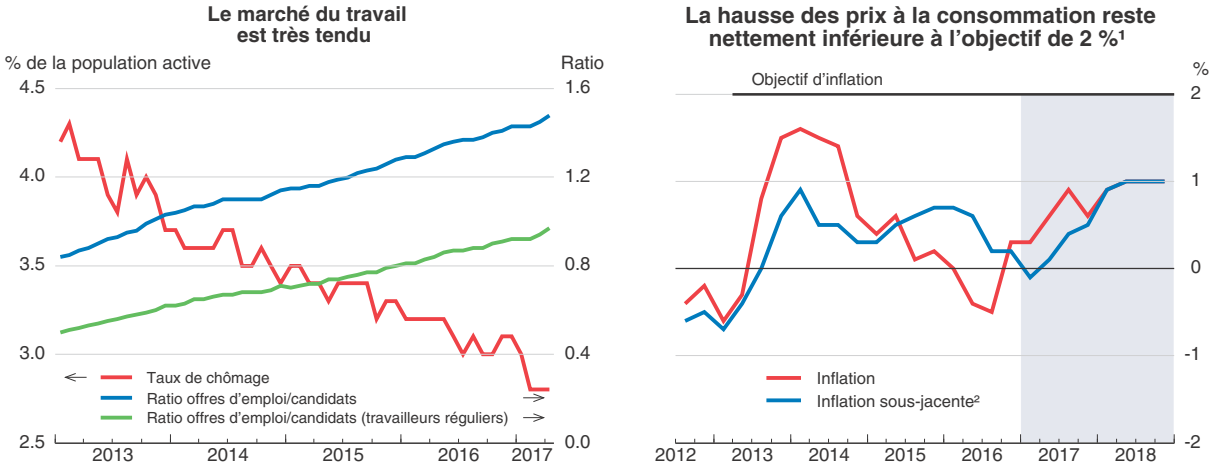
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505220

en partie par l'abaissement des barrières commerciales, concourrait également à approfondir l'intégration du Japon dans l'économie mondiale.

L'affermissement des exportations et la politique budgétaire soutiennent la croissance

Le rebond des échanges internationaux en Asie exerce un effet moteur sur les exportations japonaises depuis la mi-2016. En 2017, la croissance est portée par le

Japon



1. Variation en pourcentage en glissement annuel. Les données ne tiennent pas compte de l'effet du relèvement de la taxe sur la consommation intervenu en avril 2014, dont la Banque du Japon et le Bureau du Cabinet estiment qu'il a fait grimper l'inflation de 2 points de pourcentage au cours de l'exercice 2014.
2. Mesure de l'OCDE, excluant les prix des produits alimentaires et de l'énergie.

Source : Ministère des Affaires internes et des Communications ; ministère de la Santé, du Travail et de la Protection sociale ; Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; calculs de l'OCDE ; et Banque du Japon.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503396

Japon : **Indicateurs financiers**

	2014	2015	2016	2017	2018
Taux d'épargne nette des ménages[1]	-0.4	0.7	2.4	2.0	1.4
Solde financier des administrations publiques[2]	-5.4	-3.5	-4.6	-5.0	-4.4
Dette brute des administrations publiques[2]	214.6	219.3	222.2	225.9	227.9
Dette nette des administrations publiques[2]	115.0	122.5	125.5	129.2	131.1
Balance des opérations courantes[2]	0.8	3.1	3.7	3.7	4.1
Taux d'intérêt à court terme[3]	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0
Taux d'intérêt à long terme[4]	0.6	0.4	0.0	0.0	0.0

1. En pourcentage du revenu disponible.
2. En pourcentage du PIB.
3. Taux interbancaire à 3 mois.
4. Obligations d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505239

dynamisme persistant des exportations et par la mise en œuvre de quatre budgets supplémentaires, adoptés depuis le début de 2016. En outre, l'investissement des entreprises a repris de la vigueur de même que les exportations et la consommation privée, qui avaient stagné vers la fin de 2016, avant de se redresser au premier trimestre de 2017. Cependant, les négociations salariales pour 2017 s'enlisent alors que la situation du marché du travail n'a jamais été aussi tendue depuis plus de 40 ans et que l'inflation augmente. Devenue négative à la mi-2016, l'inflation globale est redevenue positive consécutivement à la montée des prix des produits alimentaires et de l'énergie.

Japon : **Demande et production**

	2015	2016	2017	2018	Quatrième trimestre 2016	Quatrième trimestre 2017	Quatrième trimestre 2018
	Prix courants trillions de YEN	Glissement annuel en %, en volume (prix de 2011)					
PIB aux prix du marché	530.0	1.0	1.4	1.0	1.7	1.3	1.0
Consommation privée	300.1	0.4	0.9	0.6	0.9	0.9	0.4
Consommation publique	105.3	1.5	0.3	0.1	0.6	0.5	0.2
Formation brute de capital fixe	124.2	0.9	2.1	1.5	2.1	2.2	0.9
Secteur public[1]	27.0	-3.0	0.1	-3.0	-3.8	4.2	-6.3
Secteur privé : résidentiel	15.8	5.6	3.8	2.0	7.5	2.1	2.1
Secteur privé : autres	81.3	1.3	2.4	2.7	2.9	1.6	2.8
Demande intérieure finale	529.6	0.7	1.0	0.7	1.1	1.1	0.5
Variation des stocks[2]	2.5	-0.3	-0.2	0.0			
Demande intérieure totale	532.2	0.4	0.9	0.7	0.5	1.2	0.5
Exportations de biens et services	93.6	1.2	6.4	3.4	4.4	4.0	4.1
Importations de biens et services	95.8	-2.3	3.2	1.9	-2.0	3.7	1.5
Exportations nettes[2]	- 2.2	0.6	0.5	0.3			

Note : Des prévisions trimestrielles détaillées sont disponibles dans l'annexe statistique pour les sept pays principaux, la zone euro et l'ensemble de l'OCDE.

1. Y compris les entreprises publiques.
2. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505258

Japon : **Indicateurs extérieurs**

	2014	2015	2016	2017	2018
			Milliards de USD		
Exportations de biens et services	851.9	773.4	798.5	848	887
Importations de biens et services	972.8	791.8	750.4	814	840
Balance commerciale	- 120.8	- 18.4	48.1	34	47
Solde des invisibles	157.6	152.3	135.0	143	157
Balance des opérations courantes	36.8	133.9	183.1	177	204
			Pourcentage de variation		
Exportations de biens et services en volume	9.3	2.9	1.2	6.4	3.4
Importations de biens et services en volume	8.3	0.8	- 2.3	3.2	1.9
Résultats à l'exportation[1]	5.1	0.8	- 1.7	0.9	- 0.6
Termes de l'échange	- 0.5	9.0	5.2	- 5.0	0.0

1. Ratio du volume des exportations sur le marché correspondant pour le total des biens et services.
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505277

Assainir les finances publiques et prendre le chemin d'une croissance inclusive

L'orientation de la politique budgétaire en 2016-17 est expansionniste, les autorités ayant adopté plusieurs trains de mesures budgétaires et décidé de reporter le relèvement de la taxe sur la consommation prévu en avril 2017. Le déficit primaire devrait diminuer en 2018 à mesure que l'effet de l'approbation d'enveloppes budgétaires supplémentaires se dissipera. Malgré tout, le gouvernement table sur un déficit primaire (des administrations centrale et locales) de 2.4 % du PIB pour l'exercice 2018, ce qui est nettement supérieur à l'objectif fixé à 1 %. En conséquence, l'objectif visé de longue date, à savoir obtenir un excédent primaire au cours de l'exercice 2020, paraît très difficile à réaliser, même dans le contexte d'une croissance vigoureuse de la production.

La dette publique brute dépassant 220 % du PIB, soit le plus haut niveau jamais enregistré dans la zone OCDE, il est nécessaire d'engager un programme budgétaire global pour préserver la confiance dans la viabilité des finances publiques japonaises. Un tel programme devrait comprendre des mesures précises et concrètes visant à renforcer les recettes au moyen de relèvements progressifs de la taxe sur la consommation, d'un élargissement de l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés et d'une augmentation des taxes environnementales. Par ailleurs, la hausse des impôts sur les revenus du capital et l'élargissement de l'assiette des droits de succession amélioreraient l'équité intergénérationnelle, qui est l'une des plus faibles des pays de l'OCDE. Ce programme budgétaire devrait également comporter des réformes destinées à endiguer la croissance des dépenses sociales ; il faudrait ainsi raccourcir la durée des hospitalisations, accroître l'utilisation des médicaments génériques, réduire la couverture de l'assurance dépendance pour les personnes ayant des besoins moins aigus, appliquer pleinement aux prestations de retraite le système d'indexation macroéconomique et relever l'âge d'ouverture des droits à pension. Il serait également possible d'assainir les finances publiques des collectivités locales, à en juger par la variation considérable des dépenses publiques par habitant selon les préfectures.

Une réforme du marché du travail est nécessaire pour faire reculer la pauvreté, qui résulte principalement des disparités de salaire prononcées entre travailleurs réguliers et travailleurs non réguliers, ces derniers représentant 38 % des salariés. L'emploi non régulier

est majoritairement féminin et contribue à l'écart salarial marqué entre hommes et femmes, qui, à 27 %, place le Japon au troisième rang des pays de l'OCDE affichant les écarts les plus élevés. Pour en finir avec le dualisme du marché du travail, les autorités doivent adopter une stratégie globale visant, d'une part, à assouplir la protection de l'emploi dont bénéficient les travailleurs réguliers et, d'autre part, à élargir la portée du système d'assurance sociale et des programmes de formation couvrant les travailleurs non réguliers. L'initiative gouvernementale promouvant « une rémunération égale à travail égal » pourrait contribuer à réduire les écarts salariaux et à rendre le recrutement de travailleurs non réguliers moins attrayant pour les entreprises. Par ailleurs, le fait de supprimer les obstacles à l'emploi des femmes, notamment en facilitant l'accès à des services de garde d'enfants abordables et en améliorant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, atténuerait le déclin de la population d'âge actif et favoriserait une croissance inclusive.

La première des priorités est d'atteindre l'objectif d'inflation

Il est également essentiel d'accélérer la croissance du PIB nominal pour assurer la viabilité des finances publiques. En septembre 2016, la Banque du Japon a annoncé la mise en place d'un nouveau cadre d'intervention fondé sur le « contrôle de la courbe des rendements », qui maintient pour l'instant le rendement des obligations d'État à 10 ans proche de zéro. La banque centrale a également pris un « engagement de dépassement de l'objectif d'inflation », suivant lequel elle continuera d'accroître la base monétaire jusqu'à ce que l'indice des prix à la consommation (hors produits alimentaires frais) s'établisse de manière stable au-dessus de l'objectif de 2 %. Cet engagement devrait contribuer à rehausser les anticipations d'inflation, qui sont actuellement nettement en deçà de l'objectif. La Banque du Japon devrait poursuivre sa politique monétaire actuelle très accommodante jusqu'à ce que l'objectif d'inflation soit durablement atteint.

La dynamique de croissance se poursuivra jusqu'à la fin de 2018

La croissance annuelle du PIB devrait atteindre 1.4 % en 2017, puis refluer à 1.0 % en 2018 à mesure que les effets de la relance budgétaire s'estomperont et que l'investissement public renouera avec sa tendance à la baisse, malgré les travaux de construction liés aux Jeux olympiques de 2020. Bien qu'il faille s'attendre à un ralentissement de la croissance du revenu disponible réel, l'inversion de la hausse du taux d'épargne des ménages, conjuguée au raffermissement de la confiance des consommateurs, devrait soutenir la consommation privée. La croissance des exportations devrait rester robuste, compte tenu du rebond des échanges internationaux, ce qui soutiendra l'investissement dans le secteur des entreprises, dont les bénéfices ont atteint des niveaux record.

Les principaux risques de divergence à la baisse par rapport aux prévisions résident dans une exacerbation des tensions géopolitiques en Asie du Nord-Est et du protectionnisme. Sur le plan intérieur, le niveau exceptionnellement élevé de la dette publique japonaise représente un risque majeur. À moins qu'il ne mette en œuvre une stratégie plus précise et plus concrète pour stabiliser son ratio d'endettement, le Japon pourrait être confronté à une perte de confiance dans la viabilité de ses finances publiques qui pourrait, par contrecoup, déstabiliser le secteur financier et la sphère réelle de l'économie, et avoir de vastes retombées sur l'économie mondiale. Les risques de divergence à la hausse par rapport aux prévisions tiennent à la possibilité que la croissance des échanges mondiaux soit plus rapide que prévu, ce qui doperait les exportations et l'investissement des entreprises, et à l'éventualité d'une progression plus marquée des salaires dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre de plus en plus aigüe.

LETTONIE

La croissance économique devrait se redresser en 2017. Le renforcement de la croissance dans la zone euro et en Russie stimulera les exportations, ce qui, conjugué aux versements de fonds de l'Union européenne (UE), tirera l'investissement vers le haut. La consommation des ménages sera vigoureuse grâce à la forte croissance des salaires. Toutefois, le chômage restera élevé, compte tenu de l'inadéquation sur le plan régional et en termes de compétences entre offres et demandes d'emplois. Le renchérissement de l'énergie provoquera une légère hausse de l'inflation et réduira l'excédent des paiements courants.

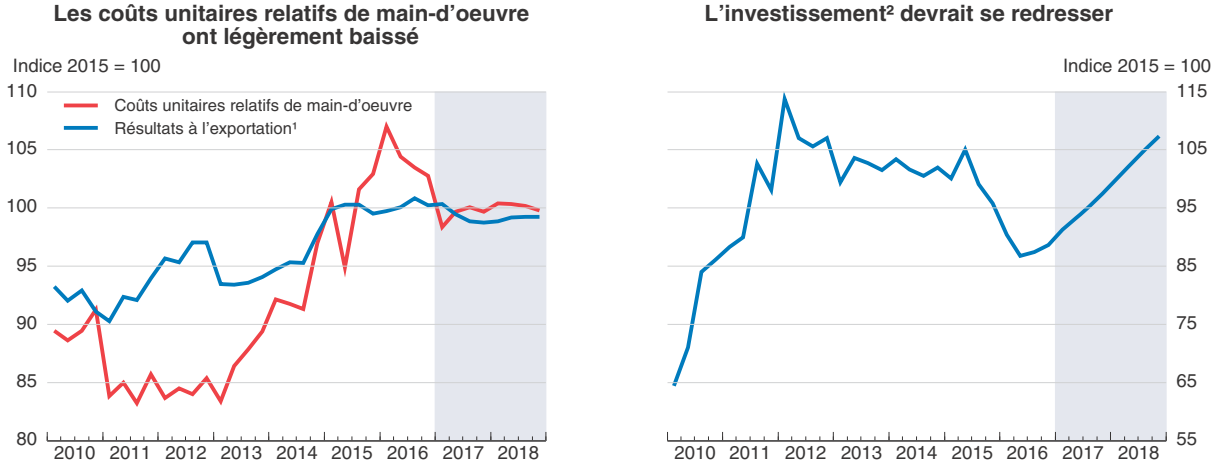
L'orientation de la politique budgétaire est expansionniste, ce qui tient en partie à un accroissement des dépenses de santé. Il serait possible de rendre la croissance plus inclusive en réduisant le reste à charge des ménages pauvres en matière de services de santé et en allégeant l'imposition des faibles revenus d'activité. Élargir l'accès des jeunes issus de ménages modestes à l'enseignement professionnel et supérieur permettrait d'améliorer leurs perspectives sur le plan économique.

La participation de la Lettonie aux chaînes de valeur mondiales est limitée. Un renforcement de la coopération entre les petites et moyennes entreprises (PME) et les établissements de recherche stimulerait l'innovation et améliorerait la compétitivité des entreprises lettones au sein des chaînes de valeur mondiales. Offrir davantage de possibilités de formation aux chômeurs, tout en améliorant les aides au revenu dont ils bénéficient, contribuerait à ce que les fruits de la mondialisation soient largement partagés.

La croissance économique s'est redressée

L'activité économique se raffermit. L'investissement a rebondi après avoir chuté temporairement à la mi-2016 en raison de retards de versement des fonds de l'UE. La

Lettonie



1. On mesure les résultats à l'exportation par le rapport entre les exportations en volume d'un pays et ses marchés d'exportation.
2. Formation brute de capital fixe en volume.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503434

Lettonie : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	22.8	2.1	2.7	2.0	3.5	3.5
Consommation privée	14.0	1.3	3.5	3.4	3.3	3.3
Consommation publique	4.0	2.1	3.1	2.7	3.2	2.5
Formation brute de capital fixe	5.3	0.1	-1.8	-11.7	6.9	10.0
Demande intérieure finale	23.4	1.1	2.2	0.1	4.0	4.5
Variation des stocks[1]	0.2	-1.1	0.2	2.9	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	23.5	0.1	2.4	3.0	3.7	4.4
Exportations de biens et services	13.7	3.9	2.6	2.8	3.5	3.7
Importations de biens et services	14.5	0.5	2.1	4.6	3.9	5.2
Exportations nettes[1]	- 0.7	2.0	0.3	-1.1	-0.2	-0.9
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	1.6	0.4	0.7	1.9	1.6
Prix à la consommation harmonisé (indice)	_	0.7	0.3	0.2	2.8	2.3
Déflateur de la consommation privée	_	1.7	-0.6	0.9	1.9	1.4
Taux de chômage	_	10.8	9.9	9.7	9.2	8.9
Solde des administrations publiques[2]	_	-1.6	-1.3	0.0	-0.8	-0.4
Dette brute des administrations publiques[2]	_	47.1	42.0	45.8	45.7	45.2
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht[2]	_	40.9	36.5	40.1	40.0	39.5
Balance des opérations courantes[2]	_	-2.0	-0.8	1.5	1.2	0.2

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du PIB.
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933506341

consommation des ménages est solide, grâce à la forte croissance des salaires. Ceux-ci ont augmenté plus rapidement que la productivité, mais les coûts unitaires de main-d'œuvre de la Lettonie n'en ont pas moins baissé par rapport à ceux de ses principaux partenaires commerciaux, sachant que l'euro s'est déprécié et que le rouble s'est apprécié. Les exportations progressent, notamment à destination de la Russie. Le taux de chômage recule mais demeure élevé. Malgré la politique monétaire expansionniste menée à l'échelle de la zone euro, l'expansion du crédit ne redémarre que lentement. Le faible taux de recouvrement des prêts en cas de faillite freine le crédit aux entreprises ayant des antécédents d'emprunt limités. L'inflation augmente sur fond de hausse des prix de l'énergie, qui se traduit également par une diminution de l'excédent des paiements courants.

La politique budgétaire devrait garantir une croissance inclusive

L'orientation de la politique budgétaire est expansionniste, ce qui tient en partie à un accroissement des dépenses de santé représentant 0.3 point de PIB. L'investissement public progressera aussi parallèlement au versement de nouveaux fonds de l'UE. Les autorités ont augmenté l'abattement à la base de l'impôt sur le revenu pour les ménages modestes en 2017. Elles envisagent aussi d'abaisser le taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de relever celui de l'impôt sur les sociétés, tout en exonérant

totalement d'impôt les bénéfices non distribués. Ces réformes réduiront probablement les recettes fiscales, du moins à court terme. La situation budgétaire est cependant saine et un accroissement des dépenses dans des domaines prioritaires serait bienvenu. La période d'ouverture des droits à prestations de chômage est courte, et seule une faible proportion de chômeurs suit des programmes de formation. Les ménages pauvres renoncent à des traitements médicaux en raison de l'importance du reste à charge qu'ils doivent assumer, et certains programmes de soins de santé financés sur fonds publics seront réduits vers la fin de l'année. Le manque d'aides au revenu soumises à conditions de ressources empêche les étudiants issus de milieux défavorisés d'accéder à l'enseignement supérieur.

Des réformes structurelles efficaces sont nécessaires pour faciliter l'intégration des entreprises lettones dans les chaînes de valeur mondiales et jeter les bases d'une croissance plus forte de la productivité. Les pouvoirs publics ont réduit les délais et les coûts liés à la création de nouvelles entreprises. Ils ont aussi renforcé l'obligation pour les administrateurs judiciaires d'entreprises insolvables de rendre des comptes, ce qui devrait permettre de rehausser le taux de recouvrement des prêts et, partant, d'améliorer l'accès des entrepreneurs au crédit. Des mesures destinées à favoriser la coopération en matière d'innovation entre les entreprises et les établissements de recherche ont été adoptées.

Le redressement des marchés d'exportation devrait soutenir la croissance

La croissance économique devrait se raffermir en 2017 et en 2018, l'augmentation de la demande en Russie et dans les pays de la zone euro, conjuguée à des gains de compétitivité, dopant les exportations et l'investissement des entreprises. L'accélération des versements de fonds de l'UE renforcera aussi l'investissement. La consommation privée devrait rester dynamique grâce à une forte croissance des salaires, alimentée par les pénuries de main d'œuvre qualifiée et l'émigration. Le chômage restera élevé, du fait de l'inadéquation sur le plan régional et en termes de compétences entre offres et demandes d'emplois. Le renchérissement de l'énergie se traduira peu à peu par une hausse des prix des biens et services. L'excédent des paiements courants diminuera quelque peu en raison de la hausse des prix des produits de base et de la croissance soutenue des importations.

Une accentuation des risques géopolitiques liés à la Russie et des incertitudes politiques dans les pays de la zone euro pèserait sur les exportations et l'investissement des entreprises. Une montée de l'incertitude sur le plan économique pourrait se traduire par un accroissement de l'épargne de précaution des ménages, ce qui réduirait la consommation. En revanche, une croissance économique plus rapide qu'on ne l'anticipe dans la zone euro et en Russie déboucherait sur des exportations plus importantes que prévu. Par ailleurs, les réformes structurelles antérieures qui ont amélioré l'environnement des entreprises pourraient se traduire par une croissance de l'investissement plus rapide que prévu.

LITUANIE

La croissance économique devrait se raffermir parallèlement à la montée en régime de l'investissement lié aux fonds de l'Union européenne (UE) et de la demande extérieure. La croissance de l'emploi est limitée par la contraction de la population active et les pénuries de compétences. Une envolée temporaire des prix de l'énergie et l'augmentation des salaires nominaux vont tirer l'inflation vers le haut.

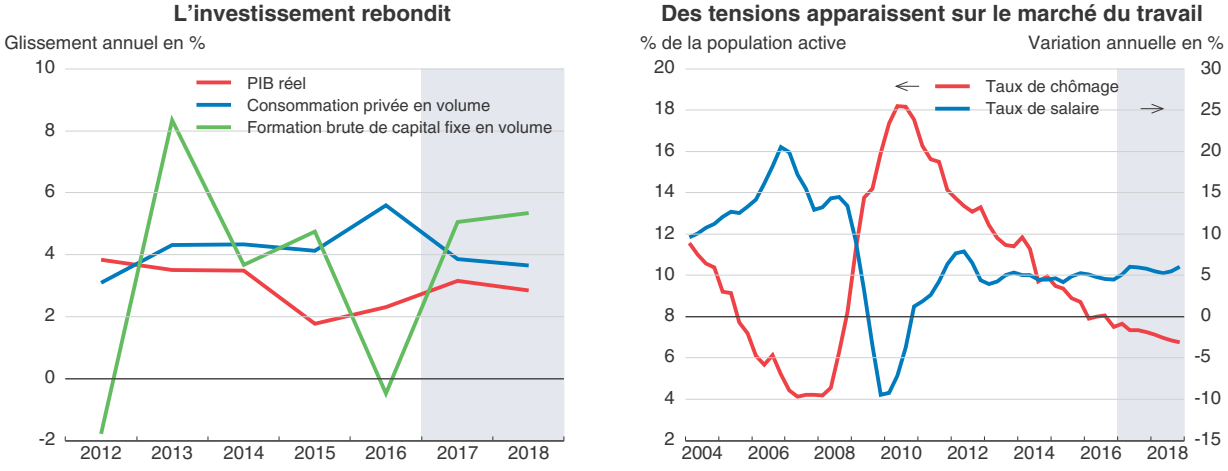
L'orientation de la politique budgétaire devrait être globalement neutre au cours de la période 2017-18. Les mesures structurelles figurant dans le budget sont bienvenues. Des réformes complémentaires s'imposent pour réduire les inégalités et la pauvreté, qui sont marquées, ainsi que pour faire face au vieillissement rapide de la population. Il faut notamment prendre des initiatives pour accroître l'efficacité des programmes d'activation, améliorer les résultats et l'équité de l'enseignement, et renforcer les incitations au travail.

Le potentiel de croissance serait renforcé par une intégration plus poussée dans les chaînes de valeur mondiales *via* des réformes de l'environnement des entreprises, consistant notamment à simplifier les formalités administratives, à moderniser les infrastructures, et à améliorer l'efficacité des aides à la recherche-développement (R-D) des entreprises. Il est indispensable de développer la formation tout au long de la vie pour récolter les fruits de la mondialisation et aider les travailleurs ayant perdu leur emploi à en trouver de nouveaux qui soient de qualité.

La croissance se redresse

L'activité économique s'est accélérée, compte tenu du renforcement de l'investissement parallèlement au rebond des versements de fonds de l'UE dans le cadre de la nouvelle période de programmation des Fonds structurels. Le dynamisme de l'activité de transport a donné un coup de fouet aux exportations de services. La baisse du chômage a provoqué une augmentation des salaires, tandis que la réduction des impôts sur le revenu

Lituanie



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503453

Lituanie : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	35.0	3.5	1.8	2.3	3.1	2.9
Consommation privée	21.9	4.3	4.1	5.6	3.9	3.6
Consommation publique	5.9	0.3	0.9	1.6	1.7	1.4
Formation brute de capital fixe	6.5	3.7	4.7	-0.5	5.1	5.3
Demande intérieure finale	34.3	3.5	3.7	3.7	3.7	3.6
Variation des stocks[1]	0.3	-0.1	0.4	0.0	0.0	0.0
Demande intérieure totale	34.6	3.4	7.0	2.6	3.9	3.6
Exportations de biens et services	29.4	3.5	-0.4	3.5	3.7	3.9
Importations de biens et services	29.0	3.3	6.2	3.9	4.7	4.9
Exportations nettes[1]	0.4	0.2	-5.2	-0.4	-0.8	-0.8
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	1.0	0.2	1.2	3.2	2.7
Prix à la consommation harmonisé (indice)	_	0.2	-0.7	0.7	3.3	2.7
Déflateur de la consommation privée	_	0.1	-0.9	1.0	3.2	2.7
Taux de chômage	_	10.7	9.1	7.9	7.4	6.9
Solde des administrations publiques[2]	_	-0.7	-0.2	0.3	-0.3	0.3
Dette brute des administrations publiques[2]	_	52.5	53.9	52.8	54.9	50.2
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht[2]	_	40.5	42.7	40.2	42.4	37.6
Balance des opérations courantes[2]	_	3.6	-2.3	-0.9	-1.7	-2.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du PIB.
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933506379

a entraîné une progression du revenu disponible, ce qui a soutenu la consommation privée. Le renchérissement de l'énergie et des produits alimentaires ainsi que l'augmentation de certains droits d'accise (notamment sur le tabac et les boissons alcoolisées) ont temporairement accentué la hausse des prix.

De nouvelles réformes s'imposent pour améliorer la productivité et la cohésion sociale

La politique monétaire demeure très accommodante dans la zone euro, et le crédit au secteur privé se redresse. Le budget 2017 comporte des mesures discrétionnaires, notamment un relèvement du seuil de non-imposition des revenus des personnes physiques. Les réformes structurelles liées au budget résident notamment dans un assouplissement des relations du travail, un renforcement de la générosité des prestations de chômage et d'assurance sociale, et un élargissement du champ d'application des politiques actives du marché du travail. Malgré le fait que le solde budgétaire des administrations publiques devrait devenir déficitaire en 2017, essentiellement en raison du coût des réformes structurelles, la politique budgétaire devrait conserver une orientation globalement neutre au cours de la période 2017-18.

Pour favoriser une croissance inclusive, il faut mettre en œuvre des réformes complémentaires destinées à rehausser le taux de préscolarisation et à améliorer la qualité de l'enseignement. La réduction de la pauvreté passe par un renforcement des incitations

financières au travail, qui implique d'abaisser les taux marginaux effectifs d'imposition, qui sont élevés, et d'améliorer le suivi et l'évaluation des programmes actifs du marché du travail, afin de veiller à ce qu'ils renforcent l'employabilité des catégories les plus vulnérables. Il est possible d'assurer leur financement en améliorant la discipline fiscale et l'efficience des dépenses, notamment dans l'éducation.

Une intégration plus poussée dans les chaînes de valeur mondiales doperait la croissance. Pour y parvenir, il faut améliorer l'environnement des entreprises, notamment en simplifiant les procédures de faillite et en allégeant encore les formalités administratives afin de soutenir l'investissement. Il est en outre tout à fait possible d'améliorer les infrastructures publiques, notamment en modernisant les réseaux ferroviaire et routier. Stimuler l'innovation en améliorant l'efficacité des aides à la recherche-développement (R-D) des entreprises et en encourageant la collaboration en matière de recherche contribuerait à favoriser l'émergence d'entreprises compétitives à l'échelle internationale. Améliorer les compétences des actifs, en développant la formation tout au long de la vie et en renforçant les aides à la recherche d'emploi destinées aux travailleurs ayant perdu le leur, faciliterait un redéploiement de la main-d'œuvre, ce qui aiderait la Lituanie à relever les défis de la mondialisation.

L'économie connaîtra une forte expansion

La croissance du PIB réel devrait s'établir aux alentours de 3 % en 2017-18, sous l'effet d'une nouvelle progression des exportations parallèlement à un raffermissement de l'activité sur les principaux marchés et d'une forte croissance de l'investissement, étayée par des conditions financières favorables et une augmentation des versements de fonds de l'UE. La progression des salaires stimulera la consommation privée. Toutefois, une contraction de la population active freinera la croissance de la consommation. Les effets de la hausse des cours des produits de base s'estomperont durant la période considérée, mais le resserrement du marché du travail restera une source de tensions inflationnistes.

L'expansion économique de la Lituanie dépendra du dynamisme de la zone euro. Une exacerbation des tensions géopolitiques pourrait nuire aux exportations et à l'investissement. Sur le plan intérieur, les contraintes affectant l'offre de main-d'œuvre pourraient limiter la croissance de l'emploi davantage que prévu. En revanche, une reprise plus marquée dans la zone euro pourrait se traduire par une croissance de la production plus rapide que prévu en Lituanie. La mise en œuvre de réformes structurelles, notamment l'adoption du nouveau code du travail et de mesures visant à renforcer l'investissement, pourrait déboucher sur une accélération de la croissance de la productivité.

LUXEMBOURG

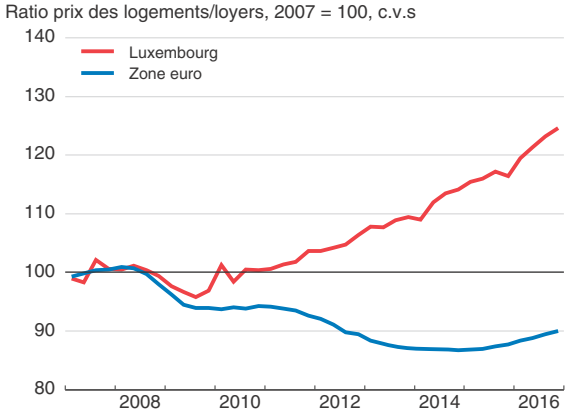
La croissance économique devrait rester forte et dépasser 4 % en 2017 et 2018 en raison de la vigueur de la demande intérieure et du renforcement de l'activité dans le secteur financier luxembourgeois qui stimulera les exportations. L'inflation est tirée vers le haut sous l'effet de l'augmentation des prix des produits de base et de la progression des salaires, liée à leur indexation automatique. Le taux de chômage diminue mais, à 6 %, reste élevé.

La fermeté de l'expansion économique a créé des marges de manœuvre budgétaires que les autorités s'emploient à exploiter pour réformer et réduire l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Ce dernier est devenu plus progressif et de nouveaux crédits d'impôt ont été accordés aux parents isolés et aux travailleurs faiblement rémunérés, ce qui leur permet de travailler plus facilement tout en ayant de jeunes enfants à charge. Les conditions monétaires et financières sont favorables, même si la faiblesse persistante des taux d'intérêt a peut-être contribué aux fortes hausses des prix des logements observées ces dernières années. Les autorités de surveillance devraient suivre de près l'évolution de la situation et prendre des mesures macroprudentielles complémentaires en plafonnant par exemple les quotités de financement (ratios prêt/valeur du bien ou crédit/revenu) afin d'atténuer les risques.

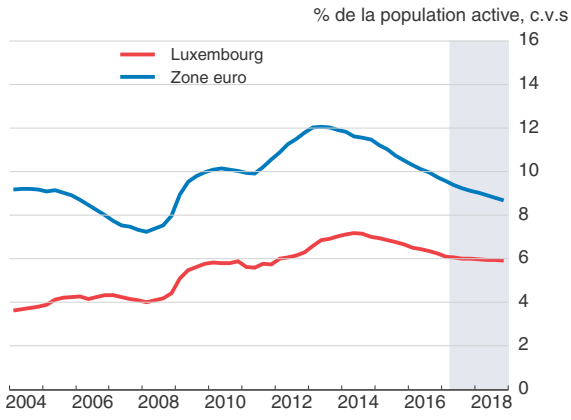
Pour réduire la dépendance du Luxembourg vis-à-vis du secteur financier et relever les défis de la mondialisation, le gouvernement a adopté une nouvelle stratégie à long terme axée sur les technologies numériques et les énergies renouvelables. Cette stratégie est bienvenue et doit être complétée par des mesures destinées à renforcer l'offre de travailleurs qualifiés, telles que des améliorations apportées au système d'enseignement, en particulier à la formation tout au long de la vie. Une réorientation des politiques du marché du travail vers les programmes de formation des chômeurs de préférence au soutien à la création d'emplois aiderait les travailleurs ayant perdu leur poste à cause de mutations économiques à trouver un nouvel emploi de qualité.

Luxembourg

L'augmentation des prix des logements laisse entrevoir une surévaluation de l'immobilier résidentiel



Le taux de chômage diminue lentement



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; et Base de données de l'OCDE sur les prix des logements.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503472

Luxembourg : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	46.5	5.6	4.0	4.2	4.5	4.2
Consommation privée	14.8	2.9	3.3	1.0	3.2	3.2
Consommation publique	8.0	2.0	2.4	3.2	1.8	2.7
Formation brute de capital fixe	8.9	5.7	-0.9	0.2	9.2	4.3
Demande intérieure finale	31.7	3.4	1.8	1.3	4.6	3.4
Variation des stocks[1]	- 0.7	0.4	0.8	-0.2	0.0	0.0
Demande intérieure totale	30.9	7.2	3.4	0.8	4.5	3.6
Exportations de biens et services	89.8	11.4	11.2	4.3	5.0	4.6
Importations de biens et services	74.3	12.4	12.1	4.0	5.2	4.5
Exportations nettes[1]	15.6	2.2	2.2	2.1	1.5	2.0
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	1.6	0.7	-0.6	1.6	2.0
Prix à la consommation harmonisé (indice)	_	0.7	0.1	0.0	2.4	1.6
Déflateur de la consommation privée	_	0.6	-0.9	0.1	1.6	1.7
Taux de chômage	_	7.1	6.8	6.4	6.0	5.9
Solde des administrations publiques[2]	_	1.4	1.4	1.6	0.7	0.6
Dette brute des administrations publiques[2]	_	31.6	30.8	27.6	29.9	32.1
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht[2]	_	22.4	21.6	20.0	22.3	24.5
Balance des opérations courantes[2]	_	5.0	5.1	4.7	4.7	4.8

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505961

La croissance économique est alimentée par la demande intérieure

L'activité économique reste vigoureuse grâce au dynamisme de la consommation des ménages, favorisé par la réforme fiscale de janvier et l'ajustement des salaires découlant de leur indexation. Le secteur financier, en particulier les organismes de placement collectif, bénéficient de l'évolution favorable des prix des actifs et des politiques monétaires accommodantes. La situation du Luxembourg vis-à-vis du reste du monde est également favorable, puisqu'il affiche un excédent persistant des paiements courants et une position extérieure nette créditrice. Le solde budgétaire des administrations publiques est excédentaire, leur dette brute est modeste, puisqu'elle ne représente que 20 % du PIB, et leur dette nette est négative, compte tenu des importants actifs détenus par l'administration de sécurité sociale.

Des réformes structurelles sont nécessaires pour améliorer le fonctionnement des marchés du travail et du logement

Les taux de l'impôt sur les sociétés seront abaissés en 2017 et 2018 dans le cadre d'une réforme fiscale étalée sur plusieurs années et destinée à rendre le système fiscal plus progressif et à exploiter l'élargissement de la base d'imposition résultant des initiatives de transparence fiscale lancées au niveau international, notamment à l'échelle européenne. Cette réforme favorisera l'investissement des entreprises puisqu'elles bénéficieront de

crédits d'impôt plus importants au titre de leurs dépenses dans l'Espace économique européen (EEE). En conséquence, l'excédent budgétaire des administrations publiques devrait se contracter en 2017 comme en 2018.

L'impôt sur le revenu des personnes physiques est également devenu plus progressif, le taux appliqué à la tranche supérieure de revenu imposable ayant été porté de 40 % à 42 % et de nouveaux crédits d'impôt ayant été accordés aux parents isolés et aux autres personnes ayant de faibles revenus d'activité pour tenir compte des coûts de l'éducation et de la garde des enfants. Cette réforme vient à point nommé étant donné qu'elle pourrait améliorer la cohésion sociale et l'inclusivité du marché du travail. Un autre objectif louable de cette réforme fiscale est de faciliter l'accès des femmes à l'emploi en offrant la possibilité pour les personnes mariées ou partenaires ayant toutes deux une activité rémunérée d'opter pour une imposition séparée de leurs revenus. Il en résulte une réduction du taux marginal d'imposition appliqué au deuxième apporteur de revenu de sorte que les conjoints sont placés sur un pied d'égalité en termes d'incitations à travailler. Des mesures de nature à apaiser le marché de l'immobilier d'habitation, telles qu'un alourdissement de la fiscalité du logement, aujourd'hui faiblement imposé, sont également de mise. Par ailleurs, les plafonds de déductibilité fiscale des intérêts d'emprunt hypothécaire ont été revus à la hausse alors qu'il aurait été judicieux de les abaisser.

Les incitations au travail créées par la réforme fiscale doivent s'accompagner de nouvelles modifications des politiques structurelles. Des politiques actives du marché du travail offrant un soutien individualisé et axées sur la formation, et non sur la création d'emplois temporaires, sont primordiales pour faire reculer le chômage de longue durée et favoriser une croissance inclusive. La hausse des prix des logements dans la ville de Luxembourg tient sans doute aux goulets d'étranglement observés au niveau de l'offre auxquels il conviendrait de remédier en réformant les règles d'aménagement de l'espace, en instaurant des permis de construire limités dans le temps et en améliorant l'offre de logements sociaux.

La croissance devrait rester forte

Le taux de croissance devrait rester supérieur à 4 % tant en 2017 qu'en 2018. La consommation et l'investissement privés seront stimulés par l'abaissement des taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés dès 2017. L'activité sera également soutenue par des conditions monétaires favorables dans la zone euro et par la vigueur des exportations de services financiers. La revalorisation des salaires survenue en janvier 2017 du fait de leur indexation va faire augmenter à la fois l'inflation et les revenus disponibles.

Les échanges extérieurs, dont le Luxembourg est tributaire, pâtiraient d'un renforcement du protectionnisme à l'échelle mondiale. L'importance des relations financières transnationales entre les banques établies au Luxembourg, leur maison-mère ou d'autres établissements bancaires se trouvant éventuellement en dehors du cadre de réglementation et de surveillance de l'Union européenne (UE), et des organismes de placement collectifs pourraient déboucher sur la transmission de chocs externes à l'économie luxembourgeoise. À l'inverse, le Brexit pourrait rendre le Luxembourg encore plus attractif en tant que centre financier établi de longue date. L'instauration de règles du jeu plus équitables en matière d'imposition des sociétés à l'échelle mondiale pourrait être bénéfique pour le Luxembourg car elle donnerait un relief supplémentaire à ses avantages concurrentiels tels que sa stabilité politique et sa main-d'œuvre hautement qualifiée.

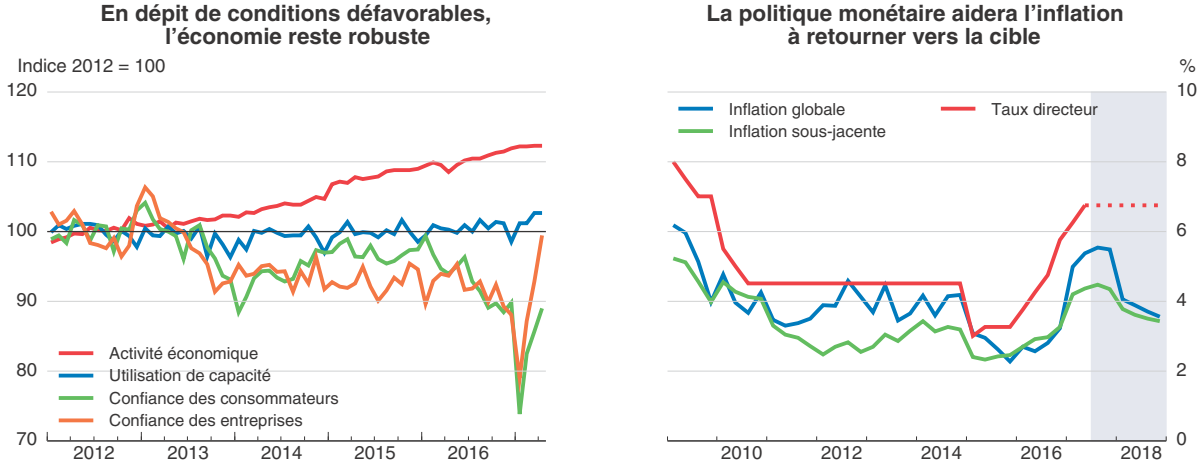
MEXIQUE

Après avoir ralenti à la fin de 2016, le rythme de l'activité économique devrait s'accélérer quelque peu, ce qui s'explique surtout par une plus grande vigueur des exportations. Le regain de confiance des entreprises favorisera la reprise de l'investissement. Les dépenses de consommation, qui ont joué le rôle de moteur de la croissance ces deux dernières années, vont progresser plus lentement, la montée de l'inflation érodant le pouvoir d'achat des consommateurs et les conditions de crédit devenant plus restrictives.

À 6.5 %, le taux directeur se situe à son plus haut niveau en huit ans et devrait s'y maintenir pour limiter la poussée transitoire des tensions inflationnistes. À terme, les autorités monétaires devront continuer d'examiner tous les déterminants de l'inflation et ses anticipations, notamment les répercussions de la dépréciation du taux de change et de l'ajustement des prix de l'essence sur les autres prix, ainsi que l'orientation relative de leur politique monétaire par rapport à celle des États-Unis et l'écart de production. Pour freiner l'accroissement rapide de la dette publique, l'assainissement des finances publiques devrait se poursuivre.

L'économie mexicaine a bénéficié de l'ouverture de ses frontières, des entrées d'investissement direct étranger et de son intégration dans les chaînes de valeur mondiales. Les derniers obstacles à l'investissement étranger et aux échanges de services devraient être levés pour progresser le long des chaînes de valeur mondiales, diversifier davantage les exportations et renforcer les liens géographiques. Toutefois, certaines régions et catégories de travailleurs ont moins profité que d'autres de l'ouverture des frontières. L'amélioration des résultats scolaires et la lutte contre l'économie informelle permettraient de répartir plus largement les fruits de la mondialisation.

Mexique



1. La fourchette d'inflation de la Banque centrale du Mexique est 3±1%.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; et Banque centrale du Mexique.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503491

Mexique : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de MXN	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2008)				
PIB aux prix du marché	16 112.9	2.3	2.7	2.0	1.9	2.0
Consommation privée	11 045.4	1.8	2.2	2.5	2.2	1.9
Consommation publique	1 962.5	2.1	2.3	1.1	0.8	0.0
Formation brute de capital fixe	3 401.2	2.9	4.3	0.4	0.5	1.2
Demande intérieure finale	16 409.1	2.0	2.7	1.9	1.7	1.5
Variation des stocks[1]	- 150.9	0.0	-0.2	-0.1	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	16 258.2	2.1	2.4	1.8	1.6	1.6
Exportations de biens et services	5 118.6	6.9	10.4	1.2	3.2	2.7
Importations de biens et services	5 263.9	5.9	8.7	0.4	1.2	1.7
Exportations nettes[1]	- 145.3	0.3	0.5	0.3	0.7	0.4
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	4.7	3.1	4.8	6.2	4.4
Indice des prix à la consommation	_	4.0	2.7	2.8	5.3	3.8
Déflateur de la consommation privée	_	4.2	4.0	4.4	6.3	4.3
Taux de chômage[2]	_	4.8	4.3	3.9	4.2	4.3
Besoin de financement du secteur public[3,4]	_	-4.6	-4.0	-2.9	-1.4	-2.5
Balance des opérations courantes[4]	_	-2.0	-2.9	-2.6	-2.7	-2.6

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. Données établies sur la base de l'enquête nationale sur l'emploi.
3. Administration centrale et entreprises publiques. En 2016 et 2017, le besoin de financement du secteur public inclut l'excédent brut d'exploitation de la banque centrale.
4. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505980

L'économie mexicaine a continué à bien résister

Dynamisée par la vigueur du marché du travail, l'expansion du crédit et l'envolée des transferts de fonds des travailleurs expatriés, la consommation privée a stimulé la croissance. L'investissement privé a également contribué à la croissance et a compensé le net recul de l'investissement public. L'inflation s'est inscrite temporairement en hausse à cause de la dépréciation du peso et de la libéralisation des prix de l'essence, ce qui a conduit la banque centrale à durcir sa politique monétaire pour éviter le désancrage des anticipations d'inflation.

La politique macroéconomique vise à garantir la stabilité

Les autorités sont déterminées à mettre en œuvre leur programme pluriannuel d'assainissement des finances publiques, établi en 2013, qui vise à réduire le déficit budgétaire (mesuré par le besoin de financement du secteur public) de 2 points de PIB en 4 ans. Le besoin de financement du secteur public devrait reculer à 1.4 % du PIB en 2017 et un excédent primaire devrait être atteint pour la première fois depuis 2008. Toutefois, le système de prélèvements et de prestations pourrait être nettement plus redistributif. Des mesures destinées à endiguer la fraude fiscale et l'évasion fiscale permettraient de collecter des recettes supplémentaires qui pourraient servir à accroître encore les dépenses sociales et à éradiquer l'extrême pauvreté. Le développement des structures

d'accueil et d'éducation de jeunes enfants, et de leur qualité, encouragerait l'activité féminine, réduirait les inégalités de revenu et atténuerait à terme les déficits de qualifications.

Les autorités ont durci leur politique monétaire à titre préventif pour éviter les effets indirects de la dépréciation du peso et de l'ajustement des prix de l'essence au début de 2017, dans le but de maintenir l'ancrage des anticipations d'inflation et de provoquer un retour de l'inflation vers la fourchette visée de 3±1 %. Le taux directeur a été relevé de 250 points de base en 2016, et à nouveau de 75 points de base supplémentaires depuis le début de 2017.

Les risques extérieurs restent importants et détermineront la croissance

La croissance devrait rester aux alentours de 2 % en 2017-18. Les projets d'investissement, qui ont été suspendus en raison du climat récent d'incertitudes et de turbulences grandissantes, devraient reprendre, avec une confiance qui se rétablit progressivement tandis que la vitalité de l'industrie manufacturière et la faiblesse du peso stimulent les exportations. Toutefois, la remontée de l'inflation et le durcissement des conditions de crédit freineront les dépenses de consommation.

Les risques pesant sur ces perspectives ne sont pas négligeables. L'économie mexicaine est très ouverte et profondément intégrée aux chaînes d'approvisionnement régionales. Pour l'heure, la production industrielle, l'investissement et les exportations ont bien réagi à la possibilité d'une renégociation de l'ALENA ou de toute autre mesure protectionniste. Toutefois, toute annonce politique négative en la matière pourrait torpiller l'investissement, la production manufacturière et les exportations. La baisse de recettes qui résulterait d'une croissance plus fragile pourrait mettre en péril le programme d'assainissement des finances publiques et imposer de nouvelles réductions de dépenses publiques, ce qui pèserait un peu plus sur la croissance. En revanche, la mise en œuvre de l'intégralité des réformes structurelles prévues, en particulier pour accroître l'efficience du système judiciaire, lutter contre la corruption et améliorer la qualité du système éducatif, consoliderait la croissance de la productivité.

NORVÈGE

L'économie devrait selon les prévisions s'affermir progressivement sous l'effet d'une croissance plus soutenue de la consommation privée et des investissements pétroliers et non pétroliers. La croissance de l'emploi s'accélérera et le regain d'activité provoquera une hausse de l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation, qui se situe à un niveau actuellement bas.

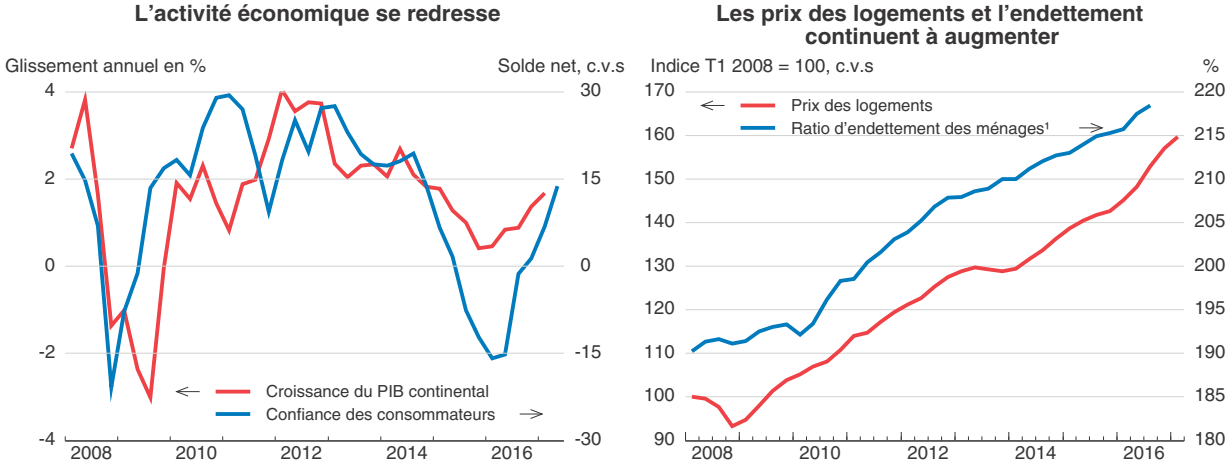
Malgré la faiblesse des cours du pétrole, la croissance est restée positive grâce à des politiques monétaire et budgétaire accommodantes. La nouvelle règle budgétaire (selon laquelle les budgets devraient viser des déficits structurels représentant 3 % de la valeur du fonds pétrolier) implique à juste titre une orientation globalement neutre de la politique budgétaire à l'avenir. Une embellie de l'environnement des entreprises, une intensification de la concurrence et une amélioration des qualifications et de l'enseignement sont indispensables pour rehausser le potentiel de croissance et préserver l'inclusivité.

La Norvège est parvenue à pérenniser un modèle social et économique égalitaire, en particulier pour les femmes et les familles vulnérables. De larges programmes sociaux protègent les Norvégiens des effets négatifs de la mondialisation. Toutefois, ce modèle suppose des dépenses publiques considérables et par conséquent des taux d'imposition élevés, qui se révèlent problématiques pour la compétitivité et le commerce dans l'économie mondiale. Cela étant, il est tout à fait possible à la Norvège de continuer de fournir ses services publics très étendus et de réaliser des investissements en infrastructures à un moindre coût, et de se ménager ainsi une marge d'allègement de la fiscalité.

L'activité économique continue à se raffermir

La croissance de la production en Norvège continentale (c'est-à-dire hors production de pétrole et de gaz) accélère progressivement depuis début 2016, à la faveur de mesures

Norvège



1. Le ratio est calculé par rapport au revenu disponible.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; Thomson Reuters ; et Banque de Norvège.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503548

Norvège : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de NOK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2014)				
PIB aux prix du marché	3 071.1	1.9	1.6	1.1	1.3	1.5
Consommation privée	1 232.9	1.9	2.1	1.6	2.0	2.2
Consommation publique	652.3	2.7	2.1	2.3	2.1	1.6
Formation brute de capital fixe	717.1	-0.7	-3.8	0.3	2.3	2.2
Demande intérieure finale	2 602.4	1.4	0.5	1.4	2.1	2.1
Variation des stocks[1]	140.6	0.2	0.2	0.3	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	2 742.9	1.6	0.7	1.8	1.7	2.0
Exportations de biens et services	1 203.7	3.1	3.7	-0.5	1.4	1.2
Importations de biens et services	875.5	2.4	1.6	0.8	2.9	2.6
Exportations nettes[1]	328.2	0.5	1.0	-0.4	-0.5	-0.4
Pour mémoire						
PIB continental aux prix du marché[2]	_	2.2	1.1	0.9	1.7	2.1
Déflateur du PIB	_	0.3	-2.3	-1.2	4.9	1.6
Indice des prix à la consommation	_	2.0	2.2	3.5	1.9	1.8
Déflateur de la consommation privée	_	2.2	2.3	3.3	1.8	1.8
Taux de chômage	_	3.5	4.3	4.7	4.4	4.2
Taux d'épargne nette des ménages[3]	_	8.2	10.4	7.1	6.1	5.8
Solde des administrations publiques[4]	_	8.8	6.0	3.1	4.1	4.5
Dette brute des administrations publiques[4]	_	33.4	39.2	42.7	55.5	59.4
Dette nette des administrations publiques[4]	_	-249.4	-284.4	-289.0	-276.1	-272.3
Balance des opérations courantes[4]	_	12.1	8.7	4.9	8.5	8.8

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. PIB non compris le pétrole et la marine marchande.
3. En pourcentage du revenu disponible.
4. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933506037

macroéconomiques de soutien, d'une diminution de l'effet de freinage attribuable au recul des investissements pétroliers, de la hausse des prix pétroliers mondiaux, du regain de confiance des consommateurs et de la faiblesse relative de la couronne norvégienne. L'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation tend à nouveau vers l'objectif de 2½ pour cent, après une légère remontée consécutive à la dépréciation de la monnaie. Toutefois, le redémarrage de la croissance de l'emploi se fait toujours attendre et le taux de chômage est élevé par rapport aux normes norvégiennes. La forte dynamique actuelle de la croissance des prix des logements (surtout à Oslo) et des emprunts des ménages stimule la consommation et la construction, mais avive les craintes à l'égard des niveaux d'endettement et de la stabilité du marché du logement.

La politique monétaire devrait continuer d'accompagner l'activité. La Banque de Norvège a laissé le taux directeur inchangé à 0.5 % depuis début 2016 et laissé entrevoir la persistance d'un environnement de taux d'intérêt bas dans ses prévisions de taux directeur. En revanche, les prix des logements et l'endettement des ménages augmentent rapidement depuis quelque temps, en partie au moins sous l'effet de taux d'intérêt durablement bas. Les autorités ont adopté de nouvelles règles macroprudentielles portant

sur le crédit au logement en janvier et sont en train de redéfinir les marges de sécurité au moyen du volant de fonds propres contracyclique.

La règle budgétaire a été modifiée

Depuis de nombreuses années, la politique budgétaire est inspirée par une règle budgétaire selon laquelle le déficit structurel devrait, sur la durée, être égal au taux de rendement réel attendu du fonds pétrolier (Fonds de pension gouvernemental – Global de la Norvège). Ce taux a été ramené de 4 % à 3 % en mars 2017. Actuellement, l'application de cette règle implique une orientation globalement neutre de la politique budgétaire pour les années à venir, sachant que le déficit structurel est proche de la nouvelle limite et que le Fonds devrait connaître une progression conforme à celle du PIB continental. La neutralité de cette orientation est globalement appropriée compte tenu des perspectives macroéconomiques. Comme précédemment, la règle autorise des écarts en cas de circonstances exceptionnelles, et les autorités disposent d'une marge de manœuvre budgétaire confortable pour faire usage de cette souplesse dans l'éventualité peu probable d'une chute brutale de la croissance de la production.

Des initiatives opportunes sont en cours pour permettre aux entreprises de mieux tirer parti de la mondialisation. L'abaissement du taux de l'impôt sur les sociétés et la simplification des formalités administratives se poursuivent, tout comme les mesures visant à améliorer les qualifications et l'enseignement. Néanmoins, il est encore tout à fait possible d'accroître l'efficacité des dépenses publiques (et par conséquent d'alléger la charge fiscale). L'essor actuel des investissements publics en infrastructures a mis en évidence des difficultés en matière de sélection des projets, tandis que des problèmes d'efficience des dépenses se posent depuis longtemps dans d'autres domaines.

L'activité devrait continuer à se raffermir

La croissance de la production en Norvège continentale devrait s'accélérer et dépasser légèrement 2 % en 2018. Les investissements liés au pétrole deviendront positifs et iront de pair avec une progression des investissements non pétroliers et de la consommation des ménages. La croissance de l'emploi devrait se redresser, ce qui placera le taux de chômage sur une trajectoire descendante. L'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation continuera à reculer à court terme à mesure que les effets de la dépréciation de la monnaie s'estomperont. Par la suite, elle s'inscrira toutefois peu à peu en hausse sous l'effet de la résorption des capacités inemployées.

Comme toujours, l'incertitude entourant les prix pétroliers mondiaux demeure un important facteur de risques de divergence à la hausse ou à la baisse par rapport aux prévisions. L'incertitude politique et économique dans d'autres pays, à l'égard du Brexit notamment, continue à accentuer les risques pesant sur la demande d'exportations hors pétrole. Sur le plan intérieur, le marché du logement et les problèmes de crédit connexes constituent un risque majeur. Un retournement du marché pourrait peser fortement sur la demande de consommation à mesure de l'inversion des effets de richesse.

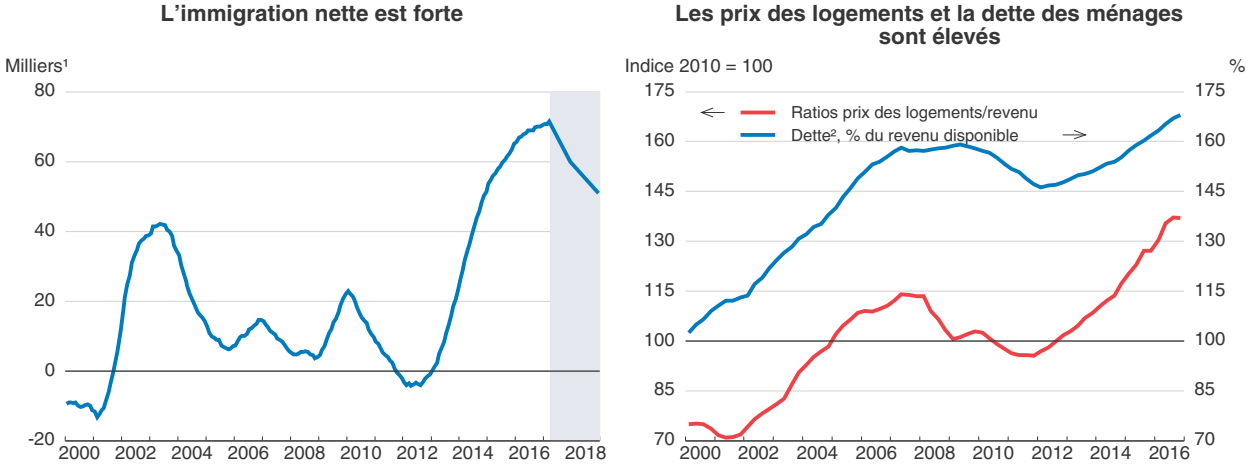
NOUVELLE-ZÉLANDE

La croissance économique devrait fléchir pour s'établir à environ 3 % en 2017-18. La nette reprise de l'investissement des entreprises, la vitalité actuelle du tourisme et la récente hausse des prix des produits laitiers devraient stimuler la croissance. L'immigration nette devrait diminuer, freinant à la fois la consommation des ménages et, parallèlement à la fin de la reconstruction consécutive au séisme de Canterbury, les dépenses de construction, malgré une augmentation prévue des dépenses publiques d'infrastructure. L'inflation devrait selon les prévisions remonter durablement pour s'établir aux environs du point médian de la fourchette officielle de 1-3 % retenue comme objectif.

La Banque de réserve a durci les restrictions relatives aux quotités de financement afin de limiter les risques que l'endettement élevé des ménages et de la hausse des prix des logements font peser sur la stabilité financière. Une limitation du ratio dette/revenu devrait être ajoutée aux instruments macroprudentiels de la Banque centrale, étant entendu qu'il faudra veiller à ce que les avantages escomptés d'une telle mesure soient supérieurs à ses coûts. La Banque centrale devrait commencer à relever le taux directeur à compter de la fin de 2018. L'orientation actuelle de la politique budgétaire est modérément restrictive ; de fait, le solde budgétaire corrigé des variations conjoncturelles devrait augmenter le 0.6 point de pourcentage entre 2016 et 2018. Depuis la finalisation des présentes prévisions, le budget 2017 a été présenté. L'orientation de la politique budgétaire est désormais neutre, ce qui est indiqué dans les circonstances.

La flexibilité du marché du travail néo-zélandais facilite l'adaptation à la mondialisation. Un renforcement du système d'éducation et de formation pour aider chacun à acquérir les compétences recherchées permettrait d'améliorer cette adaptation

Nouvelle-Zélande



1. Données cumulées pour les douze derniers mois. Les prévisions proviennent de Statistics New Zealand.
2. Y compris l'endettement pour les propriétés locatives.

Source : Statistics New Zealand, National population projections, projection assumptions, 2016 (base)-2068 ; Banque centrale de Nouvelle-Zélande, Statistics on Households ; OCDE, base de données des prix des logements.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503529

Nouvelle-Zélande : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de NZD	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2009/2010)				
PIB aux prix du marché	227.7	2.8	3.1	3.9	3.1	3.1
Consommation privée	132.8	3.1	2.9	4.3	4.1	3.3
Consommation publique	42.8	3.3	2.6	2.3	2.7	1.9
Formation brute de capital fixe	48.1	8.4	2.1	5.6	5.9	4.9
Demande intérieure finale	223.7	4.3	2.6	4.2	4.3	3.4
Variation des stocks[1]	1.8	0.0	-0.5	0.6	0.2	-0.1
Demande intérieure totale	225.6	4.2	2.2	4.7	4.5	3.3
Exportations de biens et services	64.8	3.1	6.8	1.6	0.7	3.6
Importations de biens et services	62.6	7.9	3.6	4.2	6.1	4.5
Exportations nettes[1]	2.2	-1.3	1.0	-0.7	-1.4	-0.2
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	2.3	0.2	1.6	2.7	2.1
Indice des prix à la consommation	_	1.2	0.3	0.6	2.4	1.8
IPC sous-jacent[2]	_	1.4	1.1	1.3	1.7	1.8
Déflateur de la consommation privée	_	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1
Taux de chômage	_	5.4	5.4	5.1	4.7	4.5
Taux d'épargne nette des ménages[3]	_	-1.5	-2.2	-0.7	-0.6	-0.6
Solde des administrations publiques[4]	_	0.3	0.0	0.0	0.3	0.8
Dette brute des administrations publiques[4]	_	40.7	40.8	39.7	39.1	38.2
Balance des opérations courantes[4]	_	-3.2	-3.3	-2.7	-3.4	-3.4

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. Indice global hors alimentation et énergie.
3. En pourcentage du revenu disponible.
4. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933506018

et d'en réduire les coûts pour les travailleurs. Pour abaisser les coûts supportés par les travailleurs ayant perdu leur emploi, les autorités devraient envisager de mettre en place une assurance chômage et de développer la formation et l'aide à la recherche d'emploi.

La croissance économique reste solide

La croissance économique vigoureuse a été dynamisée par une hausse de l'immigration nette, qui a atteint des niveaux record, et par une forte augmentation du patrimoine immobilier, qui ont stimulé la consommation privée et la construction, et par une envolée du tourisme. L'activité a subi un ralentissement temporaire à la fin de 2016 en raison de conditions météorologiques défavorables qui ont pesé sur la production laitière. La progression rapide de l'emploi a permis de ramener le taux de chômage à environ 5 % mais les tensions sur les salaires sont restées modérées. Les contraintes de capacité s'accentuent et il devient plus difficile de trouver du travail. L'inflation est donc en train de s'orienter à la hausse.

La politique monétaire expansionniste accentue les tensions sur le marché du logement

La politique monétaire expansionniste a induit une baisse des taux d'intérêt des prêts hypothécaires, ce qui a dopé la demande de logements et accru l'endettement des ménages. En outre, l'offre de logements n'a pas suivi le rythme de l'essor démographique, quand bien même la construction de logements a progressé pour atteindre 7 % du PIB, soit un niveau record. L'intensification des investissements en infrastructures et les modifications de l'urbanisme à Auckland devraient faciliter un accroissement de l'offre. Parallèlement, l'augmentation de la demande devrait être freinée par le recul attendu de l'immigration nette annuelle, qui devrait passer de 70 000 à 51 000 personnes en 2018, en partie sous l'effet de l'amélioration du marché du travail australien par rapport à celui de la Nouvelle-Zélande et du départ d'immigrants de fraîche date n'ayant obtenu que des visas temporaires. Après le durcissement des règles relatives aux quotités de financement, la hausse des taux des prêts hypothécaires et les anticipations de nouvelles hausses, l'augmentation des prix des logements est devenue plus modérée. Si le ralentissement du crédit au logement et de l'augmentation des prix des logements ne se poursuit pas, il faudra mettre en place des limitations du ratio dette/revenu, en veillant à ce que les avantages escomptés d'une telle mesure soient supérieurs à ses coûts. Le taux directeur, qui se situe à un plus bas historique, devrait commencer à être relevé fin 2018 pour stabiliser l'inflation annuelle à environ 2 %.

On estime, aux fins d'établissement des présentes projections, que la politique budgétaire sera légèrement restrictive. Le solde budgétaire corrigé des variations conjoncturelles devrait augmenter de 0.6 point de pourcentage du PIB entre 2016 et 2018. Depuis la finalisation des prévisions, le budget 2017 a été présenté et le solde budgétaire, sous l'effet d'une hausse conjoncturelle modeste, présente un léger excédent. Les autorités ont pour objectif de ramener la dette nette sous-jacente de la Couronne en pourcentage du PIB de 24 % en 2016-17 à 10-15 % en 2025 afin de pouvoir faire face à l'avenir aux chocs mondiaux périodiques et aux catastrophes naturelles. Toutefois, il devrait être possible de financer certaines réductions d'impôts prioritaires ou certaines hausses de dépenses sans mettre en échec leur stratégie budgétaire.

La croissance économique devrait devenir plus modérée

La croissance devrait fléchir pour s'établir à environ 3 % en 2017-18. En effet, la baisse de l'immigration nette et l'augmentation plus modérée des prix des logements freinent la progression de la consommation et de la construction de logements, tandis que la fin de la reconstruction consécutive au séisme de Canterbury infléchit la hausse de la construction. Malgré cela, la croissance restera solide, sous l'effet d'une nette reprise de l'investissement des entreprises destinée à alléger les contraintes de capacité, de la vitalité actuelle du tourisme et du coup de fouet donné récemment aux recettes par la hausse des prix des produits laitiers dans le monde. Le taux de chômage devrait selon les prévisions se replier à 4½ % d'ici la fin de 2018, et la croissance des salaires progresser modérément. L'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation pourrait remonter pour atteindre près de 2 % à la fin de 2018.

Le principal risque de divergence à la baisse par rapport à ces prévisions est celui d'une correction désordonnée du marché du logement. Les prix des logements et l'endettement des ménages sont élevés et la plupart des prêts hypothécaires sont assortis de taux d'intérêt variables, ou fixes pour moins de deux ans. Des chocs ayant pour effet de

réduire la capacité des ménages à rembourser leurs prêts hypothécaires pourraient provoquer une baisse sensible des prix des logements, ce qui pèserait sur la consommation des ménages et l'investissement immobilier, et pourrait poser des problèmes de stabilité financière. Le protectionnisme grandissant à l'étranger ou un ralentissement brutal en Chine constituent également des risques potentiels de révision à la baisse. Une immigration nette ne diminuant pas autant que supposé, qui alimenterait une croissance solide de la consommation et de la construction, et une poursuite de la hausse des prix des produits laitiers dopant les exportations et les revenus disponibles, constituent les principaux risques de divergence à la hausse par rapport aux projections.

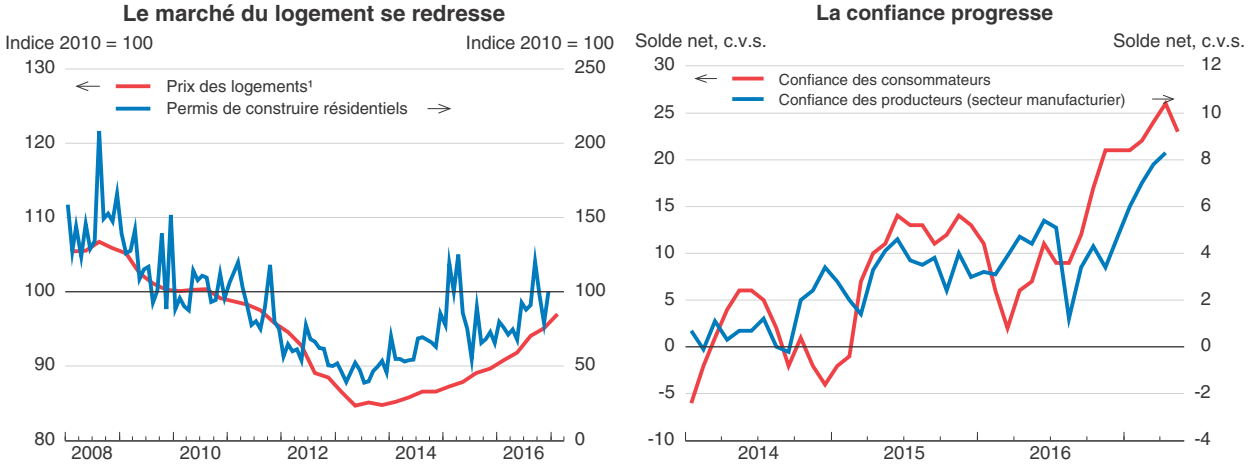
PAYS-BAS

La croissance du PIB devrait se maintenir à un niveau légèrement supérieur ou égal à 2 % en 2017-18. La consommation privée restera ferme sur toute la période visée par les prévisions, sur fond de reprise de la hausse des salaires et de poursuite du recul du chômage. L'investissement des entreprises et l'investissement résidentiel, bénéficiant tous deux du redressement de la confiance, resteront vigoureux.

La politique monétaire accommodante dans la zone euro continuera de soutenir la demande, cette prévision reposant sur l'hypothèse d'une neutralité de l'orientation de la politique budgétaire. Cela étant, la marge de manœuvre budgétaire à la disposition des autorités devrait être mise à profit pour améliorer l'inclusivité et développer les capacités productives de l'économie, ce qui contribuerait à réduire l'excédent de la balance courante, qui est l'un des plus élevés de la zone euro. L'investissement pourra être durablement accru par un assouplissement de la réglementation stricte applicable au logement, une meilleure orientation des flux de crédit en direction des PME et une augmentation des dépenses budgétaires directes consacrées à la R-D.

Étant une grande plateforme économique, les Pays-Bas bénéficient largement du commerce mondial et européen. Le raffermissement de la demande intérieure et la participation accrue aux chaînes de valeur mondiales amélioreront la croissance des échanges commerciaux, stimulant la productivité et les revenus. La poursuite de l'amélioration des qualifications, en particulier celles des immigrés et des chômeurs de longue durée, renforcerait l'inclusivité. Un raccourcissement des délais d'attente pour pouvoir bénéficier des services de réinsertion sur le marché du travail profiterait aux travailleurs ayant perdu leur emploi en raison de la plus forte intégration à l'échelle européenne et mondiale.

Pays-Bas



1. Indice des prix des logements anciens occupés par leurs propriétaires qui sont situés sur le territoire néerlandais et vendus à des particuliers.

Source : Office statistique des Pays-Bas ; et Base de données des Principaux indicateurs économiques de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503510

Pays-Bas : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	652.8	1.4	2.0	2.1	2.4	2.1
Consommation privée	293.6	0.3	1.8	1.7	1.7	1.7
Consommation publique	170.3	0.3	0.2	1.0	1.7	1.7
Formation brute de capital fixe	117.1	2.3	9.9	4.8	5.5	3.1
Demande intérieure finale	581.0	0.7	3.0	2.2	2.5	2.0
Variation des stocks[1]	2.1	0.2	-0.6	0.0	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	583.1	0.8	2.3	2.2	2.3	2.1
Exportations de biens et services	535.6	4.4	5.0	3.3	3.8	4.3
Importations de biens et services	465.8	4.2	5.8	3.6	3.8	4.5
Exportations nettes[1]	69.7	0.6	0.0	0.2	0.4	0.3
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	0.2	0.1	0.9	1.4	1.7
Prix à la consommation harmonisé (indice)	_	0.3	0.2	0.1	1.6	1.6
Déflateur de la consommation privée	_	0.8	0.0	0.9	2.1	1.6
Taux de chômage	_	7.4	6.9	6.0	5.2	5.0
Taux d'épargne nette des ménages[2]	_	6.3	6.0	5.5	6.6	6.5
Solde des administrations publiques[3]	_	-2.3	-2.1	0.4	1.1	1.6
Dette brute des administrations publiques[3]	_	81.2	78.1	75.8	73.2	70.2
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht[3]	_	67.9	65.2	62.3	59.7	56.7
Balance des opérations courantes[3]	_	8.9	8.8	8.4	9.6	9.8

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du revenu disponible, incluant l'épargne à l'assurance vie et aux régimes de retraite.
3. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505999

La croissance solide est tirée par la vigueur de la demande intérieure

La croissance économique est restée soutenue. La progression de l'investissement des entreprises est forte et reflète le regain de confiance des entreprises. L'investissement résidentiel demeure vigoureux, grâce au faible niveau des taux d'intérêt bas, mais les augmentations sensibles des prix des logements témoignent de la persistance d'une offre inadéquate. L'inflation s'est inscrite à la hausse, sous l'effet de la vigueur de la demande intérieure et du renchérissement de l'énergie, mais reste encore bien inférieure à 2 %.

Il faudrait utiliser la marge de manœuvre budgétaire

La politique monétaire très accommodante en vigueur dans la zone euro continue d'alimenter la vigueur du marché du logement et de l'investissement des entreprises. Les finances publiques sont saines, avec une dette publique se situant situe sur une trajectoire descendante qui la voit s'approcher de 60 % du PIB et un solde budgétaire désormais excédentaire. Il est possible de concevoir des dépenses budgétaires ciblées qui permettraient de stimuler à long terme la croissance potentielle et l'inclusivité. Un nouvel abaissement des taux d'imposition auxquels sont soumis les travailleurs à faible revenu et les deuxièmes apporteurs de revenu ayant de jeunes enfants aurait pour effet de réduire

les inégalités et favoriserait l'activité des femmes exerçant un travail rémunéré. Un financement public plus direct de la R-D, en complément des incitations fiscales actuelles en faveur des dépenses de R-D privées, doperait la croissance à long terme. La poursuite de la réduction de la déductibilité fiscale des intérêts d'emprunt hypothécaire et la suppression progressive des taux réduits de TVA dégageraient une marge de manœuvre budgétaire supplémentaire, tout en améliorant l'efficience de la fiscalité et en réduisant l'excédent de demande sur le marché du logement.

La situation du marché du travail continue à s'améliorer. Toutefois, le pourcentage de travailleurs dotés de contrats flexibles et le nombre de travailleurs indépendants ne cessent d'augmenter. Abaisser le plafond des indemnités de licenciement pour les travailleurs sous contrats à durée indéterminée et s'attaquer aux mesures fiscales qui encouragent le travail indépendant plutôt que l'emploi salarié, comme la minoration des cotisations de retraite et l'absence d'obligation d'adhérer à des régimes collectifs d'assurance-invalidité, limiteraient le risque de dualisme du marché du travail.

La croissance restera régulière

La croissance soutenue de l'investissement, en particulier dans l'immobilier à usage résidentiel, devrait continuer à se traduire par un rythme de croissance du PIB tout juste supérieur à 2 % par an en 2017 et 2018. La hausse de la consommation des ménages devrait rester robuste. L'inflation se hissera au-dessus de 2 % d'ici la fin de 2018, en raison de la résorption des ressources économiques inutilisées. Le budget devrait rester excédentaire en 2017 et en 2018. L'excédent de la balance courante demeurera élevé, malgré la vigueur de la demande intérieure et la contraction des exportations de gaz naturel.

Le principal risque de divergence à la baisse par rapport aux prévisions réside dans l'incertitude entourant les négociations et la sortie à terme du Royaume-Uni de l'Union européenne. Les Pays-Bas y sont plus exposés que d'autres pays européens, en raison de leur statut de plateforme économique européenne et de l'étroitesse de leurs liens commerciaux et financiers avec le Royaume-Uni. La faiblesse de la croissance du commerce mondial qui va de pair avec le renforcement du protectionnisme constitue aussi un risque majeur de divergence à la baisse. À l'inverse, la consommation privée pourrait être plus élevée que prévu si les ménages réduisent leur épargne, sur fond de forte progression du revenu réel et d'augmentation des patrimoines en lien avec la hausse rapide des prix des logements. Par ailleurs, une réduction des incertitudes liées à l'action publique à l'échelle mondiale pourrait se traduire par une croissance plus soutenue que prévu de l'investissement des entreprises et de la consommation privée.

POLOGNE

La croissance du PIB devrait dépasser 3 % en 2017 et 2018 à mesure que la demande intérieure s'accélérera et que l'investissement se redressera grâce au regain de confiance des entreprises, aux décaissements plus rapides des ressources des Fonds structurels de l'UE et à la faiblesse des taux d'intérêt réels. Les tensions sous-jacentes sur les prix devraient se renforcer avec l'accentuation des tensions sur le marché du travail.

La banque centrale devrait commencer à relever les taux d'intérêt au début de 2018 face à la hausse de l'inflation et à la résorption du volant de ressources non utilisées. Le déficit budgétaire risque de se creuser en raison de l'augmentation des prestations sociales. La suppression des allégements de TVA consoliderait l'assise des finances publiques et dégagerait aussi une marge de manœuvre pour accroître les investissements en infrastructure et les dépenses sociales liées au vieillissement.

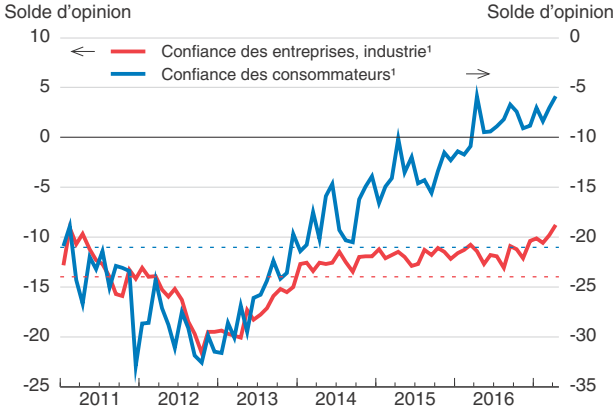
La Pologne a considérablement bénéficié de son intégration dans les chaînes de valeur mondiales. Ainsi qu'il est prévu dans le plan des autorités pour un développement responsable, il sera primordial de stimuler les dépenses privées de R-D et d'améliorer la qualité de la recherche et de la collaboration entre l'université et l'industrie pour que la Pologne soit plus en capacité d'innover et d'adopter des technologies nouvelles pour évoluer vers des industries de plus haute technologie et renforcer ses perspectives commerciales. De trop nombreux adultes possèdent peu de qualifications : faciliter leur accès à la formation, tout en développant la participation des entreprises à l'enseignement professionnel, assurerait un plus large partage des bienfaits de la mondialisation.

La croissance économique semble se redresser

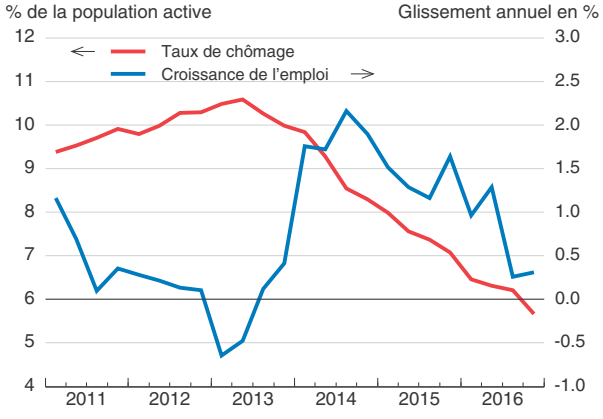
Le PIB connaît une croissance rapide depuis peu et les indicateurs à haute fréquence, comme la confiance des consommateurs et des entreprises, donnent à penser que cette

Pologne

Le climat économique s'améliore



Le marché du travail gagne en viguer



1. Les moyennes de long terme sont représentées par les lignes en pointillé.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; et Eurostat, base de données des enquêtes auprès des entreprises et des consommateurs.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503567

Pologne : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de PLN	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	1 656.8	3.3	3.8	2.7	3.6	3.1
Consommation privée	1 009.7	2.4	3.0	3.8	3.9	3.0
Consommation publique	300.4	4.1	2.4	2.8	3.0	3.8
Formation brute de capital fixe	311.7	10.0	6.1	-7.9	3.3	4.7
Demande intérieure finale	1 621.8	4.2	3.5	1.1	3.6	3.5
Variation des stocks[1]	2.8	0.5	-0.2	1.2	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	1 624.6	4.7	3.3	2.4	3.5	3.4
Exportations de biens et services	767.5	6.7	7.7	9.0	7.8	6.3
Importations de biens et services	735.2	10.0	6.6	8.9	6.5	7.1
Exportations nettes[1]	32.3	-1.3	0.6	0.3	0.9	-0.2
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	0.5	0.8	0.2	1.4	1.8
Indice des prix à la consommation	_	0.1	-0.9	-0.7	2.3	1.8
Déflateur de la consommation privée	_	-0.1	-1.1	-0.6	1.9	1.9
Taux de chômage	_	9.0	7.5	6.2	5.2	5.0
Solde des administrations publiques[2]	_	-3.5	-2.6	-2.4	-2.9	-3.0
Dette brute des administrations publiques[2]	_	70.0	69.4	71.9	72.7	73.6
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht[2]	_	50.2	51.1	54.4	55.1	56.1
Balance des opérations courantes[2]	_	-2.1	-0.6	-0.3	-0.2	-0.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933506056

dynamique positive va probablement se maintenir. Des progrès continus sur le front de l'emploi ont abouti à un chômage d'un niveau bas sans précédent qui, associé à une augmentation des salaires et des transferts sociaux, favorise la consommation privée et le recul des inégalités. L'inflation augmente, alimentée par la hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires. Toutefois, l'inflation tendancielle reste faible, même si elle a progressé.

Des réformes structurelles sont nécessaires pour préserver les bienfaits de la mondialisation

Malgré la hausse brutale des dépenses sociales, le déficit budgétaire s'est légèrement réduit en 2016 avec la contraction de l'investissement public. Selon les prévisions, il devrait se creuser en 2017-18, sous l'effet d'une nouvelle montée en régime des dépenses sociales et d'un rebond de l'investissement public. Les initiatives visant à améliorer le respect des obligations fiscales, de même que l'application du taux majoré de la TVA à d'autres catégories, sont une bonne chose et contribueront à contenir la progression du déficit. Toutefois, le ratio dette/PIB devrait grimper encore, témoignant de la nécessité de recettes fiscales supplémentaires, en particulier du fait que les besoins d'investissement et les dépenses sociales devraient s'accroître, notamment avec le vieillissement de la population. Il serait possible d'augmenter les recettes en supprimant les allégements de TVA, la

Pologne étant l'un des pays de l'Union européenne où le déficit de recettes au titre de cette taxe est le plus important. La banque centrale devrait relever progressivement son taux directeur à partir du début de 2018, à mesure que l'inflation se rapprochera de l'objectif et que le volant de ressources économiques non utilisées se résorbera.

La Pologne a considérablement bénéficié de son intégration dans les chaînes de valeur mondiales. Son évolution vers des industries de plus haute technologie permettrait de rehausser les niveaux de vie et de pérenniser les bienfaits de la mondialisation. Dans cette optique, le rehaussement des niveaux de qualification par un meilleur accès des adultes à la formation, le renforcement du rôle des entreprises dans l'enseignement professionnel et le développement des infrastructures de transport et de communication permettraient d'accroître la mobilité de la main-d'œuvre, de doper la productivité et de promouvoir une croissance inclusive. La modernisation des capacités de production d'électricité et de chaleur garantirait des approvisionnements énergétiques plus écologiques et plus fiables. Enfin, le développement de la fiscalité environnementale et l'élaboration d'une politique de lutte contre le changement climatique claire et en phase avec les objectifs européens et internationaux devraient permettre de lever des recettes supplémentaires tout en favorisant le bien-être.

La demande intérieure devrait se renforcer

La croissance du PIB devrait s'accélérer pour dépasser 3 % en 2017-18, grâce à une consommation privée solide, entraînée par l'augmentation des revenus du travail et des transferts sociaux. Les investissements publics bénéficiant de financements de l'UE devraient bientôt retrouver un nouveau souffle, tandis que le niveau de confiance des entreprises et la faiblesse des taux d'intérêt réels devraient encourager l'investissement des entreprises. Une légère reprise de la demande extérieure devrait également conforter la croissance des exportations, permettant au déficit des paiements courants de rester globalement stable. Le chômage devrait continuer de se tasser, accélérant la hausse tendancielle des prix à la consommation.

Les principaux risques financiers au plan intérieur tiennent aux prêts hypothécaires libellés en francs suisses, le coût du mécanisme de compensation obligatoire qui pourrait être imposé aux banques risquant de brider l'octroi de crédit. Les incertitudes politiques entourant les modalités précises des modifications fiscales envisagées pourraient aussi entraver la reprise de l'investissement et avoir des conséquences néfastes sur l'emploi. En revanche, une solide progression des salaires et une mise en œuvre rapide du plan des autorités pour un développement responsable contribueraient à une demande intérieure plus dynamique. Une amélioration des perspectives dans la zone euro permettrait de stimuler les exportations plus que prévu, mais le fléchissement de l'activité dans la zone saperait la reprise de l'investissement et l'activité économique.

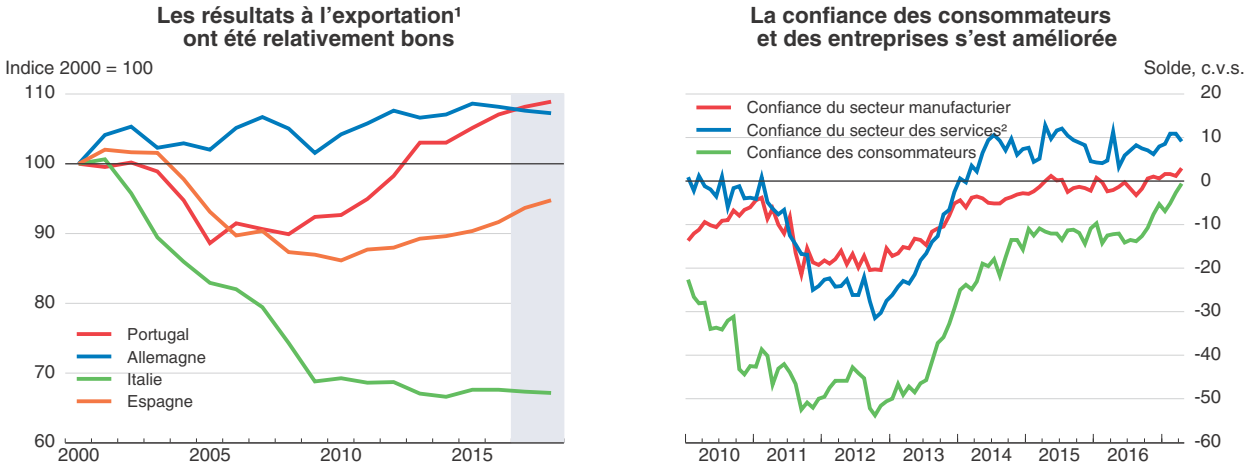
PORTUGAL

La croissance économique devrait se renforcer pour s'établir aux alentours de 2 % en 2017, avant de fléchir légèrement en 2018. Grâce aux réformes structurelles de ces dernières années, les exportations continueront de soutenir l'expansion de l'économie. Néanmoins, la demande intérieure ne devrait pas fortement rebondir, compte tenu de la persistance d'un endettement élevé du secteur privé. L'inflation sous-jacente se redressera en 2018, en raison des contraintes affectant l'offre, notamment d'une diminution de la population en âge de travailler.

La politique monétaire accommodante à l'échelle de la zone euro favorisera la croissance, mais l'orientation de la politique budgétaire devrait être peu ou prou neutre. L'investissement pourrait être encore renforcé par des mesures visant à assainir le secteur bancaire, notamment des mesures réglementaires destinées à inciter les banques à mettre en œuvre un plan crédible de restructuration des créances douteuses ou litigieuses. Une croissance plus forte se traduirait par une amélioration de la viabilité budgétaire on ne peut plus nécessaire.

Le Portugal a considérablement bénéficié de la mondialisation, surtout pendant la période qui a suivi la crise. Les exportations représentent aujourd'hui 40 % du PIB, contre 27 % en 2005. Néanmoins, ces gains pourraient être plus importants si les compétences de la main-d'œuvre étaient améliorées : la part de la population en âge de travailler ayant achevé le deuxième cycle de l'enseignement secondaire demeure en effet une des plus faibles de la zone OCDE. Ce renforcement des compétences contribuerait également à améliorer la cohésion sociale, car l'avantage de salaire dont bénéficient les travailleurs hautement qualifiés reste élevé. Parmi les priorités de réforme figurent la nécessité de mettre davantage l'accent sur l'enseignement professionnel, l'amélioration de la

Portugal



1. Les résultats à l'exportation d'une économie donnée sont mesurés par le ratio entre la croissance de ses volumes d'exportations et la moyenne pondérée par les échanges des taux de croissance des volumes d'importations de ses marchés d'exportation.
2. À l'exclusion du commerce de détail.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; et Base de données des Principaux indicateurs économiques de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503586

Portugal : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2011)				
PIB aux prix du marché	170.3	0.9	1.6	1.4	2.1	1.6
Consommation privée	111.1	2.3	2.6	2.3	2.0	1.5
Consommation publique	32.5	-0.5	0.7	0.5	-1.0	-0.8
Formation brute de capital fixe	25.1	2.3	4.5	-0.1	6.5	2.3
Demande intérieure finale	168.8	1.8	2.5	1.6	2.1	1.3
Variation des stocks[1]	- 0.2	0.4	0.0	-0.1	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	168.6	2.2	2.5	1.5	2.0	1.3
Exportations de biens et services	67.3	4.3	6.1	4.4	5.5	4.5
Importations de biens et services	65.6	7.8	8.2	4.4	5.2	3.9
Exportations nettes[1]	1.7	-1.3	-0.8	0.0	0.2	0.3
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	0.8	2.1	1.6	1.1	1.5
Prix à la consommation harmonisé (indice)	_	-0.2	0.5	0.6	1.6	1.4
Déflateur de la consommation privée	_	0.3	0.7	1.1	1.3	1.4
Taux de chômage	_	13.9	12.4	11.0	9.7	8.9
Taux d'épargne brute des ménages[2]	_	5.2	4.5	4.4	4.3	4.1
Solde des administrations publiques[3,4]	_	-7.2	-4.4	-2.0	-1.5	-1.0
Dette brute des administrations publiques[3]	_	153.0	150.7	148.0	146.2	144.2
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht[3]	_	130.6	129.0	130.4	128.6	126.5
Balance des opérations courantes[3]	_	0.1	0.1	0.8	0.4	0.8

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du revenu disponible.
3. En pourcentage du PIB.
4. Sur la base des comptes nationaux.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933506075

formation des enseignants et l'accroissement des ressources consacrées à l'enseignement préscolaire et primaire.

Les bons résultats à l'exportation ont soutenu la croissance

Le redressement progressif de la croissance du PIB reste soutenu par l'augmentation des exportations, sachant que les exportations de biens à destination de pays non membres de l'Union européenne (UE), notamment de l'Angola, du Brésil et de la Chine, ont connu un rebond particulièrement marqué. Le taux de chômage a encore fléchi, favorisant une croissance stable de la consommation privée. L'investissement en logements, tant public que privé, a été atone, même si le premier a été récemment stimulé par les versements de fonds de l'UE.

Des difficultés d'accès aux financements freinent l'investissement

Malgré l'orientation très expansionniste de la politique monétaire à l'échelle de la zone euro, l'investissement est freiné par la faible rentabilité et les besoins de désendettement considérables de nombreuses entreprises. Afin de réduire encore l'incertitude qui entoure le secteur bancaire et d'améliorer l'offre de crédit et sa

tarification, des mesures favorisant une réduction de l'encours de créances douteuses ou litigieuses dans les bilans des banques s'imposent. La transmission des effets de ces mesures à l'activité économique pourrait être particulièrement forte dans les circonstances actuelles, étant donné le raffermissement de la confiance des entreprises.

L'orientation de la politique budgétaire devrait être globalement neutre en 2017 et 2018. Une politique budgétaire expansionniste pourrait se justifier, dans la mesure où l'activité économique est encore en phase de redémarrage, mais elle risquerait de compromettre la viabilité des finances publiques. Si le déficit budgétaire a été sensiblement réduit depuis 2010, la dette publique reste très élevée. Une hausse du salaire minimum légal, qui a pris effet en janvier 2017, devrait soutenir la demande. Toutefois, il faudrait veiller à ce que cette revalorisation ne se traduise pas par une montée du chômage parmi les travailleurs peu qualifiés, ni par de nouvelles compressions de salaires pour les travailleurs dont la rémunération est faible mais supérieure au salaire minimum.

La mondialisation a été très favorable au Portugal, en partie parce qu'elle a tiré vers le haut les salaires des travailleurs hautement qualifiés. Néanmoins, dans la mesure où la part de la population d'âge actif ayant achevé le deuxième cycle de l'enseignement secondaire est toujours une des plus faibles de la zone OCDE, il est à craindre que la portée de ces retombées positives reste limitée. Les fruits de la mondialisation pourraient être plus largement partagés si les autorités adoptaient des mesures pour doter les travailleurs à bas salaires des compétences requises, et pour réduire l'ample écart de protection de l'emploi entre travailleurs permanents et temporaires afin de favoriser la création d'emplois.

La croissance continuera d'être soutenue par la hausse des exportations

L'expansion économique devrait monter en régime. La croissance de la consommation sera favorisée par la progression des salaires et le renforcement de la confiance, mais l'investissement privé sera en partie limité par le besoin de désendettement persistant de certaines entreprises. Le volume des exportations va augmenter fortement, compte tenu de la poursuite de l'amélioration de la compétitivité-coûts.

La diminution de la dette publique pourrait être remise en cause par la nécessité d'accroître le soutien public au secteur bancaire, ou par une augmentation des rendements des obligations d'État. Par ailleurs, une révision à la hausse de la note de la dette souveraine portugaise par une des principales agences de notation pourrait contribuer à alléger le coût du service de cette dette. En outre, une reprise plus forte que prévu chez les partenaires commerciaux du Portugal pourrait se traduire par une augmentation des exportations et de l'investissement plus marquée qu'on ne l'anticipe actuellement.

RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

L'activité économique devrait rester robuste, progressant de 3.3 % en 2017 et de 4.1 % en 2018, grâce à une demande intérieure toujours forte. Le redressement du marché du travail et la hausse des revenus renforceront encore la consommation des ménages. Le chômage pourrait tomber autour de 7½ pour cent en 2018, soit le niveau le plus bas enregistré depuis l'indépendance. Les exportateurs devraient continuer à gagner des parts de marché, ce qui devrait se traduire par un léger excédent de la balance courante. La hausse des prix à la consommation devrait s'accélérer progressivement, à mesure que prix de l'énergie vont augmenter et le marché du travail se tendre.

Les autorités visent à juste titre à atteindre l'équilibre budgétaire d'ici à 2019 afin de préserver la solidité des finances publiques. Pour financer les réformes en faveur de l'inclusivité dont le pays a bien besoin, elles devraient continuer d'améliorer le recouvrement de l'impôt et d'accroître l'efficacité du secteur public.

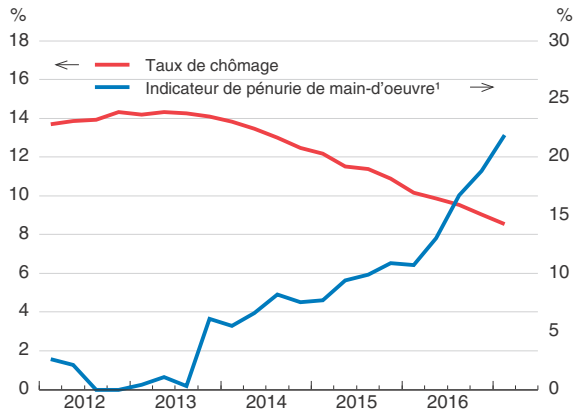
Les entrées massives d'IDE ont contribué à intégrer la Slovaquie dans les chaînes de valeur mondiales et ont stimulé les exportations et la productivité, si bien que le pays a enregistré l'un des taux de croissance les plus rapides de la zone OCDE au cours de la dernière décennie. Toutefois, les retombées positives de la croissance n'ont pas été équitablement partagées. Des réformes de l'éducation, des soins de santé et du marché du travail s'imposent donc pour rendre la croissance plus inclusive, en particulier pour la population Rom et les chômeurs de longue durée.

La demande intérieure soutient la croissance

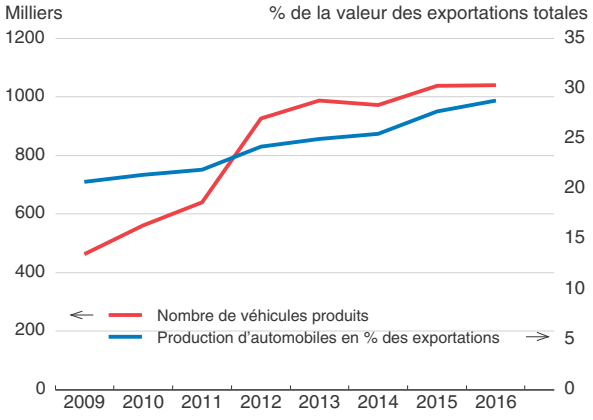
La croissance économique demeure solide, car la consommation des ménages continue de progresser grâce au dynamisme du marché du travail et à la forte confiance des consommateurs. Le taux de chômage recule et les pénuries de main-d'œuvre

République slovaque

Le marché du travail se resserre



La production d'automobiles continue d'augmenter



1. Pourcentage des entreprises manufacturières indiquant que le manque de main-d'œuvre est un facteur limitant de production.
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; Bureau de statistique de la République slovaque ; Zväz automobilového priemyslu Slovenskej republiky ; et Commission européenne.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503643

République slovaque : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	74.2	2.6	3.8	3.3	3.3	4.1
Consommation privée	41.8	1.4	2.2	2.9	3.1	3.2
Consommation publique	13.7	5.3	5.4	1.6	0.9	1.9
Formation brute de capital fixe	15.4	1.2	16.9	-9.3	1.2	7.0
Demande intérieure finale	70.8	2.1	6.0	-0.3	2.2	3.7
Variation des stocks[1]	0.2	1.1	-1.1	1.2	0.0	0.0
Demande intérieure totale	71.0	3.1	4.7	1.0	2.3	3.6
Exportations de biens et services	69.6	3.7	7.0	4.8	6.8	7.1
Importations de biens et services	66.4	4.4	8.1	2.9	6.8	6.8
Exportations nettes[1]	3.1	-0.5	-0.7	1.8	0.2	0.6
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	-0.2	-0.2	-0.4	1.0	2.0
Prix à la consommation harmonisé (indice)	_	-0.1	-0.3	-0.5	1.6	2.0
Déflateur de la consommation privée	_	-0.1	-0.1	-0.3	1.3	1.9
Taux de chômage	_	13.2	11.5	9.6	8.5	7.6
Solde des administrations publiques[2]	_	-2.7	-2.7	-1.7	-1.2	-0.6
Dette brute des administrations publiques[2]	_	60.5	59.3	59.1	58.8	57.3
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht[2]	_	53.6	52.5	51.9	51.7	50.2
Balance des opérations courantes[2]	_	1.1	0.2	-0.7	-0.1	0.7

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933506094

s'étendent. L'investissement a souffert d'une baisse prononcée des investissements publics sous l'effet du décaissement plus lent des fonds structurels de l'UE dans le cadre du nouveau cycle de financement. En revanche, l'investissement des entreprises continue de s'accroître en raison de conditions financières accommodantes et de nouveaux investissements directs étrangers. Les résultats à l'exportation ont également été satisfaisants, bénéficiant d'évolutions favorables dans le secteur automobile, qui occupe une place importante et produit désormais plus d'un million de véhicules par an. Les prix à la consommation ont augmenté en raison de la hausse des prix des produits alimentaires, de l'accentuation des pressions sur la demande et de la fin de la baisse des prix de l'énergie enregistrée l'an dernier.

Des réformes sont nécessaires pour rendre la croissance inclusive

La politique budgétaire devrait rester restrictive, les autorités prévoyant d'avoir un budget à l'équilibre d'ici à 2019 afin de continuer à réduire la dette publique et de faire face aux enjeux à moyen terme du vieillissement de la population. Les conditions financières, en revanche, continueront de soutenir l'activité, reflétant la politique monétaire expansionniste dans la zone euro. Compte tenu de la hausse rapide des prix de l'immobilier et de la dette des ménages, la banque centrale a adopté plusieurs mesures

macroprudentielles visant à réduire les risques de formation d'une bulle immobilière et à renforcer la stabilité financière.

Le niveau élevé de l'investissement direct étranger, en particulier dans les secteurs de l'automobile et de l'électronique, explique la participation grandissante de la République slovaque dans les chaînes de valeur mondiales, ce qui a contribué à doper les exportations et la productivité et favorisé l'accélération de la convergence économique vis-à-vis de la moyenne de l'OCDE. Toutefois, les retombées positives de la forte croissance économique n'ont pas été équitablement réparties au sein de la société. Le chômage de longue durée reste très élevé en comparaison internationale et les Roms ne sont pas bien intégrés, nombre d'entre eux vivant dans la pauvreté ou risquant d'y basculer. En conséquence, les pénuries de main-d'œuvre s'aggravent, malgré un taux de chômage relativement élevé. Afin de rendre la croissance plus inclusive, les autorités doivent poursuivre les réformes indispensables en matière d'éducation, de développement des compétences et d'intégration des Roms.

La croissance devrait rester robuste

La croissance devrait dépasser 4 % en 2018, grâce à la vigueur de la demande intérieure et des exportations. Le taux de chômage étant historiquement faible et les capacités excédentaires ayant été éliminées, l'inflation devrait atteindre 2 % en 2018. Les dépenses d'investissement devraient se redresser, grâce à la mise en œuvre du programme de l'État en faveur des infrastructures et à un investissement soutenu des entreprises. L'augmentation de la demande en provenance des partenaires commerciaux et le lancement d'une nouvelle chaîne de montage automobile stimuleront les exportations, si bien que la balance courante pourrait afficher un excédent.

Les exportations (notamment de véhicules automobiles) pourraient souffrir d'un Brexit désordonné. Les contraintes de capacité, si elles continuent de s'accentuer, pourraient conduire à une surchauffe et à une détérioration de la compétitivité internationale. Du côté positif, des conditions financières favorables et la vigueur du marché du travail pourraient dynamiser encore plus que prévu la demande intérieure privée. Des progrès plus rapides qu'escompté sur le front des réformes renforceraient encore la croissance économique.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

On prévoit une accélération de la croissance économique en 2017. La revalorisation du salaire minimum en janvier et la demande persistante de main-d'œuvre vont bénéficier aux travailleurs et stimuler la consommation. L'investissement des secteurs privé et public se redresse. Toutefois, la pénurie de main-d'œuvre freinera la croissance en 2018 et entraînera quelques tensions inflationnistes supplémentaires, d'où un maintien de l'inflation au-dessus de la cible de 2 % jusqu'à la fin de 2018.

En avril, la Banque centrale a mis un terme à sa politique non conventionnelle d'arrimage de la couronne à l'euro en laissant flotter librement la monnaie tchèque. On suppose que la politique monétaire prendra un tour progressivement plus restrictif à partir de la fin de 2017 pour contrer la hausse de l'inflation. Une politique budgétaire légèrement expansionniste en 2017 donnera à la banque centrale une certaine marge pour relever ses taux d'intérêt. Des mesures structurelles réduisant la pénurie de main-d'œuvre et améliorant la productivité – par exemple, le développement des structures de garde d'enfants pour permettre aux mères de revenir sur le marché du travail – favoriseraient une accélération de la croissance et une hausse durable des salaires.

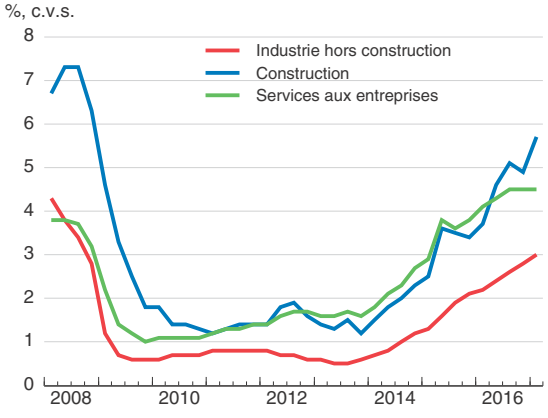
L'économie est fortement intégrée aux chaînes de valeur mondiales du fait de l'investissement étranger. Les entreprises étrangères étaient auparavant attirées par les bas salaires, mais l'enjeu est désormais d'accroître la valeur ajoutée pour maximiser les bienfaits de la mondialisation. Il faudrait inciter davantage les entreprises tchèques à renforcer leur R-D. L'apprentissage tout au long de la vie aiderait la main-d'œuvre à s'adapter à ces changements.

La demande extérieure joue un rôle moteur

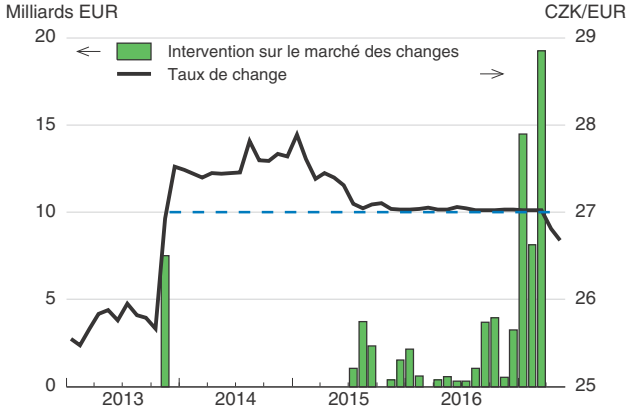
La faiblesse de la demande intérieure a pesé sur la croissance du PIB en 2016 ; elle résultait en grande partie de la baisse de l'investissement qui a été anticipée en lien avec la

République tchèque

Les taux d'emploi vacants sont élevés dans tous les secteurs



La sortie de la politique des taux de change s'est opérée sans heurts[1]



1. La ligne en pointillé correspond au taux de change plancher fixé par la Banque nationale tchèque le 7 novembre 2013 et supprimé le 6 avril 2017.

Source : Eurostat et Banque nationale tchèque.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933502978

République tchèque : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de CZK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	4 097.0	2.7	4.6	2.3	2.9	2.6
Consommation privée	2 024.7	1.8	3.1	2.8	3.0	2.6
Consommation publique	826.0	1.1	2.0	1.2	1.8	1.8
Formation brute de capital fixe	1 026.3	3.9	9.1	-3.9	1.7	4.1
Demande intérieure finale	3 877.0	2.2	4.5	0.6	2.4	2.9
Variation des stocks[1]	- 15.9	1.1	0.3	0.7	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	3 861.1	3.4	4.8	1.4	2.2	2.8
Exportations de biens et services	3 147.9	8.7	7.9	4.0	3.8	4.5
Importations de biens et services	2 912.0	10.1	8.4	3.0	3.0	4.9
Exportations nettes[1]	235.9	-0.5	0.1	1.0	0.9	0.0
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	2.5	1.0	1.1	1.4	2.0
Indice des prix à la consommation	_	0.4	0.3	0.7	2.3	2.2
Déflateur de la consommation privée	_	0.6	0.1	0.6	2.1	1.8
Taux de chômage	_	6.1	5.0	4.0	3.3	3.3
Solde des administrations publiques[2]	_	-1.9	-0.6	0.6	0.4	0.6
Dette brute des administrations publiques[2]	_	56.9	53.9	49.7	48.5	47.2
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht[2]	_	42.2	40.3	37.2	36.0	34.7
Balance des opérations courantes[2]	_	0.2	0.2	1.1	1.0	1.4

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du PIB.
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933505771

transition vers la nouvelle période de programmation de l'UE. Toutefois, une vive progression de la demande extérieure a stimulé les exportations. L'investissement dans le logement est également très dynamique. La demande de main-d'œuvre reste forte, nourrissant la hausse des salaires et la confiance des consommateurs. Les taux d'emploi des hommes et des femmes ont atteint des sommets historiques et l'excédent de l'offre sur le marché du travail se résorbe. La confiance des entreprises et leur rentabilité ont fléchi malgré le maintien de conditions financières accommodantes. La réduction des capacités inemployées et l'augmentation des prix de l'alimentation et de l'énergie ont porté le rythme de l'inflation globale à plus de 2 % au début de 2017.

La politique macroéconomique continue à soutenir l'activité

L'inflation globale et l'inflation sous-jacente dépassant la cible de 2 %, la banque centrale a mis fin en avril 2017 à la politique qui empêchait l'appréciation du taux de change par rapport à l'euro et repoussait ainsi les risques déflationnistes. Au début de 2017, d'importantes interventions destinées à contenir l'appréciation de la monnaie ont porté les réserves de change à 70 % du PIB. Jusqu'à présent, les fluctuations du taux de change ont été modérées. En supposant que ce scénario se poursuive, la banque centrale devrait relever progressivement son taux d'intérêt directeur, conformément à l'hypothèse retenue pour ces prévisions. Les prix des logements montent et la distribution du crédit

s'accélère. Afin d'atténuer les risques pour la stabilité financière, des volants de fonds propres contracycliques ont été mis en place en janvier et le parlement examine actuellement un texte de loi qui conférerait à la banque centrale le pouvoir de plafonner les quotités de financement pour les crédits immobiliers.

La progression des revenus et une meilleure discipline fiscale ont contribué à la forte augmentation des recettes et à un excédent budgétaire record en 2016. La politique budgétaire devrait être légèrement expansionniste en 2017, compte tenu de la hausse des rémunérations dans le secteur public mais aussi de la relance des projets d'investissement nationaux et des projets financés par l'UE, et devrait prendre une orientation neutre en 2018. De nouvelles mesures doivent être prises pour mieux absorber les fonds de l'UE grâce à une meilleure coordination au sein de l'administration. La hausse des rémunérations dans le secteur public et le versement d'un complément de retraite en 2017 rendront la croissance plus inclusive. Le nouveau cadre budgétaire, qu'il convient de saluer, a été adopté. Il prévoit un conseil budgétaire et des règles de dépenses et de frein à l'endettement.

Des mesures destinées à accroître l'offre de main-d'œuvre et la productivité assureraient la viabilité de la progression des salaires. Les possibilités de garde d'enfants augmentent, mais il faudrait davantage de places d'accueil, tandis que le système de prélèvements/prestations décourage les mères de revenir sur le marché du travail. Les pouvoirs publics prévoient de faciliter le recours des entreprises à des programmes d'immigration qualifiée, ce qui permettrait de corriger certains déficits de qualifications. Dans sa version actualisée, la stratégie d'exportation vise à diversifier les marchés d'exportation et à améliorer l'accès des entrepreneurs à l'information et au financement, ce qui devrait accroître la valeur ajoutée locale entrant dans les exportations tchèques. Enfin, il faudrait augmenter les incitations fiscales aux investissements des entreprises dans la R-D et les compléter par des dispositifs de cofinancement public.

La demande intérieure stimulera la croissance

La progression rapide des revenus et la baisse du taux d'épargne devraient continuer à soutenir la consommation privée. Avec le lancement des projets bénéficiant de financements de l'UE, la croissance de l'investissement augmentera. Selon les prévisions, la hausse des exportations devrait rester solide en 2017 et accélérer en 2018, la reprise en Europe se poursuivant. La forte demande de main-d'œuvre et la faiblesse de l'offre correspondante feront baisser le taux de chômage à des niveaux sans précédent et entraîneront des tensions sur les salaires. L'inflation devrait rester un peu supérieure à la cible de 2 % en 2017 et 2018.

Les principaux risques sont extérieurs. Le risque majeur est celui d'une forte appréciation du taux de change, qui nuirait à la compétitivité des exportations tchèques. Les incertitudes à propos du Brexit ou un ralentissement de l'économie chinoise pénaliseraient également, *via* les chaînes de valeur mondiales, les exportateurs tchèques. En revanche, l'économie européenne pourrait surprendre par sa vigueur, ce qui stimulerait les exportations. Si les projets d'investissement public augmentaient plus vite que prévu ou si les entreprises investissaient dans des équipements pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre, la croissance serait plus forte. À condition d'être intégralement mises en œuvre, les mesures prises pour améliorer l'efficience de la dépense publique devraient permettre des gains de croissance.

ROYAUME-UNI

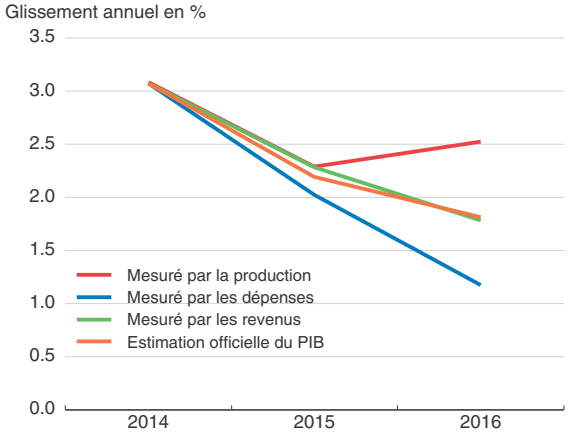
L'activité économique devrait ralentir en 2017 et 2018 en raison des incertitudes entourant l'issue des négociations sur le Brexit. Cet exercice de prévision suppose que, sur le front des échanges extérieurs, le Royaume-Uni bénéficiera, du statut de nation « la plus favorisée » à compter d'avril 2019. Le manque de visibilité et le résultat supposé des négociations pèseront probablement sur les dépenses, en particulier sur l'investissement. L'action publique a nourri la confiance et la consommation dans le secteur privé, mais les dépenses des ménages devraient s'infléchir, l'affaiblissement du marché du travail se conjuguant à la hausse de l'inflation pour freiner la croissance des salaires réels. Le déficit de la balance courante s'est contracté et les exportations, dopées par des gains de compétitivité, devraient soutenir la croissance.

L'inflation a dépassé la cible de 2 %, ce qui s'explique par la récente dépréciation du taux de change. La Banque d'Angleterre fera probablement abstraction de ces effets transitoires et maintiendra sa politique accommodante. Le déficit budgétaire devrait rester globalement au même niveau cette année, mais l'assainissement des finances publiques est au programme pour 2018, malgré la révision à la baisse des perspectives de croissance. Il faudrait au contraire envisager de nouvelles initiatives budgétaires pour accroître l'investissement public afin d'alimenter la demande à court terme et de stimuler l'offre à plus long terme.

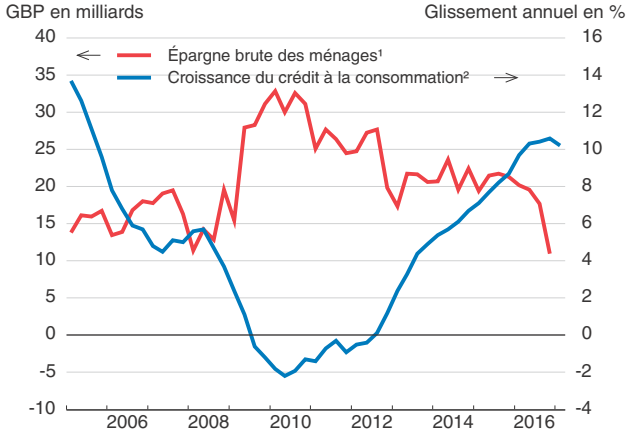
Le Royaume-Uni est confronté de longue date à une baisse de sa part de marché à l'exportation. Les régions les moins prospères du pays, qui exportent essentiellement des produits manufacturés et agricoles sont exposées au risque de montée du protectionnisme mondial, lequel pourrait entraîner une contraction des revenus et un creusement des inégalités. La mise à niveau des réseaux de transport urbains et régionaux permettrait aux entreprises d'accéder plus facilement aux meilleures

Royaume-Uni

La croissance a été incertaine



L'épargne chute et les emprunts augmentent



1. Les ménages englobent les institutions sans but lucratif au service des ménages.
2. Crédit à la consommation : montant total en livre sterling des prêts à la consommation accordés aux particuliers (en dehors des prêts étudiant octroyés par la Student Loans Company).

Source : Office statistique du Royaume-Uni ; et Banque d'Angleterre.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503795

Royaume-Uni : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentage de variation

	2014	2015	2016	2017	2018
Emploi	2.4	1.7	1.4	0.7	-0.2
Taux de chômage[1]	6.2	5.4	4.9	4.8	5.3
Rémunération par salarié[2]	0.7	1.2	2.8	2.5	1.5
Coûts unitaires de main-d'œuvre	-0.7	1.0	1.9	2.0	1.5
Revenu disponible des ménages	2.9	4.1	2.8	3.0	2.5
Déflateur du PIB	1.6	0.6	1.7	2.2	1.9
Indice des prix à la consommation harmonisé[3]	1.5	0.1	0.6	2.8	2.7
IPCH sous-jacent[4]	1.6	1.1	1.2	2.3	2.7
Déflateur de la consommation privée	1.7	0.3	1.1	2.6	2.6

1. En pourcentage de la population active.
2. Pour l'ensemble de l'économie.
3. Connu sous le nom de IPC au Royaume-Uni.
4. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503852

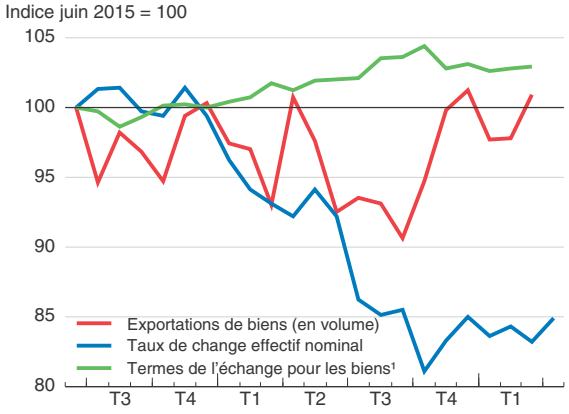
technologies, de réduire leurs coûts d'exportation et d'être mieux à même de s'approvisionner auprès de nouveaux marchés et de nouveaux fournisseurs. Assouplir la réglementation pour accroître l'offre de logements, relever le niveau d'instruction et promouvoir la formation tout au long de la vie encourageraient la mobilité régionale de la main d'œuvre et seraient gage d'une amélioration des perspectives d'embauche pour les travailleurs ayant perdu leur emploi.

L'activité économique s'est essoufflée

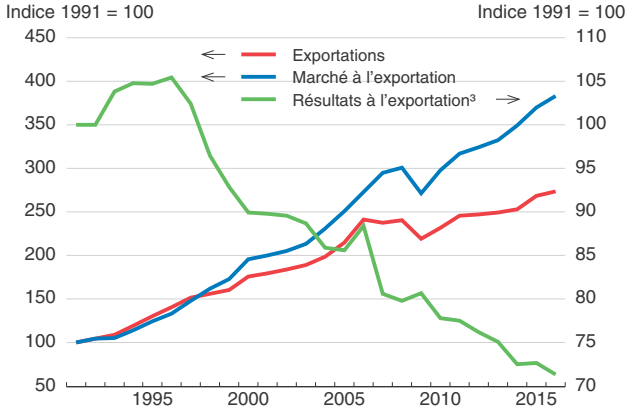
La croissance est tombée à 1.8 % en 2016, cette estimation restant toutefois plus sujette à caution que d'habitude étant donné la divergence entre les résultats obtenus

Royaume-Uni

Les termes de l'échange sont stables, malgré la chute de la livre sterling



Les résultats à l'exportation se sont dégradés²



1. Indice des prix à l'exportation en pourcentage de l'indice des prix à l'importation.
2. Les données renvoient aux exportations de biens et services en volume.
3. Rapport entre la croissance du volume des exportations et la croissance des parts de marché à l'exportation du pays.

Source : Office statistique du Royaume-Uni ; Thomson Reuters ; et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503776

Royaume-Uni : **Indicateurs financiers**

	2014	2015	2016	2017	2018
Taux d'épargne nette des ménages[1]	6.8	6.5	5.2	3.1	2.2
Solde financier des administrations publiques[2]	-5.6	-4.3	-3.3	-3.1	-2.4
Dette brute des administrations publiques[2]	113.4	112.7	123.2	122.9	122.6
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht[2]	88.1	89.0	89.3	88.7	88.1
Balance des opérations courantes[2]	-4.7	-4.3	-4.4	-3.9	-3.8
Taux d'intérêt à court terme[3]	0.5	0.6	0.5	0.3	0.3
Taux d'intérêt à long terme[4]	2.6	1.9	1.3	1.0	0.8

1. En pourcentage du revenu disponible.
2. En pourcentage du PIB.
3. Taux interbancaire à 3 mois.
4. Obligations d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503871

grâce aux différentes méthodes de mesure du PIB. Tirée conjointement par une forte augmentation du nombre total d'heures travaillées, des accélérations de la progression des salaires réels observées jusqu'à il y a peu et les revalorisations du salaire minimum, la consommation privée a été le principal moteur de la croissance. Les ménages ont également réduit leur taux d'épargne brut et emprunté pour maintenir leur consommation, ce qui s'est traduit par une baisse notable du taux d'épargne. Cela étant, les ventes au détail sont très fluctuantes ces derniers temps, et les banques anticipent un

Royaume-Uni : **Demande et production**

	2015	2016	2017	2018	Quatrième trimestre 2016	Quatrième trimestre 2017	Quatrième trimestre 2018
	Prix courants milliards de GBP	Glissement annuel en %, en volume (prix de 2013)					
PIB aux prix du marché	1 872.7	1.8	1.6	1.0	1.9	1.1	0.9
Consommation privée	1 214.7	2.8	2.0	1.1	2.9	1.4	1.0
Consommation publique	362.8	0.8	1.4	1.1	0.4	2.1	0.7
Formation brute de capital fixe	317.1	0.5	1.2	-1.8	1.0	0.2	-2.0
Secteur public[1]	49.3	2.6	3.8	1.2	7.2	1.0	1.4
Secteur privé : résidentiel	87.6	3.7	3.4	-1.1	1.5	2.6	-1.5
Secteur privé : autres	180.2	-1.5	-0.6	-3.0	-0.9	-1.2	-3.3
Demande intérieure finale	1 894.6	2.0	1.8	0.7	2.1	1.4	0.4
Variation des stocks[2]	7.9	-0.5	0.3	0.0			
Demande intérieure totale	1 902.5	1.5	2.1	0.6	1.6	2.4	0.4
Exportations de biens et services	517.4	1.8	1.9	2.6	0.6	0.1	2.8
Importations de biens et services	547.2	2.8	3.8	1.3	2.0	3.9	1.2
Exportations nettes[2]	- 29.8	-0.3	-0.6	0.4			

Note : Des prévisions trimestrielles détaillées sont disponibles dans l'annexe statistique pour les sept pays principaux, la zone euro et l'ensemble de l'OCDE.

1. Y compris les entreprises publiques et nationalisées.
2. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503890

Royaume-Uni : **Indicateurs extérieurs**

	2014	2015	2016	2017	2018
			Milliards de USD		
Exportations de biens et services	842.7	790.6	739.9	762	814
Importations de biens et services	902.4	836.1	790.3	829	885
Balance commerciale	- 59.6	- 45.5	- 50.3	- 67	- 71
Solde des invisibles	- 80.0	- 76.9	- 65.3	- 33	- 31
Balance des opérations courantes	- 139.7	- 122.4	- 115.7	- 100	- 103
			Pourcentage de variation		
Exportations de biens et services en volume	1.5	6.1	1.8	1.9	2.6
Importations de biens et services en volume	2.5	5.5	2.8	3.8	1.3
Résultats à l'exportation[1]	- 3.4	0.2	- 1.8	- 3.1	- 1.5
Termes de l'échange	1.5	0.7	0.0	- 0.1	- 1.2

1. Ratio du volume des exportations sur le marché correspondant pour le total des biens et services.
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503909

resserrement du crédit à la consommation. Un regain d'incertitude pèse sur l'investissement des entreprises, mais l'appétence au risque de ces dernières, auparavant très frileuses, s'est quelque peu accrue.

Malgré la dépréciation du taux de change, les exportations ont été très fluctuantes et les parts de marché n'ont pas progressé. Pour autant, la valeur en livres sterling des actifs étrangers détenus par des investisseurs britanniques a augmenté, à l'instar de la valeur des revenus générés par ces actifs. En conséquence, la position extérieure globale nette est désormais excédentaire et le déficit de la balance courante s'est contracté.

La situation sur le marché du travail est restée tendue, dans un contexte de repli du taux de chômage, ramené à 4.6 %, et de hausse du nombre d'heures travaillées par salarié, mais la croissance soutenue de l'emploi s'est quelque peu émoussée. La progression des salaires nominaux a marqué le pas malgré la faiblesse du chômage et l'abondance des offres d'emploi. Le salaire minimum a de nouveau été revalorisé en avril 2017, d'environ 4 % pour les salariés âgés de plus de 25 ans. Le rythme des revalorisations ultérieures devrait continuer d'être fixé en fonction de la situation du marché du travail et de l'évolution de la productivité pour éviter que la main-d'œuvre peu qualifiée soit exclue de l'emploi parce que trop coûteuse.

L'orientation de la politique macroéconomique doit rester expansionniste

Le déficit budgétaire a été ramené à 2.5 % du PIB fin 2016 et la politique budgétaire est globalement neutre en 2017. Des mesures d'assainissement des finances publiques sont prévues à partir de 2018 et l'objectif fixé, à savoir ramener le déficit structurel à 2 % du PIB d'ici à 2021, devrait être atteint plus tôt que prévu. De plus, le coût réduit du service de la dette lié au niveau extrêmement bas des taux d'intérêt, le transfert au budget des intérêts perçus par la Banque d'Angleterre dans le cadre de son programme d'assouplissement quantitatif et l'échéance de la dette publique (plus de 15 ans), la plus longue de l'OCDE, sont autant de facteurs qui créent une marge budgétaire considérable. Aussi la politique budgétaire devrait-elle être mise à profit pour compenser les vents contraires que les incertitudes entourant la future sortie de l'UE font souffler sur la croissance.

La Banque d'Angleterre a reconduit ses mesures de soutien à l'économie dont il convient de se féliciter en maintenant son vaste plan de relance monétaire. L'inflation a récemment dépassé la cible de 2 %, mais cette évolution est le produit de facteurs transitoires et des mesures de stimulation monétaire resteront nécessaires face au ralentissement économique que devrait entraîner la cristallisation des incertitudes autour du Brexit. Les activités de prêt à la consommation ont été soutenues et ont conduit les autorités réglementaires à réexaminer la qualité des critères d'octroi des prêts à la consommation ainsi que les règles qui en constituent le socle. Si la forte expansion du crédit à la consommation devait se poursuivre, les autorités pourraient envisager de prendre de nouvelles dispositions réglementaires ciblées, notamment de sortir progressivement les prêts à la consommation du dispositif « *Term Funding Scheme* » comme les prêts aux ménages l'ont été du dispositif « *Funding for Lending Scheme* » en 2014.

L'économie britannique est de plus en plus exposée au commerce mondial et à la concurrence internationale, ce qui est bon pour la productivité et les revenus, mais présente également des inconvénients en raison des ajustements que cette ouverture entraîne dans les secteurs concernés, et des pertes d'emplois qui en résultent. La mise en œuvre de politiques plus fermes est donc nécessaire pour faciliter le processus d'ajustement. L'intensification de l'investissement dans les infrastructures de transport, notamment dans les régions moins productives, ouvrirait la voie à une meilleure connectivité et une meilleure diffusion des connaissances. Un accroissement de l'offre de logements améliorerait l'adéquation entre emplois et qualifications et faciliterait le redéploiement des ressources vers des secteurs se caractérisant par un meilleur avantage comparatif. Œuvrer en faveur d'un relèvement du niveau d'instruction et s'attaquer au problème de la pénurie d'enseignants dans les régions moins productives ouvriraient la possibilité de rehausser le niveau de qualification des plus jeunes et d'améliorer ainsi leur adaptabilité de même que leurs chances de trouver et de conserver des emplois de qualité.

La croissance devrait ralentir

La croissance du PIB devrait s'infléchir, légèrement tout d'abord, pour ressortir à 1.6 % en 2017, puis plus nettement, pour s'établir à 1 % en 2018. Ce scénario repose essentiellement sur l'hypothèse selon laquelle, sur le front des échanges extérieurs, le Royaume-Uni bénéficiera du statut de « nation la plus favorisée » une fois qu'il aura quitté l'Union européenne en 2019. Un ralentissement de la croissance de la consommation privée est prévu du fait que la hausse de l'inflation pèsera sur les revenus réels, mais les perspectives d'une croissance plus faible devraient limiter l'ampleur des tensions sur les prix au sein de l'économie. Les ménages devraient également continuer à maintenir leur consommation en réduisant encore leur taux d'épargne. L'investissement des entreprises devrait s'inscrire en recul, sur fond de grande incertitude, mais aussi à cause de la diminution de leurs marges. L'essoufflement de la croissance pourrait faire passer le taux de chômage au-dessus de 5 %.

Le manque de visibilité sur le processus de sortie de l'Union européenne constitue le principal risque qui pèse sur l'économie britannique. Un climat qui aggraverait l'incertitude pourrait entraver l'investissement national et étranger davantage qu'anticipé, mais une avancée rapide des négociations et une issue permettant de maintenir de solides liens commerciaux avec l'Union européenne se traduiraient par des résultats excédant les prévisions. L'expansion des exportations pourrait fléchir si les prix à l'exportation augmentent plus que prévu et érodent les gains de compétitivité réalisés grâce à la dépréciation antérieure du change.

RUSSIE

Après avoir traversé une profonde récession, l'activité économique devrait rebondir à la faveur d'une hausse des prix du pétrole, d'une augmentation des salaires et d'un recul des taux d'intérêt. Ces facteurs doperont la consommation des ménages et l'investissement des entreprises. Des blocages structurels entravent la diversification de la production et la solidité relative du rouble et le maintien des sanctions freinent les exportations hors secteur pétrolier. Le taux de pauvreté diminuera progressivement grâce à une meilleure tenue du marché du travail et une nouvelle baisse de l'inflation.

La politique monétaire devrait être assouplie pour soutenir la croissance, avec prudence toutefois pour éviter un sursaut de l'inflation. Le resserrement budgétaire, résultant des coupes dans les dépenses, pourrait mettre en péril la reprise. Des recettes supplémentaires pourraient provenir d'un relèvement du taux de la TVA et des taxes et impôts frappant le secteur pétrolier et gazier et l'immobilier, ainsi que d'un élargissement de la base de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Parallèlement, il faut trouver les ressources nécessaires pour financer d'importants investissements publics dans l'éducation, l'innovation et les infrastructures. Des réformes institutionnelles aideraient à hisser plus haut le taux de croissance à plus long terme.

L'économie demeure relativement fermée, les sanctions internationales entravant la création de valeur ajoutée dans les activités non pétrolières. Les bienfaits liés à la mondialisation reposent sur les recettes pétrolières, dont le produit est réparti de manière inégale entre les régions et les catégories de revenu. Une réforme fiscale et un réinvestissement dans l'éducation et les infrastructures des gains liés à la remontée des prix du pétrole aideraient à diversifier l'économie, à créer plus d'emplois de qualité et à faire en sorte que la mondialisation bénéficie à tous.

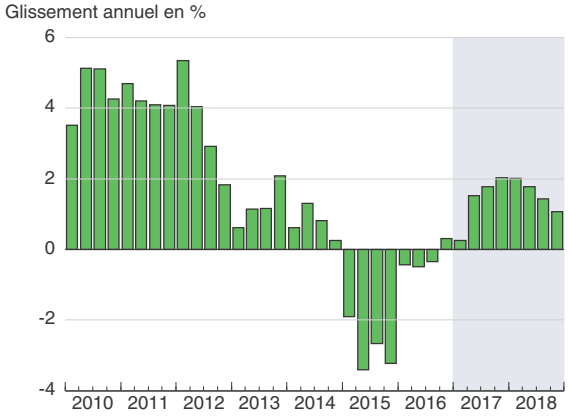
La reprise demeure fragile

L'économie a amorcé un redressement grâce à l'augmentation des prix du pétrole et à l'affermissement de la demande extérieure. La hausse des prix à la consommation et les

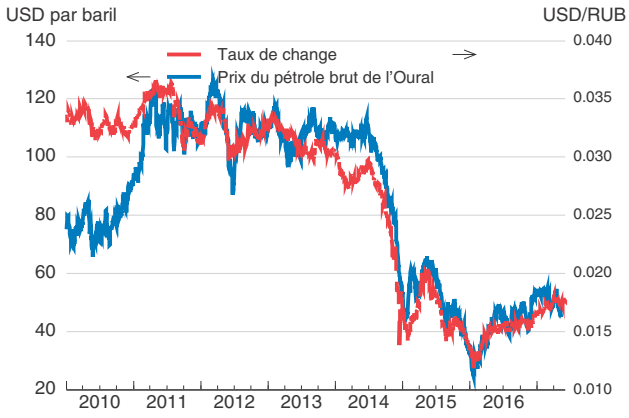
Russie

L' économie reprend progressivement

PIB réel



Les prix du pétrole et le taux de change sont étroitement liés



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; et Thomson Reuters.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503605

Russie : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants trillions de RUB	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2011)				
PIB aux prix du marché	70.9	0.7	-2.8	-0.2	1.4	1.6
Consommation privée	38.3	2.0	-9.7	-4.5	1.2	2.7
Consommation publique	14.0	-2.1	-3.1	-0.5	-0.5	-2.5
Formation brute de capital fixe	13.8	-1.1	-9.7	-2.2	2.0	1.6
Demande intérieure finale	66.1	0.5	-8.4	-3.2	-0.5	0.0
Variation des stocks[1]	0.9	-1.0	-1.3	0.8	1.1	0.0
Demande intérieure totale	66.9	-0.6	-9.5	-2.3	2.2	1.3
Exportations de biens et services	18.9	0.6	3.6	3.1	3.4	3.0
Importations de biens et services	14.9	-7.1	-26.0	-4.0	5.0	2.2
Exportations nettes[1]	4.0	1.7	6.3	1.7	-0.2	0.3
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	10.7	8.2	3.5	7.7	3.6
Indice des prix à la consommation	_	7.8	15.5	7.0	4.2	4.0
Déflateur de la consommation privée	_	8.2	14.1	6.5	4.4	4.2
Solde des administrations publiques[2,3]	_	-1.0	-3.4	-3.7	-3.3	-2.7
Balance des opérations courantes[2]	_	2.8	5.1	1.9	4.0	3.7

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du PIB.
3. Budget consolidé.

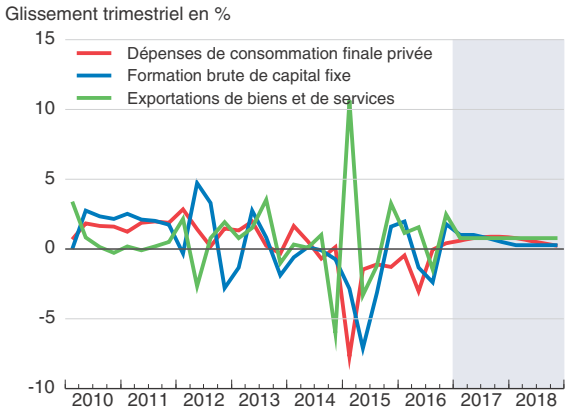
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503852

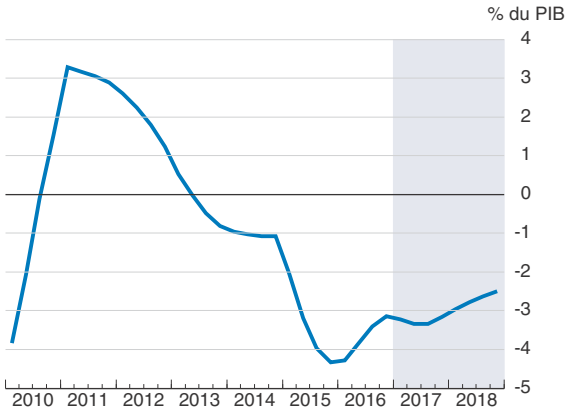
taux d'intérêt poursuivent leur repli qui favorise à la fois l'investissement et la consommation. Les entreprises reprennent confiance et l'investissement progresse, après s'être contracté pendant près de trois ans. La consommation rebondit, portée par la progression des salaires réels, même si la confiance des ménages demeure fragile. Le

Russie

La demande intérieure et les exportations soutiennent la croissance



Le déficit budgétaire va se réduire



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503624

chômage a connu une nouvelle décrue et s'établit désormais à 5.5 % environ. L'augmentation des salaires et la baisse du chômage ont permis également de faire reculer légèrement la pauvreté.

Cela étant, le redressement est fragile car il repose essentiellement sur le rebond des prix des produits de base. La plupart des obstacles structurels et politiques à une croissance durable plus solide demeurent. Les incertitudes institutionnelles ainsi que le manque de réformes structurelles ont un effet décourageant sur le climat des affaires et la création d'entreprises. Les sanctions internationales restreignent l'accès aux marchés de capitaux et le déficit d'infrastructures de transport entrave les échanges interrégionaux. L'appréciation du rouble pèse sur les exportations hors secteur pétrolier et enferme l'économie dans sa dépendance vis-à-vis du pétrole. Enfin, les inégalités de revenu demeurent clairement supérieures aux niveaux observés dans les grandes économies de l'OCDE.

La politique monétaire est accommodante, tandis que la politique budgétaire est orientée vers la rigueur

Le repli rapide de l'inflation a permis de donner une orientation plus accommodante à la politique monétaire. Le nouveau mécanisme, qui conditionne les interventions sur le marché des changes aux prix du pétrole, aura sans doute pour effet de réduire la volatilité du rouble et l'exposition aux chocs extérieurs. Le seuil d'intervention actuel – 40 USD par baril – est le signe que les autorités réagiront plus activement à une nouvelle appréciation du rouble. Celles-ci devraient également surveiller de plus près l'évolution des marchés du capital-investissement et du crédit.

La politique budgétaire s'oriente vers la rigueur. Le budget fédéral adopté en décembre 2016 prévoit une réduction des dépenses publiques et du déficit d'environ un point de PIB en 2018 comme en 2019 ; les présentes prévisions tablent sur une réduction moindre que celle prévue au budget. Toujours est-il qu'à ce stade, la contraction budgétaire risque de mettre en péril la reprise et, au fur et à mesure de la compression des dépenses productives, la croissance à long terme. Étant donné la faiblesse des taux d'intérêt, toujours en baisse, et le bas niveau de l'endettement, les autorités pourraient vouloir dégager une marge de manœuvre supplémentaire afin d'investir dans la recherche, l'éducation et les infrastructures pour que l'économie soit plus résiliente et inclusive.

Le caractère inclusif de la reprise et, plus généralement, les bienfaits de la mondialisation, dépendront pour une bonne part de la manière dont les bénéfices réalisés grâce à la remontée des prix du pétrole seront répartis entre les catégories de revenu et les territoires de ce vaste pays. Les retombées de la reprise ont été modestes jusqu'à présent, les inégalités de revenu restent fortes et les disparités régionales se creusent. Une réforme de la fiscalité, comme le suggèrent les autorités, pourrait consolider une croissance qui profite à tous. Un élargissement de la base de l'impôt sur le revenu, un relèvement des impôts et taxes sur l'immobilier et une taxation plus efficace du secteur pétrolier en échange d'un abaissement des cotisations de sécurité sociale pourraient améliorer l'efficience fiscale et générer plus de recettes tout en assurant une meilleure répartition de cette manne au sein de la population.

La faiblesse institutionnelle bride le redressement de la croissance

La croissance économique devrait rebondir pour atteindre environ 1½ pour cent en 2017 et en 2018. Un taux de change stabilisé et des taux d'intérêt plus bas doperont la

confiance et l'investissement des entreprises. La baisse de l'inflation et une hausse des salaires réels portée par le regain d'activité des entreprises et le repli de l'inflation soutiendront les dépenses des ménages même si l'épargne augmentera également. La croissance des exportations sera stimulée par le renchérissement des cours du pétrole et par une vigueur accrue des échanges mondiaux. Cela étant, la croissance restera timide faute de réformes structurelles qui permettraient de diversifier l'économie, d'autant que le rééquilibrage budgétaire pèsera sur la croissance en 2018. La hausse du taux de pauvreté devrait ralentir étant donné que la croissance aura des retombées sur les catégories de population aux revenus les plus faibles.

La faiblesse des institutions entrave l'évolution vers une économie plus résiliente et plus inclusive. Les droits de propriété ne sont pas toujours respectés, la gouvernance des entreprises publiques est opaque et l'administration est par trop centralisée. La corruption recule, mais reste un problème pour les investisseurs. Les lacunes structurelles, telles que le manque d'investissement dans la recherche-développement et la surutilisation des infrastructures, sont préjudiciables à la croissance et à la compétitivité en dehors du secteur pétrolier. Enfin, comme les salaires et retraites du secteur public sont toujours gelés, les inégalités de revenu demeurent marquées.

Les risques d'écart à la hausse comme à la baisse par rapport aux prévisions tiennent aux prix du pétrole et à l'environnement géopolitique. Les recettes des exportations pétrolières et la croissance globale pourraient augmenter si les producteurs de pétrole parvenaient à mettre en place des restrictions d'approvisionnement permanentes qui tireraient les prix vers le haut. Inversement, les prix pourraient baisser à nouveau en cas de rupture des accords d'approvisionnement et/ou si les producteurs d'appoint se trouvaient en capacité de réagir rapidement à une pénurie du côté de l'offre. Sur le front géopolitique, les sanctions devraient être maintenues. Cependant, il est possible qu'elles soient renforcées si la crise avec l'Ukraine s'envenime, ou bien qu'elles soient levées, si un accord de paix durable est négocié.

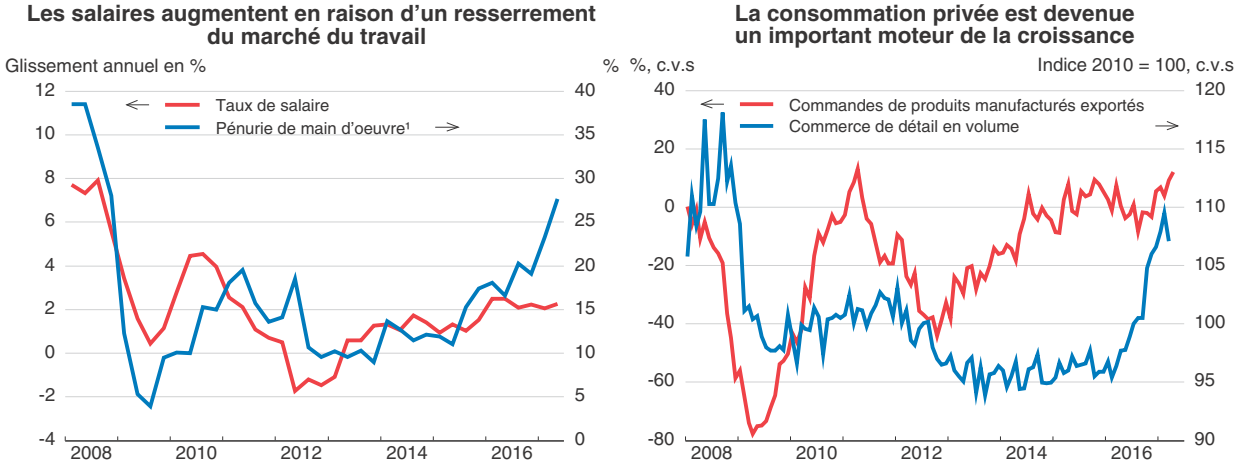
SLOVÉNIE

La croissance économique devrait rester forte et conserver une large assise. L'investissement s'accélérera à mesure que des volumes plus importants de fonds structurels de l'UE seront décaissés et que des contraintes de capacité se feront sentir. La robustesse du marché du travail se traduira par une accélération de la progression des salaires, qui soutiendra la consommation privée. La croissance dans la zone euro devrait contribuer au dynamisme des exportations, en dépit d'augmentations des coûts. La hausse des prix de l'énergie et la disparition du sous-emploi des ressources économiques devraient pousser l'inflation à la hausse.

L'orientation budgétaire est généralement neutre, bien que le déficit des finances publiques continue de se contracter. La politique monétaire accommodante dans la zone euro a un effet expansionniste et les bilans des banques se sont considérablement améliorés. Pour contenir les tensions sur les coûts, la Slovénie devrait renforcer la concurrence en accélérant son programme de privatisation, ce qui permettrait également de susciter de nouvelles entrées d'IDE, et en menant des réformes des marchés des produits ; elle devrait aussi s'employer à réduire les obstacles à l'entrepreneuriat.

La Slovénie, qui se caractérise par un faible stock d'IDE et une intégration dans les chaînes de valeur mondiale comparativement modeste, n'a pas tiré pleinement parti de la mondialisation. Les autorités pourraient encourager les entreprises compétitives sur le plan international à localiser leurs activités en Slovénie en abaissant la réglementation, coûteuse, et en créant des marchés concurrentiels. En outre, les rigidités du marché du travail poussent les travailleurs dont les compétences sont obsolètes vers le chômage de longue durée ou la retraite anticipée. Des mesures permettant à ces travailleurs de suivre la formation nécessaire pour trouver un nouvel emploi seraient bénéfiques à l'inclusivité.

Slovénie



1. Pourcentage d'entreprises manufacturières signalant une pénurie de main-d'oeuvre en tant que facteur limitant la production.
Source : Eurostat, base de données de l'industrie ; Base de données des Principaux indicateurs économiques de l'OCDE ; et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503662

Slovénie : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	35.9	3.1	2.3	2.5	3.8	3.1
Consommation privée	19.8	2.0	0.5	2.8	3.7	3.7
Consommation publique	7.1	-1.2	2.5	2.6	1.9	1.4
Formation brute de capital fixe	7.2	1.4	1.0	-3.1	6.8	5.1
Demande intérieure finale	34.0	1.2	1.0	1.5	4.0	3.5
Variation des stocks[1]	- 0.1	0.6	0.4	0.8	0.0	0.0
Demande intérieure totale	33.9	1.8	1.4	2.4	4.0	3.5
Exportations de biens et services	27.0	5.7	5.6	5.9	5.5	5.7
Importations de biens et services	25.0	4.2	4.6	6.2	6.0	6.4
Exportations nettes[1]	2.0	1.4	1.1	0.3	0.2	0.0
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	0.8	1.0	0.6	2.6	2.6
Prix à la consommation harmonisé (indice)	_	0.4	-0.8	-0.2	2.6	3.1
Déflateur de la consommation privée	_	0.0	-0.7	-0.5	2.4	3.1
Taux de chômage	_	9.7	9.0	8.0	7.3	6.3
Solde des administrations publiques[2]	_	-5.4	-2.9	-1.8	-1.0	-0.2
Dette brute des administrations publiques[2]	_	99.5	102.5	97.8	97.0	95.7
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht[2]	_	80.9	83.1	79.7	76.3	73.3
Balance des opérations courantes[2]	_	6.2	5.2	6.8	7.4	7.2

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933506113

La croissance a désormais une plus large assise

L'économie reste plus dynamique que dans la zone euro, la demande intérieure étant le principal moteur de la croissance. La consommation privée, en particulier de biens durables, s'accélère à mesure que la confiance des ménages s'améliore. La consommation des administrations publiques est également en augmentation, en partie sous l'effet de l'assouplissement des mesures d'austérité telles que le gel des salaires dans le secteur public. La croissance des investissements s'est redressée, après avoir diminué au début de 2016 en raison du ralentissement du décaissement des fonds structurels de l'UE. Les résultats à l'exportation sont restés satisfaisants, la Slovénie gagnant des parts de marché, ce qui a contribué à l'excédent record de la balance courante.

La baisse du chômage se poursuit et, sur fond de vieillissement de la main-d'œuvre, on voit apparaître des premiers signes de pénurie dans certaines professions. Les travailleurs étrangers ont de ce fait représenté un quart des nouveaux recrutements en 2016, ce qui a contribué à modérer la croissance des salaires. Les prix de l'énergie ont récemment fait passer l'inflation globale à 2 % pour la première fois depuis la crise bancaire nationale de 2013.

Des réformes du travail sont nécessaires pour éliminer les goulets d'étranglement

L'assainissement des bilans des banques permet aux institutions financières de soutenir l'investissement par le biais de prêts aux ménages et aux entreprises, les créances douteuses et litigieuses ayant été transférées à la Société de gestion des actifs bancaires. La transmission de la politique monétaire expansionniste de la zone euro s'en est trouvée améliorée, même si les taux d'intérêt sur les nouveaux prêts aux entreprises demeurent plus élevés que la moyenne de la zone.

La Slovénie a un marché du travail inclusif, sauf pour ce qui concerne les travailleurs âgés et les chômeurs de longue durée, et les sources de main-d'œuvre sous-utilisées sont peu nombreuses. Par conséquent, un meilleur ciblage des politiques actives du marché du travail et la suppression des dispositions du système de protection sociale facilitant les départs en préretraite encore en vigueur pourraient contribuer à atténuer les risques de tensions inflationnistes. Sinon, la Slovénie pourrait aussi accélérer le durcissement prévu de la politique budgétaire si l'inflation devait s'intensifier. La promotion de l'apprentissage tout au long de la vie stimulera l'offre de travail et aidera également les travailleurs à s'adapter aux changements provoqués par la mondialisation. Cependant, la poursuite de l'intégration mondiale est entravée par le grand nombre d'entreprises publiques, et le programme de privatisation s'est ralenti.

Des tensions inflationnistes commenceront à se faire jour

Le rythme de l'expansion économique devrait se renforcer, avec la résorption prochaine de la marge de ressources non utilisées. Les revenus des ménages devraient augmenter à mesure que la baisse du chômage sera source de tensions salariales dans les secteurs public et privé. La hausse des revenus, conjuguée à une baisse de l'épargne de précaution, devrait se traduire par une croissance forte et durable de la consommation privée. L'investissement privé augmentera pour répondre à la croissance de la demande, tandis que l'investissement public se redressera sous l'effet de la reprise des décaissements des fonds structurels de l'UE. Les exportations continueront de progresser, principalement grâce à l'affermissement de l'activité économique dans la zone euro. La croissance économique permettra d'éliminer le déficit budgétaire et d'assurer la poursuite de la réduction de la dette publique.

Une croissance plus forte que prévu dans la zone euro permettrait de stimuler encore les exportations, tandis qu'une croissance plus rapide des salaires pourrait accélérer la consommation privée. Le dépassement des plafonds des dépenses publiques pourrait conduire à une croissance temporairement plus forte, au prix toutefois d'une hausse de l'inflation qui entraînerait la perte de parts de marché à l'exportation. La croissance pourrait souffrir d'un resserrement précoce de la politique monétaire dans la zone euro, qui réduirait l'investissement privé. Par ailleurs, une accentuation des incertitudes géopolitiques ou du protectionnisme pourrait porter préjudice aux marchés d'exportation de la Slovénie, surtout à ceux situés en dehors de l'Europe.

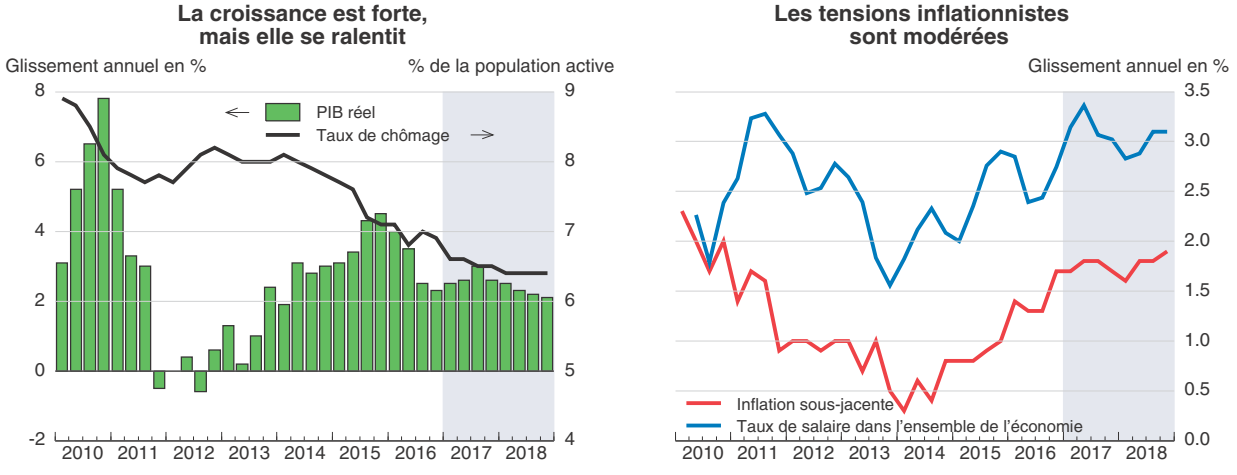
SUÈDE

L'expansion économique se poursuit avec vigueur, soutenue par le dynamisme de la demande, l'augmentation de la population active, une productivité en hausse et une amélioration des perspectives internationales. Toutefois, les pénuries de main-d'œuvre qualifiée et de terrains constructibles ralentissent l'investissement résidentiel. La baisse du taux de chômage touche à sa fin, car les travailleurs peu qualifiés difficiles à recruter représentent une part croissante des demandeurs d'emploi. Un accord salarial sur trois ans prévoyant des augmentations de salaires modestes devrait contenir les tensions inflationnistes et, conjugué à une épargne des ménages toujours élevée, devrait freiner la consommation.

La politique monétaire très expansionniste menée du fait de la persistance de taux d'inflation inférieurs à l'objectif visé continue d'alimenter une forte expansion du secteur du logement, malgré l'effet modérateur des mesures macroprudentielles. Un assouplissement des règles d'urbanisme et des dispositions relatives au marché locatif et une réforme de la fiscalité du logement contribueraient à stabiliser les prix de l'immobilier d'habitation, à renforcer la mobilité sur le marché du travail et à améliorer l'égalité. L'investissement dans les compétences et l'intégration des migrants humanitaires sur le marché du travail, en particulier des femmes, est assuré, à juste titre, dans le cadre d'une politique budgétaire prudente.

La Suède bénéficie considérablement de son intégration poussée dans les chaînes de valeur mondiales, tandis que l'action publique atténue les chocs extérieurs et contribue à l'adaptation des travailleurs, par le biais de services de formation et de conseils et d'une aide temporaire au revenu. Les retombées positives de la mondialisation sont partagées grâce à des services publics développés et à une large redistribution. Toutefois, des considérations de compétitivité internationale freinent la croissance des salaires négociés collectivement et pèsent sur la politique monétaire.

Suède



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503719

Suède : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de SEK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
PIB aux prix du marché	3 773.6	2.7	3.8	3.1	2.7	2.3
Consommation privée	1 759.7	2.2	2.6	2.2	2.2	2.2
Consommation publique	992.1	1.7	2.3	2.7	2.7	2.5
Formation brute de capital fixe	843.5	5.6	6.5	5.5	3.3	2.5
Demande intérieure finale	3 595.3	2.8	3.5	3.1	2.6	2.4
Variation des stocks[1]	8.2	0.2	0.3	0.1	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	3 603.5	3.0	3.8	3.2	2.5	2.4
Exportations de biens et services	1 654.6	5.5	5.2	3.0	3.5	3.6
Importations de biens et services	1 484.4	6.5	5.1	3.3	3.2	4.0
Exportations nettes[1]	170.2	-0.2	0.3	0.0	0.3	0.0
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	1.7	2.1	1.4	2.2	2.1
Indice des prix à la consommation[2]	_	-0.2	0.0	1.0	1.6	1.8
Déflateur de la consommation privée	_	1.1	1.0	1.0	1.7	1.8
Taux de chômage[3]	_	7.9	7.4	6.9	6.5	6.4
Taux d'épargne nette des ménages[4]	_	15.9	16.2	16.5	16.1	15.7
Solde des administrations publiques[5]	_	-1.5	0.3	0.9	1.0	1.0
Dette brute des administrations publiques[5]	_	55.7	53.9	52.6	50.5	48.3
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht[5]	_	45.2	43.9	41.7	39.6	37.4
Balance des opérations courantes[5]	_	4.6	4.7	4.7	5.2	5.3

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. L'indice des prix à la consommation tient compte des charges au titre des intérêts hypothécaires.
3. Les séries historiques comme les prévisions sont basées sur une définition du chômage couvrant les 15-74 ans, y compris les étudiants à plein temps à la recherche d'un emploi et disponibles pour travailler.
4. En pourcentage du revenu disponible.
5. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933506151

La croissance devrait se poursuivre, mais à un rythme plus lent.

L'expansion économique se poursuit avec vigueur, soutenue par le dynamisme de la demande, l'augmentation de la population active, une productivité en hausse et une amélioration des perspectives internationales. Le chômage diminue progressivement, mais les personnes plus difficiles à recruter, notamment les immigrés récemment arrivés, représentent une part grandissante des demandeurs d'emploi. La progression des salaires, négociée dans une optique de compétitivité internationale, est lente au regard de la vigueur de l'économie. Le taux d'épargne des ménages est élevé, ce qui freine la consommation privée et atténue les tensions inflationnistes. La politique monétaire est donc restée très expansionniste, ce qui continue de tirer vers le haut l'investissement et les prix des actifs, quoique à un rythme légèrement plus lent.

La forte expansion du secteur du logement financée par endettement constitue une source de vulnérabilité

Le taux des prises en pension est de -0,5 % depuis février 2016, ce qui tire vers le haut les prix et les anticipations inflationnistes. La faiblesse des taux d'intérêt, la forte

croissance de la population, le traitement fiscal favorable des biens immobiliers et la lenteur de l'adaptation de l'offre ont conduit à une augmentation à deux chiffres des prix des logements ces deux dernières années et à la montée de l'endettement des ménages. Des mesures macroprudentielles, dont l'obligation d'amortissement des crédits hypothécaires introduite en juin 2016, semblent avoir freiné quelque peu la hausse des prix des logements. Il faudra que les mesures existantes soient complétées par un plafonnement du ratio dette/revenu si les prix continuent d'augmenter. Des initiatives complémentaires devraient être prises pour assouplir les règles d'urbanisme et accroître l'offre de logements. L'assouplissement des dispositions applicables au marché locatif, la suppression du plafonnement de l'impôt foncier et l'élimination progressive de la déductibilité des intérêts hypothécaires freineraient les hausses de prix des logements, amélioreraient la répartition des biens immobiliers d'habitation et du capital, favoriseraient la mobilité et amélioreraient la redistribution.

La décision d'abaisser de 1 % à 0.33 % du PIB l'objectif d'excédent budgétaire accroît légèrement les marges de manœuvre budgétaires des autorités pour les années à venir, et leur projet d'exploiter ces marges pour investir dans l'accueil et l'intégration des immigrants est bienvenu. Les pouvoirs publics doivent veiller à ce que l'intégration des migrants humanitaires soit réussie, en mettant l'accent sur l'amélioration des compétences et l'accès au marché du travail, pour que les migrants, notamment les femmes, aient la possibilité d'améliorer leurs conditions de vie et d'apporter leur contribution à la société suédoise.

La croissance devrait se ralentir à mesure que l'économie se rapproche de la pleine utilisation des capacités

La croissance du PIB devrait se ralentir ces deux prochaines années. Les pénuries de main-d'œuvre qualifiée et de terrains constructibles pèseront sur l'investissement résidentiel. La consommation continuera d'augmenter plus lentement que le PIB, les hausses des salaires réels étant freinées par le rôle de premier plan joué dans les négociations collectives par les secteurs exportateurs, exposés à une vive concurrence mondiale. Le taux d'épargne élevé, lié en partie au climat d'incertitude et aux remboursements de prêts hypothécaires, limite également la croissance de la consommation. Les tensions inflationnistes internes resteront modérées, de sorte que la politique monétaire devrait conserver une orientation très expansionniste. Le chômage va progressivement cesser de diminuer, car une part croissante des demandeurs d'emploi est constituée de personnes ayant un faible niveau d'études ou d'immigrés récents qui n'ont pas les compétences requises pour trouver un emploi.

Les taux d'intérêt devraient rester faibles pendant un certain temps, et si l'endettement des ménages n'est pas jugulé, les risques financiers et la vulnérabilité des ménages en cas de baisse des prix des logements ou de hausse des taux d'intérêt s'en trouveront accentués. La Suède est une petite économie ouverte, fortement intégrée dans les chaînes de valeur mondiales, et donc particulièrement exposée aux effets des fluctuations des taux de change, de la croissance du commerce international, du protectionnisme et des évolutions observées chez ses partenaires commerciaux.

SUISSE

La croissance du PIB devrait s'accélérer progressivement, conduisant à un repli du chômage. La faiblesse des taux d'intérêt devrait perdurer et concourir à redynamiser la demande intérieure. La déflation semble avoir été maîtrisée, mais l'inflation devrait rester faible jusqu'en 2018. L'excédent courant restera important.

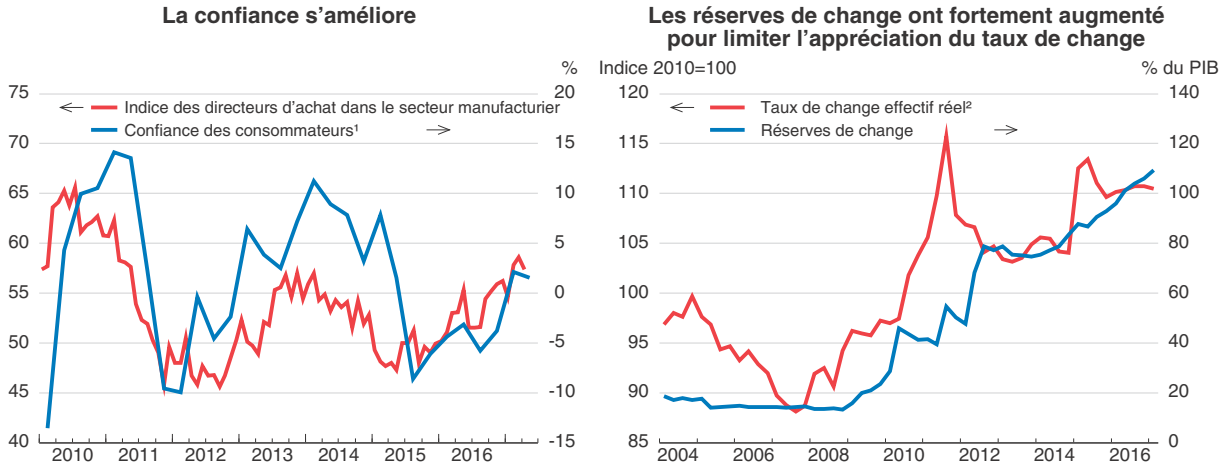
L'inflation peu élevée et l'atonie de la croissance justifient la poursuite d'une politique de taux d'intérêt négatifs. Toutefois, un relèvement des taux directeurs devraient avoir lieu fin 2018, à la faveur du redressement de la croissance. La faiblesse persistante des taux d'intérêt étant susceptible d'engendrer d'importantes distorsions du système financier, le maintien d'une surveillance étroite et des règles prudentielles strictes est de mise. La Suisse devrait enregistrer de modestes excédents budgétaires et sa dette publique continuera de diminuer. Il conviendrait de mettre à profit les marges de manœuvre budgétaire afin d'accompagner la reprise.

Avec une économie qui s'ouvre de plus en plus à l'Europe et au reste du monde, la Suisse devrait être à même de se maintenir dans une position économique enviable. Elle est en particulier parvenue à développer plusieurs secteurs de pointe d'envergure mondiale. Cela étant, la Suisse gagnerait en bien-être si elle allégeait les obstacles aux échanges de services pour accroître sa participation aux chaînes de valeur mondiales. Une immigration d'une ampleur considérable a permis un apport de main-d'œuvre qualifiée, mais elle n'est pas sans poser de problèmes et impose des efforts continus concentrés sur l'intégration des nouveaux venus.

La reprise est graduelle

La croissance du PIB s'est établie à 1.3 % en 2016, soit une amélioration notable par rapport à 2015. Elle reste néanmoins modeste et laisse subsister d'importants excédents de capacités dans l'économie. Des signes d'affermissement transparaissent depuis peu dans

Suisse



1. Écart par rapport à la moyenne de long terme.
2. Calculé d'après la variation des prix à la consommation.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; Thomson Reuters ; et Markit.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503738

Suisse : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de CHF	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	635.0	2.0	0.8	1.3	1.5	1.9
Consommation privée	343.9	1.2	1.0	1.2	1.8	1.9
Consommation publique	70.6	1.5	2.2	1.9	1.4	1.7
Formation brute de capital fixe	149.3	2.8	1.5	2.5	1.7	2.4
Demande intérieure finale	563.8	1.7	1.3	1.6	1.8	2.0
Variation des stocks[1]	- 6.0	0.2	0.5	-1.6	-0.6	0.0
Demande intérieure totale	557.8	2.1	1.9	-0.4	1.1	2.1
Exportations de biens et services	459.4	-6.1	2.2	4.6	5.8	4.0
Importations de biens et services	382.3	-7.8	4.3	2.7	6.2	4.8
Exportations nettes[1]	77.2	0.3	-0.9	1.5	0.5	0.1
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	-0.6	-0.5	-0.6	0.4	0.5
Indice des prix à la consommation	_	0.0	-1.1	-0.4	0.5	0.4
Déflateur de la consommation privée	_	-0.2	-0.8	-0.4	0.4	0.1
Taux de chômage	_	4.5	4.5	4.6	4.5	4.3
Solde des administrations publiques[2]	_	-0.3	1.1	0.6	0.5	0.5
Dette brute des administrations publiques[2]	_	45.7	45.4	44.7	44.1	43.5
Balance des opérations courantes[2]	_	8.8	11.5	10.7	11.3	11.4

Note : Conformément aux définitions ESA 2010 des comptes nationaux.
1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du PIB.
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503852

certains indicateurs. Le franc suisse s'est déprécié en termes réels en 2016 et au début de 2017, après une forte appréciation en 2015, mais les tensions à la hausse qui demeurent ont conduit à des interventions substantielles de la part de la Banque nationale suisse (BNS). L'important excédent courant a persisté. Une inflation modeste est de retour, en partie alimentée par la hausse des prix des produits de base.

Les politiques publiques menées sont appropriées pour l'instant

Compte tenu de la faiblesse persistante de l'inflation, la BNS devrait maintenir ses taux d'intérêt négatifs. Cependant, dans un contexte d'affermissement progressif de l'activité et d'augmentation des taux d'intérêt dans les grandes économies, il serait opportun d'amorcer, dans les derniers mois de 2018, un retrait progressif des mesures exceptionnelles de relance monétaire, ce qui contribuerait en outre à réduire les risques d'accumulation de déséquilibres financiers. Le solde budgétaire devrait rester légèrement excédentaire, ce qui se traduira par un nouveau repli de la dette publique en pourcentage du PIB. En tout état de cause, l'ampleur des marges de manœuvre budgétaires et leur mise en œuvre permettraient de dynamiser la croissance et de moins recourir aux instruments de la politique monétaire très sollicités.

La mondialisation a été source de prospérité et les inégalités demeurent faibles, mais il faudrait que les responsables de l'action publique s'attachent en priorité à soutenir les populations issues de milieux défavorisés, notamment dans l'enseignement pré-primaire

et à l'université où leurs résultats sont généralement moins bons. Le parlement a adopté une réforme à la suite au référendum de 2014 « contre l'immigration de masse » ; le texte final a pour objet d'aider les travailleurs des régions et secteurs en proie à un fort chômage, et semble suffisamment souple pour ne pas décourager l'activité économique. Le développement des structures d'accueil de la petite enfance et le passage à l'imposition individuelle pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques favoriseraient l'emploi à temps plein des femmes pour celles qui le souhaitent.

La croissance devrait quelque peu repartir à la hausse dans un contexte d'amélioration de l'économie mondiale

La demande intérieure sera soutenue par les taux d'intérêt négatifs, par une décrue du chômage propre à améliorer la confiance et par de meilleures conditions sur le front extérieur. Les prix à la consommation devraient repartir à la hausse après plusieurs années de déflation, principalement sous l'effet des cours mondiaux des produits de base. L'excédent courant persistera, même si le léger affermissement de la demande intérieure stimule les importations.

Les risques pouvant jouer sur ces prévisions sont surtout extérieurs. Le redressement récent de l'économie de la zone euro pourrait être plus fort que prévu et stimuler les exportations. Si les taux d'intérêt négatifs favorisent la croissance, des déséquilibres peuvent apparaître dans le secteur financier et sur le marché immobilier. Enfin, une montée des protectionnismes dans le monde ou une résurgence des turbulences dans la zone euro pourraient peser sur l'économie.

TURQUIE

La croissance économique devrait s'accélérer peu à peu pour s'établir aux alentours de 3½ pour cent en 2017 et 2018. Les prix à la consommation ont renoué avec un taux d'augmentation à deux chiffres, et la désinflation devrait être lente.

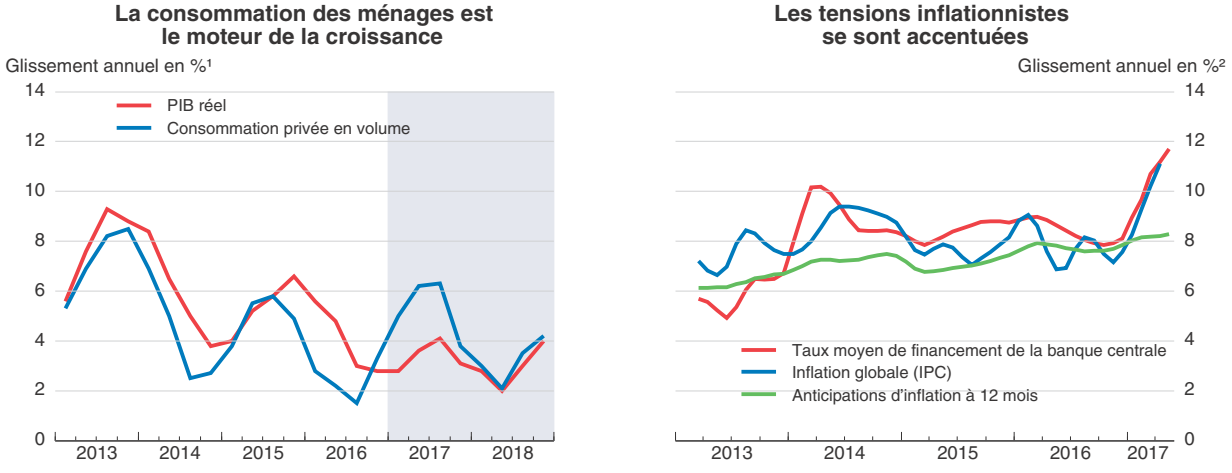
Les mesures prises, notamment sur le plan budgétaire, conjuguées au redressement de la demande d'exportations, ont stimulé la consommation privée et l'investissement. Il conviendrait de surveiller leur impact sur les finances publiques et sur la qualité de la répartition du crédit. Face à la dépréciation prononcée du taux de change et à la montée des anticipations d'inflation, l'orientation de la politique monétaire a été durcie, mais des hausses explicites du principal taux directeur sont de mise.

Dans un contexte de chômage élevé, il est primordial pour la création d'emplois d'accroître les exportations nettes en renforçant l'intégration de l'économie turque dans les chaînes de valeur européennes et mondiales, sans pour autant creuser davantage le déficit des paiements courants. Dans cette optique, l'approfondissement prévu de longue date, bien que désormais incertain, de l'accord d'union douanière avec l'Union européenne ainsi que son élargissement aux secteurs de l'agriculture et des services sont essentiels. Pour tirer le meilleur parti des perspectives ainsi ouvertes, il conviendrait de mettre en œuvre des programmes de développement des compétences à l'intention non seulement des jeunes travailleurs, mais aussi des entrepreneurs et des travailleurs peu qualifiés.

L'activité économique a repris de la vigueur depuis les chocs subis en 2016

L'activité économique s'est ralentie en 2016 dans le contexte du coup d'État manqué en juillet et de l'exacerbation des tensions géopolitiques dans la région. Cependant, grâce aux nombreuses mesures prises par les pouvoirs publics, la consommation privée et

Turquie



1. Moyenne mobile sur trois trimestres.
2. Moyenne mobile sur trois mois.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; et Banque centrale de Turquie (TCMB, Türkiye Cumhuriyet Merkez Bankasi).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503757

Turquie : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de TRY	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2009)				
PIB aux prix du marché	1 809.7	5.0	5.9	3.1	3.4	3.5
Consommation privée	1 120.4	2.7	5.2	2.6	4.8	3.7
Consommation publique	255.6	3.1	4.1	7.3	2.8	2.4
Formation brute de capital fixe	516.2	5.1	9.2	3.0	2.6	3.2
Demande intérieure finale	1 892.2	3.4	6.2	3.4	3.9	3.4
Variation des stocks[1]	22.6	-0.8	-1.6	0.3	-0.8	0.1
Demande intérieure totale	1 914.8	2.6	4.6	3.8	3.3	3.6
Exportations de biens et services	403.1	8.2	4.2	-2.0	5.3	3.9
Importations de biens et services	508.1	-0.6	1.5	4.1	4.0	4.2
Exportations nettes[1]	- 105.1	2.0	0.6	-1.5	0.2	-0.2
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	_	7.6	8.0	7.5	8.7	8.3
Indice des prix à la consommation	_	8.9	7.7	7.8	10.4	8.1
Déflateur de la consommation privée	_	8.0	8.0	6.5	10.9	7.9
Taux de chômage	_	9.9	10.3	10.9	10.8	10.9
Balance des opérations courantes[2]	_	-4.7	-3.7	-3.8	-4.8	-4.6

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933506189

l'investissement ont commencé à se redresser. Sur fond d'augmentation régulière de la population active, le taux de chômage des jeunes a atteint un niveau historiquement élevé, puisqu'il s'établissait à 24 % au début de 2017.

La croissance est soutenue par une accélération des exportations de biens, fruit du redressement de la demande en provenance d'Europe et de gains de compétitivité résultant de la dépréciation du taux de change. Les exportations de services en revanche, dans lesquelles le tourisme occupe une place prépondérante (puisqu'il représente 16 % du total des exportations), demeurent en berne. On observe une reprise des arrivées de touristes venus de Russie, mais pour les visiteurs en provenance d'Europe (qui représentent les deux tiers de l'ensemble des arrivées de touristes), la situation reste en demi-teinte. Le déficit des paiements courants se creuse à nouveau.

De nouvelles mesures de relance budgétaire ont été prises

Les responsables de l'action publique ont utilisé la marge de manœuvre budgétaire créée par les mesures de restriction antérieures pour adopter des initiatives destinées à favoriser la consommation privée, l'investissement et la création d'emplois. Une restructuration importante des prélèvements fiscaux et des cotisations de sécurité sociale a été proposée. Les achats de logements neufs, de meubles et d'appareils électroménagers bénéficient des baisses de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Les règles prudentielles relatives aux prêts à la consommation et aux cartes de crédit ont été assouplies. Dans le secteur des entreprises, les garanties de crédit octroyées par l'État, couvrant entre 85 % et 100 % des prêts bancaires consentis aux grandes entreprises, aux petites et moyennes

entreprises (PME) et aux exportateurs, ainsi que les prêts à taux zéro accordés à un grand nombre de PME alimentent le crédit aux entreprises. Des règles prudentielles efficaces s'imposent pour circonscrire les risques accrus d'expansion excessive des bilans par effet de levier.

Une « campagne nationale pour l'emploi » a été lancée au début de 2017. En cas d'embauche, les coûts d'emploi des nouvelles recrues sont subventionnés à hauteur de 30 % pendant un an, et pendant quatre ans si ces travailleurs sont des jeunes ou des femmes. D'autres exonérations sont accordées aux entreprises embauchant diverses catégories de travailleurs dans différentes régions.

Aucune information n'a encore été communiquée sur les conséquences budgétaires de cette politique, y compris en termes d'engagements extrabudgétaires. La publication des comptes des administrations publiques dans le cadre de la révision complète des comptes nationaux de décembre 2016 (qui s'est traduite par une augmentation de 20 % du niveau du PIB) a marqué une avancée attendue depuis longtemps sur le plan de la transparence budgétaire. Il faudrait que le coût des nouvelles mesures de relance soit communiqué dans ce cadre, afin de renforcer la crédibilité des finances publiques. C'est un point important pour pouvoir satisfaire sans difficultés les besoins considérables de financement extérieur de la Turquie, qui devraient représenter 20 % du PIB en 2017.

La politique monétaire a été resserrée après la tentative de coup d'État, la forte dépréciation du taux de change ayant tiré vers le haut l'inflation et les anticipations d'inflation. La hausse des prix a atteint un niveau à deux chiffres en 2017, s'établissant à 11.9 % en avril, soit un taux nettement supérieur à l'objectif de 5 % qui avait été fixé. Depuis le début de 2017, la banque centrale a durci l'orientation de la politique monétaire en recourant à des instruments de gestion des liquidités plutôt qu'à des instruments conventionnels de politique monétaire. Les risques liés à l'inflation et aux taux de change demeurant élevés, une hausse directe du taux directeur s'impose.

Les incertitudes restent considérables

Parallèlement à la dissipation des effets des mesures d'incitation à caractère exceptionnel, la consommation privée et l'investissement devraient s'inscrire sur une trajectoire de croissance modérée. Compte tenu de la persistance des tensions géopolitiques dans la région, et avant les élections législatives de 2019, la croissance devrait s'accélérer peu à peu, pour s'établir aux alentours de 3½ pour cent en 2017 et 2018. Si les réformes économiques différées depuis longtemps sont enfin mises en œuvre, la confiance pourrait se renforcer et la croissance s'accélérer. Si, au contraire, les difficultés géopolitiques ou les tensions politiques sur le plan intérieur s'aggravent, ou si les relations entre la Turquie et l'Union européenne et la renégociation prévue de l'accord d'union douanière sont mises à mal, la confiance des entreprises, l'investissement et la croissance risquent d'en pâtir, et il pourrait se révéler difficile de satisfaire les besoins considérables de financement extérieur, notamment de refinancer le volumineux encours de dette extérieure des entreprises. Les évolutions propres au secteur du tourisme pourraient également avoir une incidence sur l'expansion économique.

ZONE EURO

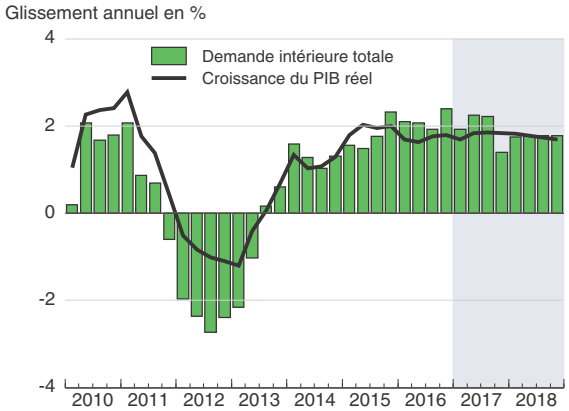
La croissance du PIB devrait se maintenir aux alentours de 1 ¾ pour cent en 2017 et 2018. La demande intérieure continuera de tirer la reprise, stimulée par une politique monétaire accommodante et, depuis peu, par l'orientation modérément expansionniste de la politique budgétaire qui vient à point nommé. Les exportations devraient se raffermir, mais à un rythme modéré, à l'image de la croissance mondiale. Le taux de chômage va continuer de reculer, mais demeurera élevé, aux alentours de 9 %. L'inflation va remonter sous l'effet de l'augmentation des prix de l'énergie et de la diminution du volant de capacités inutilisées, mais restera inférieure à l'objectif d'inflation de la Banque centrale européenne (BCE).

La politique monétaire devrait rester accommodante jusqu'à ce que l'inflation s'oriente résolument et durablement à la hausse vers l'objectif de la BCE. Plusieurs pays disposent d'une marge de manœuvre budgétaire qu'ils devraient mettre à profit pour soutenir la demande, en privilégiant les mesures de nature à renforcer la croissance à long terme, notamment les investissements publics. Pour stimuler l'investissement privé, il faudra engager des réformes structurelles pour intensifier la concurrence et réduire les obstacles existant sur les marchés de biens et de services, abaisser le niveau élevé de créances douteuses et litigieuses persistant dans de nombreux pays et favoriser le financement non bancaire. Par ailleurs, de nouveaux progrès vers l'achèvement de l'union bancaire seraient de nature à conforter la confiance dans l'union monétaire.

Un renforcement des dispositifs de reconversion, d'orientation professionnelle et d'aide à la recherche d'emploi destinés aux travailleurs ayant perdu leur emploi faciliterait l'adaptation de la zone euro aux chocs commerciaux. Il serait également utile de donner à la formation tout au long de la vie une place plus importante dans les politiques éducatives. Promouvoir la recherche-développement (R-D), améliorer les compétences de la main-d'œuvre et favoriser une utilisation accrue des technologies numériques aideraient les entreprises à devenir plus compétitives.

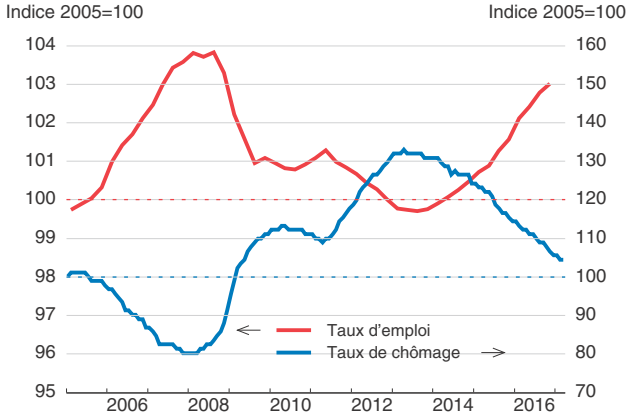
Zone euro

La demande intérieure restera le moteur de la croissance



Le marché du travail s'améliore

Personnes âgées de 15 à 74 ans



Source : Base de données des Perspectives économique de l'OCDE, n° 101 ; et OCDE, base de données des Statistiques à court terme sur le marché du travail.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503054

Zone euro : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentage de variation

	2014	2015	2016	2017	2018
Emploi	0.6	1.0	1.8	1.4	1.1
Taux de chômage[1]	11.6	10.9	10.0	9.3	8.9
Rémunération par salarié[2]	1.4	1.4	1.4	1.8	2.1
Productivité du travail	0.6	0.8	0.4	0.5	0.7
Coûts unitaires de main-d'œuvre	0.7	0.7	1.3	1.2	1.2
Revenu disponible des ménages	1.2	1.9	2.2	2.8	2.7
Déflateur du PIB	0.9	1.1	0.9	1.2	1.5
Indice des prix à la consommation harmonisé	0.4	0.0	0.2	1.7	1.4
IPCH sous-jacent[3]	0.8	0.8	0.8	0.9	1.4
Déflateur de la consommation privée	0.5	0.1	0.4	1.5	1.4

Note : L'agrégat correspondant à la zone euro couvre les pays de la zone euro membres de l'OCDE.
1. En pourcentage de la population active.
2. Pour l'ensemble de l'économie.
3. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

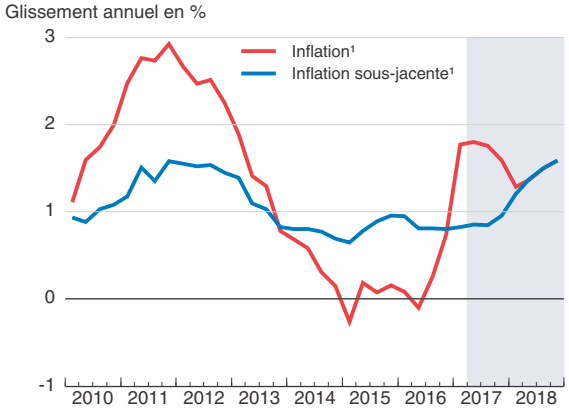
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503852

La reprise s'affermit

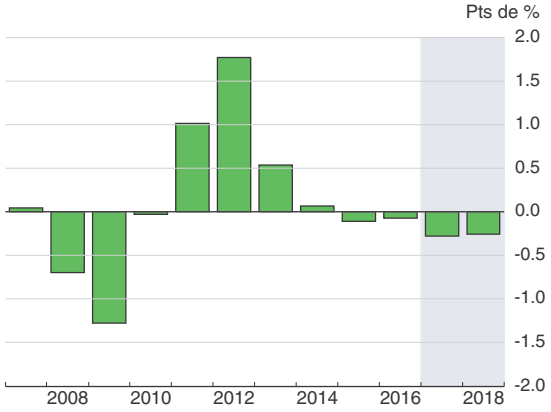
On a observé une poursuite de la croissance au début de 2017, la demande intérieure restant le principal moteur de l'activité. Les exportations ont elles aussi connu une expansion vigoureuse, bénéficiant du raffermissement du commerce mondial et de la dépréciation antérieure de l'euro. Le taux de chômage continue de baisser mais, à 9.5 %, il reste supérieur de 2 points de pourcentage à son niveau d'avant la crise. La hausse des prix de l'énergie et d'autres composantes volatiles a fait sensiblement augmenter l'inflation globale au cours des six derniers mois, mais l'inflation sous-jacente reste modérée.

Zone euro

Les tensions inflationnistes n'augmenteront que modérément



L'orientation de la politique budgétaire est devenue légèrement plus expansionniste²



1. Indice des prix à la consommation harmonisé hors énergie, alimentation, alcool et tabac pour l'inflation sous-jacente.
2. Variation du solde sous-jacent primaire en pourcentage du PIB potentiel.
Source : Base de données des Perspectives économique de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503035

Zone euro : **Indicateurs financiers**

	2014	2015	2016	2017	2018
Taux d'épargne nette des ménages[1]	6.2	6.0	5.9	5.8	5.7
Solde financier des administrations publiques[2]	-2.6	-2.1	-1.6	-1.2	-0.9
Dette brute des administrations publiques[2]	112.3	110.0	109.2	107.9	106.4
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht[2]	94.5	92.8	91.7	90.4	88.9
Balance des opérations courantes[2]	3.1	3.8	3.6	3.3	3.4
Taux d'intérêt à court terme[3]	0.2	0.0	-0.3	-0.3	-0.3
Taux d'intérêt à long terme[4]	2.0	1.1	0.8	1.2	1.6

Note : L'agrégat correspondant à la zone euro couvre les pays de la zone euro membres de l'OCDE.
1. En pourcentage du revenu disponible.
2. En pourcentage du PIB.
3. Taux interbancaire à 3 mois.
4. Obligations d'État à 10 ans.
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503871

Les prises de commandes à l'exportation sont solides, l'investissement des entreprises repart à la hausse et la croissance de l'emploi devrait continuer sur sa lancée, les entreprises ayant annoncé leur intention d'embaucher davantage. De ce fait, la confiance des entreprises et des consommateurs a atteint son plus haut niveau depuis six ans. Par ailleurs, les performances économiques commencent à être plus homogènes au sein de la zone euro, les disparités de taux de croissance et de taux d'emploi entre les pays allant s'amenuisant. Néanmoins, dans un grand nombre de pays, le chômage reste nettement supérieur à son niveau de 2008. L'investissement a commencé à se redresser, mais en proportion du PIB, il demeure inférieur de 10 points de pourcentage à son pic d'avant la crise, et nettement en deçà de son niveau tendanciel antérieur. Une reprise beaucoup plus

Zone euro : **Demande et production**

	2015	2016	2017	2018	Quatrième trimestre 2016	Quatrième trimestre 2017	Quatrième trimestre 2018
	Prix courants milliards de EUR	Glissement annuel en %, en volume (prix de 2014)					
PIB aux prix du marché	10 391.9	1.7	1.8	1.8	1.8	1.9	1.7
Consommation privée	5 703.2	1.9	1.4	1.4	1.9	1.4	1.3
Consommation publique	2 153.7	1.8	1.2	1.3	1.5	1.4	1.2
Formation brute de capital fixe	2 052.5	3.4	3.4	3.3	5.0	1.6	3.5
Demande intérieure finale	9 909.4	2.2	1.8	1.8	2.4	1.4	1.8
Variation des stocks[1]	11.5	-0.1	0.1	0.0			
Demande intérieure totale	9 920.9	2.1	1.8	1.8	2.4	1.3	1.8
Exportations nettes[1]	471.0	-0.4	0.1	0.1			

Note : L'agrégat correspondant à la zone euro couvre les pays de la zone euro membres de l'OCDE. Des prévisions trimestrielles détaillées sont disponibles dans l'annexe statistique pour les sept pays principaux, la zone euro et l'ensemble de l'OCDE.
1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503890

Zone euro : **Indicateurs extérieurs**

	2014	2015	2016	2017	2018
	Milliards de USD				
Balance commerciale	474.8	522.6	526.2	499	530
Solde des invisibles	- 68.4	- 86.2	- 102.4	- 107	- 114
Balance des opérations courantes	406.4	436.4	423.8	392	416

Note : L'agrégat correspondant à la zone euro couvre les pays de la zone euro membres de l'OCDE.
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933503909

vigoureuse de l'investissement sera nécessaire pour accélérer la croissance de la productivité et, en dernière analyse, les salaires réels.

Rééquilibrer le dosage de l'action publique en faveur de la politique budgétaire et des réformes structurelles

La Banque centrale européenne (BCE) a prolongé son programme d'achats nets d'actifs au moins jusqu'à la fin de 2017, mais en ramenant ses achats d'actifs à 60 milliards d'euros par mois à partir d'avril. L'orientation accommodante de la politique monétaire reste adaptée, puisque l'inflation demeure bien inférieure à l'objectif visé par la BCE, soit un taux inférieur à, mais proche de 2 %. Cependant, compte tenu de l'amélioration des perspectives économiques et du fait que l'inflation se rapprochera de l'objectif de la BCE d'ici à la fin de 2018, l'orientation expansionniste de la politique monétaire devrait être quelque peu atténuée, les achats d'actifs étant progressivement réduits tout au long de 2018 et le taux de la facilité de dépôt relevé de 15 points de base vers la fin de cette même année.

La politique budgétaire a un peu contribué à soutenir la croissance en 2016 et devrait rester légèrement expansionniste en 2017 et 2018. Plusieurs pays disposent de marges de manœuvre leur permettant de prendre des mesures de relance budgétaire supplémentaires, et ils devraient s'en servir pour stimuler la demande globale et la croissance à long terme. On pourrait par exemple favoriser la mise en œuvre de politiques budgétaires expansionnistes en excluant les dépenses d'investissement public nettes du champ d'évaluation de la conformité avec le Pacte de stabilité et de croissance. Pour éviter que certains pays ne supportent à nouveau des taux d'intérêt élevés sur leur dette publique – ce qui limiterait leur marge de manœuvre budgétaire –, il faudra accomplir des progrès supplémentaires sur le plan de l'union bancaire et de la gouvernance de la zone euro. L'achèvement de l'union bancaire passe par la mise en place d'un mécanisme de soutien budgétaire commun complétant le Fonds de résolution unique, la poursuite de l'harmonisation des règlementations bancaires et le renforcement de la garantie des dépôts aux niveaux national et européen, autant de mesures qui nécessitent une action collective. Il est également essentiel de rompre la boucle de rétroaction négative entre les banques et les emprunteurs souverains. Cela nécessite de trouver une solution de marché, complétée au besoin par des aides publiques, qui permette d'assainir les bilans des banques dans les pays caractérisés par un volume élevé de créances douteuses et litigieuses.

Pour dynamiser leur reprise, accroître leur croissance potentielle et améliorer le contenu en valeur ajoutée de leurs exportations, les pays de la zone euro doivent impérativement rehausser leur niveau d'investissement et leur productivité. Plusieurs

d'entre eux gagneraient à engager des réformes des marchés de produits pour stimuler la concurrence, favoriser l'innovation et le dynamisme des entreprises et améliorer la diffusion des nouvelles technologies. Or, l'adoption de réformes visant à intensifier la concurrence pourrait être facilitée si les autorités prenaient par ailleurs des mesures d'aide à la recherche d'emploi et à la reconversion en faveur des travailleurs victimes de licenciements. La création accélérée d'un marché unique numérique en Europe et le prompt achèvement du marché unique dans les industries de réseau et les services sont également essentiels pour stimuler l'investissement et la croissance de la productivité et dynamiser les échanges à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne. Des réformes favorables à l'investissement, telles que la réduction des obstacles à l'entrée sur les marchés de services dans les pays affichant un solde excédentaire des paiements courants, contribueraient à rééquilibrer l'ample excédent de la balance des opérations courantes de la zone euro.

La croissance va rester robuste

La croissance annuelle du PIB devrait se maintenir aux alentours de 1 ¾ pour cent en 2017 comme en 2018. La demande intérieure restera le principal moteur de la croissance. L'investissement des entreprises devrait s'orienter à la hausse sous l'effet du redressement de la demande extérieure et intérieure et du maintien de conditions de financement favorables. L'investissement résidentiel confirmera sa remontée, favorisée par la croissance du revenu disponible. Les dépenses des ménages resteront robustes grâce à des conditions de prêt bancaire avantageuses et à l'amélioration de la situation sur le marché du travail, mais perdront un peu de leur élan en raison de la progression de l'inflation, qui limitera les gains de revenu disponible réel. Le chômage va refluer, mais les disparités entre les pays de la zone euro resteront à cet égard importantes. Les exportations devraient s'affermir à mesure que la demande mondiale rebondira. L'ample excédent des paiements courants de la zone euro ne devrait que légèrement diminuer, dans la mesure où l'Allemagne et les Pays-Bas devraient conserver d'importants excédents courants.

Le rejet grandissant de la mondialisation pourrait conduire à l'adoption de mesures protectionnistes et nuire aux échanges internationaux et, partant, affaiblir la croissance. Les négociations sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit ») demeurent un risque important : la perspective d'un accord défavorable pourraient entamer la confiance et nuire aux échanges. À mesure que s'éclairciront les perspectives de croissance et d'inflation dans les économies du cœur de la zone euro, on ne peut exclure le risque que la politique monétaire se resserre trop rapidement, ce qui pénaliserait la reprise dans les pays caractérisés par un chômage fort, un endettement public et privé élevé et un ample écart de production négatif. À l'inverse, une progression plus rapide que prévu des réformes pourrait être bénéfique pour les conditions financières, la confiance et l'activité. Le lancement d'un nouveau cycle de programmation des fonds structurels et l'accélération de la mise en œuvre du Plan d'investissement pourraient dynamiser l'investissement public et privé ainsi que la croissance. Des progrès plus rapides en matière d'assainissement des bilans bancaires, associés à une relance de l'intégration européenne, stimuleraient aussi la croissance du PIB.

ANNEXE STATISTIQUE

Cette annexe contient des données sur des agrégats économiques clés, met en perspective les évolutions économiques récentes dans la zone de l'OCDE telles qu'elles sont décrites dans le corps de ce rapport. Les chiffres pour 2017 à 2018 sont des estimations et des prévisions de l'OCDE. Les données présentées dans certains tableaux ont été corrigées conformément aux concepts et définitions établis au plan international, afin de faciliter les comparaisons entre pays et d'assurer une cohérence avec les données rétrospectives figurant dans d'autres publications de l'OCDE. Les agrégats régionaux sont fondés sur les poids qui changent chaque année. Pour plus de détails voir aussi *Perspectives économiques de l'OCDE* : Sources et méthodes.

Les méthodes de prévision, les définitions statistiques et les sources utilisées par l'OCDE sont décrites de manière détaillée dans Perspectives économiques de l'OCDE : Sources et méthodes (*www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm*).

Des corrigenda relatifs à cette édition et aux précédentes, le cas échéant, peuvent être trouvés sur *www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm*.

Les données statistiques pour Israël sont fournies par les autorités israéliennes compétentes et sous leur responsabilité. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

NOTE SUR LES PRÉVISIONS TRIMESTRIELLES

Les prévisions trimestrielles de l'OCDE sont des corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés pour un ensemble de variables clés. De ce fait, on pourra observer une légère différence entre les données annuelles non ajustées et les données trimestrielles. Dans certains pays, les prévisions annuelles officielles n'incluent pas de corrections pour les jours ouvrés. Même lorsque les prévisions officielles sont corrigées des jours ouvrés, l'ampleur de la correction peut dans certains cas différer de celle effectuée par l'OCDE.

Informations complémentaires

Poids 2015 utilisés pour agréger les données du PIB réel par région

	Zone euro de l'OCDE[1]	OCDE	Monde		Zone euro de l'OCDE[1]	OCDE	Monde
Australie		2.1	1.0	Espagne	11.7	3.1	1.4
Autriche	3.1	0.8	0.4	Suède		0.9	0.4
Belgique	3.7	1.0	0.5	Suisse		1.0	0.5
Canada		3.0	1.4	Turquie		3.6	1.7
Chili		0.8	0.4	Royaume-Uni		5.2	2.4
République tchèque		0.7	0.3	États-Unis		34.4	16.0
Danemark		0.5	0.2	Zone euro	100.0	26.4	12.3
Estonie	0.3	0.1	0.0	Total OCDE		100.0	46.6
Finlande	1.7	0.4	0.2				
France	19.7	5.2	2.4			**Non-OCDE**	**Monde**
Allemagne	28.4	7.5	3.5				
Grèce	2.1	0.5	0.3	Argentine		1.5	0.8
Hongrie		0.5	0.2	Brésil		5.4	2.9
Islande		0.0	0.0	Chine		32.2	17.2
Irlande	2.3	0.6	0.3	Colombie		1.1	0.6
Israël		0.6	0.3	Costa Rica		0.1	0.1
Italie	16.4	4.3	2.0	Inde		13.0	7.0
Japon		9.9	4.6	Indonésie		4.7	2.5
Corée		3.4	1.6	Lituanie		0.1	0.1
Lettonie	0.4	0.1	0.0	Russie		5.8	3.1
Luxembourg	0.4	0.1	0.1	Arabie Saoudite		2.8	1.5
Mexique		4.1	1.9	Afrique du Sud		1.2	0.7
Pays-Bas	6.1	1.6	0.7	Pays dynamiques d'Asie		8.7	4.7
Nouvelle-Zélande		0.3	0.2	Autres producteurs de pétrole		10.9	5.8
Norvège		0.6	0.3	Reste des pays non-OCDE		12.3	6.6
Pologne		1.9	0.9				
Portugal	2.2	0.6	0.3	Total pays non-OCDE		100.0	53.4
République slovaque	1.2	0.3	0.1				
Slovénie	0.5	0.1	0.1	Total mondial			100.0

Note : Les poids sont calculés à partir des PIB nominaux en PPA de 2015. Les aggrégats régionaux sont calculés en utilisant des poids mobiles de PIB nominaux en PPA.

1. Pays de la zone euro qui sont membres de l'OCDE.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

Taux de conversion irrévocable de l'euro

Monnaie nationale par euro

Autriche	13.7603	Lettonie	0.7028
Belgique	40.3399	Luxembourg	40.33990
Estonie	15.6466	Pays-Bas	2.204
Finlande	5.94573	Portugal	200.482
France	6.55957	Espagne	166.386
Allemagne	1.95583	République slovaque	30.13
Grèce	340.75	Slovénie	239.64
Irlande	0.78756		
Italie	1936.27	Lituanie	3.4528

Source : Banque centrale européenne.

Régions du commerce mondial, non-OCDE

Pays dynamiques d'Asie :	Hong-Kong, Chine ; Malaisie ; Philippines ; Singapour ; Taipei chinois ; Thaïlande et Vietnam.
Autres producteurs de pétrole :	Azerbaïdjan ; Kazakhstan ; Turkménistan ; Brunei ; Timor-Leste ; Bahreïn ; Iran ; Irak ; Koweït ; Libye ; Oman ; Qatar ; Émirats arabes unis ; Yémen ; Équateur ; Trinité-et-Tobago ; Venezuela ; Algérie ; Angola ; Tchad ; République du Congo ; Guinée équatoriale ; Gabon ; Nigéria ; Soudan.

Systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour

L'état actuel de la conversion des comptes nationaux est le suivant :

	Comptes des dépenses	ménages	Benchmark / Année de base
Argentine	SCN08 (1993-2016)	..	2004
Australie	SCN08 (1959t3-2016t4)	SCN08 (1959t3-2016t4)	2014/2015
Autriche	SEC10 (1996t1-2017t1)	SEC10 (1995-2016)	2010
Belgique	SEC10 (1995t1-2016t4)	SEC10 (1999-2016)	2014
Brésil	SCN08 (1996-2016)	..	2000
Canada	SCN08 (1982t1-2016t4)	SCN08 (1981t1-2016t4)	2007
Chili	SCN08 (1996t1-2016t4)	..	2013
Chine	SCN93 (1992-2016)	..	2005
Colombie	SCN93 (2000-2016)	..	2005
Costa Rica	SCN08 (1991-2016)	..	2012
République tchèque	SEC10 (1996t1-2016t4)	SEC10 (1999-2016)	2010
Danemark	SEC10 (1995t1-2016t4)	SEC10 (1995-2016)	2010
Estonie	SEC10 (1995t1-2016t4)	SEC10 (1995-2015)	2010
Finlande	SEC10 (1990t1-2016t4)	SEC10 (1999t1-2016t4)	2010
France	SEC10 (1949t1-2017t1)	SEC10 (1980t1-2016t4)	2010
Allemagne	SEC10 (1991t1-2017t1)	SEC10 (1991-2016)	2010
Grèce	SEC10 (1995t1-2016t4)	..	2010
Hongrie	SEC10 (1995t1-2016t4)	SEC10 (1995-2015)	2005
Islande	SCN08 (1997t1-2016t2)	..	2005
Indonésie	SCN08 (2000-2016)	..	2010
Inde	SCN93 (2011-2016)	..	2012
Irlande	SEC10 (1997t1-2016t4)	SEC10 (1999-2015)	2014
Israël	SCN08 (1995t1-2017t1)	..	2015
Italie	SEC10 (1996t1-2016t4)	SEC10 (1995-2016)	2010
Japon	SCN08 (1994t1-2017t1)	SCN08 (1980-2015)	2011
Corée	SCN08 (1960t1-2017t1)	SCN08 (1975-2016)	2010
Lettonie	SEC10 (1995-2016)	SEC10 (2000-2015)	2010
Lituanie	SEC10 (1995t1-2016t4)	SEC10 (2004-2015)	2010
Luxembourg	SEC10 (1995t1-2016t4)	SEC95 (2007-2012)	2010
Mexique	SCN08 (1993t1-2016t4)	..	2008
Pays-Bas	SEC10 (1996t1-2017t1)	SEC10 (1995-2016)	2010
Nouvelle-Zélande	SCN08 (1987t2-2016t4)	SCN08 (1986-2015)	2009/2010
Norvège	SCN08 (1978t1-2017t1)	SEC10 (1995-2016)	2014
Pologne	SEC10 (2002t1-2016t4)	SEC10 (2000-2015)	2010
Portugal	SEC10 (1995t1-2016t4)	SEC10 (1995-2016)	2011
Russie	SCN93/SCN08 (2012-2016)	..	2011
République slovaque	SEC10 (1997t1-2016t3)	SEC10 (1995-2015)	2010
Slovénie	SEC10 (1995t1-2016t4)	SEC10 (1995-2016)	2010
Afrique du Sud	SCN08 (2010-2016)	..	2010
Espagne	SEC10 (1995t1-2017t1)	SEC10 (1999-2016)	2010
Suède	SEC10 (1995t1-2016t4)	SEC10 (1993t1-2016t4)	2015
Suisse	SEC10 (1980t1-2016t4)	SEC10 (1995-2015)	2010
Turquie	SCN08 (1998t1-2016t4)	..	2009
Royaume-Uni	SEC10 (1995t1-2017t1)	SEC10 (1987t1-2016t4)	2013
États-Unis	NIPA (SCN08) (1947t1-2017t1)	NIPA (SCN08) (1947t1-2017t1)	2009

Note : SCN : Système de comptabilité nationale. SEC : Système européen des comptes. NIPA : « National Income and Product Accounts ». Statistiques des finances publiques. Les premières et dernières observations disponibles dans le système de comptabilité actuel des séries historiques de la base de BPM: Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale – Cinquième ou sixième édition.

(suite) Systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour

L'état actuel de la conversion des comptes nationaux est le suivant :

Comptes du gouvernement		Balance des paiements	
Financiers	Non financiers		
..	..	BPM6 (1994-2016)	Argentine
SCN08 (1988-2016)	SCN08 (1959t3-2016t4)	BPM6 (1959t3-2016t4)	Australie
SEC10 (1995-2015)	SEC10 (1995-2016)	BPM6 (2006t1-2016t4)	Autriche
SEC10 (1998-2016)	SEC10 (1995-2016)	BPM6 (2003t1-2016t4)	Belgique
..	..	BPM6 (2014t1-2016t4)	Brésil
SCN08 (1990t1-2016t4)	SCN08 (1981t1-2016t4)	BPM6 (1981t1-2016t4)	Canada
..	..	BPM6 (2003t1-2017t1)	Chili
..	..	BPM6 (1998t1-2017t1)	Chine
..	SEC10 (2000-2015)	BPM6 (2000t1-2016t4)	Colombie
..	..	BPM6 (2009-2016)	Costa Rica
SEC10 (1999-2016)	SEC10 (1995-2016)	BPM6 (1993t1-2016t4)	République tchèque
SEC10 (1994-2016)	SEC10 (1995-2016)	BPM6 (1995t1-2016t4)	Danemark
SEC10 (1995-2016)	SEC10 (1995-2016)	BPM6 (1993t1-2016t4)	Estonie
SEC10 (1995-2016)	SEC10 (1975-2016)	BPM6 (1995t1-2016t4)	Finlande
SEC10 (1995-2016)	SEC10 (1978-2016)	BPM6 (2008t1-2016t4)	France
SEC10 (1991-2016)	SEC10 (1991-2016)	BPM6 (1991t1-2017t1)	Allemagne
SEC10 (1995-2015)	SEC10 (1995-2015)	BPM6 (2002-2016)	Grèce
SEC10 (1995-2016)	SEC10 (1995-2016)	BPM6 (1995t1-2016t4)	Hongrie
SCN08 (2003-2013)	SCN08 (1998-2015)	BPM6 (1995t1-2016t2)	Islande
..	..	BPM6 (2004t1-2017t1)	Indonésie
..	..	BPM6 (2010t1-2016t4)	Inde
SEC10 (1998-2015)	SEC10 (1995-2016)	BPM6 (2002t1-2016t4)	Irlande
SCN08 (1995-2015)	SCN08 (1995-2015)	BPM6 (1995t1-2016t4)	Israël
SEC10 (1995-2016)	SEC10 (1995-2016)	BPM6 (1995t1-2016t4)	Italie
SCN08 (1994-2015)	SCN08 (1994-2015)	BPM6 (1996t1-2017t1)	Japon
SCN08 (2008-2015)	SCN08 (1975-2016)	BPM6 (1980t1-2017t1)	Corée
SEC10 (1998-2016)	SEC10 (1995-2016)	BPM6 (2000t1-2016t4)	Lettonie
SEC10 (1995-2015)	SEC10 (1995-2016)	BPM6 (2004t1-2016t4)	Lituanie
SEC10 (1999-2016)	SEC10 (1995-2016)	BPM6 (2002t1-2016t4)	Luxembourg
..	..	BPM6 (2010t1-2016t4)	Mexique
SEC10 (1995-2016)	SEC10 (1995-2016)	BPM6 (2008t1-2016t4)	Pays-Bas
SCN08 (1994-2016)	SCN08 (1986-2015)	BPM6 (1971t2-2016t4)	Nouvelle-Zélande
SCN08 (1995-2016)	SCN08 (1995-2016)	BPM6 (1981t1-2016t4)	Norvège
SEC10 (1998-2016)	SEC10 (2010-2016)	BPM6 (2004t1-2016t4)	Pologne
SEC10 (1995-2016)	SEC10 (1995-2016)	BPM6 (1996t1-2016t4)	Portugal
..	..	BPM6 (2000t1-2016t4)	Russie
SEC10 (1995-2016)	SEC10 (1995-2015)	BPM6 (2004t1-2016t4)	République slovaque
SEC10 (2001-2016)	SEC10 (1995-2016)	BPM6 (1994t1-2017t1)	Slovénie
..	..	BPM6 (1990t1-2016t4)	Afrique du Sud
SEC10 (1995-2016)	SEC10 (1995-2016)	BPM6 (1995t1-2016t4)	Espagne
SEC10 (1997-2016)	SEC10 (1993-2016)	BPM6 (2006t1-2016t4)	Suède
SEC10 (1999-2015)	SEC10 (1995-2015)	BPM6 (2000t1-2016t4)	Suisse
..	..	BPM6 (1992t1-2016t4)	Turquie
SEC10 (1987t1-2016t4)	SEC10 (1987t1-2016t4)	BPM6 (1987t1-2016t4)	Royaume-Uni
NIPA (SCN08) (1952t1-2016t4)	NIPA (SCN08) (1947t1-2017t1)	BPM6 (1960t1-2016t4)	États-Unis

Note : SCN : Système de comptabilité nationale. SEC : Système européen des comptes. NIPA : « National Income and Product Accounts ». Statistiques des finances publiques. Les premières et dernières observations disponibles dans le système de comptabilité actuel des séries historiques de la base de BPM: Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale – Cinquième ou sixième édition.

Tableaux annexes

Demande et production

1. PIB en volume . . . 295
2. PIB nominal . . . 296
3. Consommation privée en volume . . . 297
4. Consommation des administrations publiques en volume . . . 298
5. Formation brute de capital fixe en volume . . . 299
6. Formation brute de capital fixe du secteur privé non résidentiel, en volume . . . 300
7. Formation brute de capital fixe en volume : construction de logements . . . 301
8. Demande intérieure totale en volume . . . 302
9. Contribution de la balance commerciale aux variations du PIB en volume . . . 303
10. Prévisions trimestrielles de la demande et de la production . . . 304
11. Contributions aux variations du PIB en volume dans les pays de l'OCDE . . . 306
12. Écarts de production . . . 308

Inflation, salaires, coûts et marché du travail

13. Indices de prix du PIB . . . 309
14. Déflateur de la consommation privée . . . 310
15. Indice des prix à la consommation . . . 311
16. Marché du pétrole et autres matières premières . . . 312
17. Rémunération par employé . . . 313
18. Productivité du travail . . . 314
19. Emploi et population active . . . 315
20. Population active, emploi et chômage . . . 316
21. Taux de chômage : définitions nationales . . . 317
22. Taux de chômage harmonisés . . . 318
23. Prévisions trimestrielles des prix, des coûts et du chômage . . . 319

L'offre : facteurs clés

24. Croissance du PIB potentiel et du stock de capital productif . . . 320
25. Taux de chômage structurel et coûts unitaires de main-d'œuvre . . . 321

Épargne

26. Taux d'épargne des ménages . . . 322
27. Épargne nationale brute . . . 323
28. Patrimoine et endettement des ménages . . . 324

Soldes budgétaires et endettement des administrations publiques

29. Dépenses totales des administrations publiques . . . 325
30. Recettes totales des administrations publiques d'origine fiscale et non fiscale . . . 326
31. Solde financier des administrations publiques . . . 327

32. Solde financier des administrations publiques corrigé des variations cycliques 328
33. Solde financier sous-jacent des administrations publiques 329
34. Solde financier primaire sous-jacent des administrations publiques 330
35. Charges d'intérêts nettes des administrations publiques 331
36. Engagements financiers bruts des administrations publiques 332
37. Engagements financiers nets des administrations publiques 333
38. Dette brute des administrations publiques suivant la définition de Maastricht 334

Taux d'intérêt et taux de change

39. Taux d'intérêt à court terme 335
40. Taux d'intérêt à long terme 336
41. Taux de change nominaux (vis-à-vis du dollar des États-Unis) 337
42. Taux de change effectifs 338

Prix du logement

43. Prix nominal du logement 339
44. Prix réel du logement 340
45. Ratio du prix du logement au loyer 341
46. Ratio du prix du logement au revenu 342

Commerce extérieur et balance des paiements

47. Volume des exportations de biens et services 343
48. Volume des importations de biens et services 344
49. Prix des exportations de biens et services 345
50. Prix des importations de biens et services 346
51. Indicateurs de compétitivité à partir des prix relatifs à la consommation 347
52. Indicateurs de compétitivité à partir des coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre 348
53. Croissance des marchés à l'exportation de biens et services 349
54. Résultats à l'exportation de biens et services 350
55. Taux de pénétration des importations 351
56. Parts dans les exportations et importations mondiales 352
57. Décomposition géographique du commerce mondial 353
58. Balances commerciales des biens et services 354
59. Solde des revenus primaires 355
60. Solde des revenus secondaires 356
61. Balance des opérations courantes 357
62. Balance des opérations courantes en pourcentage du PIB 358
63. Structure des balances des opérations courantes des principales régions 359

Annexe : Tableau 1. **PIB en volume**

Pourcentage de variations

	Moyenne 1992-02	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2016	2017 T4 / T4	2018
Argentine	..	9.0	8.9	8.9	8.0	9.0	4.1	-5.9	10.1	6.0	-1.0	2.4	-2.5	2.6	-2.3	2.5	3.1	..	..	..
Australie	3.9	3.0	3.9	3.2	2.7	4.5	2.5	1.8	2.4	2.6	3.7	2.1	2.8	2.4	2.4	2.5	2.9	2.4	2.8	3.0
Autriche	2.4	0.8	2.4	2.4	3.6	3.5	1.2	-3.5	1.8	3.0	0.7	0.1	0.8	0.8	1.6	2.2	1.7	2.0	2.2	1.5
Belgique	2.2	0.8	3.6	2.1	2.5	3.4	0.7	-2.3	2.7	1.8	0.1	-0.1	1.6	1.5	1.2	1.6	1.7	1.1	1.8	1.9
Brésil	..	1.1	5.8	3.2	4.0	6.1	5.1	-0.1	7.5	4.0	1.9	3.0	0.5	-3.8	-3.6	0.7	1.6	..	..	..
Canada	3.5	1.8	3.1	3.2	2.6	2.1	1.0	-2.9	3.1	3.1	1.7	2.5	2.6	0.9	1.4	2.8	2.3	1.9	2.9	2.3
Chili	5.3	4.1	7.2	5.7	6.3	4.9	3.5	-1.6	5.8	6.1	5.3	4.0	1.9	2.3	1.6	1.6	2.8	0.9	2.6	2.6
Chine	9.8	10.0	10.1	11.4	12.7	14.2	9.7	9.4	10.6	9.5	7.9	7.8	7.3	6.9	6.7	6.6	6.4	6.7	6.5	6.3
Colombie	2.3	3.9	5.3	4.7	6.7	6.9	3.5	1.7	4.0	6.6	4.0	4.9	4.4	3.1	2.0	2.2	3.0	..	..	..
Costa Rica	4.4	4.3	4.3	3.9	7.2	8.2	4.6	-1.0	5.0	4.3	4.8	2.3	3.7	4.7	4.3	4.1	4.1	..	..	..
République tchèque	..	3.6	4.8	6.5	7.1	5.5	2.5	-4.7	2.1	2.0	-0.7	-0.5	2.7	4.6	2.3	2.9	2.6	1.9	3.4	2.4
Danemark	2.5	0.4	2.7	2.3	3.9	0.9	-0.5	-4.9	1.9	1.3	0.2	0.9	1.7	1.6	1.3	1.6	2.1	2.3	1.4	2.6
Estonie	..	7.5	6.4	9.1	10.5	7.2	-5.0	-14.2	1.7	7.5	4.3	1.6	2.7	1.5	1.7	2.6	3.1	2.8	1.5	4.0
Finlande	3.7	2.0	3.9	2.8	4.1	5.2	0.7	-8.3	3.0	2.6	-1.4	-0.8	-0.6	0.3	1.4	2.0	1.5	1.2	2.0	1.8
France	2.2	0.8	2.6	1.7	2.5	2.3	0.1	-2.9	1.9	2.1	0.2	0.6	0.7	1.2	1.1	1.3	1.5	1.2	1.4	1.5
Allemagne	1.5	-0.7	0.7	0.9	3.9	3.4	0.8	-5.6	3.9	3.7	0.7	0.6	1.6	1.5	1.8	2.0	2.0	1.8	2.3	1.9
Grèce	..	5.8	4.8	0.8	5.6	3.2	-0.2	-4.3	-5.5	-9.2	-7.3	-3.2	0.4	-0.3	-0.1	1.1	2.5	-1.1	3.1	1.5
Hongrie	2.7	3.7	4.8	4.5	4.0	0.5	0.7	-6.5	0.6	1.7	-1.5	2.2	3.9	3.1	1.9	3.8	3.4	1.9	4.0	3.3
Islande	3.4	2.4	8.1	6.7	5.0	9.4	1.5	-6.9	-3.6	2.0	1.2	4.1	1.9	4.1	7.2	5.3	2.6	11.7	1.8	2.0
Inde[1]	6.8	8.4	8.3	9.3	9.3	9.8	3.9	8.5	10.3	6.6	5.5	6.5	7.2	7.9	7.1	7.3	7.7	..	..	..
Indonésie	..	4.8	5.0	5.7	5.5	6.3	6.0	4.7	6.4	6.2	6.0	5.6	5.0	4.9	5.0	5.1	5.2	..	..	..
Irlande	7.9	3.7	6.8	5.8	5.9	3.7	-4.4	-4.6	2.0	-0.1	-1.1	1.1	8.4	26.3	5.2	3.7	2.5	6.6	0.6	2.6
Israël	..	1.1	5.0	4.1	5.5	6.2	3.1	1.3	5.6	5.2	2.4	4.4	3.2	2.6	4.0	3.2	3.3	4.7	2.6	3.4
Italie	1.6	0.2	1.4	1.2	2.1	1.3	-1.1	-5.5	1.6	0.7	-2.9	-1.7	0.2	0.7	1.0	1.0	0.8	1.0	1.1	0.6
Japon	1.0	1.5	2.2	1.7	1.4	1.7	-1.1	-5.4	4.2	-0.1	1.5	2.0	0.3	1.1	1.0	1.4	1.0	1.7	1.3	1.0
Corée	6.5	2.9	4.9	3.9	5.2	5.5	2.8	0.7	6.5	3.7	2.3	2.9	3.3	2.8	2.8	2.6	2.8	2.4	2.7	3.0
Lettonie	..	8.4	8.3	10.7	11.9	9.9	-3.6	-14.3	-3.8	6.4	4.0	2.6	2.1	2.7	2.0	3.5	3.5	2.8	3.0	4.1
Lituanie	..	10.5	6.6	7.7	7.4	11.1	2.6	-14.8	1.6	6.0	3.8	3.5	3.5	1.8	2.3	3.1	2.9	..	..	..
Luxembourg	4.5	1.6	3.7	3.2	5.2	8.3	-1.3	-4.4	4.9	2.6	-0.4	4.0	5.6	4.0	4.2	4.5	4.2	3.6	4.2	4.3
Mexique	2.6	2.0	4.0	3.3	5.0	3.1	1.2	-4.5	5.1	4.0	3.8	1.6	2.3	2.7	2.0	1.9	2.0	2.3	1.1	2.8
Pays-Bas	3.1	0.4	1.8	2.2	3.7	3.7	1.7	-3.8	1.3	1.7	-1.1	-0.1	1.4	2.0	2.1	2.4	2.1	2.9	2.1	2.1
Nouvelle-Zélande	3.9	4.6	4.4	2.6	2.8	3.9	-0.4	0.4	2.0	1.9	2.5	2.1	2.8	3.1	3.9	3.1	3.1	3.4	3.5	2.8
Norvège	3.4	0.9	4.0	2.6	2.4	2.9	0.4	-1.6	0.6	1.0	2.7	1.0	1.9	1.6	1.1	1.3	1.5	2.1	1.1	1.7
Pologne	4.6	3.6	5.1	3.5	6.2	7.0	4.2	2.8	3.6	5.0	1.6	1.4	3.3	3.8	2.7	3.6	3.1	2.9	3.2	3.0
Portugal	2.6	-0.9	1.8	0.8	1.6	2.5	0.2	-3.0	1.9	-1.8	-4.0	-1.1	0.9	1.6	1.4	2.1	1.6	2.0	1.3	2.4
Russie	..	7.3	7.2	6.4	8.2	8.5	5.2	-7.8	4.5	4.3	3.5	1.2	0.7	-2.8	-0.2	1.4	1.6	..	..	..
République slovaque	3.9	5.4	5.3	6.8	8.5	10.8	5.6	-5.4	5.0	2.8	1.7	1.5	2.6	3.8	3.3	3.3	4.1	2.9	3.6	4.2
Slovénie	..	2.8	4.4	4.0	5.7	6.9	3.3	-7.8	1.2	0.6	-2.7	-1.1	3.1	2.3	2.5	3.8	3.1	3.4	3.5	2.9
Afrique du Sud	2.8	2.9	4.6	5.3	5.6	5.4	3.2	-1.5	3.0	3.3	2.2	2.5	1.7	1.3	0.3	0.8	1.2	..	..	..
Espagne	3.1	3.2	3.2	3.7	4.2	3.8	1.1	-3.6	0.0	-1.0	-2.9	-1.7	1.4	3.2	3.2	2.8	2.4	3.0	2.6	2.4
Suède	2.8	2.5	3.8	2.8	5.0	3.5	-0.7	-5.1	5.7	2.7	0.1	1.2	2.7	3.8	3.1	2.7	2.3	2.3	2.6	2.1
Suisse	1.5	0.1	2.7	3.1	4.1	4.1	2.2	-2.1	2.8	1.9	1.1	1.8	2.0	0.8	1.3	1.5	1.9	1.0	2.0	2.0
Turquie	2.9	5.9	9.4	8.9	7.3	5.0	0.9	-4.8	8.8	10.8	4.7	8.9	5.0	5.9	3.1	3.4	3.5	3.4	1.4	5.0
Royaume-Uni	3.0	3.5	2.5	3.0	2.5	2.6	-0.6	-4.3	1.9	1.5	1.3	1.9	3.1	2.2	1.8	1.6	1.0	1.9	1.1	0.9
États-Unis	3.4	2.8	3.8	3.3	2.7	1.8	-0.3	-2.8	2.5	1.6	2.2	1.7	2.4	2.6	1.6	2.1	2.4	2.0	2.1	2.5
Zone euro[2]	2.1	0.7	2.0	1.8	3.3	3.0	0.3	-4.5	2.0	1.6	-0.9	-0.2	1.2	1.5	1.7	1.8	1.8	1.8	1.9	1.7
Total OCDE[2]	2.8	2.1	3.2	2.9	3.1	2.6	0.2	-3.5	3.0	2.0	1.3	1.5	2.0	2.2	1.8	2.1	2.1	2.0	1.9	2.2

Note : La mise en place des systèmes de comptes nationaux a progressé à un rythme inégal selon les pays, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour» au début de l'annexe statistique.

1. Exercices budgétaires.

2. Pour 2015, la croissance en Irlande a été mesurée à l'aide de la valeur ajoutée brute à prix constants hors secteurs dominés par des entreprises multinationales à capitaux étrangers.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440279

Annexe : Tableau 2. **PIB nominal**

Pourcentage de variations

	Moyenne 1992-02	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2016	2017 T4 / T4	2018
Argentine	..	20.3	19.1	20.1	22.9	25.3	28.2	8.5	33.2	31.1	21.1	26.9	36.8	27.8	37.6	24.8	18.5	..	..	..
Australie	6.1	6.2	7.7	7.8	7.9	9.0	9.2	1.8	8.1	7.2	3.4	3.5	2.9	1.8	3.6	5.1	4.5	6.1	3.4	5.3
Autriche	3.9	2.1	4.2	5.0	5.6	5.9	3.0	-1.7	2.9	4.9	2.7	1.7	2.5	2.7	3.0	4.3	3.7	3.6	4.4	3.4
Belgique	3.9	2.8	5.7	4.3	4.9	5.5	2.7	-1.5	4.7	3.8	2.2	1.1	2.3	2.4	2.8	3.8	3.4	2.8	3.3	4.0
Brésil	..	15.3	13.9	10.9	11.0	12.9	14.3	7.2	16.7	12.7	10.0	10.7	8.4	3.9	4.4	6.5	7.1	..	..	..
Canada	5.2	5.1	6.5	6.4	5.3	5.4	5.0	-5.2	6.0	6.5	3.0	4.1	4.5	0.2	2.0	5.5	4.3	3.8	5.1	4.4
Chili	10.8	8.9	15.6	13.8	19.2	10.5	3.5	3.0	15.3	9.4	6.5	6.1	8.0	6.6	5.4	6.1	5.6	5.3	6.4	5.6
Chine	16.2	12.9	17.8	15.7	17.1	23.1	18.2	9.3	18.3	18.5	10.4	10.2	8.2	7.0	8.0	11.5	9.6	9.7	10.9	9.5
Colombie	19.6	11.0	13.0	10.5	12.9	12.3	11.4	5.1	8.0	13.8	7.2	7.0	6.6	5.6	7.9	7.4	6.0	..	..	..
Costa Rica	17.9	15.4	18.3	17.8	21.3	19.3	16.5	8.8	11.9	9.3	9.3	6.2	9.7	7.5	6.9	8.1	9.1	..	..	..
République tchèque	..	4.7	9.0	6.6	7.8	9.2	4.6	-2.2	0.7	2.0	0.7	0.9	5.3	5.7	3.4	4.4	4.7	2.8	5.8	4.3
Danemark	4.3	1.9	4.8	5.3	6.1	3.4	3.6	-4.4	5.2	2.0	2.6	1.8	2.5	2.5	1.7	2.9	3.8	3.4	2.3	4.7
Estonie	..	12.1	11.5	15.9	20.0	20.1	1.8	-14.2	3.9	13.3	7.6	5.3	4.6	2.5	3.3	6.8	6.0	4.8	5.7	7.1
Finlande	5.7	2.2	4.6	3.7	5.0	8.1	3.8	-6.5	3.4	5.2	1.5	1.8	1.1	2.0	2.2	3.0	2.7	2.0	3.2	2.9
France	3.4	2.7	4.3	3.6	4.7	5.0	2.5	-2.8	3.0	3.1	1.4	1.4	1.2	1.9	1.9	2.1	2.6	1.8	2.4	2.7
Allemagne	2.7	0.5	1.8	1.5	4.2	5.1	1.7	-3.9	4.7	4.8	2.2	2.6	3.5	3.5	3.3	2.9	3.8	3.1	3.2	3.7
Grèce	..	9.4	8.2	2.9	9.3	6.8	3.8	-1.7	-4.6	-8.5	-7.7	-5.6	-1.5	-1.3	0.1	3.4	3.3	-0.8	5.6	2.4
Hongrie	19.1	9.3	9.7	6.8	8.3	5.9	5.4	-2.7	2.9	4.0	1.9	5.4	7.3	4.8	2.6	5.6	7.3	2.0	6.8	7.5
Islande	7.5	2.8	10.9	9.3	13.8	14.0	13.7	2.7	1.7	5.0	4.5	6.3	6.1	10.4	9.4	7.3	5.8	14.5	3.3	5.4
Inde[1]	14.0	12.2	14.3	13.9	16.3	16.1	12.9	15.1	20.2	15.7	13.9	13.0	10.7	10.0	11.5	11.9	12.3	..	..	..
Indonésie	..	10.5	14.0	20.8	20.4	18.3	25.3	11.0	14.2	14.1	10.0	10.8	10.7	9.1	7.6	9.7	9.4	..	..	..
Irlande	12.5	7.1	7.3	9.0	8.8	6.6	-4.9	-9.6	-1.5	3.5	1.5	2.5	7.2	32.5	3.9	4.4	5.4	4.1	0.6	5.7
Israël	..	0.7	5.2	5.4	7.2	7.1	5.5	5.2	7.2	7.0	6.2	6.6	4.3	5.3	5.2	4.4	5.3	5.0	4.6	5.5
Italie	4.9	3.4	3.9	3.1	4.0	3.8	1.4	-3.7	2.0	2.2	-1.5	-0.6	1.2	1.3	1.8	2.2	2.1	1.7	2.3	1.9
Japon	0.4	-0.1	1.1	0.6	0.5	0.9	-2.1	-6.0	2.2	-1.8	0.7	1.7	2.1	3.2	1.3	1.1	1.9	1.6	1.4	2.0
Corée	10.8	6.4	8.0	5.0	5.0	8.0	5.9	4.3	9.9	5.3	3.4	3.8	4.0	5.3	4.7	4.1	5.1	4.6	4.7	5.5
Lettonie	..	13.8	15.7	23.1	25.8	32.1	7.8	-22.7	-4.7	13.2	7.8	4.1	3.7	3.1	2.7	5.4	5.1	4.0	5.0	6.0
Lituanie	..	9.6	9.4	15.2	14.6	20.6	12.6	-17.6	4.1	11.6	6.6	5.0	4.5	2.0	3.5	6.5	5.6	..	..	..
Luxembourg	7.0	4.3	6.7	7.5	12.6	10.0	2.6	-3.1	8.6	7.5	2.2	5.5	7.3	4.7	3.6	6.2	6.3	2.1	6.2	6.6
Mexique	18.5	5.9	12.9	8.6	11.6	8.2	7.5	-1.3	9.8	9.5	7.4	3.1	7.1	5.8	7.0	8.2	6.5	8.6	6.3	7.3
Pays-Bas	5.7	2.5	3.3	4.1	6.2	5.9	4.2	-3.4	2.2	1.8	0.3	1.2	1.6	2.0	3.0	3.8	3.8	3.7	4.0	3.7
Nouvelle-Zélande	5.6	6.0	8.0	5.1	5.2	8.4	3.4	1.2	5.0	4.9	2.2	5.5	5.2	3.3	5.6	5.8	5.2	7.6	4.9	5.5
Norvège	6.7	3.8	10.0	11.6	11.4	6.1	10.9	-6.7	6.6	7.8	6.2	3.6	2.3	-0.7	-0.2	6.2	3.1	3.6	4.6	3.3
Pologne	20.5	4.4	10.3	6.2	8.0	11.0	8.3	6.7	5.3	8.4	4.0	1.7	3.8	4.6	2.9	5.1	5.0	1.8	5.7	4.9
Portugal	7.0	2.5	4.3	4.1	4.8	5.5	1.9	-1.9	2.6	-2.1	-4.4	1.1	1.7	3.7	3.0	3.3	3.1	3.3	2.7	4.0
Russie	..	22.3	28.9	26.9	24.6	23.5	24.2	-6.0	19.3	20.9	12.1	6.1	11.5	5.1	3.3	9.2	5.3	..	..	..
République slovaque	12.1	11.1	11.3	9.4	11.6	12.1	8.6	-6.5	5.6	4.5	2.9	2.0	2.4	3.6	2.9	4.3	6.1	2.6	5.3	6.5
Slovénie	..	8.7	7.8	5.6	8.0	11.4	8.0	-4.7	0.2	1.8	-2.4	-0.2	3.9	3.3	3.1	6.5	5.8	4.5	6.5	5.8
Afrique du Sud	12.2	8.9	11.4	11.0	12.2	14.7	12.3	5.9	9.6	10.0	7.4	9.1	7.3	6.2	7.0	6.5	6.6	..	..	..
Espagne	6.8	7.2	7.2	8.0	8.3	7.2	3.3	-3.3	0.2	-1.0	-2.9	-1.4	1.1	3.7	3.6	4.3	3.8	3.7	4.3	3.6
Suède	4.7	4.3	4.4	3.6	6.8	6.5	2.6	-2.8	6.8	3.9	1.0	2.3	4.5	6.0	4.5	5.0	4.4	4.6	4.3	4.3
Suisse	2.1	1.0	3.0	3.8	6.1	6.5	4.0	-1.6	3.1	2.1	0.8	1.9	1.4	0.3	0.7	1.8	2.5	0.7	2.6	2.5
Turquie	72.9	30.2	23.3	16.8	17.1	11.6	13.0	0.4	16.1	20.2	12.6	15.3	13.0	14.3	10.8	12.5	12.1	13.2	10.9	13.4
Royaume-Uni	5.0	6.0	5.0	5.7	5.5	5.2	2.2	-2.9	3.5	3.6	2.9	3.9	4.8	2.8	3.6	3.8	3.0	4.8	3.2	2.8
Etats-Unis	5.3	4.9	6.6	6.7	5.8	4.5	1.7	-2.0	3.8	3.7	4.1	3.3	4.2	3.7	3.0	4.3	4.7	3.5	4.3	4.9
Zone euro	4.3	2.9	4.0	3.7	5.3	5.5	2.3	-3.5	2.7	2.7	0.4	1.0	2.1	3.1	2.7	3.0	3.3	2.7	3.1	3.3
Total OCDE	7.1	4.4	5.9	5.4	5.8	5.2	2.6	-2.5	4.4	3.9	2.9	3.0	3.8	3.8	3.3	4.2	4.3	3.8	4.1	4.5

Note : La mise en place des systèmes de comptes nationaux a progressé à un rythme inégal selon les pays, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour» au début de l'annexe statistique.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440281

Annexe : Tableau 3. **Consommation privée en volume**

Pourcentage de variations

	Moyenne 1992-02	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2016	2017 T4 / T4	2018
Argentine	..	8.2	9.5	7.4	11.0	9.3	7.2	-5.4	11.2	9.4	1.1	3.6	-4.4	3.5	-1.4	1.0	2.7	..	..	..
Australie	3.7	3.9	5.7	3.2	3.8	5.6	2.1	1.0	3.3	3.2	2.2	1.8	2.8	2.7	2.7	2.6	2.9	2.6	2.6	3.0
Autriche	1.7	1.7	2.0	2.5	2.3	1.0	0.5	0.8	0.9	1.5	0.5	-0.2	-0.3	-0.1	1.3	2.0	1.3	1.9	1.9	1.0
Belgique	1.4	0.5	1.6	1.2	1.5	1.9	1.7	0.5	2.7	0.3	0.6	0.7	0.6	1.1	1.2	1.5	1.6	1.6	1.6	1.7
Brésil	..	-0.6	3.9	4.4	5.3	6.4	6.5	4.4	6.2	4.8	3.5	3.5	2.3	-3.9	-4.3	-0.6	1.5	..	..	..
Canada	3.2	2.8	3.0	3.9	4.2	4.4	3.0	0.0	3.6	2.3	1.9	2.6	2.7	1.9	2.2	3.1	1.9	2.3	3.0	1.7
Chili	..	4.5	8.3	7.7	7.5	7.1	4.2	-0.9	10.7	8.2	6.1	4.6	2.7	2.0	2.4	2.5	2.6	2.5	2.6	2.6
Colombie	..	2.9	3.9	4.1	6.4	7.2	3.5	0.6	5.0	6.0	4.4	3.4	4.3	3.2	2.2	1.9	2.6	..	..	..
Costa Rica	3.6	4.0	2.5	4.8	5.1	7.6	5.8	1.0	4.9	6.2	6.1	2.9	4.3	4.8	4.6	4.1	4.2	..	..	..
République tchèque	..	4.8	3.4	3.3	3.9	4.1	2.8	-0.6	0.9	0.3	-1.2	0.5	1.8	3.1	2.8	3.0	2.6	2.9	2.9	2.6
Danemark	1.7	1.3	4.6	3.7	2.9	1.8	0.5	-3.4	0.8	0.3	0.5	0.3	0.5	1.9	1.9	1.9	2.1	2.2	1.7	2.4
Estonie	..	9.1	7.8	9.4	12.9	8.8	-4.8	-14.9	-2.3	3.7	4.5	3.8	3.4	4.8	4.0	2.9	4.1	4.0	2.9	4.6
Finlande	2.8	4.2	3.6	3.2	4.1	3.5	2.1	-2.7	3.1	2.9	0.3	-0.5	0.8	1.5	2.0	1.1	1.0	1.8	1.1	1.0
France	2.2	1.5	1.9	2.5	2.4	2.4	0.4	0.3	1.8	0.4	-0.2	0.6	0.7	1.5	1.8	1.2	1.4	2.0	1.2	1.4
Allemagne	1.4	0.2	0.4	0.5	1.6	0.0	0.5	0.3	0.3	1.3	1.3	0.9	1.0	1.9	1.9	1.3	1.4	1.7	1.4	1.4
Grèce	..	4.5	3.6	3.2	2.8	4.0	3.4	-1.6	-6.4	-9.9	-7.9	-2.7	0.6	-0.3	1.4	1.7	1.5	1.1	1.8	1.3
Hongrie	2.3	8.3	2.1	2.9	1.6	1.1	-1.2	-6.7	-2.7	0.7	-2.1	0.3	2.5	3.4	5.0	5.0	5.0	5.2	5.0	5.0
Islande	3.0	6.1	7.2	12.0	3.8	6.5	-7.0	-13.4	-0.3	2.5	2.0	1.0	2.9	4.3	6.9	5.4	3.4	7.1	4.2	3.0
Inde[1]	..	5.9	5.2	8.6	8.5	9.4	7.2	7.4	8.7	9.3	5.3	7.4	6.8	7.3	7.2	7.7	8.2	..	..	..
Indonésie	..	3.9	5.0	4.0	3.2	5.0	5.3	4.7	4.1	5.1	5.5	5.5	5.3	4.8	5.0	5.0	5.1	..	..	..
Irlande	6.1	2.9	3.2	7.6	6.7	6.4	-0.3	-5.6	0.1	-0.8	-1.5	-0.2	1.8	5.1	2.9	2.6	2.7	2.2	2.8	2.6
Israël	..	0.2	5.1	3.3	5.0	8.0	1.8	0.8	5.0	3.5	2.9	4.0	4.2	4.4	6.3	2.0	3.5	5.5	2.1	3.5
Italie	1.3	0.8	0.9	1.3	1.4	1.2	-1.1	-1.5	1.2	0.0	-4.0	-2.4	0.2	1.6	1.3	0.7	0.4	0.9	0.7	0.2
Japon	1.4	0.7	1.3	1.2	1.0	0.9	-1.0	-0.7	2.4	-0.4	2.0	2.4	-0.9	-0.4	0.4	0.9	0.6	0.9	0.9	0.4
Corée	5.9	-0.5	0.3	4.4	4.6	5.1	1.4	0.2	4.4	2.9	1.9	1.9	1.7	2.2	2.5	2.0	2.7	1.5	2.4	2.8
Lettonie	..	8.1	10.5	10.0	19.4	10.2	-7.9	-16.0	2.8	3.0	3.1	5.0	1.3	3.5	3.4	3.3	3.3	3.7	3.4	3.3
Lituanie	..	11.3	10.9	11.6	9.1	12.4	3.9	-17.4	-3.4	4.6	3.1	4.3	4.3	4.1	5.6	3.9	3.6	..	..	..
Luxembourg	3.3	2.3	0.9	-0.1	2.8	2.3	1.3	1.2	1.2	1.5	2.9	2.0	2.9	3.3	1.0	3.2	3.2	1.7	3.2	3.3
Mexique	3.0	2.2	5.2	4.7	5.5	3.0	1.6	-6.2	5.7	4.8	4.7	2.5	1.8	2.2	2.5	2.2	1.9	2.8	1.1	2.8
Pays-Bas	3.2	-0.2	0.5	0.9	-0.3	1.9	0.9	-2.1	0.0	0.2	-1.2	-1.0	0.3	1.8	1.7	1.7	1.7	2.6	1.4	1.8
Nouvelle-Zélande	3.5	6.3	6.1	4.4	3.2	4.0	1.0	-0.6	3.1	2.7	2.6	3.3	3.1	2.9	4.3	4.1	3.3	4.3	3.9	3.1
Norvège	3.5	3.2	5.4	4.4	5.0	5.3	1.7	0.0	3.8	2.3	3.5	2.7	1.9	2.1	1.6	2.0	2.2	1.5	2.1	2.3
Pologne	4.8	1.6	4.2	1.8	4.8	5.6	6.8	3.6	2.7	3.1	0.7	0.3	2.4	3.0	3.8	3.9	3.0	4.5	3.2	3.0
Portugal	2.5	-0.3	2.6	1.6	1.5	2.5	1.4	-2.3	2.4	-3.6	-5.5	-1.2	2.3	2.6	2.3	2.0	1.5	3.0	1.5	1.7
Russie	..	7.4	11.9	11.7	12.0	14.2	10.4	-5.1	5.5	6.7	7.4	4.4	2.0	-9.7	-4.5	1.2	2.7	..	..	..
République slovaque	..	2.9	5.0	5.8	6.0	7.5	6.0	-0.5	0.4	-0.6	-0.4	-0.8	1.4	2.2	2.9	3.1	3.2	3.1	3.1	3.2
Slovénie	..	3.4	3.0	2.2	1.2	6.4	2.4	0.9	1.3	0.0	-2.5	-4.0	2.0	0.5	2.8	3.7	3.7	4.0	3.6	3.9
Afrique du Sud	3.4	2.8	6.2	6.1	8.8	6.5	1.2	-2.6	3.9	5.1	3.7	2.0	0.7	1.7	0.8	0.8	1.5	..	..	..
Espagne	2.7	2.4	4.0	4.0	3.8	3.3	-0.7	-3.6	0.3	-2.4	-3.5	-3.1	1.6	2.9	3.2	2.3	1.9	3.0	2.0	1.8
Suède	2.1	2.4	2.6	2.8	2.8	3.9	0.2	0.4	3.8	1.9	0.9	1.9	2.2	2.6	2.2	2.2	2.2	1.5	2.7	2.0
Suisse	1.3	0.4	1.8	1.5	1.5	2.3	1.5	1.2	1.6	0.9	2.6	2.2	1.2	1.0	1.2	1.8	1.9	1.6	1.8	2.0
Turquie	2.5	8.6	9.1	6.2	3.9	5.2	0.4	-4.0	11.2	11.7	3.1	8.5	2.7	5.2	2.6	4.8	3.7	5.8	0.5	4.6
Royaume-Uni	3.9	3.7	3.4	3.0	1.6	2.9	-0.7	-3.2	0.6	-0.5	1.7	1.6	2.2	2.4	2.8	2.0	1.1	2.9	1.4	1.0
États-Unis	3.8	3.1	3.8	3.5	3.0	2.2	-0.3	-1.6	1.9	2.3	1.5	1.5	2.9	3.2	2.7	2.4	2.4	3.1	2.0	2.5
Zone euro	1.9	1.1	1.6	1.9	2.1	1.7	0.2	-1.0	0.7	-0.1	-1.2	-0.5	0.8	1.8	1.9	1.4	1.4	1.9	1.4	1.3
Total OCDE	3.0	2.3	3.1	3.0	2.8	2.5	0.2	-1.5	2.2	1.7	1.1	1.4	1.8	2.4	2.3	2.1	2.0	2.6	1.7	2.1

Note : La mise en place des systèmes de comptes nationaux a progressé à un rythme inégal selon les pays, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour» au début de l'annexe statistique.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440292

Annexe : Tableau 4. **Consommation des administrations publiques en volume**

Pourcentage de variations

	Moyenne 1992-02	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2016	2017 T4 / T4	2018
Argentine	..	1.5	2.7	9.9	3.7	7.8	5.0	5.6	5.5	4.6	3.0	5.3	2.9	6.8	0.3	1.6	1.8	..	..	..
Australie	3.0	3.9	3.7	2.7	3.6	3.1	4.3	1.6	3.4	3.6	2.5	1.1	0.9	3.5	3.9	1.9	2.0	3.2	2.0	2.0
Autriche	2.0	1.2	1.2	2.3	3.1	1.5	3.7	2.5	0.2	0.1	0.1	0.6	0.8	2.2	1.8	1.5	1.6	1.1	1.6	1.6
Belgique	1.6	1.4	1.6	0.7	1.0	1.9	2.8	1.1	1.0	1.3	1.4	0.1	1.5	0.3	-0.1	0.0	0.0	0.3	-0.3	0.1
Brésil	..	1.6	3.9	2.0	3.6	4.1	2.1	2.9	3.9	2.2	2.3	1.5	0.8	-1.1	-0.5	-0.8	0.7	..	..	..
Canada	0.8	2.9	1.9	1.1	2.8	2.4	3.8	2.7	2.3	1.3	0.7	-0.7	0.8	1.5	2.0	1.5	0.8	2.3	1.4	0.7
Chili	..	0.8	6.0	5.9	6.4	7.1	0.3	8.4	3.7	2.5	3.7	2.8	4.4	4.5	5.1	3.0	3.0	2.5	4.3	2.9
Colombie	..	1.8	6.4	5.2	5.5	6.1	3.2	6.0	5.6	3.5	6.4	9.3	4.8	4.9	1.8	1.1	1.7	..	..	..
Costa Rica	2.5	2.0	1.1	0.8	3.2	2.3	5.1	6.0	4.1	1.0	0.2	3.2	2.9	2.2	2.4	3.2	2.3	..	..	..
République tchèque	..	6.0	-1.5	0.6	0.4	0.4	1.1	3.0	0.4	-2.2	-2.0	2.5	1.1	2.0	1.2	1.8	1.8	0.1	2.5	1.8
Danemark	2.5	0.2	1.5	1.2	2.5	1.2	3.3	3.0	1.6	-0.6	0.8	-0.1	1.2	0.6	-0.1	0.0	0.9	0.1	0.8	0.9
Estonie	..	3.9	2.9	3.2	5.6	6.5	4.6	-3.1	-0.4	1.4	3.0	2.0	2.5	3.4	1.2	2.2	1.4	0.3	2.1	1.8
Finlande	1.4	1.3	1.5	1.9	1.1	1.3	1.6	1.6	-0.1	-0.1	0.5	1.1	-0.5	0.1	0.5	0.1	-0.1	0.2	-0.3	0.0
France	1.3	1.9	2.1	1.3	1.4	1.8	1.1	2.5	1.2	1.1	1.6	1.5	1.2	1.4	1.4	1.2	1.1	1.3	1.2	1.1
Allemagne	1.5	0.5	-0.8	0.5	1.0	1.5	3.4	3.0	1.3	0.9	1.1	1.2	1.2	2.8	4.0	1.7	2.3	2.7	2.2	2.2
Grèce	..	3.0	4.0	4.1	6.8	5.4	-2.3	2.1	-4.2	-7.0	-7.2	-5.5	-1.2	0.0	-2.1	1.0	1.8	-2.0	3.6	0.5
Hongrie	0.4	5.0	2.3	3.2	1.3	-6.7	3.1	1.4	-0.4	0.2	-1.5	4.1	4.5	1.0	0.1	1.0	1.1	-2.0	2.4	0.6
Islande	3.4	2.1	2.4	3.4	4.1	4.5	4.9	-1.1	-3.7	-0.1	-1.8	1.0	1.7	1.0	1.5	1.0	1.1	1.6	0.6	1.4
Inde[1]	..	2.6	3.6	8.9	3.8	9.6	10.4	13.9	5.8	6.9	0.7	0.6	9.4	2.9	17.0	10.3	9.2	..	..	..
Indonésie	..	10.0	4.0	6.6	9.6	3.9	10.4	11.2	4.0	5.5	4.5	6.7	1.2	5.3	-0.1	2.6	3.5	..	..	..
Irlande	5.6	3.0	1.7	4.7	5.1	6.8	1.3	-2.5	-4.0	-1.3	-2.8	-1.3	4.5	0.2	4.9	2.0	2.2	5.1	0.8	3.0
Israël	..	-2.9	-1.6	2.1	3.6	2.5	2.0	2.8	2.7	2.4	3.7	3.6	3.6	3.2	3.8	3.2	2.5	2.4	3.2	1.9
Italie	0.6	1.3	1.0	0.6	-0.4	0.4	1.0	0.4	0.6	-1.8	-1.4	-0.3	-0.7	-0.7	0.6	0.6	0.1	1.0	0.5	0.0
Japon	2.9	1.8	1.2	0.8	0.1	1.2	-0.1	2.0	1.9	1.9	1.7	1.5	0.5	1.7	1.5	0.3	0.1	0.6	0.5	0.2
Corée	4.2	3.8	4.5	4.5	7.4	6.1	5.1	5.2	3.8	2.2	3.4	3.3	3.0	3.0	4.3	2.5	3.1	3.6	2.3	3.6
Lettonie	..	4.4	3.6	2.7	6.5	3.3	2.4	-10.7	-8.1	3.0	0.3	1.6	2.1	3.1	2.7	3.2	2.5	4.2	2.4	2.5
Lituanie	..	3.4	4.2	3.6	2.1	1.9	0.2	-1.3	-3.2	-0.4	1.2	0.7	0.3	0.9	1.6	1.7	1.4	..	..	..
Luxembourg	4.6	4.1	3.5	2.8	1.9	3.8	1.4	3.7	1.4	0.8	3.5	3.6	2.0	2.4	3.2	1.8	2.7	2.1	2.3	3.0
Mexique	1.5	0.9	2.4	3.0	3.4	2.4	3.0	2.3	1.7	2.4	3.5	1.0	2.1	2.3	1.1	0.8	0.0	1.6	0.0	0.1
Pays-Bas	2.7	3.0	-0.5	1.6	9.4	3.1	3.3	4.7	1.0	-0.2	-1.3	-0.1	0.3	0.2	1.0	1.7	1.7	1.7	1.9	1.5
Nouvelle-Zélande	2.0	3.4	4.9	7.1	4.6	4.3	4.3	0.9	0.4	2.8	-0.5	1.4	3.3	2.6	2.3	2.7	1.9	3.6	2.0	1.8
Norvège	2.8	1.3	1.3	1.9	1.9	2.0	2.4	4.1	2.2	1.0	1.6	1.0	2.7	2.1	2.3	2.1	1.6	2.6	1.7	1.6
Pologne	2.4	3.5	3.8	3.5	5.5	3.0	4.4	3.5	3.1	-1.8	-0.3	2.5	4.1	2.4	2.8	3.0	3.8	1.6	3.6	3.8
Portugal	3.1	1.6	2.9	2.7	-0.2	0.6	0.4	2.6	-1.3	-3.8	-3.3	-2.0	-0.5	0.7	0.5	-1.0	-0.8	0.3	-1.9	0.3
Russie	..	2.3	2.1	1.4	2.3	2.7	3.4	-0.6	-1.5	1.4	2.5	1.4	-2.1	-3.1	-0.5	-0.5	-2.5	..	..	..
République slovaque	1.3	5.8	-2.8	7.0	9.2	0.3	6.5	6.2	1.7	-1.8	-2.1	2.2	5.3	5.4	1.6	0.9	1.9	-0.1	1.5	2.0
Slovénie	..	2.7	2.7	2.7	3.1	1.9	4.9	2.4	-0.5	-0.7	-2.2	-2.1	-1.2	2.5	2.6	1.9	1.4	2.7	1.3	1.5
Afrique du Sud	1.0	5.7	5.2	5.1	4.9	4.0	5.8	4.6	3.0	2.8	3.5	3.1	1.1	0.5	2.0	0.8	0.8	..	..	..
Espagne	2.9	4.9	6.3	5.6	5.0	6.2	5.9	4.1	1.5	-0.3	-4.7	-2.1	-0.3	2.0	0.8	0.8	0.7	0.0	1.4	0.3
Suède	0.6	0.9	-0.9	0.2	1.9	0.7	1.1	2.3	1.0	0.9	1.6	1.3	1.7	2.3	2.7	2.7	2.5	1.8	3.3	2.3
Suisse	1.1	2.4	0.8	1.1	0.1	0.1	-1.9	3.5	0.2	2.1	2.1	2.3	1.5	2.2	1.9	1.4	1.7	1.7	1.6	1.7
Turquie	4.5	0.5	6.6	3.6	10.2	7.0	3.5	8.1	1.7	1.1	6.8	8.0	3.1	4.1	7.3	2.8	2.4	0.4	0.4	4.1
Royaume-Uni	2.1	4.3	3.5	2.4	2.2	1.2	2.1	1.1	0.2	0.2	1.7	0.3	2.3	1.3	0.8	1.4	1.1	0.4	2.1	0.7
États-Unis	1.6	1.8	1.5	0.8	1.1	1.4	2.5	3.7	0.1	-2.7	-0.9	-2.4	-0.7	1.6	0.8	0.5	2.4	0.3	1.1	2.6
Zone euro	1.6	1.8	1.3	1.6	2.1	2.1	2.4	2.4	0.8	-0.1	-0.4	0.3	0.6	1.3	1.8	1.2	1.3	1.5	1.4	1.2
Total OCDE	1.9	2.1	1.8	1.5	2.0	1.9	2.3	3.0	0.9	-0.4	0.3	0.0	0.7	1.7	1.7	1.1	1.6	1.1	1.3	1.7

Note : La mise en place des systèmes de comptes nationaux a progressé à un rythme inégal selon les pays, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour» au début de l'annexe statistique.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440303

Annexe : Tableau 5. **Formation brute de capital fixe en volume**

Pourcentage de variations

	Moyenne 1992-02	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2016	2017 T4 / T4	2018
Argentine	..	38.2	34.4	15.8	14.5	20.5	8.7	-22.6	26.3	17.4	-7.1	2.3	-6.8	3.8	-5.5	9.0	6.9	..	..	..
Australie	5.9	8.9	7.2	8.8	4.9	9.2	7.5	-1.5	4.6	6.7	9.2	-1.6	-1.9	-3.1	-2.5	0.4	1.5	-1.2	0.5	2.1
Autriche	1.5	3.8	0.9	0.2	1.2	4.6	1.4	-7.3	-2.1	6.7	1.4	2.2	-0.8	0.7	3.3	2.2	3.0	3.9	2.5	2.8
Belgique	1.6	-0.4	8.9	6.1	2.0	6.8	1.9	-6.6	-0.8	4.2	0.2	-1.6	5.0	2.5	1.9	2.6	3.3	4.8	1.2	3.4
Brésil	..	-3.9	8.4	2.0	6.7	11.9	12.2	-2.2	18.1	6.9	0.8	5.8	-4.2	-13.9	-10.3	-3.7	1.7	..	..	..
Canada	4.0	5.2	8.4	9.1	6.3	3.2	1.6	-11.3	11.5	4.6	4.9	1.3	0.9	-4.6	-3.2	1.4	3.3	-2.4	4.2	3.0
Chili	7.0	8.1	13.0	23.5	6.0	10.6	18.5	-13.3	13.1	16.1	11.3	3.3	-4.8	-0.8	-0.8	0.5	4.1	-5.1	6.8	3.5
Colombie	0.4	11.5	11.1	13.2	18.1	14.4	9.9	-1.3	4.9	19.0	4.7	6.8	9.8	1.8	-3.6	2.5	5.1	..	..	..
Costa Rica	6.0	5.6	0.9	4.4	7.7	19.0	10.0	-12.7	4.2	3.1	10.1	-0.3	3.1	8.9	-1.5	4.9	7.5	..	..	..
République tchèque	..	1.8	3.5	6.6	6.3	13.5	2.2	-9.8	1.0	0.9	-2.9	-2.5	3.9	9.1	-3.9	1.7	4.1	-6.9	5.9	2.4
Danemark	4.1	1.6	3.5	5.9	13.7	0.7	-2.5	-13.0	-5.7	0.4	3.7	2.7	3.5	2.5	5.2	2.5	3.1	5.7	1.9	3.7
Estonie	..	18.6	5.1	15.0	22.9	10.9	-12.8	-36.6	-4.1	33.7	12.8	-3.1	-6.9	-3.7	-2.6	6.4	5.1	-5.6	10.1	5.4
Finlande	3.9	2.8	4.7	3.2	1.3	10.0	0.3	-12.5	1.1	4.1	-1.9	-4.9	-2.6	1.1	5.2	4.7	2.0	8.0	1.8	2.6
France	2.1	1.9	3.2	2.9	3.9	5.6	0.6	-9.0	1.9	2.1	0.4	-0.7	-0.4	0.9	2.7	2.3	2.8	2.0	2.7	3.1
Allemagne	0.2	-1.4	-0.9	1.0	8.1	4.3	0.9	-10.0	5.0	7.4	-0.1	-1.1	3.4	1.1	2.0	2.8	3.0	0.5	4.0	3.0
Grèce	..	15.0	2.9	-11.9	19.1	15.8	-7.0	-13.8	-19.3	-20.7	-23.4	-8.3	-4.4	-0.2	0.0	7.7	5.3	-13.8	6.7	4.2
Hongrie	5.8	1.3	7.6	3.6	0.7	4.2	1.0	-8.3	-9.5	-1.3	-3.0	9.8	9.9	1.9	-15.5	8.3	7.2	-17.3	11.0	6.0
Islande	3.7	9.8	26.7	32.0	23.4	-11.2	-19.0	-47.8	-8.6	11.6	5.3	-0.1	16.0	17.8	22.7	9.2	1.1	17.5	6.5	-2.8
Inde[1]	..	13.6	18.9	16.2	13.8	16.2	3.5	7.7	11.0	12.3	4.8	1.8	4.1	6.1	0.6	4.7	5.9	..	..	..
Indonésie	..	0.6	14.7	10.9	2.6	9.3	11.9	3.9	6.7	8.9	9.1	5.0	4.4	5.0	4.5	5.3	5.7	..	..	..
Irlande	9.8	7.9	9.9	17.1	7.0	-0.2	-11.7	-16.8	-15.0	3.4	11.6	-5.3	18.0	33.7	37.6	8.5	3.7	149.8	-31.5	4.5
Israël	..	-5.5	1.8	2.0	7.0	11.2	3.8	-3.0	10.1	14.0	3.5	4.5	0.0	0.1	11.2	2.2	6.4	11.2	1.7	7.8
Italie	2.1	-0.2	1.7	2.0	3.4	1.3	-3.2	-10.0	-0.6	-1.7	-9.4	-6.6	-2.2	1.4	3.1	3.4	3.2	4.2	2.6	3.6
Japon	-0.8	-0.8	0.1	3.1	0.4	-1.9	-3.8	-9.7	-1.6	1.7	3.5	4.9	2.9	0.1	0.9	2.1	1.5	2.1	2.2	0.9
Corée	4.7	4.8	2.9	2.0	3.6	5.0	-0.9	0.3	5.5	0.8	-0.5	3.3	3.4	5.1	5.2	7.2	2.9	7.2	5.9	3.1
Lettonie	..	10.2	28.9	20.4	15.1	22.5	-9.1	-33.3	-19.8	24.0	14.4	-6.0	0.1	-1.8	-11.7	6.9	10.0	-7.5	10.3	9.8
Lituanie	..	14.1	15.8	11.5	19.6	22.3	-4.0	-38.9	1.5	20.1	-1.8	8.3	3.7	4.7	-0.5	5.1	5.3	..	..	..
Luxembourg	5.0	0.7	5.8	-1.1	3.2	12.6	12.0	-12.4	3.5	13.7	6.1	-2.5	5.7	-0.9	0.2	9.2	4.3	10.8	6.4	4.3
Mexique	1.5	0.8	7.4	5.8	8.7	5.9	5.1	-9.3	1.2	7.8	4.8	-1.5	2.9	4.3	0.4	0.5	1.2	1.2	0.0	2.0
Pays-Bas	3.5	-1.6	0.2	3.1	7.2	6.5	4.1	-9.2	-6.5	5.6	-6.3	-4.3	2.3	9.9	4.8	5.5	3.1	0.1	7.0	3.4
Nouvelle-Zélande	7.0	10.5	13.6	3.7	-1.2	7.7	-3.0	-12.6	0.7	6.4	6.0	8.1	8.4	2.1	5.6	5.9	4.9	6.9	6.6	4.0
Norvège	3.9	0.4	10.0	12.0	9.1	11.7	0.9	-6.8	-6.7	7.4	7.6	6.3	-0.7	-3.8	0.3	2.3	2.2	1.7	1.9	2.7
Pologne	7.2	1.2	6.7	8.3	15.4	19.0	8.8	-2.7	0.0	8.8	-1.8	-1.1	10.0	6.1	-7.9	3.3	4.7	-8.7	4.4	4.7
Portugal	4.1	-7.3	0.1	0.1	-0.8	3.1	0.4	-7.6	-0.9	-12.5	-16.6	-5.1	2.3	4.5	-0.1	6.5	2.3	4.5	3.0	2.9
Russie	..	13.9	12.0	10.2	17.9	21.1	9.7	-14.7	6.4	9.2	7.0	1.2	-1.1	-9.7	-2.2	2.0	1.6	..	..	..
République slovaque	2.6	-3.2	4.7	16.5	9.1	8.9	1.6	-18.7	7.2	12.7	-9.0	-0.9	1.2	16.9	-9.3	1.2	7.0	-16.8	9.1	6.6
Slovénie	..	5.8	5.4	3.5	10.2	12.0	7.0	-22.0	-13.3	-4.9	-8.8	3.2	1.4	1.0	-3.1	6.8	5.1	0.5	5.7	5.0
Afrique du Sud	3.9	10.2	12.9	11.0	12.1	13.8	12.8	-6.7	-3.9	5.5	2.6	7.2	1.7	2.3	-3.9	0.0	2.8	..	..	..
Espagne	4.5	7.0	5.1	7.5	7.4	4.4	-3.9	-16.9	-4.9	-6.9	-8.6	-3.4	3.8	6.0	3.1	3.9	4.9	2.2	4.6	5.7
Suède	2.7	2.7	5.0	5.2	9.6	8.3	0.3	-13.3	5.5	5.8	0.3	0.6	5.6	6.5	5.5	3.3	2.5	3.6	3.1	2.3
Suisse	1.9	-1.0	4.8	3.3	4.9	4.9	0.6	-7.5	4.3	4.3	2.9	1.2	2.8	1.5	2.5	1.7	2.4	1.4	3.1	2.3
Turquie	2.7	19.4	31.9	19.6	15.4	5.5	-2.7	-20.5	22.5	23.8	2.7	13.8	5.1	9.2	3.0	2.6	3.2	1.7	0.9	5.2
Royaume-Uni	2.0	2.4	2.9	3.5	3.2	5.7	-6.5	-15.2	5.0	1.9	2.3	3.2	6.7	3.4	0.5	1.2	-1.8	1.0	0.2	-2.0
États-Unis	5.5	3.9	5.8	5.6	2.2	-1.2	-4.8	-13.1	1.1	3.7	6.3	3.1	4.2	3.7	0.7	3.9	4.2	0.1	5.0	4.6
Zone euro	2.0	1.3	2.2	3.0	5.8	4.7	-0.9	-11.1	-0.5	1.6	-3.3	-2.5	1.5	3.0	3.4	3.4	3.3	5.0	1.6	3.5
Total OCDE	3.1	2.8	4.6	5.0	4.2	2.4	-2.0	-11.1	1.8	3.9	2.3	1.8	3.1	3.0	1.3	3.2	3.1	1.6	3.1	3.4

Note : La mise en place des systèmes de comptes nationaux a progressé à un rythme inégal selon les pays, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour» au début de l'annexe statistique.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440312

Annexe : Tableau 6. **Formation brute de capital fixe du secteur privé non résidentiel, en volume**

Pourcentage de variations

	Moyenne 1992-02	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2016	2017 T4 / T4	2018
Australie	6.2	11.9	7.6	12.4	8.2	11.5	6.7	-2.4	0.6	12.9	15.2	-2.0	-4.8	-6.4	-8.4	-2.1	0.5	-6.7	-2.0	2.0
Belgique	2.3	-2.4	11.1	2.9	2.3	6.5	3.4	-7.5	-2.1	6.5	0.0	-0.3	5.6	3.1	1.2	2.8	3.5	5.7	0.8	3.5
Canada	5.0	6.6	9.1	11.2	9.0	2.5	4.0	-20.2	14.0	11.6	7.1	4.3	1.5	-11.3	-8.0	-1.9	3.5	-7.1	2.9	3.6
Danemark	4.3	-1.1	-0.9	3.6	15.3	2.2	3.9	-13.3	-8.1	-6.1	6.2	7.7	0.4	4.0	4.1	5.1	4.2	8.2	2.1	5.2
Finlande	5.4	-1.5	2.1	5.5	2.2	16.6	4.9	-15.6	-6.3	3.1	-3.1	-7.3	-1.8	2.9	4.6	6.6	2.5	9.6	2.4	3.2
France	2.5	0.8	2.7	2.6	5.1	8.2	3.6	-11.6	3.0	4.8	1.0	-0.9	2.5	2.9	3.9	2.6	2.7	2.8	2.7	3.1
Allemagne	0.6	-0.9	1.6	3.6	8.5	7.8	2.1	-15.5	6.2	7.3	-1.7	-0.8	4.4	0.9	1.1	2.5	3.1	-0.3	4.4	3.0
Islande	4.6	18.4	31.7	54.9	25.8	-22.5	-21.8	-50.4	0.0	23.9	7.6	-4.9	17.0	28.3	24.7	6.2	-3.9	11.0	6.6	-8.7
Japon	-0.5	2.4	3.8	8.5	2.1	1.0	-2.8	-13.4	-0.9	4.0	4.1	3.7	5.2	1.1	1.3	2.4	2.7	2.9	1.6	2.8
Corée	5.1	2.1	3.2	2.0	6.4	7.6	0.9	-3.7	14.2	3.3	0.2	0.9	3.3	2.4	2.7	4.0	3.2	6.6	3.1	3.5
Pays-Bas	3.6	-1.6	0.0	3.2	7.1	8.9	6.1	-10.5	-3.0	12.8	-3.9	-2.4	2.8	7.5	2.1	4.3	2.3	-6.0	8.3	2.5
Nouvelle-Zélande	6.9	16.1	14.6	7.4	0.7	11.6	-0.1	-21.2	-0.8	13.4	8.8	4.8	6.1	0.8	6.1	7.4	5.8	5.7	9.5	4.2
Norvège	4.0	-3.4	10.7	16.7	10.9	15.4	2.2	-10.4	-8.9	6.2	9.4	5.1	-1.9	-7.9	-5.9	-1.1	1.6	-2.0	-0.9	2.5
Suède	5.2	3.2	4.6	5.1	9.5	10.2	3.9	-15.2	3.4	7.2	3.0	0.8	4.3	6.0	1.2	1.2	1.7	-2.6	2.8	1.6
Suisse	3.0	-3.8	5.7	4.7	7.1	7.2	0.5	-10.6	4.1	5.1	3.9	1.4	3.3	1.8	2.5	1.8	2.5	1.4	3.1	2.4
Royaume-Uni	3.9	-0.3	-3.5	15.7	-7.3	9.2	-1.1	-16.0	6.0	4.3	7.2	2.6	3.9	5.1	-1.5	-0.6	-3.0	-0.9	-1.2	-3.3
États-Unis	6.8	1.9	5.2	7.0	7.1	5.9	-0.7	-15.6	2.5	7.7	9.0	3.5	6.0	2.1	-0.5	4.4	4.3	-0.1	5.3	4.8

Note : La mise en place des systèmes de comptes nationaux a progressé à un rythme inégal selon les pays membres de l'OCDE, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. Les statistiques de comptabilité nationale ne possèdent pas toujours de décomposition par secteur des dépenses d'investissement et pour plusieurs pays les chiffres sont des estimations de l'OCDE. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour» au début de l'annexe statistique.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440322

Annexe : Tableau 7. **Formation brute de capital fixe en volume : construction de logements**

Pourcentage de variations

	Moyenne 1992-02	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2016	2017 T4 / T4	2018
Australie	4.9	5.2	5.8	-1.9	-3.1	2.2	2.4	-4.8	5.9	-1.0	-6.4	2.5	6.9	10.0	7.9	4.5	3.5	5.6	6.0	2.0
Autriche	0.6	-4.1	0.8	1.4	0.5	1.9	0.7	-1.6	0.7	2.9	-1.3	-0.1	-0.6	0.9	0.3	2.3	2.3	-0.2	3.5	1.6
Belgique	-0.6	4.7	3.9	15.6	4.8	4.7	-2.2	-10.4	1.8	-2.5	-0.1	-3.9	4.7	0.8	4.5	2.3	2.0	3.6	2.0	2.0
Canada	3.0	3.5	8.3	4.9	2.4	2.6	-4.1	-5.8	7.7	1.3	5.8	0.0	2.4	3.5	2.7	3.8	1.8	2.2	4.8	0.7
Danemark	4.8	13.5	12.1	16.7	11.4	-5.5	-16.7	-20.4	-8.9	15.8	-5.5	-7.8	8.6	3.8	11.0	0.2	1.6	6.1	1.8	1.5
Finlande	2.8	11.3	11.2	5.0	3.8	-0.3	-10.6	-13.9	24.1	5.3	-3.5	-5.3	-6.5	2.0	9.1	3.6	2.3	7.7	1.8	3.1
France	2.6	2.7	4.0	4.3	4.9	2.6	-4.0	-11.9	1.6	1.1	-2.0	-0.3	-3.3	-0.7	2.1	3.5	3.6	2.7	3.6	3.6
Allemagne	0.3	-1.9	-4.2	-4.1	6.8	-1.5	-4.0	-3.2	4.1	10.0	4.2	-0.7	2.9	1.0	3.8	2.9	3.2	3.4	3.4	2.9
Grèce	0.2	18.2	16.6	-9.2	17.6	15.0	-24.0	-19.7	-26.3	-14.4	-38.1	-31.1	-53.1	-26.0	-12.6	1.0	2.8	-3.1	2.2	3.0
Islande	2.4	3.7	14.2	11.9	16.5	13.2	-21.9	-55.7	-18.0	5.4	6.9	8.0	14.8	-3.1	33.7	22.1	20.0	67.3	2.2	18.2
Irlande	8.9	18.1	11.1	16.3	2.7	-12.1	-17.5	-39.9	-34.0	-16.5	-19.4	8.9	20.5	4.6	17.9	10.3	10.2	20.6	7.6	11.7
Italie	0.5	3.9	2.5	6.2	5.2	1.0	-1.9	-9.3	-0.2	-6.4	-7.7	-4.5	-6.7	1.5	3.3	2.1	2.4	2.5	1.9	2.5
Lettonie	..	-9.0	62.0	17.8	34.4	41.4	-11.9	-52.4	-28.9	1.3	13.8	-1.3	9.7	-19.5	-11.1	-10.7	9.7	-21.4	24.8	7.9
Japon	-2.0	-1.3	1.7	-0.5	0.7	-9.5	-6.6	-16.4	-3.7	4.9	2.5	8.0	-4.3	-1.6	5.6	3.8	2.0	7.5	2.1	2.1
Corée	1.8	12.0	3.1	2.1	-2.3	-3.5	-9.4	-2.5	-12.0	-8.0	-2.9	23.4	11.1	18.9	22.1	8.4	2.0	21.6	3.4	2.0
Pays-Bas	2.0	-4.0	4.6	5.5	5.8	5.1	0.4	-14.9	-16.0	-4.4	-12.9	-12.2	6.1	27.4	19.0	11.8	6.0	19.7	7.5	6.5
Nouvelle-Zélande	4.6	20.3	3.7	-4.0	-2.1	3.1	-18.1	-14.1	1.2	-0.1	18.1	16.7	9.9	1.3	9.6	3.8	4.8	10.6	3.7	5.0
Norvège	7.1	1.8	16.3	9.7	4.0	2.7	-9.0	-8.1	-1.6	17.0	10.9	5.3	-1.4	1.6	9.9	9.5	3.8	10.9	6.0	3.7
Espagne	7.1	8.2	4.9	6.5	6.7	1.3	-9.2	-20.3	-11.6	-13.3	-10.3	-10.2	6.2	3.1	3.7	5.2	4.3	3.8	4.8	5.1
Suède	-5.4	5.2	12.8	10.1	14.5	6.6	-13.3	-18.8	12.5	8.0	-11.7	0.9	15.5	15.8	17.3	7.7	4.6	14.9	5.7	4.0
Suisse	-1.1	14.4	7.0	1.1	-1.6	-3.0	-4.2	1.8	3.5	2.2	1.5	1.7	2.3	1.2	2.7	2.5	3.2	1.2	4.4	2.9
Royaume-Uni	1.0	4.0	7.0	4.1	3.3	1.9	-23.2	-26.2	4.8	2.1	-1.5	9.5	13.2	3.6	3.7	3.4	-1.1	1.5	2.6	-1.5
États-Unis	4.5	9.1	10.0	6.6	-7.6	-18.8	-24.0	-21.2	-2.5	0.5	13.5	11.9	3.5	11.7	4.9	5.4	4.8	1.1	6.2	5.2

Note : La mise en place des systèmes de comptes nationaux a progressé à un rythme inégal selon les pays, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour» au début de l'annexe statistique.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440336

Annexe : Tableau 8. **Demande intérieure totale en volume**

Pourcentage de variations

	Moyenne 1992-02	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2016	2017 T4 / T4	2018
Argentine	..	13.3	13.7	9.1	9.3	11.3	6.9	-7.9	14.2	10.2	-1.3	4.0	-3.9	4.0	-1.6	2.4	3.5	..	..	..
Australie	4.2	5.7	6.1	4.5	3.6	7.0	3.5	-0.1	4.0	4.6	4.0	0.2	1.2	1.3	1.7	2.1	2.4	2.1	2.0	2.6
Autriche	1.7	2.3	1.7	2.4	2.4	2.7	0.7	-1.7	0.6	3.1	0.2	0.0	0.2	0.5	2.4	2.5	1.8	3.3	1.9	1.5
Belgique	1.7	0.7	3.6	2.9	1.9	3.3	2.0	-1.8	2.0	2.2	-0.2	-0.5	2.2	1.5	1.1	1.7	1.6	2.4	1.0	1.7
Brésil	..	-0.3	5.1	2.6	5.4	7.6	7.2	-0.2	9.9	4.6	1.9	3.6	0.3	-6.3	-5.2	0.8	1.3	..	..	..
Canada	2.9	4.0	4.0	5.0	4.2	3.6	2.8	-3.0	5.3	2.2	2.1	3.4	1.5	0.0	0.6	2.4	2.0	1.2	3.1	1.8
Chili	..	3.8	8.4	11.3	8.8	6.7	8.5	-6.8	13.8	9.4	7.2	3.6	-0.4	2.0	1.1	3.0	3.0	1.0	3.8	2.9
Chine	9.9	10.5	9.5	8.1	9.5	11.6	8.3	16.7	7.9	9.8	8.3	8.2	8.9	9.1	8.3	6.2	6.2	8.6	5.6	5.4
Colombie	..	4.3	6.1	6.3	9.0	8.4	4.7	0.3	5.8	8.4	4.7	5.1	6.1	3.0	0.4	1.8	3.0	..	..	..
Costa Rica	4.1	3.9	2.8	4.2	7.2	8.9	6.3	-4.9	7.8	5.6	5.6	1.7	3.6	6.1	4.0	4.7	4.4	..	..	..
République tchèque	..	3.6	3.3	3.4	5.1	6.5	1.9	-5.4	1.7	0.2	-2.1	-0.6	3.4	4.8	1.4	2.2	2.8	0.8	3.8	2.3
Danemark	2.5	0.6	4.3	3.4	5.2	1.8	-0.2	-6.1	0.7	1.0	0.9	0.8	1.5	1.3	1.6	1.2	2.0	1.5	1.6	2.3
Estonie	..	11.2	6.6	7.3	17.4	9.3	-8.7	-20.7	0.2	9.2	8.6	1.5	3.0	0.8	3.0	4.8	3.7	4.2	2.9	4.1
Finlande	2.9	3.3	3.6	4.1	2.4	4.8	0.9	-6.2	3.8	4.1	-1.3	-1.0	-0.1	1.4	2.1	1.4	1.0	1.8	0.9	1.1
France	2.0	1.4	2.8	2.3	2.6	3.2	0.4	-2.5	1.9	2.1	-0.3	0.7	1.1	1.4	1.8	1.9	1.6	1.3	1.9	1.7
Allemagne	1.0	0.3	-0.6	0.3	2.9	1.8	1.0	-3.1	2.9	3.0	-0.8	1.0	1.4	1.4	2.2	1.7	2.0	1.9	1.7	1.9
Grèce	..	7.4	2.7	0.2	7.9	5.3	-0.6	-6.2	-6.5	-11.2	-10.0	-3.9	0.7	-1.0	0.4	0.7	2.1	-3.3	3.5	1.5
Hongrie	3.4	5.7	5.3	1.7	1.7	-1.0	0.3	-9.5	-0.6	-0.2	-3.0	2.4	4.6	1.4	1.5	4.5	4.5	1.8	5.5	4.2
Islande	3.2	5.4	10.0	14.1	9.5	1.5	-7.0	-17.4	-3.1	2.8	1.2	1.5	4.0	5.1	8.1	5.2	2.3	8.5	3.8	1.3
Inde[1]	..	9.0	7.7	10.5	9.7	10.7	6.1	8.5	9.7	8.5	5.3	1.9	6.9	7.6	6.3	6.6	7.4	..	..	..
Indonésie	3.8	4.0	7.0	5.9	5.3	6.4	6.1	3.0	6.5	6.1	7.7	5.0	5.3	3.9	5.0	4.4	5.2	..	..	..
Irlande	7.0	4.8	3.9	10.2	7.0	3.6	-4.2	-8.3	-3.6	1.0	1.1	-1.8	8.3	9.8	14.1	4.0	3.0	43.0	-17.2	3.4
Israël	..	-1.8	2.9	3.4	4.9	6.5	1.9	0.1	5.4	5.4	3.8	3.0	3.8	3.9	5.9	1.9	3.9	5.8	1.5	4.0
Italie	1.4	0.9	1.0	1.0	2.0	1.1	-1.2	-4.2	1.9	-0.5	-5.7	-2.7	0.3	1.3	1.1	1.0	0.9	1.0	1.0	0.8
Japon	0.9	0.8	1.4	1.4	0.6	0.6	-1.3	-4.0	2.4	0.7	2.3	2.4	0.4	0.7	0.4	0.9	0.7	0.5	1.2	0.5
Corée	5.3	1.8	2.0	3.8	5.1	5.0	1.1	-2.7	8.3	3.0	0.8	1.4	3.0	3.9	3.6	4.2	2.8	3.2	3.9	3.0
Lettonie	..	11.4	12.0	9.2	18.3	12.5	-8.9	-23.2	-3.9	11.9	1.7	1.8	0.1	2.4	3.0	3.7	4.4	3.2	4.4	4.3
Lituanie	..	10.7	11.9	9.0	8.9	15.3	3.3	-21.7	2.4	5.8	-0.3	3.4	3.4	7.0	2.6	3.9	3.6	..	..	..
Luxembourg	3.7	4.3	2.6	3.4	1.3	4.9	4.2	-6.1	5.8	5.0	2.5	1.4	7.2	3.4	0.8	4.5	3.6	0.4	5.2	3.6
Mexique	2.8	1.8	5.7	4.1	6.5	3.1	2.9	-7.0	4.9	4.7	4.8	1.3	2.1	2.4	1.8	1.6	1.6	2.2	0.7	2.3
Pays-Bas	3.0	0.3	0.4	1.7	3.7	3.5	1.9	-2.4	-0.1	0.7	-2.3	-1.3	0.8	2.3	2.2	2.3	2.1	2.0	2.4	2.1
Nouvelle-Zélande	4.0	6.4	7.8	4.6	1.5	5.2	1.1	-4.9	3.7	3.3	2.8	3.6	4.2	2.2	4.7	4.5	3.3	6.0	3.5	3.0
Norvège	3.4	1.5	6.8	5.4	6.2	6.1	1.5	-3.2	3.0	2.7	3.5	3.5	1.6	0.7	1.8	1.7	2.0	2.7	1.9	2.1
Pologne	4.9	2.5	6.2	2.4	7.2	9.3	5.4	-0.2	4.2	4.2	-0.4	-0.6	4.7	3.3	2.4	3.5	3.4	2.5	3.4	3.5
Portugal	3.0	-1.8	3.0	1.3	0.9	2.2	1.1	-3.6	1.9	-5.7	-7.3	-2.0	2.2	2.5	1.5	2.0	1.3	2.5	1.1	1.6
Russie	..	7.8	10.0	9.2	11.2	13.7	9.2	-13.1	7.9	8.7	5.6	1.3	-0.6	-9.5	-2.3	2.2	1.3	..	..	..
République slovaque	..	0.0	5.8	8.6	6.7	6.8	6.5	-7.1	4.5	1.1	-4.0	0.3	3.1	4.7	1.0	2.3	3.6	-0.4	3.8	3.6
Slovénie	..	4.5	4.9	1.9	4.7	9.0	3.1	-9.5	-0.8	-0.7	-5.7	-2.0	1.8	1.4	2.4	4.0	3.5	3.5	3.4	3.6
Afrique du Sud	2.6	5.2	7.9	5.7	8.5	5.8	3.6	-1.4	3.7	5.6	3.2	2.9	0.6	1.8	-0.8	0.4	1.6	..	..	..
Espagne	3.1	3.9	4.8	5.1	5.1	4.1	-0.4	-6.0	-0.5	-3.1	-5.1	-3.2	1.9	3.4	2.9	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3
Suède	1.8	2.3	1.8	2.6	4.5	4.9	-0.1	-4.3	5.7	3.0	-0.2	1.6	3.0	3.8	3.2	2.5	2.4	1.8	3.0	2.2
Suisse	1.4	0.8	-0.3	4.2	2.3	0.5	2.6	2.4	-0.6	4.1	-1.3	-0.8	2.1	1.9	-0.4	1.1	2.1	-2.6	3.4	2.1
Turquie	3.2	12.4	14.4	12.3	9.0	6.1	-0.3	-7.5	13.0	10.8	1.8	9.5	2.6	4.6	3.8	3.3	3.6	3.6	1.7	4.8
Royaume-Uni	3.5	3.5	3.0	2.7	2.1	2.5	-1.4	-4.5	2.6	0.2	2.0	2.6	3.4	2.0	1.5	2.1	0.6	1.6	2.4	0.4
États-Unis	3.8	3.1	4.3	3.5	2.6	1.1	-1.3	-3.8	2.9	1.6	2.1	1.3	2.4	3.2	1.7	2.4	2.7	2.1	2.3	2.8
Zone euro	1.9	1.4	1.6	2.0	3.2	2.7	0.2	-3.8	1.4	0.7	-2.4	-0.6	1.3	1.8	2.1	1.8	1.8	2.4	1.3	1.8
Total OCDE	2.8	2.5	3.4	3.1	3.1	2.4	-0.2	-3.9	3.1	1.8	0.9	1.3	2.0	2.4	1.8	2.2	2.1	2.0	2.0	2.2

Note : La mise en place des systèmes de comptes nationaux a progressé à un rythme inégal selon les pays, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour» au début de l'annexe statistique.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440341

Annexe : Tableau 9. **Contribution de la balance commerciale aux variations du PIB en volume**

Points de pourcentage

	Moyenne 1992-02	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2016 Quatrième trimestre[1]	2017 Quatrième trimestre[1]	2018 Quatrième trimestre[1]
Argentine	0.8	-3.0	-3.5	0.4	-0.6	-1.5	-2.3	1.3	-2.4	-2.7	0.0	-1.1	0.7	-0.9	-0.2	0.1	-0.1	..	..	..
Australie	-0.3	-2.6	-2.4	-1.3	-1.2	-2.2	-1.6	2.6	-2.1	-2.2	0.2	1.6	1.6	0.8	1.4	0.6	0.8	0.5	0.9	0.6
Autriche	0.6	-1.2	0.5	0.6	1.2	1.0	0.6	-2.0	1.2	0.1	0.3	-0.1	0.6	0.2	-0.8	-0.1	0.0	-3.0	0.0	-0.1
Belgique	0.6	0.1	0.3	-0.7	0.7	0.2	-1.2	-0.4	0.7	-0.3	0.3	0.4	-0.6	0.0	0.1	0.0	0.2	-3.8	0.2	0.2
Brésil	..	1.7	0.8	0.7	-1.4	-1.4	-2.0	-0.2	-2.6	-0.6	-0.1	-0.6	0.2	2.6	1.7	0.0	0.3	..	..	..
Canada	0.6	-2.2	-0.8	-1.6	-1.4	-1.5	-1.8	-0.4	-2.2	-0.3	-0.3	0.3	1.1	1.0	0.7	0.4	0.3	5.2	0.3	0.5
Chili	0.4	0.4	-0.8	-4.4	-1.7	-0.9	-3.9	4.8	-6.7	-2.7	-1.7	0.4	2.3	0.3	0.4	-0.8	-0.2	2.6	-0.3	-0.3
Chine	0.1	-0.2	0.8	3.5	3.7	3.5	2.2	-5.4	3.2	0.5	0.2	0.1	-1.0	-1.7	-1.3	0.6	0.3	-4.4	1.3	1.0
Colombie	-0.4	-0.4	-0.4	-1.3	-2.3	-1.7	-1.3	1.3	-1.8	-1.9	-0.7	-0.2	-1.9	-0.1	1.3	-0.3	-0.1	..	..	..
Costa Rica	0.0	0.2	1.5	-0.3	0.0	-0.8	-1.7	4.0	-2.8	-1.4	-1.0	0.5	-0.1	-1.6	0.2	-0.8	-0.5	..	..	..
République tchèque	..	0.0	1.4	3.2	2.0	-0.8	0.8	0.5	0.5	1.8	1.3	0.1	-0.5	0.1	1.0	0.9	0.0	4.1	0.0	0.3
Danemark	0.1	-0.2	-1.3	-0.9	-1.0	-0.9	-0.3	1.1	1.2	0.4	-0.7	0.2	0.3	0.4	-0.2	0.5	0.2	3.1	-0.3	0.5
Estonie	-2.6	-3.2	-0.4	0.5	-8.6	-1.7	4.9	8.1	3.0	-0.7	-3.6	-0.9	0.8	0.6	-0.7	-0.5	-0.5	-6.2	-0.7	0.2
Finlande	1.3	-1.7	0.7	-1.0	1.6	1.0	-0.2	-2.1	0.0	-1.5	-0.2	0.3	-0.5	-0.4	-0.7	0.6	0.5	-2.1	0.4	0.7
France	0.2	-0.5	-0.2	-0.7	-0.1	-0.8	-0.3	-0.3	-0.1	0.0	0.5	-0.1	-0.5	-0.3	-0.7	-0.7	-0.2	0.6	-0.2	-0.3
Allemagne	0.5	-1.0	1.3	0.6	1.1	1.6	-0.1	-2.6	1.2	0.9	1.4	-0.4	0.2	0.1	-0.3	0.4	0.2	-0.7	0.3	-0.1
Grèce	..	-2.4	2.1	0.2	-2.8	-2.5	0.4	3.0	1.8	2.7	3.3	1.4	-0.2	0.9	-0.7	0.5	0.3	-7.4	0.3	0.0
Hongrie	-0.7	-2.0	-0.3	2.7	2.2	1.5	0.7	2.6	1.3	2.0	1.3	0.0	-0.2	1.8	0.6	-0.3	-0.7	4.1	-0.7	-0.7
Islande	0.1	-3.2	-2.3	-8.7	-5.6	8.4	9.7	13.1	-1.3	-1.1	-0.2	3.8	-2.9	-1.5	-0.8	0.6	0.6	4.2	0.5	1.5
Inde[2]	0.0	-0.7	0.5	-1.3	-0.6	-1.2	-2.4	-0.5	0.0	-2.2	-0.2	4.5	0.2	0.2	0.7	0.7	0.2	..	..	..
Indonésie	..	0.8	-1.8	-0.1	0.2	-0.1	-0.1	1.7	0.0	0.2	-1.5	0.6	-0.2	1.0	0.1	0.7	0.1	..	..	..
Irlande	2.1	0.2	3.8	-3.5	-1.5	0.3	-1.3	5.5	4.7	0.8	-2.4	2.4	1.9	18.3	-6.6	-0.9	0.2	-106.7	0.4	0.0
Israël	..	3.0	2.0	0.7	0.8	-0.2	1.4	1.1	0.4	-0.3	-1.4	1.4	-0.7	-1.2	-1.7	1.2	-0.5	2.8	-0.4	-0.6
Italie	0.2	-0.7	0.3	0.1	0.1	0.2	0.2	-1.3	-0.2	1.2	2.9	0.9	-0.1	-0.6	-0.1	0.0	0.0	-0.1	0.1	-0.2
Japon	0.1	0.7	0.9	0.3	0.9	1.1	0.2	-1.4	1.8	-0.8	-0.8	-0.4	0.0	0.4	0.6	0.5	0.3	1.4	0.1	0.5
Corée	1.1	1.2	3.0	0.3	0.2	0.5	1.7	3.2	-1.4	0.8	1.5	1.5	0.4	-1.0	-0.7	-1.0	0.4	-0.1	0.4	0.5
Lettonie	-0.9	-4.1	-5.3	0.0	-9.1	-5.0	7.1	11.5	0.2	-5.7	2.3	0.8	2.0	0.3	-1.1	-0.2	-0.9	-1.4	-1.5	-0.3
Lituanie	-1.4	-0.8	-6.1	-1.3	-1.9	-5.4	-0.9	11.9	-0.2	0.2	4.0	0.3	0.2	-5.2	-0.4	-0.8	-0.8	..	..	..
Luxembourg	1.8	-1.9	0.3	1.8	4.9	5.5	-5.6	0.6	-0.1	-0.3	-0.6	3.2	2.2	2.2	2.1	1.5	2.0	5.5	2.0	2.1
Mexique	-0.5	0.4	-0.1	-0.9	-0.8	-0.7	-1.4	1.8	-0.3	0.0	0.3	-0.4	0.3	0.5	0.3	0.7	0.4	2.5	0.3	0.5
Pays-Bas	0.3	0.1	1.5	0.6	0.2	0.5	-0.1	-1.5	1.4	1.0	1.1	1.1	0.6	0.0	0.2	0.4	0.3	1.6	0.3	0.3
Nouvelle-Zélande	0.0	-1.8	-3.1	-2.0	1.2	-1.4	-1.3	5.3	-2.0	-1.1	-0.2	-1.5	-1.3	1.0	-0.7	-1.4	-0.2	-6.0	-0.3	-0.2
Norvège	0.2	-0.4	-2.0	-2.0	-2.8	-2.2	-0.9	1.0	-2.1	-1.4	-0.3	-2.0	0.5	1.0	-0.4	-0.5	-0.4	2.1	-0.3	0.1
Pologne	-0.6	1.0	-1.3	1.1	-1.1	-2.5	-1.3	3.1	-0.6	0.7	2.1	1.9	-1.3	0.6	0.3	0.9	-0.2	4.6	0.1	-0.4
Portugal	-0.7	1.0	-1.4	-0.6	0.6	0.1	-1.1	0.9	-0.1	4.3	3.6	0.9	-1.3	-0.8	0.0	0.2	0.3	-3.0	0.1	1.1
Russie	0.3	0.3	-1.2	-1.3	-1.8	-3.1	-2.8	4.8	-3.0	-3.9	-1.6	0.5	1.7	6.3	1.7	-0.2	0.3	..	..	..
République slovaque	-0.2	5.4	-0.9	-2.1	1.5	3.8	-0.5	2.1	0.5	1.7	5.7	1.2	-0.5	-0.7	1.8	0.2	0.6	-0.8	0.6	0.8
Slovénie	..	-1.7	-0.5	2.1	1.0	-2.0	0.2	1.9	2.0	1.3	3.0	0.8	1.4	1.1	0.3	0.2	0.0	-2.5	0.2	-0.7
Afrique du Sud	0.1	-2.2	-3.0	-0.6	-2.9	-0.6	-0.4	0.5	-0.8	-2.3	-1.0	-0.5	1.1	-0.5	1.1	0.4	-0.4	..	..	..
Espagne	0.0	-0.8	-1.7	-1.6	-1.2	-0.6	1.6	2.8	0.5	2.1	2.2	1.5	-0.5	-0.1	0.5	0.5	0.2	0.5	0.2	0.2
Suède	1.1	0.4	2.1	0.4	0.8	-0.9	-0.7	-1.1	0.3	-0.1	0.3	-0.3	-0.2	0.3	0.0	0.3	0.0	3.4	0.1	0.0
Suisse	0.2	-0.6	2.9	-0.8	2.0	3.6	-0.1	-4.3	3.3	-1.7	2.2	2.6	0.3	-0.9	1.5	0.5	0.1	-1.8	0.1	0.1
Turquie	0.1	-3.9	-2.1	-1.2	-0.5	-0.9	1.5	3.1	-4.3	-1.0	3.1	-2.2	2.0	0.6	-1.5	0.2	-0.2	9.0	-0.2	0.1
Royaume-Uni	-0.3	-0.1	-0.5	0.2	0.3	-0.1	0.8	0.4	-0.8	1.4	-0.7	-0.8	-0.4	0.0	-0.3	-0.6	0.4	6.5	0.3	0.5
États-Unis	-0.5	-0.4	-0.6	-0.3	-0.1	0.6	1.1	1.3	-0.4	0.0	0.1	0.3	-0.1	-0.7	-0.1	-0.3	-0.4	-1.8	-0.4	-0.4
Zone euro	0.3	-0.7	0.4	-0.2	0.2	0.3	0.1	-0.6	0.6	0.9	1.5	0.4	-0.1	0.2	-0.4	0.1	0.1	-3.1	0.1	0.0
Total OCDE	-0.1	-0.4	-0.1	-0.2	0.0	0.2	0.4	0.6	-0.1	0.2	0.5	0.2	0.1	-0.1	-0.1	0.0	0.0	-0.2	0.0	0.0

Note : La mise en place des systèmes de comptes nationaux a progressé à un rythme inégal selon les pays, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour» au début de l'annexe statistique.

1. Contributions en pourcentage de variations par rapport à la période précédente, taux annuels désaisonnalisés.
2. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440357

Annexe : Tableau 10. **Prévisions trimestrielles de la demande et de la production**

Pourcentage de variations, taux annuels désaisonnalisés, volume

	2016	2017	2018	2016 T4	2017 T1	2018 T2	2018 T3	2018 T4	2018 T1	2018 T2	2018 T3	2018 T4	2016	2017 T4 / T4	2018
Consommation privée															
Canada	2.2	3.1	1.9	2.4	4.8	3.4	2.2	1.8	1.7	1.7	1.7	1.7	2.3	3.0	1.7
France	1.8	1.2	1.4	2.4	0.6	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	2.0	1.2	1.4
Allemagne	1.9	1.3	1.4	0.6	1.2	1.6	1.5	1.5	1.5	1.4	1.4	1.4	1.7	1.4	1.4
Italie	1.3	0.7	0.4	0.3	0.7	0.7	0.7	0.7	0.3	0.2	0.2	0.2	0.9	0.7	0.2
Japon	0.4	0.9	0.6	0.2	1.4	0.7	0.7	0.9	0.7	0.4	0.4	0.3	0.9	0.9	0.4
Royaume-Uni	2.8	2.0	1.1	2.8	1.4	1.7	1.5	1.2	1.1	1.0	0.9	0.8	2.9	1.4	1.0
États-Unis	2.7	2.4	2.4	3.5	0.6	2.6	2.3	2.3	2.4	2.5	2.5	2.5	3.1	2.0	2.5
Zone euro	1.9	1.4	1.4	1.6	1.0	1.6	1.5	1.4	1.3	1.3	1.3	1.3	1.9	1.4	1.3
Total OCDE	2.3	2.1	2.0	3.3	1.3	1.9	1.8	1.8	2.2	2.1	2.1	1.9	2.6	1.7	2.1
Consommation publique															
Canada	2.0	1.5	0.8	2.1	1.9	1.7	1.1	0.9	0.7	0.6	0.6	0.6	2.3	1.4	0.7
France	1.4	1.2	1.1	1.1	1.4	1.2	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.3	1.2	1.1
Allemagne	4.0	1.7	2.3	1.1	1.7	2.5	2.4	2.3	2.3	2.3	2.2	2.1	2.7	2.2	2.2
Italie	0.6	0.6	0.1	2.4	0.8	0.6	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1.0	0.5	0.0
Japon	1.5	0.3	0.1	0.3	0.6	1.1	0.4	-0.3	-0.8	0.4	0.5	0.9	0.6	0.5	0.2
Royaume-Uni	0.8	1.4	1.1	-0.1	3.1	2.0	1.7	1.5	0.9	0.8	0.7	0.5	0.4	2.1	0.7
États-Unis	0.8	0.5	2.4	-0.8	-1.1	1.3	2.1	2.3	2.5	2.6	2.6	2.6	0.3	1.1	2.6
Zone euro	1.8	1.2	1.3	1.2	1.2	1.5	1.4	1.3	1.2	1.2	1.2	1.1	1.5	1.4	1.2
Total OCDE	1.7	1.1	1.6	1.2	0.8	1.5	1.6	1.5	1.5	1.7	1.7	1.8	1.1	1.3	1.7
Investissement des entreprises															
Canada	-8.0	-1.9	3.5	-16.1	2.0	3.0	3.3	3.3	3.5	3.6	3.7	3.8	-7.1	2.9	3.6
France	3.9	2.6	2.7	3.6	4.9	2.0	2.0	2.0	2.8	3.2	3.2	3.2	2.8	2.7	3.1
Allemagne	1.1	2.5	3.1	-2.1	9.2	2.5	3.0	3.2	3.2	3.0	3.0	3.0	-0.3	4.4	3.0
Japon	1.3	2.4	2.7	7.6	0.9	1.2	1.4	2.7	3.9	3.1	2.4	2.0	2.9	1.6	2.8
Royaume-Uni	-1.5	-0.6	-3.0	-3.6	2.4	-2.0	-2.5	-2.8	-3.0	-3.2	-3.4	-3.6	-0.9	-1.2	-3.3
États-Unis	-0.5	4.4	4.3	0.9	11.4	3.0	3.0	4.0	4.5	4.8	4.9	4.9	-0.1	5.3	4.8
Investissement total															
Canada	-3.2	1.4	3.3	-6.0	4.9	4.8	4.0	3.3	3.1	3.0	3.0	3.0	-2.4	4.2	3.0
France	2.7	2.3	2.8	2.3	3.6	2.3	2.4	2.4	2.9	3.2	3.2	3.2	2.0	2.7	3.1
Allemagne	2.0	2.8	3.0	1.8	6.9	2.8	3.2	3.2	3.1	2.9	2.9	2.9	0.5	4.0	3.0
Italie	3.1	3.4	3.2	5.3	2.5	2.5	2.5	3.0	3.0	3.5	4.0	4.0	4.2	2.6	3.6
Japon	0.9	2.1	1.5	2.5	1.0	2.9	3.3	1.5	1.1	1.1	0.9	0.5	2.1	2.2	0.9
Royaume-Uni	0.5	1.2	-1.8	0.6	4.9	-0.9	-1.4	-1.7	-1.8	-1.9	-2.1	-2.2	1.0	0.2	-2.0
États-Unis	0.7	3.9	4.2	3.1	9.6	3.3	3.1	3.9	4.4	4.6	4.8	4.8	0.1	5.0	4.6
Zone euro	3.4	3.4	3.3	13.8	-1.8	2.4	3.0	3.1	3.4	3.5	3.6	3.6	5.0	1.6	3.5
Total OCDE	1.3	3.2	3.1	5.1	4.4	2.5	2.7	2.8	3.1	3.3	3.5	3.5	1.6	3.1	3.4

Note : La mise en place des systèmes de comptes nationaux a progressé à un rythme inégal selon les pays, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour» au début de l'annexe statistique.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440366

Annexe : Tableau 10. **Prévisions trimestrielles de la demande et de la production (suite)**

Pourcentage de variations, taux annuels désaisonnalisés, volume

	2016	2017	2018	2016 T4	2017 T1	2018 T2	2018 T3	2018 T4	2018 T1	2018 T2	2018 T3	2018 T4	2016	2017 T4 / T4	2018
Demande intérieure totale															
Canada	0.6	2.4	2.0	-2.2	5.0	3.3	2.4	2.0	1.8	1.8	1.8	1.8	1.2	3.1	1.8
France	1.8	1.9	1.6	1.1	3.7	1.0	1.5	1.5	1.6	1.7	1.7	1.7	1.3	1.9	1.7
Allemagne	2.2	1.7	2.0	2.7	0.6	2.1	2.1	2.0	2.0	1.9	1.9	1.9	1.9	1.7	1.9
Italie	1.1	1.0	0.9	0.9	1.1	1.0	1.0	1.0	0.7	0.8	0.8	0.8	1.0	1.0	0.8
Japon	0.4	0.9	0.7	-0.1	1.6	1.3	1.3	0.8	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	1.2	0.5
Royaume-Uni	1.5	2.1	0.6	-4.8	6.6	1.3	1.0	0.7	0.6	0.5	0.4	0.3	1.6	2.4	0.4
États-Unis	1.7	2.4	2.7	3.9	1.0	3.3	2.4	2.5	2.7	2.8	2.8	2.9	2.1	2.3	2.8
Zone euro	2.1	1.8	1.8	4.8	-0.1	1.7	1.8	1.8	1.7	1.8	1.8	1.8	2.4	1.3	1.8
Total OCDE	1.8	2.2	2.1	3.0	1.8	2.3	2.0	2.0	2.2	2.2	2.3	2.2	2.0	2.0	2.2
Exportations de biens et services															
Canada	1.1	2.3	4.4	1.3	2.5	3.2	3.8	4.2	4.6	4.6	4.7	4.7	0.8	3.4	4.7
France	1.2	2.5	3.9	5.8	-2.8	5.7	3.5	3.6	3.8	3.9	4.0	4.0	2.0	2.5	3.9
Allemagne	2.5	4.2	3.7	6.9	5.3	4.1	4.0	3.8	3.8	3.6	3.5	3.3	4.1	4.3	3.5
Italie	2.6	4.1	3.6	7.6	2.2	3.8	3.8	3.5	3.5	3.5	3.5	3.5	3.8	3.3	3.5
Japon	1.2	6.4	3.4	14.1	8.9	3.7	1.1	2.7	3.6	4.3	4.3	4.3	4.4	4.0	4.1
Royaume-Uni	1.8	1.9	2.6	19.8	-6.1	2.2	2.4	2.5	2.7	2.8	2.9	3.0	0.6	0.1	2.8
États-Unis	0.4	2.9	3.0	-4.5	5.9	2.7	2.7	2.7	3.0	3.1	3.2	3.3	1.5	3.5	3.1
Total OCDE[1]	2.3	4.2	3.9	6.9	4.2	3.5	3.4	3.6	3.9	4.1	4.2	4.2	3.1	3.7	4.1
Importations de biens et services															
Canada	-1.0	0.8	3.2	-13.5	6.2	4.3	3.4	3.0	3.1	3.1	3.1	3.1	-1.3	4.2	3.1
France	3.5	4.4	4.2	3.3	6.0	3.7	3.6	3.8	4.3	4.6	4.6	4.6	2.4	4.3	4.5
Allemagne	3.7	4.1	3.9	10.3	1.6	3.9	4.0	3.9	3.8	3.9	4.1	4.1	4.9	3.3	4.0
Italie	3.1	4.7	3.9	8.9	3.2	3.2	3.2	3.5	4.0	4.5	4.5	4.5	4.3	3.3	4.4
Japon	-2.3	3.2	1.9	5.3	5.5	4.6	2.4	2.2	1.5	1.5	1.5	1.5	-2.0	3.7	1.5
Royaume-Uni	2.8	3.8	1.3	-4.1	11.1	1.8	1.7	1.4	1.3	1.2	1.1	1.1	2.0	3.9	1.2
États-Unis	1.1	4.7	5.1	8.9	3.8	5.0	4.9	4.9	5.2	5.2	5.2	5.2	2.6	4.6	5.2
Total OCDE[1]	2.7	4.4	4.0	7.6	4.0	4.0	3.8	3.7	4.0	4.2	4.3	4.3	3.2	3.9	4.2
PIB															
Canada	1.4	2.8	2.3	2.6	3.8	3.0	2.5	2.3	2.3	2.2	2.3	2.3	1.9	2.9	2.3
France	1.1	1.3	1.5	1.8	1.0	1.6	1.5	1.4	1.4	1.5	1.5	1.5	1.2	1.4	1.5
Allemagne	1.8	2.0	2.0	1.7	2.4	2.3	2.2	2.2	2.1	1.9	1.8	1.7	1.8	2.3	1.9
Italie	1.0	1.0	0.8	0.7	0.8	1.3	1.2	1.1	0.7	0.6	0.7	0.7	1.0	1.1	0.6
Japon	1.0	1.4	1.0	1.4	2.2	1.2	1.1	0.9	0.9	1.0	1.0	1.0	1.7	1.3	1.0
Royaume-Uni	1.8	1.6	1.0	2.7	0.7	1.4	1.2	1.1	1.0	0.9	0.9	0.8	1.9	1.1	0.9
États-Unis	1.6	2.1	2.4	2.1	1.2	2.9	2.0	2.2	2.4	2.5	2.5	2.6	2.0	2.1	2.5
Zone euro	1.7	1.8	1.8	1.9	1.8	2.0	1.9	1.8	1.8	1.7	1.7	1.7	1.8	1.9	1.7
Total OCDE	1.8	2.1	2.1	2.7	1.9	2.1	1.8	1.9	2.2	2.2	2.3	2.2	2.0	1.9	2.2

Note : La mise en place des systèmes de comptes nationaux a progressé à un rythme inégal selon les pays, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour» au début de l'annexe statistique.

1. Incluant le commerce intra-zone.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440366

Annexe : Tableau 11. **Contributions aux variations du PIB en volume dans les pays de l'OCDE**

	2015	2016	2017	2018		2015	2016	2017	2018
Australie					**Allemagne**				
Demande intérieure finale	1.3	1.6	2.0	2.4	Demande intérieure finale	1.8	2.2	1.6	1.8
Formation des stocks	0.0	0.1	0.1	0.0	Formation des stocks	-0.4	-0.1	0.0	0.0
Exportations nettes	0.8	1.4	0.6	0.8	Exportations nettes	0.1	-0.3	0.4	0.2
PIB	2.4	2.4	2.5	2.9	PIB	1.5	1.8	2.0	2.0
Autriche					**Grèce**				
Demande intérieure finale	0.5	1.8	1.9	1.7	Demande intérieure finale	-0.2	0.7	2.3	2.1
Formation des stocks	-0.1	0.5	0.5	0.0	Formation des stocks	-1.0	-0.1	-1.7	0.1
Exportations nettes	0.2	-0.8	-0.1	0.0	Exportations nettes	0.9	-0.7	0.5	0.3
PIB	0.8	1.6	2.2	1.7	PIB	-0.3	-0.1	1.1	2.5
Belgique					**Hongrie**				
Demande intérieure finale	1.2	1.0	1.3	1.6	Demande intérieure finale	2.3	-0.9	4.2	4.1
Formation des stocks	0.3	0.1	0.4	0.0	Formation des stocks	-1.0	2.2	-0.2	0.0
Exportations nettes	0.0	0.1	0.0	0.2	Exportations nettes	1.8	0.6	-0.3	-0.7
PIB	1.5	1.2	1.6	1.7	PIB	3.1	1.9	3.8	3.4
Canada					**Islande**				
Demande intérieure finale	0.3	0.9	2.5	2.0	Demande intérieure finale	5.6	8.0	4.8	2.1
Formation des stocks	-0.3	-0.3	0.0	0.0	Formation des stocks	-0.9	-0.6	0.0	0.0
Exportations nettes	1.0	0.7	0.4	0.3	Exportations nettes	-1.5	-0.8	0.6	0.6
PIB	0.9	1.4	2.8	2.3	PIB	4.1	7.2	5.3	2.6
Chili					**Irlande**				
Demande intérieure finale	1.7	2.0	2.1	3.0	Demande intérieure finale	9.2	9.2	2.9	2.3
Formation des stocks	0.3	-0.8	0.8	0.0	Formation des stocks	-0.8	1.2	1.0	0.0
Exportations nettes	0.3	0.4	-0.8	-0.2	Exportations nettes	18.3	-6.6	-0.9	0.2
PIB	2.3	1.6	1.6	2.8	PIB	26.3	5.2	3.7	2.5
République tchèque					**Israël**				
Demande intérieure finale	4.2	0.6	2.2	2.6	Demande intérieure finale	3.2	6.4	2.3	3.7
Formation des stocks	0.3	0.7	-0.1	0.0	Formation des stocks	0.6	-0.7	-0.4	0.1
Exportations nettes	0.1	1.0	0.9	0.0	Exportations nettes	-1.2	-1.7	1.2	-0.5
PIB	4.6	2.3	2.9	2.6	PIB	2.6	4.0	3.2	3.3
Danemark					**Italie**				
Demande intérieure finale	1.5	1.9	1.4	1.9	Demande intérieure finale	1.1	1.4	1.1	0.8
Formation des stocks	-0.3	-0.4	-0.3	0.0	Formation des stocks	0.2	-0.4	-0.1	0.0
Exportations nettes	0.4	-0.2	0.5	0.2	Exportations nettes	-0.6	-0.1	0.0	0.0
PIB	1.6	1.3	1.6	2.1	PIB	0.7	1.0	1.0	0.8
Estonie					**Japon**				
Demande intérieure finale	2.2	1.8	3.4	3.6	Demande intérieure finale	0.1	0.7	1.0	0.7
Formation des stocks	-1.5	0.9	1.0	0.0	Formation des stocks	0.6	-0.3	-0.2	0.0
Exportations nettes	0.6	-0.7	-0.5	-0.5	Exportations nettes	0.4	0.6	0.5	0.3
PIB	1.5	1.7	2.6	3.1	PIB	1.1	1.0	1.4	1.0
Finlande					**Corée**				
Demande intérieure finale	1.1	2.3	1.6	1.0	Demande intérieure finale	3.0	3.4	3.5	2.7
Formation des stocks	0.4	-0.2	-0.2	0.0	Formation des stocks	0.7	0.0	0.4	0.0
Exportations nettes	-0.4	-0.7	0.6	0.5	Exportations nettes	-1.0	-0.7	-1.0	0.4
PIB	0.3	1.4	2.0	1.5	PIB	2.8	2.8	2.6	2.8
France					**Lettonie**				
Demande intérieure finale	1.4	1.9	1.5	1.7	Demande intérieure finale	2.3	0.1	3.9	4.4
Formation des stocks	0.1	-0.1	0.4	0.0	Formation des stocks	0.2	2.9	-0.2	0.0
Exportations nettes	-0.3	-0.7	-0.7	-0.2	Exportations nettes	0.3	-1.1	-0.2	-0.9
PIB	1.2	1.1	1.3	1.5	PIB	2.7	2.0	3.5	3.5

Note : La mise en place des systèmes de comptes nationaux a progressé à un rythme inégal selon les pays, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour» au début de l'annexe statistique. Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments en raison des arrondis et/ou de l'erreur statistique.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440377

Annexe : Tableau 11. **Contributions aux variations du PIB en volume dans les pays de l'OCDE (suite)**

	2015	2016	2017	2018
Luxembourg				
Demande intérieure finale	1.2	0.9	2.9	2.2
Formation des stocks	0.8	-0.2	0.0	0.0
Exportations nettes	2.2	2.1	1.5	2.0
PIB	4.0	4.2	4.5	4.2
Mexique				
Demande intérieure finale	2.7	1.9	1.7	1.6
Formation des stocks	-0.2	-0.1	-0.2	0.0
Exportations nettes	0.5	0.3	0.7	0.4
PIB	2.7	2.0	1.9	2.0
Pays-Bas				
Demande intérieure finale	2.6	1.9	2.3	1.8
Formation des stocks	-0.6	0.0	-0.2	0.0
Exportations nettes	0.0	0.2	0.4	0.3
PIB	2.0	2.1	2.4	2.1
Nouvelle-Zélande				
Demande intérieure finale	2.6	4.2	4.2	3.4
Formation des stocks	-0.5	0.6	0.2	-0.1
Exportations nettes	1.0	-0.7	-1.4	-0.2
PIB	3.1	3.9	3.1	3.1
Norvège				
Demande intérieure finale	0.4	1.3	1.9	1.9
Formation des stocks	0.2	0.3	-0.2	0.0
Exportations nettes	1.0	-0.4	-0.5	-0.4
PIB	1.6	1.1	1.3	1.5
Pologne				
Demande intérieure finale	3.4	1.1	3.4	3.3
Formation des stocks	-0.2	1.2	-0.1	0.0
Exportations nettes	0.6	0.3	0.9	-0.2
PIB	3.8	2.7	3.6	3.1
Portugal				
Demande intérieure finale	2.5	1.6	2.1	1.2
Formation des stocks	0.0	-0.1	-0.1	0.0
Exportations nettes	-0.8	0.0	0.2	0.3
PIB	1.6	1.4	2.1	1.6
République slovaque				
Demande intérieure finale	5.7	-0.2	2.1	3.5
Formation des stocks	-1.1	1.2	0.0	0.0
Exportations nettes	-0.7	1.8	0.2	0.6
PIB	3.8	3.3	3.3	4.1
Slovénie				
Demande intérieure finale	0.9	1.4	3.5	3.1
Formation des stocks	0.4	0.8	0.0	0.0
Exportations nettes	1.1	0.3	0.2	0.0
PIB	2.3	2.5	3.8	3.1
Espagne				
Demande intérieure finale	3.2	2.6	2.2	2.2
Formation des stocks	0.1	0.1	0.0	0.0
Exportations nettes	-0.1	0.5	0.5	0.2
PIB	3.2	3.2	2.8	2.4
Suède				
Demande intérieure finale	3.3	3.0	2.5	2.2
Formation des stocks	0.3	0.1	-0.1	0.0
Exportations nettes	0.3	0.0	0.3	0.0
PIB	3.8	3.1	2.7	2.3
Suisse				
Demande intérieure finale	1.2	1.4	1.6	1.8
Formation des stocks	0.5	-1.6	-0.6	0.0
Exportations nettes	-0.9	1.5	0.5	0.1
PIB	0.8	1.3	1.5	1.9
Turquie				
Demande intérieure finale	6.4	3.6	4.1	3.6
Formation des stocks	-1.6	0.3	-0.8	0.1
Exportations nettes	0.6	-1.5	0.2	-0.2
PIB	5.9	3.1	3.4	3.5
Royaume-Uni				
Demande intérieure finale	2.4	2.0	1.8	0.7
Formation des stocks	-0.4	-0.5	0.3	0.0
Exportations nettes	0.0	-0.3	-0.6	0.4
PIB	2.2	1.8	1.6	1.0
États-Unis				
Demande intérieure finale	3.1	2.1	2.5	2.8
Formation des stocks	0.2	-0.4	0.0	0.0
Exportations nettes	-0.7	-0.1	-0.3	-0.4
PIB	2.6	1.6	2.1	2.4
Zone euro				
Demande intérieure finale	1.8	2.1	1.7	1.7
Formation des stocks	-0.1	-0.1	0.1	0.0
Exportations nettes	0.2	-0.4	0.1	0.1
PIB[1]	1.5	1.7	1.8	1.8
Total OCDE				
Demande intérieure finale	2.4	2.0	2.2	2.2
Formation des stocks	0.0	-0.2	0.0	0.0
Exportations nettes	-0.1	-0.1	0.0	0.0
PIB[1]	2.2	1.8	2.1	2.1

Note : La mise en place des systèmes de comptes nationaux a progressé à un rythme inégal selon les pays, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour» au début de l'annexe statistique. Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments en raison des arrondis et/ou de l'erreur statistique.

1. Pour 2015, la croissance en Irlande a été mesurée à l'aide de la valeur ajoutée brute à prix constants hors secteurs dominés par des entreprises multinationales à capitaux étrangers.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440377

Annexe : Tableau 12. **Écarts de production**

Différences entre le PIB effectif et le PIB potentiel, en pourcentage du PIB potentiel

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Australie	0.3	0.4	0.0	0.8	0.6	1.2	1.1	0.6	1.7	0.9	-0.1	-0.7	-1.3	-0.9	-1.8	-1.8	-2.0	-1.8	-1.6	-0.9
Autriche	1.3	2.4	1.2	0.4	-1.0	-0.9	-0.5	1.1	2.7	2.1	-2.9	-2.3	-0.7	-1.2	-2.3	-2.7	-3.0	-2.6	-1.5	-1.0
Belgique	0.5	1.7	0.1	-0.2	-1.3	0.3	0.5	1.1	2.7	1.7	-2.0	-0.6	0.0	-1.0	-2.1	-1.6	-1.4	-1.3	-1.0	-0.5
Canada	1.4	3.3	2.0	2.1	1.3	1.7	2.3	2.4	2.0	0.7	-3.9	-2.8	-1.8	-2.1	-1.7	-1.2	-2.0	-2.1	-0.7	0.2
Chili	-3.6	-1.9	-1.9	-2.8	-2.7	0.5	1.9	3.8	4.5	3.7	-1.9	-0.1	1.8	2.8	2.8	1.2	0.3	-1.0	-2.0	-1.8
République tchèque	-1.2	0.2	-0.3	-2.5	-2.9	-2.5	-0.6	2.1	4.0	3.9	-2.3	-1.1	0.1	-1.4	-2.9	-1.8	0.7	1.0	1.8	2.1
Danemark	1.0	2.7	1.6	0.4	-0.6	0.7	1.8	4.4	4.0	2.3	-3.5	-2.5	-1.9	-2.5	-2.7	-2.2	-1.8	-1.7	-1.4	-0.5
Estonie	..	-1.9	-1.8	-2.1	-1.2	-0.9	2.7	8.5	12.1	4.2	-10.8	-9.2	-3.2	-0.9	-1.3	-0.8	-1.4	-1.8	-1.1	-0.5
Finlande	-0.2	1.7	0.8	-0.5	-1.2	0.1	0.5	2.3	5.5	4.4	-4.8	-2.3	-0.2	-1.9	-3.0	-3.8	-3.9	-2.8	-1.4	-0.4
France	0.5	2.1	1.7	0.7	-0.2	0.7	0.7	1.7	2.5	1.1	-2.7	-1.8	-0.7	-1.4	-1.8	-2.1	-2.1	-2.3	-2.2	-2.0
Allemagne	-1.0	0.4	0.8	-0.1	-1.6	-1.8	-1.7	0.8	2.7	2.0	-4.6	-1.9	0.4	0.0	-0.5	0.0	0.3	0.9	1.8	2.8
Grèce	-1.9	-1.8	-1.4	-0.9	1.6	3.7	2.5	6.6	8.9	8.2	4.0	-0.4	-7.9	-13.0	-14.6	-13.0	-12.4	-11.8	-10.5	-8.3
Hongrie	-2.0	-1.4	-1.1	0.1	0.5	2.1	3.9	5.7	4.3	3.7	-3.3	-2.9	-1.7	-4.0	-3.0	-0.7	0.6	0.9	3.2	4.9
Islande	0.6	1.7	2.0	-0.7	-1.2	3.2	5.5	5.4	10.1	8.0	-1.6	-6.4	-5.9	-6.1	-3.7	-3.4	-1.4	3.2	6.0	6.1
Irlande	3.9	5.7	4.6	3.9	1.9	3.5	4.9	7.0	8.0	1.3	-4.1	-2.8	-3.5	-5.9	-6.5	-0.8	0.0	1.3	1.7	2.2
Israël	-0.8	4.0	0.5	-2.8	-5.1	-3.4	-2.8	-1.0	1.4	0.9	-1.0	0.8	1.9	0.3	1.0	0.7	0.1	0.8	0.8	0.8
Italie	-0.7	2.0	2.3	1.2	0.3	0.5	0.8	2.0	2.7	1.2	-4.4	-2.7	-1.9	-4.4	-5.8	-5.3	-4.5	-3.4	-2.4	-1.7
Japon	-4.1	-2.6	-3.2	-3.9	-3.2	-1.7	-0.7	0.2	1.4	-0.1	-5.8	-2.1	-2.6	-1.6	-0.2	-0.5	-0.2	0.2	0.9	1.1
Lettonie	-2.7	-3.7	-4.0	-3.5	-1.5	0.3	4.1	10.3	16.4	8.9	-7.5	-10.9	-5.8	-3.8	-3.3	-3.2	-2.6	-2.5	-0.9	0.6
Luxembourg	0.7	3.7	1.6	1.2	-0.8	-0.7	-0.8	1.4	6.9	2.9	-3.7	-1.3	-1.5	-4.8	-4.0	-2.0	-1.3	-0.1	1.4	2.5
Mexique	1.3	3.0	-0.5	-2.5	-2.8	-1.1	-0.3	2.2	2.9	1.7	-4.8	-2.1	-0.5	0.5	-0.6	-1.0	-1.1	-1.7	-2.3	-2.9
Pays-Bas	2.2	3.2	2.5	0.2	-1.4	-1.5	-1.0	1.1	3.2	3.5	-1.6	-1.3	-0.6	-2.6	-3.6	-3.1	-2.3	-1.3	0.0	0.9
Nouvelle-Zélande	0.0	0.6	-0.6	0.9	1.8	2.5	1.6	1.2	2.4	-0.5	-1.7	-1.3	-1.3	-0.7	-0.9	-0.6	-0.4	0.7	0.9	1.2
Norvège[1]	0.8	0.7	-0.4	-1.8	-3.5	-1.6	0.0	1.9	4.4	2.9	-1.4	-1.9	-2.0	-0.3	0.0	0.2	-0.7	-1.8	-1.9	-1.6
Pologne	-0.2	-0.4	-3.4	-5.5	-5.3	-3.7	-3.8	-1.8	0.9	0.9	-0.3	-0.3	1.2	-0.5	-2.1	-1.8	-1.0	-1.1	-0.1	0.4
Portugal	3.3	4.2	3.7	2.3	-0.3	0.1	-0.2	0.4	2.0	1.3	-2.2	-0.6	-2.4	-6.0	-6.6	-5.7	-4.2	-2.9	-1.0	0.3
République slovaque	-3.4	-5.0	-5.1	-4.7	-3.7	-3.6	-2.6	-0.5	3.6	3.8	-5.2	-2.6	-1.8	-2.2	-2.9	-2.8	-1.9	-1.5	-1.0	0.0
Slovénie	-1.1	-0.8	-1.5	-1.1	-1.5	-0.3	0.7	3.4	7.6	8.3	-1.7	-1.2	-1.1	-4.2	-5.8	-4.1	-3.3	-2.2	-0.1	1.3
Espagne	-0.8	1.5	2.6	2.4	2.5	2.5	3.0	4.0	4.8	3.2	-2.4	-3.6	-5.5	-8.7	-10.7	-9.8	-7.3	-4.9	-2.9	-1.4
Suède	-0.6	1.1	-0.1	-0.7	-0.8	0.5	0.8	3.3	4.4	1.4	-5.4	-1.6	-0.7	-2.4	-3.0	-2.2	-0.4	0.6	1.3	1.5
Suisse	-0.8	1.4	0.9	-0.8	-2.5	-1.8	-0.8	1.0	2.8	2.6	-1.5	-0.6	-0.6	-1.4	-1.3	-0.9	-1.7	-1.9	-1.8	-1.2
Turquie	-2.7	0.1	-8.7	-5.3	-2.6	2.5	6.3	8.0	7.2	2.3	-7.4	-4.4	-0.3	-1.8	0.4	-1.0	-1.6	-3.2	-4.3	-5.1
Royaume-Uni	-0.1	0.6	0.3	0.0	0.9	1.1	1.9	2.3	3.0	0.7	-4.7	-3.7	-3.2	-3.1	-2.4	-0.9	-0.3	0.2	0.4	0.4
États-Unis	1.6	2.4	0.4	-0.3	0.1	1.6	2.6	3.0	2.5	0.0	-4.6	-3.7	-3.8	-3.3	-3.2	-2.5	-1.6	-1.5	-0.8	0.1
Zone euro	-0.1	1.5	1.6	0.6	-0.4	0.0	0.2	1.9	3.3	2.1	-3.3	-2.1	-1.3	-2.8	-3.6	-3.2	-2.5	-1.8	-0.9	0.0
Total OCDE	-0.1	1.2	0.0	-0.6	-0.6	0.5	1.2	2.2	2.8	1.0	-4.0	-2.6	-2.2	-2.4	-2.5	-2.1	-1.6	-1.4	-0.8	-0.3

Note : Pour les détails méthodologiques, voir Sources & Méthodes des *Perspectives économiques de l'OCDE (http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm).*

1. Norvège continentale.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440389

Annexe : Tableau 13. **Indices de prix du PIB**

Pourcentage de variations

	Moyenne 1992-02	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2016	2017 T4 / T4	2018
Argentine	..	10.4	9.3	10.3	13.7	14.9	23.2	15.4	20.9	23.7	22.3	23.9	40.3	24.5	40.9	21.7	15.0	..	..	..
Australie	2.1	3.1	3.6	4.5	5.1	4.3	6.5	0.0	5.5	4.5	-0.3	1.3	0.2	-0.6	1.1	2.6	1.6	3.6	0.6	2.2
Autriche	1.4	1.3	1.8	2.6	1.9	2.3	1.8	1.9	1.1	1.9	2.0	1.6	1.8	1.9	1.3	2.0	2.0	1.5	2.1	1.9
Belgique	1.7	2.0	2.0	2.1	2.3	2.1	2.0	0.8	1.9	2.0	2.1	1.2	0.7	0.9	1.6	2.1	1.6	1.8	1.5	2.1
Brésil	..	14.0	7.7	7.5	6.8	6.4	8.7	7.4	8.5	8.4	7.9	7.5	7.9	7.9	8.3	5.8	5.4	..	..	..
Canada	1.7	3.3	3.3	3.1	2.6	3.3	4.0	-2.3	2.9	3.2	1.2	1.6	1.9	-0.8	0.6	2.6	1.9	1.8	2.1	2.1
Chili	5.1	4.6	7.8	7.6	12.2	5.3	-0.1	4.7	9.0	3.1	1.1	2.0	5.9	4.2	3.8	4.4	2.8	4.4	3.6	3.0
Chine	5.8	2.6	6.9	3.9	3.9	7.8	7.8	-0.1	6.9	8.2	2.4	2.2	0.8	0.1	1.2	4.5	3.1	2.9	4.2	3.0
Colombie	16.9	6.8	7.3	5.6	5.8	5.0	7.6	3.4	3.9	6.7	3.0	2.0	2.1	2.5	5.9	5.0	2.9	..	..	..
Costa Rica	12.9	10.7	13.4	13.4	13.1	10.3	11.4	9.9	6.6	4.8	4.3	3.9	5.8	2.7	2.5	3.8	4.8	..	..	..
République tchèque	..	1.1	4.0	0.1	0.7	3.5	2.0	2.6	-1.4	0.0	1.5	1.4	2.5	1.0	1.1	1.4	2.0	0.8	2.3	1.8
Danemark	1.8	1.5	2.1	2.9	2.1	2.4	4.1	0.5	3.2	0.6	2.4	0.9	0.8	0.9	0.4	1.3	1.7	1.1	0.9	2.0
Estonie	..	4.3	4.8	6.2	8.7	12.0	7.2	0.0	2.2	5.3	3.2	3.7	1.9	1.0	1.5	4.0	2.9	2.0	4.2	2.9
Finlande	2.0	0.2	0.6	0.9	0.9	2.8	3.1	1.9	0.4	2.6	3.0	2.6	1.7	1.7	0.8	1.1	1.2	0.7	1.1	1.1
France	1.3	1.9	1.6	1.9	2.2	2.6	2.4	0.1	1.1	0.9	1.2	0.8	0.5	0.6	0.8	0.9	1.1	0.7	1.0	1.2
Allemagne	1.2	1.2	1.1	0.6	0.3	1.7	0.8	1.8	0.8	1.1	1.5	2.0	1.8	2.0	1.4	0.9	1.7	1.3	0.9	1.8
Grèce	..	3.4	3.3	2.1	3.5	3.5	4.1	2.7	0.9	0.7	-0.4	-2.6	-1.9	-1.1	0.1	2.3	0.8	0.4	2.4	0.8
Hongrie	15.9	5.4	4.7	2.2	4.1	5.4	4.7	4.1	2.2	2.2	3.5	3.1	3.2	1.7	0.7	1.7	3.7	0.1	2.6	4.1
Islande	3.9	0.4	2.6	2.4	8.4	4.3	12.0	10.4	5.4	3.0	3.3	2.2	4.1	6.0	2.0	1.9	3.2	2.5	1.5	3.3
Inde[1]	6.7	3.6	5.6	4.2	6.4	5.8	8.7	6.1	9.0	8.5	7.9	6.0	3.2	1.9	4.1	4.3	4.3	..	..	..
Indonésie	..	5.5	8.6	14.3	14.1	11.3	18.1	6.0	7.3	7.5	3.8	5.0	5.4	4.0	2.5	4.4	4.0	..	..	..
Irlande	4.3	3.3	0.5	3.0	2.7	2.7	-0.5	-5.2	-3.5	3.6	2.7	1.4	-1.2	4.9	-1.3	0.6	2.8	-2.3	0.0	3.1
Israël	..	-0.4	0.2	1.2	1.6	0.8	2.3	3.9	1.5	1.7	3.8	2.1	1.1	2.7	1.1	1.2	2.0	0.3	1.9	2.0
Italie	3.2	3.2	2.5	1.9	1.9	2.4	2.5	2.0	0.3	1.5	1.4	1.2	1.0	0.7	0.8	1.2	1.2	0.7	1.2	1.2
Japon	-0.5	-1.6	-1.1	-1.0	-0.9	-0.7	-1.0	-0.6	-1.9	-1.7	-0.8	-0.3	1.7	2.1	0.3	-0.4	1.0	0.0	0.0	1.0
Corée	4.0	3.4	3.0	1.0	-0.1	2.4	3.0	3.5	3.2	1.6	1.0	0.9	0.6	2.4	1.8	1.4	2.3	2.1	2.0	2.4
Lettonie	..	4.9	6.8	11.2	12.4	20.1	11.8	-9.8	-1.0	6.4	3.6	1.5	1.6	0.4	0.7	1.9	1.6	1.2	1.9	1.8
Lituanie	..	-0.8	2.7	6.9	6.7	8.6	9.7	-3.3	2.4	5.2	2.7	1.4	1.0	0.2	1.2	3.2	2.7	..	..	..
Luxembourg	2.3	2.6	3.0	4.1	7.1	1.5	3.9	1.4	3.6	4.8	2.6	1.5	1.6	0.7	-0.6	1.6	2.0	-1.4	2.0	2.2
Mexique	15.4	3.9	8.6	5.2	6.3	4.9	6.3	3.3	4.5	5.3	3.5	1.5	4.7	3.1	4.8	6.2	4.4	6.1	5.2	4.3
Pays-Bas	2.5	2.1	1.5	1.9	2.5	2.1	2.5	0.4	0.9	0.1	1.4	1.3	0.2	0.1	0.9	1.4	1.7	0.7	1.8	1.5
Nouvelle-Zélande	1.6	1.4	3.4	2.5	2.3	4.3	3.9	0.8	2.9	2.9	-0.3	3.3	2.3	0.2	1.6	2.7	2.1	4.0	1.3	2.7
Norvège	3.3	2.9	5.8	8.8	8.8	3.1	10.4	-5.2	6.0	6.8	3.4	2.5	0.3	-2.3	-1.2	4.9	1.6	1.5	3.5	1.6
Pologne	15.2	0.8	4.9	2.6	1.7	3.7	3.9	3.8	1.7	3.2	2.3	0.3	0.5	0.8	0.2	1.4	1.8	-1.1	2.4	1.8
Portugal	4.3	3.4	2.4	3.3	3.2	3.0	1.7	1.1	0.6	-0.3	-0.4	2.3	0.8	2.1	1.6	1.1	1.5	1.3	1.3	1.6
Russie	..	14.0	20.3	19.3	15.2	13.8	18.0	2.0	14.2	15.9	8.3	4.8	10.7	8.2	3.5	7.7	3.6	..	..	..
République slovaque	..	5.4	5.8	2.4	2.9	1.1	2.8	-1.2	0.5	1.6	1.3	0.5	-0.2	-0.2	-0.4	1.0	2.0	-0.3	1.7	2.1
Slovénie	..	5.7	3.3	1.6	2.2	4.2	4.5	3.4	-1.0	1.1	0.3	0.9	0.8	1.0	0.6	2.6	2.6	1.0	2.9	2.8
Afrique du Sud	9.2	5.8	6.5	5.4	6.3	8.8	8.8	7.5	6.4	6.5	5.0	6.4	5.5	4.9	6.7	5.6	5.4	..	..	..
Espagne	3.6	3.9	3.9	4.1	4.0	3.3	2.1	0.3	0.2	0.0	0.1	0.4	-0.3	0.5	0.3	1.4	1.4	0.6	1.6	1.1
Suède	1.8	1.7	0.6	0.8	1.8	2.8	3.4	2.4	1.1	1.2	1.0	1.1	1.7	2.1	1.4	2.2	2.1	2.3	1.7	2.2
Suisse	0.6	0.9	0.3	0.7	1.9	2.3	1.8	0.5	0.3	0.2	-0.2	0.0	-0.6	-0.5	-0.6	0.4	0.5	-0.3	0.6	0.5
Turquie	67.9	23.0	12.7	7.2	9.2	6.2	11.9	5.6	6.7	8.5	7.5	5.8	7.6	8.0	7.5	8.7	8.3	9.5	9.3	8.0
Royaume-Uni	1.9	2.4	2.4	2.7	2.9	2.5	2.8	1.5	1.5	2.0	1.5	1.9	1.6	0.6	1.7	2.2	1.9	2.8	2.0	1.9
États-Unis	1.9	2.0	2.7	3.2	3.1	2.7	2.0	0.8	1.2	2.1	1.8	1.6	1.8	1.1	1.3	2.1	2.3	1.6	2.2	2.3
Zone euro	2.1	2.2	1.9	1.9	1.9	2.4	2.0	1.0	0.7	1.1	1.3	1.2	0.9	1.1	0.9	1.2	1.5	0.9	1.2	1.5
Total OCDE	4.2	2.2	2.6	2.4	2.5	2.5	2.4	1.0	1.3	1.8	1.6	1.4	1.8	1.4	1.4	2.0	2.2	1.8	2.1	2.3

Note : La mise en place des systèmes de comptes nationaux a progressé à un rythme inégal selon les pays, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour» au début de l'annexe statistique.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440396

Annexe : Tableau 14. **Déflateur de la consommation privée**

Pourcentage de variations

	Moyenne 1992-02	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2016	2017 T4 / T4	2018
Argentine	..	13.5	8.1	9.6	11.2	13.3	20.5	14.6	22.1	19.9	21.0	24.5	41.7	23.6	41.0	21.8	13.9	..	..	..
Australie	2.2	2.3	1.5	2.2	3.6	3.2	3.2	2.5	2.3	2.5	2.5	2.5	2.0	1.5	1.0	1.6	2.0	0.9	1.9	2.2
Autriche	1.6	1.5	1.8	2.5	2.1	2.5	2.2	0.5	1.7	3.2	2.4	2.2	2.1	1.4	1.3	2.2	2.1	1.6	2.2	2.1
Belgique	1.9	1.6	2.4	2.7	3.1	2.9	3.2	-0.4	1.7	3.0	2.0	0.8	0.7	0.3	1.6	2.4	1.7	1.5	2.5	1.8
Brésil	..	16.0	6.7	6.7	5.3	5.1	7.0	6.5	6.7	7.5	8.3	7.6	8.1	9.6	9.4	4.6	5.8	..	..	..
Canada	1.7	1.7	1.5	1.7	1.3	1.6	1.5	0.2	1.4	2.1	1.3	1.4	1.9	1.1	1.0	1.8	1.9	0.8	2.0	2.0
Chili	..	2.5	1.9	4.8	3.2	4.0	8.1	1.7	3.4	4.2	3.0	3.1	5.7	5.5	3.7	2.5	2.9	2.4	3.0	3.0
Colombie	..	6.3	5.8	4.4	4.6	4.3	5.8	3.9	2.4	4.7	2.7	2.3	3.3	4.9	5.5	3.6	3.1	..	..	..
Costa Rica	12.8	12.9	14.4	15.2	13.9	11.5	12.2	1.4	5.2	4.7	2.4	3.6	4.9	-0.5	0.6	3.0	3.0	..	..	..
République tchèque	..	0.1	3.1	1.1	1.8	3.0	4.7	0.9	0.5	1.4	2.2	0.8	0.6	0.1	0.6	2.1	1.8	1.4	1.9	1.9
Danemark	1.9	1.2	1.2	1.7	2.2	1.7	2.9	1.3	2.5	2.3	2.4	0.8	0.8	0.6	0.5	1.1	1.5	0.5	1.6	1.8
Estonie	..	2.1	4.0	4.4	5.9	7.8	8.2	-0.3	3.9	5.5	3.8	2.7	0.5	0.0	0.8	3.2	2.8	1.0	4.1	2.9
Finlande	1.8	1.0	0.3	1.0	1.3	1.9	3.4	1.8	1.4	3.2	2.8	2.5	1.3	0.4	0.6	1.1	1.4	1.1	1.0	1.5
France	1.1	1.7	2.1	1.8	2.2	2.1	2.8	-1.4	1.1	1.8	1.4	0.7	0.1	-0.2	0.1	1.1	1.1	0.4	1.1	1.1
Allemagne	1.4	1.8	1.0	1.5	1.1	1.6	1.7	-0.4	2.0	2.0	1.5	1.1	0.9	0.6	0.7	1.7	1.5	1.2	1.5	1.7
Grèce	..	2.6	3.3	2.9	3.2	3.7	4.3	1.0	3.6	2.3	0.4	-1.8	-2.7	-1.5	-0.4	0.9	1.0	-0.3	1.3	1.1
Hongrie	15.7	4.3	5.4	3.5	3.2	6.6	5.7	4.1	3.7	3.7	6.2	1.8	1.0	-0.3	0.2	2.2	3.0	0.3	3.0	3.2
Islande	3.4	0.9	3.3	1.0	7.2	4.8	14.7	15.0	1.8	3.4	5.7	3.2	2.9	0.8	0.7	0.9	3.1	-0.1	2.4	3.2
Inde[1]	..	3.4	2.9	3.3	6.1	4.9	6.7	6.2	8.2	8.0	9.5	7.4	4.2	1.2	4.2	4.7	4.4	..	..	..
Indonésie	..	7.2	6.4	12.1	13.6	14.2	13.4	6.0	7.9	7.1	6.1	5.9	5.7	4.4	3.1	4.0	3.6	..	..	..
Irlande	3.3	4.0	2.2	1.1	2.5	3.2	2.0	-6.6	-2.1	0.7	1.9	1.5	1.5	0.6	1.2	1.6	2.1	-0.5	3.5	2.2
Israël	..	0.3	0.5	1.6	2.3	1.4	5.3	2.0	3.2	3.2	1.8	1.4	0.6	-0.6	-0.2	1.2	1.8	-0.3	1.9	2.0
Italie	3.5	2.9	2.4	2.1	2.6	2.3	3.1	-0.4	1.4	2.9	2.7	1.2	0.3	0.0	0.0	1.3	1.3	0.2	1.2	1.4
Japon	-0.2	-1.0	-0.6	-0.4	0.0	-0.4	0.7	-2.2	-1.4	-0.6	-0.6	-0.1	2.0	0.4	-0.4	0.4	1.0	-0.2	0.5	1.0
Corée	5.6	3.3	3.2	2.2	1.5	2.0	4.5	2.6	2.5	3.7	2.2	1.0	1.0	0.9	1.0	1.7	2.0	1.4	1.8	2.2
Lettonie	..	5.1	7.0	9.7	10.0	11.7	13.4	-3.7	-2.5	6.1	3.4	0.3	1.7	-0.6	0.9	1.9	1.4	1.9	1.4	1.7
Lituanie	..	-1.6	-0.2	2.4	4.7	5.9	10.9	4.3	1.3	4.1	3.1	1.0	0.1	-0.9	1.0	3.2	2.7	..	..	..
Luxembourg	2.1	2.4	1.4	3.9	2.6	2.2	2.9	-0.5	1.0	3.3	1.8	2.1	0.6	-0.9	0.1	1.6	1.7	1.6	1.4	2.1
Mexique	14.8	3.5	6.1	4.7	3.4	5.0	6.3	5.5	4.4	3.5	3.8	2.7	4.2	4.0	4.4	6.3	4.3	5.0	6.0	4.0
Pays-Bas	2.5	1.9	1.6	1.5	2.6	2.3	2.1	-1.0	1.0	2.1	1.5	2.3	0.8	0.0	0.9	2.1	1.6	1.1	1.9	1.8
Nouvelle-Zélande	1.5	0.5	1.3	1.9	2.9	1.6	3.8	2.6	1.2	2.9	0.8	0.6	0.8	0.7	0.5	1.7	1.6	0.5	1.9	1.7
Norvège	2.0	2.8	1.2	1.1	1.8	1.3	3.5	2.5	2.1	1.1	1.1	2.1	2.2	2.3	3.3	1.8	1.8	2.5	1.9	2.0
Pologne	15.8	0.5	4.6	2.2	1.5	2.2	4.1	2.7	2.5	4.9	3.3	0.4	-0.1	-1.1	-0.6	1.9	1.9	0.0	2.4	2.1
Portugal	3.8	3.6	2.3	3.8	3.5	3.4	2.8	-1.9	1.8	1.7	1.8	0.8	0.3	0.7	1.1	1.3	1.4	1.2	1.2	1.5
Russie	..	12.6	14.7	12.5	8.6	8.2	12.7	10.7	6.6	7.8	6.7	6.2	8.2	14.1	6.5	4.4	4.2	..	..	..
République slovaque	..	6.6	7.2	2.7	4.9	2.6	4.5	0.1	1.0	3.9	3.4	1.3	-0.1	-0.1	-0.3	1.3	1.9	0.1	1.7	2.1
Slovénie	..	5.2	3.0	2.2	2.4	4.1	5.6	0.9	1.4	1.8	1.4	0.8	0.0	-0.7	-0.5	2.4	3.1	0.3	3.1	3.3
Afrique du Sud	8.2	5.5	7.1	4.8	3.0	7.0	8.3	7.7	4.6	5.6	6.2	6.0	5.7	3.9	6.1	5.3	5.0	..	..	..
Espagne	3.5	3.2	3.6	3.4	3.6	3.3	3.6	-0.9	2.0	2.4	2.4	1.0	0.2	-0.2	-0.2	1.8	1.4	0.8	1.4	1.8
Suède	2.0	1.6	0.8	1.1	1.2	1.4	3.1	2.2	1.5	1.7	0.5	0.7	1.1	1.0	1.0	1.7	1.8	1.3	1.6	1.9
Suisse	0.8	0.8	0.7	1.1	1.2	1.3	1.9	-0.5	0.5	0.0	-1.1	-0.6	-0.2	-0.8	-0.4	0.4	0.1	-0.4	0.4	0.3
Turquie	68.5	22.9	11.3	8.4	9.6	6.6	10.7	5.2	6.2	7.8	7.8	5.4	8.0	8.0	6.5	10.9	7.9	8.1	10.0	7.8
Royaume-Uni	1.5	1.3	1.6	2.0	2.8	2.1	3.9	0.9	2.1	3.6	1.9	2.3	1.7	0.3	1.1	2.6	2.6	1.5	2.9	2.4
États-Unis	1.8	2.0	2.4	2.9	2.7	2.5	3.1	-0.1	1.7	2.5	1.9	1.3	1.5	0.3	1.1	2.1	2.1	1.4	2.1	2.2
Zone euro	2.2	2.2	2.0	2.1	2.2	2.3	2.7	-0.7	1.6	2.3	1.9	1.1	0.5	0.1	0.4	1.5	1.4	0.8	1.5	1.6
Total OCDE	4.5	2.2	2.3	2.4	2.4	2.3	3.2	0.3	1.7	2.5	2.0	1.4	1.6	0.8	1.1	2.3	2.2	1.4	2.3	2.3

Note : La mise en place des systèmes de comptes nationaux a progressé à un rythme inégal selon les pays, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour» au début de l'annexe statistique.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440404

Annexe : Tableau 15. **Indice des prix à la consommation**

Pourcentage de variations

	Moyenne 1992-02	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2016	2017 T4 / T4	2018
Argentine	4.0	13.4	4.4	9.6	10.9	8.8	8.6	6.3	10.5	9.8	10.1	10.6	3.9	24.5	39.4	21.4	14.3	..	..	..
Australie	2.5	2.7	2.3	2.7	3.6	2.4	4.3	1.8	2.9	3.3	1.7	2.5	2.5	1.5	1.3	2.0	2.0	1.5	1.9	2.2
Autriche	1.8	1.3	2.0	2.1	1.7	2.2	3.2	0.4	1.7	3.6	2.6	2.1	1.5	0.8	1.0	2.1	1.8	1.5	1.8	2.0
Belgique	1.8	1.5	1.9	2.5	2.3	1.8	4.5	0.0	2.3	3.4	2.6	1.2	0.5	0.6	1.8	2.5	1.8	2.0	2.3	2.0
Brésil	..	14.7	6.6	6.9	4.2	3.6	5.7	4.9	5.0	6.6	5.4	6.2	6.3	9.0	8.7	4.2	4.5	..	..	..
Canada	1.8	2.7	1.8	2.2	2.0	2.1	2.4	0.3	1.8	2.9	1.5	0.9	1.9	1.1	1.4	1.9	2.0	1.4	2.0	2.1
Chili	6.4	2.8	1.1	3.1	3.4	4.4	8.7	1.5	1.5	3.3	3.0	1.8	4.7	4.3	3.8	2.8	2.9	2.8	3.0	3.0
Chine	5.7	1.1	3.8	1.8	1.6	4.8	5.9	-0.7	3.2	5.5	2.6	2.6	2.1	1.5	2.1	1.5	2.0	2.3	1.6	2.0
Colombie	15.7	7.1	5.9	5.0	4.3	5.5	7.0	4.2	2.3	3.4	3.2	2.0	2.9	5.0	7.5	4.7	3.7	..	..	..
Costa Rica	13.0	9.4	12.3	13.8	11.5	9.4	13.4	7.8	5.7	4.9	4.5	5.2	4.5	0.8	0.0	2.6	3.6	..	..	..
République tchèque	..	0.1	2.8	1.8	2.5	2.9	6.3	1.0	1.5	1.9	3.3	1.4	0.4	0.3	0.7	2.3	2.2	1.4	2.2	2.2
Danemark	2.2	2.1	1.2	1.8	1.9	1.7	3.4	1.3	2.3	2.8	2.4	0.8	0.6	0.5	0.2	1.2	1.3	0.4	1.4	1.6
Estonie	..	1.4	3.0	4.1	4.4	6.7	10.6	0.2	2.7	5.1	4.2	3.2	0.5	0.1	0.8	3.2	2.8	1.6	3.3	2.9
Finlande	1.8	1.3	0.1	0.8	1.3	1.6	3.9	1.6	1.7	3.3	3.2	2.2	1.2	-0.2	0.4	1.2	1.5	0.8	1.4	1.5
France	..	2.2	2.3	1.9	1.9	1.6	3.2	0.1	1.7	2.3	2.2	1.0	0.6	0.1	0.3	1.3	1.2	0.7	1.3	1.2
Islande[1]	..	1.0	1.8	1.9	1.8	2.3	2.8	0.2	1.1	2.5	2.1	1.6	0.8	0.1	0.4	1.9	1.6	1.0	1.7	1.7
Grèce	..	3.4	3.0	3.5	3.3	3.0	4.2	1.3	4.7	3.1	1.0	-0.9	-1.4	-1.1	0.0	1.4	0.8	0.3	1.2	0.9
Hongrie	15.8	4.7	6.7	3.6	3.9	8.0	6.0	4.2	4.9	3.9	5.7	1.7	-0.2	-0.1	0.4	3.0	3.0	1.2	3.0	3.2
Islande	3.3	2.1	3.2	4.0	6.7	5.1	12.7	12.0	5.4	4.0	5.2	3.9	2.0	1.6	1.7	2.4	3.5	1.9	2.8	3.6
Inde[2]	7.3	4.1	4.0	3.7	6.8	5.9	9.2	10.6	9.5	9.3	9.9	9.4	5.9	4.9	4.5	4.8	4.6	..	..	..
Indonésie	..	6.8	6.1	10.5	13.1	6.4	10.2	4.4	5.1	5.4	4.3	6.4	6.4	6.4	3.5	4.4	4.0	..	..	..
Irlande	..	4.0	2.3	2.2	2.7	2.9	3.1	-1.7	-1.6	1.2	1.9	0.5	0.3	0.0	-0.2	0.8	2.0	-0.3	1.6	2.1
Israël	7.1	0.7	-0.4	1.3	2.1	0.5	4.6	3.3	2.7	3.5	1.7	1.6	0.5	-0.6	-0.5	1.0	1.7	-0.3	1.6	1.9
Italie	3.1	2.8	2.3	2.2	2.2	2.0	3.5	0.8	1.6	2.9	3.3	1.2	0.2	0.1	-0.1	1.5	1.3	0.2	1.5	1.4
Japon	0.2	-0.3	0.0	-0.6	0.2	0.1	1.4	-1.4	-0.6	-0.3	0.0	0.3	2.8	0.8	-0.1	0.6	1.0	0.3	0.6	1.0
Corée	4.2	3.5	3.6	2.8	2.2	2.5	4.7	2.8	2.9	4.0	2.2	1.3	1.3	0.7	1.0	2.0	2.0	1.5	1.8	2.2
Lettonie	..	3.0	6.5	6.8	6.8	10.0	15.3	2.4	-0.9	4.3	2.2	-0.1	0.7	0.3	0.2	2.8	2.3	1.6	2.3	2.6
Lituanie	..	-1.1	1.2	2.7	3.8	5.8	11.1	4.2	1.2	4.1	3.2	1.2	0.2	-0.7	0.7	3.3	2.7	..	..	..
Luxembourg	..	2.5	3.2	3.8	3.0	2.7	4.1	0.0	2.8	3.7	2.9	1.7	0.7	0.1	0.0	2.4	1.6	1.0	1.9	2.1
Mexique	15.6	4.5	4.7	4.0	3.6	4.0	5.1	5.3	4.2	3.4	4.1	3.8	4.0	2.7	2.8	5.3	3.8	3.2	5.5	3.5
Pays-Bas	2.3	2.2	1.4	1.5	1.6	1.6	2.2	1.0	0.9	2.5	2.8	2.6	0.3	0.2	0.1	1.6	1.6	0.4	1.7	1.8
Nouvelle-Zélande	1.9	1.8	2.3	3.0	3.4	2.4	4.0	2.1	2.3	4.0	1.1	1.1	1.2	0.3	0.6	2.4	1.8	1.3	2.3	1.9
Norvège	2.2	2.5	0.5	1.5	2.3	0.7	3.8	2.2	2.4	1.3	0.7	2.1	2.0	2.2	3.5	1.9	1.8	3.6	1.4	2.0
Pologne	16.3	0.7	3.4	2.2	1.3	2.5	4.2	3.8	2.6	4.2	3.6	1.0	0.1	-0.9	-0.7	2.3	1.8	0.2	2.3	2.1
Portugal	3.5	3.2	2.5	2.1	3.0	2.4	2.7	-0.9	1.4	3.6	2.8	0.4	-0.2	0.5	0.6	1.6	1.4	0.8	1.7	1.5
Russie	..	13.7	10.9	12.7	9.7	9.0	14.1	11.6	6.8	8.4	5.1	6.8	7.8	15.5	7.0	4.2	4.0	..	..	..
République slovaque	..	8.4	7.5	2.8	4.3	1.9	3.9	0.9	0.7	4.1	3.7	1.5	-0.1	-0.3	-0.5	1.6	2.0	-0.1	2.0	2.1
Slovénie	..	5.7	3.7	2.5	2.5	3.8	5.5	0.9	2.1	2.1	2.8	1.9	0.4	-0.8	-0.2	2.6	3.1	0.7	3.1	3.3
Afrique du Sud	..	5.9	1.4	3.4	4.6	7.1	11.0	7.1	4.3	5.0	5.7	5.8	6.1	4.6	6.3	6.0	5.8	..	..	..
Espagne	..	3.1	3.1	3.4	3.6	2.8	4.1	-0.2	2.0	3.0	2.4	1.5	-0.2	-0.6	-0.3	2.3	1.4	0.8	1.7	1.8
Suède[3]	1.6	1.9	0.4	0.5	1.4	2.2	3.4	-0.5	1.2	3.0	0.9	0.0	-0.2	0.0	1.0	1.6	1.8	1.4	1.7	1.9
Suisse	1.1	0.6	0.8	1.2	1.1	0.7	2.4	-0.5	0.7	0.2	-0.7	-0.2	0.0	-1.1	-0.4	0.5	0.4	-0.2	0.7	0.5
Turquie	72.1	21.6	8.6	8.2	9.6	8.8	10.4	6.3	8.6	6.5	8.9	7.5	8.9	7.7	7.8	10.4	8.1	7.6	9.3	7.8
Royaume-Uni	1.8	1.4	1.3	2.0	2.3	2.3	3.6	2.2	3.3	4.5	2.8	2.6	1.5	0.1	0.6	2.8	2.7	1.2	3.2	2.4
Etats-Unis	2.5	2.3	2.7	3.4	3.2	2.9	3.8	-0.3	1.6	3.1	2.1	1.5	1.6	0.1	1.3	2.5	2.2	1.8	2.4	2.2
Zone euro	..	2.1	2.2	2.2	2.2	2.1	3.3	0.3	1.6	2.7	2.5	1.3	0.4	0.0	0.2	1.7	1.4	0.7	1.6	1.6

Note : Indice des prix à la consommation. Pour les pays de la zone euro, pour le total de cette zone ainsi que pour le Royaume-Uni, l'indice des prix à la consommation harmonisé a été utilisé (IPCH).

1. Loyers exclus, à l'exception des loyers implicites.
2. Exercices budgétaires.
3. L'indice des prix à la consommation tient compte des charges au titre des intérêts hypothécaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440412

Annexe : Tableau 16. **Marché du pétrole et autres matières premières**

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Estimations et hypothèses 2017	2018
Situation du marché du pétrole[1]	Millions de barils par jour																			
Demande																				
Total OCDE	48.4	48.4	48.5	48.5	49.2	50.0	50.3	50.1	50.0	48.3	46.3	47.0	46.4	46.0	46.1	45.8	46.4	46.8	46.7	..
dont : Total OCDE d'Amérique du Nord	24.1	24.3	24.3	24.3	24.8	25.6	25.8	25.7	25.9	24.6	23.8	24.3	24.1	23.7	24.1	24.2	24.6	24.7	24.6	..
Total OCDE d'Europe	15.5	15.4	15.6	15.5	15.6	15.7	15.8	15.9	15.6	15.5	14.7	14.7	14.2	13.8	13.6	13.5	13.7	14.1	14.2	..
Total OCDE d'Asie et du Pacifique	8.8	8.8	8.6	8.6	8.8	8.7	8.7	8.6	8.5	8.2	7.8	8.0	8.1	8.5	8.3	8.1	8.0	8.1	8.0	..
Total pays non-OCDE	27.9	28.7	29.4	30.1	31.0	33.2	34.3	35.5	36.8	38.0	38.9	41.3	42.6	44.3	45.6	47.2	48.6	49.7	51.1	..
Total mondial	76.3	77.1	77.9	78.6	80.2	83.2	84.6	85.7	86.9	86.3	85.3	88.3	89.0	90.2	91.7	93.0	94.9	96.6	97.9	..
Offre																				
Total OCDE	21.1	21.9	21.7	21.7	21.4	21.1	20.2	19.8	19.4	18.7	18.8	18.9	18.9	19.8	21.0	22.9	23.9	23.4	23.9	..
Total OPEP	29.9	31.0	30.5	29.0	31.3	33.6	35.1	35.4	35.2	36.3	34.4	34.8	35.8	37.6	36.7	36.8	38.1	39.3	..	..
Ex-URSS	7.5	8.0	8.6	9.5	10.5	11.4	11.8	12.3	12.8	12.8	13.2	13.5	13.5	13.6	13.8	13.9	14.0	14.2	14.3	..
Reste du monde	16.4	16.4	16.6	17.0	17.2	17.3	17.7	18.0	18.2	18.7	19.0	19.9	19.9	19.5	19.8	20.2	20.5	20.1	..	..
Total mondial	74.8	77.3	77.5	77.3	80.4	83.4	84.8	85.5	85.6	86.6	85.4	87.1	88.1	90.5	91.2	93.7	96.6	97.0	..	..
Commerce																				
Importations nettes de l'OCDE	26.6	26.7	27.1	26.5	28.0	29.1	30.4	30.6	30.4	29.9	27.6	28.2	27.2	26.3	24.9	23.3	23.2	23.5	..	..
Exportations nettes de l'ex-URSS	3.8	4.2	4.9	5.8	6.6	7.6	8.0	8.3	8.9	8.8	9.4	9.6	9.2	9.2	9.3	9.2	9.4	9.4	9.5	..
Exportations nettes des autres non-OCDE	22.8	22.5	22.2	20.7	21.4	21.5	22.4	22.3	21.5	21.1	18.2	18.7	18.0	17.1	15.6	14.1	13.8	14.1	..	..
Prix[2]	fab, USD par baril																			
Prix du pétrole brut Brent[3]	17.9	28.4	24.5	25.0	28.8	38.3	54.4	65.2	72.5	97.0	61.5	79.5	111.2	111.6	108.7	99.0	52.4	43.7	51.3	50.0
Prix des autres matières premières[2]	Indices de prix en USD, 2010 = 100																			
Produits alimentaires et boissons tropicales	48	45	42	46	50	57	56	62	78	103	90	100	129	120	106	104	85	87	85	84
Matières premières agricoles	57	61	53	51	61	68	70	77	92	88	73	100	122	93	85	74	61	60	70	69
Minéraux, minerais et métaux	33	38	34	33	38	50	59	85	95	98	68	100	118	99	96	86	64	61	73	72
Total[4]	43	44	40	41	46	56	59	74	88	99	78	100	123	107	98	91	72	72	78	77

1. Données fondées sur les publications de l'Agence internationale de l'énergie, Oil Market Report.
2. Les indices jusqu'à 2016 sont fondés sur les données établies par l'Agence internationale de l'énergie pour le pétrole et par l'Institut pour la recherche économique de Hambourg (HWWI) pour les prix des autres matières premières.
3. North Sea Dated, Londres fermeture, point milieu.
4. Calculs de l'OCDE. L'indice total des prix des matières premières hors energie est une moyenne pondérée des indices individuels HWWI des matières premières hors energie, dont les poids reflètent les parts des différentes matières premières dans le commerce mondial de matières premières hors energie.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; et Agence internationale de l'énergie, Oil Market Report.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440428

Annexe : Tableau 17. **Rémunération par employé**

Pourcentage de variations par rapport à la période précédente

	Moyenne 1989-1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Australie	3.9	3.7	4.6	3.6	3.5	5.2	3.6	4.5	6.3	4.0	1.1	5.3	5.7	3.6	1.8	2.5	0.5	0.8	1.5	2.4
Autriche	3.5	2.4	1.5	2.0	1.7	2.0	2.1	3.1	3.0	3.3	1.6	1.0	2.1	2.7	2.1	1.9	1.9	1.4	1.9	2.7
Belgique	3.9	2.1	3.5	3.9	2.0	1.7	1.9	3.6	3.5	3.7	1.1	1.4	3.4	3.1	2.4	1.0	0.0	0.0	2.7	2.7
Canada	3.1	5.2	1.9	1.4	1.8	4.0	4.5	4.3	4.1	3.2	1.3	1.4	3.4	3.1	2.8	3.0	2.0	1.7	2.1	3.3
République tchèque	..	7.5	8.4	7.8	7.7	7.9	3.9	5.9	6.2	4.1	-0.6	3.3	2.9	1.7	-0.3	2.6	2.6	3.9	4.2	4.7
Danemark	3.4	3.1	4.0	3.8	3.5	3.1	3.4	3.5	3.7	3.9	2.8	3.2	1.4	1.8	1.6	1.5	1.5	1.5	2.1	2.1
Estonie	..	14.6	9.6	9.2	11.7	11.8	11.0	13.8	24.9	10.3	-3.2	2.3	0.4	6.0	3.9	5.9	6.7	5.6	5.6	5.4
Finlande	3.8	3.9	3.6	1.7	2.2	3.6	3.5	3.4	3.3	4.3	2.0	2.2	3.6	2.8	1.3	1.0	1.6	1.0	-0.5	0.4
France	2.4	2.5	2.8	3.5	2.9	3.4	3.0	3.2	2.5	2.6	1.6	2.8	2.3	2.2	1.6	1.1	1.1	1.2	1.7	1.8
Allemagne	..	1.4	1.9	1.3	1.5	0.2	0.2	1.0	0.9	2.1	0.2	2.6	3.0	2.5	1.8	2.8	2.4	2.3	2.4	2.5
Grèce	..	5.8	5.9	11.0	7.9	3.9	3.5	3.1	4.6	3.7	3.1	-2.0	-3.8	-3.0	-7.5	-2.1	-2.9	0.8	0.0	1.0
Hongrie	..	15.5	15.5	11.3	11.5	9.8	7.6	5.3	5.7	7.3	-1.4	0.6	3.0	2.0	1.6	1.4	1.5	5.3	6.5	6.8
Islande	6.5	9.0	7.3	8.8	2.2	9.7	8.7	12.4	8.4	1.9	-3.2	5.7	9.3	5.2	5.6	3.3	6.3	9.6	6.5	4.8
Irlande	..	7.8	7.8	5.4	6.5	5.1	5.6	4.3	5.7	3.9	-1.0	-3.6	0.5	0.7	1.4	1.8	2.8	3.0	3.0	3.0
Israël	..	6.1	2.6	0.6	-2.1	0.3	1.9	5.6	2.5	2.9	-0.9	3.8	4.2	2.4	2.2	0.9	2.9	4.1	4.4	4.8
Italie	4.6	2.5	3.0	2.4	3.0	3.2	2.8	2.3	2.1	2.9	0.5	2.3	1.1	-1.1	0.8	0.2	0.8	0.6	1.0	1.1
Japon	1.4	-0.3	-1.3	-2.8	-1.0	-0.9	0.6	-0.2	-0.5	0.6	-3.5	-0.1	0.2	0.0	-0.6	0.7	0.4	0.8	1.2	1.6
Corée	10.7	3.9	7.2	6.3	7.2	4.8	5.8	3.7	4.6	3.9	2.2	3.8	3.7	3.2	2.2	2.0	2.9	3.7	2.9	3.4
Lettonie	..	8.5	3.4	2.6	12.0	15.0	26.4	22.2	36.7	16.9	-11.5	-6.9	2.6	7.5	5.7	8.2	6.9	7.2	6.7	6.8
Luxembourg	3.7	5.6	3.3	3.9	1.3	3.9	3.8	4.2	4.2	2.8	1.7	1.9	1.9	1.8	2.7	2.2	1.7	0.5	2.8	2.7
Mexique	20.3	15.9	10.8	5.5	6.7	4.4	5.9	4.6	5.8	5.4	2.8	-1.9	5.8	3.0	3.6	4.8	4.1	5.4	5.0	3.6
Pays-Bas	2.8	5.5	3.1	4.1	3.2	3.1	1.1	1.6	3.2	3.8	2.4	0.4	1.8	2.1	2.1	1.6	0.2	1.7	1.7	2.3
Norvège	4.3	4.9	5.7	4.4	4.1	4.2	4.7	5.5	6.3	6.3	3.4	3.1	4.8	4.6	4.4	3.2	2.8	1.7	1.5	2.5
Pologne	..	11.4	10.0	2.5	1.6	2.4	2.1	2.0	5.8	8.6	3.2	5.5	5.3	3.6	1.7	2.2	1.7	2.1	4.6	4.7
Portugal	..	6.0	4.2	3.6	3.6	2.8	4.7	1.8	3.5	2.6	2.4	2.1	-1.8	-3.1	3.6	-1.8	-0.3	1.4	2.0	2.3
République slovaque	..	13.2	5.6	8.9	8.1	8.0	9.1	8.0	8.7	6.6	2.6	5.4	2.0	2.6	2.6	1.8	3.1	1.8	4.0	4.7
Slovénie	..	10.5	11.6	8.3	7.7	7.5	6.2	5.6	6.2	7.0	1.8	3.9	1.6	-0.7	0.2	1.3	1.4	2.3	2.6	4.0
Espagne	5.6	2.8	3.8	3.5	2.8	2.3	2.9	3.3	4.6	6.7	4.5	0.2	0.7	-1.4	0.3	0.1	0.9	0.1	1.1	1.7
Suède	4.8	6.8	4.2	3.2	3.7	4.3	3.1	3.1	5.3	3.7	2.7	2.2	3.2	3.0	2.0	2.2	3.5	2.5	3.0	3.0
Suisse	..	2.4	3.8	1.4	0.1	0.0	2.5	1.7	3.1	1.7	1.0	0.7	1.2	0.8	0.7	-0.5	-0.9	-0.9	0.4	0.8
Royaume-Uni	5.4	5.7	5.8	2.5	4.8	4.7	3.5	6.0	5.4	0.5	2.3	3.3	1.1	1.7	2.1	0.7	1.2	2.8	2.5	1.5
États-Unis	3.7	6.4	3.3	2.7	3.9	4.8	3.4	3.9	4.2	2.8	0.7	2.9	2.6	2.4	1.1	2.6	2.6	2.1	2.5	3.3
Zone euro	..	3.0	3.0	3.0	2.8	2.4	2.4	2.6	3.0	3.5	1.4	1.8	1.8	1.1	1.3	1.4	1.4	1.4	1.8	2.1
Total OCDE	5.2	5.1	3.7	2.5	3.2	3.3	3.1	3.2	3.6	3.1	0.8	2.0	2.5	1.9	1.4	2.0	1.9	2.1	2.4	2.7

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440432

Annexe : Tableau 18. **Productivité du travail**

Pourcentage de variations par rapport à la période précédente

	Moyenne 1989-1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Australie	2.0	0.9	1.2	2.0	0.7	2.2	-0.2	0.3	1.4	-0.4	1.1	0.4	0.8	2.5	1.2	2.0	0.5	0.8	1.1	1.3
Autriche	2.1	2.7	0.6	1.6	0.2	1.8	1.2	1.8	1.7	-0.7	-3.1	1.1	1.4	-0.4	-0.2	-0.2	0.2	0.3	0.5	0.1
Belgique	1.7	1.6	-0.6	2.0	0.9	2.6	0.6	1.4	1.7	-1.0	-2.1	2.0	0.4	-0.3	0.3	1.2	0.5	-0.1	0.3	0.4
Canada	1.3	2.6	0.6	0.7	-0.6	1.4	1.9	0.9	-0.2	-0.4	-1.4	1.6	1.6	0.5	1.1	1.9	0.1	0.7	1.1	1.2
Chili	4.4	3.6	2.1	1.2	0.3	4.4	1.8	4.6	2.1	0.6	-0.9	-1.9	1.0	3.3	1.9	0.4	0.7	0.3	0.2	1.0
République tchèque	..	5.5	3.3	0.9	4.4	5.0	4.5	5.6	3.4	0.3	-2.9	3.2	2.3	-1.1	-0.8	2.2	3.2	0.5	1.8	2.4
Danemark	2.1	3.0	-0.2	0.4	1.3	3.2	0.9	1.6	-1.4	-1.7	-1.8	4.3	1.4	0.9	0.9	0.7	0.4	-0.4	0.1	0.4
Estonie	..	9.0	5.8	6.3	5.2	6.7	6.7	5.4	7.0	-4.8	-4.5	7.0	1.0	2.5	0.3	1.9	-1.3	1.4	2.5	3.0
Finlande	2.8	3.4	1.1	0.6	1.9	3.3	1.2	2.2	3.0	-1.5	-6.0	3.7	1.3	-2.3	0.0	-0.2	0.6	0.8	1.4	1.0
France	1.3	1.5	0.5	0.6	0.8	2.5	1.0	1.4	0.9	-0.4	-1.8	1.8	1.3	-0.1	0.4	0.2	0.7	0.4	0.7	0.8
Allemagne	..	0.9	2.1	0.5	0.4	0.3	0.9	3.1	1.6	-0.5	-5.7	3.6	2.3	-0.5	0.0	0.8	0.6	0.5	0.5	0.9
Grèce	..	3.7	3.8	1.5	4.4	2.3	-0.1	3.7	1.8	-1.5	-3.8	-3.0	-2.5	-1.1	-0.6	0.4	-0.8	-1.3	-0.7	-0.8
Hongrie	..	3.3	4.0	4.6	3.7	5.8	4.8	3.6	0.4	2.7	-4.1	1.7	1.7	-1.7	1.1	-0.8	0.8	-0.3	1.7	2.6
Islande	1.1	2.7	2.1	1.8	2.3	8.2	3.2	0.0	4.7	0.7	-1.0	-3.3	1.7	0.1	1.0	-0.6	0.7	3.3	2.3	0.8
Irlande	..	5.2	2.9	3.9	1.8	3.3	0.8	1.2	-0.6	-3.8	3.5	6.3	0.5	-0.5	-1.4	6.6	23.1	2.4	1.5	0.5
Israël	..	5.3	-1.7	-0.6	0.2	2.8	0.4	2.3	1.9	-0.5	-0.7	2.5	2.1	-1.6	1.6	0.4	0.3	1.6	0.9	1.3
Italie	1.3	2.0	-0.4	-1.4	-1.2	0.8	0.6	0.1	0.1	-1.3	-3.9	2.3	0.4	-2.5	0.0	0.1	0.0	-0.3	0.2	0.3
Japon	1.1	3.0	0.9	1.4	1.8	2.0	1.2	0.9	1.0	-0.8	-4.0	4.5	0.0	1.7	1.2	-0.4	0.6	0.1	1.1	1.2
Corée	5.5	4.5	2.5	4.6	3.1	2.8	2.6	3.8	4.2	2.2	1.0	5.1	1.9	0.5	1.3	1.2	1.4	1.6	1.3	1.7
Lettonie	..	9.1	4.8	5.6	7.8	8.1	9.7	5.8	5.9	-2.8	0.0	3.1	4.8	2.5	0.3	3.5	1.4	2.0	3.3	3.2
Luxembourg	1.3	2.8	-3.0	0.9	-0.2	1.3	0.4	1.3	3.8	-5.8	-5.4	3.0	-0.4	-2.7	2.1	3.0	1.4	1.2	2.0	2.1
Mexique	..	2.7	-0.8	-2.0	1.1	0.6	2.6	1.5	1.4	-1.1	-3.4	-2.8	3.4	-0.7	1.0	2.6	0.4	0.1	0.8	1.1
Pays-Bas	1.3	2.4	0.2	-0.6	1.0	3.0	1.5	1.5	0.7	0.1	-3.0	2.0	0.8	-0.9	1.0	1.7	1.0	1.1	0.4	1.0
Nouvelle-Zélande	1.2	4.3	-0.4	2.0	1.8	1.1	-1.7	0.5	2.9	-2.8	2.4	1.4	0.4	2.8	0.2	-0.6	0.9	0.3	-0.8	1.1
Norvège	2.5	2.6	1.7	1.0	2.1	3.3	1.3	-1.0	-1.2	-2.8	-1.2	1.1	-0.5	0.7	-0.1	0.7	1.3	0.9	0.4	0.3
Pologne	..	7.2	3.6	4.6	4.8	3.9	1.3	2.9	2.5	0.5	2.5	3.1	4.4	1.5	1.5	1.5	2.3	2.1	2.6	2.8
Portugal	1.7	1.6	0.2	0.4	0.0	2.5	1.2	1.2	2.5	-0.2	-0.3	3.4	0.1	0.1	1.8	-0.5	0.2	-0.2	0.7	0.6
République slovaque	..	3.2	2.7	4.4	4.3	5.5	5.1	6.2	8.5	2.3	-3.5	6.7	1.0	1.6	2.3	1.1	1.8	0.9	1.6	2.6
Slovénie	..	2.5	2.3	2.2	3.2	4.1	4.3	4.1	3.5	0.7	-6.3	3.6	2.3	-1.7	0.0	2.6	1.1	0.5	1.5	1.5
Espagne	1.0	0.3	0.6	0.3	-0.1	-0.6	-0.5	0.0	0.5	0.9	2.9	1.8	1.7	1.1	0.9	0.5	0.7	0.5	0.2	0.3
Suède	2.6	2.3	-0.4	2.1	3.1	4.6	2.6	3.2	1.2	-1.6	-2.8	4.7	0.6	-0.7	0.3	1.2	2.3	1.4	0.6	1.2
Suisse	0.7	3.1	-0.2	-0.6	0.4	2.4	2.3	1.9	1.5	-0.2	-2.6	2.5	-0.4	-0.4	0.3	0.2	-0.7	-0.3	0.3	0.5
Turquie	2.0	8.8	-6.0	6.7	6.7	7.3	6.6	5.5	3.5	-0.8	-5.1	2.6	4.3	1.6	5.9	-0.1	2.9	1.0	1.2	1.2
Royaume-Uni	1.9	2.6	1.9	1.5	2.4	1.4	1.8	1.5	1.7	-1.5	-2.8	1.7	1.0	0.2	0.7	0.7	0.5	0.4	0.9	1.2
États-Unis	1.6	2.3	1.1	3.0	2.7	2.7	1.7	0.9	0.9	0.4	1.5	3.2	0.6	0.6	0.3	0.6	0.5	-0.1	0.8	0.9
Zone euro	..	1.6	1.0	0.4	0.5	1.4	0.9	1.7	1.2	-0.5	-2.7	2.5	1.3	-0.5	0.3	0.6	0.8	0.4	0.5	0.7
Total OCDE	1.8	2.8	0.8	1.7	1.9	2.3	1.7	1.6	1.4	-0.2	-1.4	2.4	1.4	0.4	0.9	0.8	0.8	0.4	0.9	1.1

Note : La productivité du travail est mesurée comme étant le PIB divisé par le nombre de personnes ayant un emploi.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440441

Annexe : Tableau 19. **Emploi et population active**

Pourcentage de variations par rapport à la période précédente

	Emploi									Population active								
	Moyenne 1992-01	Moyenne 2002-11	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Moyenne 1992-01	Moyenne 2002-11	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Australie	1.9	2.2	1.2	0.9	0.7	1.9	1.6	1.3	1.6	1.4	2.1	1.3	1.4	1.2	1.9	1.2	1.2	1.4
Autriche	0.6	1.0	0.8	0.5	0.2	0.9	1.7	1.7	1.5	0.6	1.1	1.1	1.0	0.5	1.0	2.0	1.3	1.3
Belgique	0.8	1.0	0.4	-0.3	0.4	0.9	1.3	1.3	1.3	0.7	0.9	0.9	0.7	0.5	0.8	0.5	0.6	0.6
Canada	1.8	1.3	1.3	1.4	0.6	0.9	0.7	1.7	1.1	1.3	1.3	1.1	1.1	0.4	0.8	0.8	1.1	0.7
Chili	1.6	3.3	1.9	2.1	1.5	1.5	1.2	1.4	1.8	2.0	3.0	1.2	1.6	1.9	1.4	1.5	1.5	1.6
République tchèque	..	0.3	0.4	1.0	0.8	1.4	1.9	1.2	0.2	..	0.3	0.6	0.9	-0.2	0.2	0.8	0.6	0.1
Danemark	0.4	-0.1	-0.5	0.0	1.0	1.4	3.2	1.3	1.7	-0.1	0.3	-0.6	-0.6	0.5	1.0	3.2	1.6	1.7
Estonie	..	0.3	1.9	1.0	0.6	2.6	0.7	0.3	0.1	..	0.4	-0.7	-0.6	-0.8	1.3	1.3	1.2	0.9
Finlande	1.1	0.5	0.4	-1.0	-0.4	-0.4	0.4	0.6	0.5	0.6	0.3	0.3	-0.5	0.1	0.4	-0.2	0.2	0.1
France	0.8	0.5	0.2	-0.2	0.1	0.1	0.6	0.5	0.7	0.6	0.6	0.9	0.4	0.2	0.2	0.2	0.2	0.5
Allemagne	-0.1	0.8	1.0	1.0	0.9	0.8	2.7	1.6	1.1	0.0	0.5	0.5	0.8	0.6	0.4	2.2	1.2	1.0
Grèce	..	-0.6	-8.9	-4.9	0.7	2.1	1.7	1.8	3.3	..	0.4	-0.9	-1.0	-0.7	-0.1	-0.1	0.0	0.6
Hongrie	-0.6	-0.3	1.8	1.7	5.3	2.7	3.3	2.2	0.8	-1.1	0.3	1.8	0.8	2.6	1.7	1.5	1.3	0.5
Islande	1.7	0.8	1.1	3.1	2.5	3.4	3.8	3.0	1.7	1.4	1.2	0.1	2.5	2.0	2.4	2.7	2.8	1.9
Irlande	4.6	0.4	-0.6	2.3	1.8	2.6	2.9	2.2	2.0	3.2	1.7	-0.5	0.4	-0.2	0.5	1.2	1.2	1.2
Israël	..	3.2	3.3	2.6	3.0	2.6	2.7	2.2	2.0	..	2.4	3.0	2.0	2.7	1.8	2.2	1.6	2.0
Italie	0.0	0.2	-0.2	-1.5	0.4	0.8	1.3	0.8	0.5	0.1	0.2	2.3	0.1	1.0	0.0	1.0	0.6	0.2
Japon	0.0	-0.1	-0.2	0.7	0.7	0.5	1.0	0.4	-0.3	0.3	-0.2	-0.5	0.4	0.2	0.2	0.7	0.1	-0.3
Corée	1.4	1.0	1.8	1.6	2.1	1.3	1.2	1.4	1.0	1.6	1.0	1.6	1.5	2.6	1.4	1.2	1.5	1.0
Lettonie	..	-1.1	1.6	2.1	-1.0	1.3	-0.3	0.1	0.2	..	-0.7	0.2	-1.6	-2.2	0.2	-0.5	-0.5	-0.1
Luxembourg	1.5	1.7	2.4	2.0	2.3	2.1	2.2	2.5	2.1	1.6	2.1	2.9	2.8	2.6	1.7	1.7	2.1	2.0
Mexique	2.5	1.6	3.3	1.1	0.4	2.4	1.9	1.1	0.9	2.4	1.9	3.0	1.1	0.3	1.9	1.5	1.4	1.1
Pays-Bas	1.9	0.6	0.6	-0.8	-0.6	1.0	1.3	1.9	1.1	1.5	0.8	1.5	0.8	-0.4	0.4	0.4	1.0	1.0
Nouvelle-Zélande	2.2	1.6	0.2	1.5	3.5	2.3	4.6	3.9	1.9	1.6	1.6	0.7	0.9	3.1	2.2	4.3	3.5	1.7
Norvège	1.4	1.2	2.0	0.6	1.0	0.5	-0.1	0.7	1.1	1.2	1.1	1.9	0.9	1.0	1.4	0.3	0.5	0.9
Pologne	..	1.7	0.2	-0.1	1.9	1.4	0.7	1.1	0.3	..	0.3	0.7	0.1	0.4	-0.2	-0.7	0.2	0.0
Portugal	0.8	-0.9	-4.1	-2.6	1.6	1.1	1.2	1.3	0.9	0.8	0.0	-0.8	-1.8	-1.1	-0.6	-0.4	-0.2	0.1
République slovaque	..	0.9	0.6	0.0	1.5	2.6	2.8	1.6	1.4	..	0.3	1.0	0.3	0.2	0.6	0.7	0.3	0.3
Slovénie	..	0.3	-1.3	-1.9	1.2	0.1	-0.3	2.1	1.6	..	0.5	-0.6	-0.6	0.7	-0.7	-1.3	1.3	0.5
Espagne	2.6	1.0	-4.3	-2.8	1.2	3.0	2.7	2.5	2.1	2.1	2.4	0.0	-1.1	-1.0	-0.1	-0.4	-0.1	0.2
Suède	0.1	0.7	0.6	1.1	1.4	1.4	1.5	2.1	1.1	0.0	0.9	0.8	1.1	1.3	0.8	1.0	1.7	0.9
Suisse	0.4	1.1	1.2	1.2	1.6	1.4	1.5	1.1	1.4	0.3	1.2	1.4	1.4	1.8	1.4	1.6	1.0	1.2
Turquie	1.1	2.3	3.1	2.9	5.1	2.9	2.0	2.2	2.3	1.1	2.2	2.3	3.6	6.1	3.3	2.8	2.1	2.4
Royaume-Uni	0.9	0.6	1.1	1.2	2.4	1.7	1.4	0.7	-0.2	0.3	0.9	0.9	0.8	0.8	0.9	0.9	0.5	0.3
États-Unis	1.6	0.3	1.9	1.0	1.6	1.7	1.7	1.3	1.4	1.3	0.7	0.9	0.3	0.3	0.8	1.3	1.0	1.1
Zone euro	0.7	0.6	-0.6	-0.6	0.6	1.0	1.8	1.4	1.1	0.7	0.8	0.7	0.1	0.1	0.2	0.8	0.6	0.6
Total OCDE	..	0.7	1.0	0.7	1.4	1.5	1.6	1.2	1.0	..	0.9	1.0	0.6	0.8	0.8	1.1	0.9	0.8

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440455

Annexe : Tableau 20. **Population active, emploi et chômage**

Millions

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Population active																				
Sept principaux pays	341.4	345.2	347.1	348.7	351.0	352.6	355.8	359.4	362.4	364.6	364.6	364.5	364.9	367.5	369.1	370.7	372.7	377.0	379.7	382.2
Total des petits pays	194.8	196.9	199.4	202.6	204.4	208.4	211.5	214.8	218.0	221.5	224.4	227.3	230.3	233.7	236.0	238.9	242.0	244.7	247.5	250.1
Zone euro	142.4	143.7	145.2	146.6	148.0	149.3	151.2	152.9	154.5	156.1	156.4	156.5	157.0	158.1	158.4	158.6	158.9	160.2	161.2	162.1
Total OCDE	536.2	542.2	546.4	551.3	555.4	561.0	567.3	574.2	580.3	586.1	589.0	591.9	595.2	601.2	605.1	609.6	614.7	621.7	627.2	632.2
Emploi																				
Sept principaux pays	320.9	325.9	326.9	326.3	327.8	330.2	333.9	338.7	342.7	343.4	335.4	334.9	337.0	340.4	342.9	347.0	351.1	356.4	360.0	363.0
Total des petits pays	180.7	183.5	185.4	187.6	188.9	192.4	196.0	200.7	204.9	207.8	205.7	207.7	210.8	213.0	214.3	217.8	222.1	225.9	229.5	232.5
Zone euro	128.9	131.3	133.4	134.2	134.7	135.6	137.6	140.2	142.9	144.3	141.5	140.7	141.0	140.2	139.4	140.2	141.6	144.2	146.1	147.8
Total OCDE	501.5	509.4	512.3	513.9	516.7	522.5	530.0	539.3	547.7	551.2	541.1	542.6	547.8	553.4	557.2	564.8	573.1	582.4	589.5	595.5
Chômage																				
Sept principaux pays	20.6	19.3	20.2	22.3	23.2	22.4	21.9	20.7	19.6	21.3	29.2	29.7	27.9	27.1	26.2	23.7	21.7	20.6	19.6	19.2
Total des petits pays	14.1	13.4	14.0	15.1	15.5	16.1	15.5	14.1	13.0	13.6	18.7	19.6	19.5	20.8	21.6	21.2	20.0	18.8	18.0	17.6
Zone euro	13.5	12.4	11.7	12.4	13.3	13.7	13.7	12.8	11.6	11.8	15.0	15.8	15.9	17.9	19.0	18.4	17.3	16.1	15.0	14.4
Total OCDE	34.7	32.8	34.2	37.4	38.7	38.5	37.4	34.8	32.6	34.9	47.9	49.3	47.4	47.8	47.8	44.8	41.6	39.4	37.7	36.8

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440463

Annexe : Tableau 21. **Taux de chômage : définitions nationales**

En pourcentage de la population active

	2015 Chômage (milliers)	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2016 Quatrième trimestre	2017 Quatrième trimestre	2018 Quatrième trimestre
Australie	758.3	5.9	5.4	5.0	4.8	4.4	4.2	5.6	5.2	5.1	5.2	5.7	6.1	6.1	5.7	5.6	5.4	5.7	5.5	5.3
Autriche	255.4	4.3	5.5	5.7	5.3	4.9	4.2	5.4	4.9	4.6	4.9	5.4	5.7	5.8	6.1	5.7	5.5	5.9	5.6	5.5
Belgique	434.6	8.2	8.4	8.5	8.3	7.5	7.0	7.9	8.3	7.2	7.6	8.5	8.6	8.5	7.9	7.2	6.6	7.2	7.0	6.4
Canada	1331.3	7.6	7.2	6.8	6.3	6.0	6.1	8.3	8.0	7.5	7.3	7.1	6.9	6.9	7.0	6.5	6.1	6.9	6.3	6.0
Chili	534.5	9.5	10.0	9.2	7.8	7.1	7.8	9.7	8.1	7.2	6.4	6.0	6.3	6.2	6.5	6.6	6.5	6.5	6.6	6.4
République tchèque	267.5	7.8	8.3	7.9	7.1	5.3	4.4	6.7	7.3	6.7	7.0	6.9	6.1	5.0	4.0	3.3	3.3	3.6	3.3	3.2
Danemark	181.2	5.4	5.5	4.8	3.9	3.8	3.5	6.0	7.5	7.6	7.5	7.0	6.5	6.2	6.2	6.5	6.5	6.3	6.4	6.5
Estonie	42.2	10.3	10.2	8.0	5.9	4.6	5.5	13.6	16.7	12.3	10.0	8.6	7.4	6.2	6.8	7.6	8.4	6.7	8.2	8.5
Finlande	252.3	9.0	8.8	8.4	7.7	6.8	6.4	8.3	8.4	7.8	7.7	8.2	8.7	9.4	8.8	8.5	8.2	8.7	8.4	8.1
France	3055.2	8.4	8.8	8.8	8.8	8.0	7.3	9.1	9.2	9.1	9.7	10.3	10.3	10.4	10.0	9.7	9.6	9.9	9.7	9.5
Allemagne	1936.7	9.7	10.3	11.0	10.0	8.6	7.4	7.6	6.9	5.8	5.4	5.2	5.0	4.6	4.2	3.8	3.7	4.0	3.8	3.7
Grèce	1197.0	9.8	10.6	10.0	9.0	8.4	7.8	9.6	12.7	17.9	24.4	27.5	26.5	24.9	23.5	22.2	20.1	..	..	..
Hongrie	307.0	5.9	6.1	7.2	7.5	7.4	7.8	10.1	11.2	11.0	11.0	10.2	7.7	6.8	5.1	4.2	3.9	4.5	4.1	3.9
Islande	7.7	3.4	3.0	2.4	2.7	2.2	3.1	7.3	7.7	6.9	5.9	5.4	4.9	4.0	3.0	2.8	3.0	2.6	2.9	3.0
Irlande	203.6	4.7	4.5	4.3	4.4	4.7	6.4	12.0	13.9	14.7	14.7	13.1	11.3	9.4	7.9	6.9	6.2	7.1	6.7	5.8
Israël	202.7	13.3	12.9	11.3	10.5	9.1	7.7	9.5	8.3	7.1	6.9	6.3	5.9	5.3	4.8	4.3	4.3	4.4	4.3	4.3
Italie	3036.8	8.4	8.0	7.7	6.8	6.1	6.7	7.7	8.3	8.4	10.7	12.1	12.6	11.9	11.7	11.5	11.2	11.9	11.4	11.1
Japon	2232.5	5.3	4.7	4.4	4.1	3.8	4.0	5.0	5.0	4.6	4.4	4.0	3.6	3.4	3.1	2.8	2.7	3.1	2.8	2.7
Corée	975.5	3.6	3.7	3.7	3.5	3.2	3.2	3.7	3.7	3.4	3.2	3.1	3.5	3.6	3.7	3.8	3.7	3.6	3.8	3.7
Lettonie	98.2	11.6	11.7	10.0	7.0	6.0	7.8	17.6	19.5	16.2	15.0	11.8	10.8	9.9	9.7	9.2	8.9	9.7	9.1	8.8
Luxembourg	17.9	3.3	3.7	4.1	4.3	4.2	4.2	5.5	5.8	5.7	6.1	6.9	7.1	6.8	6.4	6.0	5.9	6.2	6.0	5.9
Mexique[1]	2293.8	3.0	3.7	3.5	3.5	3.6	3.9	5.4	5.3	5.2	4.9	4.9	4.8	4.3	3.9	4.2	4.3	3.5	4.4	4.2
Pays-Bas	613.8	4.8	5.7	5.9	5.0	4.2	3.7	4.4	5.0	5.0	5.8	7.3	7.4	6.9	6.0	5.2	5.0	5.5	5.1	5.0
Nouvelle-Zélande	133.8	4.8	4.0	3.8	3.9	3.6	4.0	5.8	6.1	6.0	6.4	5.8	5.4	5.4	5.1	4.7	4.5	5.2	4.6	4.5
Norvège	118.9	4.0	4.2	4.4	3.4	2.5	2.6	3.1	3.5	3.2	3.1	3.4	3.5	4.3	4.7	4.4	4.2	4.6	4.4	4.1
Pologne	1304.3	19.7	19.0	17.8	13.9	9.6	7.1	8.2	9.6	9.6	10.1	10.3	9.0	7.5	6.2	5.2	5.0	5.7	5.1	4.9
Portugal	646.8	6.3	6.6	7.6	7.6	8.0	7.6	9.5	10.8	12.6	15.5	16.2	13.9	12.4	11.0	9.7	8.9	10.3	9.4	8.6
République slovaque	314.3	17.5	18.1	16.2	13.3	11.0	9.6	12.1	14.4	13.6	13.9	14.2	13.2	11.5	9.6	8.5	7.6	9.0	8.2	7.2
Slovénie	90.3	6.7	6.3	6.5	5.9	4.8	4.4	5.9	7.2	8.2	8.8	10.1	9.7	9.0	8.0	7.3	6.3	8.0	6.9	5.9
Espagne	5056.0	11.5	11.0	9.1	8.5	8.2	11.3	17.9	19.9	21.4	24.8	26.1	24.4	22.1	19.6	17.5	16.0	18.7	16.9	15.5
Suède	386.6	6.6	7.4	7.7	7.1	6.1	6.2	8.3	8.6	7.8	8.0	8.0	7.9	7.4	6.9	6.5	6.4	6.9	6.5	6.4
Suisse	219.3	4.1	4.4	4.4	4.0	3.6	3.4	4.3	4.5	4.0	4.1	4.3	4.5	4.5	4.6	4.5	4.3	4.5	4.4	4.3
Turquie	3054.4	9.9	9.7	9.5	9.0	9.2	10.0	13.0	11.1	9.1	8.4	9.0	9.9	10.3	10.9	10.8	10.9	11.8	10.5	11.1
Royaume-Uni	1780.5	5.0	4.8	4.8	5.4	5.3	5.7	7.6	7.9	8.1	8.0	7.6	6.2	5.4	4.9	4.8	5.3	4.8	4.9	5.5
États-Unis	8287.6	6.0	5.5	5.1	4.6	4.6	5.8	9.3	9.6	8.9	8.1	7.4	6.2	5.3	4.9	4.6	4.3	4.7	4.5	4.2
Zone euro	17251.1	9.0	9.2	9.0	8.4	7.5	7.5	9.6	10.1	10.2	11.3	12.0	11.6	10.9	10.0	9.3	8.9	9.7	9.1	8.7
Total OCDE	41628.2	7.0	6.9	6.6	6.1	5.6	6.0	8.1	8.3	8.0	8.0	7.9	7.4	6.8	6.3	6.0	5.8	6.2	5.9	5.7

Note : Les données sur le marché du travail sont sujettes à des différences de définitions entre pays et comportent de nombreuses ruptures, ces dernières étant en général relativement mineures.

1. Données établies sur la base de l'enquête nationale sur l'emploi.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440475

Annexe : Tableau 22. **Taux de chômage harmonisés**

En pourcentage de la population active civile

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Australie	8.4	7.7	6.9	6.3	6.7	6.4	5.9	5.4	5.0	4.8	4.4	4.2	5.6	5.2	5.1	5.2	5.7	6.1	6.1	5.7
Autriche	4.7	4.7	4.2	3.9	4.0	4.4	4.8	5.5	5.6	5.3	4.9	4.1	5.3	4.8	4.6	4.9	5.4	5.6	5.7	6.0
Belgique	9.2	9.3	8.5	6.9	6.6	7.5	8.2	8.4	8.4	8.3	7.5	7.0	7.9	8.3	7.2	7.6	8.5	8.5	8.5	7.9
Canada	9.1	8.3	7.6	6.8	7.2	7.7	7.6	7.2	6.8	6.3	6.1	6.1	8.4	8.1	7.5	7.3	7.1	6.9	6.9	7.0
Chili	6.1	6.4	10.1	9.7	9.9	9.8	9.5	10.0	9.2	7.8	7.1	7.8	9.7	8.2	7.1	6.4	5.9	6.4	6.2	6.5
République tchèque	4.8	6.5	8.7	8.8	8.1	7.3	7.8	8.3	7.9	7.1	5.3	4.4	6.7	7.3	6.7	7.0	7.0	6.1	5.1	4.0
Danemark	5.2	4.9	5.2	4.3	4.5	4.6	5.4	5.5	4.8	3.9	3.8	3.5	6.0	7.5	7.6	7.5	7.0	6.5	6.2	6.2
Estonie	9.6	9.2	11.4	14.5	13.0	11.3	10.4	10.1	8.0	5.9	4.6	5.5	13.6	16.7	12.4	10.0	8.6	7.4	6.2	6.8
Finlande	12.6	11.4	10.2	9.8	9.1	9.1	9.0	8.8	8.4	7.7	6.9	6.4	8.2	8.4	7.8	7.7	8.2	8.7	9.4	8.8
France	12.3	12.1	11.3	9.6	8.7	8.6	8.5	8.9	8.9	8.8	8.0	7.4	9.1	9.3	9.2	9.8	10.3	10.3	10.4	10.1
Allemagne	9.7	9.5	8.6	8.0	7.9	8.7	9.8	10.5	11.3	10.3	8.5	7.4	7.6	7.0	5.8	5.4	5.2	5.0	4.6	4.1
Grèce	..	..	12.0	11.2	10.7	10.3	9.7	10.6	10.0	9.0	8.4	7.8	9.6	12.8	17.9	24.5	27.5	26.6	25.0	23.6
Hongrie	9.1	8.7	6.9	6.3	5.6	5.6	5.7	6.1	7.2	7.5	7.4	7.8	10.0	11.2	11.1	11.0	10.1	7.7	6.8	5.1
Islande	..	..	..	..	..	..	3.4	3.1	2.6	2.9	2.3	3.0	7.2	7.6	7.1	6.0	5.4	5.0	4.0	3.0
Irlande	9.9	7.6	5.7	4.3	3.9	4.5	4.6	4.5	4.4	4.5	4.7	6.4	12.0	13.9	14.7	14.7	13.1	11.3	9.5	7.9
Israël	7.7	8.5	8.9	8.8	9.3	10.3	10.7	10.4	9.0	8.4	7.3	6.1	7.5	6.6	5.6	6.9	6.2	5.9	5.2	4.8
Italie	11.2	11.3	10.9	10.1	9.0	8.5	8.4	8.0	7.7	6.8	6.1	6.7	7.8	8.4	8.4	10.6	12.1	12.7	11.9	11.7
Japon	3.4	4.1	4.7	4.7	5.0	5.4	5.3	4.7	4.4	4.1	3.8	4.0	5.1	5.1	4.6	4.4	4.0	3.6	3.4	3.1
Corée	2.6	7.0	6.6	4.4	4.0	3.3	3.6	3.7	3.7	3.5	3.3	3.2	3.7	3.7	3.4	3.2	3.1	3.5	3.6	3.7
Lettonie	..	..	14.1	14.3	13.5	12.5	11.6	11.8	10.1	7.0	6.1	7.7	17.6	19.5	16.2	15.0	11.9	10.9	9.9	9.6
Luxembourg	2.7	2.7	2.4	2.2	1.9	2.6	3.8	5.0	4.7	4.6	4.2	4.9	5.1	4.6	4.8	5.1	5.9	6.1	6.5	6.3
Mexique	3.7	3.2	2.5	2.5	2.8	3.0	3.4	3.9	3.6	3.6	3.7	4.0	5.5	5.4	5.2	5.0	4.9	4.8	4.4	3.9
Pays-Bas	6.5	5.1	4.2	3.7	3.1	3.7	4.8	5.7	5.9	5.0	4.2	3.7	4.4	5.0	5.0	5.8	7.2	7.4	6.9	6.0
Nouvelle-Zélande	6.8	7.7	7.0	6.2	5.5	5.3	4.8	4.0	3.8	3.9	3.6	4.0	5.8	6.2	6.0	6.4	5.8	5.4	5.4	5.1
Norvège	3.9	3.1	3.0	3.2	3.4	3.7	4.2	4.3	4.5	3.4	2.5	2.6	3.2	3.6	3.3	3.2	3.5	3.5	4.4	4.7
Pologne	10.9	10.2	13.4	16.1	18.3	20.0	19.8	19.1	17.9	14.0	9.6	7.0	8.1	9.7	9.7	10.1	10.3	9.0	7.5	6.2
Portugal	6.7	6.1	5.6	5.1	5.1	6.1	7.4	7.8	8.8	8.9	9.1	8.8	10.7	12.0	12.9	15.8	16.5	14.1	12.7	11.2
République slovaque	..	12.7	16.5	18.9	19.5	18.8	17.7	18.4	16.4	13.5	11.2	9.6	12.1	14.5	13.7	14.0	14.2	13.2	11.5	9.7
Slovénie	6.9	7.4	7.4	6.7	6.2	6.3	6.7	6.3	6.5	6.0	4.9	4.4	5.9	7.3	8.2	8.9	10.1	9.7	9.0	8.0
Espagne	18.4	16.4	13.6	11.9	10.6	11.4	11.5	11.0	9.2	8.5	8.2	11.3	17.9	19.9	21.4	24.8	26.1	24.5	22.1	19.7
Suède	9.9	8.2	6.7	5.6	5.8	6.0	6.6	7.4	7.6	7.0	6.1	6.2	8.3	8.6	7.8	8.0	8.0	7.9	7.4	7.0
Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	4.5	4.0	4.2	4.4	4.5	4.5	4.6
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	9.2	8.8	8.8	9.7	12.6	10.7	8.8	8.2	8.7	10.0	10.3	10.9
Royaume-Uni	6.8	6.1	5.9	5.4	5.0	5.1	5.0	4.7	4.8	5.4	5.3	5.6	7.6	7.8	8.1	7.9	7.6	6.1	5.3	4.8
États-Unis	5.0	4.5	4.2	4.0	4.7	5.8	6.0	5.5	5.1	4.6	4.6	5.8	9.3	9.6	9.0	8.1	7.4	6.2	5.3	4.9
Zone euro	10.8	10.6	9.8	8.9	8.3	8.6	9.1	9.3	9.1	8.4	7.5	7.6	9.6	10.2	10.2	11.4	12.0	11.6	10.9	10.0
Total OCDE	..	..	6.6	6.2	6.4	6.9	7.1	6.9	6.6	6.1	5.6	6.0	8.1	8.3	8.0	8.0	7.9	7.4	6.8	6.3

Note : Dans la mesure du possible, les données ont été ajustées pour en assurer la comparabilité dans le temps et pour être conformes aux directives du Bureau international du travail. Les données annuelles sont calculées en faisant la moyenne des estimations mensuelles (à la fois pour les chômeurs et pour la population active). Voir les notes techniques dans OECD.stat *(http://stats.oecd.org/index.aspx)* .

Source : OCDE, Principaux indicateurs économiques.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440485

Annexe : Tableau 23. **Prévisions trimestrielles des prix, des coûts et du chômage**

Pourcentage de variations, taux annuels désaisonnalisés

	2016	2017	2018	2016 T4	2017 T1	2018 T2	2018 T3	2018 T4	2018 T1	2018 T2	2018 T3	2018 T4	2016	2017 T4 / T4	2018
Prix à la consommation[1]															
Canada	1.4	1.9	2.0	1.7	2.7	2.0	1.6	1.9	2.0	2.1	2.2	2.2	1.4	2.0	2.1
France	0.3	1.3	1.2	1.1	1.8	0.9	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	0.7	1.3	1.2
Allemagne	0.4	1.9	1.6	2.7	2.6	1.5	1.2	1.5	1.6	1.7	1.8	1.8	1.0	1.7	1.7
Italie	-0.1	1.5	1.3	0.9	3.8	1.1	0.5	0.6	3.0	0.9	0.9	1.0	0.2	1.5	1.4
Japon	-0.1	0.6	1.0	2.4	-0.1	0.7	0.8	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	0.3	0.6	1.0
Royaume-Uni	0.6	2.8	2.7	2.2	3.7	3.1	3.0	2.8	2.6	2.5	2.4	2.3	1.2	3.2	2.4
États-Unis	1.3	2.5	2.2	3.0	3.1	2.1	2.1	2.1	2.2	2.2	2.3	2.3	1.8	2.4	2.2
Zone euro	0.2	1.7	1.4	1.9	3.0	1.2	1.0	1.2	1.8	1.5	1.5	1.6	0.7	1.6	1.6
Déflateur du PIB															
Canada	0.6	2.6	1.9	4.3	3.1	2.0	1.5	1.8	2.0	2.1	2.1	2.1	1.8	2.1	2.1
France	0.8	0.9	1.1	0.9	1.2	0.7	1.1	1.1	1.2	1.2	1.2	1.2	0.7	1.0	1.2
Allemagne	1.4	0.9	1.7	2.4	-1.1	1.6	1.5	1.6	1.7	1.8	1.9	1.9	1.3	0.9	1.8
Italie	0.8	1.2	1.2	1.8	2.5	1.1	0.7	0.5	2.6	0.8	0.7	0.8	0.7	1.2	1.2
Japon	0.3	-0.4	1.0	0.3	-2.2	0.7	0.8	0.9	1.0	1.0	1.1	1.1	0.0	0.0	1.0
Royaume-Uni	1.7	2.2	1.9	3.2	2.2	2.1	2.0	1.9	1.8	2.0	1.9	1.9	2.8	2.0	1.9
États-Unis	1.3	2.1	2.3	2.1	2.2	2.2	2.2	2.2	2.3	2.3	2.4	2.4	1.6	2.2	2.3
Zone euro	0.9	1.2	1.5	1.8	0.7	1.5	1.3	1.3	1.7	1.4	1.5	1.5	0.9	1.2	1.5
Total OCDE	1.4	2.0	2.2	3.4	2.0	1.9	0.9	3.4	2.3	2.1	1.0	3.7	1.8	2.1	2.3
Coût unitaire de main-d'œuvre															
Canada	1.1	1.0	1.9	3.0	0.7	0.6	1.3	1.6	2.0	2.3	2.4	2.5	1.1	1.0	2.3
France	0.9	1.1	1.0	1.1	1.4	0.8	0.9	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0
Allemagne	2.0	1.8	1.2	3.4	1.3	1.1	0.8	0.9	1.1	1.4	1.6	1.7	2.1	1.0	1.4
Italie	1.5	1.1	1.0	2.7	0.9	0.5	0.5	0.7	1.2	1.3	1.3	1.2	1.6	0.6	1.3
Japon	1.3	0.3	0.5	1.0	-1.3	0.5	0.8	0.7	0.4	0.2	0.3	0.5	0.6	0.2	0.4
Royaume-Uni	1.9	2.0	1.5	-0.9	1.6	4.6	1.6	1.4	-1.9	5.2	1.6	1.7	2.2	2.3	1.6
États-Unis	2.3	1.9	2.2	-2.8	2.9	3.5	2.6	2.5	1.9	1.7	1.9	2.0	0.8	2.9	1.9
Zone euro	1.3	1.2	1.2	1.8	1.2	1.1	0.9	1.1	1.2	1.3	1.4	1.4	1.3	1.1	1.3
Total OCDE	2.0	1.7	1.7	0.2	1.7	2.6	2.0	1.9	1.4	1.7	1.6	1.6	1.6	2.0	1.6
Chômage							Per cent of labour force								
Canada	7.0	6.5	6.1	6.9	6.7	6.5	6.4	6.3	6.3	6.2	6.1	6.0			
France	10.0	9.7	9.6	9.9	9.8	9.7	9.7	9.7	9.7	9.6	9.6	9.5			
Allemagne	4.2	3.8	3.7	4.0	3.9	3.8	3.8	3.8	3.8	3.8	3.7	3.7			
Italie	11.7	11.5	11.2	11.9	11.7	11.5	11.4	11.4	11.3	11.2	11.2	11.1			
Japon	3.1	2.8	2.7	3.1	2.8	2.8	2.8	2.8	2.8	2.7	2.7	2.7			
Royaume-Uni	4.9	4.8	5.3	4.8	4.6	4.7	4.8	4.9	5.0	5.2	5.3	5.5			
États-Unis	4.9	4.6	4.3	4.7	4.7	4.6	4.6	4.5	4.4	4.3	4.3	4.2			
Zone euro	10.0	9.3	8.9	9.7	9.5	9.4	9.2	9.1	9.0	8.9	8.8	8.7			
Total OCDE	6.3	6.0	5.8	6.2	6.1	6.0	6.0	5.9	5.9	5.8	5.8	5.7			

Note : La mise en place des systèmes de comptes nationaux a progressé à un rythme inégal selon les pays, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour» au début de l'annexe statistique.

1. Pour le Royaume-Uni, les pays de la zone euro ainsi que pour le total de cette zone, l'indice des prix à la consommation harmonisé a été utilisé (IPCH).

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440498

Annexe : Tableau 24. **Croissance du PIB potentiel et du stock de capital productif**

Pourcentage de variations par rapport à la période précédente

	Croissance du PIB potentiel									Stock de capital productif[1]								
	Moyenne 1992-01	Moyenne 2002-11	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Moyenne 1992-01	Moyenne 2002-11	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Australie	3.5	3.2	3.3	3.0	2.8	2.6	2.3	2.2	2.2	2.7	4.4	5.6	5.0	4.0	3.1	2.3	2.0	1.8
Autriche	2.5	1.8	1.2	1.2	1.2	1.1	1.1	1.1	1.1	2.8	2.1	1.5	1.5	1.4	1.2	1.3	1.4	1.4
Belgique	2.3	1.7	1.2	1.0	1.1	1.2	1.2	1.3	1.3	4.0	2.9	2.3	1.9	1.9	2.1	1.9	1.9	2.0
Brésil	2.4	3.4	3.2	2.9	2.6	2.1	1.8	1.5	1.4	0.7	1.0	2.6	2.6	2.3	1.3	0.3	-0.2	-0.3
Canada	2.7	2.3	2.1	2.1	2.0	1.8	1.5	1.4	1.4	2.5	2.9	2.9	2.9	2.7	2.3	1.6	1.4	1.4
Chine	10.2	10.2	8.6	8.0	7.5	7.0	6.6	6.4	6.3	10.8	12.2	12.8	11.9	11.2	10.3	9.5	8.9	8.4
Colombie	..	4.7	4.5	4.2	3.9	3.7	3.3	3.0	2.9	..	4.7	6.6	6.3	6.5	6.3	5.3	4.7	4.7
Costa Rica	..	4.5	4.2	4.2	3.9	3.9	3.7	3.6	3.6	5.1	4.2	3.9	3.7	3.4	3.6	3.4	3.3	3.4
République tchèque	..	2.9	0.8	1.1	1.6	2.0	2.0	2.1	2.3	..	2.2	1.2	0.9	0.9	1.1	1.0	0.7	0.8
Danemark	2.2	1.1	0.9	1.1	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	2.8	1.7	0.6	0.7	0.9	0.9	0.9	1.0	1.1
Estonie	..	3.2	1.8	2.0	2.1	2.1	2.2	1.9	2.5	..	6.6	4.4	4.0	2.9	1.9	1.2	1.2	1.4
Finlande	3.0	1.7	0.4	0.3	0.3	0.3	0.3	0.4	0.5	1.5	1.8	1.1	0.7	0.5	0.4	0.5	0.7	0.8
France	2.1	1.4	0.9	1.0	1.1	1.2	1.3	1.2	1.2	2.2	1.9	1.4	1.3	1.2	1.1	1.2	1.2	1.3
Allemagne	1.9	1.1	1.2	1.0	1.1	1.2	1.1	1.1	1.1	1.8	0.8	0.6	0.3	0.4	0.4	0.5	0.6	0.7
Grèce	..	0.8	-1.9	-1.4	-1.4	-1.0	-0.8	-0.3	0.0	..	0.9	-1.7	-2.0	-1.9	-1.8	-1.7	-1.6	-1.3
Hongrie	..	1.7	0.8	1.2	1.6	1.7	1.5	1.5	1.7	..	2.8	1.2	1.4	1.9	2.0	1.1	0.8	1.1
Islande	2.7	3.2	1.4	1.5	1.7	2.0	2.4	2.6	2.5	2.6	2.9	-0.5	-0.6	-0.2	0.8	1.9	2.5	2.3
Inde[2]	..	7.8	7.2	7.1	7.2	7.4	7.3	7.4	7.6	..	8.6	9.2	8.5	7.7	7.3	6.4	5.9	5.7
Indonésie	4.1	4.8	5.6	5.5	5.4	5.3	5.1	5.0	4.9	4.1	3.5	5.2	5.2	5.0	4.9	4.7	4.6	4.6
Irlande	7.3	2.9	1.4	1.7	2.5	3.6	3.0	2.3	2.1	4.6	6.0	4.5	3.5	3.9	6.2	4.2	4.1	3.6
Israël	..	3.6	4.0	3.7	3.4	3.3	3.3	3.2	3.2	..	2.7	3.5	3.4	3.0	2.5	2.8	2.8	2.9
Italie	1.4	0.5	-0.3	-0.4	-0.3	-0.2	-0.2	0.0	0.1	2.0	1.6	0.2	-0.4	-0.6	-0.7	-0.6	-0.4	-0.2
Japon	1.6	0.5	0.5	0.6	0.6	0.7	0.7	0.7	0.7	3.4	0.8	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Corée	6.6	4.0	3.7	3.5	3.3	3.2	3.1	3.1	3.0	10.0	5.0	4.2	3.8	3.7	3.5	3.4	3.5	3.6
Lituanie	..	3.9	2.1	2.6	2.6	2.5	2.3	2.3	2.4	..	6.2	3.2	3.2	3.2	3.1	2.8	2.6	2.8
Lettonie	..	3.7	1.9	2.1	2.0	2.1	1.8	1.8	2.0	..	8.7	4.3	3.9	3.2	2.9	2.0	1.5	1.8
Luxembourg	..	2.9	3.1	3.2	3.4	3.2	3.0	3.0	3.1	..	3.4	3.8	3.4	3.3	2.8	2.2	2.4	2.6
Mexique	..	2.3	2.7	2.7	2.8	2.8	2.6	2.6	2.6	4.2	3.8	3.5	3.3	3.1	3.1	2.8	2.5	2.3
Pays-Bas	3.1	1.5	1.0	0.9	0.9	1.1	1.1	1.1	1.2	3.7	2.3	1.6	1.1	1.1	1.3	1.3	1.4	1.4
Nouvelle-Zélande	3.3	2.7	2.0	2.3	2.6	2.8	2.9	2.9	2.8	2.4	3.7	2.5	2.5	2.8	2.7	2.7	2.9	3.1
Norvège	3.0	2.8	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	1.8	1.7	1.7	2.1	1.6	1.6	1.5	1.4	1.4	1.3	1.2
Pologne	..	3.8	3.3	3.0	3.0	3.0	2.7	2.6	2.6	..	3.8	4.0	3.4	3.5	3.8	3.1	2.8	2.8
Portugal	2.8	0.8	-0.4	-0.4	-0.1	0.0	0.1	0.1	0.2	5.5	3.8	1.1	0.4	0.5	0.6	0.6	0.8	0.9
Russie	..	4.4	1.8	1.5	1.1	0.8	0.4	0.2	0.1	..	5.2	5.6	5.3	4.6	3.6	2.6	2.3	2.2
République slovaque	..	4.5	2.1	2.2	2.5	2.9	2.8	2.8	3.0	..	2.9	2.1	1.5	1.3	2.0	1.8	1.3	1.5
Slovénie	..	2.3	0.5	0.6	1.3	1.4	1.4	1.6	1.7	..	3.2	0.3	0.2	0.3	0.2	0.0	0.1	0.3
Afrique du Sud	..	3.2	2.7	2.8	2.8	2.8	2.7	2.4	2.3	0.8	2.5	2.6	2.7	2.8	2.7	2.3	1.9	1.8
Espagne	2.9	2.5	0.5	0.5	0.3	0.5	0.5	0.7	0.8	4.2	4.3	1.9	1.4	1.4	1.6	1.7	1.8	1.9
Suède	2.5	2.2	1.8	1.8	1.9	2.0	2.0	2.0	2.0	2.1	2.1	1.8	1.7	1.7	1.9	2.0	2.0	2.0
Suisse	1.6	2.1	1.8	1.7	1.6	1.6	1.5	1.4	1.3	2.6	1.6	1.3	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2
Royaume-Uni	2.6	1.7	1.1	1.2	1.5	1.6	1.4	1.3	1.0	3.3	2.7	2.0	2.0	2.2	2.4	2.1	2.0	1.8
États-Unis	3.2	2.1	1.7	1.6	1.6	1.6	1.5	1.5	1.5	3.1	2.0	1.3	1.3	1.3	1.4	1.3	1.3	1.4
Total OCDE	2.8	1.9	1.6	1.6	1.6	1.7	1.5	1.5	1.5	3.9	2.2	1.6	1.4	1.4	1.4	1.3	1.3	1.4

Note : Pour les détails méthodologiques, voir Sources & Méthodes des *Perspectives économiques de l'OCDE (http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm).*

1. Pour l'ensemble de l'économie à l'exclusion du logement.

2. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440501

Annexe : Tableau 25. **Taux de chômage structurel et coûts unitaires de main-d'œuvre**

	Taux de chômage structurel									Coûts unitaires de main-d'œuvre								
	Moyenne 1992-01	Moyenne 2002-11	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Moyenne 1992-01	Moyenne 2002-11	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Pourcentage									*Pourcentage de variations*								
Australie	7.5	5.4	5.3	5.5	5.7	5.8	5.9	5.9	5.9	1.8	3.9	1.9	0.8	0.4	-0.1	0.3	0.5	0.7
Autriche	4.0	4.3	4.4	4.5	4.5	4.5	4.5	4.5	4.5	0.6	1.6	3.4	2.7	1.9	2.2	1.2	1.4	2.5
Belgique	8.2	8.0	7.9	8.0	8.0	8.0	8.1	8.1	8.1	1.6	1.8	3.3	2.0	-0.3	-0.6	-0.1	-0.5	1.2
Canada	8.8	6.8	6.5	6.5	6.5	6.5	6.5	6.5	6.5	0.9	2.5	2.8	1.6	1.2	1.8	1.1	1.0	1.9
République tchèque	..	6.7	6.4	6.3	6.1	5.9	5.9	5.9	5.9	..	1.6	3.1	1.2	0.8	0.0	3.5	2.6	2.3
Danemark	6.2	5.6	6.2	6.2	6.3	6.3	6.3	6.3	6.2	1.5	2.4	0.9	0.7	0.9	1.3	2.0	2.2	1.8
Estonie	..	9.8	8.6	8.3	7.9	7.7	7.6	8.2	8.4	..	5.7	3.5	4.0	2.5	7.0	4.0	3.1	2.3
Finlande	11.1	8.2	7.8	7.6	7.5	7.4	7.4	7.4	7.4	0.2	2.1	5.1	1.6	0.9	0.8	0.4	-1.8	-0.6
France	9.4	8.7	9.4	9.6	9.6	9.6	9.3	9.2	9.0	1.1	1.8	2.0	0.8	0.7	0.1	0.9	1.1	1.0
Allemagne	7.5	8.2	5.7	5.4	5.2	4.9	4.8	4.7	4.7	0.7	0.6	3.1	2.2	2.2	2.1	2.0	1.8	1.2
Grèce	..	12.0	16.1	16.4	16.9	17.3	17.5	17.5	17.3	..	3.5	-2.7	-6.7	-2.6	-1.9	3.0	-0.4	0.9
Hongrie	..	8.2	9.7	9.4	9.1	8.9	8.7	8.5	8.3	..	3.7	3.7	1.5	2.5	1.2	5.7	4.9	4.1
Islande	3.5	3.9	4.2	4.2	4.2	4.2	4.2	4.2	4.2	4.2	4.7	5.2	4.3	4.2	5.7	4.9	2.3	3.5
Irlande	10.6	8.6	10.7	10.8	10.8	10.7	10.5	10.3	10.1	2.0	1.7	1.2	1.8	-4.6	-16.4	1.0	2.0	2.5
Israël	..	9.8	6.8	6.4	6.2	5.9	5.7	5.5	5.4	..	0.8	3.2	0.6	0.6	2.4	2.3	3.5	3.3
Italie	9.3	8.1	8.4	8.8	9.0	9.1	9.2	9.2	9.1	1.8	2.7	1.6	0.8	0.2	1.2	1.5	1.1	1.0
Japon	3.2	4.1	3.8	3.7	3.7	3.6	3.6	3.6	3.6	-0.3	-0.8	-1.5	-1.6	1.2	0.3	1.3	0.3	0.5
Corée	3.5	3.5	3.3	3.3	3.4	3.4	3.4	3.4	3.4	3.3	2.7	2.7	2.1	1.7	2.8	2.5	1.6	2.1
Lettonie	..	12.6	11.5	10.7	10.3	10.1	10.0	9.9	9.8	..	7.1	4.9	4.9	5.0	4.4	4.2	3.5	4.2
Luxembourg	2.3	4.4	6.0	6.2	6.3	6.4	6.4	6.4	6.3	2.6	3.2	4.7	0.5	-0.8	0.3	-0.6	1.0	0.6
Mexique	3.4	4.0	4.8	4.8	4.8	4.7	4.7	4.7	4.7	16.5	4.2	3.8	2.9	3.5	3.0	4.8	4.4	2.8
Pays-Bas	6.0	5.0	5.3	5.3	5.4	5.4	5.4	5.4	5.4	1.7	1.3	2.6	0.7	-0.4	-0.8	0.9	1.2	1.0
Nouvelle-Zélande	7.2	5.1	6.2	6.1	6.0	5.7	5.4	5.2	5.0	1.2	3.4	0.4	1.7	2.7	1.8	3.4	3.4	2.3
Norvège	4.2	3.3	3.3	3.3	3.3	3.3	3.3	3.3	3.3	2.8	4.7	4.0	4.7	2.6	1.4	0.8	0.2	0.7
Pologne	..	11.4	8.5	8.2	8.0	7.8	7.7	7.5	7.4	..	2.0	2.8	0.7	1.1	-0.5	0.7	1.9	2.7
Portugal	6.1	8.7	11.6	11.9	11.9	11.7	11.5	11.3	11.0	3.9	1.7	-3.9	2.5	-0.6	0.8	2.1	1.5	1.4
République slovaque	..	12.6	12.3	11.9	11.4	11.0	10.5	10.0	9.5	..	1.7	1.4	0.6	1.5	1.8	1.3	2.4	2.2
Slovénie	..	6.1	7.2	7.8	7.8	7.8	7.8	7.7	7.6	..	3.0	0.6	-1.2	-1.4	0.4	2.0	1.1	2.4
Espagne	14.1	14.4	16.1	16.0	16.0	15.9	15.7	15.4	15.0	3.2	2.8	-3.2	-1.0	-0.1	0.6	-0.1	0.9	1.4
Suède	7.3	7.0	7.4	7.4	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	1.4	1.8	3.9	1.8	1.1	1.4	1.6	1.5	1.6
Suisse	2.9	3.8	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0	0.6	0.7	1.4	0.3	-0.3	1.0	-0.2	0.4	0.2
Royaume-Uni	7.5	5.8	6.1	6.2	5.9	5.6	5.4	5.1	5.2	2.6	2.4	1.0	1.4	-0.7	1.0	1.9	2.0	1.5
États-Unis	5.5	5.2	5.1	5.0	5.0	4.9	4.9	4.9	4.9	2.1	1.6	1.9	1.0	2.2	2.1	2.3	1.9	2.2
Zone euro	9.0	9.1	9.2	9.2	9.1	9.0	8.9	8.8	8.6	1.8	1.8	1.4	0.9	0.7	0.7	1.3	1.2	1.2
Total OCDE	6.4	6.5	6.4	6.4	6.3	6.3	6.2	6.1	6.1	3.4	1.9	1.7	1.0	1.5	1.4	2.0	1.7	1.7

Note : Pour plus de détails sur les sources et définitions, voir Sources & Méthodes des *Perspectives économiques de l'OCDE (http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm).*
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440514

Annexe : Tableau 26. **Taux d'épargne des ménages**

En pourcentage du revenu disponible des ménages

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Épargne nette																				
Australie	1.2	0.9	3.3	0.2	-0.3	0.4	1.3	0.1	2.3	5.5	8.8	8.6	9.8	8.8	9.3	9.0	7.1	6.2	5.6	4.8
Autriche	11.7	10.5	8.8	8.9	9.2	9.2	10.7	11.3	12.1	11.9	11.3	9.3	7.9	8.7	7.0	7.0	7.3	8.2	7.1	7.1
Belgique	11.3	10.4	11.9	11.0	10.6	8.9	8.5	9.2	9.4	10.0	11.3	8.1	6.6	5.7	4.9	4.5	3.9	3.8	3.1	3.8
Canada	4.2	4.6	4.5	2.9	1.9	2.3	1.3	2.4	1.9	3.2	4.4	4.0	4.1	4.7	4.8	3.5	4.8	5.1	4.2	4.4
République tchèque	4.9	6.0	6.2	6.3	5.7	4.9	6.1	7.8	7.0	6.3	8.5	7.6	6.0	6.0	5.6	6.6	6.6	7.0	6.7	6.5
Danemark	-7.0	-5.6	0.3	1.5	2.4	-1.7	-4.3	-1.5	-3.0	-4.1	0.7	1.8	0.8	0.1	2.3	-1.8	4.4	5.1	5.1	5.0
Estonie	-0.7	0.3	-1.9	-9.5	-9.3	-9.7	-8.6	-10.9	-6.9	1.9	7.2	4.2	4.8	4.1	1.2	4.8	4.3	4.2	4.2	4.0
Finlande	3.5	3.0	2.7	2.7	2.3	3.0	1.0	-0.4	-0.4	-0.2	3.4	3.2	1.3	0.7	1.5	-0.1	-0.7	-1.9	-4.0	-4.9
Allemagne	9.5	9.0	9.6	9.6	10.1	10.1	10.1	10.1	10.2	10.5	10.0	10.0	9.6	9.3	9.0	9.4	9.7	9.7	10.0	9.8
Hongrie	7.0	5.2	5.9	3.0	1.6	4.4	5.6	6.2	2.1	1.3	3.4	3.4	4.1	2.6	4.3	5.7	4.3	4.3	4.8	4.6
Irlande	8.4	-4.0	1.0	-0.8	0.0	0.7	1.1	-1.2	-1.3	4.5	9.6	7.6	4.7	7.3	5.6	6.1	5.8	5.7	5.6	4.8
Italie	8.8	7.4	8.9	9.6	9.1	9.6	9.1	8.5	8.1	7.8	7.1	4.2	3.7	2.0	3.6	3.9	3.1	3.3	2.7	2.4
Japon	10.5	8.9	5.6	4.9	4.4	3.6	3.4	2.5	2.5	2.5	4.0	3.7	4.0	2.7	0.3	-0.4	0.7	2.4	2.0	1.4
Corée	15.8	9.2	5.5	1.1	4.8	8.2	6.7	5.5	3.5	3.8	4.8	4.7	3.9	3.9	5.6	7.2	9.3	9.3	9.0	8.8
Lettonie	-15.1	-9.8	-9.8	-9.1	-7.0	-7.6	-6.5	-11.4	-10.6	3.6	5.9	-4.4	-15.0	-15.6	-16.1	-14.7	-12.7	-10.4	-8.9	-5.5
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	9.5	12.1	13.0	13.6	13.7	13.9	15.1	15.6	16.7	16.7	16.6
Pays-Bas	7.3	6.2	8.1	7.9	7.4	6.8	5.7	3.8	3.9	3.7	7.1	4.9	5.8	7.2	7.3	6.3	6.0	5.5	6.6	6.5
Nouvelle-Zélande	3.0	-2.5	-1.4	-6.8	-4.3	-3.7	-5.9	-4.1	-0.4	-2.1	1.3	2.2	2.4	0.5	0.4	-1.5	-2.2	-0.7	-0.6	-0.6
Norvège	4.7	4.3	3.1	8.2	8.8	6.9	9.7	-0.5	0.9	3.6	5.1	4.0	5.8	7.1	7.6	8.2	10.4	7.1	6.1	5.8
Pologne	10.6	10.5	12.4	9.0	7.9	4.0	3.0	2.7	2.2	0.8	3.2	2.4	-1.1	-1.1	-0.1	-0.5	-1.0	-0.8	0.1	0.2
République slovaque	6.0	5.8	3.7	3.4	1.1	0.3	1.1	0.1	1.9	0.8	2.3	2.4	0.8	0.7	0.2	1.4	3.1	3.2	3.2	3.2
Espagne	5.2	5.8	5.5	5.2	6.7	5.0	3.2	1.4	-1.0	1.6	7.3	3.7	4.6	2.3	3.8	3.2	2.3	1.7	1.7	1.5
Suède	2.2	4.3	8.3	8.1	7.0	5.9	5.2	6.9	9.3	13.2	12.3	11.1	12.6	15.3	15.3	15.9	16.2	16.5	16.1	15.7
Suisse	14.6	15.3	15.5	15.3	14.8	13.7	14.0	15.8	17.4	16.7	17.1	17.0	17.8	18.5	19.1	20.1	19.0	18.7	17.8	17.5
États-Unis	4.4	4.2	4.3	5.0	4.8	4.5	2.6	3.3	2.9	4.9	6.1	5.6	6.0	7.6	5.0	5.6	5.8	5.7	5.3	5.6
Épargne brute																				
France	14.7	14.5	15.0	15.9	15.3	15.5	14.2	14.3	14.8	14.7	15.9	15.5	15.2	14.7	14.0	14.1	14.1	14.1	14.1	14.1
Portugal	11.4	10.5	11.0	10.9	10.0	10.0	9.2	8.0	7.0	6.8	10.4	9.2	7.5	7.7	7.8	5.2	4.5	4.4	4.3	4.1
Royaume-Uni	7.6	9.0	9.9	9.1	8.3	7.2	6.5	6.2	6.8	5.4	9.3	11.0	8.9	8.3	6.7	6.8	6.5	5.2	3.1	2.2

Note : La mise en place des systèmes de comptes nationaux a progressé à un rythme inégal selon les pays, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour» au début de l'annexe statistique. La majorité des pays calculent une épargne des ménages nette (épargne brute moins la consommation de capital fixe par les ménages et les entreprises constituées en société). Dans la plupart des pays, l'épargne des ménages inclut l'épargne des institutions à but non lucratif (parfois appelée épargne personnelle).

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440521

Annexe : Tableau 27. **Épargne nationale brute**

En pourcentage du PIB nominal

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Australie	21.7	21.7	20.6	21.5	21.3	21.5	21.4	21.0	21.8	21.5	21.7	24.3	22.9	23.6	24.8	24.6	24.4	23.9	22.1	21.8
Autriche	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Belgique	26.9	26.8	27.5	27.7	26.7	26.7	26.5	27.0	27.0	27.6	28.4	27.1	22.5	26.4	24.2	24.7	23.3	23.0	23.4	22.5
Canada	20.1	19.6	21.0	23.6	22.5	21.7	22.0	23.5	24.4	24.5	24.2	24.2	18.4	19.1	20.7	20.8	21.6	21.7	19.6	..
Chili	23.3	22.0	21.1	21.1	21.3	21.5	20.8	22.5	23.3	25.4	25.2	22.7	22.9	24.5	23.0	22.4	21.5	21.5	21.4	20.2
République tchèque	26.9	28.9	27.2	27.8	27.6	25.5	24.8	25.5	26.5	26.2	27.4	26.2	22.6	22.0	22.4	24.0	23.6	24.6	26.1	26.5
Danemark	23.6	23.0	23.8	24.6	25.6	25.0	25.0	25.4	26.4	27.6	26.7	26.9	22.6	24.6	25.7	25.7	27.4	28.9	28.9	28.2
Estonie	20.9	22.4	21.2	23.8	23.6	22.2	22.9	21.8	23.6	23.9	23.8	22.3	23.1	23.2	26.5	27.2	27.3	26.9	25.3	24.2
Finlande	26.0	27.1	28.7	30.7	31.3	30.2	27.3	28.8	28.0	28.4	29.6	27.8	23.2	23.1	22.0	20.6	19.5	19.6	20.0	20.2
France	22.1	23.2	24.0	23.8	23.5	22.4	21.9	22.3	22.0	22.5	23.0	22.7	19.7	20.2	21.0	19.7	19.4	19.3	20.4	20.6
Allemagne	22.2	22.6	22.1	22.2	22.0	21.8	21.1	23.7	23.5	25.5	27.6	26.5	24.0	25.4	27.3	26.4	26.3	27.2	27.7	27.7
Grèce	..	..	17.6	16.8	16.4	15.9	16.4	16.6	12.6	13.9	11.6	8.7	5.8	5.7	4.9	8.6	9.3	9.4	9.8	9.9
Hongrie	22.5	22.4	19.7	20.3	20.5	18.8	16.4	17.3	16.7	18.1	16.8	17.8	19.4	20.9	21.3	21.1	24.6	24.7	24.7	..
Irlande	..	..	24.4	24.9	23.4	22.5	24.6	25.4	25.7	26.2	22.8	17.8	14.3	16.1	16.1	17.6	22.0	24.6	31.9	34.7
Israël	22.3	22.7	22.3	21.6	21.2	19.9	20.4	21.8	24.1	25.3	24.6	21.5	22.2	22.0	23.0	21.9	23.3	24.0	24.5	..
Italie	22.1	21.4	21.1	20.5	20.9	21.0	20.0	20.6	19.9	20.2	20.7	18.8	17.0	16.9	17.1	18.1	18.4	18.2	18.0	17.7
Japon	32.0	31.5	30.1	30.2	28.2	27.5	27.8	28.3	28.9	29.0	29.6	27.7	24.3	25.3	24.2	23.6	24.1	24.5	26.8	..
Corée	36.2	37.7	35.5	34.1	32.1	31.6	33.1	35.2	33.4	32.6	33.0	32.8	32.7	34.8	34.7	34.4	34.5	34.5	35.6	35.7
Lettonie	..	..	12.9	19.1	19.8	21.0	21.7	20.1	22.7	17.8	20.4	22.4	29.9	21.4	22.1	22.7	21.8	21.2	21.3	21.4
Mexique	19.5	23.0	22.9	23.8	22.3	20.5	21.8	22.1	21.8	22.8	23.7	24.9	23.5	21.2	22.9	23.8	23.5	23.0	25.3	25.9
Pays-Bas	28.7	27.4	29.1	29.5	27.7	26.5	27.4	28.7	28.2	30.5	30.8	27.6	27.2	28.1	29.4	29.3	28.5	27.0	27.7	27.6
Nouvelle-Zélande	19.0	18.0	18.5	20.0	22.1	21.1	21.7	20.4	17.8	17.3	18.5	15.6	18.4	17.5	17.5	17.4	19.9	19.7	20.6	..
Norvège	..	..	..	..	..	32.8	31.6	34.0	38.8	40.3	39.5	41.7	35.4	36.3	38.2	39.0	38.2	39.2	36.9	34.0
Pologne	19.9	20.9	20.0	19.3	18.1	16.4	17.2	14.1	16.7	17.7	18.5	18.0	17.2	16.5	17.7	17.7	18.5	19.0	20.6	..
Portugal	20.2	20.6	20.2	17.8	17.9	17.2	16.2	15.4	13.4	12.5	13.0	11.0	10.7	10.8	13.1	13.7	15.4	15.0	14.7	15.4
République slovaque	27.0	25.8	25.3	25.0	24.3	23.2	19.4	20.7	21.2	20.6	22.9	22.1	17.7	19.3	19.5	21.3	22.5	22.3	23.3	23.6
Slovénie	..	..	24.4	24.6	25.3	25.5	25.1	25.6	26.3	28.3	28.7	27.4	22.6	21.7	21.6	20.8	23.3	26.0	25.4	26.7
Espagne	22.2	22.3	22.5	22.5	22.4	23.1	23.9	23.1	22.5	22.3	21.7	20.4	20.3	19.7	18.6	19.5	20.2	20.4	21.4	22.3
Suède	24.2	25.2	26.3	27.4	27.8	27.1	28.4	28.4	29.2	31.8	33.2	32.7	27.7	29.6	29.1	28.3	27.6	28.1	28.9	29.8
Suisse	33.2	34.0	34.6	36.7	34.0	31.4	35.5	35.4	38.4	39.4	34.7	28.0	34.3	39.3	35.0	35.3	35.0	32.9	34.7	..
Royaume-Uni	18.1	18.6	16.0	16.7	16.4	16.3	16.2	15.7	16.4	15.8	16.1	13.8	11.8	13.2	14.1	12.4	12.3	12.7	13.1	13.5
États-Unis	20.7	21.3	20.7	20.6	19.5	18.1	17.3	17.5	17.9	19.1	17.3	15.4	14.3	15.1	15.7	17.7	18.3	19.2	19.1	18.5

Note : Basé sur les systèmes de comptes nationaux SCN93, SCN08, SEC95 ou SEC10.
Source : Base de données des comptes nationaux des pays de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440537

Annexe : Tableau 28. **Patrimoine et endettement des ménages**

Pourcentage du revenu nominal disponible

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Canada												
Patrimoine net	669.6	695.2	701.5	638.7	682.6	706.5	711.7	743.0	772.5	810.1	812.0	846.6
Patrimoine financier net	297.1	304.8	299.5	243.8	273.7	291.8	284.9	303.7	321.7	349.6	347.0	368.6
Actifs non financiers	372.5	390.4	402.0	394.9	408.9	414.7	426.8	439.3	450.8	460.4	464.9	478.0
Actifs financiers	429.5	442.0	444.7	394.1	432.3	452.3	447.2	466.8	484.9	514.6	513.7	538.0
dont : Actions	63.9	67.2	79.6	54.9	76.3	87.1	78.0	82.9	88.5	92.7	79.5	90.5
Engagements	132.3	137.2	145.2	150.3	158.6	160.6	162.3	163.1	163.1	165.0	166.7	169.4
dont : Prêts hypothécaires	79.4	82.4	88.1	91.5	96.2	99.0	101.3	103.0	103.3	105.0	107.1	109.6
France												
Patrimoine net	742.7	790.0	799.4	727.1	738.7	779.5	787.7	794.8	799.1	795.5	802.0	..
Patrimoine financier net	212.6	228.1	226.0	192.8	208.5	216.8	213.2	227.5	236.7	245.7	254.1	..
Actifs non financiers	530.1	561.9	573.3	534.4	530.2	562.7	574.4	567.3	562.4	549.8	547.9	..
Actifs financiers	300.0	320.6	321.6	290.4	311.5	323.0	318.9	329.4	339.4	350.2	360.9	..
dont : Actions	91.4	105.6	104.3	73.8	81.0	84.2	78.4	87.1	91.1	95.4	101.5	..
Engagements	87.4	92.5	95.6	97.6	103.0	106.3	105.7	101.9	102.7	104.5	106.8	..
dont : Crédits à long terme	63.4	67.7	71.6	74.9	78.7	81.2	83.9	85.3	86.9	88.0	89.5	..
Allemagne												
Patrimoine net	586.0	586.2	611.1	596.9	621.3	626.2	624.6	635.5	654.9	666.2	672.9	..
Patrimoine financier net	179.3	176.3	189.7	173.4	186.2	192.8	188.8	197.2	205.4	213.3	219.3	224.6
Actifs non financiers	406.7	409.9	421.4	423.5	435.1	433.4	435.8	438.4	449.5	452.9	453.6	..
Actifs financiers	287.4	282.1	292.4	272.9	286.5	291.1	285.4	292.4	299.9	307.0	312.2	317.8
dont : Actions	71.3	67.5	70.7	50.4	53.8	55.3	50.0	53.3	56.6	59.5	63.1	65.5
Engagements	108.1	105.7	102.7	99.4	100.3	98.3	96.5	95.2	94.5	93.8	92.9	93.1
dont : Prêts hypothécaires	71.5	71.4	69.5	67.4	68.2	66.9	65.7	65.2	..	..	..	..
Italie												
Patrimoine net	864.6	912.5	893.9	890.4	918.1	923.4	905.1	946.4	946.8	939.3	928.6	..
Patrimoine financier net	330.2	342.2	302.5	277.1	279.4	269.8	254.3	281.4	298.5	304.8	310.9	..
Actifs non financiers	534.4	570.3	591.4	613.3	638.7	653.6	650.8	665.0	648.3	634.5	617.7	..
Actifs financiers	389.4	406.4	370.8	346.6	353.5	347.6	331.8	360.6	376.5	381.8	387.2	..
dont : Actions	157.6	173.6	140.3	109.3	105.6	99.8	88.0	101.9	120.9	127.8	137.5	..
Engagements	59.3	64.2	68.3	69.5	74.2	77.7	77.5	79.3	77.9	77.1	76.4	..
dont : Crédits à long et moyen terme	45.6	50.2	54.1	55.4	59.8	63.1	63.0	64.2	62.9	62.1	61.7	..
Japon												
Patrimoine net	822.1	838.8	822.3	785.5	793.7	789.5	784.5	798.8	836.2	856.0	851.7	..
Patrimoine financier net	424.8	436.2	414.7	383.4	403.2	408.5	409.3	430.1	464.8	482.1	482.7	..
Actifs non financiers	397.3	402.6	407.6	402.2	390.5	381.0	375.2	368.7	371.4	373.9	369.1	..
Actifs financiers	558.4	569.1	543.6	511.6	530.4	533.4	538.4	557.2	593.8	614.4	618.5	..
dont : Actions	92.5	101.2	78.1	48.8	55.1	58.9	54.4	62.7	87.9	95.9	100.1	..
Engagements	133.6	132.9	128.9	128.3	127.2	124.8	129.1	127.2	129.0	132.3	135.9	..
dont : Prêts hypothécaires[1]	62.4	62.5	62.9	63.3	63.9	63.8	64.6	64.9	65.9	66.2	66.3	..
Royaume-Uni												
Patrimoine net	766.8	785.7	800.7	702.8	716.8	748.2	775.0	777.2	796.0	875.0	854.8	..
Patrimoine financier net	333.4	324.9	316.2	278.2	293.7	313.1	341.3	344.7	349.3	401.9	370.9	394.5
Actifs non financiers	433.4	460.9	484.5	424.5	423.1	435.1	433.7	432.5	446.7	473.1	483.9	..
Actifs financiers	490.4	493.1	489.7	447.9	455.4	469.6	498.7	497.1	500.0	553.9	520.6	546.9
dont : Actions	75.2	75.8	73.6	50.6	65.5	72.0	61.9	55.9	63.3	69.5	59.6	57.4
Engagements	157.0	168.3	173.5	169.7	161.7	156.5	157.5	152.4	150.7	152.0	149.7	152.4
dont : Prêts hypothécaires	112.6	120.9	126.8	125.4	121.5	118.3	117.2	114.8	113.8	112.5	110.4	110.1
États-Unis												
Patrimoine net	658.4	659.5	632.9	511.1	529.6	552.6	537.1	558.2	636.5	644.1	645.6	661.7
Patrimoine financier net	353.3	364.7	365.7	289.1	315.6	347.3	339.6	357.5	416.7	423.6	420.1	430.4
Actifs non financiers	305.1	294.7	267.2	222.0	214.0	205.3	197.5	200.7	219.8	220.5	225.6	231.2
Actifs financiers	482.8	499.0	502.8	419.4	444.7	470.7	455.7	468.5	529.0	533.3	528.3	538.1
dont : Actions	122.5	139.8	136.7	77.0	102.4	118.0	108.7	121.2	154.1	161.9	153.1	162.0
Engagements	129.5	134.3	137.2	130.3	129.1	123.4	116.0	111.0	112.3	109.7	108.2	107.7
dont : Prêts hypothécaires	96.6	100.6	102.9	98.3	97.3	90.5	84.4	78.7	78.2	74.4	72.3	71.3

Note : Les actifs et les engagements sont les valeurs nominales observées en fin d'année,exprimées en pourcentage du revenu disponible nominal des ménages. Pour une description plus détaillée des variables voir Sources & Méthodes des *Perspectives économiques de l'OCDE*

1. Exercices budgétaires.

Source : Canada : Statistics Canada ; France : INSEE ; Allemagne : Deutsche Bundesbank, Destatis ; Italie : Banca d'Italia ; Japon : Economic Planning Agency ; Royaume-Uni : Office for National Statistics ; et États-Unis : Federal Reserve.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440542

Annexe : Tableau 29. **Dépenses totales des administrations publiques**

En pourcentage du PIB nominal

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Australie	34.3	34.6	34.8	34.1	33.4	33.9	33.7	33.6	33.5	34.2	37.1	36.6	35.5	35.9	35.5	35.7	35.8	36.3	36.0	35.7
Autriche	52.3	50.7	51.4	51.1	51.4	54.0	51.4	50.5	49.5	50.3	54.5	53.1	51.1	51.5	51.3	52.7	51.7	51.0	50.0	49.6
Belgique	50.1	49.0	49.2	49.5	50.7	48.9	51.6	48.4	48.2	50.3	54.1	53.3	54.5	55.9	55.8	55.1	53.9	53.4	52.4	52.0
Canada	41.9	40.7	41.2	40.5	40.4	39.3	38.6	38.8	38.6	38.9	43.5	43.2	41.7	41.0	40.1	38.6	40.3	40.8	40.2	39.9
République tchèque	41.2	40.3	42.5	44.3	48.5	42.2	41.9	40.8	39.9	40.2	43.6	43.0	43.1	44.5	42.6	42.2	42.1	39.9	40.1	40.0
Danemark	54.5	52.7	52.8	53.2	53.6	53.0	51.2	49.8	49.6	50.4	56.5	56.7	56.4	58.0	55.8	55.3	54.8	53.6	53.3	52.8
Estonie	40.3	36.4	35.0	36.1	35.2	34.3	34.0	33.6	34.1	39.8	46.0	40.5	37.4	39.3	38.5	38.5	40.4	40.4	40.8	41.0
Finlande	51.0	48.0	47.3	48.5	49.4	49.3	49.3	48.3	46.8	48.3	54.8	54.8	54.4	56.2	57.5	58.1	57.0	56.1	55.1	54.2
France	52.1	51.1	51.2	52.3	52.8	52.6	52.9	52.5	52.2	53.0	56.8	56.5	55.9	56.8	57.0	57.3	57.0	56.6	56.1	55.9
Allemagne	47.8	44.7	46.8	47.2	47.7	46.5	46.3	44.7	42.8	43.6	47.6	47.4	44.8	44.3	44.6	44.3	44.0	44.4	44.5	44.5
Grèce	46.2	46.3	45.9	45.7	46.5	47.6	45.5	45.1	47.1	50.9	54.1	52.4	54.2	55.4	62.3	50.6	54.3	49.1	48.6	48.0
Hongrie	48.4	46.8	46.7	50.4	48.7	48.4	49.4	51.1	49.5	48.4	50.2	49.2	49.4	48.2	48.8	48.6	49.7	47.3	47.0	47.1
Islande	41.6	41.2	41.8	43.3	44.7	43.0	41.6	41.1	41.0	55.3	48.4	49.3	45.7	45.4	43.9	45.3	42.9	41.2	40.4	39.9
Irlande	33.9	30.9	32.5	33.1	33.0	33.2	33.3	33.8	35.8	41.8	47.1	65.3	46.0	41.9	39.9	37.9	29.6	28.1	27.5	26.9
Israël	50.2	48.0	50.2	51.2	50.6	47.0	45.9	44.6	42.6	42.2	42.2	41.1	40.5	41.4	41.0	40.7	39.7	39.9	40.3	40.2
Italie	47.4	45.4	47.5	46.8	47.2	46.9	47.1	47.6	46.8	47.8	51.2	49.9	49.4	50.8	51.1	50.9	50.5	49.6	49.0	48.7
Japon	37.1	37.5	36.8	37.0	36.6	35.2	35.1	34.6	34.6	35.6	40.2	39.3	40.2	40.2	40.3	39.8	39.0	38.7	39.0	38.0
Corée	25.7	24.7	26.4	26.1	32.6	29.6	29.5	30.1	29.7	32.0	34.9	31.0	32.3	32.7	31.8	32.0	32.3	32.5	32.5	32.5
Lettonie	40.8	37.3	34.8	35.2	33.5	34.8	34.3	36.1	34.0	37.5	43.7	45.0	39.0	37.3	36.9	37.5	37.0	36.3	37.5	37.2
Luxembourg	39.4	37.8	38.3	41.4	43.5	43.8	43.6	39.7	37.8	39.7	45.2	44.2	42.4	44.1	43.3	41.8	41.3	41.2	40.1	39.5
Pays-Bas	43.5	41.8	43.1	43.9	44.7	43.7	42.3	43.0	42.4	43.6	48.2	48.2	47.0	47.1	46.3	46.2	45.3	43.6	42.7	42.6
Nouvelle-Zélande	39.4	37.5	37.2	36.5	37.0	36.6	37.7	39.0	38.7	40.7	41.8	47.9	44.8	43.7	42.5	41.5	41.4	40.2	39.7	39.2
Norvège	47.1	42.0	43.8	46.7	47.9	45.0	42.1	40.8	41.4	40.2	46.1	45.0	43.8	42.9	44.0	45.9	48.8	51.1	50.3	50.6
Pologne	43.9	42.1	44.8	45.3	45.7	43.5	44.3	44.6	43.1	44.2	44.9	45.8	43.9	42.8	42.6	42.3	41.6	41.3	41.5	41.9
Portugal	42.6	42.6	44.1	43.7	45.3	46.1	46.7	45.2	44.5	45.3	50.2	51.8	50.0	48.5	49.9	51.8	48.3	45.1	43.9	43.2
République slovaque	47.9	52.0	44.4	45.1	39.9	37.8	39.8	38.8	36.3	36.9	44.1	42.1	40.8	40.6	41.4	42.0	45.6	41.6	40.7	39.9
Slovénie	45.8	46.1	47.0	45.8	45.8	45.3	44.9	44.2	42.2	43.9	48.2	49.3	50.0	48.6	60.3	50.1	48.1	45.5	44.4	44.1
Espagne	39.9	39.1	38.5	38.6	38.3	38.7	38.3	38.3	39.0	41.1	45.8	45.6	45.8	48.1	45.6	44.9	43.8	42.4	41.4	40.6
Suède	56.7	53.6	53.0	54.2	54.3	52.9	52.8	51.4	49.7	50.4	53.1	51.3	50.7	51.7	52.3	51.4	50.2	50.1	49.8	49.6
Suisse	33.9	34.2	33.8	36.3	35.6	35.0	34.0	32.2	30.9	31.2	33.1	32.9	32.9	33.3	34.1	33.8	33.9	34.2	34.3	34.2
Royaume-Uni	36.0	35.9	37.2	38.2	39.4	40.6	41.7	41.4	41.5	45.3	48.6	48.3	46.6	46.5	44.9	43.7	43.0	42.4	41.9	41.3
États-Unis[1]	34.3	33.9	35.2	36.3	36.8	36.5	36.6	36.4	37.2	39.7	43.2	43.2	42.0	40.2	38.9	38.2	37.9	38.1	38.1	37.9
Zone euro	47.6	45.7	46.7	46.9	47.3	46.9	46.7	46.1	45.3	46.7	50.7	50.6	49.2	49.8	49.8	49.4	48.6	47.9	47.4	47.1
Total OCDE	39.3	38.5	39.4	40.0	39.8	39.1	39.1	38.8	38.8	40.7	44.2	43.8	42.9	42.4	41.8	41.3	40.9	40.6	40.4	40.1

Note : Ces données concernent le secteur des administrations publiques qui est la consolidation des comptes du gouvernement central, des collectivités territoriales et de la sécurité sociale.

1. Ces chiffres incluent les dépenses des entreprises publiques nettes des excédents d'exploitation.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440551

Annexe : Tableau 30. **Recettes totales des administrations publiques d'origine fiscale et non fiscale**

En pourcentage du PIB nominal

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Australie	36.9	36.1	34.8	35.7	36.1	35.7	35.9	36.1	35.5	33.9	33.1	32.0	32.1	32.9	33.4	33.6	34.3	34.3	34.4	34.5
Autriche	49.7	48.6	50.8	49.7	49.6	49.2	48.8	48.0	48.1	48.8	49.1	48.6	48.5	49.2	49.9	50.0	50.6	49.5	49.0	48.9
Belgique	49.5	49.0	49.4	49.6	49.0	48.8	48.9	48.7	48.3	49.2	48.8	49.3	50.3	51.6	52.7	52.0	51.4	50.8	50.6	50.2
Canada	43.6	43.3	41.8	40.3	40.3	40.0	40.2	40.6	40.4	39.1	39.6	38.4	38.4	38.5	38.6	38.6	39.1	38.8	38.5	38.6
République tchèque	37.7	36.9	37.1	38.1	42.1	39.5	38.7	38.5	39.2	38.1	38.1	38.6	40.4	40.6	41.4	40.3	41.4	40.5	40.5	40.5
Danemark	55.4	54.6	54.0	53.2	53.5	55.1	56.2	54.8	54.6	53.6	53.7	54.0	54.4	54.5	54.8	56.7	53.5	52.7	52.5	52.5
Estonie	37.0	36.3	35.2	36.5	37.0	36.7	35.1	36.5	36.9	37.1	43.8	40.7	38.6	39.1	38.4	39.2	40.5	40.7	40.4	40.2
Finlande	52.6	54.9	52.3	52.6	51.8	51.5	51.9	52.3	51.9	52.4	52.2	52.1	53.3	54.0	54.9	54.9	54.2	54.2	53.4	52.8
France	50.5	49.8	49.7	49.2	48.9	49.1	49.8	50.1	49.7	49.8	49.6	49.7	50.8	52.0	52.9	53.3	53.4	53.1	53.0	53.1
Allemagne	46.1	45.6	43.7	43.3	43.6	42.7	42.8	43.0	42.9	43.5	44.4	43.1	43.8	44.2	44.5	44.6	44.7	45.1	45.3	45.1
Grèce	40.4	42.3	40.5	39.7	38.7	38.8	39.3	39.2	40.3	40.7	38.9	41.2	44.0	46.5	49.2	47.0	48.4	49.8	48.3	47.7
Hongrie	43.3	43.8	42.7	41.6	41.6	42.1	41.6	41.9	44.5	44.8	45.7	44.7	43.9	45.9	46.3	46.5	48.1	45.5	44.4	44.3
Islande	42.4	42.5	40.8	40.5	41.6	42.7	46.1	47.0	45.9	42.3	38.7	39.6	40.1	41.7	42.1	45.2	42.0	58.4	41.3	41.4
Irlande	36.4	35.8	33.5	32.7	33.4	34.5	34.9	36.6	36.1	34.8	33.3	33.2	33.4	33.9	34.2	34.2	27.6	27.5	27.0	26.8
Israël	44.8	44.8	44.6	44.4	43.0	41.9	41.9	42.9	41.9	39.5	36.6	37.7	37.7	36.7	37.0	37.5	37.6	37.8	37.6	37.6
Italie	45.6	44.1	44.1	43.7	43.8	43.3	43.0	44.0	45.3	45.2	45.9	45.7	45.7	47.8	48.1	47.8	47.8	47.1	46.9	47.3
Japon	30.3	30.2	30.5	29.6	29.1	29.9	30.7	31.6	31.8	31.5	30.5	30.1	31.1	31.9	32.7	34.4	35.4	34.1	34.0	33.6
Corée	27.3	29.1	29.4	29.6	30.6	29.9	31.0	32.4	33.9	34.3	33.6	32.0	33.3	33.7	33.1	33.2	33.6	34.5	34.5	34.3
Lettonie	37.1	34.5	32.8	32.9	31.9	33.8	33.9	35.5	33.3	33.2	34.6	36.3	35.7	36.3	35.9	35.9	35.8	36.4	36.8	36.8
Luxembourg	42.9	43.7	44.2	43.8	43.7	42.6	43.7	41.6	42.0	43.0	44.5	43.5	42.9	44.4	44.3	43.2	42.7	42.7	40.8	40.1
Pays-Bas	43.8	43.6	42.8	41.8	41.7	41.9	42.1	43.2	42.7	43.8	42.7	43.2	42.7	43.2	43.9	43.9	43.2	44.0	43.8	44.2
Nouvelle-Zélande	39.2	39.2	38.6	39.8	40.5	40.5	42.3	44.2	43.0	41.2	39.0	40.7	40.7	41.6	41.9	41.8	41.4	40.2	40.0	40.0
Norvège	53.0	57.1	57.0	55.8	55.1	55.9	56.9	58.8	58.6	58.9	56.4	56.0	57.3	56.8	54.8	54.6	54.8	54.2	54.4	55.0
Pologne	41.6	39.1	40.0	40.4	39.6	38.4	40.3	41.0	41.3	40.6	37.7	38.5	39.1	39.1	38.5	38.8	39.0	38.8	38.6	38.9
Portugal	39.5	39.4	39.3	40.4	40.9	39.9	40.5	40.9	41.5	41.6	40.4	40.6	42.6	42.9	45.1	44.6	44.0	43.1	42.4	42.2
République slovaque	40.6	40.0	38.0	37.1	37.2	35.5	36.9	35.2	34.4	34.5	36.3	34.7	36.5	36.3	38.7	39.3	42.8	40.0	39.4	39.3
Slovénie	42.8	42.5	43.1	43.4	43.2	43.4	43.6	43.0	42.1	42.5	42.3	43.6	43.3	44.5	45.2	44.7	45.2	43.6	43.5	43.8
Espagne	38.6	38.1	37.9	38.2	37.9	38.6	39.5	40.5	40.9	36.7	34.8	36.2	36.2	37.6	38.6	38.9	38.6	37.9	38.3	38.2
Suède	57.4	56.9	54.4	52.7	53.0	53.2	54.6	53.5	53.0	52.4	52.4	51.2	50.5	50.7	51.0	49.9	50.5	51.0	50.7	50.5
Suisse	32.9	33.7	33.0	33.6	33.2	32.8	32.8	32.5	31.9	33.2	33.9	33.3	33.6	33.5	33.6	33.5	35.0	34.8	34.8	34.7
Royaume-Uni	36.7	37.0	37.6	36.2	36.2	37.1	38.3	38.6	38.6	40.4	38.0	38.7	39.0	38.2	39.2	38.1	38.7	39.1	38.8	38.9
États-Unis[1]	34.2	34.7	33.8	31.5	30.9	31.0	32.4	33.3	33.5	32.5	30.4	31.0	31.3	31.2	33.4	33.2	33.5	33.0	33.3	32.7
Zone euro	46.1	45.4	44.7	44.2	44.2	43.9	44.1	44.6	44.7	44.5	44.5	44.4	45.0	46.1	46.8	46.8	46.5	46.3	46.2	46.2
Total OCDE	38.1	38.1	37.6	36.4	35.5	35.5	36.3	37.0	37.2	37.0	35.8	35.8	36.3	36.7	37.8	37.8	38.0	37.6	37.6	37.3

Note : Ces données concernent le secteur des administrations publiques qui est la consolidation des comptes du gouvernement central, des collectivités territoriales et de la sécurité sociale.

1. Non-compris les excédents nets d'exploitation des entreprises publiques.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440565

Annexe : Tableau 31. **Solde financier des administrations publiques**

Excédent (+) ou déficit (-) en pourcentage du PIB nominal

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Australie	2.6	1.5	0.0	1.6	2.7	1.8	2.2	2.6	2.0	-0.3	-4.0	-4.6	-3.4	-3.0	-2.0	-2.1	-1.5	-2.0	-1.6	-1.2
Autriche	-2.6	-2.1	-0.7	-1.4	-1.8	-4.9	-2.6	-2.6	-1.4	-1.5	-5.4	-4.5	-2.6	-2.2	-1.4	-2.7	-1.1	-1.6	-1.0	-0.7
Belgique	-0.6	-0.1	0.2	0.0	-1.8	-0.2	-2.8	0.2	0.1	-1.1	-5.4	-4.0	-4.1	-4.2	-3.1	-3.1	-2.5	-2.6	-1.9	-1.9
Brésil	-5.2	-3.3	-3.3	-4.4	-5.2	-2.9	-3.5	-3.6	-2.7	-2.0	-3.2	-2.4	-2.5	-2.3	-3.0	-6.0	-10.2	-9.0	-8.2	-8.0
Canada	1.7	2.6	0.5	-0.2	-0.1	0.8	1.6	1.8	1.8	0.2	-3.9	-4.7	-3.3	-2.5	-1.5	0.0	-1.1	-1.9	-1.7	-1.3
Chine	-2.2	-2.7	-2.3	-2.3	-1.9	-0.9	-0.7	0.1	1.7	1.3	-0.4	-0.4	0.2	0.5	-0.3	-0.3	-1.3	-2.0	-2.1	-2.2
République tchèque	-3.5	-3.5	-5.3	-6.3	-6.4	-2.7	-3.1	-2.3	-0.7	-2.1	-5.5	-4.4	-2.7	-3.9	-1.2	-1.9	-0.6	0.6	0.4	0.6
Danemark	0.9	1.9	1.1	0.0	-0.1	2.1	5.0	5.0	5.0	3.2	-2.8	-2.7	-2.1	-3.5	-1.0	1.4	-1.3	-0.9	-0.8	-0.4
Estonie	-3.3	-0.1	0.2	0.4	1.8	2.4	1.1	2.9	2.7	-2.7	-2.2	0.2	1.2	-0.3	-0.2	0.7	0.1	0.3	-0.4	-0.7
Finlande	1.7	6.9	5.0	4.1	2.4	2.2	2.6	3.9	5.1	4.2	-2.5	-2.6	-1.0	-2.2	-2.6	-3.2	-2.7	-1.9	-1.7	-1.4
France	-1.6	-1.3	-1.4	-3.1	-3.9	-3.5	-3.2	-2.3	-2.5	-3.2	-7.2	-6.8	-5.1	-4.8	-4.0	-3.9	-3.6	-3.4	-3.0	-2.8
Allemagne	-1.7	0.9	-3.1	-3.9	-4.2	-3.8	-3.4	-1.7	0.2	-0.2	-3.2	-4.2	-1.0	0.0	-0.2	0.3	0.7	0.8	0.7	0.6
Grèce	-5.8	-4.1	-5.5	-6.0	-7.8	-8.8	-6.2	-5.9	-6.7	-10.2	-15.1	-11.2	-10.3	-8.9	-13.2	-3.7	-5.9	0.7	-0.2	-0.2
Hongrie	-5.1	-3.0	-4.0	-8.8	-7.1	-6.3	-7.8	-9.2	-5.0	-3.6	-4.5	-4.5	-5.4	-2.3	-2.5	-2.1	-1.5	-1.8	-2.6	-2.7
Islande	0.8	1.2	-1.0	-2.8	-3.1	-0.3	4.5	5.9	4.9	-13.0	-9.7	-9.8	-5.6	-3.7	-1.8	-0.1	-0.8	17.2	0.9	1.5
Inde[1]	-9.5	-9.5	-10.0	-9.6	-8.5	-7.4	-6.7	-5.5	-4.1	-8.6	-9.6	-7.1	-7.8	-6.9	-6.7	-6.5	-7.5	-7.0	-6.7	-6.4
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0.1	-1.6	-1.2	-0.7	-1.6	-2.2	-2.1	-2.5	-2.5	-2.7	-2.5
Irlande	2.4	4.9	1.0	-0.3	0.4	1.3	1.6	2.8	0.3	-7.0	-13.8	-32.1	-12.7	-8.1	-5.7	-3.7	-2.0	-0.6	-0.5	-0.2
Israël	-5.3	-3.2	-5.6	-6.8	-7.6	-5.2	-4.0	-1.7	-0.7	-2.7	-5.6	-3.5	-2.7	-4.7	-4.0	-3.2	-2.1	-2.1	-2.7	-2.7
Italie	-1.8	-1.3	-3.4	-3.1	-3.4	-3.6	-4.2	-3.6	-1.5	-2.7	-5.3	-4.3	-3.7	-2.9	-2.9	-3.0	-2.7	-2.4	-2.1	-1.4
Japon	-6.8	-7.4	-6.2	-7.4	-7.5	-5.3	-4.4	-3.0	-2.8	-4.1	-9.8	-9.1	-9.1	-8.3	-7.6	-5.4	-3.5	-4.6	-5.0	-4.4
Corée	1.6	4.4	3.0	3.5	-2.0	0.2	1.6	2.3	4.2	2.3	-1.3	1.0	1.0	1.0	1.3	1.3	1.3	2.0	2.0	1.8
Lettonie	-3.7	-2.7	-2.0	-2.2	-1.6	-1.0	-0.4	-0.6	-0.6	-4.3	-9.1	-8.7	-3.3	-1.0	-1.0	-1.6	-1.3	0.0	-0.8	-0.4
Lituanie	-2.8	-3.2	-3.5	-1.9	-1.3	-1.4	-0.3	-0.3	-0.8	-3.1	-9.1	-6.9	-8.9	-3.1	-2.6	-0.7	-0.2	0.3	-0.3	0.3
Luxembourg	3.5	5.9	5.9	2.4	0.2	-1.3	0.1	1.9	4.2	3.3	-0.7	-0.7	0.5	0.3	1.0	1.4	1.4	1.6	0.7	0.6
Pays-Bas	0.3	1.9	-0.3	-2.1	-3.0	-1.7	-0.3	0.2	0.2	0.2	-5.4	-5.0	-4.3	-3.9	-2.4	-2.3	-2.1	0.4	1.1	1.6
Nouvelle-Zélande	-0.2	1.7	1.4	3.3	3.5	3.9	4.6	5.2	4.4	0.5	-2.8	-7.1	-4.0	-2.2	-0.5	0.3	0.0	0.0	0.3	0.8
Norvège	5.9	15.1	13.2	9.1	7.2	10.9	14.8	18.0	17.1	18.7	10.3	11.0	13.4	13.8	10.8	8.8	6.0	3.1	4.1	4.5
Pologne	-2.3	-3.0	-4.8	-4.8	-6.1	-5.0	-4.0	-3.6	-1.9	-3.6	-7.3	-7.3	-4.8	-3.7	-4.1	-3.5	-2.6	-2.4	-2.9	-3.0
Portugal	-3.0	-3.2	-4.8	-3.3	-4.4	-6.2	-6.2	-4.3	-3.0	-3.8	-9.8	-11.2	-7.4	-5.7	-4.8	-7.2	-4.4	-2.0	-1.5	-1.0
Russie	..	..	..	-0.5	1.4	4.9	4.9	6.8	4.6	5.9	-3.3	-1.0	3.1	2.0	-0.2	-1.0	-3.4	-3.7	-3.3	-2.7
République slovaque	-7.3	-12.0	-6.4	-8.1	-2.7	-2.3	-2.9	-3.6	-1.9	-2.4	-7.8	-7.5	-4.3	-4.3	-2.7	-2.7	-2.7	-1.7	-1.2	-0.6
Slovénie	-3.0	-3.6	-3.9	-2.4	-2.6	-2.0	-1.3	-1.2	-0.1	-1.4	-5.9	-5.6	-6.7	-4.1	-15.1	-5.4	-2.9	-1.8	-1.0	-0.2
Afrique du Sud	-3.7	-4.1	-2.5	-3.3	-4.5	-4.6	-2.4	-1.7	-0.7	-1.7	-3.9	-3.3	-2.5	-3.6	-3.6	-4.1	-3.9	-3.5	-3.3	-3.0
Espagne	-1.3	-1.0	-0.5	-0.4	-0.4	0.0	1.2	2.2	1.9	-4.4	-11.0	-9.4	-9.6	-10.5	-7.0	-6.0	-5.1	-4.5	-3.1	-2.3
Suède	0.8	3.2	1.4	-1.5	-1.3	0.3	1.8	2.2	3.3	1.9	-0.7	-0.1	-0.2	-1.0	-1.4	-1.5	0.3	0.9	1.0	1.0
Suisse	-0.9	-0.4	-0.8	-2.7	-2.4	-2.2	-1.2	0.3	0.9	2.1	0.8	0.3	0.8	0.2	-0.5	-0.3	1.1	0.6	0.5	0.5
Royaume-Uni	0.7	1.1	0.4	-2.0	-3.3	-3.5	-3.4	-2.8	-2.9	-4.9	-10.6	-9.6	-7.7	-8.3	-5.7	-5.6	-4.3	-3.3	-3.1	-2.4
États-Unis	0.0	0.8	-1.4	-4.8	-6.0	-5.5	-4.2	-3.1	-3.7	-7.2	-12.8	-12.2	-10.8	-9.0	-5.5	-5.0	-4.4	-5.0	-4.7	-5.2
Zone euro	-1.5	-0.3	-2.0	-2.7	-3.2	-3.0	-2.6	-1.5	-0.7	-2.2	-6.3	-6.2	-4.2	-3.6	-3.0	-2.6	-2.1	-1.6	-1.2	-0.9
Total OCDE	-1.2	-0.4	-1.8	-3.6	-4.3	-3.6	-2.8	-1.8	-1.6	-3.8	-8.4	-8.0	-6.6	-5.8	-4.1	-3.5	-2.9	-3.0	-2.8	-2.7
Solde financier des administrations publiques hors sécurité sociale																				
États-Unis	-1.2	-0.6	-2.9	-6.3	-7.5	-6.8	-5.5	-4.4	-5.1	-8.5	-14.1	-13.0	-11.2	-9.4	-5.9	-5.2	-4.5	-5.1	-5.0	-5.4
Japon	-8.2	-8.4	-6.8	-7.7	-7.4	-5.5	-4.9	-3.2	-2.8	-4.0	-9.3	-8.0	-8.0	-7.4	-6.9	-4.7	-2.9	-3.9	-4.2	..

Note : Le solde financier comprend les opérations ponctuelles telles que la vente de licences de téléphonie mobile. Ces chiffres sont sur la base des comptes nationaux pour les pays membres de l'OCDE, tandis que les chiffres sont sur la base de définitions spécifiques pour les pays non membres de l'OCDE. Pour plus de détails se reporter aux Sources & Méthodes des *Perspectives économiques de l'OCDE (http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm)*.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440578

Annexe : Tableau 32. **Solde financier des administrations publiques corrigé des variations cycliques**

Excédent (+) ou déficit (-) en pourcentage du PIB potentiel

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Australie	2.4	1.3	0.0	1.1	2.4	1.1	1.6	2.3	1.1	-0.8	-4.0	-4.3	-2.7	-2.5	-1.1	-1.1	-0.4	-1.0	-0.7	-0.7
Autriche	-3.4	-3.5	-1.4	-1.7	-1.2	-4.3	-2.2	-3.2	-3.0	-2.8	-3.6	-3.0	-2.2	-1.5	0.0	-1.0	0.8	0.0	-0.1	-0.1
Belgique	-0.9	-1.2	0.1	0.2	-0.9	-0.4	-3.1	-0.5	-1.7	-2.2	-4.0	-3.6	-4.1	-3.5	-1.6	-1.9	-1.6	-1.7	-1.2	-1.5
Canada	1.5	2.1	0.3	-1.4	-0.8	-0.2	0.3	0.6	0.7	-0.2	-1.5	-3.1	-2.3	-1.3	-0.5	0.6	0.0	-0.7	-1.3	-1.4
République tchèque	-2.9	-3.6	-5.2	-5.1	-5.0	-1.6	-2.8	-3.2	-2.4	-3.8	-4.5	-3.9	-2.8	-3.3	0.0	-1.1	-0.9	0.2	-0.3	-0.3
Danemark	0.3	0.6	0.3	-0.2	0.2	1.7	4.1	3.0	3.2	2.1	-1.0	-1.4	-1.1	-2.1	0.4	2.6	-0.4	0.0	-0.1	-0.1
Estonie	..	0.8	1.0	1.3	2.3	2.8	0.0	-0.5	-2.2	-4.6	3.6	4.6	2.6	0.1	0.4	1.0	0.8	1.2	0.2	-0.5
Finlande	1.8	5.9	4.5	4.3	3.1	2.1	2.3	2.7	2.3	1.9	0.2	-1.3	-1.0	-1.0	-0.8	-0.8	-0.4	-0.2	-0.9	-1.1
France	-1.9	-2.5	-2.4	-3.5	-3.7	-3.9	-3.6	-3.4	-4.0	-3.9	-5.5	-5.7	-4.7	-3.9	-2.9	-2.5	-2.2	-1.9	-1.6	-1.6
Allemagne	-1.2	0.7	-3.5	-3.9	-3.4	-2.9	-2.6	-2.1	-1.0	-1.1	-0.9	-3.3	-1.2	0.0	0.0	0.3	0.6	0.3	-0.2	-0.7
Grèce	-4.9	-3.2	-4.9	-5.6	-8.5	-10.5	-7.3	-8.8	-10.6	-14.1	-17.2	-10.9	-6.1	-1.7	-4.5	2.8	0.6	6.4	4.9	3.7
Hongrie	-4.0	-2.2	-3.4	-8.8	-7.4	-7.5	-10.0	-12.5	-7.4	-5.6	-2.7	-3.0	-4.5	-0.3	-1.0	-1.7	-1.8	-2.3	-4.2	-5.2
Islande	0.5	0.3	-2.1	-2.4	-2.4	-2.2	1.3	2.8	-0.8	-18.6	-8.7	-5.6	-1.9	0.0	0.4	2.1	0.0	15.9	-2.5	-1.9
Irlande	0.8	2.7	-0.8	-1.9	-0.4	-0.1	-0.4	-0.1	-3.2	-7.6	-11.5	-30.1	-10.7	-5.1	-2.6	-3.3	-2.0	-1.0	-1.1	-0.9
Israël	-4.9	-5.4	-5.8	-5.2	-4.8	-3.3	-2.6	-1.2	-1.3	-3.1	-5.1	-3.8	-3.6	-4.9	-4.4	-3.6	-2.1	-2.5	-3.0	-3.1
Italie	-1.5	-2.3	-4.5	-3.7	-3.5	-3.8	-4.5	-4.6	-2.9	-3.3	-3.0	-2.8	-2.7	-0.6	0.2	-0.2	-0.3	-0.7	-0.9	-0.5
Japon	-5.1	-6.3	-4.9	-5.8	-6.2	-4.7	-4.2	-3.1	-3.3	-4.1	-7.2	-8.2	-7.9	-7.6	-7.5	-5.1	-3.4	-4.6	-5.4	-4.9
Corée	2.8	4.6	3.4	3.2	-1.8	0.2	1.6	2.0	3.4	1.8	-0.8	0.6	0.6	1.1	1.7	1.6	1.8	2.6	2.8	2.7
Lettonie	-2.6	-1.3	-0.5	-1.0	-1.1	-1.1	-1.8	-4.3	-6.3	-7.8	-5.9	-4.1	-1.2	0.3	0.2	-0.4	-0.3	0.9	-0.5	-0.6
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	1.3	1.1	2.0	1.3	0.0	1.3	2.9	3.1	2.4	2.0	1.6	0.0	-0.5
Pays-Bas	-0.8	0.3	-1.6	-2.2	-2.3	-1.0	0.2	-0.4	-1.5	-1.6	-4.5	-4.3	-3.9	-2.5	-0.5	-0.6	-0.8	1.1	1.1	1.1
Nouvelle-Zélande	-0.2	1.4	1.7	2.9	2.6	2.7	3.8	4.5	3.2	0.7	-2.0	-6.4	-3.4	-1.8	-0.1	0.6	0.2	-0.4	-0.2	0.2
Norvège[1]	-0.3	1.2	0.9	-0.7	-1.7	-0.9	-0.4	0.6	1.6	1.0	-0.1	0.4	0.9	0.4	-0.3	-0.7	0.2	-0.1	-0.1	-0.1
Pologne	-2.2	-2.8	-3.2	-2.3	-3.6	-3.4	-2.2	-2.8	-2.3	-4.0	-7.1	-7.2	-5.3	-3.5	-3.2	-2.7	-2.1	-1.9	-2.8	-3.2
Portugal	-4.7	-5.3	-6.7	-4.5	-4.3	-6.3	-6.1	-4.5	-4.0	-4.5	-8.5	-10.8	-6.0	-2.3	-0.8	-3.6	-1.9	-0.4	-1.0	-1.2
Slovénie	-2.5	-3.3	-3.2	-1.9	-2.0	-1.8	-1.6	-2.7	-3.3	-5.0	-5.1	-5.1	-6.2	-2.2	-11.9	-3.5	-1.5	-0.9	-0.9	-0.8
Espagne	-0.8	-1.9	-2.0	-1.8	-1.8	-1.5	-0.6	-0.2	-1.0	-6.4	-9.4	-6.9	-5.9	-4.3	0.3	0.6	-0.2	-1.4	-1.3	-1.4
Suède	1.2	2.5	1.5	-1.0	-0.8	0.0	1.2	0.0	0.5	1.1	2.9	1.0	0.3	0.6	0.6	-0.1	0.5	0.5	0.1	0.0
Suisse	-0.6	-1.0	-1.2	-2.3	-1.3	-1.4	-0.8	-0.1	-0.1	1.0	1.4	0.6	1.0	0.8	0.0	0.1	1.8	1.4	1.3	1.0
Royaume-Uni	0.8	0.8	0.2	-2.0	-3.8	-4.1	-4.5	-4.1	-4.6	-5.3	-7.6	-7.2	-5.6	-6.4	-4.3	-5.1	-4.1	-3.4	-3.3	-2.6
États-Unis	-0.8	-0.4	-1.6	-4.6	-6.0	-6.2	-5.5	-4.6	-5.0	-7.2	-10.4	-10.1	-8.7	-7.3	-3.8	-3.7	-3.6	-4.3	-4.3	-5.2
Zone euro	-1.5	-1.1	-2.9	-3.1	-3.0	-3.0	-2.8	-2.5	-2.4	-3.3	-4.4	-5.0	-3.4	-1.9	-0.8	-0.7	-0.6	-0.5	-0.6	-0.8
Total OCDE	-1.3	-1.1	-2.1	-3.5	-4.3	-4.1	-3.6	-3.0	-3.1	-4.5	-6.8	-6.9	-5.7	-4.6	-2.8	-2.4	-2.1	-2.4	-2.6	-2.9

Note : Pour plus d'informations voir Sources & Méthodes des *Perspectives économiques de l'OCDE (http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm)* .

1. En pourcentage du PIB potentiel continental. Ces chiffres ne comprennent pas les recettes nettes de la production pétrolière.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440587

Annexe : Tableau 33. **Solde financier sous-jacent des administrations publiques**

Excédent (+) ou déficit (-) en pourcentage du PIB potentiel

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Australie	2.3	1.2	0.2	1.2	2.2	1.0	1.5	2.0	0.9	-1.1	-3.9	-4.0	-2.7	-2.5	-1.4	-1.2	-1.1	-1.2	-0.7	-0.7
Autriche	-3.4	-3.8	-1.0	-1.6	-1.3	-0.8	-2.5	-3.4	-3.1	-3.0	-3.1	-3.1	-2.3	-1.3	-0.5	0.2	1.3	0.2	0.1	0.1
Belgique	-0.9	-1.1	0.0	0.0	-0.5	-0.7	-0.9	-0.7	-1.6	-2.0	-3.6	-3.3	-3.2	-2.4	-1.5	-1.6	-1.2	-1.6	-1.2	-1.5
Canada	1.5	2.0	0.1	-1.5	-0.9	-0.1	0.4	0.7	0.8	-0.2	-1.3	-2.9	-2.1	-1.1	-0.4	0.7	0.1	-0.7	-1.3	-1.4
République tchèque	-3.5	-5.2	-4.5	-3.8	-6.8	-2.2	-2.5	-3.6	-2.7	-3.8	-5.2	-4.4	-3.2	-0.1	-0.2	-1.0	-0.7	0.2	-0.3	-0.3
Danemark	0.4	0.6	0.0	-0.2	0.2	1.6	4.0	2.8	3.1	2.5	-0.9	-1.4	-0.9	-0.9	0.4	1.5	-0.8	-0.6	-0.6	-0.5
Estonie	..	0.6	1.0	1.4	2.3	2.5	0.0	-1.0	-2.1	-3.3	1.0	1.3	0.6	1.1	0.3	1.4	1.3	1.5	0.5	-0.4
Finlande	2.1	5.8	4.6	4.4	3.0	2.1	2.4	2.6	2.3	1.8	0.4	-1.2	-0.9	-1.0	-0.9	-0.7	-0.2	-0.1	-0.9	-1.1
France	-1.7	-2.7	-2.3	-3.5	-3.9	-4.0	-3.8	-3.4	-4.1	-3.7	-5.3	-5.6	-4.7	-3.9	-2.9	-2.6	-2.4	-1.8	-1.5	-1.6
Allemagne	-1.1	-1.3	-2.9	-3.3	-2.9	-2.6	-2.3	-2.0	-1.1	-0.8	-0.7	-2.2	-1.1	-0.1	-0.1	0.3	0.3	0.2	-0.2	-0.7
Grèce	-6.4	-4.8	-6.0	-5.8	-9.2	-10.9	-9.0	-11.3	-12.6	-14.8	-17.2	-11.6	-6.8	-0.2	2.8	1.5	3.9	6.1	4.1	3.5
Hongrie	-4.7	-2.3	-3.3	-7.3	-7.5	-8.1	-10.3	-12.3	-6.7	-5.1	-2.5	-3.0	-3.2	-0.2	-1.0	-2.1	-2.2	-3.0	-4.2	-5.2
Islande	0.4	0.2	-1.9	-2.5	-2.3	-2.2	1.2	2.5	-1.2	-5.5	-8.5	-2.4	-1.3	0.4	0.1	3.3	1.3	-0.3	-2.5	-1.9
Irlande	2.0	2.5	-0.8	-2.0	-0.4	0.0	-0.4	-0.5	-3.5	-7.1	-8.7	-9.0	-7.0	-5.0	-3.3	-3.7	-1.3	-1.2	-1.1	-0.9
Israël	-4.6	-5.3	-5.6	-5.0	-4.7	-3.1	-2.4	-1.1	-1.2	-3.0	-4.7	-3.9	-3.9	-4.9	-4.5	-3.7	-2.2	-2.5	-3.0	-3.1
Italie	-1.4	-3.5	-4.1	-3.4	-4.5	-4.2	-4.4	-3.4	-2.6	-3.1	-3.1	-2.8	-3.2	-0.3	0.0	-0.1	0.0	-0.6	-0.7	-0.4
Japon	-5.4	-6.0	-5.5	-5.9	-5.8	-5.4	-4.0	-4.5	-3.3	-4.9	-7.2	-8.4	-7.7	-7.4	-7.4	-5.6	-4.2	-4.8	-5.4	-4.9
Corée	2.8	4.3	3.1	2.9	2.6	1.0	2.0	2.4	2.8	1.2	-0.3	0.3	0.9	1.3	1.4	1.7	1.8	2.5	2.7	2.7
Lettonie	-1.8	-1.1	0.1	-0.4	-1.7	-1.2	-2.4	-3.8	-6.1	-8.3	-5.9	-2.9	-1.1	-0.2	-0.1	-0.3	-0.3	0.9	-0.5	-0.6
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	1.7	1.0	1.8	1.4	0.1	1.2	2.9	3.2	2.3	2.0	1.6	0.0	-0.5
Pays-Bas	-0.7	-0.2	-1.2	-2.0	-2.0	-1.0	0.0	-0.7	-1.6	-1.6	-3.9	-3.8	-4.1	-2.5	-1.1	-0.8	-1.3	1.1	1.1	1.1
Nouvelle-Zélande	-0.2	1.4	1.7	2.9	2.6	2.7	3.7	4.6	3.1	1.0	-1.9	-2.3	-1.8	-0.9	0.4	0.7	0.1	-0.4	-0.2	0.2
Norvège[1]	-0.3	1.6	0.9	-0.6	-1.7	-1.0	-0.5	0.5	1.5	1.1	0.0	0.4	0.9	0.3	-0.3	-0.7	0.2	-0.1	-0.1	-0.1
Pologne	-2.4	-3.0	-3.3	-2.4	-3.2	-3.5	-2.3	-2.7	-2.4	-3.8	-6.7	-7.7	-6.3	-4.0	-3.3	-2.9	-2.4	-2.5	-2.8	-3.2
Portugal	-4.4	-5.4	-6.7	-5.3	-4.7	-5.9	-6.1	-4.3	-4.0	-4.8	-8.3	-8.5	-6.0	-3.8	-1.7	-0.8	-1.1	-0.4	-1.0	-1.2
Slovénie	-2.4	-3.3	-3.3	-2.1	-1.7	-1.9	-1.8	-3.1	-3.4	-5.0	-5.5	-5.7	-5.5	-2.9	-2.6	-3.8	-1.5	-0.9	-0.9	-0.8
Espagne	-1.1	-1.9	-1.9	-1.7	-1.9	-1.0	-0.4	0.0	-0.6	-5.6	-8.5	-6.3	-5.1	-1.1	0.6	0.5	-0.3	-1.4	-1.3	-1.4
Suède	1.2	2.3	1.4	-0.9	-0.7	-0.1	1.3	0.0	0.6	1.1	2.9	1.0	0.4	0.4	0.4	-0.1	0.4	0.5	0.1	0.0
Suisse	-1.2	0.2	-0.9	-0.9	-1.5	-1.4	-1.0	-0.4	-0.4	1.2	1.2	0.4	0.8	0.4	0.3	-0.1	1.5	1.4	1.2	1.0
Royaume-Uni[2]	0.6	0.6	0.1	-2.2	-3.9	-4.5	-3.9	-4.6	-5.3	-5.5	-7.1	-7.5	-6.2	-6.7	-6.2	-6.5	-5.5	-4.1	-4.0	-3.3
États-Unis	-0.8	-0.4	-1.7	-4.6	-5.9	-6.2	-5.4	-4.7	-4.9	-6.9	-9.6	-9.8	-8.4	-7.2	-3.9	-3.8	-3.8	-4.3	-4.3	-5.2
Zone euro	-1.4	-2.0	-2.6	-2.9	-3.1	-2.9	-2.6	-2.4	-2.4	-3.1	-4.1	-4.2	-3.3	-1.5	-0.8	-0.6	-0.5	-0.5	-0.6	-0.8
Total OCDE	-1.3	-1.3	-2.1	-3.5	-4.1	-4.2	-3.5	-3.2	-3.2	-4.4	-6.3	-6.6	-5.6	-4.5	-2.9	-2.6	-2.4	-2.5	-2.6	-3.0

Note : Le solde sous-jacent exclut l'impact du cycle et des opérations ponctuelles. Pour plus de détails se reporter aux Sources et méthodes des *Perspectives économiques de l'OCDE (http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm).*

1. En pourcentage du PIB potentiel continental. Ces chiffres ne comprennent pas les recettes nettes de la production pétrolière.
2. Les revenus dus aux politiques d'assouplissement quantitatif qui ont été accumulés dans un fonds spécial depuis plusieurs années, et qui vont être transférés au trésor public britannique en versements bien définis durant la période de projection, sont traités comme transferts fiscaux exceptionnels et exclus des indicateurs financiers sous-jacents des administrations publiques.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440599

Annexe : Tableau 34. **Solde financier primaire sous-jacent des administrations publiques**

Excédent (+) ou déficit (-) en pourcentage du PIB potentiel

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Australie	3.1	1.9	0.5	1.6	2.5	1.3	1.7	2.1	0.9	-1.2	-3.8	-3.6	-2.2	-2.1	-0.8	-0.5	-0.5	-0.6	-0.1	0.0
Autriche	-0.6	-1.0	1.7	1.0	1.1	1.4	-0.1	-1.1	-0.9	-0.8	-0.9	-0.9	-0.2	0.8	1.5	2.2	3.1	1.8	1.5	1.4
Belgique	5.5	5.3	6.0	5.3	4.4	3.7	3.1	3.1	2.1	1.5	-0.2	0.0	0.0	0.8	1.3	1.3	1.5	0.9	1.1	0.5
Canada	5.6	5.1	3.0	1.1	0.9	1.4	1.4	1.2	1.3	0.1	-0.3	-2.1	-1.5	-0.4	0.1	1.0	0.7	0.1	-0.6	-0.8
République tchèque	-3.0	-5.1	-4.1	-3.5	-6.4	-1.6	-1.9	-3.0	-2.0	-3.1	-4.2	-3.4	-2.1	1.1	0.9	0.0	0.2	1.0	0.4	0.3
Danemark	3.3	3.2	2.0	1.8	1.9	2.9	5.1	3.6	3.7	2.7	-0.5	-0.9	-0.3	-0.4	0.8	1.9	-0.1	-0.1	-0.3	-0.3
Estonie	..	0.7	1.0	1.4	2.0	2.4	-0.2	-1.3	-2.5	-3.8	0.7	1.1	0.4	1.0	0.2	1.3	1.2	1.4	0.5	-0.4
Finlande	3.5	6.8	5.1	4.4	3.0	2.1	2.3	2.4	2.0	1.3	0.1	-1.2	-0.8	-0.8	-0.8	-0.5	0.0	0.1	-0.6	-0.9
France	0.9	-0.1	0.3	-0.8	-1.4	-1.5	-1.3	-0.9	-1.5	-1.0	-3.1	-3.4	-2.3	-1.5	-0.8	-0.5	-0.5	-0.1	0.1	0.0
Allemagne	1.6	1.4	-0.3	-0.8	-0.3	-0.2	0.1	0.4	1.3	1.6	1.5	-0.2	0.9	1.7	1.4	1.6	1.5	1.3	0.7	0.0
Grèce	0.6	1.6	0.0	-0.5	-4.3	-6.0	-4.3	-6.7	-7.9	-9.8	-12.2	-6.1	-0.5	3.7	5.8	4.7	6.9	8.8	6.9	6.1
Hongrie	1.2	2.3	0.6	-3.8	-3.8	-4.1	-6.4	-8.5	-2.8	-1.3	1.3	0.7	0.4	3.9	3.1	1.7	1.2	0.1	-1.2	-2.1
Islande	2.6	2.2	-0.3	-1.3	-0.8	-0.8	2.4	3.0	-0.9	-5.6	-5.5	0.2	1.3	3.5	3.5	6.8	5.1	3.2	0.7	1.2
Irlande	4.2	4.2	0.4	-0.9	0.7	1.0	0.5	0.3	-2.9	-6.4	-7.4	-6.8	-4.5	-2.0	0.0	-0.3	1.1	1.1	1.1	1.1
Israël	1.8	1.4	0.6	0.7	1.6	2.9	3.5	3.8	3.2	0.9	-1.0	-0.3	-0.3	-1.3	-1.2	-0.6	0.7	0.3	-0.2	-0.3
Italie	4.6	2.5	1.8	1.9	0.3	0.3	0.0	0.9	2.1	1.6	1.0	1.2	1.2	4.5	4.4	4.1	3.8	3.1	2.9	3.2
Japon	-4.2	-4.7	-4.5	-5.1	-5.1	-4.9	-3.9	-4.5	-3.3	-4.6	-6.8	-7.9	-7.0	-6.6	-6.7	-5.1	-3.8	-4.5	-5.1	-4.6
Corée	2.0	3.4	2.3	2.2	2.5	0.9	1.4	1.6	1.9	1.1	-1.1	-0.2	0.4	1.1	0.9	1.6	1.7	2.3	2.4	2.3
Lettonie	-1.4	-0.6	0.6	0.2	-1.1	-0.6	-1.9	-3.4	-5.8	-8.0	-5.0	-1.7	0.2	1.1	1.1	0.7	0.8	1.8	0.4	0.2
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	0.9	-0.1	0.5	0.9	-0.1	1.0	2.7	3.0	2.0	1.8	1.4	-0.2	-0.7
Pays-Bas	2.5	2.4	1.0	0.0	-0.3	0.7	1.6	0.7	-0.2	-0.2	-2.7	-2.7	-2.8	-1.4	0.0	0.2	-0.4	1.9	1.8	1.6
Nouvelle-Zélande	1.4	2.9	3.2	4.1	3.6	3.5	4.4	4.9	3.2	1.3	-1.2	-1.5	-0.8	0.2	1.2	1.5	0.9	0.3	0.4	0.7
Norvège[1]	-2.0	-0.2	-1.1	-2.9	-3.8	-3.2	-2.6	-1.7	-1.6	-2.2	-2.6	-1.8	-1.4	-1.7	-2.5	-3.2	-2.6	-2.8	-2.8	-2.8
Pologne	0.2	-0.3	-0.6	-0.4	-0.9	-1.2	-0.1	-0.6	-0.5	-2.2	-4.7	-5.6	-4.1	-1.7	-1.2	-1.2	-0.9	-1.0	-1.3	-1.7
Portugal	-1.7	-2.8	-4.1	-2.7	-2.3	-3.7	-3.8	-1.8	-1.4	-2.1	-5.7	-5.8	-2.2	0.2	2.3	3.4	2.9	3.5	2.8	2.6
Slovénie	-0.5	-1.6	-1.5	-0.4	-0.3	-0.5	-0.5	-1.9	-2.3	-4.2	-4.6	-4.6	-4.1	-1.5	-0.7	-1.0	1.3	1.7	1.4	1.4
Espagne	2.0	1.0	0.7	0.6	0.2	0.8	1.2	1.4	0.6	-4.6	-7.1	-4.8	-3.3	1.2	3.2	3.2	2.2	1.0	1.0	0.8
Suède	3.6	4.4	3.1	1.0	0.5	0.8	2.3	0.8	1.3	1.7	3.2	1.3	0.7	0.5	0.5	-0.1	0.4	0.4	0.0	-0.2
Suisse	-0.1	1.2	0.0	0.1	-0.4	-0.4	-0.1	0.3	0.2	1.7	1.6	0.8	1.2	0.8	0.6	0.2	1.8	1.6	1.4	1.2
Royaume-Uni[2]	2.9	2.8	1.9	-0.6	-2.3	-2.9	-2.2	-2.9	-3.4	-3.8	-5.7	-5.1	-3.5	-4.2	-3.7	-4.1	-3.4	-2.0	-1.8	-1.2
États-Unis	2.4	2.5	1.0	-2.0	-3.2	-3.6	-2.7	-2.0	-2.2	-4.3	-6.9	-7.0	-5.4	-4.2	-1.7	-1.1	-1.1	-1.4	-1.3	-2.1
Zone euro	2.1	1.4	0.7	0.2	-0.2	-0.2	0.0	0.2	0.2	-0.5	-1.8	-1.8	-0.8	1.0	1.5	1.6	1.5	1.4	1.2	0.9
Total OCDE	1.5	1.3	0.3	-1.2	-1.9	-2.1	-1.5	-1.3	-1.2	-2.5	-4.4	-4.6	-3.4	-2.3	-1.1	-0.7	-0.5	-0.6	-0.8	-1.1

Note : Le solde sous-jacent exclut l'impact du cycle et des opérations ponctuelles. Pour plus de détails se reporter aux Sources et méthodes des *Perspectives économiques de l'OCDE (http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm).*

1. En pourcentage du PIB potentiel continental. Ces chiffres ne comprennent pas les recettes nettes de la production pétrolière.
2. Les revenus dus aux politiques d'assouplissement quantitatif qui ont été accumulés dans un fonds spécial depuis plusieurs années, et qui vont être transférés au trésor public britannique en versements bien définis durant la période de projection, sont traités comme transferts fiscaux exceptionnels et exclus des indicateurs financiers sous-jacents des administrations publiques.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440602

Annexe : Tableau 35. **Charges d'intérêts nettes des administrations publiques**

En pourcentage du PIB nominal

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Australie	0.8	0.7	0.4	0.4	0.3	0.3	0.2	0.1	0.0	-0.1	0.1	0.4	0.5	0.5	0.6	0.7	0.6	0.6	0.6	0.7
Autriche	2.8	2.7	2.7	2.6	2.4	2.3	2.4	2.3	2.2	2.2	2.2	2.2	2.1	2.2	2.1	2.0	1.9	1.7	1.5	1.3
Belgique	6.4	6.2	6.0	5.3	4.9	4.4	4.0	3.7	3.6	3.5	3.4	3.3	3.2	3.2	2.9	2.9	2.7	2.6	2.3	2.0
Canada	4.1	3.0	2.9	2.5	1.8	1.5	1.0	0.6	0.5	0.3	1.1	0.8	0.6	0.7	0.5	0.3	0.6	0.8	0.7	0.6
République tchèque	0.5	0.1	0.3	0.3	0.4	0.6	0.7	0.7	0.7	0.7	1.0	1.1	1.1	1.2	1.1	1.1	0.9	0.8	0.7	0.7
Danemark	2.9	2.5	2.0	2.0	1.6	1.4	1.1	0.8	0.5	0.2	0.4	0.6	0.6	0.5	0.4	0.5	0.8	0.5	0.3	0.2
Estonie	0.1	0.1	0.0	0.0	-0.3	-0.2	-0.2	-0.2	-0.4	-0.5	-0.3	-0.2	-0.2	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	0.0	0.0
Finlande	1.4	0.9	0.5	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.2	-0.3	-0.5	-0.4	0.1	0.0	0.2	0.1	0.2	0.2	0.3	0.3	0.3
France	2.6	2.6	2.6	2.6	2.5	2.5	2.4	2.4	2.5	2.6	2.2	2.3	2.5	2.4	2.2	2.1	1.9	1.8	1.6	1.6
Allemagne	2.7	2.7	2.6	2.5	2.5	2.5	2.4	2.3	2.4	2.3	2.3	2.1	2.0	1.7	1.5	1.3	1.2	1.1	0.9	0.7
Grèce	7.2	6.5	6.0	5.4	4.8	4.7	4.6	4.3	4.3	4.6	4.8	5.5	6.8	4.5	3.6	3.7	3.4	3.0	3.1	2.8
Hongrie	6.1	4.7	3.9	3.5	3.6	3.9	3.8	3.6	3.7	3.6	4.0	3.8	3.7	4.2	4.2	3.8	3.4	3.1	3.0	3.0
Islande	2.2	1.9	1.6	1.2	1.5	1.3	1.2	0.4	0.3	-0.1	3.1	2.8	2.7	3.3	3.5	3.6	3.8	3.4	2.9	2.9
Irlande	2.1	1.6	1.1	1.1	1.1	1.0	0.9	0.7	0.6	0.7	1.4	2.3	2.5	3.2	3.5	3.4	2.4	2.2	2.1	2.0
Israël	6.5	6.4	6.2	5.8	6.6	6.2	6.1	4.9	4.4	3.9	3.7	3.6	3.5	3.6	3.2	3.1	2.9	2.8	2.8	2.8
Italie	6.1	5.9	5.8	5.2	4.8	4.5	4.3	4.2	4.5	4.7	4.2	4.1	4.5	5.0	4.7	4.4	4.0	3.8	3.7	3.6
Japon	1.3	1.3	1.0	0.8	0.7	0.5	0.1	0.0	0.0	0.3	0.5	0.6	0.7	0.8	0.7	0.5	0.4	0.3	0.3	0.3
Corée	-0.8	-1.0	-0.9	-0.7	-0.1	-0.1	-0.6	-0.8	-0.9	-0.1	-0.8	-0.5	-0.5	-0.2	-0.4	-0.1	-0.1	-0.2	-0.4	-0.4
Luxembourg	-0.8	-1.2	-1.3	-1.1	-0.9	-0.8	-0.7	-0.8	-1.0	-1.2	-0.5	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2
Pays-Bas	3.2	2.5	2.2	2.0	1.8	1.7	1.6	1.4	1.3	1.3	1.2	1.1	1.2	1.1	1.1	1.1	0.9	0.8	0.7	0.6
Nouvelle-Zélande	1.6	1.5	1.5	1.1	1.0	0.8	0.7	0.4	0.1	0.3	0.6	0.8	1.0	1.2	0.8	0.8	0.8	0.7	0.6	0.5
Norvège	-1.6	-1.8	-2.0	-2.3	-2.2	-2.2	-2.1	-2.2	-2.9	-3.2	-2.6	-2.3	-2.3	-2.0	-2.1	-2.5	-2.8	-2.8	-2.7	-2.7
Pologne	2.6	2.6	2.8	2.2	2.4	2.4	2.3	2.2	1.9	1.6	2.1	2.1	2.2	2.3	2.2	1.7	1.6	1.5	1.5	1.5
Portugal	2.6	2.5	2.5	2.5	2.4	2.3	2.3	2.5	2.6	2.7	2.7	2.7	3.8	4.3	4.2	4.4	4.2	4.0	3.8	3.8
République slovaque	2.8	3.0	3.0	2.9	1.6	1.4	1.1	0.9	0.9	0.9	1.1	1.1	1.3	1.6	1.7	1.6	1.5	1.4	1.3	1.1
Slovénie	1.9	1.8	1.8	1.7	1.4	1.4	1.3	1.2	1.0	0.7	0.9	1.1	1.4	1.4	2.0	2.9	2.9	2.7	2.3	2.1
Espagne	3.1	2.9	2.5	2.3	2.0	1.8	1.5	1.3	1.1	1.0	1.3	1.5	2.0	2.5	2.9	3.0	2.7	2.5	2.3	2.3
Suède	2.4	2.1	1.7	2.0	1.3	0.9	1.0	0.8	0.7	0.5	0.3	0.3	0.3	0.1	0.1	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.2
Suisse	1.1	1.0	0.9	1.0	1.0	1.0	1.0	0.8	0.6	0.5	0.5	0.5	0.4	0.4	0.3	0.3	0.3	0.2	0.2	0.2
Royaume-Uni	2.3	2.2	1.9	1.6	1.6	1.6	1.8	1.7	1.8	1.7	1.5	2.6	2.9	2.6	2.5	2.4	2.0	2.2	2.2	2.0
États-Unis	3.2	2.8	2.7	2.6	2.7	2.6	2.6	2.6	2.6	2.6	2.8	2.9	3.1	3.1	2.3	2.7	2.8	2.9	3.0	3.1
Zone euro	3.5	3.4	3.2	3.0	2.9	2.7	2.6	2.5	2.5	2.6	2.4	2.4	2.6	2.6	2.5	2.3	2.1	1.9	1.8	1.7
Total OCDE	2.8	2.6	2.4	2.3	2.2	2.0	1.9	1.8	1.8	1.9	2.0	2.1	2.2	2.2	1.8	2.0	1.9	1.9	1.9	1.9

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440612

Annexe : Tableau 36. **Engagements financiers bruts des administrations publiques**

En pourcentage du PIB nominal

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Australie	28.4	27.1	26.1	24.5	21.8	22.1	21.9	20.8	20.4	21.5	27.1	30.3	33.9	37.3	38.1	42.1	44.2	46.6	46.9	46.0
Autriche	70.7	70.5	71.6	75.0	73.7	73.0	80.4	77.7	74.6	80.1	92.4	96.1	96.6	102.9	99.0	106.8	106.2	106.1	102.7	100.9
Belgique[1]	126.5	120.3	119.0	118.1	114.6	110.2	108.0	100.1	93.8	101.1	109.5	107.8	110.4	120.3	118.5	129.8	126.9	127.7	125.9	124.6
Canada	92.5	84.7	85.4	83.6	80.1	76.2	75.8	74.6	70.6	71.5	83.9	86.3	89.1	92.9	90.1	92.3	98.4	99.4	99.5	99.5
République tchèque	23.5	24.0	28.0	30.2	32.7	32.5	32.2	32.0	30.7	34.6	41.4	46.3	48.9	58.4	58.1	56.9	53.9	49.7	48.5	47.2
Danemark	67.1	60.5	58.3	58.1	56.1	52.3	45.1	40.5	34.6	41.9	49.3	53.4	60.1	60.6	56.7	59.0	53.1	52.2	52.9	53.1
Estonie	10.8	6.8	6.7	7.6	8.4	8.6	8.2	8.0	7.3	8.4	12.6	12.0	9.6	13.2	13.7	14.1	13.0	13.1	13.0	13.4
Finlande	53.0	50.9	48.2	48.0	49.5	49.6	46.4	43.9	40.1	38.8	49.5	55.9	57.1	63.8	64.5	71.4	74.2	75.9	79.1	81.8
France	73.5	71.9	70.9	74.6	78.5	80.2	81.7	76.9	75.6	81.6	93.2	96.9	100.7	110.4	110.9	120.2	121.1	123.5	124.9	125.7
Allemagne	60.6	59.5	58.7	61.1	64.5	67.7	70.2	68.2	64.1	68.2	75.5	84.6	84.4	88.2	83.1	83.6	79.3	76.6	73.5	71.0
Grèce	96.6	113.2	116.8	116.1	112.0	113.8	113.9	116.3	114.2	118.8	135.3	127.3	110.2	166.5	182.8	182.8	183.9	183.0	178.4	174.1
Hongrie	66.6	60.9	58.9	59.6	60.6	64.3	67.3	70.5	71.3	75.1	84.1	85.9	94.8	97.4	95.5	97.9	96.4	96.8	96.0	94.3
Islande	43.2	40.4	44.8	40.9	39.9	34.8	26.6	32.1	30.2	70.5	85.4	90.8	97.5	95.3	87.2	79.9	73.0	62.3	61.0	59.3
Irlande	49.8	38.4	35.6	34.3	33.1	31.6	31.9	28.1	28.1	48.3	68.7	85.2	112.6	131.8	134.3	124.1	92.7	91.0	90.3	87.6
Israël	89.6	79.6	83.7	90.3	93.0	91.3	88.2	80.1	73.0	71.9	74.6	70.7	68.8	68.3	67.0	66.0	64.1	62.2	62.4	62.1
Italie	123.9	118.8	118.2	117.0	114.3	116.3	118.9	116.3	111.7	114.6	127.4	126.2	119.6	138.4	145.5	158.4	159.6	158.1	157.4	156.2
Japon[2]	122.7	132.3	137.7	145.1	152.7	157.1	156.7	154.5	154.4	159.1	177.0	181.4	196.9	205.7	208.6	214.6	219.3	222.2	225.9	227.9
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	29.4	31.6	33.5	36.1	38.5	40.5	43.7	45.7	45.6	45.3	45.5
Lettonie	14.6	14.5	16.0	15.9	16.9	17.7	14.6	14.7	12.9	23.2	42.0	53.3	48.1	46.3	44.0	47.1	42.0	45.8	45.7	45.2
Luxembourg	12.9	12.6	12.9	12.8	14.2	15.2	13.8	13.0	12.6	20.0	19.7	26.8	26.5	30.2	30.1	31.6	30.8	27.6	29.9	32.1
Pays-Bas	67.7	60.5	56.5	57.3	58.3	58.4	57.4	51.3	48.5	61.3	64.1	68.1	72.0	77.8	76.6	81.2	78.1	75.8	73.2	70.2
Nouvelle-Zélande	38.3	36.2	34.3	32.4	30.4	27.7	26.6	26.2	25.1	28.1	33.3	37.0	40.2	41.3	40.3	40.7	40.8	39.7	39.1	38.2
Norvège	28.7	32.2	31.3	38.7	48.0	49.9	46.9	57.8	55.6	54.2	48.1	48.4	33.8	35.1	35.4	33.4	39.2	42.7	55.5	59.4
Pologne	46.8	45.4	43.7	55.0	55.5	53.1	54.7	54.4	51.1	53.4	56.7	61.0	61.2	64.4	65.0	70.0	69.4	71.9	72.7	73.6
Portugal	62.5	62.0	63.5	66.8	70.6	76.7	80.0	79.4	78.1	82.8	96.1	104.1	108.4	139.0	143.0	153.0	150.7	148.0	146.2	144.2
République slovaque	52.6	57.9	56.6	49.4	47.5	45.1	38.4	36.2	34.8	33.8	42.5	47.4	50.0	58.3	61.2	60.5	59.3	59.1	58.8	57.3
Slovénie	..	..	33.0	34.0	33.5	34.3	33.4	33.3	29.1	28.4	42.5	46.8	50.5	60.9	80.5	99.5	102.5	97.8	97.0	95.7
Espagne	67.9	65.2	60.6	59.3	54.4	52.5	50.0	45.7	41.7	47.2	62.0	66.8	77.9	92.5	105.7	118.5	116.8	117.2	116.9	116.1
Suède	67.5	57.3	59.0	58.7	57.8	57.4	58.2	51.7	46.6	46.7	48.4	46.0	46.2	46.4	48.6	55.7	53.9	52.6	50.5	48.3
Suisse	52.6	52.7	52.5	60.1	58.5	59.7	57.1	50.7	50.5	48.7	46.5	44.9	45.1	45.9	45.5	45.7	45.4	44.7	44.1	43.5
Royaume-Uni	47.8	48.8	44.8	47.4	46.7	49.5	51.1	50.8	51.4	63.4	77.0	89.3	103.5	107.2	102.9	113.4	112.7	123.2	122.9	122.6
États-Unis	58.6	52.8	52.7	55.1	58.3	65.5	65.1	64.0	64.4	73.4	86.7	95.4	99.7	103.1	105.1	105.0	105.4	107.1	107.8	109.2
Zone euro	78.6	76.2	74.8	76.1	76.8	78.2	79.2	75.6	72.0	77.3	88.1	92.4	93.7	104.6	105.8	112.3	110.0	109.2	107.9	106.4
Total OCDE	71.4	69.2	69.1	71.4	73.3	76.8	76.9	74.9	73.6	79.2	90.6	96.6	101.0	107.3	108.6	111.9	112.2	113.5	113.5	113.5

Note : Les données concernant les engagements financiers bruts ne sont pas toujours comparables entre pays en raison de définition ou traitement différent des composantes de la dette de chaque pays. Pour les pays de l'Union européenne, la dette selon la définition de Maastricht est présentée au tableau 38 de l'annexe. Les engagements financiers sont mesurés à la valeur de marché. Pour plus de détails voir Sources & Méthodes des *Perspectives économiques de l'OCDE (http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm).*

1. Y compris la dette de la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) depuis 2005.
2. Y compris la dette des Chemins de fer et de l'Office national des forêts.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440624

Annexe : Tableau 37. **Engagements financiers nets des administrations publiques**

En pourcentage du PIB nominal

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Australie	-21.7	-21.2	-19.0	-21.0	-24.6	-26.7	-27.5	-29.9	-31.4	-30.3	-27.7	-23.0	-16.5	-13.8	-15.4	-13.0	-14.5	-14.8	-12.5	-10.7
Autriche	35.7	34.8	33.8	37.5	36.0	37.9	44.7	42.3	39.5	43.9	49.9	51.5	52.9	57.9	56.6	59.1	57.1	57.0	53.5	51.8
Belgique[1]	106.6	100.9	98.5	99.4	96.1	90.9	89.0	80.7	74.2	76.7	83.0	81.8	83.6	92.2	90.6	100.3	98.0	98.1	96.4	95.0
Canada	53.8	45.8	44.3	43.7	39.6	35.1	30.7	27.3	23.8	23.5	29.1	31.1	34.2	35.0	30.9	30.8	30.0	31.3	31.4	31.4
République tchèque	-28.3	-25.4	-23.4	-15.1	-7.0	-10.2	-11.5	-11.7	-14.5	-5.8	-1.4	6.4	9.2	16.6	18.1	20.1	20.0	18.5	17.3	16.0
Danemark	30.6	25.5	22.0	21.1	18.4	14.2	9.5	1.1	-4.6	-6.7	-5.9	-3.3	1.1	6.6	3.9	4.5	4.4	3.3	4.1	4.3
Estonie	-39.3	-30.2	-29.1	-28.6	-29.5	-31.9	-32.1	-30.8	-28.5	-25.9	-28.8	-36.0	-33.4	-31.4	-31.4	-30.8	-42.0	-43.6	-40.4	-37.4
Finlande	-48.4	-30.1	-30.4	-30.2	-36.8	-44.7	-56.0	-66.5	-69.7	-50.0	-59.6	-61.8	-48.8	-49.4	-53.1	-53.5	-53.5	-53.4	-50.1	-47.4
France	31.0	32.4	34.6	39.5	41.6	43.1	41.0	35.5	32.2	42.7	50.2	54.6	59.6	67.4	66.3	74.3	76.1	79.1	80.5	81.3
Allemagne	31.4	31.0	33.1	36.9	40.0	44.0	46.3	44.6	39.4	41.3	45.8	47.7	49.1	49.5	45.4	45.4	42.1	40.1	38.3	36.3
Grèce	68.0	87.5	90.7	92.3	86.3	85.9	82.6	85.6	81.0	91.3	102.7	92.1	73.3	105.2	124.9	135.3	147.9	147.1	142.4	138.2
Hongrie	34.2	32.8	32.0	36.2	37.1	41.3	44.3	50.9	52.2	50.4	58.2	60.4	62.1	69.2	69.6	70.3	66.4	65.7	64.9	63.2
Irlande	25.7	14.7	11.3	12.9	10.8	7.7	6.0	1.2	-0.2	12.4	25.4	48.0	61.5	78.9	81.6	80.4	59.5	57.8	55.9	53.2
Italie	102.1	96.3	96.9	96.5	93.2	94.5	95.8	92.3	88.9	91.9	102.7	101.2	95.8	111.8	118.3	130.4	132.5	130.6	129.9	128.6
Japon[2]	40.3	46.8	52.4	60.3	66.7	70.4	66.7	65.7	71.0	81.0	94.0	101.5	113.2	118.0	117.3	115.0	122.5	125.5	129.2	131.1
Corée[3]	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Lettonie	-7.8	-8.2	-10.9	-10.9	-7.7	-5.3	-4.8	-3.6	-3.8	-0.9	6.1	14.2	15.4	12.9	14.6	16.1	18.0	17.5	17.4	16.9
Luxembourg	-48.3	-51.2	-55.1	-54.5	-53.8	-50.5	-49.2	-51.6	-54.6	-51.3	-55.7	-51.2	-45.2	-49.6	-50.8	-50.3	-49.6	-50.4	-48.2	-45.9
Pays-Bas	28.9	28.0	27.5	31.0	32.2	32.9	30.2	27.4	23.8	23.1	27.8	32.4	37.2	39.7	40.2	43.9	43.0	41.2	38.6	35.6
Nouvelle-Zélande	25.0	22.9	20.7	17.2	12.8	8.2	3.7	-1.2	-5.3	-4.9	-0.9	1.6	4.4	6.6	6.1	5.3	5.0	4.9	4.4	3.4
Norvège	-61.0	-70.8	-87.2	-81.7	-96.3	-104.4	-122.3	-135.3	-139.8	-124.2	-154.4	-164.1	-160.1	-169.0	-207.5	-249.4	-284.4	-289.0	-276.1	-272.3
Pologne	13.2	15.2	18.1	21.6	25.5	21.7	22.6	21.0	15.8	15.7	20.7	26.7	30.4	35.1	37.6	42.0	42.0	43.1	43.8	44.8
Portugal	36.2	37.8	40.0	44.4	47.2	53.9	55.9	54.7	55.0	59.6	70.3	71.0	66.6	90.6	99.0	108.9	109.4	104.5	102.7	100.7
République slovaque	0.9	13.1	10.6	0.9	1.5	4.8	10.2	14.5	13.5	15.3	22.3	28.0	32.8	31.2	32.7	35.5	35.3	35.7	35.5	34.0
Slovénie	..	..	-15.3	-13.9	-9.3	-9.8	-8.8	-10.2	-18.3	-7.2	-2.1	-0.6	2.4	9.0	14.8	22.5	25.9	29.3	28.5	27.1
Espagne	46.8	43.4	40.6	39.2	36.0	33.5	28.6	22.1	17.4	22.3	33.8	39.5	48.1	59.1	69.7	81.9	81.7	84.0	83.7	82.9
Suède	9.9	2.2	-2.3	4.0	0.8	-1.3	-6.8	-16.7	-21.0	-15.4	-22.9	-24.3	-26.8	-29.2	-29.3	-28.3	-27.6	-29.5	-29.1	-28.8
Suisse	10.9	7.3	6.8	12.4	12.5	14.4	13.4	10.0	8.8	12.0	7.7	10.4	9.4	7.0	7.6	2.0	5.9	5.3	4.7	4.0
Royaume-Uni	30.3	29.3	26.5	29.3	28.4	30.8	31.4	31.8	32.4	39.2	49.1	54.6	70.2	71.9	70.2	81.1	82.4	92.8	92.5	92.2
États-Unis	38.9	34.2	33.5	36.1	39.5	47.0	46.5	45.1	44.9	51.1	62.7	70.2	76.6	80.0	81.4	80.8	80.4	81.3	82.7	84.2
Zone euro	46.8	46.0	46.6	49.0	49.2	50.4	49.8	45.8	41.5	46.4	53.9	56.1	57.9	65.3	66.2	72.0	71.0	70.6	69.7	68.3
Total OCDE	37.1	35.2	35.3	38.1	39.8	43.0	41.6	39.2	37.8	42.6	51.0	55.8	60.9	65.4	65.6	67.3	67.9	68.8	69.3	69.6

Note : La mesure des engagements financiers nets n'est pas toujours comparable entre pays en raison de définition ou traitement différent des composantes de la dette (ou des actifs) de chaque pays. Les engagements financiers et acquis sont mesurés à la valeur de marché. Pour plus de détails voir Sources & Méthodes des *Perspectives économiques de l'OCDE (http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm)* .

1. Y compris la dette de la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) depuis 2005.
2. Y compris la dette des Chemins de fer et de l'Office national des forêts.
3. Les chiffres sur la base consolidée des comptes nationaux (SNA08) ne sont pas disponibles.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440635

Annexe : Tableau 38. **Dette brute des administrations publiques suivant la définition de Maastricht**

En pourcentage du PIB nominal

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Autriche	66.5	65.8	66.4	66.5	65.7	65.3	68.6	67.2	65.0	69.0	80.1	82.8	82.5	82.0	81.4	84.4	85.5	84.6	81.1	79.3
Belgique	114.4	108.8	107.6	104.7	101.1	96.5	94.6	91.0	87.0	92.5	99.5	99.7	102.6	104.3	105.6	106.7	106.0	106.0	104.3	102.9
République tchèque	15.2	17.0	22.8	25.9	28.2	28.5	28.0	27.9	27.8	28.7	34.0	38.2	39.9	44.5	44.9	42.2	40.3	37.2	36.0	34.7
Danemark	58.5	52.4	48.5	49.1	46.2	44.2	37.4	31.5	27.3	33.3	40.2	42.6	46.1	44.9	44.0	44.0	39.6	37.8	38.5	38.7
Estonie	6.5	5.1	4.8	5.7	5.6	5.1	4.6	4.4	3.7	4.5	7.0	6.6	6.1	9.7	10.2	10.7	10.1	9.5	9.4	9.8
Finlande	44.1	42.5	41.0	40.2	42.8	42.7	40.0	38.2	34.0	32.7	41.7	47.1	48.5	53.9	56.5	60.2	63.7	63.6	64.8	66.4
France	60.2	58.6	58.0	60.0	64.1	65.8	67.2	64.4	64.3	68.1	78.9	81.7	85.2	89.5	92.3	95.2	96.2	96.6	98.0	98.8
Allemagne	60.1	58.9	57.7	59.3	63.0	65.0	67.1	66.5	63.6	65.2	72.6	81.1	78.8	79.9	77.4	74.8	71.2	68.4	65.3	62.8
Grèce	99.0	104.7	107.0	104.7	101.4	102.8	107.3	103.5	103.1	109.5	126.7	145.9	171.9	159.5	177.6	179.8	177.7	179.4	174.7	170.5
Hongrie	59.5	54.6	51.1	54.4	57.1	58.3	60.3	64.0	64.9	71.1	77.3	80.0	80.1	77.6	75.8	75.0	74.2	73.8	72.9	71.2
Irlande	46.6	36.1	33.2	30.6	29.9	28.2	26.1	23.6	23.9	42.4	61.7	86.3	109.7	119.6	119.6	105.4	78.8	75.6	74.8	72.1
Italie	109.8	105.0	104.8	102.0	100.4	100.3	101.9	102.4	99.8	102.4	112.6	115.5	116.5	123.4	129.0	131.7	132.1	132.5	131.8	130.6
Lettonie	12.1	12.1	13.9	13.1	13.9	14.3	11.7	9.9	8.4	18.7	36.6	47.4	42.7	41.2	39.0	40.9	36.5	40.1	40.0	39.5
Luxembourg	6.8	6.5	6.9	6.8	6.9	7.3	7.4	7.8	7.7	14.9	15.7	19.8	18.7	21.7	23.4	22.4	21.6	20.0	22.3	24.5
Pays-Bas	58.6	51.8	49.2	48.5	49.7	49.9	49.3	44.8	42.7	54.8	56.8	59.4	61.6	66.4	67.7	67.9	65.2	62.3	59.7	56.7
Pologne	39.5	36.6	37.2	41.8	46.6	45.0	46.4	46.9	44.2	46.3	49.4	53.1	54.1	53.7	55.7	50.2	51.1	54.4	55.1	56.1
Portugal	51.0	50.3	53.4	56.2	58.7	62.0	67.4	69.2	68.4	71.7	83.6	96.2	111.4	126.2	129.0	130.6	129.0	130.4	128.6	126.5
République slovaque	47.1	49.6	48.3	42.9	41.6	40.6	34.1	31.0	30.1	28.5	36.3	41.2	43.7	52.2	54.7	53.6	52.5	51.9	51.7	50.2
Slovénie	23.7	25.9	26.1	27.3	26.7	26.8	26.3	26.0	22.8	21.8	34.6	38.4	46.6	53.9	71.0	80.9	83.1	79.7	76.3	73.3
Espagne	60.9	58.0	54.2	51.3	47.6	45.3	42.3	38.9	35.6	39.5	52.8	60.1	69.5	85.7	95.5	100.4	99.8	99.4	99.0	98.6
Suède	61.6	50.7	52.1	50.2	49.6	48.8	49.0	43.7	38.9	37.5	41.0	38.4	37.6	37.7	40.4	45.2	43.9	41.7	39.6	37.4
Royaume-Uni	40.2	37.3	34.6	34.7	35.9	38.8	40.1	41.0	42.0	50.2	64.5	76.0	81.6	85.1	86.2	88.1	89.0	89.3	88.7	88.1
Zone euro	70.8	68.2	67.1	67.0	68.2	68.7	69.4	67.5	65.1	68.9	78.6	84.4	87.1	91.7	93.8	94.5	92.8	91.7	90.4	88.9

Note : Pour la période antérieure à 2014, les chiffres de la dette brute sont fournis par Eurostat, l'Office statistique des Communautés européennes, à moins que des données plus récentes ne soient disponibles. Les chiffres du PIB ont été fournis par les autorités nationales. Ceci explique que ces ratios puissent être différents de ceux publiés par Eurostat. Pour la période de prévisions, les ratios de la dette suivent les prévisions de l'OCDE pour les engagements financiers bruts des administrations publiques et du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440647

Annexe : Tableau 39. **Taux d'intérêt à court terme**

Pourcentage annuel

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2016 Quatrième trimestre	2017 Quatrième trimestre	2018 Quatrième trimestre
Australie	4.7	4.9	5.5	5.6	6.0	6.7	7.0	3.4	4.7	4.8	3.7	2.8	2.7	2.3	2.0	1.8	2.4	1.8	2.0	2.5
Brésil	19.2	23.5	16.4	19.1	15.3	12.1	12.3	10.5	9.4	11.7	8.6	8.3	11.0	13.4	14.2	11.4	8.8	..	..	..
Canada	2.6	3.0	2.3	2.8	4.2	4.6	3.2	0.5	0.8	1.2	1.2	1.2	1.2	0.8	0.8	0.8	1.4	0.8	0.9	1.7
Chili	3.9	2.8	1.8	3.5	4.8	5.2	7.4	1.7	1.8	4.9	5.0	4.9	3.7	2.9	3.5	3.0	3.5	3.4	3.1	3.5
Chine	5.4	5.3	5.4	5.6	5.9	6.8	7.0	5.3	5.4	6.4	6.3	6.0	5.9	4.9	4.4	4.4	4.4	4.4	4.4	4.4
Colombie	8.9	7.8	7.8	7.0	6.3	8.0	9.7	6.1	3.7	4.2	5.4	4.2	4.1	4.6	6.8	6.2	5.8	..	..	..
République tchèque	3.5	2.3	2.4	2.0	2.3	3.1	4.0	2.2	1.3	1.2	1.0	0.5	0.4	0.3	0.3	0.4	0.9	0.3	0.5	1.0
Danemark	3.5	2.4	2.2	2.2	3.2	4.4	5.3	2.5	1.2	1.4	0.6	0.3	0.3	-0.1	-0.1	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2
Estonie	3.9	2.9	2.5	2.4	3.2	4.9	6.7	5.9	1.6											
Hongrie	8.9	8.2	11.3	7.0	6.9	7.6	8.9	8.5	5.4	6.0	6.9	4.2	2.2	1.2	0.7	0.6	3.1	0.3	1.3	4.0
Islande	9.0	5.3	6.3	9.4	12.4	14.3	15.8	11.3	6.8	4.3	5.5	6.2	6.1	5.9	6.3	6.2	6.8	5.9	6.4	6.9
Inde[1]	7.8	6.9	6.0	6.2	7.1	7.8	7.4	4.8	6.0	8.1	7.9	7.6	7.9	7.0	6.4	6.2	6.0	..	..	..
Indonésie	15.5	10.6	6.4	8.1	11.4	8.0	8.5	9.3	7.0	6.9	5.9	6.3	8.8	8.3	7.2	6.5	6.2	..	..	..
Israël	7.2	6.6	4.3	3.9	5.5	4.3	3.6	0.6	1.6	2.8	2.3	1.3	0.5	0.1	0.1	0.2	0.8	0.1	0.3	1.1
Japon	0.1	0.1	0.1	0.1	0.3	0.8	0.9	0.5	0.2	0.2	0.2	0.2	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Corée	4.8	4.3	3.8	3.6	4.5	5.2	5.5	2.6	2.7	3.4	3.3	2.7	2.5	1.8	1.5	1.6	2.2	1.4	1.8	2.3
Lettonie	4.4	3.8	4.2	3.1	4.4	8.7	8.0	13.1	2.0	1.0	0.9	0.4								
Lituanie	3.7	2.8	2.7	2.4	3.1	5.1	6.0	7.1	1.8	1.7	1.1	0.5	0.3							
Mexique	7.4	6.5	7.1	9.3	7.3	7.4	7.9	5.5	4.6	4.4	4.4	3.8	3.1	3.1	4.3	7.1	7.2	5.4	7.2	7.2
Nouvelle-Zélande	5.7	5.4	6.1	7.1	7.5	8.3	8.0	3.0	3.0	2.8	2.7	2.7	3.4	3.2	2.3	1.9	2.1	2.1	1.9	2.4
Norvège	6.9	4.1	2.0	2.2	3.1	5.0	6.2	2.5	2.5	2.9	2.2	1.8	1.7	1.3	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1
Pologne	8.8	5.7	6.2	5.2	4.2	4.8	6.3	4.3	3.9	4.6	4.9	3.0	2.5	1.7	1.7	1.7	2.3	1.7	1.7	2.5
République slovaque	7.8	6.2	4.7	2.9	4.3	4.3														
Slovénie	8.0	6.8	4.7	4.0	3.6															
Afrique du Sud	11.2	10.7	7.5	6.9	7.3	9.1	10.9	7.8	6.4	5.5	5.3	5.1	5.8	6.1	7.2	7.0	7.0	..	..	..
Suède	4.3	3.2	2.3	1.9	2.6	3.9	4.7	0.9	0.9	2.5	2.0	1.2	0.7	-0.2	-0.5	-0.5	-0.2	-0.6	-0.5	-0.1
Suisse	1.1	0.3	0.5	0.8	1.6	2.6	2.5	0.4	0.2	0.1	0.1	0.0	0.0	-0.8	-0.7	-0.7	-0.6	-0.7	-0.7	-0.5
Turquie	..	39.7	24.1	16.8	17.5	18.6	18.2	10.1	7.6	8.8	8.9	6.9	10.3	11.0	10.3	11.4	12.0	9.6	12.0	12.0
Royaume-Uni	4.0	3.7	4.6	4.7	4.8	6.0	5.5	1.2	0.7	0.9	0.8	0.5	0.5	0.6	0.5	0.3	0.3	0.4	0.3	0.3
États-Unis	1.8	1.2	1.6	3.5	5.2	5.3	3.2	0.9	0.5	0.4	0.4	0.3	0.3	0.5	0.9	1.5	2.2	0.9	1.9	2.6
Zone euro	3.4	2.4	2.1	2.2	3.1	4.3	4.6	1.3	0.8	1.4	0.6	0.2	0.2	0.0	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3	-0.2

Note : Taux du marché à 3 mois si disponibles ou instruments financiers similaires. Voir Sources & Méthodes des *Perspectives économiques de l'OCDE (http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm)* . Les pays membres de la zone euro ne sont pas montrés (après 2006 pour la Slovénie, 2007 pour la République slovaque, 2010 pour l'Estonie, 2014 pour Lettonie et 2015 pour la Lituanie) car leur taux d'intérêt à court terme est le même que celui de la zone euro.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440653

Annexe : Tableau 40. **Taux d'intérêt à long terme**

Pourcentage annuel

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2016 Quatrième trimestre	2017 Quatrième trimestre	2018 Quatrième trimestre
Australie	5.8	5.4	5.6	5.3	5.6	6.0	5.8	5.0	5.4	4.9	3.4	3.7	3.7	2.7	2.3	2.5	2.9	2.5	2.7	3.0
Autriche	5.0	4.1	4.1	3.4	3.8	4.3	4.4	3.9	3.2	3.3	2.4	2.0	1.5	0.7	0.4	0.7	1.1	0.4	0.7	1.4
Belgique	5.0	4.2	4.2	3.4	3.8	4.3	4.4	3.9	3.5	4.2	3.0	2.4	1.7	0.8	0.5	0.9	1.3	0.5	0.9	1.7
Canada	5.3	4.8	4.6	4.1	4.2	4.3	3.6	3.2	3.2	2.8	1.9	2.3	2.2	1.5	1.3	2.0	2.7	1.4	2.3	3.1
Chili	..	..	..	6.0	6.2	6.1	7.0	5.7	6.3	6.0	5.4	5.3	4.7	4.5	4.4	4.1	4.3	4.4	4.1	4.3
Colombie	..	15.5	14.6	11.8	9.2	10.0	11.9	9.6	8.5	8.1	6.9	6.4	7.0	7.8	8.0	7.0	6.7	..	..	..
République tchèque	4.9	4.1	4.8	3.5	3.8	4.3	4.6	4.8	3.9	3.7	2.8	2.1	1.6	0.6	0.4	0.6	1.2	0.5	0.8	1.4
Danemark	5.1	4.3	4.3	3.4	3.8	4.3	4.3	3.6	2.9	2.7	1.4	1.7	1.3	0.7	0.3	0.4	0.5	0.3	0.4	0.5
Finlande	5.0	4.1	4.1	3.4	3.8	4.3	4.3	3.7	3.0	3.0	1.9	1.9	1.4	0.7	0.4	0.6	1.0	0.3	0.6	1.4
France	4.9	4.1	4.1	3.4	3.8	4.3	4.2	3.6	3.1	3.3	2.5	2.2	1.7	0.8	0.5	0.9	1.2	0.6	0.8	1.6
Allemagne	4.8	4.1	4.0	3.4	3.8	4.2	4.0	3.2	2.7	2.6	1.5	1.6	1.2	0.5	0.1	0.4	0.8	0.1	0.4	1.1
Grèce	5.1	4.3	4.3	3.6	4.1	4.5	4.8	5.2	9.1	15.7	22.5	10.1	6.9	9.6	8.4	7.3	7.7	7.5	7.4	8.1
Hongrie	7.1	6.8	8.3	6.6	7.1	6.7	8.2	9.1	7.3	7.6	7.9	5.9	4.8	3.4	3.1	3.6	4.4	3.2	3.8	4.8
Islande	8.0	6.7	7.5	8.6	8.8	9.4	11.1	8.3	6.1	6.0	6.2	5.8	6.4	6.3	5.6	6.2	7.3	5.1	6.8	7.4
Inde[1]	6.9	5.4	6.3	7.2	7.8	7.9	7.6	7.3	7.9	8.4	8.2	8.5	8.3	7.8	7.2	7.0	6.9	..	..	..
Irlande	5.0	4.1	4.1	3.3	3.8	4.3	4.6	5.2	6.0	9.6	6.0	3.8	2.3	1.1	0.7	1.0	1.4	0.8	1.1	1.8
Israël	9.2	8.9	7.6	6.4	6.3	5.6	5.9	5.1	4.7	5.0	4.4	3.8	2.9	2.1	1.9	2.6	3.4	2.0	3.0	3.7
Italie	5.0	4.3	4.3	3.6	4.0	4.5	4.7	4.3	4.0	5.4	5.5	4.3	2.9	1.7	1.5	2.3	2.7	1.8	2.4	3.1
Japon	1.3	1.0	1.5	1.4	1.7	1.7	1.5	1.3	1.2	1.1	0.8	0.7	0.6	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Corée	6.6	5.0	4.7	5.0	5.2	5.4	5.6	5.2	4.8	4.2	3.4	3.3	3.2	2.3	1.7	2.3	2.9	1.9	2.5	3.0
Lettonie	5.4	4.9	4.9	3.9	4.1	5.3	6.4	12.4	10.3	5.9	4.6	3.3	2.5	1.0	0.5	1.0	1.4	0.6	1.0	1.8
Luxembourg	4.7	3.3	2.8	2.4	3.3	4.5	4.6	4.2	3.2	2.9	1.8	1.8	1.3	0.4	-0.2	0.4	0.8	-0.2	0.5	1.2
Mexique	10.1	9.0	9.5	9.4	8.4	7.8	8.3	7.9	7.1	6.8	6.2	5.8	6.0	5.9	6.0	7.5	7.6	6.2	7.6	7.6
Pays-Bas	4.9	4.1	4.1	3.4	3.8	4.3	4.2	3.7	3.0	3.0	1.9	2.0	1.5	0.7	0.3	0.6	1.0	0.3	0.6	1.3
Nouvelle-Zélande	6.5	5.9	6.1	5.9	5.8	6.3	6.1	5.5	5.6	4.9	3.7	4.1	4.3	3.4	2.8	3.5	4.2	3.0	3.9	4.6
Norvège	6.4	5.0	4.4	3.7	4.1	4.8	4.5	4.0	3.5	3.1	2.1	2.6	2.5	1.6	1.3	1.5	1.6	1.4	1.5	1.7
Pologne	7.4	5.8	6.9	5.2	5.2	5.5	6.1	6.1	5.8	6.0	5.0	4.0	3.5	2.7	3.0	3.3	3.8	3.3	3.4	4.0
Portugal	5.0	4.2	4.1	3.4	3.9	4.4	4.5	4.2	5.4	10.2	10.5	6.3	3.8	2.4	3.2	4.1	4.5	3.5	4.1	4.9
République slovaque	6.9	5.0	5.0	3.5	4.4	4.5	4.7	4.7	3.9	4.4	4.6	3.2	2.1	0.9	0.5	0.9	1.3	0.7	1.0	1.7
Slovénie	..	6.4	4.7	3.8	3.9	4.5	4.6	4.4	3.8	5.0	5.8	5.8	3.3	1.7	1.1	1.1	1.5	0.8	1.1	1.9
Afrique du Sud	11.5	9.6	9.5	8.1	7.9	8.0	9.1	8.7	8.6	8.5	7.9	7.7	8.3	8.2	9.0	9.2	8.8	..	..	..
Espagne	5.0	4.1	4.1	3.4	3.8	4.3	4.4	4.0	4.3	5.4	5.8	4.6	2.7	1.7	1.4	1.7	2.1	1.3	1.7	2.5
Suède	5.3	4.6	4.4	3.4	3.7	4.2	3.9	3.2	2.9	2.6	1.6	2.1	1.7	0.7	0.5	0.6	0.9	0.4	0.7	1.0
Suisse	3.2	2.7	2.7	2.1	2.5	2.9	2.9	2.2	1.6	1.5	0.6	0.9	0.7	-0.1	-0.4	-0.1	0.3	-0.2	-0.1	0.7
Turquie	..	..	..	..	16.0	16.8	19.3	13.5	9.5	9.4	8.5	7.7	9.2	9.3	9.8	10.5	10.5	10.2	10.5	10.5
Royaume-Uni	4.9	4.5	4.9	4.4	4.5	5.0	4.6	3.6	3.6	3.1	1.9	2.4	2.6	1.9	1.3	1.0	0.8	1.3	0.9	0.8
États-Unis	4.6	4.0	4.3	4.3	4.8	4.6	3.7	3.3	3.2	2.8	1.8	2.4	2.5	2.1	1.8	2.7	3.4	2.1	3.0	3.8
Zone euro	4.9	4.2	4.1	3.4	3.8	4.3	4.3	3.8	3.6	4.2	3.7	2.9	2.0	1.1	0.8	1.2	1.6	0.9	1.2	1.9

Note : Emprunts phare d'État à 10 ans si disponibles ou instruments financiers similaires (pour la Corée, obligations à 5 ans). Les taux d'intérêt à long terme correspondent aux rendements obligataires relevés sur les marchés secondaires et ne sont pas en tant que tels représentatifs des coûts moyens de financement des États. Pour plus de détails voir Sources & Méthodes des *Perspectives économiques de l'OCDE (http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm)*.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440663

Annexe : Tableau 41. **Taux de change nominaux (vis-à-vis du dollar des États-Unis)**

Moyenne des taux journaliers

	Unité monétaire	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Hypothèses[1] 2017	2018
Argentine	*Pesos argentin*	2.917	3.074	3.116	3.162	3.728	3.910	4.126	4.548	5.478	8.122	9.258	14.767	15.406	15.315
Australie	*Dollar*	1.313	1.328	1.195	1.198	1.282	1.090	0.969	0.966	1.036	1.109	1.331	1.345	1.340	1.350
Brésil	*Real*	2.435	2.175	1.947	1.835	2.000	1.760	1.674	1.953	2.158	2.354	3.331	3.489	3.165	3.178
Canada	*Dollar*	1.212	1.134	1.074	1.068	1.141	1.030	0.989	0.999	1.030	1.105	1.278	1.325	1.359	1.374
Chili	*Peso*	559.7	530.3	522.2	523.5	558.9	510.0	483.4	486.0	495.3	570.6	654.3	676.5	667.7	674.0
Chine	*Yuan*	8.194	7.972	7.607	6.950	6.831	6.769	6.463	6.309	6.148	6.160	6.284	6.645	6.896	6.898
Colombie	*Peso*	2 321.3	2 359.1	2 077.7	1 966.1	2 156.8	1 899.8	1 847.9	1 797.7	1 869.7	2 002.6	2 744.5	3 053.9	2 947.1	2 966.0
Costa Rica	*Colon*	477.90	511.54	517.24	526.53	570.56	521.89	502.39	503.13	500.96	537.22	534.59	543.96	561.86	563.830
République tchèque	*Couronne*	23.95	22.59	20.29	17.08	19.05	19.08	17.67	19.54	19.56	20.76	24.59	24.44	24.76	24.499
Danemark	*Couronne*	5.996	5.943	5.443	5.099	5.359	5.622	5.357	5.790	5.618	5.619	6.725	6.731	6.862	6.806
Estonie	*Couronne*	12.6	12.5	11.4	10.7	11.3	11.8								
Hongrie	*Forint*	199.5	210.4	183.6	172.5	202.1	207.8	200.9	224.8	223.6	232.6	279.2	281.5	287.4	286.0
Islande	*Couronne*	62.88	69.90	64.07	88.00	123.66	122.24	116.06	125.12	122.17	116.69	131.90	120.81	108.04	106.29
Inde	*Roupie*	44.1	45.3	41.3	43.5	48.3	45.7	46.6	53.4	58.6	61.0	64.2	67.2	64.9	64.2
Indonésie	*Roupie*	9 701.3	9 164.0	9 139.4	9 663.9	10 376.8	9 078.0	8 760.8	9 355.1	10 450.0	11 866.3	13 386.1	13 307.6	13 332.5	13 330.0
Israël	*Sheqel*	4.49	4.46	4.11	3.58	3.93	3.73	3.57	3.85	3.61	3.58	3.89	3.84	3.65	3.62
Japon	*Yen*	110.1	116.4	117.8	103.4	93.6	87.8	79.7	79.8	97.6	105.8	121.0	108.8	112.4	112.2
Corée	*Won*	1 024.2	954.7	929.5	1 100.9	1 274.9	1 155.4	1 107.3	1 125.9	1 094.9	1 053.1	1 131.3	1 160.6	1 137.3	1 132.1
Lettonie	*Lats*	0.560	0.555	0.512	0.480	0.508	0.535	0.508	0.543	0.529					
Lituanie	*Litas lituanien*	2.778	2.752	2.523	2.360	2.485	2.608	2.484	2.687	2.601	2.600				
Mexique	*Peso*	10.89	10.90	10.93	11.15	13.50	12.63	12.43	13.15	12.77	13.31	15.87	18.63	19.60	19.47
Nouvelle-Zélande	*Dollar*	1.421	1.542	1.361	1.425	1.600	1.388	1.266	1.235	1.220	1.206	1.434	1.437	1.444	1.460
Norvège	*Couronne*	6.441	6.415	5.858	5.648	6.290	6.042	5.605	5.815	5.877	6.302	8.064	8.400	8.607	8.676
Pologne	*Zloty*	3.234	3.103	2.765	2.410	3.119	3.015	2.962	3.252	3.160	3.154	3.770	3.944	3.920	3.863
Russie	*Rouble*	28.24	27.18	25.57	24.87	31.77	30.37	29.40	31.05	31.86	38.59	61.26	67.05	58.10	58.07
République slovaque	*Couronne*	31.04	29.65	24.68											
Slovénie	*Tolar*	192.8	191.0												
Afrique du Sud	*Rand*	6.364	6.770	7.056	8.263	8.417	7.305	7.249	8.202	9.648	10.846	12.765	14.703	13.470	13.569
Suède	*Couronne*	7.474	7.373	6.758	6.597	7.653	7.202	6.489	6.769	6.513	6.860	8.429	8.556	8.871	8.842
Suisse	*Franc*	1.246	1.253	1.200	1.084	1.086	1.043	0.887	0.937	0.927	0.915	0.962	0.985	0.996	0.993
Turquie	*Lire*	1.341	1.430	1.300	1.299	1.547	1.499	1.672	1.792	1.905	2.189	2.723	3.022	3.592	3.546
Royaume-Uni	*Livre*	0.550	0.543	0.500	0.546	0.641	0.647	0.624	0.631	0.640	0.607	0.654	0.741	0.784	0.774
États-Unis	*Dollar*	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
Zone euro	*Euro*	0.804	0.796	0.730	0.681	0.718	0.754	0.719	0.778	0.753	0.753	0.901	0.904	0.921	0.914

1. Sur la base de l'hypothèse technique que les taux se maintiendront à leur niveaux du 4 mai 2017.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440676

Annexe : Tableau 42. **Taux de change effectifs**

Indices 2010 = 100, moyenne des taux journaliers

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Hypothèses[1] 2017	Hypothèses[1] 2018
Argentine	425.5	447.2	491.7	176.4	170.5	161.6	152.5	139.3	128.9	121.6	109.9	100.0	91.0	88.1	75.4	52.7	54.5	35.3	33.2	33.4
Australie	79.3	73.7	69.5	72.5	81.1	87.6	89.7	88.5	94.2	92.5	88.8	100.0	107.2	109.4	104.4	99.4	90.2	90.7	92.5	91.6
Autriche	95.5	93.1	93.8	95.1	99.1	100.4	99.5	99.5	100.5	101.4	102.9	100.0	100.1	98.6	100.4	102.0	99.9	101.4	100.7	100.9
Belgique	92.0	88.2	89.5	91.8	97.2	99.2	98.5	98.6	100.1	102.3	103.6	100.0	100.6	98.3	100.9	102.7	99.6	101.8	101.1	101.3
Brésil	93.5	97.0	78.8	71.9	62.0	62.2	74.3	82.5	88.9	92.8	89.6	100.0	102.3	90.7	83.2	79.7	62.6	62.8	69.8	69.3
Canada	71.5	72.6	71.2	70.3	77.4	81.8	87.3	92.9	96.4	95.5	91.7	100.0	101.9	102.5	100.0	94.4	86.5	85.1	83.8	82.7
Chili	95.7	93.6	84.0	88.1	83.4	90.8	96.8	101.2	98.4	96.3	93.6	100.0	101.8	104.4	104.7	94.1	90.7	91.4	93.3	92.2
Chine	89.7	91.7	98.0	98.3	92.4	88.1	87.5	89.6	90.6	97.0	102.9	100.0	99.9	105.5	111.7	115.0	126.1	120.9	116.0	115.6
Colombie	113.8	98.2	92.6	87.6	72.4	76.6	84.9	82.8	90.5	94.0	90.2	100.0	100.1	106.1	103.0	99.3	79.6	73.9	77.1	76.4
Costa Rica	194.4	186.4	180.4	165.9	144.1	127.2	114.8	106.4	101.6	97.3	93.1	100.0	101.1	103.3	104.6	99.6	108.3	109.0	106.3	105.7
République tchèque	66.0	66.6	70.1	78.7	79.0	79.7	84.5	88.7	90.9	101.9	98.5	100.0	103.3	99.4	97.8	93.8	93.6	96.2	95.9	96.3
Danemark	93.1	89.0	90.6	92.6	97.6	99.3	98.4	98.3	99.8	101.9	104.7	100.0	99.8	97.2	99.3	101.5	99.2	101.7	101.2	101.6
Estonie	90.1	87.2	88.5	91.1	96.5	98.2	97.7	97.3	98.5	100.2	104.1	100.0	100.1	97.9	100.1	104.4	107.5	110.4	107.7	108.0
Finlande	90.5	86.4	88.1	90.6	96.6	98.7	97.8	97.5	99.2	101.6	105.3	100.0	100.0	97.1	99.7	103.6	104.2	107.1	105.0	105.4
France	92.8	89.0	90.1	92.3	97.5	99.3	98.6	98.7	100.2	102.2	103.4	100.0	100.4	98.2	100.4	101.8	98.6	100.4	100.0	100.2
Allemagne	92.4	88.3	89.5	91.8	97.8	99.9	98.8	98.9	100.5	102.4	104.4	100.0	100.4	97.8	100.5	102.6	99.3	101.6	100.8	101.1
Grèce	95.1	88.8	89.7	92.1	97.1	98.9	98.0	98.1	99.5	101.7	103.6	100.0	100.8	98.3	100.8	104.1	103.5	106.4	105.0	105.3
Hongrie	103.3	97.5	99.7	107.3	107.6	109.9	110.5	103.5	109.7	110.9	101.7	100.0	99.2	93.7	93.2	91.5	89.7	91.0	90.0	89.9
Islande	195.7	196.8	166.9	172.1	181.3	183.7	203.8	182.4	184.6	134.4	98.2	100.0	100.3	98.2	100.3	107.4	111.9	125.6	141.5	143.1
Inde	120.0	120.9	120.9	117.3	113.2	110.6	112.3	107.8	112.2	103.5	96.9	100.0	94.1	84.1	77.6	76.1	80.0	78.6	82.1	82.8
Indonésie	135.1	129.1	112.5	123.4	126.0	115.6	104.9	109.7	105.2	96.1	91.8	100.0	98.4	93.4	86.3	77.6	75.0	76.8	77.6	77.4
Irlande	88.4	83.1	84.2	86.6	93.7	96.1	95.7	95.8	98.1	102.6	104.5	100.0	100.9	97.1	100.0	101.0	95.1	97.7	97.5	97.8
Israël	97.6	106.5	108.0	95.2	91.3	87.8	86.7	86.9	89.7	99.9	95.6	100.0	101.4	97.8	104.9	108.1	110.5	115.1	122.5	123.1
Italie	91.4	87.7	89.1	91.9	97.4	99.4	98.5	98.6	100.1	102.0	104.0	100.0	100.5	98.2	100.8	103.2	100.7	103.1	102.0	102.3
Japon	85.0	92.7	86.1	82.8	85.3	88.6	85.9	79.6	75.3	84.5	97.0	100.0	105.7	107.2	88.0	83.1	79.0	90.9	88.4	88.4
Corée	108.3	117.4	108.4	112.4	111.8	112.0	124.5	133.1	131.7	107.4	93.4	100.0	99.8	99.9	105.3	113.0	115.4	115.0	118.7	119.0
Lettonie	104.2	112.1	112.6	111.5	106.3	103.7	97.9	97.4	97.7	98.7	105.1	100.0	100.9	100.3	102.4	108.6	115.9	120.4	115.0	115.4
Lituanie	71.7	80.5	83.6	90.1	96.7	98.4	96.7	96.1	97.3	98.9	104.5	100.0	100.7	98.5	101.3	106.1	109.5	113.3	109.5	109.9
Luxembourg	95.1	92.3	93.1	94.5	98.3	99.5	98.9	99.0	100.0	101.4	102.6	100.0	100.2	98.6	100.0	100.9	98.4	99.6	99.4	99.6
Mexique	140.1	143.5	148.1	143.9	125.1	117.3	120.5	119.6	116.9	113.6	94.9	100.0	100.0	95.4	98.9	96.0	84.5	72.8	69.5	69.8
Pays-Bas	92.6	88.5	89.8	91.9	97.2	99.0	98.3	98.3	99.8	102.0	103.8	100.0	100.4	98.1	100.5	102.4	99.8	102.0	101.3	101.6
Nouvelle-Zélande	86.3	78.1	77.0	83.8	96.1	103.2	107.9	99.4	106.5	99.9	92.5	100.0	103.3	107.5	111.6	116.7	109.1	111.0	111.5	110.2
Norvège	88.7	86.4	88.8	97.1	96.1	93.2	97.0	96.4	98.2	99.0	95.8	100.0	102.7	104.0	101.9	96.3	87.4	86.0	85.4	84.2
Pologne	89.5	91.9	101.4	98.2	89.4	87.8	98.0	101.0	104.8	114.5	95.2	100.0	97.3	94.0	95.5	98.1	97.8	95.7	97.0	97.8
Portugal	95.3	92.6	93.6	95.2	98.5	99.5	98.9	98.9	99.8	101.3	102.3	100.0	100.3	98.9	100.7	101.9	99.7	101.4	101.0	101.1
Russie	142.3	136.5	138.2	126.1	115.2	114.6	115.3	118.7	117.5	114.6	95.2	100.0	99.2	98.7	95.9	81.8	58.0	54.0	63.3	62.9
République slovaque	67.1	67.9	66.6	68.0	72.9	76.4	77.9	80.3	88.8	96.2	103.4	100.0	100.2	99.1	101.0	103.3	102.4	104.3	103.2	103.4
Slovénie	117.3	108.2	102.9	100.4	101.1	100.2	99.2	99.2	100.0	101.1	103.3	100.0	100.5	98.9	101.0	103.2	101.8	103.7	102.7	102.9
Afrique du Sud	135.4	127.7	108.8	87.8	111.3	122.4	122.8	115.5	103.9	86.1	88.6	100.0	97.0	88.7	76.1	69.1	65.4	58.2	64.1	63.3
Espagne	92.8	89.7	90.9	93.3	97.6	99.0	98.4	98.5	99.7	101.6	103.1	100.0	100.5	98.5	100.9	102.6	99.8	102.2	101.7	102.0
Suède	100.4	100.3	92.4	95.3	101.6	103.8	101.1	101.5	103.0	101.3	93.4	100.0	106.1	107.4	110.8	107.5	102.5	103.5	101.1	100.9
Suisse	80.1	78.6	81.9	86.6	88.5	89.0	88.2	86.8	84.6	89.5	94.9	100.0	113.0	112.3	112.9	115.9	126.4	127.2	127.8	127.5
Turquie	412.3	299.3	168.7	126.6	112.8	110.5	116.2	108.2	110.9	106.8	96.6	100.0	86.2	84.4	79.2	70.8	67.1	62.2	52.0	52.4
Royaume-Uni	122.6	126.0	124.9	126.8	122.2	127.9	125.8	126.5	128.5	112.5	100.7	100.0	99.3	103.3	101.4	109.1	116.8	105.4	100.4	101.2
États-Unis	112.1	115.6	121.8	122.7	115.6	110.4	107.5	105.8	101.0	97.8	103.9	100.0	95.7	98.6	99.7	102.9	116.3	121.7	124.2	123.9
Zone euro	85.5	78.1	80.2	84.4	94.9	98.6	96.9	96.9	99.9	103.9	107.9	100.0	100.6	96.3	100.8	104.5	99.6	103.8	102.3	102.8

Note : Pour plus de détails sur la méthode de calcul, se reporter aux Sources & Méthodes des *Perspectives économiques de l'OCDE (http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm).*

1. Sur la base de l'hypothèse technique que les taux se maintiendront au niveau du 4 mai 2017.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440681

Annexe : Tableau 43. **Prix nominal du logement**

Pourcentage de variations par rapport à la période précédente

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Australie	4.0	7.3	7.3	8.3	11.2	18.7	18.0	6.2	1.8	6.9	10.5	3.9	4.0	11.7	-2.2	-0.3	6.6	9.1	9.0	5.5
Autriche	..	..	..	..	0.8	0.6	0.3	-1.9	5.0	4.1	4.7	1.1	3.9	9.4	6.2	7.3	5.2	3.5	4.9	8.5
Belgique	2.4	6.3	7.1	5.4	4.8	6.4	6.9	8.7	11.7	9.8	7.8	4.4	-0.5	3.1	4.0	2.2	1.2	-0.6	1.6	2.7
Canada	2.5	-1.3	2.7	4.3	4.7	8.1	8.3	8.2	8.0	11.7	11.6	5.5	-2.8	8.9	5.0	4.8	2.6	4.9	5.2	9.8
Chili	..	..	..	..	..	..	2.3	5.1	3.7	-0.5	7.1	-1.0	3.1	7.6	5.4	5.4	8.5	6.3	8.1	..
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-3.8	-1.7	0.0	-1.4	0.0	2.4	4.0	7.1
Danemark	11.5	9.0	6.7	6.5	5.8	3.6	3.2	8.9	18.6	24.1	2.7	-5.2	-12.0	2.8	-1.7	-2.7	3.9	3.8	7.0	4.7
Estonie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	49.5	20.8	-9.6	-37.2	5.7	8.5	7.3	10.7	13.7	6.9	4.7
Finlande	15.8	8.8	7.1	3.9	-1.4	6.0	6.3	8.2	8.1	6.4	5.5	0.6	-0.3	8.7	2.7	1.6	1.6	-0.6	-0.8	0.9
France	-0.4	2.0	6.9	8.7	7.9	8.6	11.9	15.1	15.4	12.0	6.5	0.9	-7.1	5.1	6.0	-0.5	-2.1	-1.7	-1.9	1.0
Allemagne	-1.8	-0.9	0.1	0.5	-0.1	-0.7	-1.4	-1.4	-0.9	0.1	0.9	0.6	0.6	2.8	5.8	6.2	6.2	5.1	4.7	5.8
Grèce	..	14.4	8.9	10.6	14.4	13.9	5.4	2.3	10.9	13.0	6.2	1.5	-4.3	-4.4	-5.5	-11.8	-10.9	-8.0	-5.1	-2.2
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	2.4	-5.2	-2.4	-3.4	-3.7	-2.6	4.2	11.3	10.6
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	16.8	9.4	6.2	-9.7	-3.0	4.6	6.9	5.8	8.4	8.2	9.8
Irlande	14.7	24.1	21.5	20.7	12.4	7.0	14.2	11.2	8.6	14.9	7.5	-6.9	-19.2	-13.5	-16.2	-13.8	2.7	16.8	9.0	6.4
Israël	9.2	3.8	4.2	-4.8	-3.5	5.3	-5.7	-0.7	0.2	0.5	-1.6	7.6	13.7	17.6	10.5	3.2	9.1	6.4	5.9	7.5
Italie	-4.6	2.1	5.6	8.3	8.2	9.6	10.3	9.9	7.5	6.4	5.2	1.7	-3.7	-1.1	0.8	-2.8	-5.7	-4.4	-2.6	-0.7
Japon	-1.4	-1.7	-3.1	-3.8	-4.4	-5.3	-6.2	-6.1	-4.9	-3.0	-1.0	0.7	-5.8	1.4	0.1	-0.9	1.6	1.6	2.4	2.2
Corée	3.0	-9.2	-1.3	1.8	3.9	16.6	9.0	0.7	1.0	6.7	10.0	7.1	0.9	2.2	4.9	1.2	-1.1	1.6	2.8	1.6
Lettonie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	36.3	1.1	-37.3	-11.0	10.4	3.0	6.8	6.0	-3.4	8.8
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3.3	-1.1	5.4	3.7	4.2	5.0	4.4	5.4	6.0
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	6.7	7.6	4.6	5.4	3.9	4.2	4.8	3.8	4.4	6.6	7.5
Pays-Bas	11.9	10.9	16.3	18.2	11.1	6.4	3.6	4.3	3.9	4.3	4.8	2.2	-4.5	-1.7	-2.0	-6.7	-6.0	0.8	3.6	5.2
Nouvelle-Zélande	6.2	-1.9	2.0	-0.7	1.0	8.6	19.4	18.2	14.1	10.6	11.1	-4.4	-1.7	2.1	1.1	4.9	9.0	6.5	11.6	13.0
Norvège	11.9	11.1	11.1	15.9	6.9	5.0	1.7	10.2	8.3	13.7	12.6	-1.1	1.9	8.2	8.0	6.8	4.0	2.7	6.1	7.0
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0.1	-3.5	-4.4	1.0	1.5	1.9
Portugal	3.6	4.5	9.0	7.7	5.4	0.6	1.1	0.6	2.3	2.1	0.5	-5.1	-0.9	0.8	-4.9	-7.1	-1.9	4.3	3.1	7.1
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	16.7	29.0	17.9	-12.8	-4.0	-1.5	-2.7	0.9	1.4	5.4	6.7
Slovénie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	7.0	-9.5	0.1	2.7	-6.9	-5.2	-6.6	0.8	3.3
Espagne	4.3	4.9	7.0	7.5	9.5	17.0	20.0	18.3	14.6	13.6	9.8	-1.4	-6.6	-1.8	-7.6	-14.8	-9.1	0.3	3.6	4.6
Suède	6.6	9.5	9.4	11.2	7.9	6.3	6.6	9.3	9.0	12.4	12.5	1.1	3.0	8.0	2.5	1.2	5.5	9.4	13.1	8.6
Suisse	-3.5	-0.9	-0.1	0.9	1.9	4.6	3.0	2.4	1.1	2.5	2.1	2.6	5.0	4.7	4.1	3.7	4.7	1.3	2.3	1.3
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	10.2	11.7	12.7	14.5	18.4	14.3
Royaume-Uni	8.8	11.5	10.9	14.9	8.1	16.2	15.7	11.9	6.9	7.9	9.9	-4.5	-8.9	5.7	-1.4	0.4	2.6	8.0	6.0	7.4
États-Unis	2.9	4.8	6.1	6.7	6.9	7.1	7.7	9.5	10.5	5.9	0.1	-8.0	-5.8	-3.0	-4.1	3.0	7.3	5.3	5.6	6.1
Zone euro	0.3	2.9	5.4	6.5	5.7	6.5	7.1	7.4	7.4	7.0	5.3	0.8	-3.9	1.3	1.6	-1.6	-1.2	0.7	1.6	3.4
Total OCDE	2.0	3.1	4.6	5.4	4.9	6.3	6.3	6.5	6.7	5.7	3.5	-2.2	-4.1	0.9	-0.1	1.3	3.4	3.9	4.7	5.3

Source : Base de données analytiques des prix des logements de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440691

Annexe : Tableau 44. **Prix réel du logement**

Pourcentage de variations par rapport à la période précédente

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Australie	2.5	6.0	6.2	4.7	7.5	15.5	15.4	4.7	-0.3	3.2	7.1	0.7	1.4	9.2	-4.6	-2.8	4.0	6.9	7.4	4.4
Autriche	..	..	..	..	-1.5	-0.4	-1.2	-3.7	2.4	2.0	2.1	-1.1	3.4	7.5	3.0	4.8	2.9	1.4	3.5	7.2
Belgique	0.9	5.1	6.4	2.1	2.7	4.9	5.2	6.1	8.7	6.5	4.8	1.2	-0.1	1.4	1.0	0.2	0.3	-1.3	1.3	1.1
Canada	1.1	-2.6	1.1	2.0	2.6	6.0	6.5	6.6	6.2	10.2	9.8	3.9	-3.0	7.4	2.8	3.5	1.2	3.0	4.1	8.7
Chili	..	..	..	..	..	..	-0.2	3.2	-1.1	-3.6	3.0	-8.4	1.2	4.1	1.1	2.4	5.2	0.6	2.4	..
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-4.7	-2.2	-1.4	-3.6	-0.8	1.8	3.9	6.4
Danemark	9.5	7.4	4.8	3.6	3.4	1.7	1.9	7.7	16.6	21.4	0.9	-7.8	-13.1	0.3	-4.0	-4.9	3.1	3.0	6.3	4.2
Estonie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	41.2	12.2	-16.5	-37.1	1.7	2.8	3.3	7.7	13.2	6.9	3.9
Finlande	13.5	7.0	5.5	0.8	-4.0	4.3	5.3	7.8	7.0	5.0	3.5	-2.7	-2.1	7.1	-0.5	-1.2	-0.8	-1.9	-1.2	0.3
France	-1.2	1.7	7.4	6.3	5.8	7.7	10.0	12.7	13.3	9.7	4.3	-1.8	-5.8	4.0	4.1	-1.9	-2.8	-1.9	-1.7	0.9
Allemagne	-3.0	-1.4	-0.3	-0.3	-1.8	-1.9	-3.1	-2.3	-2.4	-1.0	-0.7	-1.0	1.0	0.8	3.7	4.7	5.1	4.1	4.1	5.1
Grèce	..	9.0	5.9	7.1	11.2	11.6	2.8	-1.0	7.7	9.4	2.4	-2.7	-5.2	-7.7	-7.6	-12.2	-9.3	-5.4	-3.6	-1.8
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-3.1	-8.9	-5.9	-6.9	-9.3	-4.3	3.2	11.6	10.4
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	9.0	4.4	-7.4	-21.4	-4.9	1.2	1.1	2.5	5.3	7.3	9.0
Irlande	13.0	19.2	18.1	15.1	7.7	1.6	9.9	8.8	7.5	12.0	4.2	-8.8	-13.4	-11.6	-16.7	-15.4	1.2	15.1	8.3	5.2
Israël	2.7	-1.7	-1.3	-6.5	-4.1	0.9	-6.0	-1.2	-1.4	-1.8	-2.9	2.1	11.5	13.9	7.1	1.4	7.6	5.7	6.5	7.7
Italie	-6.7	0.2	3.6	4.7	5.4	6.5	7.2	7.3	5.3	3.7	2.8	-1.4	-3.3	-2.5	-2.1	-5.4	-6.8	-4.6	-2.6	-0.6
Japon	-2.5	-1.7	-2.5	-2.9	-3.4	-4.0	-5.2	-5.6	-4.4	-2.9	-0.6	0.0	-3.6	2.9	0.6	-0.3	1.8	-0.5	2.0	2.6
Corée	-3.1	-14.5	-3.8	-2.5	-0.5	13.1	5.6	-2.4	-1.1	5.1	7.9	2.4	-1.6	-0.3	1.2	-1.0	-2.0	0.5	1.9	0.6
Lettonie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	22.0	-10.7	-35.0	-8.7	4.1	-0.4	6.6	4.2	-2.7	7.8
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0.4	-0.7	4.3	0.4	2.4	2.8	3.7	6.4	5.9
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3.2	2.5	-1.7	-0.1	-0.5	0.7	0.9	1.1	0.2	2.4	3.1
Pays-Bas	9.4	8.8	14.5	14.5	7.4	3.2	1.6	2.7	2.3	1.6	2.5	0.0	-3.5	-2.7	-4.0	-8.0	-8.2	0.1	3.6	4.3
Nouvelle-Zélande	4.8	-3.2	1.2	-2.7	-1.1	6.5	18.8	16.7	12.0	7.4	9.4	-7.8	-4.3	0.9	-1.8	4.0	8.3	5.6	10.8	12.5
Norvège	9.3	8.4	8.9	12.7	4.6	3.6	-1.2	8.9	7.0	11.6	11.2	-4.4	-0.6	6.0	6.8	5.6	1.9	0.5	3.7	3.6
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-4.6	-6.6	-4.8	1.1	2.7	2.4
Portugal	0.6	2.0	6.3	3.9	1.6	-2.8	-2.4	-1.6	-1.5	-1.4	-2.8	-7.7	1.0	-1.0	-6.5	-8.8	-2.7	3.9	2.3	6.0
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	11.3	25.7	13.0	-12.8	-4.9	-5.2	-5.9	-0.4	1.5	5.5	7.0
Slovénie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1.3	-10.2	-1.3	0.9	-8.2	-6.0	-6.6	1.5	3.8
Espagne	1.4	3.2	4.8	3.3	5.8	13.8	16.3	14.2	10.9	9.6	6.3	-4.8	-5.8	-3.6	-9.8	-16.8	-10.1	0.2	3.8	4.9
Suède	5.1	9.0	7.8	10.1	5.6	4.8	4.9	8.5	7.8	11.1	10.9	-2.0	0.7	6.4	0.8	0.7	4.7	8.2	12.0	7.6
Suisse	-4.4	-1.1	-0.5	-0.5	1.3	5.0	2.1	1.6	0.0	1.2	0.7	0.7	5.6	4.2	4.1	4.9	5.3	1.5	3.1	1.8
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	2.2	3.6	6.9	6.0	9.6	7.5
Royaume-Uni	6.9	9.8	10.1	14.2	7.7	15.5	14.2	10.1	4.8	5.0	7.7	-8.0	-9.8	3.6	-4.8	-1.5	0.2	6.2	5.6	6.3
États-Unis	1.1	4.0	4.6	4.1	4.9	5.6	5.6	6.9	7.4	3.2	-2.4	-10.8	-5.8	-4.6	-6.4	1.1	5.9	3.7	5.2	4.9
Zone euro	-1.4	1.7	4.4	3.9	3.2	4.5	4.8	5.3	5.2	4.6	2.8	-1.9	-3.2	-0.2	-0.7	-3.4	-2.2	0.2	1.4	3.0
Total OCDE	0.2	2.1	3.5	3.4	3.2	5.0	4.5	4.6	4.5	3.4	1.3	-5.0	-4.1	-0.6	-2.5	-0.6	2.0	2.3	3.9	4.2

Source : Base de données analytiques des prix des logements de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440708

Annexe : Tableau 45. **Ratio du prix du logement au loyer**

Moyenne à long terme = 100

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Australie	78.0	81.2	84.8	89.1	96.1	111.4	129.1	133.8	133.3	138.0	144.6	139.6	136.0	145.6	136.2	130.4	134.5	143.1	153.5	..
Autriche	..	..	..	102.0	100.1	99.0	95.1	90.1	91.5	93.2	95.7	95.5	94.8	99.7	102.6	105.4	107.6	107.1	107.5	113.3
Belgique	81.7	85.9	90.7	94.2	96.9	100.5	105.1	112.1	122.8	130.9	138.4	141.7	138.2	140.8	144.8	145.8	145.6	141.8	142.7	145.1
Canada	79.7	77.8	79.1	81.6	84.1	89.1	95.1	101.8	109.1	120.7	132.6	137.4	131.6	141.6	147.0	152.0	153.4	158.6	164.9	179.8
Danemark	86.7	92.7	96.3	99.9	102.8	103.9	104.3	110.6	128.1	155.8	156.7	144.7	123.6	123.6	118.0	111.9	113.8	116.1	121.9	125.9
Finlande	89.5	95.3	100.8	98.9	94.0	100.2	107.1	114.8	120.7	123.0	122.3	118.0	122.0	132.7	131.9	129.3	127.6	123.1	118.5	116.9
France	70.5	70.5	74.0	80.6	86.6	91.8	99.9	111.9	124.6	135.0	139.5	137.7	125.3	129.6	135.8	132.9	128.1	124.5	121.4	122.3
Allemagne	91.7	89.8	89.1	88.5	87.4	85.7	83.6	81.8	80.3	79.5	79.4	78.8	78.5	79.7	83.3	87.5	91.7	95.0	98.3	102.8
Grèce	77.4	83.2	86.7	92.3	101.5	110.1	110.4	107.2	114.0	123.4	125.4	122.5	113.1	105.6	98.9	89.1	85.2	84.9	84.3	84.7
Irlande	77.4	92.9	136.0	146.6	136.2	149.2	180.9	195.7	195.5	183.3	149.9	124.1	150.8	127.3	93.5	82.9	85.8	101.0	109.2	113.2
Israël	105.5	99.0	95.2	92.3	86.2	81.3	79.4	80.4	81.8	81.6	84.3	92.1	93.6	105.8	112.4	112.0	119.4	124.7	129.9	137.8
Italie	79.3	76.9	78.6	83.0	87.9	94.1	101.0	108.0	113.6	118.0	121.3	120.4	112.2	108.9	108.0	102.7	95.6	91.7	89.2	88.3
Japon	109.1	107.5	104.4	100.5	96.3	91.4	86.0	81.1	77.3	75.1	74.4	75.0	70.9	72.3	72.6	72.3	73.8	75.2	77.3	79.2
Corée	85.0	76.8	79.0	80.8	80.7	89.0	93.7	92.9	94.1	99.9	108.0	113.1	112.3	112.7	113.7	110.4	106.4	105.6	105.9	105.6
Pays-Bas	88.2	94.4	106.5	122.5	132.6	137.3	138.0	139.6	141.4	144.0	148.0	148.8	138.9	133.5	128.6	117.3	106.3	102.5	102.8	105.9
Nouvelle-Zélande	78.5	75.3	77.7	76.9	85.8	91.5	105.9	121.4	135.2	146.2	157.9	146.6	141.9	142.8	141.7	145.2	155.0	161.6	176.2	..
Norvège	76.3	82.8	89.6	99.9	102.8	103.4	101.0	109.1	115.8	128.7	142.2	136.6	134.5	141.6	149.5	156.7	158.1	158.1	163.2	171.4
Portugal	95.1	96.9	104.1	109.6	112.5	109.5	108.1	106.0	105.9	105.5	103.2	95.1	91.7	90.5	85.3	77.7	75.3	75.2	76.6	80.7
Espagne	83.1	83.0	85.8	88.9	93.4	104.6	120.4	136.8	150.4	163.7	172.3	163.0	147.6	143.4	131.1	111.1	101.2	102.2	106.4	111.4
Suède	59.7	64.9	71.0	78.6	83.4	86.8	90.2	95.6	101.8	113.4	125.6	123.9	123.6	131.3	131.6	129.8	133.9	144.0	160.5	172.8
Suisse	82.2	81.5	80.8	80.3	79.7	82.5	84.8	85.8	85.5	86.1	85.9	86.1	88.2	91.3	93.9	96.7	100.8	100.9	102.3	103.4
Royaume-Uni	67.7	73.2	78.8	87.7	91.8	103.9	118.4	129.6	133.9	140.1	149.2	138.0	123.4	128.7	123.7	120.2	120.3	126.9	130.7	138.1
États-Unis	90.0	91.2	94.2	97.3	100.3	103.5	108.8	116.0	124.9	127.9	123.4	110.7	103.1	100.4	95.0	95.8	100.5	102.9	105.4	108.1
Zone euro	84.0	84.0	86.9	90.9	94.1	97.9	102.4	107.4	112.4	116.7	119.2	117.2	111.2	111.0	111.0	107.7	105.1	104.9	105.6	108.3
Total OCDE	88.0	88.6	91.0	93.9	96.0	99.4	103.6	108.0	112.8	116.2	116.9	111.6	105.4	105.5	103.6	103.0	104.5	106.5	109.3	112.7

Source : Base de données analytiques des prix des logements de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440716

Annexe : Tableau 46. **Ratio du prix du logement au revenu**

Moyenne à long terme = 100

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Australie	83.1	87.8	89.8	92.5	95.3	110.2	124.2	123.6	119.9	122.6	124.0	121.1	119.2	128.3	118.9	116.3	120.1	127.0	137.9	144.0
Autriche	..	..	..	97.9	97.4	96.6	94.0	89.2	88.4	88.3	88.5	87.3	90.7	98.9	102.4	106.4	112.3	114.8	119.7	127.0
Belgique	84.2	87.0	90.9	91.3	91.6	97.2	102.8	110.0	119.2	125.0	129.4	129.2	127.5	132.0	135.9	137.5	138.8	137.5	139.2	140.0
Canada	92.6	88.4	86.9	85.6	86.8	91.0	96.1	100.0	104.3	110.2	117.5	118.6	114.7	120.6	122.4	125.0	124.6	127.9	130.0	139.5
Danemark	90.0	94.3	101.8	105.5	105.6	104.6	104.2	109.8	125.4	149.5	152.8	143.2	122.1	118.7	113.2	108.2	110.6	112.8	117.0	121.2
Finlande	92.3	95.9	96.2	95.8	90.3	91.8	93.0	96.3	102.1	104.9	105.3	100.8	98.0	102.5	101.5	101.0	100.2	99.6	97.7	97.5
France	74.7	73.7	77.2	79.9	82.5	86.7	95.4	106.1	120.2	130.0	132.6	130.8	121.7	125.5	131.1	130.3	127.6	124.9	121.3	120.6
Allemagne	99.2	96.8	94.5	93.6	89.5	88.5	85.1	82.4	80.1	78.3	77.6	76.2	77.2	77.2	79.3	82.4	86.5	89.3	91.5	95.2
Grèce	76.0	80.9	86.5	93.4	101.1	107.9	103.4	98.7	107.5	111.8	111.6	107.7	101.5	106.1	110.3	106.9	103.4	95.7	95.4	94.1
Irlande	77.3	86.5	100.7	120.8	120.1	121.7	131.9	139.7	142.1	156.8	158.8	139.5	121.8	110.1	95.4	79.9	82.7	93.5	97.4	100.6
Italie	78.4	79.5	81.7	84.8	87.6	92.6	99.3	106.0	111.7	115.2	117.6	118.6	118.1	117.8	116.3	117.2	110.6	105.4	101.7	99.4
Japon	104.0	101.8	99.9	97.5	96.2	91.7	87.3	81.7	77.5	75.2	74.0	75.0	71.4	72.0	72.4	71.4	72.7	73.4	74.2	74.6
Corée	81.1	72.5	68.6	66.7	65.8	72.0	73.9	69.6	67.1	68.6	72.3	73.6	71.9	69.6	69.5	68.1	64.4	62.8	61.3	60.1
Pays-Bas	89.1	94.5	105.2	118.7	120.7	125.9	130.3	134.8	139.1	141.2	142.4	144.3	139.1	137.0	131.3	122.1	114.0	115.0	115.5	119.5
Nouvelle-Zélande	93.8	89.5	84.9	86.4	82.7	89.3	98.8	110.9	122.0	126.8	131.3	125.2	117.7	115.8	111.0	114.8	122.4	131.3	144.0	156.3
Norvège	80.7	83.2	88.7	96.9	102.4	98.5	93.5	99.2	98.7	118.8	125.9	117.9	115.0	120.7	125.5	128.7	127.9	126.5	126.0	134.8
Portugal	113.1	109.0	111.2	113.6	114.3	110.5	110.0	105.6	103.5	102.2	98.1	89.8	89.5	87.8	86.9	83.2	81.3	84.6	84.6	87.3
Espagne	83.8	84.2	85.9	84.7	87.1	97.7	111.5	126.5	139.7	152.9	165.0	156.9	144.6	145.0	132.9	117.3	106.8	105.8	107.6	110.1
Suède	76.7	82.0	85.7	89.8	89.4	91.1	95.1	102.3	108.5	116.3	123.2	118.6	117.8	124.6	121.6	118.8	123.2	131.0	144.8	153.1
Suisse	83.9	80.7	78.3	76.1	75.4	80.0	82.7	83.6	82.7	81.5	79.7	80.4	84.2	87.7	90.7	92.6	95.4	96.8	101.6	103.8
Royaume-Uni	67.1	72.1	77.2	83.4	86.4	98.4	111.0	121.7	126.0	131.8	139.6	128.8	113.7	117.5	115.2	111.9	113.4	119.9	123.0	129.5
États-Unis	92.2	91.6	93.9	94.1	97.0	100.4	104.1	108.4	115.7	115.9	111.9	99.2	94.7	90.2	83.0	81.9	88.6	89.5	91.7	94.3
Zone euro	87.1	87.2	89.3	91.3	91.8	95.3	99.4	103.6	108.7	112.4	114.5	112.3	108.9	109.8	109.9	108.6	107.1	106.9	106.9	108.5
Total OCDE	90.2	89.8	91.4	92.2	93.6	96.9	100.3	103.0	106.9	108.7	108.6	102.7	98.4	97.3	93.9	92.7	95.0	96.0	97.7	100.1

Source : Base de données analytiques des prix des logements de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440722

Annexe : Tableau 47. **Volume des exportations de biens et services**

Sur la base des comptes nationaux, pourcentage de variations par rapport à la période précédente

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Argentine	-1.3	2.7	2.7	3.1	6.0	8.1	12.9	5.6	8.2	0.7	-9.3	13.9	4.1	-4.1	-3.5	-7.0	-0.6	3.7	6.8	6.3
Australie	4.5	11.3	2.7	0.6	-1.7	3.9	3.0	3.2	3.2	3.5	2.5	5.4	-0.2	6.2	5.9	6.9	5.8	7.6	6.7	7.2
Autriche	6.2	13.4	5.8	4.0	0.4	8.7	6.3	7.9	7.3	2.1	-14.9	13.7	6.0	1.7	0.5	2.4	3.6	1.4	5.6	4.6
Belgique	5.0	12.4	0.4	3.7	1.6	6.2	5.0	5.3	5.7	1.7	-9.4	10.3	6.7	1.8	0.8	5.1	4.3	6.0	5.1	3.8
Brésil	5.7	14.5	7.8	6.5	11.1	13.5	11.6	4.8	5.4	-0.2	-8.6	11.6	5.5	-0.3	2.6	-1.0	6.2	1.8	4.7	4.6
Canada	10.8	9.1	-3.0	1.2	-1.7	5.5	2.2	0.9	1.1	-4.6	-13.0	6.6	4.8	2.6	2.7	5.8	3.4	1.1	2.3	4.4
Chili	6.7	5.3	6.9	2.4	6.6	14.4	2.8	5.1	7.2	-0.6	-4.2	2.3	5.5	0.4	3.3	0.3	-1.8	-0.1	-0.6	2.7
Chine	11.3	28.3	6.0	26.5	28.0	24.4	23.5	25.1	20.2	9.7	-10.8	24.9	14.0	6.2	9.1	4.2	-2.3	1.9	8.9	4.3
Colombie	5.6	7.8	2.8	-2.4	7.4	9.8	5.7	8.6	6.9	4.5	-2.8	1.3	11.8	6.0	5.2	-1.5	1.2	-0.9	0.9	4.1
Costa Rica	5.0	2.2	1.5	2.8	5.7	10.2	6.0	8.1	7.6	2.0	-8.3	9.1	6.9	5.5	3.4	5.2	0.2	9.5	5.2	5.1
République tchèque	4.8	15.6	9.4	0.8	8.9	29.2	18.4	14.8	11.0	3.8	-9.5	14.4	9.2	4.5	0.2	8.7	7.9	4.0	3.8	4.5
Danemark	11.3	12.6	3.4	4.4	-1.2	3.0	7.7	10.3	3.7	3.9	-9.2	2.9	7.2	1.2	1.6	3.6	1.8	1.7	4.5	3.0
Estonie	0.5	-6.9	6.3	2.8	10.1	17.3	20.0	9.5	12.6	0.9	-20.3	24.0	24.2	4.8	2.3	3.1	-0.6	3.6	3.8	3.9
Finlande	11.3	16.1	1.3	3.7	-1.2	8.7	6.9	10.1	9.1	6.6	-20.1	6.2	2.0	1.2	1.1	-2.7	2.0	0.5	5.0	4.5
France	4.8	13.1	2.9	1.7	-1.0	4.7	3.7	5.9	2.9	0.0	-11.1	8.7	7.1	2.7	1.9	3.4	6.0	1.2	2.5	3.9
Allemagne	5.0	14.5	6.1	4.3	1.8	10.3	7.0	12.8	9.6	1.3	-14.3	14.2	8.4	3.5	2.0	4.0	4.6	2.5	4.2	3.7
Grèce	24.5	23.2	-1.2	-7.2	-0.8	18.1	4.3	5.2	10.0	3.6	-18.2	4.5	0.8	1.0	1.1	7.7	3.1	-1.5	7.1	4.5
Hongrie	11.8	24.9	8.8	5.7	6.3	17.9	12.9	19.5	16.1	6.9	-11.4	11.3	6.5	-1.8	4.2	9.8	7.7	5.8	4.8	5.4
Islande	3.1	3.9	6.7	3.4	0.9	8.2	7.1	-4.7	23.3	3.3	8.3	1.0	3.4	3.6	6.7	3.2	9.2	11.1	6.3	3.5
Inde[1]	18.0	18.2	4.3	21.1	9.6	27.2	26.1	20.4	5.9	14.6	-4.7	19.6	15.6	6.8	7.8	1.7	-5.4	2.3	5.5	6.1
Indonésie	-31.8	26.5	0.6	-1.2	5.9	13.5	16.6	9.4	8.5	9.5	-2.0	15.3	14.8	1.6	4.2	1.1	-2.1	-1.7	10.7	5.6
Irlande	15.6	20.9	14.1	6.5	-1.8	6.6	5.5	6.1	8.9	-3.8	4.6	5.7	2.9	2.3	3.1	14.4	34.5	2.4	6.3	4.0
Israël	14.7	23.5	-11.1	-2.0	8.2	17.6	5.1	5.3	10.5	5.8	-11.1	15.2	9.6	-1.7	3.6	1.5	-4.0	3.0	5.6	3.8
Italie	-1.3	12.8	2.3	-2.5	-1.5	5.5	4.3	8.5	5.5	-3.3	-18.0	11.4	6.1	2.0	0.9	2.4	4.1	2.6	4.1	3.6
Japon	1.9	12.7	-6.7	7.8	9.5	14.3	7.2	10.3	8.7	1.6	-23.4	24.9	-0.2	-0.1	0.8	9.3	2.9	1.2	6.4	3.4
Corée	13.1	17.2	-2.3	13.0	13.9	20.6	7.8	12.1	12.7	7.5	-0.3	12.7	15.1	5.1	4.3	2.0	-0.1	2.1	3.9	4.4
Lettonie	-6.3	14.4	9.0	5.0	4.0	13.7	23.5	7.5	13.8	2.4	-12.9	13.4	12.0	9.8	1.1	3.9	2.6	2.8	3.5	3.7
Lituanie	-18.8	14.1	24.1	20.2	9.1	4.2	20.5	12.6	3.2	13.5	-12.8	18.9	14.9	12.2	9.6	3.5	-0.4	3.5	3.7	3.9
Luxembourg	11.6	15.6	6.5	2.6	2.4	9.8	6.0	13.5	8.6	4.6	-11.3	9.8	4.2	3.6	6.1	11.4	11.2	4.3	5.0	4.6
Mexique	5.3	11.4	-2.1	-0.6	2.2	9.2	5.6	7.7	3.6	-1.2	-11.9	20.5	8.3	5.9	2.3	6.9	10.4	1.2	3.2	2.7
Pays-Bas	8.5	13.0	1.4	0.5	1.9	8.1	5.6	7.5	5.6	1.8	-8.9	10.3	4.4	3.8	2.3	4.4	5.0	3.3	3.8	4.3
Nouvelle-Zélande	8.3	7.7	3.3	6.9	2.4	5.2	-0.6	1.8	4.9	-1.2	1.9	3.3	2.6	1.8	1.0	3.1	6.8	1.6	0.7	3.6
Norvège	2.8	3.2	4.3	-0.3	-0.1	1.0	0.5	-0.8	1.4	0.1	-4.1	0.7	-0.8	1.4	-1.7	3.1	3.7	-0.5	1.4	1.2
Pologne	-2.6	23.9	2.4	4.7	14.1	4.9	9.9	15.6	10.0	7.1	-5.9	13.1	7.9	4.6	6.1	6.7	7.7	9.0	7.8	6.3
Portugal	3.6	8.4	2.3	3.1	3.3	4.5	0.5	12.4	7.3	-0.3	-10.2	9.5	7.0	3.4	7.0	4.3	6.1	4.4	5.5	4.5
Russie	11.2	9.5	4.2	10.3	12.6	11.8	6.5	7.3	6.3	0.6	-4.7	7.0	0.3	1.4	4.6	0.6	3.6	3.1	3.4	3.0
République slovaque	10.1	7.5	10.6	7.0	18.4	20.9	12.9	22.9	14.6	3.0	-16.8	15.7	12.0	9.3	6.7	3.7	7.0	4.8	6.8	7.1
Slovénie	2.0	12.6	7.2	7.8	3.2	13.0	11.4	14.1	13.6	4.2	-16.6	10.2	6.9	0.6	3.1	5.7	5.6	5.9	5.5	5.7
Afrique du Sud	1.3	8.3	2.4	1.0	0.1	2.8	8.6	7.5	7.8	1.5	-17.0	7.7	3.5	0.8	3.6	3.2	3.9	-0.1	4.3	4.5
Espagne	8.0	10.5	3.7	1.4	3.4	4.3	1.8	4.9	8.3	-0.8	-11.0	9.4	7.4	1.1	4.3	4.2	4.9	4.4	6.7	5.0
Suède	6.8	12.0	0.9	1.3	4.4	9.8	6.6	9.1	4.7	1.6	-14.3	11.4	6.2	1.5	-0.8	5.5	5.2	3.0	3.5	3.6
Suisse	3.1	12.6	0.0	-2.0	-0.9	9.0	6.8	6.6	11.3	3.7	-10.0	12.5	5.2	1.2	15.3	-6.1	2.2	4.6	5.8	4.0
Turquie	-11.2	17.4	4.6	7.8	6.7	11.6	8.1	6.5	7.3	3.8	-3.7	1.7	13.4	14.9	1.1	8.2	4.2	-2.0	5.3	3.9
Royaume-Uni	2.8	9.6	2.1	2.4	2.7	5.1	8.1	12.5	-1.5	1.1	-8.8	5.8	5.8	0.6	1.1	1.5	6.1	1.8	1.9	2.6
États-Unis	2.6	8.6	-5.8	-1.7	1.8	9.8	6.2	9.0	9.3	5.7	-8.8	11.9	6.9	3.4	3.5	4.3	0.1	0.4	2.9	3.0
Total OCDE	4.8	12.0	0.5	2.0	2.3	8.7	5.9	8.6	6.8	1.9	-11.1	11.4	6.3	2.9	2.8	4.4	4.4	2.3	4.1	3.8

Note : Les agrégats régionaux calculés incluent le commerce intra-régional comme la somme des volumes exprimés en dollars constants de 2010.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440730

Annexe : Tableau 48. **Volume des importations de biens et services**

Sur la base des comptes nationaux, pourcentage de variations par rapport à la période précédente

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Argentine	-11.3	-0.2	-13.9	-50.1	37.6	40.1	15.8	11.0	19.6	13.6	-18.4	35.2	22.0	-4.7	3.9	-11.5	5.7	5.4	5.4	7.2
Australie	8.4	7.6	-4.6	11.1	10.9	15.4	8.8	8.5	13.1	10.5	-8.8	15.3	10.7	5.7	-2.2	-1.1	1.8	0.4	3.5	3.7
Autriche	4.1	10.2	5.2	0.2	3.3	8.0	5.4	5.9	5.6	1.0	-12.1	11.9	6.3	1.1	0.7	1.3	3.4	3.1	6.2	5.0
Belgique	3.3	13.5	-1.0	0.9	1.5	6.2	6.5	4.6	5.7	3.5	-9.0	9.6	7.3	1.4	0.3	5.9	4.3	6.0	5.3	3.7
Brésil	-15.2	11.9	2.6	-13.5	-0.7	9.7	8.9	17.7	18.5	16.4	-7.3	33.9	10.5	0.3	6.9	-1.9	-13.9	-10.3	5.2	2.7
Canada	8.1	8.5	-4.9	1.8	4.2	8.5	7.3	5.3	5.8	0.9	-12.4	13.8	5.6	3.6	1.6	2.2	0.3	-1.0	0.8	3.2
Chili	-9.7	10.3	5.3	1.8	5.7	19.3	18.5	11.8	13.8	11.5	-16.6	25.7	15.2	5.2	2.0	-6.6	-2.7	-1.6	2.2	3.6
Chine	23.2	24.0	9.2	25.0	32.5	23.3	12.9	16.8	13.7	5.6	4.0	18.1	16.0	7.1	11.0	8.3	2.6	6.6	7.5	3.5
Colombie	-24.2	6.7	8.7	0.3	8.2	10.3	11.9	20.0	14.0	10.5	-9.1	10.8	21.5	9.1	6.0	7.9	1.4	-6.2	2.1	3.7
Costa Rica	-3.1	-3.9	0.0	6.0	4.6	4.9	6.9	7.9	9.8	6.9	-18.9	18.9	10.8	7.9	1.6	5.0	4.6	7.8	6.9	5.6
République tchèque	4.3	15.4	11.2	4.7	8.6	25.6	13.0	11.9	12.8	2.8	-10.7	14.5	6.7	2.8	0.1	10.1	8.4	3.0	3.0	4.9
Danemark	2.6	13.7	2.4	6.4	-1.0	7.1	11.3	14.0	5.8	4.8	-11.9	0.5	7.4	2.7	1.5	3.6	1.3	2.4	4.1	3.0
Estonie	-6.1	-5.3	12.5	13.4	13.9	15.7	17.0	20.9	13.2	-6.0	-30.6	20.7	27.4	9.7	3.3	2.2	-1.4	4.8	4.7	4.7
Finlande	4.3	14.9	1.4	4.3	4.1	8.1	11.2	6.7	7.4	7.9	-16.9	6.5	6.0	1.6	0.5	-1.3	3.1	2.5	3.1	3.1
France	6.6	16.0	2.3	1.9	1.0	5.7	6.4	6.0	5.8	1.0	-9.3	8.4	6.6	0.8	2.2	4.8	6.4	3.5	4.4	4.2
Allemagne	8.6	11.3	1.2	-2.5	5.7	7.1	6.0	11.5	6.5	1.8	-9.6	12.6	7.1	0.4	3.2	4.0	5.0	3.7	4.1	3.9
Grèce	14.5	22.4	-1.2	-3.4	7.4	4.1	2.4	13.2	14.4	1.1	-20.2	-3.4	-8.3	-9.4	-3.4	7.6	0.3	0.5	5.3	3.5
Hongrie	13.3	23.1	5.8	8.7	9.5	17.3	7.8	15.5	13.9	6.0	-14.7	10.2	4.4	-3.5	4.5	10.9	6.1	5.7	5.8	6.8
Islande	3.4	7.8	-10.0	-2.7	10.3	13.7	28.8	9.8	-2.3	-20.3	-22.4	4.4	6.8	4.6	0.0	9.8	13.5	14.7	5.8	2.6
Inde[1]	7.0	4.5	2.8	12.3	13.8	22.2	32.6	21.5	10.2	22.7	-2.1	15.6	21.1	6.0	-8.1	0.8	-5.9	-1.2	2.0	4.9
Indonésie	-40.7	25.9	4.2	-4.2	1.6	26.7	17.8	8.6	9.1	10.0	-9.3	16.6	15.0	8.0	1.9	2.1	-6.4	-2.3	7.9	5.7
Irlande	12.6	21.8	13.0	5.4	-2.4	2.4	12.0	9.3	9.5	-2.5	-2.1	0.8	2.5	5.8	0.9	15.3	21.7	10.4	8.8	4.7
Israël	15.5	11.9	-5.5	-1.1	-0.9	11.8	3.4	3.4	11.1	2.4	-13.9	15.3	11.0	2.1	-0.4	3.8	-0.4	9.4	1.8	6.3
Italie	4.1	11.3	1.7	0.9	1.3	4.1	3.8	8.2	4.7	-3.9	-12.8	12.1	1.2	-8.2	-2.3	3.1	6.7	3.1	4.7	3.9
Japon	3.6	9.3	1.0	0.7	3.4	8.1	6.1	4.7	2.2	0.7	-15.7	11.2	5.8	5.4	3.3	8.3	0.8	-2.3	3.2	1.9
Corée	24.9	21.8	-3.6	15.0	10.6	12.3	7.8	12.4	11.6	3.2	-6.8	17.3	14.3	2.4	1.7	1.5	2.1	4.5	7.5	3.8
Lettonie	-5.2	2.7	15.6	2.7	11.9	21.0	16.9	21.4	17.3	-10.7	-31.7	12.4	22.0	5.4	-0.2	0.5	2.1	4.6	3.9	5.2
Lituanie	-14.5	6.6	19.7	20.1	9.6	15.5	20.3	14.3	10.8	12.2	-28.0	18.7	14.2	6.6	9.3	3.3	6.2	3.9	4.7	4.9
Luxembourg	12.8	13.7	6.6	1.1	4.6	11.6	5.7	12.5	6.8	9.3	-13.8	12.2	5.3	4.8	5.2	12.4	12.1	4.0	5.2	4.5
Mexique	11.7	19.6	0.2	0.6	0.4	8.9	8.4	10.4	5.9	3.7	-17.1	20.5	8.1	4.8	3.3	5.9	8.7	0.4	1.2	1.7
Pays-Bas	9.8	11.7	2.0	0.4	2.0	6.4	5.4	8.2	5.6	2.2	-7.7	9.1	3.5	2.7	1.1	4.2	5.8	3.6	3.8	4.5
Nouvelle-Zélande	12.4	-0.9	2.3	9.8	8.6	16.8	6.2	-2.4	9.3	3.3	-14.4	10.9	6.9	2.7	6.4	7.9	3.6	4.2	6.1	4.5
Norvège	-1.6	2.0	1.7	1.0	1.2	9.0	7.9	9.1	10.0	3.2	-10.0	8.3	4.0	3.1	4.9	2.4	1.6	0.8	2.9	2.6
Pologne	1.2	13.6	-3.8	2.6	9.6	8.1	6.3	18.1	15.8	9.5	-12.4	14.3	5.8	-0.3	1.7	10.0	6.6	8.9	6.5	7.1
Portugal	9.1	5.5	1.1	-0.2	-0.4	7.6	2.2	7.5	5.4	2.5	-9.9	7.8	-5.8	-6.3	4.7	7.8	8.2	4.4	5.2	3.9
Russie	-17.0	32.4	18.7	14.6	17.3	23.3	16.6	21.3	26.2	14.8	-30.4	25.8	20.3	9.7	3.9	-7.1	-26.0	-4.0	5.0	2.2
République slovaque	-3.6	6.6	18.9	5.8	8.0	21.6	15.3	19.5	9.4	3.6	-18.8	14.7	9.6	2.5	5.6	4.4	8.1	2.9	6.8	6.8
Slovénie	8.4	6.6	3.6	5.6	6.5	14.0	7.3	12.4	16.8	3.8	-18.8	6.8	5.0	-3.7	2.1	4.2	4.6	6.2	6.0	6.4
Afrique du Sud	-8.4	5.3	0.2	5.3	8.1	15.5	10.9	18.3	9.4	2.8	-17.7	10.8	11.9	4.2	5.0	-0.5	5.4	-3.7	2.9	5.9
Espagne	13.9	9.5	3.5	3.6	5.9	10.1	7.0	8.2	8.6	-5.6	-18.3	6.9	-0.8	-6.4	-0.5	6.5	5.6	3.3	5.5	4.9
Suède	4.7	12.0	-1.6	-1.3	4.0	5.7	6.9	8.7	7.9	3.5	-14.0	12.3	7.4	1.1	-0.2	6.5	5.1	3.3	3.2	4.0
Suisse	3.3	8.3	0.9	-2.1	0.4	3.4	10.0	3.4	5.8	4.8	-3.8	7.9	9.4	-2.5	13.5	-7.8	4.3	2.7	6.2	4.8
Turquie	-3.4	21.2	-24.2	20.8	24.2	20.2	11.9	7.7	9.4	-2.6	-14.6	20.0	14.8	0.6	8.7	-0.6	1.5	4.1	4.0	4.2
Royaume-Uni	7.4	9.6	4.7	5.5	2.7	6.6	6.6	10.1	-1.2	-1.9	-9.2	8.2	0.8	2.9	3.4	2.5	5.5	2.8	3.8	1.3
États-Unis	10.1	13.0	-2.8	3.7	4.5	11.4	6.3	6.3	2.5	-2.6	-13.7	12.7	5.5	2.2	1.1	4.4	4.6	1.1	4.7	5.1
Total OCDE	7.7	12.2	0.1	2.5	4.0	8.7	6.8	8.1	5.5	0.5	-11.9	11.4	5.8	1.3	2.1	4.1	4.7	2.6	4.4	4.0

Note : Les agrégats régionaux calculés incluent le commerce intra-régional comme la somme des volumes exprimés en dollars constants de 2010.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440742

Annexe : Tableau 49. **Prix des exportations de biens et services**

Sur la base des comptes nationaux, pourcentage de variations par rapport à la période précédente, exprimés en monnaie nationale

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Argentine	-9.4	9.1	-3.0	176.6	3.7	9.2	3.7	15.3	14.0	23.8	6.2	13.2	22.7	11.1	18.4	44.9	-1.8	53.3	19.0	11.0
Australie	-4.7	12.4	5.9	-2.2	-5.4	4.1	11.9	12.6	1.0	22.2	-12.2	8.2	11.1	-9.7	-0.2	-4.0	-8.7	-3.1	5.9	-1.0
Autriche	0.1	1.7	0.5	0.1	0.0	1.1	2.0	2.4	1.9	2.4	-2.6	2.7	4.0	1.3	0.0	-0.2	-0.6	-0.5	2.7	1.1
Belgique	0.0	5.8	1.4	-1.1	-1.3	2.1	3.7	2.6	2.2	3.9	-5.4	4.6	3.9	1.3	-0.3	-1.0	-2.1	-1.3	0.7	0.8
Brésil	39.5	2.6	23.4	21.3	12.2	8.8	-8.1	-0.4	-0.4	15.7	-5.3	2.8	13.9	12.7	7.1	4.0	14.0	0.2	7.0	1.8
Canada	1.1	6.3	1.3	-1.8	-1.6	2.1	2.8	0.2	0.8	10.6	-9.7	1.7	6.9	-0.8	1.2	3.5	-3.1	-0.8	4.7	1.5
Chili	7.6	10.7	6.5	5.4	11.0	12.8	11.7	23.7	6.1	-4.3	-3.8	14.9	3.8	-4.1	-3.0	10.5	-2.6	1.2	3.7	2.9
Chine	-5.5	-0.7	1.4	-3.3	5.1	9.0	2.0	-0.2	0.6	-0.9	-7.9	1.8	4.9	-0.5	-3.3	0.6	0.1	-3.3	2.3	2.3
Colombie	24.7	23.7	1.8	7.1	15.7	4.1	5.0	8.8	-1.5	14.7	-2.5	6.0	19.7	-1.5	-2.2	-1.8	-0.2	0.3	11.1	1.9
Costa Rica	6.6	12.1	5.4	7.1	13.2	11.3	14.0	11.7	4.1	9.4	6.1	-2.7	1.0	1.3	0.3	7.4	-0.1	2.7	1.8	1.3
République tchèque	1.0	3.8	0.3	-4.8	0.1	2.7	-2.2	-1.3	0.3	-4.3	0.5	-1.2	0.8	3.1	1.5	4.0	-1.5	-3.8	1.6	1.3
Danemark	-0.5	8.2	1.6	-1.1	-1.1	2.0	5.5	2.8	1.2	5.0	-8.4	9.5	1.3	3.0	0.6	-1.7	2.0	-3.9	1.5	1.5
Estonie	-0.2	8.3	5.9	3.1	0.0	1.2	4.4	5.6	6.3	6.6	-2.2	3.1	5.4	2.2	1.2	-0.3	-1.4	0.0	2.0	2.1
Finlande	-5.0	3.5	-1.3	-2.5	-1.4	-0.4	1.2	2.3	1.0	-0.2	-5.9	3.8	4.5	1.1	-1.1	-0.4	-1.1	-2.4	1.2	0.6
France	-1.6	2.6	-0.3	-1.5	-1.7	0.5	1.8	2.1	1.9	3.2	-3.8	2.3	2.9	1.4	-0.2	-0.9	-0.4	-1.0	2.6	1.2
Allemagne	-0.7	2.7	0.7	-0.6	-1.3	-0.2	1.1	1.1	0.3	1.0	-2.6	2.3	2.6	1.8	-0.6	-0.2	1.1	-1.0	2.0	1.3
Grèce	1.8	6.2	3.9	1.9	1.9	2.0	2.1	3.3	2.9	3.9	-2.0	5.9	5.5	2.7	-1.6	-2.0	-6.0	-3.8	4.6	1.2
Hongrie	4.8	10.0	3.0	-4.1	0.1	-1.1	-0.5	6.4	-3.9	0.8	2.9	1.8	3.4	3.1	0.0	1.0	-0.3	-0.8	1.4	2.3
Islande	0.4	4.1	21.8	-1.2	-6.4	1.7	-4.4	21.4	-0.9	36.1	14.3	8.8	7.0	1.6	-3.1	-1.2	1.9	-10.0	-3.4	1.3
Inde[1]	-2.9	3.4	0.3	1.0	6.9	7.1	-0.7	5.8	6.3	13.7	2.7	9.9	8.9	6.5	8.7	-1.4	0.7	3.2	1.5	3.8
Indonésie	13.1	9.9	12.1	-6.2	-2.7	6.2	9.6	0.2	3.4	15.8	-5.8	1.9	7.7	1.1	3.5	8.4	-0.4	-1.2	5.3	2.3
Irlande	2.4	5.4	-0.4	-0.6	-2.6	0.3	2.1	1.7	0.1	3.1	-4.1	3.0	-0.3	3.4	-1.2	0.4	7.4	-1.8	1.3	2.9
Israël	9.7	-1.8	0.9	11.9	-1.9	0.9	4.5	1.9	-3.8	-5.2	2.6	-2.4	0.5	8.1	-4.9	-0.9	4.7	-0.9	-2.8	1.7
Italie	0.4	4.3	2.4	1.4	-0.1	1.1	1.9	2.2	2.4	2.9	-2.0	2.3	4.0	1.9	-0.3	-0.1	-0.4	-0.9	2.3	1.7
Japon	-8.7	-4.0	2.5	-1.4	-3.7	-1.4	1.4	3.2	2.3	-3.9	-11.8	-1.7	-2.3	-1.8	10.4	3.0	0.8	-8.4	3.2	1.0
Corée	-19.2	-2.0	3.7	-7.7	-0.9	4.9	-6.4	-5.4	1.1	25.6	-0.4	1.3	3.2	-0.6	-4.8	-4.9	-5.0	-4.5	2.6	2.8
Lettonie	-0.6	0.5	3.1	3.0	8.0	10.0	10.1	8.3	11.7	8.3	-4.4	5.8	8.8	4.1	1.3	-1.5	-0.5	-1.7	2.5	2.0
Lituanie	-0.3	9.6	-2.2	-4.2	-2.0	7.7	8.6	5.1	5.8	12.5	-14.1	10.1	11.5	3.4	-1.5	-2.6	-4.0	-2.0	4.3	2.0
Luxembourg	6.0	9.7	-4.1	-0.7	-0.5	5.4	8.5	8.5	5.0	-0.1	-4.3	4.7	6.2	3.4	2.9	3.3	3.2	-0.1	4.3	2.6
Mexique	13.5	8.0	-3.6	5.3	11.6	9.0	4.1	7.5	5.1	9.5	9.5	-0.2	5.8	6.1	-1.9	1.7	4.2	14.7	14.4	8.7
Pays-Bas	-1.3	5.8	0.7	-1.8	-0.9	1.0	3.4	3.1	1.7	4.3	-6.5	5.4	4.8	2.4	-0.9	-2.1	-2.9	-2.6	5.4	2.6
Nouvelle-Zélande	0.0	13.3	7.3	-6.9	-7.4	0.8	1.1	7.2	1.0	15.3	-8.0	3.0	5.7	-5.3	2.4	1.7	-3.9	-1.3	0.6	1.8
Norvège	10.7	36.7	-2.2	-10.2	2.0	12.9	17.4	15.5	1.5	17.5	-17.0	7.5	12.8	2.9	1.6	-1.7	-7.9	-8.6	11.5	2.4
Pologne	7.0	0.6	2.7	4.6	6.2	7.9	-2.4	2.3	2.7	-0.7	11.4	0.3	6.8	3.8	-0.1	0.0	1.1	-0.4	0.7	1.9
Portugal	0.4	5.5	0.6	0.1	-1.5	1.7	1.6	4.4	1.9	2.7	-5.0	3.3	5.0	1.7	-1.0	-1.2	-1.1	-2.0	2.1	1.0
Russie	128.3	41.0	-1.6	4.8	8.4	12.6	21.9	11.2	3.9	28.1	-11.9	16.6	24.8	7.2	-1.4	12.5	7.8	-10.2	5.6	0.7
République slovaque	-1.1	17.3	4.9	1.0	1.5	1.8	1.6	2.1	0.5	1.4	-5.1	3.0	4.0	1.2	-1.9	-3.3	-1.4	-1.4	1.5	1.5
Slovénie	2.2	10.5	8.0	4.5	2.8	3.0	2.8	2.7	2.5	1.4	-1.1	2.2	4.2	1.0	-0.7	-0.1	-0.1	-1.2	2.1	1.6
Afrique du Sud	6.9	15.1	16.8	24.7	-8.0	2.6	6.2	15.6	13.3	26.4	0.0	4.3	13.2	4.2	9.1	5.3	-0.3	7.0	5.9	5.9
Espagne	0.1	6.7	1.7	0.4	-0.3	1.8	4.0	4.1	2.4	2.6	-2.7	3.0	4.5	2.0	-0.7	-1.7	0.5	-1.1	4.1	2.0
Suède	-1.6	2.3	2.6	-1.5	-2.0	-0.3	2.6	3.0	2.0	4.0	1.3	-0.7	-1.0	-1.0	-2.5	2.0	1.8	-1.5	3.4	1.9
Suisse	0.1	3.3	-0.1	-2.0	0.4	0.7	1.8	4.9	3.9	2.5	-0.4	2.3	-0.5	2.2	-5.2	-3.0	-5.0	0.5	0.8	0.5
Turquie	51.5	42.1	87.9	25.1	10.9	13.0	-0.2	13.3	1.9	17.1	3.2	3.4	15.4	4.2	7.3	11.5	7.8	7.0	8.1	2.0
Royaume-Uni	0.6	1.6	1.0	-1.7	1.9	-0.6	3.1	1.5	-0.8	9.4	3.8	5.4	5.7	-0.2	2.6	-2.6	-4.7	3.9	7.0	2.8
États-Unis	1.4	1.8	-0.6	-0.6	2.0	3.5	4.3	3.4	3.2	4.7	-5.5	4.3	6.4	0.9	0.1	0.1	-4.8	-1.8	2.4	1.9
Total OCDE	0.6	4.4	2.4	-0.3	0.4	2.3	2.4	3.1	1.8	5.0	-3.1	2.9	4.3	1.3	0.1	0.0	-1.2	-0.7	3.7	2.2

Note : Les agrégats régionaux calculés incluent le commerce intra-régional. Ils sont calculés comme la moyenne géométrique des prix pondérés par les volumes du PIB de l'année 2010 exprimés en dollars.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440753

Annexe : Tableau 50. **Prix des importations de biens et services**

Sur la base des comptes nationaux, pourcentage de variations par rapport à la période précédente, exprimés en monnaie nationale

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Argentine	-4.5	1.1	-3.0	203.2	-3.8	6.1	6.6	11.3	10.0	13.2	5.2	9.0	12.3	8.4	25.8	47.0	2.3	47.7	17.0	10.0
Australie	-4.3	7.6	5.8	-4.1	-8.5	-5.0	0.6	4.2	-4.0	7.4	-2.4	-7.5	-1.3	0.9	3.5	4.0	3.3	-3.1	0.9	2.0
Autriche	0.6	2.7	0.3	-0.6	-0.8	1.7	2.8	3.6	2.3	3.8	-4.7	4.6	5.8	1.8	-0.1	-0.7	-1.8	-1.3	2.2	0.9
Belgique	0.9	7.6	1.3	-1.8	-1.0	3.0	4.4	3.3	2.0	6.6	-8.3	6.3	5.1	1.5	-0.5	-1.4	-3.1	-2.1	0.8	0.9
Brésil	54.8	7.5	25.4	19.7	13.4	4.8	-7.9	-7.3	-2.2	12.3	-4.8	-9.1	5.8	17.2	10.5	8.7	24.0	0.5	-4.2	1.8
Canada	-0.3	2.0	2.5	0.5	-6.7	-2.2	-0.7	-0.8	-2.2	6.0	-0.6	-3.4	3.4	0.7	1.2	4.9	4.0	1.3	2.0	1.6
Chili	4.1	7.8	8.9	4.2	3.2	-5.4	1.0	-0.6	3.9	16.5	-8.1	-1.9	4.5	0.4	-0.1	13.1	1.7	-0.6	0.6	3.3
Chine	-5.9	7.6	-0.4	-3.1	5.2	9.5	2.2	0.5	1.7	4.6	-15.1	12.5	8.9	-3.0	-4.2	-2.2	-11.2	-3.4	6.9	1.9
Colombie	23.6	19.6	10.1	6.2	12.7	-1.9	-2.8	2.8	-5.1	3.2	4.2	-5.2	5.1	-1.2	1.4	4.9	13.8	1.6	2.6	2.0
Costa Rica	11.9	14.6	5.1	9.2	14.4	13.8	16.7	14.3	7.5	13.2	-0.9	-6.6	2.8	-0.3	-0.2	5.7	-5.7	-0.9	1.1	3.5
République tchèque	1.8	7.0	-2.5	-8.1	0.0	1.6	0.0	0.7	-0.8	-3.0	-1.5	0.7	2.5	3.5	0.5	2.5	-1.6	-4.7	2.3	0.9
Danemark	-0.2	7.5	1.7	-2.2	-1.9	1.1	3.6	3.5	1.7	3.1	-8.6	6.9	3.3	2.4	-0.4	-2.4	1.8	-4.1	1.1	1.2
Estonie	0.3	5.4	1.4	-1.0	-1.6	1.0	1.8	3.2	4.0	6.2	-2.6	5.7	4.6	2.5	-0.3	-1.4	-1.8	-0.9	2.0	2.1
Finlande	-2.0	7.4	-2.9	-2.7	0.0	1.8	4.7	5.6	1.1	1.7	-7.1	6.0	6.1	2.1	-1.7	-1.6	-3.7	-1.8	1.4	0.7
France	-1.9	5.3	-0.5	-3.1	-1.6	1.4	3.2	3.6	0.7	3.8	-6.2	3.7	5.4	1.7	-1.4	-2.0	-3.0	-2.3	3.4	1.2
Allemagne	-1.5	7.3	0.6	-2.6	-2.5	-0.4	3.0	2.8	0.1	2.8	-6.9	4.8	5.5	2.0	-1.6	-1.5	-1.4	-2.5	3.9	1.1
Grèce	1.1	8.2	2.9	0.9	-0.1	2.1	3.2	3.4	2.0	5.5	-1.4	5.3	6.0	4.2	-2.8	-3.6	-10.5	-2.6	4.1	3.5
Hongrie	5.4	12.3	2.4	-5.2	0.4	-0.9	1.3	7.8	-4.4	2.0	1.6	1.7	4.9	4.1	-0.8	0.3	-1.0	-2.2	2.0	2.3
Islande	1.1	6.9	21.7	-1.7	-2.4	3.2	-5.3	17.7	2.8	45.7	23.9	4.1	10.0	4.8	-1.1	-4.3	-4.5	-12.1	-3.8	1.3
Inde[1]	9.9	7.2	1.7	8.7	1.0	17.1	-1.9	5.3	6.2	8.0	4.1	7.9	9.6	8.0	11.8	0.5	0.0	2.5	4.7	5.0
Indonésie	23.1	11.4	14.8	-0.8	-4.6	7.2	11.5	-5.1	7.5	28.9	-7.7	3.8	5.6	6.7	7.6	7.1	-1.1	-2.8	5.2	3.3
Irlande	2.3	3.6	-0.1	-2.7	-1.6	5.5	0.4	2.7	0.0	1.6	-2.3	6.0	-2.7	2.7	-0.6	2.0	4.7	-1.6	1.5	2.4
Israël	7.4	0.8	1.8	12.1	0.5	3.7	6.7	3.2	-1.8	-2.7	-4.2	0.0	4.2	5.1	-7.2	-1.9	-3.6	-4.5	-2.4	1.3
Italie	0.8	10.8	1.2	-0.3	-1.7	2.0	5.3	5.4	1.3	5.1	-7.8	6.6	6.8	3.5	-1.8	-2.6	-2.7	-3.4	2.2	1.2
Japon	-8.4	1.6	2.3	-1.0	-0.6	3.0	8.3	11.0	6.6	5.8	-21.4	4.3	5.8	-0.6	11.5	3.5	-7.5	-12.9	8.6	1.1
Corée	-17.1	6.8	6.4	-9.4	0.7	8.0	-2.9	-1.1	1.2	34.7	-4.1	1.1	8.1	-0.4	-6.8	-5.7	-12.1	-7.5	4.2	2.5
Lettonie	-3.9	6.4	1.7	5.7	5.9	7.3	11.1	9.0	6.7	10.2	-4.6	5.7	5.6	7.1	0.7	-0.2	-1.2	-6.1	3.1	2.0
Lituanie	-4.1	4.1	-1.8	-4.5	-2.0	-0.8	7.5	8.2	4.9	8.6	-10.7	9.9	12.7	4.2	-1.7	-3.4	-6.9	-4.3	5.2	2.1
Luxembourg	3.2	10.8	-3.1	-1.5	-1.7	6.3	7.9	6.2	6.8	-1.8	-5.3	4.0	4.8	4.2	2.9	3.1	4.3	-0.9	4.0	2.6
Mexique	5.3	1.4	-4.2	3.0	12.7	10.2	0.3	4.0	4.0	6.6	13.4	-1.5	6.0	6.7	-3.5	3.3	8.0	14.8	15.3	10.0
Pays-Bas	-0.9	5.9	-0.6	-2.5	-1.2	1.5	3.0	2.9	1.8	4.6	-7.3	6.5	6.5	2.7	-1.2	-2.0	-3.6	-3.4	6.3	2.6
Nouvelle-Zélande	0.3	15.8	2.2	-5.9	-11.4	-4.4	0.7	9.9	-4.9	12.5	-1.4	-4.1	2.6	-1.0	-4.6	-3.3	0.8	-4.3	-1.4	2.0
Norvège	-1.1	7.5	-0.1	-5.0	1.4	4.7	1.5	3.2	3.9	4.2	-0.3	0.8	3.3	0.1	1.6	4.9	4.2	1.7	-0.3	2.1
Pologne	6.9	9.3	0.2	5.5	6.7	4.6	-3.6	2.4	1.1	0.8	8.0	1.8	8.5	5.1	-1.1	-1.9	-1.3	-1.5	2.0	1.6
Portugal	-0.7	8.4	0.3	-1.6	-1.5	2.1	2.9	3.8	1.4	5.1	-9.3	4.7	7.1	1.1	-2.7	-2.3	-4.3	-3.2	2.9	0.8
Russie	135.6	5.1	3.9	6.6	1.6	-2.9	5.6	0.3	0.4	10.8	25.5	-2.2	3.3	4.7	4.3	18.0	42.1	7.4	-3.2	2.4
République slovaque	0.6	13.4	6.1	1.0	1.9	2.1	1.7	3.6	1.6	3.0	-4.1	3.6	5.3	2.5	-1.4	-3.4	-1.1	-1.1	1.7	1.4
Slovénie	1.9	14.0	6.2	2.5	2.1	4.2	5.0	3.3	1.5	2.7	-4.4	6.5	5.7	2.1	-1.5	-1.1	-1.4	-2.0	1.5	1.6
Afrique du Sud	11.0	17.9	15.5	21.6	-11.7	0.7	4.4	10.2	10.0	25.1	-5.1	-1.6	6.5	8.6	10.6	7.1	-3.6	6.6	5.4	5.7
Espagne	0.0	10.8	-0.1	-2.4	-1.7	2.2	3.1	3.9	1.7	5.1	-7.4	5.5	8.5	4.0	-1.8	-0.8	-0.3	-1.6	4.2	2.2
Suède	1.1	4.1	4.0	0.1	-2.1	0.8	4.5	3.4	0.5	4.4	0.4	-0.2	-0.2	-1.1	-2.8	1.8	0.9	-1.8	3.0	1.5
Suisse	-0.4	5.5	0.0	-5.0	-1.1	1.9	3.5	6.2	4.9	3.6	-2.7	2.5	0.0	2.8	-5.1	-3.0	-7.4	2.6	0.4	0.4
Turquie	47.4	57.4	91.9	22.1	6.5	11.4	0.4	18.1	0.3	20.5	1.4	5.4	25.1	5.2	4.3	11.9	5.8	2.7	11.8	2.2
Royaume-Uni	-0.6	2.4	0.0	-2.5	0.6	-1.0	3.8	2.4	-0.1	13.1	2.1	4.0	6.7	-0.5	0.4	-4.0	-5.3	3.9	7.1	4.1
États-Unis	1.6	4.4	-2.5	-1.2	3.4	4.7	6.0	4.1	3.4	10.5	-10.4	5.8	7.7	0.6	-0.9	-0.2	-7.6	-3.0	2.9	2.0
Total OCDE	0.5	6.5	2.0	-1.2	0.3	2.7	3.3	4.0	1.8	7.9	-5.6	3.6	6.4	1.8	-0.6	-0.1	-3.0	-1.7	4.4	2.3

Note : Les agrégats régionaux calculés incluent le commerce intra-régional. Ils sont calculés comme la moyenne géométrique des prix pondérés par les volumes du PIB de l'année 2010 exprimés en dollars.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440769

Annexe : Tableau 51. **Indicateurs de compétitivité à partir des prix relatifs à la consommation**

Indices, 2010 = 100

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Argentine	256.0	256.7	269.1	114.1	122.3	117.1	116.8	114.7	111.9	109.2	102.6	100.0	95.6	98.5	90.2	77.8	96.0	84.5	94.4	105.2
Australie	71.3	67.9	65.6	69.4	78.4	84.9	87.4	87.2	92.7	90.8	88.2	100.0	106.9	108.4	103.7	99.0	89.8	89.9	91.6	90.7
Autriche	101.2	98.1	98.3	99.0	102.3	103.4	102.5	101.7	102.1	102.2	103.0	100.0	100.4	98.8	100.8	102.6	100.4	101.7	101.3	101.7
Belgique	95.8	91.7	92.5	94.1	99.0	100.9	100.6	100.2	100.9	103.5	103.6	100.0	100.9	98.7	100.2	100.6	96.7	99.4	98.9	98.9
Brésil	63.9	69.4	58.8	55.8	53.7	55.9	69.3	77.6	83.6	87.9	87.9	100.0	104.7	94.8	89.9	88.3	73.4	77.1	86.3	88.2
Canada	75.2	76.0	74.4	73.8	81.6	85.7	90.8	95.8	98.7	96.0	92.0	100.0	101.5	101.1	97.6	92.0	84.5	83.0	81.3	80.0
Chili	95.3	94.3	85.6	87.9	82.0	87.6	93.1	97.5	95.9	97.3	94.8	100.0	101.1	103.7	103.1	94.1	92.5	93.6	95.5	94.7
Chine	92.2	92.7	97.7	95.7	89.3	86.7	85.6	87.0	90.1	97.9	102.0	100.0	102.3	108.1	114.7	117.4	127.9	122.5	116.6	114.8
Colombie	83.1	76.1	75.2	73.7	63.4	69.1	78.0	77.0	86.3	91.6	90.4	100.0	99.8	106.0	102.4	98.7	81.5	79.2	84.3	84.1
Costa Rica	88.3	90.9	94.8	93.0	86.2	83.3	83.1	83.5	84.6	88.0	90.1	100.0	102.4	106.6	111.3	108.4	117.2	115.8	111.9	112.1
République tchèque	66.8	67.4	71.6	79.8	78.2	79.1	83.4	87.6	89.9	102.9	99.0	100.0	102.0	98.8	96.6	91.5	90.5	92.6	92.6	92.7
Danemark	95.6	91.6	92.8	95.0	100.1	100.9	99.7	99.4	99.9	101.4	104.4	100.0	99.4	96.7	97.7	98.9	95.9	97.1	96.0	95.8
Estonie	86.2	82.8	84.4	86.5	89.7	91.2	91.5	92.3	95.8	101.7	103.3	100.0	101.2	100.1	102.9	104.8	104.5	105.4	103.8	104.7
Finlande	106.1	100.9	101.7	103.1	107.8	107.5	104.2	102.6	103.6	105.1	106.7	100.0	99.6	96.9	98.6	101.4	99.3	100.4	97.2	96.8
France	101.3	96.0	95.8	97.6	103.0	104.7	103.3	102.7	103.1	103.8	104.0	100.0	99.3	96.3	97.4	97.8	93.6	94.3	93.0	92.5
Allemagne	105.8	99.2	99.1	100.3	105.2	106.7	104.5	103.5	104.8	104.8	105.7	100.0	99.0	95.7	97.8	99.0	94.6	95.8	94.6	94.4
Grèce	90.9	84.7	85.3	88.0	93.5	95.7	95.9	96.6	98.0	99.8	101.4	100.0	100.7	96.8	95.9	95.5	90.8	90.7	89.1	88.5
Hongrie	73.1	73.4	79.1	87.3	89.5	95.3	96.9	92.1	102.5	105.2	99.2	100.0	99.8	96.8	96.0	92.5	89.2	89.6	89.0	89.6
Islande	129.2	133.5	117.6	125.4	132.1	135.6	153.3	143.1	148.7	116.4	95.0	100.0	101.0	101.5	105.4	113.1	117.9	132.4	149.3	152.3
Inde	86.0	88.0	88.7	88.5	87.0	86.0	88.1	87.2	93.5	88.9	90.2	100.0	99.1	94.3	93.3	95.5	103.2	103.9	110.4	114.2
Indonésie	71.6	69.7	66.7	81.0	86.9	82.9	81.6	94.7	94.2	90.4	89.5	100.0	99.8	96.1	92.0	85.8	86.4	89.5	91.8	92.7
Irlande	84.4	81.8	84.7	89.4	98.1	100.7	100.3	102.0	107.0	112.0	107.8	100.0	100.2	95.7	97.2	96.8	90.0	91.3	90.0	90.4
Israël	107.4	114.5	113.6	102.9	96.8	90.2	87.7	87.2	87.7	97.7	95.5	100.0	101.1	96.2	102.3	103.7	103.5	105.1	109.9	109.9
Italie	97.4	93.1	94.0	96.5	102.4	104.3	102.8	102.3	102.8	103.6	104.9	100.0	99.8	97.9	99.5	100.1	96.1	96.6	94.8	94.4
Japon	118.2	125.1	112.3	104.9	105.5	106.8	100.4	90.7	83.1	89.7	100.5	100.0	101.2	99.9	80.2	76.0	71.4	80.2	76.7	76.0
Corée	99.7	108.2	101.8	106.8	108.1	109.7	122.6	130.9	129.0	104.9	93.1	100.0	100.0	99.7	103.7	110.0	110.7	109.1	112.6	112.9
Lettonie	94.7	99.1	95.5	92.3	87.8	88.3	86.0	88.3	93.9	103.0	109.6	100.0	100.6	99.0	98.0	101.5	103.7	105.1	100.5	99.7
Lituanie	86.0	91.6	90.1	92.5	94.5	93.9	91.1	90.5	93.1	98.8	106.0	100.0	100.7	98.5	99.6	101.8	100.4	102.4	100.3	101.3
Luxembourg	94.2	92.1	92.9	94.3	98.0	99.4	99.1	99.7	100.6	101.6	102.3	100.0	100.5	99.0	100.4	100.8	98.1	98.4	98.1	98.2
Mexique	105.8	115.1	123.1	123.4	109.7	105.0	108.9	108.8	107.6	105.5	92.8	100.0	100.1	97.3	102.7	101.8	91.4	79.7	79.2	81.0
Pays-Bas	97.5	92.9	95.5	98.6	104.2	105.1	103.5	102.1	102.5	103.0	104.8	100.0	99.4	96.9	99.8	101.0	97.7	98.7	97.5	97.5
Nouvelle-Zélande	83.9	75.9	74.9	82.3	94.2	101.2	106.6	99.0	105.9	98.9	92.6	100.0	103.8	106.6	109.4	113.1	104.3	104.9	105.5	103.7
Norvège	90.0	88.4	91.2	98.8	98.2	93.9	97.2	96.8	96.8	97.4	95.5	100.0	100.6	100.2	98.5	93.8	86.2	86.9	86.2	84.8
Pologne	85.2	93.0	104.1	99.6	88.9	88.0	97.8	99.4	102.6	111.7	94.8	100.0	98.2	95.7	96.0	97.0	94.3	90.3	91.6	92.1
Portugal	95.3	92.9	95.2	97.9	102.1	103.2	102.3	102.8	103.5	103.6	102.9	100.0	100.8	99.5	99.6	99.3	96.7	97.9	97.5	97.6
Russie	48.5	54.4	64.6	66.3	67.2	72.5	80.4	88.7	93.0	99.3	91.1	100.0	104.0	105.9	107.5	97.1	78.9	77.6	92.8	94.2
République slovaque	54.8	59.6	60.0	61.2	69.4	76.1	77.7	81.6	90.0	97.5	104.7	100.0	100.9	100.4	101.8	102.5	99.8	100.0	98.1	98.1
Slovénie	96.7	94.1	93.8	95.8	99.3	99.5	98.4	98.4	100.0	102.3	103.8	100.0	99.0	97.2	98.8	99.5	96.1	96.5	95.1	96.4
Afrique du Sud	99.9	97.1	85.5	74.0	97.0	103.8	104.0	98.4	91.6	79.9	87.4	100.0	98.1	92.3	81.8	77.0	74.8	69.6	79.5	80.8
Espagne	88.8	86.5	88.3	91.0	95.8	98.0	98.5	99.8	101.3	103.4	103.4	100.0	100.5	98.2	99.9	99.8	95.2	95.8	95.1	94.8
Suède	113.0	110.6	101.3	104.1	110.8	111.3	106.4	105.6	106.8	104.3	94.4	100.0	105.8	105.3	106.4	101.3	95.3	95.8	93.3	93.0
Suisse	95.7	92.8	94.8	98.5	99.0	98.0	95.9	93.1	88.8	92.3	96.3	100.0	109.7	105.6	103.7	104.8	111.7	110.5	109.1	106.9
Turquie	74.7	82.9	67.4	73.7	78.2	80.9	89.6	88.7	96.0	97.0	91.3	100.0	88.4	91.7	90.3	86.1	85.7	84.0	75.8	81.2
Royaume-Uni	129.6	130.4	127.0	127.4	121.6	126.2	123.8	124.4	125.9	109.6	99.4	100.0	100.6	104.9	103.6	111.3	117.7	105.4	101.1	102.7
États-Unis	113.3	117.4	124.0	124.0	116.7	111.7	109.9	109.1	104.2	100.3	104.8	100.0	95.3	97.7	97.8	100.1	111.2	115.6	117.5	117.2
Zone euro	98.4	88.5	89.8	93.6	104.5	107.8	105.0	103.9	105.8	107.7	109.6	100.0	99.2	94.3	97.3	98.8	91.8	93.7	91.5	91.0

Note : Ces indices représentent la compétitivité pondérée des prix relatifs à la consommation et sont exprimés en terme de dollar. Les poids de la compétitivité prennent en compte, pour 53 pays, la structure de la compétition sur les marchés d'exportation et d'importation de l'industrie. Une croissance de l'indice indique une augmentation réelle effective et, parallèlement, une détérioration de la position concurentielle. Pour plus de détails sur la méthode de calcul, voir Sources & Méthodes des *Perspectives économiques de l'OCDE (http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm)*.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440776

Annexe : Tableau 52. **Indicateurs de compétitivité à partir des coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre**

Indices, 2010 = 100

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Argentine	167.9	162.5	168.9	58.2	64.7	74.1	79.5	84.5	88.7	94.4	90.0	100.0	103.7	120.3	116.2	94.0	112.3	83.9	91.3	106.2
Australie	66.8	63.0	59.2	62.0	70.7	78.0	81.5	82.5	90.8	89.7	84.5	100.0	110.2	112.1	106.6	100.3	89.6	88.7	89.4	87.8
Autriche	105.7	100.4	99.0	98.1	101.4	101.6	100.3	100.3	100.5	101.0	102.6	100.0	99.3	98.4	101.2	103.0	101.5	102.1	100.9	101.6
Belgique	98.0	92.4	94.8	96.7	101.4	101.3	100.2	100.8	101.6	104.1	104.5	100.0	101.4	99.7	102.5	102.4	97.3	97.3	94.2	93.6
Brésil	71.9	73.9	62.0	58.3	54.0	56.4	70.1	77.1	82.1	88.3	90.4	100.0	108.9	101.3	95.8	95.0	77.1	80.3	92.2	94.8
Canada	69.0	70.0	68.1	67.2	74.6	79.4	85.0	91.4	95.7	94.7	91.6	100.0	101.6	102.7	100.4	94.0	86.2	83.8	81.8	80.5
Chili	85.5	82.9	75.3	79.8	74.5	78.2	82.6	85.7	85.5	89.2	91.3	100.0	103.3	107.5	109.8	101.0	98.9	101.5	104.6	103.7
Chine	67.7	71.6	80.0	83.5	79.8	78.9	79.2	81.2	83.8	92.7	98.6	100.0	102.6	110.4	118.8	123.7	137.3	132.8	128.8	129.8
Colombie	80.3	72.6	71.8	71.6	60.7	65.8	74.5	74.3	83.0	87.4	87.6	100.0	99.0	107.5	105.9	102.6	83.2	76.0	78.6	77.1
Costa Rica	255.7	236.1	220.7	199.9	170.7	147.8	130.3	117.5	108.6	99.6	93.4	100.0	98.3	97.7	97.5	90.8	96.8	95.2	90.6	88.3
République tchèque	67.0	66.4	71.0	82.0	81.9	84.5	88.9	92.2	94.8	105.6	99.3	100.0	101.6	98.1	95.8	90.8	89.2	93.0	93.2	93.7
Danemark	90.9	85.0	87.3	90.0	95.1	95.8	95.8	95.9	99.5	102.4	105.7	100.0	97.5	93.1	93.9	95.2	92.9	95.2	95.2	95.4
Estonie	78.9	73.8	73.9	75.4	80.5	82.4	83.3	86.5	96.2	107.3	108.2	100.0	96.4	93.9	96.8	100.5	108.0	112.2	109.9	109.7
Finlande	107.2	99.0	99.5	100.2	104.4	104.6	103.4	101.0	98.6	100.5	107.3	100.0	98.6	97.3	98.8	101.0	100.3	100.8	94.6	92.0
France	97.6	92.5	92.8	95.4	100.6	101.9	101.3	101.3	101.7	102.0	102.5	100.0	99.1	96.4	97.8	98.4	94.1	94.9	93.8	93.2
Allemagne	120.7	112.6	109.1	109.0	114.2	114.1	109.1	104.0	101.6	101.2	105.8	100.0	98.6	96.4	99.5	102.4	99.8	102.0	101.0	100.3
Grèce	80.2	74.6	75.0	82.4	87.7	90.3	92.6	92.1	94.5	97.4	101.7	100.0	96.8	89.2	83.4	82.0	78.2	80.4	76.9	75.5
Hongrie	73.8	76.7	85.4	95.5	101.8	106.8	109.5	103.2	112.8	113.5	102.7	100.0	98.6	93.8	92.9	91.7	89.4	93.8	95.2	96.8
Islande	147.6	153.5	135.1	146.5	156.3	158.4	182.0	177.9	182.9	130.4	90.3	100.0	105.5	105.7	110.2	120.8	131.0	150.9	170.9	174.9
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	76.0	75.9	85.8	101.6	106.1	101.5	98.3	112.7	107.3	98.6	92.6	100.0	95.3	88.9	81.5	72.5	69.4	70.2	70.2	69.2
Irlande	88.7	83.8	86.7	89.1	99.4	102.2	105.4	107.2	112.9	122.0	114.4	100.0	99.6	94.8	97.9	93.1	72.2	73.6	73.5	74.2
Israël	116.3	124.8	127.9	111.0	101.1	93.1	91.4	91.8	92.7	102.2	94.8	100.0	100.6	97.3	103.4	105.2	108.0	112.2	120.8	122.4
Italie	90.3	84.5	85.9	89.8	96.7	99.0	99.4	99.9	100.6	102.1	104.9	100.0	98.9	95.4	96.9	97.5	94.7	96.2	94.0	93.1
Japon	133.3	137.9	120.0	108.6	106.9	105.8	99.4	89.8	81.6	89.3	101.6	100.0	103.0	100.0	79.5	74.8	70.1	80.2	76.8	75.9
Corée	102.2	108.9	101.6	106.6	110.8	113.3	127.9	135.1	132.8	106.1	93.2	100.0	99.3	99.4	105.4	112.9	116.5	116.7	120.2	120.7
Lettonie	95.3	96.2	89.7	83.5	81.1	81.4	86.5	94.9	115.8	131.7	117.0	100.0	94.1	94.1	96.7	103.7	111.5	116.4	110.9	111.7
Lituanie	96.1	91.9	85.7	87.6	90.7	94.8	97.0	103.3	105.7	112.5	111.6	100.0	98.1	93.8	95.2	99.5	104.5	109.9	106.6	107.0
Luxembourg	82.1	80.6	84.1	86.0	89.1	91.6	92.8	94.4	93.7	99.3	103.6	100.0	100.8	101.1	101.4	100.3	97.1	96.1	95.3	94.4
Mexique	90.6	102.5	114.2	118.7	107.1	102.4	107.4	107.8	106.5	107.0	94.4	100.0	100.5	97.4	102.5	101.0	89.9	79.5	77.9	78.7
Pays-Bas	96.7	93.7	95.0	99.6	105.7	105.8	102.4	100.2	101.3	102.7	105.8	100.0	99.0	96.5	97.7	97.4	92.8	93.8	92.4	91.7
Nouvelle-Zélande	77.1	68.9	69.0	75.4	87.6	96.0	103.6	96.6	105.1	100.2	91.9	100.0	102.1	104.3	108.8	115.0	108.0	111.8	114.5	113.8
Norvège	72.2	70.2	72.6	80.3	79.4	76.9	81.5	84.9	90.8	96.0	93.5	100.0	106.2	108.9	109.9	105.3	95.7	93.1	91.2	88.8
Pologne	98.9	101.8	113.7	103.5	90.1	86.1	96.3	98.0	103.1	116.4	93.3	100.0	96.0	92.4	92.4	94.1	91.7	88.2	89.0	90.1
Portugal	94.6	93.9	95.5	98.1	102.4	103.0	104.1	102.9	102.3	102.0	102.3	100.0	97.1	90.8	93.7	93.1	90.6	92.7	92.0	91.8
Russie	27.8	36.0	43.5	48.5	49.7	57.3	64.2	76.0	87.4	97.6	88.4	100.0	112.4	118.4	125.2	114.3	86.0	83.7	103.7	108.6
République slovaque	70.2	74.6	71.8	72.9	78.0	80.3	83.3	85.6	91.5	97.0	104.9	100.0	99.9	97.2	97.6	99.4	98.7	99.5	98.5	98.5
Slovénie	94.5	92.2	93.1	93.2	95.9	96.9	95.9	95.6	96.4	98.7	103.9	100.0	97.4	93.6	92.5	91.4	88.9	90.3	88.4	88.6
Afrique du Sud	82.7	80.2	68.9	58.7	78.1	89.1	91.8	89.1	84.9	74.4	82.1	100.0	100.6	95.5	86.7	82.9	81.8	76.8	88.3	91.2
Espagne	84.5	82.3	83.7	86.8	92.0	95.0	96.5	98.8	102.2	105.7	104.7	100.0	97.7	90.2	89.8	89.9	86.6	86.7	85.3	84.9
Suède	105.4	107.3	100.3	102.1	107.7	108.1	103.6	101.5	103.9	102.8	95.9	100.0	106.8	109.2	112.4	108.3	103.2	103.8	101.1	100.7
Suisse	93.5	89.6	94.5	100.0	100.3	97.5	94.8	91.2	87.5	90.6	96.7	100.0	112.5	110.5	109.5	110.4	119.9	117.9	116.6	114.3
Turquie	86.2	88.7	66.1	68.5	74.4	79.4	87.4	85.6	93.2	95.2	90.6	100.0	89.4	95.8	93.3	90.9	92.2	100.6	96.3	113.0
Royaume-Uni	118.5	122.8	122.2	122.2	116.8	124.7	122.4	125.7	128.3	109.3	99.4	100.0	96.9	99.1	96.9	101.9	109.2	98.5	94.0	94.4
États-Unis	125.1	130.0	134.3	131.7	122.3	117.1	113.3	112.3	107.9	102.3	104.4	100.0	95.2	97.0	97.4	100.9	114.4	119.8	121.9	121.9
Zone euro	103.1	91.4	90.8	95.0	106.4	108.5	105.2	102.6	102.9	105.3	110.0	100.0	97.6	91.7	94.8	96.6	90.5	92.8	90.0	88.9

Note : Ces indices représentent la compétitivité pondérée des prix relatifs à la consommation et sont exprimés en terme de dollar. Les poids de la compétitivité prennent en compte, pour 53 pays, la structure de la compétition sur les marchés d'exportation et d'importation de l'industrie. Une croissance de l'indice indique une augmentation réelle effective et, parallèlement, une détérioration de la position concurentielle. Pour plus de détails sur la méthode de calcul, voir Sources & Méthodes des *Perspectives économiques de l'OCDE (http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm)*.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440784

Annexe : Tableau 53. **Croissance des marchés à l'exportation de biens et services**

Pourcentage de variations par rapport à la période précédente

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Australie	5.9	13.1	0.9	6.6	9.7	13.9	9.7	9.9	7.9	5.2	-8.7	14.7	10.2	5.2	4.6	5.2	1.2	2.2	5.2	3.5
Autriche	5.7	11.9	2.1	1.4	5.4	9.5	7.7	10.7	8.5	3.0	-11.5	11.9	7.1	0.8	3.3	3.4	3.5	3.1	4.6	4.1
Belgique	6.9	12.5	1.9	1.8	4.2	8.4	7.2	9.5	6.8	2.5	-10.8	10.9	6.2	1.7	2.5	4.2	4.4	3.0	4.4	4.0
Canada	9.0	12.8	-1.9	3.8	4.8	11.3	6.8	7.1	3.6	-1.1	-12.8	12.7	6.1	2.7	1.8	4.3	4.0	1.3	4.7	4.6
Chili	5.3	13.1	0.7	3.8	8.4	12.4	8.7	10.2	8.7	4.3	-8.9	15.3	9.8	3.8	4.6	4.5	1.5	2.1	5.2	3.5
République tchèque	5.4	11.6	2.7	1.3	5.2	9.2	7.6	11.2	8.1	3.0	-12.1	11.8	7.0	1.1	3.0	3.7	3.9	3.4	4.8	4.3
Danemark	5.5	11.4	1.2	1.7	4.7	8.6	7.7	9.7	7.5	2.4	-11.5	11.2	6.4	1.9	2.6	4.2	3.8	2.9	4.3	3.7
Estonie	1.6	12.3	3.1	3.7	5.8	10.4	10.5	11.2	10.7	4.9	-17.5	11.9	9.6	3.4	2.3	1.6	-0.2	2.4	3.9	3.7
Finlande	4.2	12.2	1.5	3.0	6.1	10.3	8.7	10.8	9.3	3.7	-13.5	12.9	8.7	3.1	2.9	2.9	0.4	2.4	4.4	3.8
France	5.7	11.5	1.6	2.3	5.2	9.4	7.7	9.7	8.1	2.6	-11.2	11.0	6.2	1.3	2.9	3.7	3.2	2.7	4.5	3.8
Allemagne	5.1	12.5	2.0	3.1	4.8	9.6	8.0	9.4	8.0	3.0	-11.4	11.3	6.8	1.7	3.0	3.5	3.2	2.9	4.8	4.1
Grèce	3.3	10.9	1.4	3.6	6.2	10.6	7.9	9.7	10.3	4.4	-11.4	10.9	7.6	2.1	3.1	2.8	2.5	3.1	4.1	3.3
Hongrie	5.0	11.5	2.9	2.0	5.5	9.8	7.7	10.8	8.7	3.1	-12.3	11.8	7.2	1.5	2.8	3.4	3.2	3.3	4.6	4.0
Islande	6.7	10.9	2.2	2.0	3.6	8.0	7.0	9.3	6.4	2.0	-10.9	9.9	5.1	2.0	2.7	3.5	3.6	2.8	4.1	3.7
Irlande	7.1	11.9	0.4	2.8	3.9	8.7	6.9	7.8	4.5	0.4	-11.0	10.8	5.4	1.5	2.6	3.7	4.3	2.8	4.6	3.8
Israël	6.9	13.0	-1.0	4.1	6.3	11.6	8.2	8.8	6.2	2.4	-11.3	13.6	7.8	3.1	2.7	3.5	2.5	2.1	4.7	4.2
Italie	5.5	12.1	1.7	2.5	5.4	9.8	8.1	9.6	9.0	3.5	-11.4	10.7	7.0	1.9	3.4	3.2	2.6	2.6	4.5	3.9
Japon	6.7	15.3	-0.7	7.0	9.7	14.7	9.3	10.2	8.8	4.1	-8.6	15.4	9.3	4.1	4.8	4.0	2.1	2.9	5.4	4.0
Corée	4.4	14.1	0.9	6.3	10.4	15.0	10.0	10.9	9.6	5.2	-8.7	14.9	9.8	4.9	5.3	4.7	1.3	2.5	5.2	3.7
Lettonie	-1.6	10.7	6.3	7.1	7.6	12.3	12.3	13.8	12.3	6.1	-19.8	14.5	12.2	5.1	3.9	1.6	-1.8	2.5	4.4	3.9
Luxembourg	6.0	12.4	1.6	1.4	3.6	7.3	7.1	9.0	6.5	1.7	-10.4	10.3	6.0	0.7	2.7	3.6	4.4	3.3	4.6	3.9
Mexique	8.8	12.5	-2.3	3.3	4.8	11.4	6.7	6.9	3.7	-1.3	-13.2	12.9	6.2	2.4	1.6	4.1	3.9	1.1	4.6	4.8
Pays-Bas	6.0	12.3	1.5	1.6	4.3	8.3	7.3	9.4	7.1	2.2	-11.0	10.8	6.3	1.2	2.6	4.1	4.1	3.3	4.5	3.8
Nouvelle-Zélande	5.2	11.9	-0.4	6.6	8.6	13.7	9.3	9.6	9.6	6.0	-9.4	13.6	9.1	4.9	2.5	3.0	1.5	1.4	4.4	3.6
Norvège	6.8	11.8	2.1	2.9	3.6	7.7	7.2	9.5	4.7	1.1	-10.5	10.0	5.0	2.1	2.4	3.9	4.5	3.1	4.3	3.3
Pologne	5.4	12.1	2.9	2.0	5.1	9.6	7.9	10.7	8.2	2.6	-12.5	11.6	7.0	1.4	2.7	3.6	3.3	3.2	4.4	3.9
Portugal	7.7	11.3	2.7	2.4	4.7	9.0	7.4	8.9	8.2	0.5	-12.6	9.1	4.5	-0.1	2.1	4.3	3.9	2.6	4.4	3.9
République slovaque	5.6	12.9	2.9	2.1	5.6	10.5	7.6	10.8	9.2	2.9	-12.1	12.0	6.5	0.7	2.2	4.9	4.3	3.8	4.6	4.5
Slovénie	4.3	11.7	3.1	2.0	5.2	9.6	7.4	10.6	9.4	3.6	-12.4	11.6	7.1	1.0	2.4	3.4	3.1	3.4	4.6	4.0
Espagne	5.4	11.8	1.6	1.7	3.6	8.2	6.9	9.0	7.4	2.6	-10.6	10.5	5.5	0.7	2.8	3.8	4.1	2.9	4.4	3.7
Suède	4.2	10.9	1.6	3.0	4.1	9.2	8.5	10.1	7.6	3.3	-11.5	9.9	6.5	2.4	2.8	3.2	2.7	2.4	4.2	3.6
Suisse	6.3	12.3	1.2	2.4	5.4	9.6	7.4	9.5	7.2	2.1	-11.0	12.0	6.6	1.8	2.7	4.0	3.2	2.4	4.5	3.9
Turquie	3.3	11.0	3.9	3.3	5.7	10.6	9.2	10.5	12.0	5.9	-11.1	9.0	7.1	3.4	3.2	3.0	0.3	1.3	3.8	3.3
Royaume-Uni	6.8	13.2	2.2	2.7	3.8	8.5	8.4	9.0	8.0	2.1	-9.8	9.7	6.3	2.4	2.6	5.0	5.9	3.7	5.2	4.2
États-Unis	5.5	12.3	-0.3	2.9	5.7	10.8	8.8	9.2	8.4	4.4	-10.8	14.3	8.2	3.9	3.7	3.6	2.2	1.3	3.6	3.2
Total OCDE	6.0	12.5	1.0	3.1	5.5	10.3	8.1	9.4	7.7	2.9	-10.9	12.2	7.2	2.6	3.2	3.9	3.1	2.5	4.4	3.8
Chine	4.7	13.1	-0.6	3.8	6.1	12.3	8.5	8.8	7.5	3.9	-12.2	13.6	7.3	3.4	2.8	3.2	1.5	1.1	4.3	3.9
Autres pays industrialisés d'Asie[1]	4.2	14.0	0.0	5.6	8.6	14.1	9.4	9.6	8.5	4.8	-9.4	14.3	8.8	4.4	4.4	4.2	1.7	2.1	4.9	3.8
Russie	4.9	12.0	1.2	3.6	6.2	10.2	8.2	9.8	9.0	3.8	-10.9	11.3	7.6	2.3	3.2	3.6	3.2	3.2	4.5	3.8
Brésil	2.2	10.7	0.3	-0.3	9.4	14.3	10.0	10.7	10.8	5.7	-10.5	14.3	10.4	3.4	4.1	2.5	1.8	2.3	4.7	3.9
Autres pays producteurs de pétrole	5.5	12.9	0.3	4.9	7.6	12.4	9.4	10.0	8.1	5.0	-10.3	13.3	8.9	4.1	2.7	3.9	1.2	1.5	4.5	3.7
Reste du monde	3.0	11.8	2.0	3.6	6.7	11.7	9.1	10.5	10.6	5.4	-11.7	12.5	8.6	3.4	3.4	2.5	0.1	1.6	4.2	3.5

Note : Les agrégats régionaux calculés inlcuent le commerce intra-régional.

1. Hong-Kong - Chine, Inde, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Taipei chinois, Thaïlande et Vietnam.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440796

Annexe : Tableau 54. **Résultats à l'exportation de biens et services**

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Australie	-1.3	-1.6	1.8	-5.6	-10.4	-8.7	-6.1	-6.1	-4.4	-1.6	12.3	-8.2	-9.4	0.9	1.2	1.6	4.5	5.3	1.4	3.6
Autriche	0.5	1.3	3.7	2.7	-4.7	-0.7	-1.2	-2.5	-1.1	-0.8	-3.9	1.6	-1.0	0.8	-2.7	-1.0	0.0	-1.7	1.0	0.4
Belgique	-1.8	-0.1	-1.5	1.8	-2.5	-2.0	-2.1	-3.9	-1.0	-0.8	1.5	-0.5	0.5	0.1	-1.6	0.8	-0.1	2.9	0.7	-0.2
Canada	1.7	-3.3	-1.1	-2.5	-6.3	-5.2	-4.3	-5.8	-2.3	-3.5	-0.2	-5.4	-1.2	0.0	0.8	1.4	-0.5	-0.3	-2.3	-0.2
Chili	1.3	-6.9	6.2	-1.3	-1.7	1.8	-5.4	-4.7	-1.4	-4.7	5.1	-11.3	-4.0	-3.3	-1.3	-4.0	-3.2	-2.2	-5.5	-0.9
République tchèque	-0.6	3.6	6.5	-0.5	3.4	18.3	10.0	3.2	2.7	0.8	3.0	2.3	2.1	3.3	-2.7	4.8	3.9	0.6	-0.9	0.1
Danemark	5.4	1.1	2.1	2.6	-5.6	-5.2	0.1	0.6	-3.5	1.4	2.6	-7.4	0.8	-0.8	-0.9	-0.5	-1.9	-1.2	0.2	-0.7
Estonie	-1.1	-17.1	3.1	-0.9	4.1	6.3	8.5	-1.5	1.7	-3.8	-3.3	10.8	13.3	1.4	0.0	1.5	-0.5	1.2	-0.1	0.2
Finlande	6.9	3.4	-0.2	0.6	-6.8	-1.5	-1.7	-0.6	-0.2	2.7	-7.7	-6.0	-6.2	-1.8	-1.7	-5.5	1.6	-1.9	0.6	0.7
France	-0.9	1.4	1.3	-0.6	-5.9	-4.3	-3.7	-3.5	-4.8	-2.5	0.2	-2.1	0.9	1.3	-1.0	-0.2	2.7	-1.4	-2.0	0.1
Allemagne	-0.1	1.8	4.1	1.2	-2.9	0.7	-0.9	3.1	1.5	-1.6	-3.3	2.6	1.6	1.7	-0.9	0.5	1.4	-0.4	-0.5	-0.3
Grèce	20.5	11.1	-2.6	-10.5	-6.5	6.8	-3.3	-4.2	-0.2	-0.8	-7.7	-5.8	-6.4	-1.1	-1.9	4.7	0.6	-4.5	2.9	1.2
Hongrie	6.5	12.0	5.8	3.7	0.7	7.4	4.8	7.9	6.8	3.7	1.1	-0.5	-0.6	-3.3	1.4	6.2	4.3	2.4	0.2	1.3
Islande	-3.3	-6.4	4.4	1.4	-2.5	0.1	0.0	-12.8	15.9	1.3	21.5	-8.1	-1.6	1.5	4.0	-0.3	5.3	8.1	2.1	-0.2
Irlande	8.0	8.0	13.6	3.7	-5.5	-2.0	-1.3	-1.6	4.2	-4.3	17.6	-4.6	-2.4	0.8	0.5	10.3	28.9	-0.3	1.6	0.2
Israël	7.3	9.3	-10.3	-5.9	1.8	5.4	-2.9	-3.2	4.0	3.3	0.2	1.4	1.6	-4.7	0.9	-1.9	-6.3	0.9	0.8	-0.4
Italie	-6.4	0.6	0.6	-4.8	-6.6	-3.9	-3.5	-1.0	-3.1	-6.5	-7.4	0.6	-0.9	0.1	-2.4	-0.7	1.5	0.1	-0.4	-0.3
Japon	-4.5	-2.2	-6.0	0.7	-0.2	-0.4	-2.0	0.1	-0.1	-2.5	-16.2	8.2	-8.7	-4.0	-3.9	5.1	0.8	-1.7	0.9	-0.6
Corée	8.3	2.7	-3.2	6.3	3.2	4.9	-2.0	1.1	2.8	2.2	9.2	-1.9	4.9	0.2	-1.0	-2.6	-1.4	-0.3	-1.2	0.7
Lettonie	-4.8	3.4	2.6	-1.9	-3.4	1.3	10.0	-5.5	1.3	-3.6	8.6	-0.9	-0.1	4.5	-2.7	2.3	4.4	0.2	-0.9	-0.2
Luxembourg	5.3	2.9	4.8	1.2	-1.2	2.3	-0.9	4.2	2.0	2.8	-1.0	-0.5	-1.7	2.8	3.3	7.5	6.4	1.0	0.4	0.8
Mexique	-3.2	-1.0	0.2	-3.7	-2.4	-2.0	-1.0	0.8	-0.1	0.0	1.5	6.7	2.0	3.4	0.7	2.7	6.3	0.2	-1.3	-2.0
Pays-Bas	2.4	0.7	-0.1	-1.0	-2.4	-0.2	-1.5	-1.8	-1.3	-0.3	2.4	-0.5	-1.8	2.6	-0.2	0.4	0.8	0.0	-0.7	0.5
Nouvelle-Zélande	3.0	-3.7	3.7	0.3	-5.7	-7.5	-9.0	-7.2	-4.3	-6.8	12.5	-9.1	-6.0	-3.0	-1.5	0.0	5.2	0.2	-3.6	0.0
Norvège	-3.7	-7.8	2.2	-3.1	-3.6	-6.2	-6.3	-9.4	-3.2	-1.0	7.2	-8.5	-5.5	-0.6	-4.0	-0.8	-0.8	-3.5	-2.8	-2.1
Pologne	-7.5	10.5	-0.5	2.6	8.6	-4.3	1.8	4.4	1.7	4.3	7.5	1.3	0.8	3.1	3.3	2.9	4.2	5.7	3.3	2.3
Portugal	-3.8	-2.5	-0.5	0.6	-1.3	-4.2	-6.5	3.2	-0.9	-0.8	2.7	0.4	2.4	3.5	4.8	0.0	2.1	1.8	1.1	0.6
République slovaque	4.3	-4.8	7.6	4.9	12.1	9.3	4.9	11.0	5.0	0.1	-5.3	3.3	5.2	8.6	4.4	-1.2	2.6	0.9	2.1	2.5
Slovénie	-2.2	0.8	4.0	5.7	-2.0	3.2	3.7	3.2	3.8	0.5	-4.8	-1.3	-0.2	-0.4	0.6	2.3	2.4	2.4	0.9	1.6
Espagne	2.5	-1.2	2.0	-0.4	-0.2	-3.7	-4.8	-3.7	0.8	-3.4	-0.4	-1.0	1.8	0.4	1.4	0.5	0.7	1.5	2.2	1.2
Suède	2.5	0.9	-0.6	-1.7	0.3	0.5	-1.7	-0.9	-2.7	-1.6	-3.2	1.4	-0.3	-0.9	-3.5	2.2	2.4	0.6	-0.6	0.0
Suisse	-3.0	0.3	-1.2	-4.3	-6.0	-0.5	-0.6	-2.7	3.9	1.5	1.2	0.5	-1.4	-0.6	12.3	-9.8	-1.0	2.1	1.2	0.1
Turquie	-14.0	5.8	0.6	4.3	0.9	0.8	-1.0	-3.6	-4.2	-1.9	8.3	-6.7	5.9	11.1	-2.1	5.0	3.8	-3.3	1.5	0.6
Royaume-Uni	-3.7	-3.2	-0.1	-0.2	-1.0	-3.2	-0.3	3.2	-8.8	-1.0	1.1	-3.5	-0.4	-1.7	-1.5	-3.4	0.2	-1.8	-3.1	-1.5
États-Unis	-2.7	-3.3	-5.6	-4.5	-3.7	-1.0	-2.3	-0.2	0.8	1.3	2.2	-2.1	-1.2	-0.5	-0.2	0.7	-2.0	-0.9	-0.7	-0.3
Total OCDE	-1.1	-0.5	-0.4	-1.1	-3.1	-1.5	-2.1	-0.7	-0.8	-1.0	-0.2	-0.8	-0.8	0.3	-0.4	0.5	1.3	-0.2	-0.2	0.0
Chine	6.3	13.4	6.6	22.0	20.7	10.8	13.8	14.9	11.8	5.6	1.5	9.9	6.3	2.7	6.2	0.9	-3.8	0.8	4.4	0.5
Autres pays industrialisés d'Asie[1]	0.5	3.1	-2.3	2.2	1.8	2.8	2.9	1.9	-0.3	0.9	1.5	2.0	-0.5	-0.9	1.0	-0.3	-1.7	-0.6	0.0	0.6
Russie	6.0	-2.2	2.9	6.4	6.1	1.4	-1.6	-2.3	-2.5	-3.1	6.9	-3.8	-6.8	-0.9	1.4	-2.9	0.4	-0.1	-1.1	-0.8
Brésil	3.3	3.4	7.5	6.9	1.6	-0.7	1.4	-5.3	-4.8	-5.6	2.2	-2.3	-4.4	-3.6	-1.5	-3.3	4.4	-0.5	0.0	0.7
Autres pays producteurs de pétrole	-9.3	-8.1	-0.1	-6.3	5.1	-2.1	-1.0	-5.3	-3.4	-0.3	3.1	-7.4	-0.9	-1.0	-0.8	-4.5	1.5	4.6	-0.5	-0.9
Reste du monde	-0.3	-3.2	2.6	0.0	-0.3	-0.9	-3.1	-4.1	-2.8	-1.0	4.4	-3.4	-1.7	-0.7	1.3	0.1	1.6	2.1	-0.6	-0.6

Note : Les agrégats régionaux calculés incluent le commerce intra-régional. Les résultats à l'exportation sont définis comme le rapport entre les exportations totales en volume et les marchés à l'exportation. Pour plus de détails sur la méthode de calcul, voir Sources & Méthodes des *Perspectives économiques de l'OCDE (http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm*).

1. Hong-Kong - Chine, Inde, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Taipei chinois, Thaïlande et Vietnam.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440802

Annexe : Tableau 55. **Taux de pénétration des importations**

Volume des importations de biens et services en pourcentage du volume des dépenses totales finales à prix constants

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Australie	11.6	11.9	11.2	11.9	12.6	13.7	14.3	15.0	16.0	17.1	15.5	17.2	18.3	18.6	18.0	17.4	17.3	17.0	17.1	17.1
Autriche	27.3	28.4	29.3	29.1	29.6	30.8	31.3	31.8	32.2	32.2	30.2	32.3	33.0	33.1	33.2	33.4	34.0	34.3	35.2	35.9
Belgique	37.6	39.7	39.3	39.1	39.3	39.9	40.9	41.4	41.9	42.5	40.9	42.5	43.7	44.0	44.1	45.1	45.8	47.0	48.0	48.5
Brésil	10.4	11.0	11.2	9.6	9.4	9.7	10.2	11.4	12.6	13.8	12.9	15.7	16.6	16.4	16.9	16.6	15.0	14.1	14.7	14.8
Canada	22.0	22.5	21.4	21.2	21.6	22.5	23.2	23.6	24.3	24.3	22.5	24.2	24.9	25.2	24.8	24.8	24.6	24.2	23.8	24.0
Chili	16.0	16.6	16.8	16.6	16.8	18.2	19.9	20.6	22.0	23.3	20.7	23.6	25.1	25.1	24.7	23.1	22.2	21.7	21.7	21.8
Chine	13.6	15.2	15.4	17.2	20.0	21.9	22.1	22.7	22.7	22.0	21.1	22.3	23.3	23.1	23.7	23.8	23.1	23.1	23.2	22.7
Colombie	13.2	13.5	14.3	14.0	14.5	15.0	15.8	17.4	18.4	19.4	17.6	18.6	20.7	21.6	21.7	22.3	22.0	20.6	20.7	20.8
Costa Rica	26.3	24.8	24.2	24.7	24.7	24.9	25.4	25.5	25.8	26.2	22.5	24.8	25.9	26.5	26.3	26.6	26.6	27.2	27.7	28.0
République tchèque	25.2	27.0	28.4	28.9	29.9	33.6	35.0	35.9	37.4	37.5	35.9	38.6	39.7	40.6	40.7	42.3	43.2	43.4	43.4	43.9
Danemark	23.2	24.8	25.1	26.1	25.9	26.7	28.3	30.2	31.2	32.3	30.6	30.4	31.6	32.1	32.2	32.6	32.6	32.8	33.4	33.6
Estonie	34.5	32.1	33.5	34.9	35.9	37.7	39.4	41.7	42.7	42.3	37.0	40.7	44.8	46.0	46.6	46.2	45.5	46.2	46.3	46.7
Finlande	21.9	23.5	23.4	23.9	24.4	25.1	26.6	27.1	27.5	28.9	26.9	27.2	27.9	28.5	28.8	28.6	29.1	29.3	29.5	29.8
France	17.6	19.2	19.3	19.4	19.4	19.9	20.6	21.2	21.7	21.9	20.7	21.8	22.5	22.6	22.9	23.6	24.5	25.0	25.6	26.1
Allemagne	20.5	21.7	21.6	21.2	22.2	23.3	24.2	25.5	26.1	26.3	25.4	27.0	27.6	27.6	28.1	28.6	29.3	29.7	30.1	30.5
Grèce	22.1	25.1	24.0	22.7	23.0	22.8	23.1	24.4	26.3	26.5	23.1	23.4	23.6	23.2	23.1	24.3	24.4	24.5	25.3	25.5
Hongrie	30.5	33.7	34.0	34.9	36.1	38.6	39.3	41.9	45.0	46.2	43.9	46.3	47.0	46.5	47.1	48.7	49.5	50.5	51.0	51.9
Islande	26.5	27.1	24.3	23.7	25.1	26.0	29.8	30.8	28.3	23.7	20.4	21.6	22.4	23.0	22.2	23.5	25.0	26.3	26.4	26.3
Inde[1]	12.6	12.6	12.4	13.2	13.8	15.3	18.0	19.6	19.6	22.4	20.7	21.5	23.7	23.8	21.2	20.2	18.1	16.9	16.2	15.9
Indonésie	13.0	15.2	15.3	14.2	13.8	16.2	17.7	18.1	18.5	19.1	17.0	18.3	19.5	19.8	19.3	18.8	17.2	16.2	16.5	16.6
Irlande	40.2	42.6	43.8	43.7	42.0	40.9	42.5	43.5	45.0	45.7	45.7	45.5	45.7	47.4	47.4	48.9	48.0	49.7	51.5	52.1
Israël	22.9	23.4	22.5	22.3	22.0	23.0	22.9	22.6	23.3	23.1	20.5	22.0	22.9	22.8	22.1	22.2	21.7	22.6	22.3	22.9
Italie	17.8	18.8	18.9	19.0	19.1	19.5	20.0	20.9	21.5	21.0	19.7	21.3	21.4	20.5	20.4	20.8	21.8	22.2	22.8	23.4
Japon	10.6	11.3	11.3	11.4	11.6	12.2	12.6	13.0	13.1	13.3	12.0	12.7	13.4	13.8	14.0	14.9	14.9	14.5	14.7	14.8
Corée	23.0	25.0	23.5	24.8	26.2	27.6	28.4	29.8	31.1	31.1	29.6	31.6	33.8	33.8	33.5	33.1	33.0	33.4	34.5	34.7
Lettonie	31.3	30.7	32.5	31.5	32.2	34.6	35.9	37.7	39.3	37.4	32.0	35.5	38.7	39.1	38.4	38.0	37.9	38.5	38.6	39.0
Lituanie	28.6	29.1	31.4	34.0	33.8	35.7	38.0	39.4	39.2	41.4	36.6	40.2	42.0	42.6	43.8	43.8	44.8	45.2	45.6	46.2
Luxembourg	51.7	52.8	53.3	52.6	53.4	55.5	55.8	57.2	56.7	59.3	56.7	58.6	59.1	60.0	60.2	61.2	62.8	63.1	63.3	63.4
Mexique	18.2	20.3	20.6	20.4	20.1	20.6	21.4	22.1	22.7	23.1	20.8	23.2	23.7	23.7	24.1	24.7	25.7	25.4	25.2	25.1
Pays-Bas	32.9	34.4	34.4	34.4	34.8	35.8	36.5	37.5	38.0	38.1	37.1	38.9	39.3	40.2	40.4	41.1	42.0	42.3	42.6	43.2
Nouvelle-Zélande	19.9	19.2	19.2	19.9	20.4	22.3	22.9	22.0	22.9	23.5	20.7	22.2	23.0	23.0	23.8	24.7	24.8	24.8	25.4	25.6
Norvège	18.4	18.3	18.2	18.1	18.1	18.8	19.5	20.5	21.6	22.1	20.5	21.7	22.2	22.3	23.0	23.1	23.0	23.0	23.3	23.5
Pologne	23.3	24.7	23.9	24.1	25.1	25.7	26.2	28.3	29.9	30.9	27.6	29.6	29.8	29.4	29.4	30.7	31.3	32.6	33.0	33.9
Portugal	25.4	25.7	25.5	25.4	25.5	26.5	26.8	28.0	28.5	29.0	27.5	28.7	27.8	27.3	28.5	29.9	31.2	31.8	32.5	33.0
Russie	6.9	7.9	8.8	9.5	10.2	11.4	12.2	13.5	15.2	16.3	12.8	14.9	16.8	17.6	17.9	16.7	13.2	12.8	13.1	13.2
République slovaque	33.4	34.5	37.7	37.9	38.5	42.0	43.9	46.3	46.0	45.4	41.6	43.8	45.3	45.6	46.5	47.0	48.0	48.0	49.1	49.7
Slovénie	32.1	32.6	32.8	33.2	33.9	35.9	36.7	38.1	40.1	40.3	37.3	38.6	39.6	39.3	40.0	40.3	40.8	41.7	42.2	43.0
Afrique du Sud	17.7	17.8	17.5	17.7	18.4	20.0	20.8	22.7	23.4	23.3	20.3	21.5	22.9	23.2	23.7	23.3	24.0	23.3	23.6	24.5
Espagne	19.9	20.5	20.5	20.6	21.0	22.1	22.6	23.3	24.1	22.8	20.1	21.2	21.2	20.6	20.8	21.6	22.0	22.0	22.4	22.8
Suède	24.4	25.6	25.0	24.4	24.6	25.0	25.7	26.4	27.2	28.0	26.1	27.2	28.1	28.3	28.0	28.8	29.0	29.1	29.2	29.5
Suisse	31.3	32.2	32.1	31.6	31.7	31.8	33.3	33.1	33.5	34.1	33.7	34.8	36.4	35.6	38.0	35.6	36.4	36.8	37.9	38.6
Turquie	17.0	18.9	16.0	17.7	19.7	20.8	20.9	20.7	21.3	20.7	18.9	20.5	21.1	20.4	20.6	19.7	19.2	19.4	19.5	19.6
Royaume-Uni	20.4	21.3	21.6	22.1	22.0	22.7	23.3	24.6	23.9	23.7	22.8	23.8	23.7	24.0	24.2	24.2	24.8	25.1	25.5	25.6
États-Unis	11.3	12.1	11.7	11.9	12.1	12.9	13.2	13.6	13.7	13.4	12.1	13.1	13.6	13.6	13.5	13.7	14.0	13.9	14.2	14.5
Total OCDE	17.0	18.1	17.9	18.0	18.3	19.1	19.7	20.5	20.9	21.0	19.6	20.8	21.5	21.5	21.6	22.0	22.4	22.5	23.0	23.3

Note : Les agrégats régionaux calculés inlcuent le commerce intra-régional comme la somme des volumes d'importation divisée par la somme des volumes de dépense totale finale exprimés en dollars constants de 2010.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440810

Annexe : Tableau 56. **Parts dans les exportations et importations mondiales**

En pourcentage du total des biens et services en valeur, comptes nationaux

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
A. Exportations																				
Canada	4.1	4.2	4.1	3.8	3.6	3.4	3.4	3.2	2.9	2.7	2.5	2.5	2.5	2.5	2.4	2.4	2.4	2.3	2.3	2.2
France	5.5	5.0	5.1	5.1	5.2	4.9	4.6	4.3	4.3	4.1	4.2	3.7	3.6	3.4	3.5	3.5	3.5	3.5	3.4	3.4
Allemagne	8.5	7.7	8.3	8.6	8.9	8.9	8.5	8.5	8.7	8.4	8.3	7.7	7.6	7.3	7.4	7.6	7.5	7.8	7.6	7.6
Italie	4.1	3.8	4.0	3.9	4.0	3.9	3.6	3.5	3.6	3.3	3.1	2.9	2.8	2.6	2.7	2.7	2.6	2.7	2.6	2.6
Japon	6.5	6.7	5.9	5.7	5.6	5.6	5.3	4.9	4.6	4.5	4.2	4.6	4.2	4.0	3.6	3.6	3.7	3.9	3.9	3.8
Royaume-Uni	5.6	5.3	5.3	5.3	5.2	5.0	4.9	4.9	4.5	4.0	4.0	3.7	3.6	3.5	3.5	3.6	3.8	3.6	3.5	3.5
États-Unis	14.2	14.1	13.6	12.7	11.3	10.6	10.3	10.1	9.8	9.5	10.2	10.0	9.5	9.8	9.9	10.1	10.9	10.9	10.8	10.6
Total des petits pays	27.6	26.9	27.6	27.8	28.3	28.4	27.8	27.5	27.9	27.9	28.3	27.3	27.0	26.3	26.6	26.7	26.9	27.4	27.4	27.7
Total OCDE	76.1	73.7	73.9	73.1	72.2	70.8	68.4	67.0	66.3	64.4	64.7	62.4	60.7	59.6	59.5	60.3	61.2	62.1	61.5	61.5
Chine	2.8	3.3	3.6	4.2	4.9	5.4	6.1	6.8	7.4	7.7	8.0	8.6	9.1	9.7	10.2	10.5	11.3	10.7	10.8	10.8
Autres pays industrialisés d'Asie[1]	11.5	12.2	11.6	11.7	11.3	11.3	11.5	11.6	11.4	11.2	11.9	12.9	12.7	12.9	12.9	13.0	13.5	13.6	13.7	13.8
Brésil	0.8	0.9	0.9	0.9	0.9	1.0	1.1	1.1	1.1	1.2	1.2	1.3	1.3	1.3	1.2	1.2	1.1	1.1	1.3	1.3
Russie	1.2	1.5	1.5	1.5	1.6	1.8	2.1	2.3	2.3	2.7	2.2	2.4	2.6	2.6	2.6	2.4	1.9	1.6	1.9	1.9
Autres pays producteurs de pétrole	3.3	4.4	4.1	4.2	4.5	5.0	6.2	6.5	6.6	7.5	6.5	6.9	7.9	8.2	7.9	7.2	5.5	5.4	5.4	5.2
Reste du monde	4.2	4.2	4.4	4.4	4.5	4.6	4.7	4.8	4.9	5.3	5.5	5.5	5.7	5.7	5.7	5.5	5.5	5.5	5.5	5.5
Total pays non-OCDE	23.9	26.3	26.1	26.9	27.8	29.2	31.6	33.0	33.7	35.6	35.3	37.6	39.3	40.4	40.5	39.7	38.8	37.9	38.5	38.5
B. Importations																				
Canada	3.7	3.7	3.6	3.4	3.2	3.1	3.1	3.0	2.8	2.6	2.7	2.8	2.6	2.7	2.6	2.6	2.6	2.6	2.4	2.3
France	5.1	4.8	4.9	4.9	5.0	4.9	4.7	4.5	4.6	4.4	4.5	4.1	4.0	3.8	3.8	3.8	3.7	3.8	3.8	3.8
Allemagne	8.3	7.7	7.8	7.5	8.0	7.7	7.4	7.5	7.5	7.3	7.4	6.9	6.9	6.5	6.6	6.7	6.5	6.7	6.6	6.6
Italie	3.9	3.7	3.8	3.8	4.0	3.8	3.7	3.7	3.7	3.5	3.3	3.2	3.0	2.6	2.5	2.5	2.4	2.5	2.4	2.4
Japon	5.5	5.8	5.5	5.1	4.9	4.8	4.8	4.6	4.2	4.5	4.1	4.3	4.4	4.6	4.2	4.2	3.9	3.8	3.8	3.7
Royaume-Uni	6.0	5.7	5.8	6.0	5.8	5.7	5.5	5.5	5.1	4.5	4.4	4.1	3.9	3.9	3.9	3.9	4.1	4.0	3.9	3.9
États-Unis	18.0	19.0	18.5	18.2	16.9	16.3	16.2	15.7	14.3	13.4	13.0	13.0	12.4	12.6	12.3	12.6	13.7	13.7	13.8	13.9
Total des petits pays	26.8	26.1	26.2	26.6	27.2	27.4	27.2	27.2	27.9	27.9	27.3	26.5	26.4	25.5	25.5	25.4	25.2	25.7	25.7	25.9
Total OCDE	77.4	76.3	76.0	75.5	74.9	73.6	72.5	71.6	70.1	68.1	66.7	64.8	63.7	62.1	61.5	61.8	62.0	62.7	62.4	62.4
Chine	2.4	2.9	3.2	3.7	4.5	5.0	5.2	5.5	5.7	6.0	6.7	7.6	8.4	8.9	9.5	9.8	9.8	9.8	10.1	10.0
Autres pays industrialisés d'Asie[1]	10.6	11.4	10.7	10.8	10.4	10.8	11.0	11.0	10.9	11.1	11.5	12.7	12.7	13.1	13.1	12.8	13.1	13.1	13.2	13.3
Brésil	1.0	1.0	1.1	0.9	0.8	0.8	0.8	0.9	1.0	1.2	1.2	1.4	1.5	1.5	1.5	1.5	1.3	1.1	1.1	1.1
Russie	0.7	0.8	1.0	1.1	1.1	1.2	1.3	1.4	1.7	1.9	1.6	1.7	1.9	2.0	2.1	1.9	1.4	1.3	1.4	1.4
Autres pays producteurs de pétrole	2.7	2.7	3.0	3.2	3.3	3.4	3.8	4.0	4.6	5.0	5.7	5.2	5.1	5.5	5.5	5.6	5.7	5.3	5.1	5.1
Reste du monde	5.1	4.8	5.0	4.9	5.0	5.2	5.4	5.6	6.1	6.7	6.6	6.5	6.7	6.9	6.9	6.7	6.7	6.7	6.6	6.6
Total pays non-OCDE	22.6	23.7	24.0	24.5	25.1	26.4	27.5	28.4	29.9	31.9	33.3	35.2	36.3	37.9	38.5	38.2	38.0	37.3	37.6	37.6

Note : Les agrégats régionaux régionaux calculés incluent le commerce intra-régional.

1. Hong-Kong - Chine, Inde, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Taipei chinois, Thaïlande et Vietnam.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440826

Annexe : Tableau 57. **Décomposition géographique du commerce mondial**

Moyenne des volumes d'importation et d'exportation

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
A. Croissance du commerce	Pourcentage de variations par rapport à la période précédente																			
Total OCDE	6.3	12.1	0.3	2.2	3.1	8.7	6.4	8.3	6.2	1.2	-11.5	11.4	6.1	2.1	2.4	4.2	4.5	2.4	4.3	3.9
dont : Total OCDE d'Amérique[1]	7.4	11.0	-3.5	1.3	2.7	10.0	6.1	6.7	4.9	0.5	-12.1	12.8	6.3	3.1	2.2	4.3	3.1	0.6	3.3	3.8
Total OCDE d'Europe	5.6	12.5	2.7	1.8	2.5	7.4	6.4	9.1	6.3	1.0	-11.1	9.9	5.7	1.3	2.6	4.0	5.9	3.4	4.5	4.0
Total OCDE d'Asie et du Pacifique[2]	6.6	12.3	-2.1	6.3	7.1	12.0	6.7	8.2	7.7	3.2	-12.1	15.4	7.0	3.5	2.4	5.3	1.9	1.5	5.1	3.7
Total pays non-OCDE	0.7	12.9	1.9	6.8	12.7	16.2	12.0	11.8	11.4	7.7	-8.5	14.5	9.8	4.8	5.4	2.9	-0.4	2.2	5.1	3.7
dont : Chine	16.9	26.1	7.6	25.8	30.2	23.8	18.2	21.1	17.2	7.9	-4.3	21.7	15.0	6.6	10.0	6.1	0.1	4.2	8.2	3.9
Autres pays industrialisés d'Asie[3]	1.7	17.9	-3.1	7.0	10.1	17.9	12.5	11.0	7.7	7.6	-9.4	17.6	8.2	4.4	4.2	3.1	0.0	1.3	4.7	4.4
Brésil	-5.7	13.2	5.3	-2.9	6.2	12.0	10.5	9.7	10.7	7.0	-8.0	22.3	8.1	0.0	4.9	-1.5	-4.7	-4.1	4.9	3.7
Russie	3.1	14.8	8.1	11.6	14.0	15.4	9.8	12.2	13.9	6.6	-16.4	14.1	8.6	5.2	4.2	-3.1	-10.0	0.4	4.0	2.7
Autres pays producteurs de pétrole	-4.5	4.4	3.4	1.1	12.0	12.0	11.3	7.4	11.6	8.4	-7.1	3.8	7.4	5.5	3.1	1.4	-0.4	1.3	2.9	2.7
Reste du monde	-0.7	6.8	4.2	2.4	7.4	12.2	7.2	8.9	11.8	7.4	-10.4	9.8	9.4	3.6	4.1	1.9	2.2	3.6	3.7	2.8
Total mondial	4.8	12.3	0.7	3.4	5.8	10.9	8.1	9.4	7.9	3.4	-10.4	12.5	7.4	3.1	3.6	3.7	2.7	2.4	4.6	3.8
B. Contribution à la croissance du commerce mondial	Points de pourcentage																			
Total OCDE	4.6	8.9	0.2	1.6	2.3	6.2	4.4	5.7	4.2	0.8	-7.5	7.3	3.9	1.3	1.5	2.6	2.8	1.5	2.7	2.5
dont : Total OCDE d'Amérique[1]	1.5	2.2	-0.7	0.3	0.5	1.8	1.1	1.2	0.9	0.1	-2.0	2.1	1.0	0.5	0.4	0.7	0.5	0.1	0.5	0.6
Total OCDE d'Europe	2.5	5.5	1.2	0.8	1.1	3.2	2.7	3.7	2.6	0.4	-4.3	3.8	2.2	0.5	0.9	1.4	2.1	1.3	1.7	1.5
Total OCDE d'Asie et du Pacifique[2]	0.6	1.1	-0.2	0.6	0.6	1.1	0.6	0.7	0.7	0.3	-1.1	1.3	0.6	0.3	0.2	0.5	0.2	0.1	0.5	0.3
Total pays non-OCDE	0.2	3.4	0.5	1.8	3.5	4.8	3.7	3.7	3.7	2.6	-3.0	5.2	3.6	1.8	2.0	1.1	-0.1	0.8	1.9	1.4
dont : Chine	0.4	0.7	0.2	0.8	1.1	1.1	0.9	1.2	1.1	0.5	-0.3	1.6	1.2	0.6	0.9	0.6	0.0	0.4	0.8	0.4
Autres pays industrialisés d'Asie[3]	0.2	1.7	-0.3	0.7	1.0	1.9	1.4	1.3	0.9	0.9	-1.1	2.2	1.0	0.6	0.5	0.4	0.0	0.2	0.6	0.6
Brésil	-0.1	0.1	0.1	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	-0.1	0.3	0.1	0.0	0.1	0.0	-0.1	0.0	0.1	0.0
Russie	0.0	0.2	0.1	0.2	0.2	0.3	0.2	0.2	0.3	0.1	-0.4	0.3	0.2	0.1	0.1	-0.1	-0.2	0.0	0.1	0.0
Autres pays producteurs de pétrole	-0.3	0.3	0.2	0.1	0.6	0.7	0.7	0.4	0.7	0.5	-0.5	0.3	0.5	0.3	0.2	0.1	0.0	0.1	0.2	0.2
Reste du monde	0.0	0.4	0.2	0.1	0.4	0.7	0.4	0.5	0.7	0.4	-0.6	0.6	0.6	0.2	0.3	0.1	0.1	0.2	0.2	0.2
Total mondial	4.8	12.3	0.7	3.4	5.8	10.9	8.1	9.4	7.9	3.4	-10.4	12.5	7.4	3.1	3.6	3.7	2.7	2.4	4.6	3.8

Note : Les agrégats régionaux calculés incluent le commerce intra-régional comme la somme des volumes exprimés en dollars constants de 2010.

1. Canada, Chili, Mexique et États-Unis.
2. Australie, Japon, Corée et Nouvelle-Zélande.
3. Hong-Kong - Chine, Inde, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Taipei chinois, Thaïlande et Vietnam.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440833

Annexe : Tableau 58. **Balances commerciales des biens et services**

Milliards de dollars, sur la base des comptes nationaux

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Argentine	-4.5	-1.5	3.8	15.2	14.6	11.6	11.8	13.1	12.6	13.6	17.0	12.3	9.0	11.3	-0.3	2.1	-5.2	-3.8	-1.9	-2.3
Australie	-10.1	-4.3	2.1	-4.7	-14.3	-19.2	-14.8	-12.3	-22.7	-14.2	-9.9	6.6	12.9	-21.4	-7.7	-8.1	-27.7	-10.4	10.1	11.3
Autriche	1.0	2.6	3.3	7.7	7.0	8.6	9.5	11.9	16.3	17.8	12.2	13.2	11.1	10.8	11.1	14.7	15.4	13.7	14.4	15.1
Belgique	10.0	5.8	8.1	14.4	16.8	17.7	13.9	15.0	18.0	3.0	11.2	8.7	2.7	3.1	6.0	4.9	7.6	11.2	10.4	10.7
Brésil	-10.9	-14.5	-12.8	2.6	12.6	22.6	30.5	29.9	19.1	-3.9	-7.1	-23.1	-20.4	-33.5	-57.6	-65.2	-24.6	6.7	35.6	42.4
Canada	24.1	41.6	41.8	32.8	34.1	44.9	45.6	35.2	30.5	28.3	-20.3	-30.9	-21.6	-35.9	-30.3	-18.3	-37.2	-36.4	-16.9	-12.5
Chili	1.6	1.3	1.2	1.5	3.9	9.8	10.8	22.4	23.8	4.9	13.6	14.1	8.4	-0.1	-1.7	2.6	-0.1	2.1	2.3	1.4
Chine	30.6	28.8	28.1	37.4	35.8	51.2	124.6	208.9	308.0	348.8	220.1	223.0	181.9	231.8	235.4	221.3	357.9	249.9	201.3	239.8
Colombie	-1.5	-0.9	-3.1	-3.3	-3.2	-2.7	-2.8	-4.7	-6.7	-6.0	-5.1	-5.3	-4.1	-6.6	-9.7	-20.4	-23.6	-18.6	-17.2	-17.9
Costa Rica	-0.3	-0.1	0.0	-0.3	-0.3	-0.1	-0.4	-0.7	-1.4	-2.7	-0.1	-0.7	-1.6	-1.8	-1.5	-1.3	-1.0	-0.1	-0.3	-0.9
République tchèque	-0.3	-1.1	-0.8	-1.1	-1.2	1.0	3.2	4.3	4.7	5.2	8.2	6.4	8.5	10.2	12.1	13.2	11.4	14.2	14.9	15.9
Danemark	10.7	10.9	11.8	12.3	14.9	14.2	14.6	11.6	9.3	12.6	14.5	22.4	22.0	19.7	22.7	24.5	22.3	21.0	23.0	24.7
Estonie	-0.3	-0.2	-0.2	-0.6	-0.8	-1.0	-0.7	-1.7	-2.0	-1.0	1.0	1.2	1.3	0.4	0.5	0.9	0.9	0.9	0.8	0.7
Finlande	12.1	11.5	11.9	12.5	11.1	12.2	7.9	9.0	12.3	10.5	5.1	3.1	-2.3	-3.7	-2.4	-2.6	-0.7	-2.8	-1.5	-0.4
France	33.3	15.0	17.8	24.9	20.1	13.4	-8.3	-19.5	-34.9	-51.7	-38.5	-48.6	-73.0	-57.9	-53.8	-57.1	-33.4	-40.7	-64.0	-70.4
Allemagne	14.7	5.8	35.2	92.6	92.9	139.6	143.7	160.3	231.6	224.3	169.7	174.6	180.6	217.0	226.5	254.6	253.3	261.3	248.8	263.3
Grèce	-13.1	-14.9	-14.2	-15.7	-22.3	-20.2	-21.0	-29.4	-39.7	-44.7	-32.3	-25.9	-20.1	-11.1	-6.7	-5.6	0.4	-1.6	-0.3	-1.2
Hongrie	-1.3	-1.7	-0.7	-1.4	-3.3	-4.1	-2.5	-1.2	1.0	0.5	5.4	7.0	8.6	8.6	9.4	9.6	10.8	12.8	11.7	11.1
Islande	-0.4	-0.6	-0.1	0.1	-0.3	-0.7	-2.0	-2.9	-2.0	-0.7	1.2	1.4	1.2	0.9	1.2	1.1	1.3	1.3	1.6	1.8
Inde[1]	-8.8	-4.3	-4.3	-5.1	-4.2	-12.6	-23.0	-30.0	-50.0	-62.0	-74.2	-74.7	-118.9	-123.2	-56.4	-60.9	-48.4	-30.7	-33.1	-36.5
Indonésie	13.5	17.2	12.7	11.5	16.7	10.8	10.3	18.3	15.6	2.4	14.5	14.4	22.3	-3.5	-7.6	-6.7	3.7	7.2	13.6	12.4
Irlande	12.7	14.7	16.8	21.9	24.6	27.6	23.7	19.5	22.3	23.4	31.7	36.6	45.2	38.9	44.1	45.1	89.3	68.7	64.6	69.5
Israël	-2.9	0.0	-3.0	-3.4	-0.8	0.3	0.1	0.6	-1.2	-0.9	6.0	5.1	1.6	0.5	6.6	5.6	9.0	7.3	10.8	9.6
Italie	22.0	9.5	14.5	9.7	7.4	9.9	-1.9	-16.6	-8.3	-18.4	-14.3	-42.4	-35.3	20.4	49.1	61.3	52.7	63.6	63.8	68.1
Japon	71.0	69.9	28.4	55.7	75.9	97.4	72.0	64.0	85.4	21.5	29.2	83.2	-34.1	-95.8	-119.0	-120.8	-18.4	48.1	33.6	47.0
Corée	27.7	11.7	8.3	9.0	13.8	29.2	21.9	8.0	12.7	-2.1	41.4	34.7	17.8	34.5	64.9	74.0	96.5	95.6	76.4	87.3
Lettonie	-0.7	-0.6	-0.9	-1.0	-1.5	-2.3	-2.5	-4.5	-5.9	-4.6	-0.4	-0.3	-1.4	-1.3	-1.0	-0.6	-0.3	0.2	0.0	-0.3
Lituanie	-1.1	-0.7	-0.7	-0.8	-1.1	-1.6	-1.9	-3.1	-5.2	-5.7	-0.6	-0.7	-1.1	0.4	0.6	0.9	-0.3	0.4	-0.3	-0.6
Luxembourg	4.8	5.4	5.1	6.0	7.2	8.0	9.6	13.8	17.3	16.9	16.2	16.7	19.6	17.7	20.7	23.0	19.9	21.9	23.7	25.7
Mexique	-7.3	-10.5	-13.1	-11.3	-10.1	-13.2	-12.4	-12.0	-16.5	-24.2	-13.0	-12.5	-14.6	-13.5	-11.5	-14.2	-22.1	-19.3	-15.9	-19.0
Pays-Bas	23.6	26.8	28.5	31.9	39.2	51.2	58.4	63.5	74.3	81.0	63.2	70.2	76.6	79.8	92.6	95.3	80.8	83.9	85.2	90.6
Nouvelle-Zélande	0.1	1.1	2.2	1.8	1.7	0.6	-1.3	-0.8	-0.2	-1.1	2.8	3.4	3.5	0.8	1.8	2.1	1.0	1.3	-0.3	-0.8
Norvège	11.6	28.7	29.0	25.8	29.1	34.9	49.3	58.5	54.2	80.0	44.1	48.3	64.1	65.9	55.8	44.7	21.1	4.7	17.6	16.7
Pologne	-9.8	-10.9	-6.8	-6.8	-5.8	-6.8	-3.2	-7.2	-15.3	-27.3	-3.7	-9.6	-10.5	-2.2	10.2	7.8	14.7	18.3	19.6	20.1
Portugal	-13.2	-13.1	-12.4	-11.1	-11.5	-15.7	-18.0	-17.2	-18.4	-25.6	-16.9	-18.0	-10.5	-1.1	2.3	0.4	1.4	2.5	2.3	3.2
Russie	33.4	52.5	39.6	37.9	50.0	73.6	106.1	127.8	115.1	157.8	93.9	126.1	166.8	147.9	125.5	132.5	111.3	66.4	106.2	107.2
République slovaque	-0.9	-0.5	-1.7	-1.8	-0.6	-1.2	-2.2	-2.2	-0.9	-2.8	-1.2	-1.3	-0.9	3.4	4.2	3.6	2.1	3.3	3.3	4.1
Slovénie	-1.0	-0.8	-0.2	0.2	-0.1	-0.5	-0.2	0.0	-0.6	-1.1	0.9	0.7	0.9	2.0	2.7	3.7	3.9	4.2	4.5	4.7
Afrique du Sud	3.5	3.9	4.9	4.4	4.1	-0.4	-0.7	-4.6	-4.0	-4.9	1.3	4.7	3.5	-5.7	-8.8	-6.2	-3.4	0.5	2.5	1.3
Espagne	-12.2	-17.9	-14.7	-14.5	-20.3	-41.3	-57.7	-74.9	-88.9	-84.9	-17.6	-18.6	-3.8	19.6	44.3	33.1	29.2	35.8	43.3	46.4
Suède	16.4	15.2	14.9	16.7	21.1	29.0	28.0	31.9	34.1	32.4	24.8	26.8	26.6	26.8	26.1	24.9	23.7	23.6	25.8	27.4
Suisse	13.9	16.6	15.6	20.6	23.7	35.1	29.7	36.8	54.3	59.1	41.8	62.6	58.8	69.6	83.1	83.5	78.7	79.9	84.5	86.2
Turquie	-0.1	-8.5	7.1	3.4	-3.4	-10.7	-17.1	-26.8	-33.2	-34.0	-5.4	-38.9	-68.4	-43.0	-55.2	-36.2	-22.8	-25.4	-28.9	-32.0
Royaume-Uni	-26.2	-30.9	-37.6	-49.6	-49.8	-64.8	-66.4	-66.6	-79.9	-87.0	-53.3	-65.9	-43.2	-59.2	-61.8	-59.6	-45.5	-50.3	-67.1	-71.1
États-Unis	-256.6	-375.8	-368.7	-426.5	-503.7	-619.2	-721.2	-771.0	-718.5	-723.1	-395.5	-512.7	-580.0	-565.6	-492.0	-508.8	-522.0	-501.2	-593.9	-689.6
Zone euro	92.8	49.2	96.7	177.4	169.2	206.0	154.2	126.9	192.4	142.2	190.0	170.0	190.7	338.1	440.1	474.8	522.6	526.2	499.2	530.0
Total OCDE	-45.0	-198.0	-171.7	-147.4	-205.4	-236.3	-411.5	-500.7	-387.3	-527.8	-78.2	-178.5	-347.7	-261.2	-44.8	2.6	117.3	213.3	108.3	65.6

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440846

Annexe : Tableau 59. **Solde des revenus primaires**

Milliards de dollars

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Argentine	-7.5	-7.5	-7.7	-7.6	-8.0	-9.4	-7.5	-7.7	-7.6	-9.0	-10.3	-14.5	-15.1	-13.7	-13.2	-11.6	-12.1	-12.6	-16.9	-22.2
Australie	-11.9	-11.1	-10.3	-11.6	-15.1	-22.0	-28.0	-32.5	-41.1	-37.8	-38.0	-49.3	-54.8	-40.8	-38.6	-32.6	-29.1	-21.1	-24.2	-24.0
Autriche	-1.7	-1.2	-2.0	-0.2	0.4	0.6	0.2	0.8	-0.4	3.6	-0.2	3.3	1.4	0.5	1.3	0.8	-1.8	-0.7	-1.1	-1.1
Belgique	6.4	6.0	4.2	4.1	6.1	5.0	4.5	4.8	6.3	10.4	-2.6	8.9	5.7	11.4	7.3	2.8	-1.0	-3.7	-0.6	-0.6
Brésil	-18.5	-17.5	-19.3	-17.7	-18.1	-20.1	-25.6	-27.0	-29.0	-41.8	-35.0	-67.1	-70.5	-54.3	-32.5	-52.2	-42.4	-41.1	-42.4	-48.2
Canada	-23.5	-23.4	-26.5	-20.7	-23.5	-21.1	-22.3	-15.6	-17.4	-23.4	-17.3	-23.4	-24.4	-25.6	-25.1	-22.3	-12.9	-12.5	-16.0	-15.9
Chili	-2.4	-3.1	-2.8	-3.0	-4.7	-8.2	-10.8	-18.8	-19.4	-14.6	-12.1	-15.6	-15.4	-12.8	-12.1	-9.2	-6.4	-6.9	-7.0	-6.9
Chine	-14.5	-14.7	-19.2	-14.9	-10.2	-5.1	-16.1	-5.1	8.0	28.6	-8.5	-25.9	-70.3	-19.9	-78.4	13.3	-41.1	-44.0	-14.4	-14.5
Colombie	-1.3	-2.2	-2.4	-2.6	-3.2	-4.1	-5.3	-5.7	-7.8	-9.6	-8.4	-11.2	-15.5	-15.0	-14.2	-12.4	-5.5	-4.9	-5.1	-5.0
Costa Rica	0.5	0.7	0.7	0.7	0.8	0.9	1.1	1.4	1.7	2.2	2.7	3.1	3.8	4.0	4.6	4.5	4.6	5.1	4.5	5.3
République tchèque	-1.3	-1.4	-2.2	-3.5	-4.3	-5.0	-5.1	-6.9	-11.9	-8.8	-11.3	-13.1	-12.8	-12.2	-12.7	-12.6	-10.4	-11.1	-11.5	-12.2
Danemark	-2.5	-3.5	-3.5	-2.6	-2.4	-2.0	2.1	3.4	1.6	4.0	3.2	5.3	7.3	7.4	10.9	12.8	10.1	8.2	7.8	7.8
Estonie	-0.1	-0.2	-0.3	-0.3	-0.5	-0.6	-0.5	-0.8	-1.5	-1.3	-0.6	-1.0	-1.2	-0.9	-0.6	-0.7	-0.5	-0.3	-0.4	-0.4
Finlande	-2.0	-1.7	-1.0	-0.6	-2.6	0.8	0.2	1.2	-0.4	-1.5	2.1	2.3	0.3	0.1	0.3	1.6	1.3	1.9	1.8	1.8
France	31.5	24.4	25.1	14.3	23.8	28.6	39.3	48.8	55.4	65.4	61.2	70.6	80.4	60.2	65.2	63.2	57.7	54.3	57.8	65.7
Allemagne	-18.9	-13.4	-15.6	-24.6	-22.2	20.2	24.9	50.7	50.4	37.7	77.4	65.8	96.7	83.2	79.7	75.1	66.0	58.0	56.8	59.5
Grèce	-0.9	-1.1	-2.0	0.5	-1.4	-2.0	-3.3	-5.3	-9.1	-11.1	-9.4	-7.7	-9.1	1.0	-0.6	1.9	1.1	0.8	0.1	0.1
Hongrie	-2.9	-2.6	-2.8	-3.6	-4.1	-5.0	-5.4	-5.7	-9.0	-9.8	-6.0	-6.1	-6.8	-5.4	-3.6	-5.9	-5.8	-4.9	-5.2	-6.2
Islande	-0.2	-0.3	-0.3	0.0	-0.2	-0.6	-0.7	-1.0	-1.0	-3.7	-2.3	-2.1	-1.8	-1.3	-0.2	-0.3	-0.1	0.4	-0.2	-0.2
Inde[1]	-3.6	-5.1	-4.2	-3.5	-4.4	-5.0	-5.7	-7.4	-5.2	-7.0	-8.1	-17.8	-16.0	-21.5	-23.0	-24.2	-24.5	-27.2	-32.5	-36.2
Indonésie	..	..	..	..	..	-10.8	-12.8	-13.7	-15.3	-15.0	-15.0	-20.7	-26.5	-26.6	-27.1	-29.7	-28.4	-29.7	-32.0	-34.4
Irlande	-14.4	-14.2	-17.1	-23.1	-25.7	-29.1	-32.3	-32.0	-40.6	-39.4	-40.6	-36.1	-46.1	-41.3	-35.9	-38.1	-57.6	-51.2	-48.8	-49.3
Israël	-5.1	-8.3	-5.5	-4.6	-4.7	-4.1	-1.4	-0.7	-0.2	-4.3	-5.2	-5.2	-3.5	-7.0	-5.8	-3.5	-4.4	-4.3	-4.3	-4.1
Italie	-1.6	-4.1	-2.8	-5.0	-6.9	-2.4	3.9	9.2	2.6	-20.4	-2.4	-5.2	-7.4	-3.9	-4.0	-0.1	-10.2	3.1	3.4	3.5
Japon	57.1	71.7	67.1	62.2	75.0	96.1	109.1	123.5	139.1	139.0	135.2	156.4	184.8	174.8	181.0	184.4	174.3	165.4	171.2	184.9
Corée	-5.4	-4.0	-3.5	-2.2	-2.5	-1.3	-7.3	-4.0	-3.4	-1.2	-2.4	0.5	6.6	12.1	9.1	4.2	3.6	1.5	3.2	2.0
Lettonie	..	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.3	-0.2	-0.6	-1.2	-0.9	1.6	0.2	0.0	-0.2	-0.1	0.0	-0.1	0.1	0.2	0.2
Lituanie	..	..	..	..	..	-0.5	-0.4	-0.7	-1.6	-1.8	0.8	-0.7	-1.6	-1.4	-1.1	-0.7	-1.7	-1.6	-1.4	-1.3
Luxembourg	-0.8	-1.6	-1.9	-3.7	-5.3	-3.7	-4.7	-7.9	-11.1	-13.7	-11.3	-11.4	-12.8	-13.0	-15.3	-19.0	-17.7	-17.1	-16.3	-17.4
Mexique	-12.0	-13.8	-13.0	-12.2	-12.2	-10.0	-16.5	-19.4	-22.9	-20.3	-15.2	-13.3	-21.0	-25.9	-40.7	-33.9	-34.0	-33.6	-38.8	-36.0
Pays-Bas	0.5	-11.4	-6.9	-5.7	-6.9	9.3	1.5	17.3	0.6	-17.3	-4.3	2.9	15.8	20.0	10.4	0.5	-2.7	-8.8	-6.5	-6.6
Nouvelle-Zélande	-3.2	-3.2	-2.8	-3.1	-3.9	-5.4	-6.9	-7.5	-9.4	-10.1	-5.7	-6.8	-7.9	-7.3	-7.4	-8.2	-6.6	-5.7	-5.5	-5.1
Norvège	-1.3	-2.3	0.2	0.6	1.4	0.5	3.3	0.3	-1.1	-2.7	2.4	4.5	4.7	4.2	5.5	21.5	19.6	20.1	20.3	20.7
Pologne	-0.9	-0.5	-0.4	-0.8	-2.2	-8.1	-5.1	-7.2	-13.1	-10.2	-12.7	-15.6	-17.1	-15.6	-15.9	-18.6	-16.6	-17.6	-17.6	-17.8
Portugal	-0.7	-2.0	-2.7	-1.8	-1.6	-1.9	-2.8	-6.1	-7.3	-8.7	-9.3	-7.6	-6.5	-5.5	-2.7	-4.5	-5.0	-4.4	-2.4	-2.4
Russie	-7.8	-6.7	-4.2	-6.6	-13.2	-12.8	-18.5	-28.8	-28.8	-46.5	-39.7	-47.1	-60.4	-67.7	-79.6	-68.0	-37.0	-34.7	-38.2	-39.9
République slovaque	-0.2	-0.3	-0.2	-0.4	-1.5	-1.9	-1.7	-2.2	-3.0	-2.8	-0.8	-2.5	-3.3	-1.6	-0.7	-1.0	-0.9	-2.1	-2.2	-2.4
Slovénie	0.1	0.0	0.1	-0.1	-0.2	-0.4	-0.3	-0.5	-1.1	-1.5	-0.7	-0.5	-0.4	-0.3	-0.3	-0.2	-1.1	-0.7	-0.8	-0.8
Afrique du Sud	-3.2	-3.2	-3.8	-2.8	-4.6	-4.3	-4.9	-5.2	-9.8	-9.1	-6.7	-8.0	-10.7	-10.8	-9.6	-9.4	-7.9	-8.2	-10.4	-10.8
Espagne	-6.0	-3.9	-8.2	-7.4	-6.9	-9.3	-16.6	-21.4	-36.5	-44.7	-26.7	-20.1	-25.5	-9.1	-7.0	-4.4	-0.7	0.9	1.2	1.2
Suède	-1.9	-1.1	-1.1	-0.8	5.3	1.4	4.8	11.0	15.4	18.3	10.6	13.6	11.9	12.8	12.0	11.6	7.0	8.0	6.3	6.3
Suisse	18.2	19.5	12.2	9.7	25.0	26.4	35.2	33.4	4.0	-35.0	10.7	35.2	10.4	15.3	16.2	4.3	18.4	8.2	8.4	10.2
Turquie	-3.5	-4.0	-5.0	-4.6	-5.6	-5.6	-5.4	-6.0	-6.3	-7.6	-7.7	-6.5	-7.2	-6.6	-8.6	-8.2	-9.6	-9.0	-8.8	-8.9
Royaume-Uni	-1.0	10.8	16.2	28.6	33.9	43.2	59.6	30.1	32.8	12.1	9.5	31.2	31.6	-3.5	-16.4	-38.9	-39.2	-32.4	-4.7	-4.5
États-Unis	11.9	19.2	29.7	25.2	42.8	64.1	67.6	43.3	100.6	146.1	123.6	177.7	221.0	215.8	219.0	224.0	182.4	180.6	245.8	245.8
Zone euro	-8.9	-24.6	-31.3	-54.1	-51.6	12.9	12.3	56.0	3.2	-46.2	33.6	62.0	88.1	100.7	97.0	77.8	26.9	30.0	42.3	51.0
Total OCDE	-0.6	14.0	14.7	-1.1	46.2	146.2	179.2	175.6	140.3	83.8	192.8	329.3	393.4	379.3	363.4	346.3	267.3	263.3	361.5	386.9

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440858

Annexe : Tableau 60. **Solde des revenus secondaires**

Milliards de dollars

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Argentine	0.5	0.4	0.4	0.5	0.5	0.6	0.5	0.5	0.4	0.2	0.0	-0.4	-0.6	-0.5	-0.8	-0.2	-0.4	0.0	0.1	0.1
Australie	0.2	-0.1	0.3	0.3	0.2	-0.1	-0.4	-0.5	-0.2	-0.4	-0.9	-1.6	-2.2	-2.2	-1.9	-1.7	-1.4	-1.2	-1.3	-1.4
Autriche	-4.4	-3.5	-3.6	-3.2	-3.7	-3.5	-3.7	-3.5	-3.7	-4.5	-3.8	-4.0	-4.2	-4.1	-5.2	-4.3	-3.8	-3.8	-5.2	-5.5
Belgique	-4.6	-4.1	-4.0	-4.1	-6.1	-6.0	-5.9	-5.9	-5.3	-8.3	-7.8	-6.8	-7.9	-7.7	-9.1	-8.6	-7.4	-8.2	-11.3	-11.4
Brésil	1.7	1.5	1.6	2.4	2.9	3.2	3.6	4.3	4.0	4.2	3.3	2.9	3.0	2.8	3.7	2.7	2.7	3.0	2.8	3.0
Canada	0.2	0.3	0.4	0.3	-0.2	-0.5	-1.5	-1.7	-2.2	-1.5	-3.1	-3.8	-3.7	-4.2	-3.9	-3.0	-2.8	-2.4	-2.4	-2.4
Chili	0.6	0.6	0.4	0.6	0.6	1.1	1.8	3.4	3.1	2.9	1.6	4.4	2.9	2.1	2.2	2.1	1.9	1.4	2.0	2.1
Chine	4.9	6.3	8.5	13.0	17.4	22.9	23.9	28.1	37.1	43.2	31.7	40.7	24.5	3.4	-8.7	1.4	-12.6	-9.5	-10.4	-8.9
Colombie	1.5	1.7	2.4	2.7	3.3	3.7	4.1	4.7	5.2	5.5	4.6	4.4	4.8	4.6	4.7	4.5	5.3	5.6	6.5	6.8
Costa Rica	0.1	0.1	0.2	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3	0.5	0.4	0.3	0.4	0.3	0.4	0.4	0.5	0.5	0.5	0.4	0.4
République tchèque	0.6	0.4	0.5	0.9	0.6	0.0	-0.7	-0.8	-1.1	-0.7	-1.1	-0.6	-1.0	-1.4	-0.5	-0.4	0.0	-1.1	-1.2	-0.5
Danemark	-3.6	-3.7	-3.3	-3.2	-4.4	-5.5	-5.5	-5.6	-6.2	-6.1	-6.5	-6.5	-6.6	-6.6	-6.9	-6.0	-4.8	-4.4	-4.1	-4.1
Estonie	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Finlande	-0.8	-0.6	-0.8	-0.8	-1.2	-1.8	-2.2	-2.2	-2.4	-2.9	-3.0	-2.7	-2.7	-2.2	-3.2	-3.3	-2.6	-2.2	-3.2	-3.3
France	-19.6	-21.6	-22.5	-24.5	-31.9	-37.2	-39.3	-39.9	-45.5	-49.9	-50.8	-49.6	-52.1	-55.3	-59.2	-62.6	-45.6	-47.7	-41.2	-46.1
Allemagne	-28.4	-27.6	-26.0	-27.5	-35.3	-37.2	-39.2	-40.1	-48.1	-53.1	-51.7	-53.2	-49.8	-50.5	-55.8	-53.6	-43.3	-44.6	-49.3	-52.1
Grèce	6.5	3.3	3.5	1.2	1.2	1.1	0.1	0.5	-1.6	-0.5	-1.3	-2.4	-2.1	-1.2	2.4	-0.4	-0.6	-0.7	-1.1	-1.1
Hongrie	0.4	0.4	0.4	0.5	0.7	-0.5	-1.2	-1.2	-1.6	-1.9	-0.4	-0.5	-0.8	-1.0	-0.7	-0.9	-1.0	-1.8	-1.8	-1.9
Islande	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.3	-0.1	-0.2	-0.2
Inde[1]	12.6	13.1	15.8	16.8	22.3	20.7	24.6	30.0	41.8	45.0	52.3	53.3	63.6	64.0	65.3	65.6	62.6	55.1	56.5	57.7
Indonésie	..	..	..	..	..	1.1	4.8	4.9	5.1	5.4	4.6	4.6	4.2	4.1	4.2	5.2	5.5	4.4	4.8	4.8
Irlande	-1.4	-1.0	-0.3	-0.7	-1.5	-1.6	-2.2	-2.6	-3.5	-4.0	-4.1	-3.6	-3.7	-3.4	-3.9	-3.7	-3.5	-3.0	-3.3	-3.5
Israël	6.2	6.6	6.7	6.9	6.5	6.2	6.1	7.4	7.3	8.1	7.2	8.3	8.7	7.9	9.1	9.8	9.1	9.4	9.6	9.5
Italie	-5.7	-4.6	-5.0	-7.4	-9.0	-13.8	-17.4	-20.5	-24.6	-26.4	-25.7	-26.5	-26.8	-25.1	-23.9	-21.1	-16.7	-18.5	-19.6	-19.8
Japon	-10.8	-9.8	-8.1	-5.6	-7.8	-8.0	-7.3	-10.6	-11.6	-13.1	-11.9	-12.7	-15.2	-14.1	-10.0	-19.0	-16.9	-20.4	-12.5	-12.5
Corée	0.8	-0.2	-1.3	-2.1	-3.2	-3.0	-3.3	-4.4	-4.4	-1.3	-2.2	-5.3	-4.7	-5.5	-4.2	-5.0	-5.0	-5.6	-4.6	-4.7
Lettonie	..	0.2	0.1	0.3	0.5	0.7	0.5	0.4	0.3	0.5	0.6	0.6	0.5	0.5	0.4	0.0	0.2	0.2	0.2	0.2
Lituanie	..	..	..	..	..	0.4	0.4	0.6	0.8	0.8	0.7	1.3	1.0	0.5	1.3	1.5	1.0	0.9	0.9	0.9
Luxembourg	-0.7	-0.5	-0.7	-0.4	0.2	-0.1	0.1	0.1	0.3	0.2	-0.9	0.2	0.1	-0.3	0.4	0.5	1.0	0.7	0.1	-0.2
Mexique	6.3	7.0	9.3	10.3	15.6	18.8	22.1	25.9	26.4	25.5	21.6	21.5	23.0	22.6	21.7	22.9	24.3	26.7	25.5	24.7
Pays-Bas	-6.5	0.4	-2.0	-2.8	-2.8	-11.0	-12.1	-14.2	-16.5	-15.7	-11.4	-13.9	-14.5	-13.8	-17.7	-17.4	-12.2	-10.1	-2.4	-2.6
Nouvelle-Zélande	0.2	0.2	0.1	0.1	0.2	0.1	0.2	0.4	0.4	0.7	0.3	0.0	-0.2	-0.4	-0.4	-0.4	-0.3	-0.6	-0.7	-0.8
Norvège	-1.4	-1.2	-1.7	-2.4	-3.3	-2.9	-2.7	-3.0	-3.5	-3.8	-4.8	-5.9	-7.1	-6.7	-7.9	-7.8	-7.0	-6.6	-4.8	-2.2
Pologne	0.3	-0.4	0.6	1.3	2.2	0.7	0.2	0.7	1.1	1.4	-1.4	-0.1	1.1	-0.2	-0.5	-0.6	-1.0	-1.2	-1.1	-1.1
Portugal	2.5	2.1	2.2	1.4	1.1	1.5	0.7	0.9	1.5	1.5	0.2	0.3	0.8	1.3	2.0	2.1	1.7	1.6	0.9	1.0
Russie	0.5	0.1	-0.9	-0.8	-0.4	-1.0	-1.6	-2.6	-5.7	-6.8	-5.5	-6.3	-5.7	-6.1	-9.3	-8.2	-5.6	-6.4	-10.6	-11.5
République slovaque	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.2	-0.3	-0.6	-1.1	-1.4	-0.7	-1.1	-1.3	-2.0	-1.7	-1.4	-1.5	-1.3	-1.0
Slovénie	0.2	0.1	0.1	0.1	0.0	-0.1	-0.2	-0.3	-0.4	-0.4	-0.5	-0.2	-0.1	-0.3	-0.7	-0.6	-0.6	-0.5	-0.4	-0.4
Afrique du Sud	-0.9	-0.9	-0.7	-0.6	-1.0	-1.7	-2.5	-2.4	-2.3	-2.3	-2.7	-2.3	-2.0	-3.8	-3.2	-3.2	-2.6	-1.9	-1.3	-1.2
Espagne	-2.4	-4.2	-4.7	-4.9	-8.6	-9.6	-12.7	-18.0	-18.3	-22.7	-20.6	-17.7	-19.1	-14.7	-17.1	-14.8	-12.0	-13.2	-13.0	-14.2
Suède	-3.2	-3.1	-3.1	-3.6	-4.2	-5.4	-6.0	-6.4	-6.8	-8.4	-6.3	-8.1	-9.4	-10.8	-10.3	-10.3	-8.3	-6.9	-4.6	-4.6
Suisse	-3.2	-3.0	-4.1	-4.7	-4.0	-4.3	-8.7	-6.7	-6.4	-9.4	-8.6	-8.7	-8.9	-8.7	-13.0	-19.4	-13.2	-10.0	-9.8	-9.9
Turquie	4.9	4.8	3.0	2.4	1.0	1.1	1.5	1.9	2.2	2.1	2.4	1.5	1.8	1.4	1.2	1.2	1.4	1.8	1.9	1.9
Royaume-Uni	-12.7	-15.1	-9.9	-14.1	-17.7	-20.3	-23.4	-23.4	-28.0	-26.5	-24.7	-32.0	-34.7	-34.7	-42.0	-41.1	-37.7	-32.9	-28.5	-26.9
États-Unis	-48.8	-57.4	-63.5	-64.3	-70.2	-88.0	-98.8	-88.3	-113.9	-128.2	-123.8	-125.0	-132.7	-125.5	-123.5	-125.9	-145.0	-161.2	-135.0	-132.5
Zone euro	-65.2	-61.5	-63.4	-73.3	-97.1	-118.6	-133.7	-145.6	-168.2	-187.0	-182.0	-180.0	-182.4	-178.0	-192.5	-189.3	-146.7	-151.4	-150.1	-159.9
Total OCDE	-128.3	-135.4	-136.7	-149.8	-184.6	-229.3	-261.1	-258.3	-313.5	-347.6	-344.7	-355.3	-372.2	-366.1	-384.2	-394.7	-354.6	-368.5	-323.8	-327.5

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440861

Annexe : Tableau 61. **Balance des opérations courantes**

Milliards de dollars

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Argentine	-11.9	-9.0	-3.8	8.7	8.1	3.1	5.1	6.2	5.7	5.3	7.0	-2.2	-5.6	-2.3	-13.0	-8.9	-16.8	-15.0	-18.8	-24.4
Australie	-21.8	-15.5	-8.0	-16.0	-29.3	-41.3	-43.3	-45.3	-64.0	-52.3	-48.8	-44.3	-44.1	-64.4	-48.1	-42.4	-58.2	-32.8	-15.4	-14.0
Autriche	-4.4	-1.8	-2.0	6.9	5.3	7.8	8.0	11.1	14.8	19.5	10.4	11.2	7.0	6.1	8.3	10.2	7.2	6.7	7.4	7.9
Belgique	11.4	8.3	6.9	10.2	11.3	12.2	8.2	8.0	9.0	-4.7	-5.0	8.2	-5.7	-0.3	-1.5	-3.6	2.0	-1.9	-1.6	-1.3
Brésil	-25.9	-24.8	-23.7	-8.1	3.8	11.3	13.5	13.0	0.4	-30.6	-26.3	-75.8	-77.0	-74.2	-74.8	-104.2	-58.9	-23.5	-4.0	-2.8
Canada	0.8	18.5	15.8	12.5	10.3	23.2	21.9	17.9	10.9	3.3	-40.7	-58.2	-49.7	-65.7	-59.4	-43.6	-52.9	-51.2	-35.3	-30.8
Chili	0.5	-0.5	-0.7	-0.1	-0.3	2.8	1.8	6.9	7.3	-6.7	3.1	3.0	-4.2	-10.6	-11.4	-4.3	-4.5	-3.4	-2.7	-3.5
Chine	21.1	20.4	17.4	35.4	43.1	68.9	132.4	231.8	353.2	420.6	243.3	237.8	136.1	215.4	148.2	236.0	304.2	196.4	176.5	216.4
Colombie	0.7	0.8	-1.0	-1.3	-0.9	-0.8	-1.9	-2.9	-6.0	-6.5	-4.6	-8.7	-9.7	-11.2	-12.3	-19.4	-18.8	-12.5	-11.1	-11.5
Costa Rica	-0.7	-0.7	-0.6	-0.9	-0.9	-0.8	-1.0	-1.0	-1.6	-2.8	-0.6	-1.2	-2.3	-2.4	-2.4	-2.5	-2.4	-1.9	-2.0	-2.2
République tchèque	-1.5	-2.7	-3.3	-4.2	-5.7	-4.4	-2.9	-3.9	-8.8	-4.4	-4.5	-7.4	-5.0	-3.3	-1.1	0.3	0.5	2.2	2.0	3.0
Danemark	3.3	2.5	4.1	5.0	7.3	5.7	11.2	9.4	4.7	10.4	11.2	21.2	22.7	20.5	26.7	31.3	27.6	24.9	26.4	28.1
Estonie	-0.2	-0.3	-0.4	-0.8	-1.3	-1.5	-1.2	-2.6	-3.3	-2.1	0.5	0.4	0.3	-0.4	-0.1	0.2	0.5	0.6	0.4	0.3
Finlande	7.0	9.5	10.4	11.5	8.0	11.5	6.2	8.1	9.8	6.5	4.9	3.1	-4.8	-5.0	-4.3	-3.5	-1.4	-2.5	-2.9	-1.8
France	49.9	15.9	20.5	17.3	15.9	9.0	-0.3	0.7	-8.3	-27.5	-22.5	-22.0	-28.2	-32.7	-24.6	-30.8	-4.8	-22.6	-29.8	-33.0
Allemagne	-31.8	-35.1	-6.0	40.9	35.4	122.2	129.4	169.9	233.4	208.7	195.7	186.1	226.9	251.0	254.9	293.2	289.6	286.5	261.6	270.7
Grèce	-6.4	-11.3	-10.8	-10.6	-17.1	-18.5	-21.9	-31.5	-48.6	-53.8	-40.9	-34.3	-28.9	-9.5	-4.9	-3.8	0.2	-1.2	-3.8	-4.7
Hongrie	-3.9	-4.0	-3.1	-4.3	-6.8	-8.8	-7.9	-8.0	-9.9	-11.1	-0.9	0.4	1.0	2.2	5.2	2.9	4.1	6.1	4.6	3.0
Islande	-0.6	-0.9	-0.4	0.1	-0.6	-1.4	-2.7	-4.0	-2.9	-4.4	-1.3	-0.9	-0.8	-0.6	0.9	0.7	0.9	1.6	1.3	1.5
Inde[1]	-5.0	-2.9	3.3	6.4	13.9	-3.5	-10.3	-9.5	-15.8	-26.2	-37.5	-48.2	-78.3	-88.4	-32.8	-26.6	-22.2	-16.1	-24.5	-34.3
Indonésie	5.8	8.0	6.9	7.8	8.1	1.6	0.3	10.9	10.5	0.1	10.6	5.1	1.7	-24.4	-29.1	-27.5	-17.5	-16.9	-14.8	-16.9
Irlande	0.3	-0.3	-0.7	-1.2	0.8	-0.2	-7.4	-12.4	-17.6	-17.4	-11.1	-2.7	-3.9	-5.9	5.2	4.1	29.0	14.3	12.5	16.8
Israël	-1.5	-2.0	-1.9	-1.1	0.8	2.0	4.4	6.7	6.1	2.4	7.4	8.3	6.1	1.4	10.3	12.2	13.0	11.6	15.2	14.1
Italie	14.1	0.8	6.1	-3.7	-9.4	-6.4	-16.6	-29.2	-30.9	-66.6	-41.2	-72.6	-68.7	-7.6	20.6	40.2	26.3	47.8	39.9	44.0
Japon	115.1	130.4	87.0	108.6	139.4	182.1	170.3	175.7	213.0	142.6	146.5	221.2	128.4	62.2	46.2	36.8	133.9	183.1	176.7	203.7
Corée	21.6	10.4	2.7	4.7	11.9	29.7	12.7	3.6	11.8	3.2	33.6	28.9	18.7	50.8	81.1	84.4	105.9	98.7	89.2	94.9
Lettonie	..	-0.4	-0.6	-0.6	-0.9	-1.8	-2.0	-4.6	-6.4	-4.5	2.1	0.5	-0.9	-1.0	-0.8	-0.6	-0.2	0.4	0.3	0.1
Lituanie	..	..	..	..	..	-1.7	-1.9	-3.2	-6.1	-6.5	0.8	-0.1	-1.7	-0.5	0.7	1.7	-1.0	-0.4	-0.8	-1.0
Luxembourg	1.5	2.5	1.5	2.1	2.0	4.1	4.1	4.2	5.0	4.3	3.6	3.6	3.6	3.3	3.4	3.3	3.0	2.8	2.9	3.2
Mexique	-14.0	-18.8	-17.8	-14.9	-8.3	-7.0	-9.1	-7.5	-14.5	-20.4	-8.7	-5.3	-14.0	-17.0	-31.0	-26.2	-33.3	-27.9	-29.2	-30.3
Pays-Bas	15.9	7.8	10.3	11.8	30.1	49.9	48.3	66.6	58.3	48.1	47.5	59.0	77.8	85.9	85.5	78.5	66.1	64.8	75.1	80.4
Nouvelle-Zélande	-2.9	-1.8	-0.4	-1.3	-2.0	-4.7	-8.0	-7.9	-9.1	-10.4	-2.8	-3.3	-4.7	-6.9	-5.8	-6.4	-5.7	-5.0	-6.5	-6.7
Norvège	8.9	25.1	27.5	24.2	27.6	32.8	50.7	56.6	50.3	74.2	42.3	47.4	62.5	64.3	54.4	60.6	33.7	18.1	32.5	34.5
Pologne	-13.0	-10.8	-6.2	-5.8	-5.7	-13.8	-8.0	-13.9	-27.4	-35.8	-17.9	-25.9	-27.4	-18.6	-6.7	-11.4	-2.9	-1.4	-0.7	-0.5
Portugal	-11.3	-12.8	-12.7	-11.4	-11.9	-15.8	-19.5	-22.2	-23.5	-31.9	-25.5	-24.2	-14.8	-3.9	3.5	0.2	0.1	1.7	0.8	1.8
Russie	23.8	45.4	32.1	27.5	33.1	58.6	84.4	92.3	72.2	103.9	50.4	67.5	97.3	71.3	33.4	57.5	69.0	25.0	65.3	63.7
République slovaque	-1.0	-0.7	-1.7	-1.9	-1.9	-3.3	-4.1	-4.4	-4.1	-6.1	-3.0	-4.2	-4.9	0.9	1.8	1.2	0.1	-0.6	-0.1	0.7
Slovénie	-0.9	-0.7	0.0	0.2	-0.2	-0.9	-0.6	-0.7	-2.0	-3.0	-0.3	-0.1	0.1	1.2	2.3	3.1	2.2	3.0	3.4	3.5
Afrique du Sud	-0.7	-0.2	0.3	1.1	-1.5	-6.4	-8.1	-12.1	-16.2	-16.3	-8.1	-5.6	-9.2	-20.2	-21.6	-18.7	-13.9	-9.5	-9.2	-10.7
Espagne	-20.7	-26.2	-27.5	-26.5	-35.3	-59.8	-86.7	-114.0	-143.3	-152.4	-64.0	-56.0	-47.2	-3.3	20.6	14.6	16.3	24.1	26.0	27.9
Suède	10.6	10.2	11.4	11.8	19.6	22.9	23.5	34.5	40.0	40.8	26.0	29.2	31.4	30.4	30.5	26.6	23.3	23.7	26.9	28.5
Suisse	30.8	32.0	22.3	25.7	44.9	57.9	55.3	62.0	48.6	13.6	41.4	86.9	55.5	69.8	78.7	61.7	77.4	70.6	74.8	78.2
Turquie	-0.9	-9.9	3.8	-0.6	-7.6	-14.2	-21.0	-31.2	-36.9	-39.4	-11.4	-44.6	-74.4	-48.0	-63.6	-43.6	-32.1	-32.6	-39.2	-42.5
Royaume-Uni	-39.9	-35.2	-31.3	-35.0	-33.5	-42.0	-30.2	-59.9	-75.1	-101.3	-68.6	-66.7	-46.3	-97.5	-120.1	-139.7	-122.4	-115.7	-100.3	-102.5
États-Unis	-295.5	-410.8	-395.3	-458.1	-521.3	-633.8	-745.4	-806.7	-718.6	-690.8	-384.0	-442.0	-460.4	-446.5	-366.4	-392.1	-463.0	-481.2	-473.1	-566.3
Zone euro	23.2	-44.8	-6.6	44.1	30.6	108.6	43.9	47.2	42.1	-82.8	51.2	56.0	107.5	278.8	370.0	406.4	436.4	423.8	392.4	416.3
Total OCDE	-180.6	-328.5	-300.4	-304.7	-328.7	-303.6	-482.7	-567.7	-532.6	-769.3	-226.9	-196.1	-297.0	-198.6	-9.7	14.1	81.7	113.2	139.4	108.6

Note : Les données de balance de paiement présentées ici sont fondées sur les concepts et définitions du Cinquième et Sixième manuel de la balance des paiements du Fonds monétaire international.

1. Exercices budgétaires.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440878

Annexe : Tableau 62. **Balance des opérations courantes en pourcentage du PIB**

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Argentine	-3.9	-2.9	-1.3	8.4	5.8	1.8	2.5	2.7	2.0	1.4	2.1	-0.5	-1.1	-0.4	-2.2	-1.5	-2.7	-2.8	-2.9	-3.1
Australie	-5.3	-3.8	-2.1	-3.7	-5.4	-6.3	-5.9	-5.8	-6.7	-4.8	-4.7	-3.5	-2.9	-4.1	-3.2	-2.9	-4.8	-2.6	-1.2	-1.0
Autriche	-2.0	-0.9	-1.0	3.2	2.0	2.6	2.6	3.3	3.8	4.5	2.6	2.9	1.6	1.5	2.0	2.4	1.9	1.7	1.9	1.9
Belgique	4.4	3.5	2.9	4.0	3.5	3.3	2.1	1.9	2.0	-1.0	-1.1	1.8	-1.1	-0.1	-0.3	-0.7	0.4	-0.4	-0.3	-0.3
Brésil	-4.3	-3.8	-4.2	-1.3	0.7	1.7	1.5	1.2	0.1	-1.8	-1.5	-3.4	-2.9	-3.0	-3.0	-4.2	-3.1	-1.3	-0.2	-0.1
Canada	0.1	2.5	2.1	1.7	1.1	2.3	1.8	1.4	0.8	0.1	-2.9	-3.6	-2.8	-3.6	-3.2	-2.4	-3.4	-3.3	-2.2	-1.9
Chili	0.7	-0.7	-0.9	-0.1	-0.3	2.8	1.4	4.5	4.3	-3.9	1.8	1.3	-1.7	-4.0	-4.1	-1.6	-1.9	-1.4	-1.0	-1.2
Chine	1.9	1.7	1.3	2.4	2.6	3.5	5.8	8.4	9.9	9.1	4.8	3.9	1.8	2.5	1.5	2.3	2.8	1.7	1.5	1.6
Colombie	0.7	0.8	-1.1	-1.4	-1.0	-0.7	-1.3	-1.8	-2.9	-2.7	-2.0	-3.0	-2.9	-3.0	-3.2	-5.2	-6.4	-4.5	-3.5	-3.5
Costa Rica	-4.5	-4.6	-3.8	-5.2	-5.1	-4.3	-4.9	-4.5	-6.2	-9.0	-1.8	-3.2	-5.3	-5.2	-4.9	-4.9	-4.3	-3.3	-3.3	-3.3
République tchèque	-2.3	-4.4	-4.9	-5.1	-5.7	-3.7	-2.1	-2.5	-4.6	-1.9	-2.3	-3.6	-2.1	-1.6	-0.5	0.2	0.2	1.1	1.0	1.4
Danemark	1.9	1.6	2.5	2.8	3.4	2.3	4.2	3.3	1.4	2.9	3.5	6.6	6.6	6.3	7.8	8.9	9.2	8.1	8.5	8.7
Estonie	-4.3	-5.4	-7.1	-11.1	-12.9	-12.0	-8.7	-15.0	-15.0	-8.7	2.5	1.8	1.3	-2.0	-0.4	0.9	2.2	2.7	1.8	1.3
Finlande	5.2	7.5	8.1	8.2	4.6	5.8	3.0	3.8	3.8	2.2	1.9	1.2	-1.8	-1.9	-1.6	-1.3	-0.6	-1.1	-1.2	-0.7
France	3.3	1.2	1.5	1.2	0.9	0.4	0.0	0.0	-0.3	-0.9	-0.8	-0.8	-1.0	-1.2	-0.9	-1.1	-0.2	-0.9	-1.2	-1.3
Allemagne	-1.4	-1.8	-0.3	1.9	1.4	4.3	4.5	5.6	6.8	5.5	5.7	5.4	6.0	7.1	6.8	7.6	8.6	8.3	7.5	7.4
Grèce	-4.4	-8.5	-7.9	-6.8	-8.4	-7.7	-8.9	-11.5	-15.2	-15.1	-12.3	-11.4	-10.0	-3.8	-2.0	-1.6	0.1	-0.6	-1.9	-2.3
Hongrie	-7.8	-8.4	-5.8	-6.2	-7.9	-8.5	-7.0	-6.9	-7.0	-7.0	-0.8	0.3	0.7	1.7	3.8	2.1	3.3	4.9	3.6	2.1
Islande	-7.2	-10.3	-4.3	1.1	-4.9	-9.8	-15.9	-23.3	-14.0	-22.6	-9.6	-6.6	-5.3	-4.0	6.0	4.0	5.5	8.0	5.2	5.6
Inde[1]	-1.1	-0.6	0.7	1.3	2.3	-0.5	-1.3	-1.0	-1.3	-2.2	-2.8	-2.9	-4.3	-4.8	-1.7	-1.3	-1.1	-0.7	-0.9	-1.2
Indonésie	3.4	4.5	3.9	3.7	3.1	0.6	0.1	2.7	2.2	0.0	1.8	0.7	0.2	-2.7	-3.1	-3.1	-2.0	-1.8	-1.4	-1.5
Irlande	0.2	-0.4	-0.6	-1.0	0.5	-0.1	-3.5	-5.4	-6.5	-6.2	-4.7	-1.2	-1.6	-2.6	2.1	1.7	10.2	4.7	4.1	5.3
Israël	-1.3	-1.5	-1.5	-0.9	0.6	1.5	3.1	4.4	3.4	1.2	3.6	3.6	2.3	0.6	3.5	4.0	4.3	3.6	4.3	3.8
Italie	1.1	0.1	0.5	-0.3	-0.6	-0.3	-0.9	-1.5	-1.4	-2.8	-1.9	-3.4	-3.0	-0.4	1.0	1.9	1.4	2.6	2.1	2.3
Japon	2.5	2.7	2.0	2.6	3.1	3.8	3.6	3.9	4.7	2.8	2.8	3.9	2.1	1.0	0.9	0.8	3.1	3.7	3.7	4.1
Corée	4.4	1.9	0.5	0.8	1.7	3.9	1.4	0.3	1.1	0.6	3.8	2.7	1.6	4.1	6.2	6.0	7.7	7.0	6.0	6.0
Lettonie	..	-4.7	-7.5	-6.5	-7.8	-12.3	-11.8	-20.9	-20.8	-12.3	7.8	2.0	-3.2	-3.6	-2.7	-2.0	-0.8	1.5	1.2	0.2
Lituanie	..	..	..	..	..	-7.7	-7.3	-10.6	-15.1	-13.3	2.1	-0.3	-3.9	-1.2	1.5	3.6	-2.3	-0.9	-1.7	-2.1
Luxembourg	6.8	11.5	7.1	9.3	6.5	11.8	11.0	9.9	9.7	7.6	7.2	6.7	6.0	5.9	5.6	5.0	5.1	4.7	4.7	4.8
Mexique	-2.4	-2.8	-2.4	-2.0	-1.2	-0.9	-1.0	-0.8	-1.4	-1.9	-1.0	-0.5	-1.2	-1.4	-2.5	-2.0	-2.9	-2.6	-2.7	-2.6
Pays-Bas	3.6	1.9	2.4	2.5	5.2	7.6	7.1	9.2	7.0	5.0	5.5	7.0	8.7	10.4	9.9	8.9	8.8	8.4	9.6	9.8
Nouvelle-Zélande	-4.9	-3.2	-0.8	-2.2	-2.4	-4.6	-7.1	-7.1	-6.8	-7.7	-2.3	-2.2	-2.8	-3.9	-3.1	-3.2	-3.3	-2.7	-3.4	-3.4
Norvège	5.5	14.7	15.8	12.3	12.1	12.4	16.5	16.3	12.4	15.8	10.8	11.0	12.5	12.6	10.4	12.1	8.7	4.9	8.5	8.8
Pologne	-7.8	-6.3	-3.2	-2.9	-2.6	-5.5	-2.6	-4.0	-6.4	-6.6	-4.0	-5.4	-5.2	-3.7	-1.3	-2.1	-0.6	-0.3	-0.2	-0.1
Portugal	-8.9	-10.8	-10.4	-8.5	-7.2	-8.3	-9.9	-10.7	-9.7	-12.1	-10.4	-10.1	-6.0	-1.8	1.6	0.1	0.1	0.8	0.4	0.8
Russie	11.6	16.4	9.8	7.5	7.2	9.3	10.4	8.8	5.2	5.8	3.8	4.1	4.8	3.3	1.5	2.8	5.1	1.9	4.0	3.7
République slovaque	-4.7	-3.4	-8.1	-7.7	-5.8	-7.6	-8.3	-7.7	-5.2	-6.2	-3.4	-4.7	-5.0	0.9	1.9	1.1	0.2	-0.7	-0.1	0.7
Slovénie	-4.0	-3.2	0.0	0.9	-0.8	-2.7	-1.8	-1.8	-4.1	-5.3	-0.6	-0.1	0.2	2.6	4.8	6.2	5.2	6.8	7.4	7.2
Afrique du Sud	-0.5	-0.1	0.3	0.9	-0.8	-2.8	-3.1	-4.5	-5.4	-5.5	-2.7	-1.5	-2.2	-5.1	-5.9	-5.3	-4.4	-3.3	-2.7	-3.0
Espagne	-3.3	-4.4	-4.4	-3.7	-3.9	-5.6	-7.5	-9.0	-9.6	-9.3	-4.3	-3.9	-3.2	-0.2	1.5	1.1	1.4	2.0	2.1	2.1
Suède	3.9	4.0	4.7	4.5	5.9	6.0	6.1	8.2	8.2	7.8	6.0	6.0	5.6	5.6	5.3	4.6	4.7	4.7	5.2	5.3
Suisse	10.7	11.7	8.0	8.4	12.7	14.7	13.5	14.4	10.2	2.4	7.5	14.9	8.0	10.5	11.5	8.8	11.5	10.7	11.3	11.4
Turquie	-0.6	-3.7	2.0	-0.3	-2.4	-3.5	-4.2	-5.7	-5.4	-5.0	-1.7	-5.7	-8.9	-5.5	-6.7	-4.7	-3.7	-3.8	-4.8	-4.6
Royaume-Uni	-2.4	-2.1	-1.9	-2.0	-1.7	-1.8	-1.2	-2.2	-2.4	-3.5	-3.0	-2.7	-1.8	-3.7	-4.4	-4.7	-4.3	-4.4	-3.9	-3.8
États-Unis	-3.1	-4.0	-3.7	-4.2	-4.5	-5.2	-5.7	-5.8	-5.0	-4.7	-2.7	-3.0	-3.0	-2.8	-2.2	-2.3	-2.6	-2.6	-2.4	-2.8
Zone euro	0.3	-0.7	-0.1	0.6	0.3	1.1	0.4	0.4	0.3	-0.6	0.4	0.4	0.8	2.2	2.8	3.1	3.8	3.6	3.3	3.4
Total OCDE	-0.7	-1.2	-1.1	-1.1	-1.0	-0.9	-1.3	-1.4	-1.2	-1.7	-0.5	-0.4	-0.6	-0.4	0.0	0.0	0.2	0.2	0.3	0.2

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440883

Annexe : Tableau 63. **Structure des balances des opérations courantes des principales régions**

Milliards de dollars

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Balance commerciale[1]																				
Total OCDE	-45	-198	-172	-147	-205	-236	-412	-501	-387	-528	-78	-179	-348	-261	-45	3	117	213	108	66
Chine	31	29	28	37	36	51	125	209	308	349	220	223	182	232	235	221	358	250	201	240
Autres pays industrialisés d'Asie[2]	68	62	64	76	93	78	86	116	140	56	105	84	77	18	60	120	156	171	172	165
Russie	33	52	40	38	50	74	106	128	115	158	94	126	167	148	126	132	111	66	106	107
Brésil	-11	-15	-13	3	13	23	30	30	19	-4	-7	-23	-20	-34	-58	-65	-25	7	36	42
Autres pays producteurs de pétrole	43	128	82	80	117	178	309	375	354	505	154	335	650	639	587	406	-2	43	80	58
Reste du monde	-57	-51	-49	-35	-41	-60	-81	-110	-171	-250	-149	-161	-190	-232	-241	-239	-238	-217	-221	-228
Total mondial[3]	63	8	-20	52	62	108	164	248	378	286	339	406	517	511	665	578	479	533	483	450
Solde des revenus d'investissement																				
Total OCDE	-1	14	15	-1	46	146	179	176	140	84	193	329	393	379	363	346	267	263	362	387
Chine	-14	-15	-19	-15	-10	-5	-16	-5	8	29	-9	-26	-70	-20	-78	13	-41	-44	-14	-14
Autres pays industrialisés d'Asie[2]	-7	-10	-6	-10	-7	-22	-33	-24	-24	-27	-29	-45	-50	-76	-84	-83	-80	-76	-89	-90
Russie	-8	-7	-4	-7	-13	-13	-19	-29	-29	-46	-40	-47	-60	-68	-80	-68	-37	-35	-38	-40
Brésil	-18	-17	-19	-18	-18	-20	-26	-27	-29	-42	-35	-67	-70	-54	-33	-52	-42	-41	-42	-48
Autres pays producteurs de pétrole	4	-4	-7	-16	-14	-10	7	19	14	-18	-29	-58	-109	-85	-93	-99	-70	-51	-45	-36
Reste du monde	-23	-29	-29	-29	-38	-44	-50	-57	-62	-73	-65	-84	-109	-108	-114	-97	-82	-96	-107	-122
Total mondial[3]	-68	-68	-70	-95	-54	32	43	53	18	-94	-13	2	-76	-31	-118	-39	-85	-79	25	36
Solde des transferts																				
Total OCDE	-128	-135	-137	-150	-185	-229	-261	-258	-314	-348	-345	-355	-372	-366	-384	-395	-355	-369	-324	-328
Chine	5	6	8	13	17	23	24	28	37	43	32	41	25	3	-9	1	-13	-10	-10	-9
Autres pays industrialisés d'Asie[2]	14	15	16	19	26	26	36	44	56	70	68	72	84	91	92	94	85	80	84	87
Russie	1	0	-1	-1	0	-1	-2	-3	-6	-7	-6	-6	-6	-6	-9	-8	-6	-6	-11	-11
Brésil	2	2	2	2	3	3	4	4	4	4	3	3	3	3	4	3	3	3	3	3
Autres pays producteurs de pétrole	-18	-19	-20	-20	-19	-19	-20	-11	-20	-28	-38	-42	-49	-56	-68	-74	-76	-73	-77	-78
Reste du monde	40	45	51	57	67	78	90	103	121	139	127	138	150	157	167	174	167	174	182	190
Total mondial[3]	-85	-87	-80	-79	-90	-120	-130	-92	-122	-127	-158	-150	-166	-173	-208	-205	-194	-201	-152	-146
Balance des opérations courantes																				
Total OCDE	-181	-328	-300	-305	-329	-304	-483	-568	-533	-769	-227	-196	-297	-199	-10	14	82	113	139	109
Chine	21	20	17	35	43	69	132	232	353	421	243	238	136	215	148	236	304	196	177	216
Autres pays industrialisés d'Asie[2]	59	47	60	77	102	76	69	122	156	84	135	99	99	13	53	122	148	171	158	154
Russie	24	45	32	27	33	59	84	92	72	104	50	67	97	71	33	58	69	25	65	64
Brésil	-26	-25	-24	-8	4	11	14	13	0	-31	-26	-76	-77	-74	-75	-104	-59	-24	-4	-3
Autres pays producteurs de pétrole	29	118	60	42	81	145	295	383	348	459	88	236	493	499	426	230	-144	-82	-42	-57
Reste du monde	-38	-34	-26	-4	-8	-25	-41	-62	-112	-183	-86	-107	-148	-182	-186	-160	-153	-140	-148	-162
Total mondial[3]	-111	-157	-181	-135	-74	31	71	213	285	84	177	262	303	344	391	396	246	261	345	321

Note : Pour la zone OCDE, les données historiques sont les agrégats des données de balance des paiements recensées par chaque pays. En raison de divers problèmes statistiques et du fait que de nombreux pays non membres ne communiquent pas leurs chiffres, des divergences peuvent exister entre les balances commerciales et les balances courantes recensées par ces pays et celles qui sont présentées dans ce tableau.

1. Sur la base des comptes nationaux pour les pays de l'OCDE et des balance de paiements pour les régions non-OCDE.
2. Hong-Kong - Chine, Inde, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Taipei chinois, Thaïlande et Vietnam.
3. Comprend les erreurs statistiques et les asymétries de traitement. Étant donnée l'importance des flux bruts au niveau mondial, des erreurs statistiques et des asymétries de traitement donnent lieu à des soldes mondiaux significativement différents de zéro.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933440891

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements oeuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, la Lettonie, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

ÉDITIONS OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16
(12 2017 03 2 P) ISBN 978-92-64-27766-3 – 2017

Perspectives économiques de l'OCDE

Les *Perspectives économiques de l'OCDE*, publication semestrielle, présentent une analyse des grandes tendances économiques qui marqueront les deux années à venir. Les Perspectives économiques proposent un ensemble cohérent de projections concernant la production, l'emploi, les prix et balances des opérations courantes et budgétaires.

Tous les pays membres de l'OCDE sont examinés ainsi que certains pays non membres. Cette édition comporte une évaluation générale, un chapitre spécial sur comment rendre le commerce mondial bénéfique pour tous, un chapitre résumant les tendances économiques et fournissant des projections par pays et une annexe statistique.

Veuillez consulter cet ouvrage en ligne : ***http://dx.doi.org/10.1787/eco_outlook-v2017-1-fr***.

Cet ouvrage est publié sur OECD iLibrary, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation.
Rendez-vous sur le site ***www.oecd-ilibrary.org*** pour plus d'informations.

Volume 2017/1
N° 101, Juin

éditionsOCDE
www.oecd.org/editions





ISBN 978-92-64-27766-3
12 2017 03 2 P

